

Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114704463>

A1
XB
-B56

Government
Publication

17

C-46

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-46

An Act to amend the Royal Canadian Mint Act and the
Currency Act

First reading, March 24, 1987

THE MINISTER OF SUPPLY AND SERVICES

22355

C-46

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-46

Loi modifiant la Loi sur la Monnaie royale canadienne et
la Loi sur la monnaie

Première lecture le 24 mars 1987



LE MINISTRE DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-46

PROJET DE LOI C-46

An Act to amend the Royal Canadian Mint
Act and the Currency Act

Loi modifiant la Loi sur la Monnaie royale
canadienne et la Loi sur la monnaie

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. R-8;
1976-77, cc. 10,
34; 1984, c. 31

ROYAL CANADIAN MINT ACT

LOI SUR LA MONNAIE ROYALE
CANADIENNE

S.R., ch. R-8;
1976-77, ch. 10,
34; 1984, ch. 31

1. (1) The definition "Directeur" in sec-
tion 2 of the French version of the *Royal
Canadian Mint Act* is repealed.

1. (1) La définition de «Directeur», à l'ar-
ticle 2 de la version française de la *Loi sur la
Monnaie royale canadienne*, est abrogée.

(2) Section 2 of the French version of the
said Act is further amended by adding there-
to, in alphabetical order within the section,
the following definition:

(2) L'article 2 de la version française de la
même loi est modifié par insertion, suivant
l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

«président»
"Master"

10 «président» désigne le président de la
Monnaie."

10 «président» désigne le président de la
Monnaie.» «président»
"Master"

(3) Section 2 of the said Act is further
amended by adding thereto, in alphabetical
order within the section, the following 15
definitions:

(3) L'article 2 de la même loi est modifié
par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de
ce qui suit :

"base metal
coin"
«pièce de métal
commun»

15 "“base metal coin” means a coin other
than a precious metal coin;

15 «pièce de métal commun» désigne toute
pièce de monnaie autre qu'une pièce de
métal précieux;

"precious metal
coin"
«pièce de métal
précieux»

20 "“precious metal coin” means a coin at
least fifty per cent of the composition of
which is gold, silver or platinum or of
the platinum group of metals."

20 «pièce de métal précieux» désigne une
pièce de monnaie contenant au moins
cinquante pour cent d'or, d'argent, de
platine ou de métaux voisins du platine;»

«pièce de métal
précieux»
"precious ..."

2. The heading preceding section 3 and
section 3 of the said Act are repealed and the
following substituted therefor:

2. L'article 3 de la même loi et l'intertitre
qui le précède sont abrogés et remplacés par
ce qui suit :

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the Royal Canadian Mint Act and the Currency Act".

RECOMMANDATION

Son Excellence le Gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée: «Loi modifiant la Loi sur la Monnaie royale canadienne et la Loi sur la monnaie».

EXPLANATORY NOTES

Royal Canadian Mint Act

Clause 1: (1) This amendment is consequential on the amendment proposed by subclause (2).

The definition "Directeur" reads as follows:

"«Directeur» désigne le directeur de la Monnaie;"

(2) This amendment would substitute the word "président" for the word "directeur" in the French version of the Act.

(3) New. This amendment would add the definitions "base metal coin" and "precious metal coin". These definitions would replace the definition "subsidiary coin" and the expression "gold coin" now found in the *Currency Act*.

Clause 2: The proposed subsections 3(1) and (2) include stylistic changes.

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur la Monnaie royale canadienne

Article 1, (1). — Découle de la modification qui figure au paragraphe (2).

Texte de la définition de «Directeur» :

«Directeur» désigne le directeur de la Monnaie;

(2). — Substitue le mot «président» au mot «directeur».

(3). — Nouveau. Fait passer de la *Loi sur la monnaie* à la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* la définition de «pièce de monnaie divisionnaire» et l'expression «pièce d'or». Substitue respectivement à ces expressions les expressions «pièce de métal commun» et «pièce de métal précieux».

Article 2. — Les paragraphes 3(1) et (2) apportent des modifications stylistiques.

"INCORPORATION, OBJECTS AND HEAD
OFFICE

Incorporation	3. (1) The Master of the Mint and such other persons as constitute the Board of Directors of the Mint are hereby incorporated as a body corporate under the name of the Royal Canadian Mint.	5
Objects	(2) The objects of the Mint are to mint coins in anticipation of profit and to carry out other related activities.	
Head office	(3) The head office of the Mint shall be in the National Capital Region as 10 described in the schedule to the <i>National Capital Act</i> .	

«CONSTITUTION, MISSION ET SIÈGE

Constitution	3. (1) Est constituée la Monnaie royale canadienne, organisme doté de la personnalité morale et composé du président de la Monnaie et des autres membres du Conseil.	5
Mission	(2) La Monnaie a pour but la frappe de pièces de monnaie, en vue de réaliser des bénéfices, et l'exercice d'activités connexes.	
Siège	(3) Le siège de la Monnaie est fixé dans 10 la région de la Capitale nationale définie à l'annexe de la <i>Loi sur la Capitale nationale</i> .	

CAPITAL

Authorized capital	3.1 (1) The authorized capital of the Mint is forty million dollars divided into four thousand shares of ten thousand dollars each.	15
Purchase of shares	(2) The Governor in Council may, by order, approve the purchase by the Minister of shares of the Mint and the payment therefor out of the Consolidated Revenue Fund.	20
Shares	(3) The shares of the Mint are not transferable and when issued to the Minister in accordance with this Act shall be registered in the books of the Mint in the name of the Minister and held by him in trust for Her Majesty in right of Canada.	25
Limitation	(4) No shares of the Mint may be issued otherwise than as expressly authorized by this Act.	30
Redemption of shares	3.2 (1) The Mint shall, at the request of the Minister after consultation with the Board, redeem such number of shares issued to the Minister in accordance with this Act as the Minister may direct.	35
Redemption price	(2) The price to be paid for each share redeemed by the Mint pursuant to subsection (1) is the issue price of the share."	

COMPOSITION DU CAPITAL

Capital social	3.1 (1) La Monnaie a un capital autorisé de quarante millions de dollars, réparti en quatre mille actions de dix mille dollars chacune.	15
Souscription des actions	(2) Le gouverneur en conseil peut, par décret, autoriser le ministre à acheter des actions de la Monnaie et à les payer sur le Fonds du revenu consolidé.	20
Actions	(3) Les actions de la Monnaie ne sont pas transférables. Les actions émises au nom du ministre, en vertu de la présente loi, sont inscrites à son nom dans les livres de la société; il les détient, en fiducie, pour Sa Majesté du chef du Canada.	25
Restriction	(4) Les actions de la Monnaie doivent être émises de la manière expressément autorisée par la présente loi.	30
Rachat d'actions	3.2 (1) Sur demande du ministre et après consultation du Conseil, la Monnaie rachète au ministre tout ou partie des actions qu'elle a émises en faveur de celui-ci, selon les directives de ce dernier.	35
Prix de rachat	(2) Le prix de rachat est identique à la valeur des actions au moment de leur émission."	

3. Subsection 4(1) of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (g) thereof and by

3. Le paragraphe 4(1) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin de l'alinéa g) et par abrogation de l'alinéa h), qui est remplacé par ce qui suit :

The proposed subsection 3(3) is at present section 7 of the Act.

The proposed section 3.1 would authorize the Mint to issue shares and establishes the manner of their issue and redemption. It would also authorize the Minister to purchase shares with the approval of the Governor in Council and authorize payment out of the Consolidated Revenue Fund.

The heading preceding section 3 and section 3 at present read as follows:

“INCORPORATION AND OBJECTS

3. The Master of the Mint and such other persons as constitute the Board of Directors of the Mint are hereby incorporated as a body corporate under the name of the Royal Canadian Mint with the objects of *minting* coins in anticipation of profit and *carrying out* other related activities.”

Le nouveau paragraphe 3(3) reprend le texte de l'article 7 actuel.

Le nouvel article 3.1 permet à la Monnaie d'émettre des actions et précise les modalités de leur émission et de leur rachat. Permet au ministre des Approvisionnements et Services d'acheter ces actions, sur autorisation du gouverneur en conseil et de les payer sur le Fonds du revenu consolidé.

Texte actuel de l'article 3 et de l'intertitre qui le précède :

«CONSTITUTION EN CORPORATION ET OBJETS

3. *Le directeur de la Monnaie et les autres personnes qui constituent le Conseil d'administration de la Monnaie sont constitués par les présentes en une corporation portant le nom de Monnaie royale canadienne ayant pour objet de frapper des pièces de monnaie en prévision d'un profit et d'exercer d'autres fonctions connexes.*»

Clause 3: This amendment would authorize the Mint to borrow or lease precious metals for the purposes of its operations.

Article 3. — Accorde à la Monnaie le pouvoir d'emprunter ou de louer les métaux précieux dont elle a besoin pour l'exercice de ses activités.

Texte actuel du passage visé du paragraphe 4(1) :

repealing paragraph (h) thereof and substituting the following therefor:

“(h) to borrow or lease precious metals that it requires for the purposes of its operations; and

(i) to do all other things that are incidental or conducive to the attainment of the objects and the exercise of the powers of the Mint.”

«h) emprunter ou louer les métaux précieux dont elle a besoin pour la conduite de ses opérations;

i) prendre toute autre mesure utile à l'exercice de ses attributions.»

4. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 5 thereof, the following heading and sections:

4. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 5, de ce qui suit :

“PRECIOUS METAL COINS

Issue of
precious metal
coins

6. (1) The Governor in Council may, by proclamation, authorize the issue of precious metal coins of a description, and of the standards, margin of tolerance and least current weight applicable to that description, that are specified in Part I of the schedule.

Amendment of
Part I of
schedule

(2) The Governor in Council may, by proclamation,

(a) prescribe the dimensions and designs of any precious metal coins;

(b) amend Part I of the schedule by adding to that Part any denominations of precious metal coins other than those specified therein and the description, standards, margin of tolerance and least current weight for precious metal coins of that denomination; and

(c) amend Part I of the schedule by substituting any description, standards, margin of tolerance or least current weight in place of those specified in the schedule.

Maximum
number of
precious metal
coins

(3) The Governor in Council may, by order, fix, in respect of any denomination specified in Part I of the schedule, the maximum number of precious metal coins to be struck in any year.

BASE METAL COINS

Characteristics
of base metal
coins

6.1 (1) Every base metal coin issued under this Act shall be of a description, and of the standard weight and margin of

«PIÈCES DE MÉTAL PRÉCIEUX

Émission de
pièces

6. (1) Le gouverneur en conseil peut, par proclamation, autoriser l'émission de pièces de métal précieux ayant les caractéristiques — désignation, normes, marge de tolérance et poids faible — précisées à la partie I de l'annexe.

(2) Le gouverneur en conseil peut, par proclamation :

Modification de
la partie I de
l'annexe

a) fixer les dimensions et le dessin des pièces de métal précieux;

b) modifier la partie I de l'annexe en y ajoutant des valeurs nominales de pièces de métal précieux autres que celles qui y sont spécifiées et en en précisant les caractéristiques — désignation, normes, marge de tolérance et poids faible — correspondantes;

c) modifier la partie I de l'annexe pour substituer aux caractéristiques — désignation, normes, marge de tolérance ou poids faible — correspondant aux valeurs nominales déjà prévues à cette partie de nouvelles caractéristiques.

(3) Le gouverneur en conseil peut, par décret, fixer, pour toute valeur nominale figurant à la partie I de l'annexe, le nombre maximal de pièces de métal précieux à frapper au cours de l'année.

Nombre
maximal de
pièces d'or

PIÈCES DE MÉTAL COMMUN

6.1 (1) Les pièces de métal commun émises au titre de la présente loi doivent être conformes aux caractéristiques —

Caractéristiques
des pièces

The relevant portion of subsection 4(1) at present reads as follows:

“4. (1) The Mint may, as ancillary and incidental to its objects, exercise any or all of the following powers, namely the power

(h) to do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects and the exercise of the powers of the Mint.”

Clause 4: This amendment would transfer the provisions of the *Currency Act* respecting the minting of gold coins and subsidiary coins to the *Royal Canadian Mint Act*. Subsection 4(2) and section 4.1 of the *Currency Act*, which set out a time limit for the production of gold coins and require the Minister to make a report to Parliament, would be repealed by the amendment proposed by clause 14.

The proposed subsection 6.1(3) is new and would simplify the procedures for authorizing minor changes to base metal coins by authorizing the Governor in Council to make the changes by regulation.

«4. (1) La Monnaie peut, accessoirement à ses objets et à leur propos, exercer tout ou partie des pouvoirs de faire ce qui suit :

h) faire toute autre chose qui contribue à la réalisation des objets et à l'exercice des pouvoirs de la Monnaie ou qui en devient une conséquence nécessaire.»

Article 4. — Fait passer de la *Loi sur la monnaie* à la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* les dispositions relatives aux pièces d'or et aux pièces de monnaie divisionnaire. Supprime, du fait de la non reproduction du paragraphe 4(2) de la *Loi sur la monnaie*, la date limite pour l'émission de pièces d'or et, du fait de la non reproduction de l'article 4.1 de la même loi, l'obligation de présenter au Parlement un rapport relatif aux pièces d'or émises ou rachetées.

Le nouveau paragraphe 6.1(3) simplifie, dans certains cas, le processus d'approbation des changements aux pièces de métal commun en autorisant le gouverneur en conseil à modifier par règlement certaines caractéristiques de ces pièces.

	tolerance applicable to that description, specified in Part II of the schedule.	désignation, poids légal et marge de tolérance — fixées à la partie II de l'annexe.	
Powers of Governor in Council	(2) The Governor in Council may, by proclamation, (a) prescribe the dimensions and design of any base metal coin; and (b) amend Part II of the schedule by altering the margin of tolerance for base metal coins of any denomination.	(2) Le gouverneur en conseil peut, par proclamation : a) fixer les dimensions et le dessin des pièces de métal commun; b) modifier la partie II de l'annexe en changeant la marge de tolérance applicable à une valeur nominale donnée.	Pouvoirs du gouverneur en conseil
Idem	(3) Notwithstanding subsections (1) and (2), the Governor in Council may, by regulation, authorize the issue of base metal coins (a) the composition of which differs from the composition specified for those coins in Part II of the schedule but the colour of which is similar to the colour of coins of the composition so specified; or (b) the diameter of which varies from the diameter prescribed for those coins under subsection (2) by not more than ten per cent.	(3) Par dérogation aux paragraphes (1) et (2), le gouverneur en conseil peut, par règlement, permettre l'émission de pièces de métal commun comportant : a) par rapport aux pièces figurant à la partie II de l'annexe, un changement de composition tel que leur couleur demeure similaire; b) par rapport à la dimension fixée en application du paragraphe (2), un changement d'au plus dix pour cent dans le diamètre.	Modification des caractéristiques
New denominations	6.2 (1) The Governor in Council may, by proclamation, amend Part II of the schedule by adding to that Part any denomination of base metal coins other than those specified therein.	6.2 (1) Le gouverneur en conseil peut, par proclamation, modifier la partie II de l'annexe en ajoutant d'autres valeurs nominales à celles qui y sont prévues.	Nouvelles valeurs nominales
Characteristics of new denominations	(2) Every coin of a denomination added to Part II of the schedule pursuant to subsection (1) shall be of a composition specified in that Part and of a standard weight that bears the same proportion to the standard weight specified in that Part as the denomination of the coin bears to the denomination of coins of the same composition.	(2) Dans le cas visé au paragraphe (1), la composition des nouvelles pièces de métal commun doit être choisie parmi celles qui figurent à la partie II de l'annexe et leur poids légal est établi en fonction de celui des pièces de même composition figurant à la même annexe de façon à être proportionnel à la valeur nominale.	Caractéristiques des nouvelles pièces
Temporary alteration of composition	(3) Notwithstanding subsections (1) and (2), where the Governor in Council, by reason of a shortage of certain metals, considers it advisable in the public interest to curtail the use of those metals in making base metal coins of any denomination specified in Part II of the schedule, the Governor in Council may, by proclamation, authorize the issue of base metal coins of that denomination and amend that	(3) Par dérogation aux paragraphes (1) et (2), le gouverneur en conseil peut, vu la pénurie de certains métaux et s'il estime opportun dans l'intérêt public de restreindre l'emploi de ces métaux dans la fabrication des pièces, autoriser, par proclamation, l'émission d'une pièce de métal commun d'une valeur nominale mentionnée à la partie II de l'annexe et modifier en conséquence la partie II en fixant la	Modification temporaire de la composition

Part by specifying the composition and standard weight of that issue of base metal coins and the margin of tolerance therefor.

Authorizing composition of coins where alternatives stated

(4) Where more than one composition is specified for a denomination of base metal coins set out in Part II of the schedule, the Governor in Council may, by proclamation, specify which of the compositions, with its applicable standard weight and margin of tolerance, shall be used in the making of base metal coins of that denomination.”

5. The heading preceding section 7 and section 7 of the said Act are repealed.

6. Subsections 8(3) to (6) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Payments to Mint to be made from C.R.F.

“(3) Payments for the production, storage, preparation or movement of coins of the currency of Canada shall be made out of the Consolidated Revenue Fund on the authorization of the Minister of Finance.

Dealing in metals

(4) Where, pursuant to paragraph 4(1)(e), the Mint deals with gold, silver or other metals for the account of Her Majesty, payments for the purchase thereof shall be made out of the Consolidated Revenue Fund on the authorization of the Minister of Finance and all amounts received from the sale thereof shall be paid into the Consolidated Revenue Fund.”

7. (1) The heading preceding section 9 of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“PRÉSIDENT ET CONSEIL
D’ADMINISTRATION”

1984, c. 31, s. 14, Sch. II, Item 45(3), (4)

(2) Section 9 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Board of Directors

“9. (1) The Board of Directors of the Mint shall consist of a Chairman, the Master of the Mint and nine other directors.

composition, le poids légal et la marge de tolérance de la nouvelle pièce.

Choix de la composition

(4) Dans les cas où la partie II de l'annexe prévoit, pour une valeur nominale donnée, plusieurs possibilités de composition, le gouverneur en conseil peut, par proclamation, choisir la composition, avec le poids légal et la marge de tolérance correspondantes, à utiliser pour la frappe de pièces de métal commun de cette valeur nominale.»

5. L'article 7 de la même loi et l'intertitre qui le précède sont abrogés.

6. Les paragraphes 8(3) à (6) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit : 15

«(3) Toutes les sommes à verser pour la production, l'entreposage, la préparation ou le transport de pièces de monnaie canadienne sont prélevées sur le Fonds du revenu consolidé avec l'autorisation du 20 ministre des Finances.

Les versements à la Monnaie doivent être prélevés sur le F.R.C.

(4) Lorsque la Monnaie fait des transactions portant sur de l'or, de l'argent ou d'autres métaux pour le compte de Sa Majesté, au titre de l'alinéa 4(1)e, les paiements pour l'achat de ces métaux doivent être faits sur le Fonds du revenu consolidé avec l'autorisation du ministre des Finances et tous les deniers provenant de la vente de ces métaux doivent être versés au Fonds du revenu consolidé.»

Transactions sur les métaux

7. (1) L'intertitre qui précède l'article 9 de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«PRÉSIDENT ET CONSEIL
D’ADMINISTRATION»

(2) L'article 9 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1984, ch. 31, art. 14, ann. II, par. 45(3) et (4)

“9. (1) Le Conseil se compose de onze membres dont le président, le président du Conseil et neuf autres administrateurs.

Conseil d'administration

Clause 5: This amendment is consequential on the addition of subsection 3(3) proposed by clause 2.

The heading preceding section 7 and section 7 read as follows:

“HEAD OFFICE

7. The head office of the Mint shall be in the National Capital Region described in the schedule to the *National Capital Act*.”

Clause 6: This amendment is consequential in part on the amendment proposed by subclause 16(2) whereby the provision in the present subsection 8(3) of the *Royal Canadian Mint Act* respecting the payment for the redemption of coins would be transferred to the *Currency Act*.

This amendment would also make clear that the transactions referred to in subsection 8(4) as it reads at present are the same as those referred to in paragraph 4(1)(e).

This amendment is also consequential on the amendment proposed by clause 17 whereby the present subsection 8(5) of the *Royal Canadian Mint Act* would be transferred to the *Currency Act*.

This amendment would also repeal subsection 8(6), which is obsolete.

Subsections 8(3) to (6) at present read as follows:

“(3) Payments for the production, storage, preparation or movement of coins of the currency of Canada and for the redemption of coins of the currency of Canada shall be made out of the Consolidated Revenue Fund on the authorization of the Minister of Finance.

(4) Where the Mint deals with gold, silver or other metals for the account of Her Majesty, payments for the purchase thereof shall be made out of the Consolidated Revenue Fund on the authorization of the Minister of Finance and all amounts received from the sale thereof shall be paid into the Consolidated Revenue Fund.

(5) All amounts received from the issue, for circulation in Canada, of coins of the currency of Canada shall be paid into the Consolidated Revenue Fund.

(6) On such terms and conditions as are approved by the Treasury Board the Minister of Finance may, with respect to the changes in composition of subsidiary coins proclaimed in force on August 1, 1968 pursuant to the *Currency, Mint and Exchange Fund Act*, chapter 315

Article 5. — Découle du nouveau paragraphe 3(3) qui figure à l'article 2.

Texte de l'article 7 et de l'intertitre qui le précède :

«SIÈGE

7. Le siège de la Monnaie sera situé dans la région de la Capitale nationale délimitée à l'annexe de la *Loi sur la Capitale nationale*.»

Article 6. — Fait passer de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* à la *Loi sur la monnaie* le pouvoir de prélever sur le Fonds du revenu consolidé les fonds requis pour le rachat des pièces de monnaie.

Précise que les transactions visées par le paragraphe 8(4) sont celles prévues par l'alinéa 4(1)e).

Découle de la modification qui figure à l'article 17 qui fait passer le paragraphe 8(5) de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* à la *Loi sur la monnaie*.

Retranche le paragraphe 8(6) maintenant périmé.

Texte actuel des paragraphes 8(3) à (6) :

«(3) Toutes les sommes à verser pour la production, l'entreposage, la préparation ou le transport de pièces de monnaie canadienne ainsi que pour le rachat de pièces de monnaie canadienne doivent être prélevées sur le Fonds du revenu consolidé avec l'autorisation du ministre des Finances.

(4) Lorsque la Monnaie fait des transactions portant sur de l'or, de l'argent ou d'autres métaux pour le compte de Sa Majesté, les paiements pour l'achat de ces métaux doivent être faits sur le Fonds du revenu consolidé avec l'autorisation du ministre des Finances et tous les deniers provenant de la vente de ces métaux doivent être versés au Fonds du revenu consolidé.

(5) Toutes les sommes provenant des émissions de pièces de monnaie canadienne devant avoir cours au Canada doivent être versées au Fonds du revenu consolidé.

(6) Selon les modalités qu'approuve le conseil du Trésor, le ministre des Finances peut, en ce qui concerne les changements de composition des pièces divisionnaires dont l'entrée en vigueur a été proclamée le 1^{er} août 1968 en conformité de la *Loi sur la monnaie*, l'*Hôtel des monnaies* et le fonds des changes, chapitre 315 des Statuts révisés du Canada de 1952, payer, sur les sommes que le gouvernement du Canada retire de l'émission des pièces devant avoir cours au Canada, une indemnité aux propriétaires de distributeurs automatiques ou à leurs mandataires pour les achats ou transformations de sélecteurs de

Appointment of
Directors

(2) Each director, other than the Chairman and the Master of the Mint, shall be appointed by the Minister, with the approval of the Governor in Council, to hold office during pleasure for such term not exceeding three years as will ensure, as far as possible, the expiration in any one year of the terms of office of not more than one half of the directors. 5

(2) Les administrateurs, autres que le président et le président du Conseil, sont nommés à titre amovible par le ministre, avec l'approbation du gouverneur en conseil, pour un mandat maximal de trois ans; 5 les nominations sont faites, dans la mesure du possible, de façon que, chaque année, la moitié au plus des mandats arrive à expiration.

Nomination des
administrateurs

Appointment of
Chairman

(3) The Chairman shall be appointed by 10 the Governor in Council to hold office during pleasure for such term as the Governor in Council considers appropriate.

(3) Le gouverneur en conseil nomme à 10 titre amovible le président du conseil pour le mandat qu'il estime indiqué.

Président du
Conseil

Appointment of
Master of the
Mint

(4) The Master of the Mint shall be appointed by the Governor in Council to hold office during pleasure for such term as the Governor in Council considers appropriate. 15

(4) Le gouverneur en conseil nomme à titre amovible le président pour le mandat qu'il estime indiqué. 15

Président

Re-appoint-
ment

(5) A director may, on the expiration of his term of office, be re-appointed in the same or another capacity. 20

(5) Les administrateurs peuvent recevoir un nouveau mandat, aux fonctions identiques ou non.

Nouveau
mandat

Conditions of
eligibility

(6) Each director appointed under subsection (2) must have experience in the field of metal fabrication or production, industrial relations or a related field. 25

(6) Les personnes faisant l'objet d'une nomination au titre du paragraphe (2) doivent avoir de l'expérience en matière de production et de fabrication des métaux, de relations industrielles, ou dans un domaine connexe. 20

Conditions
d'éligibilité

Salary and
benefits

(7) The directors shall be paid such salary as is fixed by the Governor in Council and shall receive such benefits as are fixed by the Board."

(7) Les administrateurs reçoivent le 25 traitement fixé par le gouverneur en conseil et les avantages fixés par le Conseil.»

Traitement et
avantages

8. Sections 11 and 12 of the French version of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

8. Les articles 11 et 12 de la version française de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit : 30

Administrateur
intérimaire

"11. Le gouverneur en conseil peut, selon les modalités qu'il peut prescrire, nommer un administrateur intérimaire si un administrateur de la Monnaie autre que le président est à quelque moment incapable de remplir les fonctions de son poste par suite d'absence ou d'incapacité. 35

«11. Le gouverneur en conseil peut, selon les modalités qu'il peut prescrire, nommer un administrateur intérimaire si un administrateur de la Monnaie autre que le président est à quelque moment 35 incapable de remplir les fonctions de son poste par suite d'absence ou d'incapacité.

Administrateur
intérimaire

Président

12. (1) Le président est le fonctionnaire 40 administratif en chef de la Monnaie et il doit consacrer tout son temps aux affaires de la Monnaie.

12. (1) Le président est le fonctionnaire administratif en chef de la Monnaie et il doit consacrer tout son temps aux affaires 40 de la Monnaie.

Président

Président
suppléant

(2) Le Conseil peut autoriser l'un de ses administrateurs ou un fonctionnaire de la 45 Monnaie à agir en qualité de président de

(2) Le Conseil peut autoriser l'un de ses administrateurs ou un fonctionnaire de la Monnaie à agir en qualité de président de

Président
suppléant

of the Revised Statutes of Canada, 1952, pay compensation, out of the amounts received from the issue of coins for circulation in Canada, to the owners of coin vending machines or their agents in respect of any purchase or modification of coin selectors for such vending machines required as a result of those changes in composition.”

Clause 7: (1) and (2) This amendment would substitute the word “président” for the word “directeur” in the French version and would increase the number of directors to 11.

This amendment would also eliminate the discrimination in favour of employees in the public service of Canada, set out in the proposed subsection (4) the text of the present subsections 9(5.1) and 13(1), and set out in the proposed subsection (7) the provisions that at present provide for the payment of salaries to directors. The proposed subsection (7) would also authorize the Board to fix benefits for directors.

Section 9 at present reads as follows:

“9. (1) The Board of Directors of the Mint shall consist of a Chairman, the Master of the Mint and five other directors.

(2) *Subject to subsection (3)*, each director, other than the Chairman and the Master of the Mint, shall be appointed by the Minister, with the approval of the Governor in Council, to hold office for such term, not exceeding three years, as will ensure, as far as possible, the expiration in any one year of the terms of office of not more than one-half of the directors, *but may be removed at any time by the Minister, with the approval of the Governor in Council.*

(3) The directors, other than the Chairman and the Master of the Mint, shall be appointed as follows:

- (a) one director from the public service of Canada upon the recommendation of the Minister of Finance;
- (b) one director from the public service of Canada upon the recommendation of the Minister; and
- (c) three directors from outside the public service of Canada upon the recommendation of the Minister.

(4) *No person shall be appointed a director from outside the public service of Canada who does not have experience in the field of metal fabrication or production, industrial relations or a related field.*

(5) The Chairman of the Board shall be appointed from the public service of Canada by the Governor in Council for such term as the Governor in Council deems appropriate and may be removed at any time by the Governor in Council.

(5.1) The Chairman may, on the expiration of his term of office, be re-appointed to the Board in the same or another capacity.

(6) The Master of the Mint shall be appointed by the Governor in Council for such term as the Governor in Council deems appropriate and may be removed at any time by the Governor in Council.

(7) The Master shall be paid by the Mint such salary as is fixed by the Governor in Council.”

Clause 8: This amendment would substitute the word “président” for the word “directeur” in the French version.

Sections 11 and 12 of the French version at present read as follows:

“11. Le gouverneur en conseil peut, selon les modalités qu’il peut prescrire, nommer un administrateur intérimaire si un administrateur

pièces des distributeurs que les changements de composition des pièces ont rendus nécessaires.»

Article 7, (1) et (2). — Substitue le mot «président» au mot «directeur» et porte à onze le nombre des administrateurs de la Monnaie.

Réorganise l’article 9 en effectuant les changements suivants :

– Élimine la discrimination favorisant les employés de la Fonction publique.

– Regroupe dans le nouveau paragraphe (4) le texte des paragraphes 9(5.1) et 13(1) actuels.

– Regroupe dans le paragraphe (7) les dispositions relatives au traitement des administrateurs, et prévoit que les administrateurs peuvent recevoir les avantages fixés par le Conseil.

Texte actuel de l’article 9 :

«9. (1) Le Conseil d’administration de la Monnaie se compose d’un président, du directeur de la Monnaie et de cinq autres administrateurs.

(2) *Sous réserve du paragraphe (3)*, les administrateurs, autres que le président et le directeur de la Monnaie, sont nommés à titre amovible par le ministre, avec l’approbation du gouverneur en conseil, pour un mandat maximal de trois ans; les nominations sont faites, dans la mesure du possible, de façon que, chaque année, la moitié au plus des mandats arrive à expiration.

(3) Les administrateurs, autres que le président et le directeur de la Monnaie, sont nommés comme suit :

- a) un administrateur choisi dans la fonction publique du Canada est nommé sur recommandation du ministre des Finances;
- b) un administrateur choisi dans la fonction publique du Canada est nommé sur recommandation du Ministre; et
- c) trois administrateurs choisis hors de la fonction publique du Canada sont nommés sur recommandation du Ministre.

(4) *Quiconque ne fait pas partie de la fonction publique du Canada ne peut être nommé administrateur s’il ne possède aucune expérience dans le domaine de la fabrication ou de la production des métaux, dans celui des relations industrielles ou dans un domaine apparenté.*

(5) Le gouverneur en conseil nomme à titre amovible le président du conseil parmi les membres de la fonction publique du Canada pour le mandat qu’il estime indiqué.

(5.1) *Le mandat du président du conseil est renouvelable à l’expiration de son mandat, que ce soit sous la même ou sous une autre qualité.*

(6) Le gouverneur en conseil nomme à titre amovible le directeur de la Monnaie pour le mandat qu’il estime indiqué.

(7) *Le directeur reçoit de la Monnaie le traitement que fixe le gouverneur en conseil.»*

Article 8. — Substitue le mot «président» au mot «directeur».

Texte actuel des articles 11 et 12 :

«11. Le gouverneur en conseil peut, selon les modalités qu’il peut prescrire, nommer un administrateur intérimaire si un administrateur de la Monnaie autre que le directeur est à quelque moment incapable

la Monnaie en cas d'absence ou d'incapacité du président ou si le poste de président est vacant, mais nulle personne ainsi autorisée ne doit agir en qualité de président de la Monnaie pendant une période de plus de soixante jours sans l'approbation du gouverneur en conseil." 5

9. Section 13 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"13. (1) Where the office of a director becomes vacant during the term of the director appointed thereto, the Governor in Council may appoint a director for the remainder of that term. 10

(2) Each director is entitled to be paid by the Mint such travelling and other expenses incurred by him while absent from his ordinary place of residence in the course of his duties under this Act as may be fixed by by-law of the Mint." 20

10. (1) Subsections 16(1) and (2) of the French version of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"16. (1) Le président, les fonctionnaires et les employés de la Monnaie ne font pas partie de l'administration publique fédérale mais ils sont censés être employés dans l'administration publique fédérale aux fins de la *Loi sur l'indemnisation des employés de l'État* et de tous règlements pris en conformité avec l'article 7.7 de la *Loi sur l'aéronautique*. 30

(2) Le président, les fonctionnaires et les employés de la Monnaie sont censés être employés dans la Fonction publique aux fins de la *Loi sur la pension de la Fonction publique* et la Monnaie est censée être une corporation de la Fonction publique aux fins de cette loi." 35

(2) Subsection 16(3) of the said Act is repealed.

11. Sections 17 to 21 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

la Monnaie en cas d'absence ou d'incapacité du président ou si le poste de président est vacant, mais nulle personne ainsi autorisée ne doit agir en qualité de président de la Monnaie pendant une période de plus de soixante jours sans l'approbation du gouverneur en conseil.» 5

9. L'article 13 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«13. (1) Lorsque le poste d'un administrateur devient vacant au cours du mandat de l'administrateur qui l'occupait, le gouverneur en conseil peut nommer un administrateur pour le reste de ce mandat. 10

(2) Chaque administrateur a droit de se faire rembourser par la Monnaie les frais de déplacement raisonnables et autres, fixés par un règlement administratif de la Monnaie, qui ont été encourus par lui alors qu'il était absent de son lieu ordinaire de résidence dans l'exercice de ses fonctions en vertu de la présente loi.» 15

10. (1) Les paragraphes 16(1) et (2) de la version française de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit : 25

«16. (1) Le président, les fonctionnaires et les employés de la Monnaie ne font pas partie de l'administration publique fédérale mais ils sont censés être employés dans l'administration publique fédérale aux fins de la *Loi sur l'indemnisation des employés de l'État* et de tous règlements pris en conformité avec l'article 7.7 de la *Loi sur l'aéronautique*. 30

(2) Le président, les fonctionnaires et les employés de la Monnaie sont censés être employés dans la Fonction publique aux fins de la *Loi sur la pension de la Fonction publique* et la Monnaie est censée être une corporation de la Fonction publique aux fins de cette loi.» 35

(2) Le paragraphe 16(3) de la même loi est abrogé.

11. Les articles 17 à 21 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit : 45

Vacancy on Board

Expenses

Le président et les fonctionnaires et employés ne font pas partie de l'administration publique fédérale

Le président et les employés sont censés être employés dans la Fonction publique

Vacance au Conseil

Dépenses

Le président et les fonctionnaires et employés ne font pas partie de l'administration publique fédérale

Le président et les employés sont censés être employés dans la Fonction publique

1984, c. 31, s. 14, Sch. II, Item 45(6)

1984, ch. 31, art. 14, ann. II, par. 45(6)

de la Monnaie autre que le directeur est à quelque moment incapable de remplir les fonctions de son poste par suite d'absence ou d'incapacité.

12. (1) Le directeur est le fonctionnaire administratif en chef de la Monnaie et il doit consacrer tout son temps aux affaires de la Monnaie.

(2) Le Conseil peut autoriser l'un des ses administrateurs ou un fonctionnaire de la Monnaie à agir en qualité de *directeur* de la Monnaie en cas d'absence ou d'incapacité du *directeur* ou si le poste de *directeur* est vacant, mais nulle personne ainsi autorisée ne doit agir en qualité de *directeur* de la Monnaie pendant une période de plus de soixante jours sans l'approbation du gouverneur en conseil."

Clause 9: This amendment is consequential on the amendment proposed by clause 7. Subsections 13(2) and (4) would become subsections 13(1) and (2), respectively.

Section 13 at present reads as follows:

"13. (1) A director on the expiration of his term of office is eligible for re-appointment to the Board in the same or another capacity.

(2) Where the office of a director becomes vacant during the term of the director appointed thereto, the Governor in Council may appoint a director for the remainder of that term.

(3) The remuneration of any director who is not a person employed in the public service of Canada shall be fixed by the Governor in Council.

(4) Each director is entitled to be paid by the Mint such travelling and other expenses incurred by him while absent from his ordinary place of residence in the course of his duties under this Act as may be fixed by by-law of the Mint."

Clause 10: (1) This amendment would substitute the word "président" for the word "directeur" in the French version.

Subsections 16(1) and (2) of the French version at present read as follows:

"16. (1) Le directeur, les fonctionnaires et les employés de la Monnaie ne font pas partie de la fonction publique du Canada mais ils sont censés être employés dans la fonction publique du Canada aux fins de la *Loi sur l'indemnisation des employés de l'État* et de tous règlements établis en conformité de l'article 7 de la *Loi sur l'aéronautique*.

(2) Le directeur, les fonctionnaires et les employés de la Monnaie sont censés être employés dans la Fonction publique aux fins de la *Loi sur la pension de la Fonction publique* et la Monnaie est censée être une corporation de la Fonction publique aux fins de cette loi."

(2) This amendment would repeal subsection 16(3), which is obsolete.

Subsection 16(3) reads as follows:

"(3) Any collective agreement affecting officers and employees of the Mint entered into before the 1st day of April 1969 remains in force and binds the Mint as employer of such officers and employees until the expiry of that agreement and the *Public Service Staff Relations Act* continues to apply during the term of that agreement.

Clause 11: This amendment would repeal section 17 which would remove the obligation to maintain a special account in the Consolidated Revenue Fund.

de remplir les fonctions de son poste par suite d'absence ou d'incapacité.

12. (1) Le *directeur* est le fonctionnaire administratif en chef de la Monnaie et il doit consacrer tout son temps aux affaires de la Monnaie.

(2) Le Conseil peut autoriser l'un des ses administrateurs ou un fonctionnaire de la Monnaie à agir en qualité de *directeur de la Monnaie* en cas d'absence ou d'incapacité du *directeur* ou si le poste de *directeur* est vacant, mais nulle personne ainsi autorisée ne doit agir en qualité de *directeur* de la Monnaie pendant une période de plus de soixante jours sans l'approbation du gouverneur en conseil."

Article 9. — Découle des modifications qui figurent à l'article 7. Les paragraphes 13(2) et (4) deviennent respectivement les paragraphes 13(1) et (2).

Texte actuel de l'article 13 :

«13. (1) Un administrateur peut, à l'expiration de son mandat, être nommé de nouveau au Conseil au même titre ou à un autre.

(2) Lorsque le poste d'un administrateur devient vacant au cours du mandat de l'administrateur qui l'occupait, le gouverneur en conseil peut nommer un administrateur pour le reste de ce mandat.

(3) La rémunération d'un administrateur qui n'est pas une personne employée dans la fonction publique du Canada est fixée par le gouverneur en conseil.

(4) Chaque administrateur a droit de se faire rembourser par la Monnaie les frais de déplacement raisonnables et autres, fixés par un règlement administratif de la Monnaie, qui ont été encourus par lui pendant qu'il est absent de son lieu ordinaire de résidence dans l'exercice de ses fonctions en vertu de la présente loi.»

Article 10, (1). — Substitue le mot «président» au mot «directeur».

Texte actuel des paragraphes 16(1) et (2) :

«16. (1) Le *directeur*, les fonctionnaires et les employés de la Monnaie ne font pas partie de la fonction publique du Canada mais ils sont censés être employés dans la *fonction publique du Canada* aux fins de la *Loi sur l'indemnisation des employés de l'État* et de tous règlements établis en conformité de l'article 7 de la *Loi sur l'aéronautique*.

(2) Le *directeur*, les fonctionnaires et les employés de la Monnaie sont censés être employés dans la Fonction publique aux fins de la *Loi sur la pension de la Fonction publique* et la Monnaie est censée être une corporation de la Fonction publique aux fins de cette loi.»

(2). — Retranche le paragraphe 16(3) maintenant périmé.

Texte du paragraphe 16(3) :

«(3) Toute convention collective affectant les fonctionnaires et employés de la Monnaie conclue avant le 1^{er} avril 1969 demeure exécutoire et lie la Monnaie à titre d'employeur de ces fonctionnaires et employés jusqu'à l'expiration de cette convention et la *Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique* continue de s'appliquer pendant la durée de cette convention.»

Article 11. — L'abrogation de l'article 17 élimine l'obligation de maintenir un compte dans le Fonds du revenu consolidé.

Borrowing power	<p>“17. (1) The Mint may, for the attainment of its objects, borrow money from the Consolidated Revenue Fund or any other source but the aggregate of the amounts loaned to the Mint and outstanding at any time shall not exceed fifty million dollars or such greater amount as may be specified in an appropriation Act.</p>	<p>«17. (1) Dans l'exécution de sa mission, la Monnaie peut procéder, auprès du Fonds du revenu consolidé ou d'autres sources à des emprunts d'un montant global maximal de cinquante millions de dollars ou du montant supérieur fixé par loi de crédits.</p>	Emprunt
Government loans	<p>(2) The Minister of Finance may lend money to the Mint from the Consolidated Revenue Fund.</p>	<p>(2) Le ministre des Finances peut consentir à la Monnaie des prêts sur le Fonds du revenu consolidé.</p>	Prêts sur le Fonds du revenu consolidé
Conditions of borrowing	<p>(3) The Mint shall not enter into any particular transaction to borrow money pursuant to subsection (1) without the approval of the Minister of Finance with respect to the time and the terms and conditions of the transaction.”</p>	<p>(3) La Monnaie doit obtenir l'approbation du ministre des Finances quant aux modalités de temps et aux conditions de l'emprunt visé au paragraphe (1).»</p>	Conditions de l'emprunt
	<p>12. The said Act is further amended by adding thereto the schedule that is set out in the schedule to this Act.</p>	<p>12. La même loi est modifiée par adjonction de l'annexe qui figure à l'annexe de la présente loi.</p>	
	<p>R.S., c. C-39; 1976-77, c. 38; 1977-78, cc. 22, 35; 1980-81-82- 83, c. 63; 1984, cc. 9, 25; 1985, c. 2; 1986, c. 30</p>	<p>CURRENCY ACT</p>	<p>S.R., ch. C-39; 1976-77, ch. 38; 1977-78, ch. 22, 35; 1980-81- 82-83, ch. 63; 1984, ch. 9, 25; 1985, ch. 2; 1986, ch. 30</p>
	<p>13. The definition “subsidiary coin” in section 2 of the <i>Currency Act</i> is repealed.</p>	<p>13. La définition de «pièce de monnaie divisionnaire», à l'article 2 de la <i>Loi sur la monnaie</i>, est abrogée.</p>	
	<p>14. The heading preceding section 4 and sections 4 to 5 of the said Act are repealed.</p>	<p>14. L'intertitre qui précède l'article 4 et les articles 4 à 5 de la même loi sont abrogés.</p>	
	<p>15. Subsection 7(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:</p>	<p>15. Le paragraphe 7(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p>	
Legal tender	<p>“7. (1) Subject to this section, a tender of payment of money is a legal tender if it is made</p> <p>(a) in coins issued under the authority of the Crown for circulation in Canada that are current under section 6; and</p> <p>(b) in notes issued by the Bank of Canada pursuant to the <i>Bank of Canada Act</i> intended for circulation in Canada.”</p>	<p>«7. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, une offre de paiement d'une somme d'argent a pouvoir libératoire si elle est faite :</p> <p>a) en pièces émises dans le cadre des attributions de la Couronne pour circuler au Canada et qui ont cours légal en vertu de l'article 6;</p> <p>b) en billets destinés à circuler au Canada et émis par la Banque du Canada aux termes de la <i>Loi sur la Banque du Canada</i>.»</p>	Pouvoir libératoire

The proposed section 17 would broaden the powers of the Mint to borrow money and would require the repeal of present sections 18 and 19.

The repeal of sections 20 and 21 would remove the requirement that the Mint deliver certificates evidencing its indebtedness and the restrictions placed on the use of its profits and on its reserve against losses.

Sections 17 to 21 at present read as follows:

“17. (1) There shall be established in the Consolidated Revenue Fund a special account to be known as the Royal Canadian Mint Account, in this Act called the “Account”.

(2) There shall be credited to the Account

(a) all loans made to the Mint by the Minister of Finance pursuant to sections 18 and 19; and

(b) all other moneys received by or for the Mint on its own account.

(3) There shall be charged to the Account

(a) all expenditures under this Act by or for the Mint on its own account;

(b) all amounts paid to the Minister of Finance in repayment of loans made to the Mint pursuant to sections 18 and 19 or as interest on such loans; and

(c) all amounts applied to revenues of Canada as provided in subsection 21(3).

(4) No payment shall be made out of the Consolidated Revenue Fund under this section in excess of the amount of the balance to the credit of the Account.

18. (1) At the request of the Mint and on the recommendation of the Minister, the Minister of Finance may, out of the Consolidated Revenue Fund, make loans to the Mint on such terms and conditions as are approved by the Governor in Council for the purposes of

(a) meeting establishment and operating expenses of the Mint, in amounts not exceeding in the aggregate five million dollars; and

(b) financing the costs of capital projects.

(2) The total amount outstanding at any time of loans made under subsection (1) shall not exceed thirty-five million dollars.

19. (1) At the request of the Mint and on the recommendation of the Minister, the Minister of Finance may, out of the Consolidated Revenue Fund, make loans to the Mint for temporary purposes on such terms and conditions as are approved by the Governor in Council.

(2) The aggregate of all amounts loaned to the Mint under subsection (1) and outstanding at any time shall not exceed one million dollars.

(3) A loan made pursuant to subsection (1) shall be repaid within twelve months from the day on which the loan is made.

20. The Mint shall execute and deliver to the Minister of Finance, in such form as he may approve, certificates evidencing its indebtedness in respect of any loans made to the Mint under this Act and the terms and conditions under which those loans were made.

21. (1) The Mint may make provision from profits for a reserve against possible losses but the aggregate amount in the reserve at any one time shall not exceed one million dollars.

(2) Where in its operations the Mint incurs a loss that cannot be met by a charge to the reserve referred to in subsection (1), that loss shall be a charge against future profits of the Mint.

(3) The profits of the Mint in any calendar year shall be applied

(a) firstly, to any loss referred to in subsection (2), and

(b) secondly, to the reserve referred to in subsection (1),

Le nouvel article 17 élargit le pouvoir d'emprunt de la Monnaie et entraîne l'abrogation des articles 18 et 19.

L'abrogation des articles 20 et 21 élimine la nécessité pour la Monnaie de délivrer des certificats de créance et de prévoir une réserve contre les pertes, et retranche les règles régissant l'affectation des profits.

Texte actuel des articles 17 à 21 :

«17. (1) Il doit être établi, au Fonds du revenu consolidé, un compte spécial connu sous le nom de Compte de la Monnaie royale canadienne, dans la présente loi appelé le «Compte».

(2) Doivent être crédités au Compte

a) tous les prêts consentis à la Monnaie par le ministre des Finances en conformité des articles 18 et 19; et

b) tous les autres deniers reçus par ou pour la Monnaie pour son propre compte.

(3) Doivent être débités au Compte

a) toutes les dépenses en vertu de la présente Partie faites par ou pour la Monnaie pour son propre compte;

b) tous les montants payés au ministre des Finances en remboursement des prêts faits à la Monnaie en conformité des articles 18 et 19 ou de l'intérêt sur ces prêts; et

c) tous les montants imputés sur les revenus du Canada ainsi que le prévoit le paragraphe 21(3).

(4) Il ne doit être fait sur le Fonds du revenu consolidé, aux termes du présent article, aucun paiement en excédent du solde au crédit du Compte.

18. (1) À la demande de la Monnaie et sur la recommandation du Ministre, le ministre des Finances peut, sur le Fonds du revenu consolidé, consentir des prêts à la Monnaie, selon les modalités qu'approuve le gouverneur en conseil, aux fins

a) de faire face aux dépenses d'établissement et de fonctionnement de la Monnaie, le montant de ces prêts ne devant pas dépasser, au total, cinq millions de dollars; et

b) de financer les frais des projets d'investissement.

(2) Le montant total non remboursé des prêts consentis en vertu du paragraphe (1) ne doit à aucun moment dépasser trente-cinq millions de dollars.

19. (1) À la demande de la Monnaie et sur la recommandation du Ministre, le ministre des Finances peut, sur le Fonds du revenu consolidé, consentir des prêts à la Monnaie à des fins temporaires selon les modalités qu'approuve le gouverneur en conseil.

(2) L'ensemble de tous les montants prêtés à la Monnaie en vertu du paragraphe (1) et non remboursés ne doit à aucun moment dépasser un million de dollars.

(3) Un prêt consenti en conformité du paragraphe (1) doit être remboursé dans les douze mois à compter de la date du prêt.

20. La Monnaie doit établir et remettre au ministre des Finances, sous la forme qu'il peut approuver, des certificats constatant les montants dus sur tous prêts consentis à la Monnaie en vertu de la présente loi et énonçant les modalités selon lesquelles ces prêts ont été consentis.

21. (1) La Monnaie peut, par prélèvement sur les profits, constituer une réserve contre les pertes possibles mais le montant global de la réserve ne doit à aucun moment dépasser un million de dollars.

(2) Lorsque au cours de ses opérations la Monnaie encourt une perte qui ne peut être comblée par une imputation sur la réserve visée au paragraphe (1), cette perte est portée au débit des profits à venir de la Monnaie.

16. (1) Subsection 8(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Calling in of
coins

“**8.** (1) The Governor in Council may, by proclamation, call in coins of any date and denomination.”

(2) Section 8 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

Redemption of
coins

“(3) Payments for the redemption of 10 coins of the currency of Canada shall be made out of the Consolidated Revenue Fund on the authorization of the Minister.”

17. The said Act is further amended by 15 adding thereto, immediately after section 8 thereof, the following section:

Amounts
received from
issue of coins

“**8.1** All amounts received from the issue, for circulation in Canada, of coins of the currency of Canada shall be paid into 20 the Consolidated Revenue Fund.”

18. The heading immediately preceding section 13.1 of the said Act is repealed.

19. The said Act is further amended by adding thereto, immediately preceding section 14 thereof, the following headings:

“PART II

EXCHANGE FUND ACCOUNT”

20. The schedule to the said Act is repealed.

16. (1) Le paragraphe 8(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“**8.** (1) Le gouverneur en conseil peut, par proclamation, retirer des pièces de monnaie, quelles qu’en soient la date et la valeur nominale.”

(2) L’article 8 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Retrait de
pièces

“(3) Les fonds requis pour le rachat de pièces de monnaie canadienne sont prélevés sur le Fonds du revenu consolidé avec l’autorisation du ministre.”

Rachat de
pièces

17. La même loi est modifiée par insertion, après l’article 8, de ce qui suit :

“**8.1** Le produit de l’émission de pièces de monnaie canadienne pour circulation au pays est versé au Fonds du revenu consolidé.”

Produit de
l’émission de
pièces

18. Les intertitres qui précèdent l’article 13.1 de la même loi sont abrogés. 20

19. La même loi est modifiée par insertion, avant l’article 14, de ce qui suit :

«PARTIE II

COMPTE DU FONDS DES CHANGES»

20. L’annexe de la même loi est abrogée.

1985, ch. 2;
1986, ch. 30

1985, c. 2;
1986, c. 30

and any profits in excess of those applied under paragraphs (a) and (b) shall be applied to the revenues of Canada.”

Clause 12: This amendment would transfer the schedule to the *Currency Act* to the *Royal Canadian Mint Act*.

Currency Act

Clause 13: This amendment is consequential on the amendment proposed by subclause 1(3).

The definition “subsidiary coin” reads as follows:

““subsidiary coin” means a coin other than a gold coin.”

Clause 14: This amendment is consequential on the amendment proposed by clause 4.

The heading preceding section 4 and sections 4 to 5 at present read as follows:

Gold Coins

“4. (1) The Governor in Council may, at any time before January 1, 1991, by proclamation authorize the issue of gold coins having the description, standards, remedy allowance and least current weight specified in Part I of the schedule.

(2) The Governor in Council may, at any time before January 1, 1991, by proclamation amend Part I of the schedule by adding denominations of gold coins other than those specified therein and prescribing the description, standards, remedy allowance and least current weight for each coin so added or specified therein.

(3) The Governor in Council may by order specify the maximum number of gold coins of any denomination specified in Part I of the schedule to be struck in any year.

4.1 (1) Not later than forty-five days after the expiration of December, 1978, and on the expiration of every sixth month thereafter, the Minister of Supply and Services shall prepare a report on all matters for which he has responsibility relating to gold coins including, without limiting the generality of the foregoing,

(a) the costs incurred with respect to the minting and sale of gold coins;

(b) the number of gold coins issued pursuant to this Act;

(c) the respective dates and denominations of such gold coins;

(d) the respective standard weight, standard millesimal fineness and remedy allowance prescribed in respect of such gold coins by date and denomination thereof; and

(e) the number and other particulars of any gold coins redeemed.

(2) The report required to be prepared pursuant to subsection (1) shall be laid before Parliament within fifteen days after it has been prepared or, if Parliament is not then sitting, within the first fifteen days next thereafter that Parliament is sitting.

(3) Les profits de la Monnaie pour toute année civile doivent être affectés

a) en premier lieu à toute perte mentionnée au paragraphe (2), et

b) en second lieu, à la réserve mentionnée au paragraphe (1),

et tous profits en excédent des profits affectés en vertu des alinéas a) et b) doivent être imputés sur les revenus du Canada.»

Article 12. — Fait passer de la *Loi sur la monnaie* à la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* l'annexe de la *Loi sur la monnaie*.

Loi sur la monnaie

Article 13. — Découle de la modification qui figure au paragraphe 1(3).

Texte de la définition de «pièce de monnaie divisionnaire» :

«pièce de monnaie divisionnaire» signifie une pièce autre qu'une pièce d'or.»

Article 14. — Découle de la modification qui figure à l'article 4.

Texte actuel de l'intertitre qui précède l'article 4 et des articles 4 à 5 :

«Pièces d'or

4. (1) Le gouverneur en conseil peut, avant le 1^{er} janvier 1991, autoriser par proclamation l'émission de pièces d'or ayant la description, les normes, la part de tolérance et de poids courant le plus faible, spécifiés à la Partie I de l'annexe.

(2) Le gouverneur en conseil peut, avant le 1^{er} janvier 1991, modifier par proclamation la Partie I de l'annexe en ajoutant des coupures de pièces d'or autres que celles qui y sont spécifiées et en prescrivant la description, les normes, la part de tolérance et le poids courant le plus faible pour chacune des pièces qui y est ajoutée ou spécifiée.

(3) Le gouverneur en conseil peut par décret spécifier le nombre maximal de pièces d'or de toute coupure, spécifié dans la Partie I de l'annexe, qui peut être frappé dans l'année.

4.1 (1) Au plus tard quarante-cinq jours après la fin du mois de décembre 1978, et par la suite, à l'expiration de toute période de six mois, le ministre des Approvisionnements et Services doit rédiger un rapport sur toutes les questions dont il est responsable en ce qui concerne les pièces d'or, y compris, sans limiter la portée générale de ce qui précède.

a) les frais occasionnés par la frappe et la vente des pièces d'or;

b) le nombre de pièces d'or émises en application de la présente loi;

c) les dates et coupures respectives de ces pièces d'or;

d) le poids réglementaire, le titre réglementaire au millième et la part de tolérance respectifs prescrits à l'égard de ces pièces d'or par date et coupure; et

e) le nombre et autres détails de toutes pièces d'or rachetées.

(2) Le rapport qui doit être établi aux termes du paragraphe (1) doit être présenté au Parlement dans les quinze jours de sa rédaction ou, si le Parlement ne siège pas à ce moment-là, dans les quinze premiers jours où il siège par la suite.

Subsidiary Coins

5. (1) Every subsidiary coin made under the authority of the *Royal Canadian Mint Act* shall be of a description and of the standards applicable thereto specified in Part II of the schedule to this Act.

(2) The Governor in Council may by proclamation amend Part II of the schedule by prescribing denominations of subsidiary coins other than those specified therein; a coin of a denomination so prescribed shall be of a composition specified in Part II of the schedule and of the fineness specified in Part II of the schedule for coins of that composition and shall be of a standard weight that bears the same proportion to the weight specified in Part II of the schedule as the denomination of the coin bears to the denomination of coins of like composition specified in Part II of the schedule.

(3) Notwithstanding subsection (2), where the Governor in Council by reason of a shortage of metals used in making any of the subsidiary coins specified in Part II of the schedule deems it advisable in the public interest to curtail the use of such metals in making coins, he may by proclamation authorize the issue of a subsidiary coin of a denomination mentioned in Part II of the schedule and amend Part II of the schedule by prescribing the composition, standard weight and standard fineness thereof and the remedy allowance therefor.

(4) Where more than one composition, set of standards and remedy allowance is specified for a denomination of subsidiary coins set out in Part II of the schedule, the Governor in Council may from time to time by proclamation specify which of the compositions, with its applicable standards and remedy allowance, shall be used in the making of subsidiary coins of that denomination."

Clause 15: This amendment is consequential on the amendment proposed by clause 4.

Subsection 7(1) at present reads as follows:

"7. (1) Subject to this section, a tender of payment of money is a legal tender if it is made

- (a) in gold coins issued under the authority of *section 4*;
- (b) in subsidiary coins that are current under the provisions of section 6; or
- (c) in notes issued by the Bank of Canada pursuant to the *Bank of Canada Act* intended for circulation in Canada."

Clause 16: This amendment is consequential on the amendment proposed by clause 4.

Paragraphs 8(1)(a) to (c) would become subsections 6(2) and 6.2(2) as proposed by clause 4.

Subsection 8(1) at present reads as follows:

- "8. (1) The Governor in Council may by proclamation
- (a) prescribe the dimensions and design of any coin;
 - (b) amend the schedule by altering the remedy allowance for coins of any denomination;
 - (c) amend the schedule by prescribing or altering the least current weight of coins of any denomination; and
 - (d) call in coins of any date and denomination."

Pièces de monnaie divisionnaire

5. (1) Chaque pièce de monnaie divisionnaire fabriquée sous l'autorité de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* doit être conforme à la description et aux normes y applicables que spécifie la Partie II de l'annexe de la présente loi.

(2) Le gouverneur en conseil peut, par proclamation, modifier la Partie II de l'annexe en prescrivant les coupures de pièces de monnaie divisionnaire autres que celles qui y sont spécifiées; une pièce d'une coupure ainsi prescrire doit être d'une composition spécifiée à la Partie II de l'annexe et du titre prévu à la Partie II de l'annexe pour les pièces de cette composition, et doit être d'un poids réglementaire ayant avec le poids spécifié à la Partie II de l'annexe le même rapport qu'entre la coupure de la pièce et la coupure des pièces de semblable composition que spécifie la Partie II de l'annexe.

(3) Nonobstant le paragraphe (2), lorsque le gouverneur en conseil, en raison d'une pénurie de métaux utilisés dans la fabrication de l'une quelconque des pièces de monnaie divisionnaire spécifiées à la Partie II de l'annexe, juge opportun, dans l'intérêt public, de restreindre l'emploi de ces métaux dans la fabrication des pièces, il peut par proclamation autoriser l'émission d'une pièce de monnaie divisionnaire d'une coupure mentionnée à la Partie II de l'annexe et modifier la Partie II de l'annexe en prescrivant la composition, le poids réglementaire et le titre normal ainsi que la part de tolérance en l'espèce.

(4) Lorsque la Partie II de l'annexe prévoit pour les pièces de monnaie divisionnaires qui y sont énumérées plus d'une composition, d'un ensemble de normes et d'une part de tolérance, le gouverneur en conseil peut à l'occasion spécifier par proclamation laquelle des compositions, avec les normes et la part de tolérance y applicables, doit être utilisée dans la frappe de pièces de monnaie divisionnaire de cette coupure."

Article 15. — Découle de la modification qui figure à l'article 4.

Texte actuel du paragraphe 7(1) :

"7. (1) Sous réserve du présent article, une offre de paiement d'une somme d'argent a pouvoir libératoire si elle est faite :

- a) en pièces d'or émises aux termes de l'article 4;
- b) en pièces de monnaie divisionnaire qui ont cours selon les dispositions de l'article 6; ou
- c) en billets émis par la Banque du Canada, conformément à la *Loi sur la Banque du Canada*, qui sont destinés à la circulation au Canada.

Article 16. — Découle de la modification qui figure à l'article 4.

Les alinéas 8(1)a) à c) deviennent les paragraphes 6(2) et 6.2(2) qui figurent à l'article 4.

Texte actuel du paragraphe 8(1) :

- "8. (1) Le gouverneur en conseil peut, par proclamation,
- a) prescrire les dimensions et le dessin d'une pièce quelconque;
 - b) modifier l'annexe en changeant la part de tolérance pour les pièces de toute coupure;
 - c) modifier l'annexe en prescrivant ou changeant le poids courant le plus faible des pièces de toute coupure; et
 - d) retirer des pièces, quels qu'en soient le millésime et la coupure."

Clause 17: New. Consequential on the repeal of subsection 8(5) of the *Royal Canadian Mint Act* proposed by clause 6. The proposed section 8.1 reproduces the text of that subsection.

Clauses 18 and 19: These amendments are consequential on the amendment proposed by clause 4.

Clause 20: This amendment is consequential on the amendment proposed by clause 12.

Article 17. — Nouveau. Découle de l'abrogation du paragraphe 8(5) de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* qui figure à l'article 6 et reprend le texte de ce paragraphe.

Articles 18 et 19. — Découlent des modifications qui figurent à l'article 4.

Article 20. — Découle de la modification qui figure à l'article 12.

SCHEDULE

(Section 12)

"SCHEDULE

(Sections 6, 6.1 and 6.2)

PART I

Precious Metal Coins

I DESCRIPTION		II STANDARDS		III MARGIN OF TOLERANCE		IV LEAST CURRENT WEIGHT
Denomination	Composi- tion	Standard Weight	Standard Millesimal Fineness	Weight Per Piece	Millesimal Fineness	
		Grains		Grains		Grains
One-hundred dollars	Gold	261.8	916.6	1.8	1.5	259.2
Fifty dollars	Gold	480.71	999.9	0.61	0.1	479.2
Twenty dollars	Gold	240.51	999.9	0.46	0.1	239.2
Twenty dollars	Silver	526	925	80	30	—
Ten dollars	Gold	120.34	999.9	0.31	0.1	119.4
Five dollars	Gold	48.32	999.9	0.31	0.1	47.7
One dollar	Silver	360	500	80	15	—
Fifty cents	Silver	180	500	60	15	—
Twenty-five cents	Silver	90	500	30	15	—
Ten cents	Silver	36	500	25	15	—

The standards specified in column II are deemed to be satisfied with respect to a coin of a description specified in column I if the coin does not vary in weight or fineness in an amount greater than the amount set out opposite the description of the coin in column III, and a coin that has been in circulation shall not be deemed to fall below the standard weight applicable thereto by reason only that its weight has diminished by abrasion through ordinary use if its weight is not less than the least current weight applicable thereto in column IV.

ANNEXE
(article 12)
«ANNEXE
(articles 6, 6.1 et 6.2)

PARTIE I

Pièces de métal précieux

I		II		III		IV
DÉSIGNATION		NORMES		MARGE DE TOLÉRANCE		POIDS FAIBLE
Valeur nominale	Compo- sition	Poids légal	Titre légal en millièmes	Poids par pièce	Titre en millièmes	
		Grains		Grains		Grains
Cent dollars	Or	261,8	916,6	1,8	1,5	259,2
Cinquante dollars	Or	480,71	999,9	0,61	0,1	479,2
Vingt dollars	Or	240,51	999,9	0,46	0,1	239,2
Vingt dollars	Argent	526	925	80	30	—
Dix dollars	Or	120,34	999,9	0,31	0,1	119,4
Cinq dollars	Or	48,32	999,9	0,31	0,1	47,7
Un dollar	Argent	360	500	80	15	—
Cinquante cents.....	Argent	180	500	60	15	—
Vingt-cinq cents	Argent	90	500	30	15	—
Dix cents	Argent	36	500	25	15	—

Les normes énoncées dans la colonne II sont réputées avoir été respectées si la variation de poids ou de titre n'est pas plus grande que celle qui correspond, dans la colonne III, à la désignation donnée dans la colonne I; le poids d'une pièce en circulation n'est pas considéré comme inférieur au poids légal du seul fait de la diminution de poids occasionnée par le frottement si la pièce ne pèse pas moins que le poids faible indiqué dans la colonne IV.

PART II

Base Metal Coins

I DESCRIPTION		II STANDARD WEIGHT	III MARGIN OF TOLERANCE
Denomination	Compo- sition		Weight
		Grains	Grains
One dollar	Pure Nickel	241	80 grains per avoirdupois pound of 29 pieces
One dollar	Bronze plated nickel	108	150 grains per 65 pieces
Fifty cents	Pure Nickel	125	90 grains per avoirdupois pound of 56 pieces
Twenty-five cents	Pure Nickel	78	100 grains per avoirdupois pound of 90 pieces
Ten cents	Pure Nickel	32	150 grains per avoirdupois pound of 219 pieces
Five cents	Cupronickel (75 parts copper and 25 parts nickel)	71	280 grains per avoirdupois pound of 99 pieces
Cent	Bronze (copper, tin and zinc)	38.58	315 grains per avoirdupois pound of 181.6 pieces

A coin of a description specified in column I is deemed to be of the standard weight specified in column II if the coin does not vary in weight in an amount greater than the amount set out opposite the description of the coin in column III, and a coin that has been in circulation shall not be deemed to fall below the standard weight applicable thereto by reason only that its weight has diminished by abrasion through ordinary use."

PARTIE II

Pièces de métal commun

I DÉSIGNATION		II POIDS LÉGAL	III MARGE DE TOLÉRANCE
Valeur nominale	Compo- sition		Poids
		Grains	Grains
Un dollar	Nickel pur	241	80 grains par livre avoirdupois de 29 pièces
Un dollar	Nickel plaqué bronze	108	150 grains pour un groupe de 65 pièces
Cinquante cents	Nickel pur	125	90 grains par livre avoirdupois de 56 pièces
Vingt-cinq cents	Nickel pur	78	100 grains par livre avoirdupois de 90 pièces
Dix cents	Nickel pur	32	150 grains par livre avoirdupois de 219 pièces
Cinq cents	Cuivre-nickel (75 parties cuivre et 25 parties nickel)	71	280 grains par livre avoirdupois de 99 pièces
Cent	Bronze (cuivre, étain et zinc)	38,58	315 grains par livre avoirdupois de 181,6 pièces

La norme de poids légal est réputée observée si la variation de poids n'est pas plus grande que celle qui correspond, dans la colonne III, à la désignation donnée dans la colonne I; le poids d'une pièce en circulation n'est pas considéré comme inférieur au poids légal du seul fait de la diminution de poids occasionnée par le frottement.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

B
855

C-46

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-46

An Act to amend the Royal Canadian Mint Act and the
Currency Act

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
NOVEMBER 2, 1987**

C-46

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-46

Loi modifiant la Loi sur la Monnaie royale canadienne et
la Loi sur la monnaie

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 2 NOVEMBRE 1987**

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-46

PROJET DE LOI C-46

An Act to amend the Royal Canadian Mint
Act and the Currency Act

Loi modifiant la Loi sur la Monnaie royale
canadienne et la Loi sur la monnaie

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

ROYAL CANADIAN MINT ACT

LOI SUR LA MONNAIE ROYALE CANADIENNE

R.S., c. R-8;
1976-77, cc. 10,
34; 1984, c. 31

S.R., ch. R-8;
1976-77, ch. 10,
34; 1984, ch. 31

1. (1) The definition "Directeur" in sec-
tion 2 of the French version of the *Royal
Canadian Mint Act* is repealed.

1. (1) La définition de «Directeur», à l'ar-
ticle 2 de la version française de la *Loi sur la
Monnaie royale canadienne*, est abrogée. 5

(2) Section 2 of the French version of the
said Act is further amended by adding there-
to, in alphabetical order within the section,
the following definition:

(2) L'article 2 de la version française de la
même loi est modifié par insertion, suivant
l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

«président»
"Master"

«président» désigne le président de la
Monnaie."

10 «président» désigne le président de la 10 «président»
Monnaie.» "Master"

(3) Section 2 of the said Act is further
amended by adding thereto, in alphabetical
order within the section, the following
definitions:

(3) L'article 2 de la même loi est modifié
par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de
ce qui suit :

"base metal
coin"
«pièce de métal
commun»

"base metal coin" means a coin other
than a precious metal coin;

«pièce de métal commun» désigne toute 15 «pièce de métal
pièce de monnaie autre qu'une pièce de
commun»
métal précieux; "base..."

"precious metal
coin"
«pièce de métal
précieux»

"precious metal coin" means a coin at 20
least fifty per cent of the composition of
which is gold, silver or platinum or of
the platinum group of metals."

«pièce de métal précieux» désigne une
pièce de monnaie contenant au moins
cinquante pour cent d'or, d'argent, de 20
platine ou de métaux voisins du platine;»

«pièce de métal
précieux»
"precious ..."

2. The heading preceding section 3 and
section 3 of the said Act are repealed and the 25
following substituted therefor:

2. L'article 3 de la même loi et l'intertitre
qui le précède sont abrogés et remplacés par
ce qui suit :

“INCORPORATION, OBJECTS AND HEAD
OFFICE

«CONSTITUTION, MISSION ET SIÈGE

Incorporation	3. (1) The Master of the Mint and such other persons as constitute the Board of Directors of the Mint are hereby incorporated as a body corporate under the name of the Royal Canadian Mint.	5	3. (1) Est constituée la Monnaie royale canadienne, organisme doté de la personnalité morale et composé du président de la Monnaie et des autres membres du Conseil.	5	Constitution
Objects	(2) The objects of the Mint are to mint coins in anticipation of profit and to carry out other related activities.		(2) La Monnaie a pour but la frappe de pièces de monnaie, en vue de réaliser des bénéfices, et l'exercice d'activités connexes.		Mission
Head office	(3) The head office of the Mint shall be in the National Capital Region as 10 described in the schedule to the <i>National Capital Act</i> .		(3) Le siège de la Monnaie est fixé dans 10 la région de la Capitale nationale définie à l'annexe de la <i>Loi sur la Capitale nationale</i> .		Siège

CAPITAL

COMPOSITION DU CAPITAL

Authorized capital	3.1 (1) The authorized capital of the Mint is forty million dollars divided into four thousand shares of ten thousand dollars each.	15	3.1 (1) La Monnaie a un capital autorisé de quarante millions de dollars, réparti 15 en quatre mille actions de dix mille dollars chacune.		Capital social
Purchase of shares	(2) The Governor in Council may, by order, approve the purchase by the Minister of shares of the Mint and the payment therefor out of the Consolidated Revenue Fund.	20	(2) Le gouverneur en conseil peut, par décret, autoriser le ministre à acheter des actions de la Monnaie et à les payer sur le 20 Fonds du revenu consolidé.		Souscription des actions
Shares	(3) The shares of the Mint are not transferable and when issued to the Minister in accordance with this Act shall be registered in the books of the Mint in the 25 name of the Minister and held by him in trust for Her Majesty in right of Canada.		(3) Les actions de la Monnaie ne sont pas transférables. Les actions émises au nom du ministre, en vertu de la présente loi, sont inscrites à son nom dans les livres 25 de la société; il les détient, en fiducie, pour Sa Majesté du chef du Canada.		Actions
Limitation	(4) No shares of the Mint may be issued otherwise than as expressly authorized by this Act.	30	(4) Les actions de la Monnaie doivent être émises de la manière expressément autorisée par la présente loi.	30	Restriction
Redemption of shares	3.2 (1) The Mint shall, at the request of the Minister after consultation with the Board, redeem such number of shares issued to the Minister in accordance with this Act as the Minister may direct.	35	3.2 (1) Sur demande du ministre et après consultation du Conseil, la Monnaie rachète au ministre tout ou partie des actions qu'elle a émises en faveur de celui-ci, selon les directives de ce dernier.	35	Rachat d'actions
Redemption price	(2) The price to be paid for each share redeemed by the Mint pursuant to subsection (1) is the issue price of the share.”		(2) Le prix de rachat est identique à la valeur des actions au moment de leur émission.»		Prix de rachat
	3. Subsection 4(1) of the said Act is amended by striking out the word “and” at 40 the end of paragraph (g) thereof and by		3. Le paragraphe 4(1) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin 40 de l'alinéa g) et par abrogation de l'alinéa h), qui est remplacé par ce qui suit :		

repealing paragraph (h) thereof and substituting the following therefor:

- “(h) to borrow or lease precious metals that it requires for the purposes of its operations; and 5
- (i) to do all other things that are incidental or conducive to the attainment of the objects and the exercise of the powers of the Mint.”

- «(h) emprunter ou louer les métaux précieux dont elle a besoin pour la conduite de ses opérations; 5
- i) prendre toute autre mesure utile à l'exercice de ses attributions.» 5

4. The said Act is further amended by 10 adding thereto, immediately after section 5 thereof, the following heading and sections:

4. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 5, de ce qui suit :

“PRECIOUS METAL COINS

«PIÈCES DE MÉTAL PRÉCIEUX

Issue of precious metal coins

6. (1) The Governor in Council may, by proclamation, authorize the issue of precious metal coins of a description, and of 15 the standards, margin of tolerance and least current weight applicable to that description, that are specified in Part I of the schedule.

6. (1) Le gouverneur en conseil peut, par proclamation, autoriser l'émission de pièces de métal précieux ayant les caracté- 10 ristiques — désignation, normes, marge de tolérance et poids faible — précisées à la partie I de l'annexe.

Émission de pièces

Amendment of Part I of schedule

(2) The Governor in Council may, by 20 proclamation,

(2) Le gouverneur en conseil peut, par 15 proclamation :

Modification de la partie I de l'annexe

- (a) prescribe the dimensions and designs of any precious metal coins;
- (b) amend Part I of the schedule by adding to that Part any denominations 25 of precious metal coins other than those specified therein and the description, standards, margin of tolerance and least current weight for precious metal coins of that denomination; and 30
- (c) amend Part I of the schedule by substituting any description, standards, margin of tolerance or least current weight in place of those specified in the schedule. 35

- a) fixer les dimensions et le dessin des pièces de métal précieux;
- b) modifier la partie I de l'annexe en y ajoutant des valeurs nominales de pièces de métal précieux autres que celles qui y 20 sont spécifiées et en en précisant les caractéristiques — désignation, normes, marge de tolérance et poids faible — correspondantes;
- c) modifier la partie I de l'annexe pour 25 substituer aux caractéristiques — désignation, normes, marge de tolérance ou poids faible — correspondant aux valeurs nominales déjà prévues à cette partie de nouvelles caractéristiques. 30

Maximum number of precious metal coins

(3) The Governor in Council may, by order, fix, in respect of any denomination specified in Part I of the schedule, the maximum number of precious metal coins to be struck in any year. 40

(3) Le gouverneur en conseil peut, par décret, fixer, pour toute valeur nominale figurant à la partie I de l'annexe, le nombre maximal de pièces de métal précieux à frapper au cours de l'année. 35

Nombre maximal de pièces d'or

BASE METAL COINS

PIÈCES DE MÉTAL COMMUN

Characteristics of base metal coins

6.1 (1) Every base metal coin issued under this Act shall be of a description, and of the standard weight and margin of

6.1 (1) Les pièces de métal commun émises au titre de la présente loi doivent être conformes aux caractéristiques —

Caractéristiques des pièces

tolerance applicable to that description, specified in Part II of the schedule.

(2) The Governor in Council may, by proclamation,

(a) prescribe the dimensions and design 5 of any base metal coin; and

(b) amend Part II of the schedule by altering the margin of tolerance for base metal coins of any denomination.

(3) Notwithstanding subsections (1) and 10 (2), the Governor in Council may, by regulation, authorize the issue of base metal coins

(a) the composition of which differs from the composition specified for those 15 coins in Part II of the schedule but the colour of which is similar to the colour of coins of the composition so specified; or

(b) the diameter of which varies from 20 the diameter prescribed for those coins under subsection (2) by not more than ten per cent.

6.2 (1) The Governor in Council may, by proclamation, amend Part II of the 25 schedule by adding to that Part any denomination of base metal coins other than those specified therein.

(2) Every coin of a denomination added to Part II of the schedule pursuant to 30 subsection (1) shall be of a composition specified in that Part and of a standard weight that bears the same proportion to the standard weight specified in that Part as the denomination of the coin bears to 35 the denomination of coins of the same composition.

(3) Notwithstanding subsections (1) and (2), where the Governor in Council, by reason of a shortage of certain metals, 40 considers it advisable in the public interest to curtail the use of those metals in making base metal coins of any denomination specified in Part II of the schedule, the Governor in Council may, by procla- 45 mation, authorize the issue of base metal coins of that denomination and amend that

désignation, poids légal et marge de tolérance — fixées à la partie II de l'annexe.

(2) Le gouverneur en conseil peut, par proclamation :

a) fixer les dimensions et le dessin des 5 pièces de métal commun;

b) modifier la partie II de l'annexe en changeant la marge de tolérance applicable à une valeur nominale donnée.

(3) Par dérogation aux paragraphes (1) 10 et (2), le gouverneur en conseil peut, par règlement, permettre l'émission de pièces de métal commun comportant :

a) par rapport aux pièces figurant à la partie II de l'annexe, un changement de 15 composition tel que leur couleur demeure similaire;

b) par rapport à la dimension fixée en application du paragraphe (2), un changement d'au plus dix pour cent dans le 20 diamètre.

6.2 (1) Le gouverneur en conseil peut, par proclamation, modifier la partie II de l'annexe en ajoutant d'autres valeurs 25 nominales à celles qui y sont prévues.

(2) Dans le cas visé au paragraphe (1), la composition des nouvelles pièces de métal commun doit être choisie parmi celles qui figurent à la partie II de l'annexe et leur poids légal est établi en fonction de celui des pièces de même composition figurant à la même annexe de façon à être proportionnel à la valeur nominale.

(3) Par dérogation aux paragraphes (1) et (2), le gouverneur en conseil peut, vu la 35 pénurie de certains métaux et s'il estime opportun dans l'intérêt public de restreindre l'emploi de ces métaux dans la fabrication des pièces, autoriser, par proclamation, l'émission d'une pièce de métal 40 commun d'une valeur nominale mentionnée à la partie II de l'annexe et modifier en conséquence la partie II en fixant la

Pouvoirs du gouverneur en conseil

Modification des caractéristiques

Nouvelles valeurs nominales

Caractéristiques des nouvelles pièces

Modification temporaire de la composition

Powers of Governor in Council

Idem

New denominations

Characteristics of new denominations

Temporary alteration of composition

Part by specifying the composition and standard weight of that issue of base metal coins and the margin of tolerance therefor.

(4) Where more than one composition is specified for a denomination of base metal coins set out in Part II of the schedule, the Governor in Council may, by proclamation, specify which of the compositions, with its applicable standard weight and margin of tolerance, shall be used in the making of base metal coins of that denomination.”

5. The heading preceding section 7 and section 7 of the said Act are repealed.

6. Subsections 8(3) to (6) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(3) Payments for the production, storage, preparation or movement of coins of the currency of Canada shall be made out of the Consolidated Revenue Fund on the authorization of the Minister of Finance.

(4) Where, pursuant to paragraph 4(1)(e), the Mint deals with gold, silver or other metals for the account of Her Majesty, payments for the purchase thereof shall be made out of the Consolidated Revenue Fund on the authorization of the Minister of Finance and all amounts received from the sale thereof shall be paid into the Consolidated Revenue Fund.”

7. (1) The heading preceding section 9 of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“PRÉSIDENT ET CONSEIL
D’ADMINISTRATION”

(2) Section 9 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“9. (1) The Board of Directors of the Mint shall consist of a Chairman, the Master of the Mint and nine other directors.

composition, le poids légal et la marge de tolérance de la nouvelle pièce.

(4) Dans les cas où la partie II de l’annexe prévoit, pour une valeur nominale donnée, plusieurs possibilités de composition, le gouverneur en conseil peut, par proclamation, choisir la composition, avec le poids légal et la marge de tolérance correspondantes, à utiliser pour la frappe de pièces de métal commun de cette valeur nominale.»

5. L’article 7 de la même loi et l’intertitre qui le précède sont abrogés.

6. Les paragraphes 8(3) à (6) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«(3) Toutes les sommes à verser pour la production, l’entreposage, la préparation ou le transport de pièces de monnaie canadienne sont prélevées sur le Fonds du revenu consolidé avec l’autorisation du ministre des Finances.

(4) Lorsque la Monnaie fait des transactions portant sur de l’or, de l’argent ou d’autres métaux pour le compte de Sa Majesté, au titre de l’alinéa 4(1)e), les paiements pour l’achat de ces métaux doivent être faits sur le Fonds du revenu consolidé avec l’autorisation du ministre des Finances et tous les deniers provenant de la vente de ces métaux doivent être versés au Fonds du revenu consolidé.»

7. (1) L’intertitre qui précède l’article 9 de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«PRÉSIDENT ET CONSEIL
D’ADMINISTRATION»

(2) L’article 9 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«9. (1) Le Conseil se compose de onze membres dont le président, le président du Conseil et neuf autres administrateurs.

Choix de la composition

Les versements à la Monnaie doivent être prélevés sur le F.R.C.

Transactions sur les métaux

1984, ch. 31, art. 14, ann. II, par. 45(3) et (4)

Conseil d’administration

Authorizing composition of coins where alternatives stated

Payments to Mint to be made from C R F

Dealing in metals

1984, c. 31, s. 14, Sch. II, Item 45(3),(4)

Board of Directors

Appointment of
Directors

(2) Each director, other than the Chairman and the Master of the Mint, shall be appointed by the Minister, with the approval of the Governor in Council, to hold office during pleasure for such term not exceeding three years as will ensure, as far as possible, the expiration in any one year of the terms of office of not more than one half of the directors.

Appointment of
Chairman

(3) The Chairman shall be appointed by the Governor in Council to hold office during pleasure for such term as the Governor in Council considers appropriate.

Appointment of
Master of the
Mint

(4) The Master of the Mint shall be appointed by the Governor in Council to hold office during pleasure for such term as the Governor in Council considers appropriate.

Re-appoint-
ment

(5) A director may, on the expiration of his term of office, be re-appointed in the same or another capacity.

Conditions of
eligibility

(6) Each director appointed under subsection (2) must have experience in the field of metal fabrication or production, industrial relations or a related field.

Salary and
benefits

(7) The directors shall be paid such salary as is fixed by the Governor in Council and shall receive such benefits as are fixed by the Board."

8. Sections 11 and 12 of the French version of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Administrateur
intérimaire

"11. Le gouverneur en conseil peut, selon les modalités qu'il peut prescrire, nommer un administrateur intérimaire si un administrateur de la Monnaie autre que le président est à quelque moment incapable de remplir les fonctions de son poste par suite d'absence ou d'incapacité.

Président

12. (1) Le président est le fonctionnaire administratif en chef de la Monnaie et il doit consacrer tout son temps aux affaires de la Monnaie.

Président
suppléant

(2) Le Conseil peut autoriser l'un de ses administrateurs ou un fonctionnaire de la Monnaie à agir en qualité de président de

(2) Les administrateurs, autres que le président et le président du Conseil, sont nommés à titre amovible par le ministre, avec l'approbation du gouverneur en conseil, pour un mandat maximal de trois ans; les nominations sont faites, dans la mesure du possible, de façon que, chaque année, la moitié au plus des mandats arrive à expiration.

(3) Le gouverneur en conseil nomme à titre amovible le président du conseil pour le mandat qu'il estime indiqué.

(4) Le gouverneur en conseil nomme à titre amovible le président pour le mandat qu'il estime indiqué.

(5) Les administrateurs peuvent recevoir un nouveau mandat, aux fonctions identiques ou non.

(6) Les personnes faisant l'objet d'une nomination au titre du paragraphe (2) doivent avoir de l'expérience en matière de production et de fabrication des métaux, de relations industrielles, ou dans un domaine connexe.

(7) Les administrateurs reçoivent le traitement fixé par le gouverneur en conseil et les avantages fixés par le Conseil."

8. Les articles 11 et 12 de la version française de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«11. Le gouverneur en conseil peut, selon les modalités qu'il peut prescrire, nommer un administrateur intérimaire si un administrateur de la Monnaie autre que le président est à quelque moment incapable de remplir les fonctions de son poste par suite d'absence ou d'incapacité.

12. (1) Le président est le fonctionnaire administratif en chef de la Monnaie et il doit consacrer tout son temps aux affaires de la Monnaie.

(2) Le Conseil peut autoriser l'un de ses administrateurs ou un fonctionnaire de la Monnaie à agir en qualité de président de

Nomination des
administrateurs

Président du
Conseil

Président

Nouveau
mandat

Conditions
d'éligibilité

Traitement et
avantages

Administrateur
intérimaire

Président

Président
suppléant

la Monnaie en cas d'absence ou d'incapacité du président ou si le poste de président est vacant, mais nulle personne ainsi autorisée ne doit agir en qualité de président de la Monnaie pendant une période de plus de soixante jours sans l'approbation du gouverneur en conseil.» 5

9. Section 13 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“13. (1) Where the office of a director 10 becomes vacant during the term of the director appointed thereto, the Governor in Council may appoint a director for the remainder of that term.

(2) Each director is entitled to be paid 15 by the Mint such travelling and other expenses incurred by him while absent from his ordinary place of residence in the course of his duties under this Act as may be fixed by by-law of the Mint.” 20

10. (1) Subsections 16(1) and (2) of the French version of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“16. (1) Le président, les fonctionnaires et les employés de la Monnaie ne font pas 25 partie de l'administration publique fédérale mais ils sont censés être employés dans l'administration publique fédérale aux fins de la *Loi sur l'indemnisation des employés de l'État* et de tous règlements 30 pris en conformité avec l'article 7.7 de la *Loi sur l'aéronautique*.

(2) Le président, les fonctionnaires et les employés de la Monnaie sont censés être employés dans la Fonction publique aux 35 fins de la *Loi sur la pension de la Fonction publique* et la Monnaie est censée être une corporation de la Fonction publique aux fins de cette loi.”

(2) Subsection 16(3) of the said Act is 40 repealed.

11. Sections 17 to 21 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

la Monnaie en cas d'absence ou d'incapacité du président ou si le poste de président est vacant, mais nulle personne ainsi autorisée ne doit agir en qualité de président de la Monnaie pendant une période de plus de 5 soixante jours sans l'approbation du gouverneur en conseil.»

9. L'article 13 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«13. (1) Lorsque le poste d'un adminis- 10 trateur devient vacant au cours du mandat de l'administrateur qui l'occupait, le gouverneur en conseil peut nommer un administrateur pour le reste de ce mandat.

(2) Chaque administrateur a droit de se 15 faire rembourser par la Monnaie les frais de déplacement raisonnables et autres, fixés par un règlement administratif de la Monnaie, qui ont été encourus par lui alors qu'il était absent de son lieu ordinaire de 20 résidence dans l'exercice de ses fonctions en vertu de la présente loi.»

10. (1) Les paragraphes 16(1) et (2) de la version française de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit : 25

«16. (1) Le président, les fonctionnaires et les employés de la Monnaie ne font pas 30 partie de l'administration publique fédérale mais ils sont censés être employés dans l'administration publique fédérale aux fins de la *Loi sur l'indemnisation des employés de l'État* et de tous règlements pris en conformité avec l'article 7.7 de la *Loi sur l'aéronautique*.

(2) Le président, les fonctionnaires et les 35 employés de la Monnaie sont censés être employés dans la Fonction publique aux fins de la *Loi sur la pension de la Fonction publique* et la Monnaie est censée être une corporation de la Fonction publique aux 40 fins de cette loi.»

(2) Le paragraphe 16(3) de la même loi est abrogé.

11. Les articles 17 à 21 de la même loi 45 sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Vacancy on Board

Expenses

Le président et les fonctionnaires et employés ne font pas partie de l'administration publique fédérale

Le président et les employés sont censés être employés dans la Fonction publique

1984, c. 31, s. 14, Sch. II, Item 45(6)

Vacance au Conseil

Dépenses

Le président et les fonctionnaires et employés ne font pas partie de l'administration publique fédérale

Le président et les employés sont censés être employés dans la Fonction publique

1984, ch. 31, art. 14, ann. II, par. 45(6)

Borrowing
power

“17. (1) The Mint may, for the attainment of its objects, borrow money from the Consolidated Revenue Fund or any other source but the aggregate of the amounts loaned to the Mint and outstanding at any time shall not exceed fifty million dollars or such greater amount as may be specified in an appropriation Act. 5

Government
loans

(2) The Minister of Finance may lend money to the Mint from the Consolidated 10 Revenue Fund.

Conditions of
borrowing

(3) The Mint shall not enter into any particular transaction to borrow money pursuant to subsection (1) without the approval of the Minister of Finance with 15 respect to the time and the terms and conditions of the transaction.”

12. The said Act is further amended by adding thereto the schedule that is set out in the schedule to this Act.

«17. (1) Dans l'exécution de sa mission, la Monnaie peut procéder, auprès du Fonds du revenu consolidé ou d'autres sources à des emprunts d'un montant global maximal de cinquante millions de dollars ou du montant supérieur fixé par loi de crédits. 5

Emprunt

(2) Le ministre des Finances peut consentir à la Monnaie des prêts sur le Fonds du revenu consolidé. 10

Prêts sur le
Fonds du
revenu
consolidé

(3) La Monnaie doit obtenir l'approbation du ministre des Finances quant aux modalités de temps et aux conditions de l'emprunt visé au paragraphe (1).»

Conditions de
l'emprunt

12. La même loi est modifiée par adjonction de l'annexe qui figure à l'annexe de la 20 présente loi.

R.S., c. C-39;
1976-77, c. 38;
1977-78, cc. 22,
35; 1980-81-82-
83, c. 63; 1984,
cc. 9, 25; 1985,
c. 2; 1986, c. 30

CURRENCY ACT

LOI SUR LA MONNAIE

S.R., ch. C-39;
1976-77, ch. 38;
1977-78, ch. 22,
35; 1980-81-
82-83, ch. 63;
1984, ch. 9, 25;
1985, ch. 2;
1986, ch. 30

13. The definition “subsidiary coin” in section 2 of the *Currency Act* is repealed.

13. La définition de «pièce de monnaie divisionnaire», à l'article 2 de la *Loi sur la monnaie*, est abrogée. 20

1977-78, c. 35,
s. 1; 1980-81-
82-83, c. 63,
s. 1

14. The heading preceding section 4 and sections 4 to 5 of the said Act are repealed.

14. L'intertitre qui précède l'article 4 et les articles 4 à 5 de la même loi sont abrogés.

1977-78, ch. 35,
art. 1; 1980-81-
82-83, ch. 63,
art. 1

15. Subsection 7(1) of the said Act is 25 repealed and the following substituted therefor:

15. Le paragraphe 7(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Legal tender

“7. (1) Subject to this section, a tender of payment of money is a legal tender if it is made 30

«7. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, une offre de paiement d'une somme d'argent a pouvoir libératoire si elle est faite : 25 Pouvoir libératoire

(a) in coins issued under the authority of the Crown for circulation in Canada that are current under section 6; and
(b) in notes issued by the Bank of Canada pursuant to the *Bank of 35 Canada Act* intended for circulation in Canada.”

a) en pièces émises dans le cadre des attributions de la Couronne pour circuler au Canada et qui ont cours légal en vertu de l'article 6;
b) en billets destinés à circuler au Canada et émis par la Banque du Canada aux termes de la *Loi sur la 35 Banque du Canada*.»

16. (1) Subsection 8(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Calling in of
coins

“8. (1) The Governor in Council may, by proclamation, call in coins of any date and denomination.”

(2) Section 8 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

Redemption of
coins

“(3) Payments for the redemption of 10 coins of the currency of Canada shall be made out of the Consolidated Revenue Fund on the authorization of the Minister.”

17. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 8 thereof, the following section:

Amounts
received from
issue of coins

“8.1 All amounts received from the issue, for circulation in Canada, of coins of the currency of Canada shall be paid into 20 the Consolidated Revenue Fund.”

18. The heading immediately preceding section 13.1 of the said Act is repealed.

19. The said Act is further amended by adding thereto, immediately preceding section 14 thereof, the following headings:

“PART II

EXCHANGE FUND ACCOUNT”

20. The schedule to the said Act is repealed.

1985, c. 2;
1986, c. 30

16. (1) Le paragraphe 8(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«8. (1) Le gouverneur en conseil peut, par proclamation, retirer des pièces de monnaie, quelles qu'en soient la date et la valeur nominale.»

Retrait de
pièces

(2) L'article 8 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

«(3) Les fonds requis pour le rachat de pièces de monnaie canadienne sont prélevés sur le Fonds du revenu consolidé avec l'autorisation du ministre.»

Rachat de
pièces

17. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 8, de ce qui suit :

«8.1 Le produit de l'émission de pièces de monnaie canadienne pour circulation au pays est versé au Fonds du revenu consolidé.»

Produit de
l'émission de
pièces

18. Les intertitres qui précèdent l'article 13.1 de la même loi sont abrogés.

19. La même loi est modifiée par insertion, avant l'article 14, de ce qui suit :

«PARTIE II

COMPTE DU FONDS DES CHANGES»

20. L'annexe de la même loi est abrogée.

1985, ch. 2;
1986, ch. 30

SCHEDULE

(Section 12)

“SCHEDULE

(Sections 6, 6.1 and 6.2)

PART I

Precious Metal Coins

I DESCRIPTION		II STANDARDS		III MARGIN OF TOLERANCE		IV LEAST CURRENT WEIGHT
Denomination	Composi- tion	Standard Weight	Standard Millesimal Fineness	Weight Per Piece	Millesimal Fineness	
		Grains		Grains		Grains
One-hundred dollars	Gold	261.8	916.6	1.8	1.5	259.2
Fifty dollars	Gold	480.71	999.9	0.61	0.1	479.2
Twenty dollars	Gold	240.51	999.9	0.46	0.1	239.2
Twenty dollars	Silver	526	925	80	30	—
Ten dollars	Gold	120.34	999.9	0.31	0.1	119.4
Five dollars	Gold	48.32	999.9	0.31	0.1	47.7
One dollar	Silver	360	500	80	15	—
Fifty cents	Silver	180	500	60	15	—
Twenty-five cents	Silver	90	500	30	15	—
Ten cents	Silver	36	500	25	15	—

The standards specified in column II are deemed to be satisfied with respect to a coin of a description specified in column I if the coin does not vary in weight or fineness in an amount greater than the amount set out opposite the description of the coin in column III, and a coin that has been in circulation shall not be deemed to fall below the standard weight applicable thereto by reason only that its weight has diminished by abrasion through ordinary use if its weight is not less than the least current weight applicable thereto in column IV.

ANNEXE

(article 12)

«ANNEXE

(articles 6, 6.1 et 6.2)

PARTIE I

Pièces de métal précieux

I DÉSIGNATION		II NORMES		III MARGE DE TOLÉRANCE		IV POIDS FAIBLE
Valeur nominale	Compo- sition	Poids légal	Titre légal en millièmes	Poids par pièce	Titre en millièmes	
		Grains		Grains		Grains
Cent dollars	Or	261,8	916,6	1,8	1,5	259,2
Cinquante dollars	Or	480,71	999,9	0,61	0,1	479,2
Vingt dollars	Or	240,51	999,9	0,46	0,1	239,2
Vingt dollars	Argent	526	925	80	30	—
Dix dollars	Or	120,34	999,9	0,31	0,1	119,4
Cinq dollars	Or	48,32	999,9	0,31	0,1	47,7
Un dollar	Argent	360	500	80	15	—
Cinquante cents	Argent	180	500	60	15	—
Vingt-cinq cents	Argent	90	500	30	15	—
Dix cents	Argent	36	500	25	15	—

Les normes énoncées dans la colonne II sont réputées avoir été respectées si la variation de poids ou de titre n'est pas plus grande que celle qui correspond, dans la colonne III, à la désignation donnée dans la colonne I; le poids d'une pièce en circulation n'est pas considéré comme inférieur au poids légal du seul fait de la diminution de poids occasionnée par le frai si la pièce ne pèse pas moins que le poids faible indiqué dans la colonne IV.

PART II
Base Metal Coins

I DESCRIPTION		II STANDARD WEIGHT	III MARGIN OF TOLERANCE
Denomination	Compo- sition		Weight
		Grains	Grains
One dollar	Pure Nickel	241	80 grains per avoirdupois pound of 29 pieces
One dollar	Bronze plated nickel	108	150 grains per 65 pieces
Fifty cents	Pure Nickel	125	90 grains per avoirdupois pound of 56 pieces
Twenty-five cents	Pure Nickel	78	100 grains per avoirdupois pound of 90 pieces
Ten cents	Pure Nickel	32	150 grains per avoirdupois pound of 219 pieces
Five cents	Cupronickel (75 parts copper and 25 parts nickel)	71	280 grains per avoirdupois pound of 99 pieces
Cent	Bronze (copper, tin and zinc)	38.58	315 grains per avoirdupois pound of 181.6 pieces

A coin of a description specified in column I is deemed to be of the standard weight specified in column II if the coin does not vary in weight in an amount greater than the amount set out opposite the description of the coin in column III, and a coin that has been in circulation shall not be deemed to fall below the standard weight applicable thereto by reason only that its weight has diminished by abrasion through ordinary use."

PARTIE II

Pièces de métal commun

I DÉSIGNATION		II POIDS LÉGAL	III MARGE DE TOLÉRANCE
Valeur nominale	Compo- sition		Poids
		Grains	Grains
Un dollar	Nickel pur	241	80 grains par livre avoirdupois de 29 pièces
Un dollar	Nickel plaqué bronze	108	150 grains pour un groupe de 65 pièces
Cinquante cents..	Nickel pur	125	90 grains par livre avoirdupois de 56 pièces
Vingt-cinq cents	Nickel pur	78	100 grains par livre avoir-dupois de 90 pièces
Dix cents ..	Nickel pur	32	150 grains par livre avoir-dupois de 219 pièces
Cinq cents	Cuivre-nickel (75 parties cuivre et 25 parties nickel)	71	280 grains par livre avoir-dupois de 99 pièces
Cent	Bronze (cuivre, étain et zinc)	38,58	315 grains par livre avoir-dupois de 181,6 pièces

La norme de poids légal est réputée observée si la variation de poids n'est pas plus grande que celle qui correspond, dans la colonne III, à la désignation donnée dans la colonne I; le poids d'une pièce en circulation n'est pas considéré comme inférieur au poids légal du seul fait de la diminution de poids occasionnée par le frottement.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

C-47

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-47

An Act for granting to Her Majesty certain sums of money
for the Government of Canada for the financial year
ending the 31st March, 1987

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
MARCH 24, 1987**

C-47

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-47

Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent
pour le gouvernement du Canada pendant l'exercice
financier se terminant le 31 mars 1987

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 24 MARS 1987**



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-47

PROJET DE LOI C-47

An Act for granting to Her Majesty certain sums of money for the Government of Canada for the financial year ending the 31st March, 1987

Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le gouvernement du Canada pendant l'année financière se terminant le 31 mars 1987

MOST GRACIOUS SOVEREIGN,

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Preamble

Whereas it appears by message from Her Excellency, the Right Honourable Jeanne Sauvé, Governor General of Canada, and the Estimates accompanying the said message, that the sums hereinafter mentioned are required to defray certain expenses of the public service of Canada, not otherwise provided for, for the financial year ending the 31st day of March, 1987, and for other purposes connected with the public service of Canada: May it therefore please Your Majesty, that it may be enacted, and be it enacted by the Queen's Most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, that:

Considérant qu'il appert, du message de Son Excellence la très honorable Jeanne Sauvé, Gouverneur général du Canada, et du Budget des dépenses qui accompagne ledit message, que les sommes ci-dessous mentionnées sont nécessaires pour faire face à certaines dépenses de la fonction publique du Canada, afférentes à l'exercice financier se terminant le 31 mars 1987, auxquelles il n'est pas autrement pourvu, et pour d'autres objets se rattachant à la fonction publique du Canada: Plaise en conséquence à Votre Majesté que soit statué, et qu'il soit statué par Sa Très Excellente Majesté la Reine, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, ce qui suit :

Préambule

Short title

1. This Act may be cited as the *Appropriation Act No. 5, 1986-87*.

1. *Loi de crédits n° 5 de 1986-87.*

Titre abrégé

\$582,586,394
granted for
1986-87

2. From and out of the Consolidated Revenue Fund, there may be paid and applied a sum not exceeding in the whole five hundred and eighty-two million, five hundred and eighty-six thousand, three hundred and ninety-four dollars towards defraying the several charges and expenses of the public service of Canada from the 1st day of April, 1986 to the 31st day of March, 1987 not

2. Sur le Trésor, il peut être payé et affecté une somme n'excédant pas en tout cinq cent quatre-vingt-deux millions, cinq cent quatre-vingt-six mille, trois cent quatre-vingt-quatorze dollars pour subvenir aux diverses charges et dépenses de la fonction publique du Canada, depuis le 1^{er} avril 1986 jusqu'au 31 mars 1987, auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit le total des mon-

\$582,586,394
accordés pour
1986-1987

otherwise provided for, and being the total of the amounts of the items set forth in the Supplementary Estimates (C) for the fiscal year ending the 31st day of March, 1987 as contained in the Schedule to this Act\$582,586,394

tants des postes énoncés au Budget des dépenses supplémentaire (C) de l'exercice financier se terminant le 31 mars 1987, que contient l'annexe de la présente loi\$582,586,394 5

Purpose and
effect of each
item

3. (1) The amount authorized by this Act to be paid or applied in respect of an item may be paid or applied only for the purposes and subject to any terms and conditions 10 specified in the item, and the payment or application of any amount pursuant to the item has such operation and effect as may be stated or described therein.

3. (1) Le montant dont la présente loi autorise le paiement ou l'affectation au titre d'un poste ne peut être versé ou affecté qu'aux fins et conditions spécifiées dans le poste et le paiement ou l'affectation de tout 10 montant aux termes du poste ont l'application et l'effet qui peuvent y être énoncés ou indiqués.

Objet et effet
de chaque poste

(2) The provisions of each item in the 15 Schedules shall be deemed to have been enacted by Parliament on the 1st day of April, 1986.

(2) Les dispositions de chaque poste des annexes sont censées avoir été édictées par le 15 Parlement le 1^{er} avril 1986.

Commitments

4. (1) Where an item in the Estimates referred to in section 2 purports to confer 20 authority to enter into commitments up to an amount stated therein or increases the amount up to which commitments may be entered into under any other Act or where a commitment is to be entered into under sub- 25 section (2), the commitment may be entered into in accordance with the terms of such item or in accordance with subsection (2) if the deputy head or other person charged with the administration of a service certifies that 30 the amount of the commitment proposed to be entered into, together with all previous commitments entered into in accordance with this section or under such other Act, does not exceed the total amount of the 35 commitment authority stated in such item or calculated in accordance with subsection (2).

4. (1) Lorsqu'un poste du Budget des 20 dépenses mentionné à l'article 2 implique qu'il confère l'autorisation de prendre des engagements jusqu'à concurrence du mon- 20 tant y énoncé ou augmente le montant limite des engagements pouvant être pris en vertu d'une autre loi ou lorsqu'on se propose de prendre un engagement en vertu du para- 25 graphe (2), l'engagement peut être pris conformément aux conditions de ce poste ou conformément au paragraphe (2), si le sous-chef 25 ou autre personne chargée de l'administration d'un service certifie que le total de l'en- 30 gagement qu'on se propose de prendre et de 30 tous les engagements antérieurement pris conformément au présent article ou en vertu de cette autre loi n'excède pas le total de 35 l'autorisation d'engagement énoncé dans ce poste ou calculé conformément au para- 35 graphe (2).

Engagement

Idem

(2) Where an item in the Estimates referred to in section 2 or a provision of any Act purports to confer authority to spend 40 revenues, commitments may be entered into in accordance with the terms of such item or provision up to an amount equal to the aggregate of

(2) Lorsqu'un poste du Budget des dépen- 40 ses mentionné à l'article 2 ou une disposition d'une loi impliquent qu'ils confèrent l'autorisation de dépenser des recettes, des engage- 40 ments peuvent être pris aux conditions de ce poste ou cette disposition jusqu'à concurrence du total obtenu par addition

Idem

(a) the amount, if any, appropriated in 45 respect of that item or provision; and

a) du montant éventuellement attribué 45 pour ce poste ou cette disposition et

(b) the amount of revenues actually received or, in the case of an item in the

b) du plus élevé des deux montants sui- 45 vants: celui des recettes effectivement

said Estimates, the estimated revenues set out in the details related to such items, whichever is the greater.

reçues ou, dans le cas d'un poste dudit Budget, celui des recettes estimatives énoncées dans les détails relatifs à ce poste.

Appropriation charged

5. At any time prior to the date on which the Public Accounts for a fiscal year are tabled in Parliament an appropriation granted by this or any other Act may be charged after the end of the fiscal year for which the appropriation is granted for the purpose of making adjustments in the accounts of Canada for the said fiscal year that do not require payments from the Consolidated Revenue Fund.

5. À toute date antérieure à celle du dépôt des Comptes publics pour un exercice financier au Parlement, un crédit accordé par la présente loi ou toute autre loi peut être imputé après l'expiration de l'exercice financier pour lequel il est accordé en vue d'appor- 10 ter aux comptes du Canada pour l'exercice financier en question des rectifications qui ne requièrent aucun paiement à prélever sur le Trésor.

5 Imputation de crédit

Amounts chargeable to year ending 31st March, 1987

6. Amounts appropriated by this Act that may be used for purposes other than the purpose of discharging debts referred to in paragraph 30(a) of the *Financial Administration Act*, may be paid at any time on or before the thirtieth day of April, one thousand nine-hundred and eighty-seven, and 20 such payment shall be deemed to have been made in and be chargeable to the fiscal year ending the thirty-first day of March, one thousand nine-hundred and eighty-seven.

6. Les montants attribués par la présente 15 loi, qui peuvent servir à d'autres fins que l'acquittement de dettes, comme il est fait mention à l'alinéa 30a) de la *Loi sur l'administration financière*, peuvent être payés à toute date antérieure au premier mai mil 20 neuf cent quatre-vingt-sept, et ces paiements seront censés avoir été effectués dans l'exercice financier se terminant le trente et un mars mil neuf cent quatre-vingt-sept et être imputables sur cet exercice. 25

15 Montants imputables sur l'année se terminant le 31 mars 1987

Accounts to be rendered R.S., c. F-10

7. Amounts paid or applied under the au- 25 thority of this Act shall be accounted for in the Public Accounts in accordance with section 55 of the *Financial Administration Act*.

7. Il doit être rendu compte des montants payés ou affectés sous le régime de la présente loi, dans les Comptes publics, conformément à l'article 55 de la *Loi sur l'adminis- 30 tration financière*.

25 Compte à rendre S.R., c. F-10

30

SCHEDULE

Based on the Supplementary Estimates (C), 1986-87. The amount hereby granted is \$582,586,394.00 being the total of the amounts of the items in the said Estimates as contained in this Schedule.

SUMS granted to Her Majesty by this Act for the financial year ending 31st March, 1987, and the purposes for which they are granted.

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	AGRICULTURE		
	DEPARTMENT		
	AGRI-FOOD PROGRAM		
15c	Agri-Food Program—Contributions—To authorize the transfer of \$549,800 from Agriculture Vote 5, \$3,175,000 from Agriculture Vote 10 and \$3,737,000 from Agriculture Vote 35, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of		195,238,000
	FARM CREDIT CORPORATION		
55c	Farm Credit Corporation—Payments to the Farm Credit Corporation to offset loan losses during the fiscal year ending March 31, 1987		5,000,000
	COMMUNICATIONS		
	DEPARTMENT		
	COMMUNICATIONS AND CULTURE PROGRAM		
1c	Communications and Culture—Operating expenditures—To authorize the transfer of \$4,199,999 from Communications Vote 10, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote		1
	NATIONAL MUSEUMS OF CANADA		
70c	National Museums of Canada—Operating expenditures—To authorize the transfer of \$456,000 from Communications Vote 75, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of		1,240,318
	CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS		
	CANADA POST CORPORATION		
10c	Payments to the Canada Post Corporation for special purposes	99,000,000	
11c	Payment to the Canada Post Corporation in respect of capital and deferred charge/cost requirements	103,000,000	

ANNEXE

D'après le budget des dépenses supplémentaires (C) de 1986-87. Le montant accordé par les présentes est de \$582,586,394.00 soit le total des postes dudit budget que contient la présente annexe.

SOMMES accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'année se terminant le 31 mars 1987 et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	AGRICULTURE		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME AGRO-ALIMENTAIRE		
15c	Programme agro-alimentaire—Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$549,800 du crédit 5 (Agriculture), de \$3,175,000 du crédit 10 (Agriculture) et de \$3,737,000 du crédit 35 (Agriculture) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		195,238,000
	SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE		
55c	Société du crédit agricole—Paiements à la Société du crédit agricole pour compenser les pertes subies sur les prêts pendant l'année financière se terminant le 31 mars 1987		5,000,000
	COMMUNICATIONS		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE		
1c	Communications et culture—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$4,199,999 du crédit 10 (Communications) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i>		1
	MUSÉES NATIONAUX DU CANADA		
70c	Musées nationaux du Canada—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$456,000 du crédit 75 (Communications) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		1,240,318
	CONSOMMATION ET CORPORATIONS		
	SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES		
10c	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	99,000,000	
11c	Paiement à la Société canadienne des postes concernant les dépenses en capital et les frais reportés	103,000,000	

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS (Concluded)		
	CANADA POST CORPORATION (Concluded)		
12c	To report the actual excess of operating and income charges over revenues for the Canada Post Corporation in the amount of \$184,284,000 for the 12 month period ending March 31, 1986 in accordance with subsection 29(3) of the <i>Canada Post Corporation Act</i>	1	202,000,001
	COMPETITION TRIBUNAL		
14c	Competition Tribunal—Program expenditures		1,400,000
	RESTRICTIVE TRADE PRACTICES COMMISSION		
15c	Restrictive Trade Practices Commission—Program expenditures		115,000
	EMPLOYMENT AND IMMIGRATION		
	DEPARTMENT/COMMISSION		
	EMPLOYMENT AND INSURANCE PROGRAM		
15c	Employment and Insurance—The grants listed in the Estimates, and payments to provinces, municipalities, other public bodies, community organizations, private groups, corporations, partnerships and individuals, in accordance with agreements entered into between the Minister and such bodies in respect of projects undertaken by them for the purposes of providing employment to unemployed workers and contributing to the betterment of the community.	1	
	IMMIGRATION PROGRAM		
20c	Immigration—Operating expenditures—To authorize the transfer of \$2,099,999 from Employment and Immigration Vote 10, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote	1	
21c	Immigration—Pursuant to Section 18 of the <i>Financial Administration Act</i> , to write off 14 debts due to Her Majesty in the right of Canada amounting in aggregate to \$37,482.96 in regards to transportation loans issued under Section 121 of the <i>Immigration Act</i> —To authorize the transfer of \$37,482 from Employment and Immigration Vote 10, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote	1	
25c	Immigration—The grants listed in the Estimates—To authorize the transfer of \$1,000,000 from Employment and Immigration Vote 15, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote	1	

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	CONSUMMATION ET CORPORATIONS (Fin)		
	SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES (Fin)		
12c	Rendre compte de la partie des frais de fonctionnement et des frais imputables sur le revenu qui dépasse les recettes de la Société canadienne des postes et dont le montant s'élève à \$184,284,000 pour la période de 12 mois se terminant le 31 mars 1986 conformément au paragraphe 29(3) de la <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i>	1	202,000,001
	TRIBUNAL DE LA CONCURRENCE		
14c	Tribunal de la concurrence—Dépenses du Programme.....		1,400,000
	COMMISSION SUR LES PRATIQUES RESTRICTIVES DU COMMERCE		
15c	Commission sur les pratiques restrictives du commerce—Dépenses du Programme.....		115,000
	EMPLOI ET IMMIGRATION		
	MINISTÈRE/COMMISSION		
	PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE		
15c	Emploi et Assurance—Subventions inscrites au Budget et paiements aux provinces, aux municipalités, à d'autres organismes publics et communautaires, ainsi qu'à des groupes privés, sociétés, sociétés de personnes et particuliers, en vertu d'accords avec le Ministre, pour la réalisation de projets destinés à procurer du travail à des chômeurs et à contribuer au mieux-être de la collectivité	1	
	PROGRAMME D'IMMIGRATION		
20c	Immigration—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$2,099,999 du crédit 10 (Emploi et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i>	1	
21c	Immigration—Conformément à l'article 18 de la <i>Loi sur l'administration financière</i> , radier 14 dettes envers Sa Majesté du chef du Canada, lesquelles totalisent globalement \$37,482.96 concernant des prêts de transport émis selon l'article 121 de la <i>Loi sur l'immigration</i> —Pour autoriser le virement au présent crédit de \$37,482 du crédit 10 (Emploi et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i>	1	
25c	Immigration—Subventions inscrites au Budget—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$1,000,000 du crédit 15 (Emploi et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i>	1	
			4

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
	ENVIRONMENT	\$	\$
	ENVIRONMENTAL SERVICES PROGRAM		
15c	Environmental Services—Contributions—To authorize the transfer of \$75,686 from Environment Vote 5, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote	1	
	PARKS CANADA PROGRAM		
20c	Parks Canada—Operating expenditures—To authorize the transfer of \$150,000 from Environment Vote 5 and \$857,611 from Environment Vote 25, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this vote and to provide a further amount of	1,595,389	1,595,390
	EXTERNAL AFFAIRS		
	DEPARTMENT		
	CANADIAN INTERESTS ABROAD PROGRAM		
1c	Canadian Interests Abroad—Operating expenditures—To authorize the transfer of \$17,967,000 from External Affairs Vote 5 and \$809,000 from External Affairs Vote 10, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of	2,430,000	
10c	Canadian Interests Abroad—The grants listed in the Estimates	1	
	Non-Budgetary		
L17c	Advance to the Working Capital Fund of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) in the amount of \$182,000 (US) notwithstanding that payment may exceed the equivalent in Canadian dollars estimated as of July 1986, which is	259,000	
L18c	To extend the purpose of Industry Trade and Commerce Vote L46b, <i>Appropriation Act No. 3, 1980-81</i> , to authorize the Minister to make payments and issue guarantees in the 1986-87 and 1987-88 fiscal years	1	
	WORLD EXHIBITIONS PROGRAM		
20c	World Exhibitions—Program expenditures	200,000	2,889,002
	CANADIAN INTERNATIONAL DEVELOPMENT AGENCY		
L45c	The issuance of non-interest bearing, non-negotiable demand notes. In accordance with the <i>International Development (Financial Institutions) Continuing Assistance Act</i> , to increase from \$237,600,000 to \$280,600,000 the issuance of notes for the purpose of contributions to international financial institution fund accounts		1

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
	ENVIRONNEMENT	\$	\$
	PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT		
15c	Services de l'environnement—Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$75,686 du crédit 5 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i> ..	1	
	PROGRAMME PARCS CANADA		
20c	Parcs Canada—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$150,000 du crédit 5 et de \$857,611 du crédit 25 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1,595,389	1,595,390
	AFFAIRES EXTÉRIEURES		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER		
1c	Intérêts du Canada à l'étranger—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$17,967,000 du crédit 5 et de \$809,000 du crédit 10 (Affaires extérieures) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	2,430,000	
10c	Intérêts du Canada à l'étranger—Subventions inscrites au Budget	1	
	Non-budgétaire		
L17c	Avance de \$182,000 (US) accordée au fonds de roulement de l'organisation des Nations Unies pour le développement industriel (UNIDO) même si le paiement est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en juillet 1986 à	259,000	
L18c	Pour étendre la portée du crédit L46b (Industrie et Commerce) de la <i>Loi n° 3 de 1980-81</i> portant affectation de crédits afin d'autoriser le Ministre à effectuer des paiements et à émettre des garanties au cours des années financières 1986-1987 et 1987-1988	1	
	PROGRAMME DES EXPOSITIONS INTERNATIONALES		
20c	Expositions internationales—Dépenses du Programme	200,000	2,889,002
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
L45c	Délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables. Conformément à la <i>Loi d'aide au développement international</i> (institutions financières), faire passer de \$237,600,000 à \$280,600,000 la délivrance de billets à vue à titre de contributions aux fonds d'institutions financières internationales		1

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	FINANCE		
	DEPARTMENT		
	INSPECTOR GENERAL OF BANKS PROGRAM		
15c	Inspector General of Banks—Program expenditures.....		351,000
	FISHERIES AND OCEANS		
1c	Fisheries and Oceans—Operating expenditures—To authorize the transfer of \$1,159,000 from Fisheries and Oceans Vote 5 and \$372,000 from Fisheries and Oceans Vote 10, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of		11,676,400
	GOVERNOR GENERAL		
1c	Governor General—Program expenditures		895,000
	INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT		
	DEPARTMENT		
	INDIAN AND INUIT AFFAIRS PROGRAM		
6c	Indian and Inuit Affairs—Pursuant to Section 18 of the <i>Financial Administration Act</i> , to write off from the Accounts of Canada certain debts due to Her Majesty the Queen in Right of Canada amounting to a) \$14,219,135 representing the principal balances of 1,155 accounts owed by 892 debtors arising from direct loans, made from the Indian Economic Development Fund established under the authority of Indian Affairs and Northern Development Vote L53b, <i>Appropriation Act No. 1, 1970</i> ; and b) \$569,864 representing the principal balances of 78 accounts owed by 78 debtors arising from direct loans, made from the Indian Housing Assistance Fund established under the authority of Northern Affairs and Natural Resources Vote L51a, <i>Appropriation Act No. 9, 1966</i>	14,788,999	
15c	Indian and Inuit Affairs—The grants listed in the Estimates and contributions—To authorize the transfer of \$2,020,000 from Indian Affairs and Northern Development Vote 1; \$13,750,800 from Indian Affairs and Northern Development Vote 5; \$1,200,000 from Indian Affairs and Northern Development Vote 10; \$3,430,000 from Indian Affairs and Northern Development Vote 20; and \$1,000,000 from Indian Affairs and Northern Development Vote 25, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of.....	19,083,100	

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	FINANCES		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES BANQUES		
15c	Inspecteur général des banques—Dépenses du Programme		351,000
	PÊCHES ET OCÉANS		
1c	Pêches et Océans—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$1,159,000 du crédit 5 (Pêches et Océans) et de \$372,000 du crédit 10 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		11,676,400
	GOUVERNEUR GÉNÉRAL		
1c	Gouverneur général—Dépenses du Programme		895,000
	AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT		
6c	Affaires indiennes et inuit—Conformément à l'article 18 de la <i>Loi sur l'administration financière</i> , radier des comptes du Canada certaines dettes envers Sa Majesté la Reine du chef du Canada, au montant de: a) \$14,219,135 soit les soldes en capital de 1,155 comptes dus par 892 débiteurs, de prêts directs provenant du fonds du développement économique des Indiens conformément au crédit L53b (Affaires indiennes et Nord canadien) de la <i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i> ; et b) \$569,864 soit les soldes en capital de 78 comptes dûs par 78 débiteurs, de prêts directs provenant du fonds de l'aide domiciliaire aux Indiens conformément au crédit L51a (Nord canadien et Ressources nationales) de la <i>Loi des subsides n° 9 de 1966</i>	14,788,999	
15c	Affaires indiennes et inuit—Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$2,020,000 du crédit 1 ^{er} (Affaires indiennes et Nord canadien); de \$13,750,800 du crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien); de \$1,200,000 du crédit 10 (Affaires indiennes et Nord canadien); de \$3,430,000 du crédit 20 (Affaires indiennes et Nord canadien); et, de \$1,000,000 du crédit 25 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	19,083,100	

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT (Concluded)		
	DEPARTMENT (Concluded)		
	NORTHERN AFFAIRS PROGRAM		
21c	Northern Affairs—Pursuant to Section 18 of the <i>Financial Administration Act</i> , to write off from the Accounts of Canada, certain debts due to Her Majesty the Queen in Right of Canada, amounting to \$462,655 representing the principal balances of 51 accounts owed by 48 debtors, arising from direct loans made from the Eskimo Loan Fund established by Vote 546, <i>Appropriation Act No. 3, 1953</i>	462,655	
30c	Northern Affairs—The grant listed in the Estimates	1	
	TRANSFER PAYMENTS TO THE TERRITORIAL GOVERNMENTS PROGRAM		
40c	Transfer Payments to the Territorial Governments—The grants listed in the Estimates—To authorize the transfer of \$1,092,333 from Indian Affairs and Northern Development Vote 35, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of	547,000	
	NATIVE CLAIMS PROGRAM		
45c	Native Claims—Operating expenditures	284,844	
50c	Native Claims—The grants listed in the Estimates—To authorize the transfer of \$206,107 from Indian Affairs and Northern Development Vote 1, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of	17,689,154	52,855,753
	JUSTICE		
	DEPARTMENT		
5c	Justice—Contributions		9,800,000
	COMMISSIONER FOR FEDERAL JUDICIAL AFFAIRS		
15c	Justice—The grants listed in the Estimates		1
	SUPREME COURT OF CANADA		
40c	Supreme Court of Canada—Program expenditures		150,000
	LABOUR		
	DEPARTMENT		
1c	Labour—Operating expenditures	115,000	

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN (Fin)		
	MINISTÈRE (Fin)		
	PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD		
21c	Affaires du Nord—Conformément à l'article 18 de la <i>Loi sur l'administration financière</i> , radier des comptes du Canada certaines dettes envers Sa Majesté la Reine du chef du Canada, s'élevant à \$462,655, soit les soldes en capital de 51 comptes dus par 48 débiteurs, de prêts directs provenant du fonds des prêts aux Esquimaux établi par le crédit 546 de la <i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i>	462,655	
30c	Affaires du Nord—Subventions inscrites au Budget	1	
	PROGRAMME DE PAIEMENTS DE TRANSFERT AUX GOUVERNEMENTS TERRITORIAUX		
40c	Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux— Subventions inscrites au Budget—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$1,092,333 du crédit 35 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	547,000	
	PROGRAMME DES REVENDICATIONS DES AUTOCHTONES		
45c	Revendications des autochtones—Dépenses de fonctionnement	284,844	
50c	Revendications des autochtones—Subventions inscrites au Budget—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$206,107 du crédit 1 ^{er} (Affaires indiennes et Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	17,689,154	52,855,753
	JUSTICE		
	MINISTÈRE		
5c	Justice—Contributions		9,800,000
	COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE		
15c	Justice—Subventions inscrites au Budget		1
	COUR SUPRÊME DU CANADA		
40c	Cour suprême du Canada—Dépenses du Programme		150,000
	TRAVAIL		
	MINISTÈRE		
1c	Travail—Dépenses de fonctionnement	115,000	

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	LABOUR (Concluded)		
	DEPARTMENT (Concluded)		
5c	Labour—Contributions	385,000	500,000
	CANADA LABOUR RELATIONS BOARD		
10c	Canada Labour Relations Board—Program expenditures		50,000
	NATIONAL DEFENCE		
	DEFENCE SERVICES PROGRAM		
10c	Defence Services—The grants listed in the Estimates and contributions—To authorize the transfer of \$39,801,189 from National Defence Vote 5, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote		1
	NATIONAL HEALTH AND WELFARE		
	DEPARTMENT		
	DEPARTMENTAL ADMINISTRATION PROGRAM		
1c	Departmental Administration—Program expenditures and the grants listed in the Estimates	901,000	
	HEALTH SERVICES AND PROMOTION PROGRAM		
10c	Health Services and Promotion—Contributions—To authorize the transfer of \$199,999 from National Health and Welfare Vote 15, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote	1	
	SOCIAL SERVICES PROGRAM		
20c	Social Services—Contributions	13,500,000	
	MEDICAL SERVICES PROGRAM		
25c	Medical Services—Operating expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions—To authorize the transfer of \$600,000 from National Health and Welfare Vote 30, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of	13,884,000	

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	TRAVAIL (Fin)		
	MINISTÈRE (Fin)		
5c	Travail—Contributions.....	385,000	500,000
	CONSEIL CANADIEN DES RELATIONS DU TRAVAIL		
10c	Conseil canadien des relations du travail—Dépenses du Programme		50,000
	DÉFENSE NATIONALE		
	PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE		
10c	Services de défense—Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$39,801,189 du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i>		1
	SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		
1c	Administration centrale—Dépenses du Programme et subventions inscrites au Budget	901,000	
	PROGRAMME DES SERVICES ET DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ		
10c	Services et promotion de la santé—Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$199,999 du crédit 15 (Santé nationale et Bien-être social) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i>	1	
	PROGRAMME DES SERVICES SOCIAUX		
20c	Services sociaux—Contributions	13,500,000	
	PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX		
25c	Services médicaux—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$600,000 du crédit 30 (Santé nationale et Bien-être social) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	13,884,000	

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	NATIONAL HEALTH AND WELFARE (Concluded)		
	DEPARTMENT (Concluded)		
	HEALTH PROTECTION PROGRAM		
35c	Health Protection—Operating expenditures—To authorize the transfer of \$425,999 from National Health and Welfare Vote 15 and \$570,000 from National Health and Welfare Vote 40, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote	1	
	FITNESS AND AMATEUR SPORT PROGRAM		
50c	Fitness and Amateur Sport—Operating expenditures	215,000	
55c	Fitness and Amateur Sport—Contributions	1,029,000	
	XV OLYMPIC WINTER GAMES PROGRAM		
60c	XV Olympic Winter Games—Operating expenditures—To authorize the transfer of \$500,000 from National Health and Welfare Vote 70, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of	500,000	30,029,002
	MEDICAL RESEARCH COUNCIL		
75c	Medical Research Council—Operating expenditures—To authorize the transfer of \$249,999 from National Health and Welfare Vote 80, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote		1
	NATIONAL REVENUE		
	TAXATION		
15c	Taxation—Capital expenditures		4,600,000
	PARLIAMENT		
	LIBRARY OF PARLIAMENT		
10c	Library of Parliament—Program expenditures.....		535,000
	PRIVY COUNCIL		
	DEPARTMENT		
	PRIVY COUNCIL PROGRAM		
1c	Privy Council—Program expenditures		6,207,300

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL (Fin)		
	MINISTÈRE (Fin)		
	PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ		
35c	Protection de la santé—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$425,999 du crédit 15 (Santé nationale et Bien-être social) et \$570,000 du crédit 40 (Santé nationale et Bien-être social) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i>	1	
	PROGRAMME DE LA CONDITION PHYSIQUE ET DU SPORT AMATEUR		
50c	Condition physique et sport amateur—Dépenses de fonctionnement	215,000	
55c	Condition physique et sport amateur—Contributions	1,029,000	
	PROGRAMME DES XV ^{es} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER		
60c	XV ^{es} Jeux Olympiques d'hiver—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$500,000 du crédit 70 (Santé nationale et Bien-être social) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	500,000	30,029,002
	CONSEIL DE RECHERCHES MÉDICALES		
75c	Conseil de recherches médicales—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$249,999 du crédit 80 (Santé nationale et Bien-être social) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i>		1
	REVENU NATIONAL		
	IMPÔT		
15c	Impôt—Dépenses en capital		4,600,000
	PARLEMENT		
	BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT		
10c	Bibliothèque du Parlement—Dépenses du Programme		535,000
	CONSEIL PRIVÉ		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DU CONSEIL PRIVÉ		
1c	Conseil privé—Dépenses du Programme		6,207,300

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	PRIVY COUNCIL (Concluded)		
	CANADIAN INTERGOVERNMENTAL CONFERENCE SECRETARIAT		
5c	Canadian Intergovernmental Conference Secretariat—Program expenditures		322,000
	SECURITY INTELLIGENCE REVIEW COMMITTEE		
30c	Security Intelligence Review Committee—Program expenditures		372,000
	PUBLIC WORKS		
	DEPARTMENT		
	GOVERNMENT REALTY ASSETS SUPPORT PROGRAM		
25c	Government Realty Assets Support—Program expenditures and the grants listed in the Estimates—To authorize the transfer of \$5,717,999 from Public Works Vote 15, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote	1	
	MARINE TRANSPORTATION AND RELATED ENGINEERING WORKS PROGRAM		
51c	Pursuant to subsection 18(2) of the <i>Financial Administration Act</i> , to write off from the accounts of Canada loans in the amount of \$19,311,904 made jointly and severally to the Provincial Refining Company Limited and the Newfoundland Refining Company Limited—To authorize the transfer of \$1,311,903 from Public Works Vote 5, \$9,100,000 from Public Works Vote 15, \$850,000 from Public Works Vote 50 and \$8,050,000 from Public Works Vote 60, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote	1	
	REGIONAL INDUSTRIAL EXPANSION		2
	DEPARTMENT		
1c	Regional Industrial Expansion—Operating expenditures—To provide that the aggregate amount of insurance outstanding at any time in respect of de Havilland DHC-7 and DHC-8 aircraft, for the purposes described in Industry, Trade and Commerce Vote 1a, subparagraph (ii) <i>Appropriation Act No. 1, 1980-81</i> does not exceed \$400,000,000 and \$250,000,000 U.S.; and to provide a further amount of	300,000	
10c	Regional Industrial Expansion—The grants listed in the Estimates and contributions	10,000,000	10,300,000

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	CONSEIL PRIVÉ (Fin)		
	SECRÉTARIAT DES CONFÉRENCES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES		
5c	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes—Dépenses du Programme.....		322,000
	COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
30c	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité—Dépenses du Programme.....		372,000
	TRAVAUX PUBLICS		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DE SOUTIEN À LA GESTION IMMOBILIÈRE FÉDÉRALE		
25c	Soutien à la gestion immobilière fédérale—Dépenses du Programme et subventions inscrites au Budget—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$5,717,999 du crédit 15 (Travaux publics) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i>	1	
	PROGRAMME DU TRANSPORT MARITIME ET DES TRAVAUX CONNEXES DE GÉNIE		
51c	Conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'administration financière</i> , radier des comptes du Canada des prêts au montant de \$19,311,904 consentis conjointement et solidairement à la Provincial Refining Company Limited et à la Newfoundland Refining Company Limited—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$1,311,903 du crédit 5 (Travaux publics), de \$9,100,000 du crédit 15 (Travaux publics), de \$850,000 du crédit 50 (Travaux publics) et de \$8,050,000 du crédit 60 (Travaux publics) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i>	1	
			2
	EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE		
	MINISTÈRE		
1c	Expansion industrielle régionale—Dépenses de fonctionnement—Pour s'assurer que le montant global de l'assurance en vigueur à tout moment concernant les avions DHC-7 et DHC-8 de la société de Havilland aux fins prescrites au sous-alinéa (ii) du crédit 1a (Industrie et Commerce) de la <i>Loi n° 1 de 1980-81 portant affectation de crédits</i> ne dépasse pas \$400,000,000 et \$250,000,000 US; et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	300,000	
10c	Expansion industrielle régionale—Subventions inscrites au Budget et contributions.....	10,000,000	
			10,300,000

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	REGIONAL INDUSTRIAL EXPANSION (Concluded)		
	CAPE BRETON DEVELOPMENT CORPORATION		
40c	Payments to the Cape Breton Development Corporation to be applied by the Corporation for capital expenditures, rehabilitating and developing its coal and railway operations		6,600,000
	SCIENCE AND TECHNOLOGY		
	MINISTRY OF STATE		
5c	Science and Technology—The grants listed in the Estimates		1
	NATIONAL RESEARCH COUNCIL OF CANADA		
	SCIENTIFIC AND INDUSTRIAL RESEARCH PROGRAM		
15c	Scientific and Industrial Research—Capital expenditures	4,245,000	
20c	Scientific and Industrial Research—The grants listed in the Estimates and contributions ..	1,880,000	6,125,000
	NATURAL SCIENCES AND ENGINEERING RESEARCH COUNCIL		
30c	Natural Sciences and Engineering Research Council—The grants listed in the Estimates—To authorize the transfer of \$836,000 from Science and Technology Vote 25, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of		6,442,500
	SECRETARY OF STATE		
	DEPARTMENT		
5c	Secretary of State—Contributions—To authorize the transfer of \$414,800 from Secretary of State Vote 1, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote and to provide a further amount of		590,200
	ADVISORY COUNCIL ON THE STATUS OF WOMEN		
10c	Advisory Council on the Status of Women—Program expenditures		60,000

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
	EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE (Fin)	\$	\$
	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON		
40c	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton à affecter par ladite société à des dépenses en capital, au relèvement et à l'expansion de ses charbonnages et de ses opérations ferroviaires.....		6,600,000
	SCIENCES ET TECHNOLOGIE		
	MINISTÈRE D'ÉTAT		
5c	Sciences et Technologie—Subventions inscrites au Budget		1
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
	PROGRAMME DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES		
15c	Recherches scientifiques et industrielles—Dépenses en capital	4,245,000	
20c	Recherches scientifiques et industrielles—Subventions inscrites au Budget et contributions	1,880,000	6,125,000
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
30c	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—Subventions inscrites au Budget—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$836,000 du crédit 25 (Sciences et Technologie) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		6,442,500
	SECRÉTARIAT D'ÉTAT		
	MINISTÈRE		
5c	Secrétariat d'État—Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$414,800 du crédit 1 ^{er} (Secrétariat d'État) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		590,200
	CONSEIL CONSULTATIF DE LA SITUATION DE LA FEMME		
10c	Conseil consultatif de la situation de la femme—Dépenses du Programme		60,000

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	SECRETARY OF STATE (Concluded)		
	SOCIAL SCIENCES AND HUMANITIES RESEARCH COUNCIL		
25c	Social Sciences and Humanities Research Council—The grants listed in the Estimates— To authorize the transfer of \$599,999 from Secretary of State Vote 20, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote		1
	SOLICITOR GENERAL		
	DEPARTMENT		
5c	Solicitor General—The grants listed in the Estimates		1
	CANADIAN SECURITY INTELLIGENCE SERVICE		
10c	Canadian Security Intelligence Service—Program expenditures		2,507,000
	SUPPLY AND SERVICES		
	DEPARTMENT		
1c	Supply and Services—Operating expenditures	5,083,000	
5c	Supply and Services—Operating expenditures, the grants listed in the Estimates including expenditures on behalf of government departments and agencies for unsolicited research and development proposals and authority to make commitments during the current fiscal year of \$20,400,000 in respect of such proposals	5,857,500	
			10,940,500
	TRANSPORT		
	DEPARTMENT		
1c	Transport—Operating expenditures—To authorize the transfer of \$36,238,999 from Transport Vote 5, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote	1	
2c	Stores Revolving Fund—In accordance with Section 33 of the <i>Adjustment of Accounts Act</i> , to repeal Section 30 of the said Act, as of March 31, 1987	1	
10c	Transport—The grants listed in the Estimates	1	
20c	Payment to the Canarctic Shipping Company, Limited.—To authorize the transfer of \$2,660,999 from Transport Vote 5, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote	1	
25c	Payment to Jacques Cartier and Champlain Bridges Inc.—To authorize the transfer of \$1,520,999 from Transport Vote 5, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote	1	

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
	SECRÉTARIAT D'ÉTAT (Fin)	\$	\$
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
25c	Conseil de recherches en sciences humaines—Subventions inscrites au Budget—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$599,999 du crédit 20 (Secrétariat d'État) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i>		1
	SOLLICITEUR GÉNÉRAL		
	MINISTÈRE		
5c	Solliciteur général—Subventions inscrites au Budget		1
	SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
10c	Service canadien du renseignement de sécurité—Dépenses du Programme.....		2,507,000
	APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES		
	MINISTÈRE		
1c	Approvisionnement et Services—Dépenses de fonctionnement.....	5,083,000	
5c	Approvisionnement et Services—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, y compris les dépenses pour le compte des ministères et organismes fédéraux, pour les soumissions de recherches et de développement spontanées, et autorisation de prendre durant l'exercice financier en cours des engagements d'un montant de \$20,400,000 à l'égard desdites soumissions.....	5,857,500	10,940,500
	TRANSPORTS		
	MINISTÈRE		
1c	Transports—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$36,238,999 du crédit 5 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i>	1	
2c	Fonds renouvelable des magasins—Conformément à l'article 33 de la <i>Loi sur la régularisation des comptes</i> , pour abroger l'article 30 de ladite Loi à compter du 31 mars 1987	1	
10c	Transports—Subventions inscrites au Budget	1	
20c	Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$2,660,999 du crédit 5 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i>	1	
25c	Paiement à la Société les ponts Jacques Cartier et Champlain Inc.—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$1,520,999 du crédit 5 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i>	1	

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
	TRANSPORT (Continued)		
	DEPARTMENT (Concluded)		
26c	Payment to St. Lawrence Seaway Authority in respect of an enhanced maintenance program for the Welland Canal including necessary capital expenditures—To authorize the transfer of \$13,199,999 from Transport Vote 5, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote	1	
31c	To extend the purposes of Transport Vote 39c, <i>Appropriation Act No. 4, 1983-84</i> to increase from \$205,000,000 to \$230,000,000 the amount the Minister may guarantee in respect of loans and other financial arrangements to be entered into by Ridley Terminals Inc.	1	
36c	Payment to Atlantic Pilotage Authority to be applied in payment of the excess of the expenditures over the revenues of the Authority during the calendar year 1986 and for the acquisition of a Pilot Boat—To authorize the transfer of \$724,999 from Transport Vote 5, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote.....	1	
38c	Payment to Laurentian Pilotage Authority to be applied in payment of the excess of the expenditures over the revenues of the Authority during the calendar year 1986—To authorize the transfer of \$1,549,999 from Transport Vote 5, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote	1	
40c	Payment to Marine Atlantic Inc.—To extend the purposes of Transport Vote 40, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> (a) to authorize the acquisition from Canadian National Railway Company all the issued share capital of a corporation to which assets related to the St. John's Dockyard will have been transferred by Canadian National Railway Company; and (b) to authorize the transfer of \$13,999,999 from Transport Vote 5, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote	1	
42c	Payments to reimburse, in accordance with regulations prescribed by the Governor in Council, Canadian National Railway Company for the prescribed portion of the costs incurred by them for benefits provided to their adversely affected employees in respect of changes of a permanent nature arising from the rationalization of railway operations provided by the Terra Transport Division of Canadian National Railway Company, in Newfoundland and implemented in accordance with government approved plans for the provision of Newfoundland transportation services—To authorize the transfer of \$822,999 from Transport Vote 5, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote	1	
45c	Payments to Via Rail Canada Inc.—To authorize the transfer of \$26,699,999 from Transport Vote 5, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote.....	1	
			12
	CANADIAN TRANSPORT COMMISSION		
60c	Canadian Transport Commission—Contributions		2,600,000

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	TRANSPORTS (Suite)		
	MINISTÈRE (Fin)		
26c	Paiement à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent à l'égard d'un programme d'entretien accru pour le canal de Welland y compris des dépenses en capital nécessaires—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$13,199,999 du crédit 5 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i>	1	
31c	Pour étendre la portée du crédit 39c (Transports) de la <i>Loi n° 4 de 1983-84</i> portant affectation de crédits en vue de faire passer de \$205,000,000 à \$230,000,000 le montant que le Ministre peut garantir à l'égard des prêts et d'autres arrangements financiers devant être conclus avec Ridley Terminals Inc.	1	
36c	Paiement à l'Administration de pilotage de l'Atlantique à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de l'Administration pour l'année civile 1986 et pour l'acquisition d'un bateau pilote—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$724,999 du crédit 5 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i>	1	
38c	Paiement à l'Administration de pilotage des Laurentides à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de l'Administration pour l'année civile 1986—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$1,549,999 du crédit 5 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i>	1	
40c	Paiement à Marine Atlantique S.C.C.—Pour étendre la portée du crédit 40 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i> a) Pour autoriser l'acquisition de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada de tout le capital-actions émis d'une société à qui les avoirs reliés au chantier naval de St-John's auront été cédés par la compagnie des chemins de fer nationaux du Canada; et b) Pour autoriser le virement au présent crédit de \$13,999,999 du crédit 5 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i>	1	
42c	En se conformant à la réglementation prescrite par le gouverneur en conseil, rembourser la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada d'une proportion déterminée des frais engagés par eux relativement aux avantages accordés à leurs employés qui sont affectés de façon défavorable par des changements permanents découlant de la réorganisation des services offerts à Terre-Neuve par la Division Terra Transport de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, changements qui seront effectués conformément aux dispositions approuvées par le gouvernement pour assurer les services de transport à Terre-Neuve—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$822,999 du crédit 5 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i>	1	
45c	Paiements à Via Rail Canada Inc.—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$26,699,999 du crédit 5 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i>	1	
	COMMISSION CANADIENNE DES TRANSPORTS		12
60c	Commission canadienne des transports—Contributions		2,600,000

SCHEDULE—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
	TRANSPORT (Concluded)	\$	\$
	GRAIN TRANSPORTATION AGENCY ADMINISTRATOR		
65c	Grain Transportation Agency Administrator—Program expenditures and contributions....		8,600,000
	VETERANS AFFAIRS		
	VETERANS AFFAIRS PROGRAM		
1c	Veterans Affairs—Operating expenditures—To authorize the transfer of \$12,455,999 from Veterans Affairs Vote 25, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote.....	1	
	BUREAU OF PENSIONS ADVOCATES PROGRAM		
30c	Bureau of Pensions Advocates—Program expenditures—To authorize the transfer of \$126,999 from Veterans Affairs Vote 20, <i>Appropriation Act No. 2, 1986-87</i> for the purposes of this Vote.....	1	
			2
			582,586,394

ANNEXE—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	TRANSPORTS (Fin)		
	ADMINISTRATEUR DE L'OFFICE DU TRANSPORT DU GRAIN		
65c	Administrateur de l'Office du transport du grain—Dépenses du Programme et contributions		8,600,000
	AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS		
	PROGRAMME DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS		
1c	Affaires des anciens combattants—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$12,455,999 du crédit 25 (Affaires des anciens combattants) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i>	1	
	PROGRAMME DU BUREAU DE SERVICES JURIDIQUES DES PENSIONS		
30c	Bureau de services juridiques des pensions—Dépenses du Programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$126,999 du crédit 20 (Affaires des anciens combattants) de la <i>Loi de crédits n° 2 de 1986-87</i>	1	2
			582,586,394



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

91
B
C56

C-48

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-48

An Act for granting to Her Majesty certain sums of money
for the Government of Canada for the financial year
ending the 31st March, 1988

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
MARCH 24, 1987**

C-48

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-48

Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent
pour le gouvernement du Canada pendant l'exercice
financier se terminant le 31 mars 1988

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 24 MARS 1987**



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-48

PROJET DE LOI C-48

An Act for granting to Her Majesty certain sums of money for the Government of Canada for the financial year ending the 31st March, 1988

Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le gouvernement du Canada pendant l'année financière se terminant le 31 mars 1988

MOST GRACIOUS SOVEREIGN,

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Preamble

Whereas it appears by message from Her Excellency, the Right Honourable Jeanne Sauvé, Governor General of Canada, and the Estimates accompanying the said message, that the sums hereinafter mentioned are required to defray certain expenses of the public service of Canada, not otherwise provided for, for the financial year ending the 31st day of March, 1988, and for other purposes connected with the public service of Canada: May it therefore please Your Majesty, that it may be enacted, and be it enacted by the Queen's Most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, that:

Considérant qu'il appert, du message de Son Excellence la très honorable Jeanne Sauvé, Gouverneur général du Canada, et du Budget des dépenses qui accompagne ledit message, que les sommes ci-dessous mentionnées sont nécessaires pour faire face à certaines dépenses de la fonction publique du Canada, afférentes à l'exercice financier se terminant le 31 mars 1988, auxquelles il n'est pas autrement pourvu, et pour d'autres objets se rattachant à la fonction publique du Canada: Plaise en conséquence à Votre Majesté que soit statué, et qu'il soit statué par Sa Très Excellente Majesté la Reine, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, ce qui suit :

Préambule

Short title

1. This Act may be cited as the *Appropriation Act No. 1, 1987-88*.

1. *Loi de crédits n° 1 de 1987-88.*

Titre abrégé

\$10,458,957,-
258.08 granted
for 1987-88

2. From and out of the Consolidated Revenue Fund, there may be paid and applied a sum not exceeding in the whole ten billion, four hundred and fifty-eight million, nine hundred and fifty-seven thousand, two hundred and fifty-eight dollars and eight cents towards defraying the several charges and expenses of the public service of Canada from the 1st day of April, 1987 to the 31st

2. Sur le Trésor, il peut être payé et affecté une somme n'excédant pas en tout dix milliards, quatre cent cinquante-huit millions neuf cent cinquante-sept mille deux cent cinquante-huit dollars et huit cents pour subvenir aux diverses charges et dépenses de la fonction publique du Canada, depuis le 1^{er} avril 1987 jusqu'au 31 mars 1988, auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit l'ensemble

\$10,458,957,-
258.08 accordés
pour 1987-1988

day of March, 1988 not otherwise provided for, and being the aggregate of the total of the amounts of the items set forth in the following subparagraphs:

- (a) three-twelfths of the total of the amounts of the items set forth in the Main Estimates for the fiscal year ending the 31st day of March, 1988 as laid before the House of Commons at the present session of Parliament, except for those items included in Schedules A, B, C, D, E and F hereto\$7,830,304,719.75
- (b) eleven-twelfths of the total of the amounts of the several items in the said Estimates set forth in Schedule A\$193,214,083.33
- (c) nine-twelfths of the total of the item in the said Estimates set forth in Schedule B\$270,000,000.00
- (d) seven-twelfths of the total of the amounts of the several items in the said Estimates set forth in Schedule C\$61,409,833.33
- (e) six-twelfths of the total of the amounts of the several items in the said Estimates set forth in Schedule D\$2,099,000.00
- (f) five-twelfths of the total of the amounts of the several items in the said Estimates set forth in Schedule E\$701,948,625.00
- (g) four-twelfths of the total of the amounts of the several items in the said Estimates set forth in Schedule F\$1,399,980,996.67

du total des montants des postes énoncés aux alinéas suivants :

- a) des trois douzièmes du total des montants des postes énoncés au Budget des dépenses principal de l'exercice financier se terminant le 31 mars 1988, présenté à la Chambre des communes à la session actuelle du Parlement, exception faite des postes inclus dans les annexes A, B, C, D, E et F ci-jointes\$7,830,304,719.75
- b) des onze douzièmes du total des montants des divers postes dudit Budget inclus dans l'annexe A ci-jointe ..\$193,214,083.33
- c) des neuf douzièmes du total des montants du poste dudit Budget énoncés à l'annexe B\$270,000,000.00
- d) des sept douzièmes du total des montants des divers postes dudit Budget énoncés à l'annexe C\$61,409,833.33
- e) des six douzièmes du total des montants des divers postes dudit Budget énoncés à l'annexe D\$2,099,000.00
- f) des cinq douzièmes du total des montants des divers postes dudit Budget énoncés à l'annexe E\$701,948,625.00
- g) des quatre douzièmes du total des montants des divers postes dudit Budget énoncés à l'annexe F\$1,399,980,996.67

Purpose and
effect of each
item

3. The amount authorized by this Act to be paid or applied in respect of an item may be paid or applied only for the purposes and subject to any terms and conditions specified in the item, and the payment or application of any amount pursuant to the item has such operation and effect as may be stated or described therein.

3. (1) Le montant dont la présente loi autorise le paiement ou l'affectation au titre d'un poste ne peut être versé ou affecté qu'aux fins et conditions spécifiées dans le poste et le paiement ou l'affectation de tout montant aux termes du poste ont l'application et l'effet qui peuvent y être énoncés ou indiqués.

Objet et effet
de chaque poste

Commitments

4. (1) Where an item in the Estimates referred to in section 2 purports to confer authority to enter into commitments up to an amount stated therein or increases the amount up to which commitments may be entered into under any other Act or where a commitment is to be entered into under sub-

4. (1) Lorsqu'un poste du Budget des dépenses mentionné à l'article 2 implique qu'il confère l'autorisation de prendre des engagements jusqu'à concurrence du montant y énoncé ou augmente le montant limite des engagements pouvant être pris en vertu d'une autre loi ou lorsqu'on se propose de

Engagement

section (2), the commitment may be entered into in accordance with the terms of such item or in accordance with subsection (2) if the deputy head or other person charged with the administration of a service certifies that the amount of the commitment proposed to be entered into, together with all previous commitments entered into in accordance with this section or under such other Act, does not exceed the total amount of the commitment authority stated in such item or calculated in accordance with subsection (2).

Idem

(2) Where an item in the Estimates referred to in section 2 or a provision of any Act purports to confer authority to spend revenues, commitments may be entered into in accordance with the terms of such item or provision up to an amount equal to the aggregate of

(a) the amount, if any, appropriated in respect of that item or provision; and

(b) the amount of revenues actually received or, in the case of an item in the said Estimates, the estimated revenues set out in the details related to such items, whichever is the greater.

Accounts to be rendered R.S., c. F-10

5. Amounts paid or applied under the authority of this Act shall be accounted for in the Public Accounts in accordance with section 55 of the *Financial Administration Act*.

prendre un engagement en vertu du paragraphe (2), l'engagement peut être pris conformément aux conditions de ce poste ou conformément au paragraphe (2), si le sous-chef ou autre personne chargée de l'administration d'un service certifie que le total de l'engagement qu'on se propose de prendre et de tous les engagements antérieurement pris conformément au présent article ou en vertu de cette autre loi n'excède pas le total de l'autorisation d'engagement énoncé dans ce poste ou calculé conformément au paragraphe (2).

Idem

(2) Lorsqu'un poste du Budget des dépenses mentionné à l'article 2 ou une disposition d'une loi impliquent qu'ils confèrent l'autorisation de dépenser des recettes, des engagements peuvent être pris aux conditions de ce poste ou cette disposition jusqu'à concurrence du total obtenu par addition

a) du montant éventuellement attribué pour ce poste ou cette disposition et

b) du plus élevé des deux montants suivants: celui des recettes effectivement reçues ou, dans le cas d'un poste dudit Budget, celui des recettes estimatives énoncées dans les détails relatifs à ce poste.

5. Il doit être rendu compte des montants payés ou affectés sous le régime de la présente loi, dans les Comptes publics, conformément à l'article 55 de la *Loi sur l'administration financière*.

Compte à rendre S.R., c. F-10

SCHEDULE A

Based on the Main Estimates, 1987-88. The amount hereby granted is \$193,214,083.33 being eleven-twelfths of the items in the said Estimates as contained in this Schedule.

SUMS granted to Her Majesty by this Act for the financial year ending 31st March, 1988, and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
		\$	\$
	AGRICULTURE		
	FARM CREDIT CORPORATION		
60	Payments to the Farm Credit Corporation to offset loan losses during the fiscal year ending March 31, 1988.....	15,000,000	13,750,000.00
	TRANSPORT		
	DEPARTMENT		
15	Payments to Canada Harbour Place Corporation in respect of operating and capital expenditures for a facility at Pier B-C in Vancouver, B.C.....	5,220,000	4,785,000.00
20	Payment to the Canartic Shipping Company, Limited to be applied by the Company in the payment of the excess of the expenditures over the revenues of the Company during the calendar year 1987.....	4,434,000	4,064,500.00
	TREASURY BOARD		
	SECRETARIAT		
	GOVERNMENT CONTINGENCIES AND CENTRALLY FINANCED PROGRAMS		
10	Employment Initiatives—Subject to the approval of the Treasury Board, to supplement other votes and to provide resources to cover costs in connection with the employment of persons and the summer employment of and summer activities for students.....	186,125,000	170,614,583.33
		210,779,000	193,214,083.33

ANNEXE A

D'après le Budget des dépenses principal de 1987-1988. Le montant accordé par les présentes est de \$193,214,083.33, soit les onze douzièmes des postes dudit Budget que contient la présente annexe.

SOMMES accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1988 et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Service	Total du budget principal	Montant accordé par cette annexe
	AGRICULTURE	\$	\$
	SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE		
60	Paiements à la Société du crédit agricole pour compenser les pertes résultant de prêts pendant l'année financière se terminant le 31 mars 1988	15,000,000	13,750,000.00
	TRANSPORTS		
	MINISTÈRE		
15	Paiements à la Corporation Place du Havre Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital pour une installation à la jetée (C.-B.) à Vancouver (C.-B.)	5,220,000	4,785,000.00
20	Paiement à la Compagnie de navigation Canartic Limitée à affecter par celle-ci au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la compagnie pour l'année civile 1987	4,434,000	4,064,500.00
	CONSEIL DU TRÉSOR		
	SECRÉTARIAT		
	PROGRAMME DES ÉVENTUALITÉS DU GOUVERNEMENT ET PROGRAMMES FINANCÉS PAR L'ADMINISTRATION CENTRALE		
10	Projets de création d'emplois—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits et fournir des ressources en vue de couvrir les frais se rapportant au placement de personnes et aux emplois et aux activités d'été pour les étudiants	186,125,000	170,614,583.33
		210,779,000	193,214,083.33

SCHEDULE B

Based on the Main Estimates, 1987-88. The amount hereby granted is \$270,000,000.00 being nine-twelfths of the item in the said Estimates as contained in this Schedule.

SUM granted to Her Majesty by this Act for the financial year ending 31st March, 1988, and the purposes for which it is granted.

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
	TREASURY BOARD	\$	\$
	SECRETARIAT		
	GOVERNMENT CONTINGENCIES AND CENTRALLY FINANCED PROGRAMS		
5	Government Contingencies—Subject to the approval of the Treasury Board, to supplement other votes for payroll and other requirements and to provide for miscellaneous minor and unforeseen expenses not otherwise provided for including awards under the <i>Public Servants Inventions Act</i> and authority to re-use any sums allotted for non-paylist requirements and repaid to this appropriation from other appropriations.....	360,000,000	270,000,000.00

ANNEXE B

D'après le Budget des dépenses principal de 1987-1988. Le montant accordé par les présentes est de \$270,000,000.00, soit les neuf douzièmes du poste dudit Budget que contient la présente annexe.

SOMME accordée par la présente loi à Sa Majesté pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1988 et fins auxquelles elle est accordée.

N° du crédit	Service	Total du budget principal	Montant accordé par cette annexe
	CONSEIL DU TRÉSOR	\$	\$
	SECRÉTARIAT		
	PROGRAMME DES ÉVENTUALITÉS DU GOUVERNEMENT ET PROGRAMMES FINANCÉS PAR L'ADMINISTRATION CENTRALE		
5	Éventualités du gouvernement—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits relativement à la feuille de paye et à d'autres besoins et pour payer diverses menues dépenses imprévues auxquelles il n'est pas autrement pourvu, y compris les primes attribuées en vertu de la <i>Loi sur les inventions des fonctionnaires</i> ; autorisation de réemployer toutes les sommes affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paye, tirées sur d'autres crédits et versées au présent crédit	360,000,000	270,000,000.00

SCHEDULE C

Based on the Main Estimates, 1987-88. The amount hereby granted is \$61,409,833.33 being seven-twelfths of the items in the said Estimates as contained in this Schedule.

SUMS granted to Her Majesty by this Act for the financial year ending 31st March, 1988, and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
	ENERGY, MINES AND RESOURCES	\$	\$
	DEPARTMENT		
	MINERALS AND EARTH SCIENCES PROGRAM		
35	Minerals and Earth Sciences—The grants listed in the Estimates and contributions.....	33,840,000	19,740,000.00
	PUBLIC WORKS		
	DEPARTMENT		
	ACCOMMODATION PROGRAM		
20	Payments to Canada Museums Construction Corporation Inc. in respect of operating and capital expenditures for the construction of the National Gallery of Canada and the Canadian Museum of Civilization.....	71,434,000	41,669,833.33
		105,274,000	61,409,833.33

ANNEXE C

D'après le Budget des dépenses principal de 1987-1988. Le montant accordé par les présentes est de \$61,409,833.33, soit les sept douzièmes des postes dudit Budget que contient la présente annexe.

SOMMES accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1988 et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Service	Total du budget principal	Montant accordé par cette annexe
	ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES	\$	\$
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE		
35	Minéraux et sciences de la Terre—Subventions inscrites au Budget et contributions ...	33,840,000	19,740,000.00
	TRAVAUX PUBLICS		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DU LOGEMENT		
20	Paiements à la Société de construction des musées du Canada, Inc. à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital pour la construction du Musée des beaux-arts du Canada et du Musée canadien des civilisations.....	71,434,000	41,669,833.33
		105,274,000	61,409,833.33

SCHEDULE D

Based on the Main Estimates, 1987-88. The amount hereby granted is \$2,099,000.00 being six-twelfths of the items in the said Estimates as contained in this Schedule.

SUMS granted to Her Majesty by this Act for the financial year ending 31st March, 1988, and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
	REGIONAL INDUSTRIAL EXPANSION	\$	\$
	DEPARTMENT		
15	Payments to Canadian Patents and Development Limited	713,000	356,500.00
	TRANSPORT		
	DEPARTMENT		
30	Payment to the Canada Ports Corporation for development of port facilities at the Port of Sept-Îles, Quebec	3,485,000	1,742,500.00
		4,198,000	2,099,000.00

ANNEXE D

D'après le Budget des dépenses principal de 1987-1988. Le montant accordé par les présentes est de \$2,099,000.00, soit les six douzièmes des postes dudit Budget que contient la présente annexe.

SOMMES accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1988 et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Service	Total du budget principal	Montant accordé par cette annexe
	EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE	\$	\$
	MINISTÈRE		
15	Paiements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée.....	713,000	356,500.00
	TRANSPORTS		
	MINISTÈRE		
30	Paiement à la Société canadienne des ports pour le développement d'installations au port de Sept-Îles (Québec).....	3,485,000	1,742,500.00
		4,198,000	2,099,000.00

SCHEDULE E

Based on the Main Estimates, 1987-88. The amount hereby granted is \$701,948,625.00 being five-twelfths of the items in the said Estimates as contained in this Schedule.

SUMS granted to Her Majesty by this Act for the financial year ending 31st March, 1988, and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
	COMMUNICATIONS	\$	\$
	NATIONAL MUSEUMS OF CANADA		
80	National Museums of Canada—The grants listed in the Estimates	8,396,700	3,498,625.00
	INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT		
	DEPARTMENT		
	INDIAN AND INUIT AFFAIRS PROGRAM		
15	Indian and Inuit Affairs—The grants listed in the Estimates and contributions	1,513,617,000	630,673,750.00
	NATIONAL HEALTH AND WELFARE		
	DEPARTMENT		
	FITNESS AND AMATEUR SPORT PROGRAM		
55	Fitness and Amateur Sport—Contributions	57,641,000	24,017,083.33
	TRANSPORT		
	DEPARTMENT		
35	Payments to Marine Atlantic Inc. for transportation activities including the following water transportation services pursuant to contracts with Her Majesty;	105,022,000	43,759,166.67
	(a) Newfoundland ferries and terminals; Newfoundland coastal service and terminals; Prince Edward Island ferries and terminals; Yarmouth, N.S.—The New England States, U.S.A. ferries and terminals; Digby—Saint John ferries and terminals;		
	(b) rail/water and narrow gauge/standard interface, ferries and terminals		
		1,684,676,700	701,948,625.00

ANNEXE E

D'après le Budget des dépenses principal de 1987-1988. Le montant accordé par les présentes est de \$701,948,625.00, soit les cinq douzièmes des postes dudit Budget que contient la présente annexe.

SOMMES accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1988 et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Service	Total du budget principal	Montant accordé par cette annexe
		\$	\$
	COMMUNICATIONS		
	MUSÉES NATIONAUX DU CANADA		
80	Musées nationaux du Canada—Subventions inscrites au Budget	8,396,700	3,498,625.00
	AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT		
15	Affaires indiennes et inuit—Subventions inscrites au Budget et contributions	1,513,617,000	630,673,750.00
	SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DE LA CONDITION PHYSIQUE ET DU SPORT AMATEUR		
55	Condition physique et sport amateur—Contributions	57,641,000	24,017,083.33
	TRANSPORTS		
	MINISTÈRE		
35	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants;	105,022,000	43,759,166.67
	(a) traversiers et terminus de Terre-Neuve; services côtiers et terminus de Terre-Neuve; traversiers et terminus de l'Île-du-Prince-Édouard; traversiers entre Yarmouth (N.-É.) et les états de la Nouvelle-Angleterre (États-Unis) et terminus; traversiers entre Digby et Saint-John et terminus; et		
	(b) jonction de transports ferroviaires et maritimes et jonction de transports sur voie étroite et sur voie normale, traversiers et terminus		
		1,684,676,700	701,948,625.00

SCHEDULE F

Based on the Main Estimates, 1987-88. The Amount hereby granted is \$1,399,980,996.67 being four-twelfths of the items in the said Estimates as contained in this Schedule.

SUMS granted to Her Majesty by this Act for the financial year ending 31st March, 1988, and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
	COMMUNICATIONS	\$	\$
	CANADIAN BROADCASTING CORPORATION		
30	Payments to the Canadian Broadcasting Corporation for operating expenditures in providing a broadcasting service.....	786,415,000	262,138,333.33
	NATIONAL MUSEUMS OF CANADA		
70	National Museums of Canada—Operating expenditures, including an amount of \$2,045,000 for the purchase of objects for the collection of the Corporation in the 1987-88 and 1988-89 fiscal years and authority to spend revenue received during the year from the sale to the public of books, pamphlets, replicas and other material related to the purposes of the Corporation	76,016,300	25,338,766.67
	CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS		
	DEPARTMENT		
1	Consumer and Corporate Affairs—Operating expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions.....	112,472,000	37,490,666.67
	STANDARDS COUNCIL OF CANADA		
25	Payments to the Standards Council of Canada within the meaning of Section 17 of the <i>Standards Council of Canada Act</i> to be used for the general purposes of Section 5 of the Act.....	6,531,000	2,177,000.00
	ENVIRONMENT		
	DEPARTMENT		
	ADMINISTRATION PROGRAM		
1	Administration—Program expenditures and contributions	33,781,000	11,260,333.33

ANNEXE F

D'après le Budget des dépenses principal de 1987-1988. Le montant accordé par les présentes est de \$1,399,980,996.67, soit les quatre douzièmes des postes dudit Budget que contient la présente annexe.

SOMMES accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'année financière se terminant le 31 mars 1988 et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Service	Total du budget principal	Montant accordé par cette annexe
	COMMUNICATIONS	\$	\$
	SOCIÉTÉ RADIO-CANADA		
30	Paielements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion	786,415,000	262,138,333.33
	MUSÉES NATIONAUX DU CANADA		
70	Musées nationaux du Canada—Dépenses de fonctionnement, y compris une somme de \$2,045,000 pour l'acquisition de pièces de collection par la Corporation au cours des exercices financiers 1987-1988 et 1988-1989 et autorisation de dépenser les recettes de l'année provenant de la vente au public de livres, brochures, reproductions et d'autres documents relatifs aux fins de la Corporation.....	76,016,300	25,338,766.67
	CONSOMMATION ET CORPORATIONS		
	MINISTÈRE		
1	Consommation et Corporations—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et contributions	112,472,000	37,490,666.67
	CONSEIL CANADIEN DES NORMES		
25	Paielements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 17 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i> à utiliser aux fins générales de l'article 5 de la Loi	6,531,000	2,177,000.00
	ENVIRONNEMENT		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
1	Administration—Dépenses du Programme et contributions.....	33,781,000	11,260,333.33

SCHEDULE F—Continued

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
	REGIONAL INDUSTRIAL EXPANSION	\$	\$
	CAPE BRETON DEVELOPMENT CORPORATION		
40	Payments to the Cape Breton Development Corporation to be applied by the Corporation for capital expenditures, rehabilitating and developing its coal and railway operations.....	98,660,000	32,886,666.67
	SCIENCE AND TECHNOLOGY		
	MINISTRY OF STATE		
1	Science and Technology—Operating expenditures	11,251,000	3,750,333.33
	SUPPLY AND SERVICES		
	DEPARTMENT		
1	Supply and Services—Program expenditures and contributions including:..... (a) recoverable expenditures on behalf of the <i>Canada Pension Plan, the Unemployment Insurance Act of 1971</i> and the Supply Revolving Fund; (b) expenditures on behalf of government departments and agencies for Unsolicited Research and Development Proposals and authority to make commitments during the fiscal year of \$15,600,000 in respect of such proposals; and (c) authority to spend revenue received during the year	230,889,720	76,963,240.00
	TRANSPORT		
	DEPARTMENT		
1	Transport—Operating expenditures, and (a) authority to make recoverable advances for transportation, stevedoring and other shipping services performed on behalf of individuals, outside agencies and other governments, in the course of or arising out of the exercise of jurisdiction in navigation, including navigational aids, and shipping; (b) authority to make expenditures on other than federal property in the course of or arising out of the exercise of jurisdiction in aeronautics; (c) authority for the payment of commissions for revenue collection pursuant to the <i>Aeronautics Act</i> ;	665,762,000	221,920,666.67

ANNEXE F—Suite

N° du crédit	Service	Total du budget principal	Montant accordé par cette annexe
	SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL	\$	\$
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES SERVICES ET DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ		
10	Services et promotion de la santé—Subventions inscrites au Budget et contributions.....	32,988,000	10,996,000.00
	EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE		
	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON		
40	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton à affecter par ladite Société à des dépenses en capital, au relèvement et à l'expansion de ses charbonnages et de ses opérations ferroviaires	98,660,000	32,886,666.67
	SCIENCES ET TECHNOLOGIE		
	MINISTÈRE D'ÉTAT		
1	Sciences et Technologie—Dépenses de fonctionnement.....	11,251,000	3,750,333.33
	APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES		
	MINISTÈRE		
1	Approvisionnement et Services—Dépenses du Programme et contributions y compris: (a) les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada, de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage</i> , du fonds renouvelable des approvisionnements; (b) dépenses pour le compte des ministères et organismes fédéraux pour les soumissions de recherche et de développement spontanées et autorisation de prendre durant l'exercice financier en cours des engagements d'un montant de \$15,600,000 à l'égard desdites soumissions; et (c) autorisation de dépenser les recettes de l'année	230,889,720	76,963,240.00
	TRANSPORTS		
	MINISTÈRE		
1	Transports—Dépenses de fonctionnement et	665,762,000	221,920,666.67

SCHEDULE F—Concluded

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
	<p>TRANSPORT (Concluded)</p> <p>DEPARTMENT (Concluded)</p> <p>(d) subject to paragraph (e), authority to spend revenue received during the year excluding that received from activities under the Surface Transportation Activity; and</p> <p>(e) authority to spend revenue received during the year in the course of or arising out of the exercise of jurisdiction in aeronautics of an amount equal in the opinion of the Minister of National Revenue, to the net amount received during the year from the air transportation tax payable under Part II of the <i>Excise Tax Act</i> minus the portion thereof credited to the Airports Revolving Fund</p> <p>TREASURY BOARD</p> <p>PRIVATIZATION AND REGULATORY AFFAIRS</p>	\$	\$
30	Privatization and Regulatory Affairs—Program expenditures	17,619,000	5,873,000.00
	<p>VETERANS AFFAIRS</p> <p>DEPARTMENT</p> <p>VETERANS AFFAIRS PROGRAM</p>		
5	Veterans Affairs—The grants listed in the Estimates and contributions provided that the amount listed for any grant may be increased or decreased subject to the approval of Treasury Board	1,302,914,000	434,304,666.67
	<p>BUREAU OF PENSIONS ADVOCATES PROGRAM</p>		
25	Bureau of Pensions Advocates—Program expenditures	4,852,000	1,617,333.33
		4,199,942,990	1,399,980,996.67

ANNEXE F—Fin

N° du crédit	Service	Total du budget principal	Montant accordé par cette annexe
	TRANSPORTS (Fin)	\$	\$
	MINISTÈRE (Fin)		
	(a) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport, d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;		
	(b) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique;		
	(c) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de recettes conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ;		
	(d) sous réserve de l'alinéa e), autorisation de dépenser les recettes de l'année, sauf celles provenant d'activités ayant lieu dans le cadre de l'activité des transports de surface; et		
	(e) autorisation de dépenser un montant de recettes reçues dans l'année au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction, montant qui soit égal, de l'avis du ministre du Revenu national, au montant net provenant, dans l'année, de l'impôt à payer en vertu de la partie II de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> , moins la partie de cette somme qui est créditée au fonds renouvelable des aéroports		
	CONSEIL DU TRÉSOR		
	PRIVATISATION ET AFFAIRES RÉGLEMENTAIRES		
30	Privatisation et des affaires réglementaires—Dépenses du Programme.....	17,619,000	5,873,000.00
	AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS		
5	Affaires des anciens combattants—Subventions inscrites au Budget et contributions, le montant inscrit à chacun des postes pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor.....	1,302,914,000	434,304,666.67
	PROGRAMME DU BUREAU DE SERVICES JURIDIQUES DES PENSIONS		
25	Bureau de services juridiques des pensions—Dépenses du Programme.....	4,852,000	1,617,333.33
		4,199,942,990	1,399,980,996.67



*If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

A1
B
256

C-49

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-49

An Act for granting to Her Majesty certain sums of money
for the Government of Canada for the financial year
ending the 31st March, 1988

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
MARCH 24, 1987**

C-49

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-49

Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent
pour le gouvernement du Canada pendant l'exercice
financier se terminant le 31 mars 1988

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 24 MARS 1987**



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-49

PROJET DE LOI C-49

An Act for granting to Her Majesty certain sums of money for the Government of Canada for the financial year ending the 31st March, 1988

Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le gouvernement du Canada pendant l'exercice financier se terminant le 31 mars 1988

MOST GRACIOUS SOVEREIGN,

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Preamble

Whereas it appears by message from Her Excellency, the Right Honourable Jeanne Sauvé, Governor General of Canada, and the Estimates accompanying the said message that the sums hereinafter mentioned are required to defray certain expenses of the public service of Canada, not otherwise provided for, for the financial year ending the 31st day of March, 1988, and for other purposes connected with the public service of Canada: May it therefore please Your Majesty, that it may be enacted, and be it enacted by the Queen's Most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, that:

Considérant qu'il appert, du message de Son Excellence la très honorable Jeanne Sauvé, Gouverneur général du Canada, et du Budget des dépenses qui accompagne ledit message, que les sommes ci-dessous mentionnées sont nécessaires pour faire face à certaines dépenses de la fonction publique du Canada, afférentes à l'exercice financier se terminant le 31 mars 1988, auxquelles il n'est pas autrement pourvu, et pour d'autres objets se rattachant à la fonction publique du Canada: Plaise en conséquence à Votre Majesté que soit statué, et qu'il soit statué par Sa Très Excellente Majesté la Reine, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, ce qui suit :

Préambule

Short title

1. This Act may be cited as the *Appropriation Act No. 2, 1987-88*.

1. *Loi de crédits n° 2 de 1987-88.*

Titre abrégé

\$700,000.-
000.00 granted
for 1987-88

2. From and out of the Consolidated Revenue Fund, there may be paid and applied a sum not exceeding in the whole seven hundred million dollars towards defraying the several charges and expenses of the public service of Canada from the 1st day of April, 1987 to the 31st day of March, 1988 not otherwise provided for, and being the total of the amount of the item set forth

2. Sur le Trésor, il peut être payé et affecté une somme n'excédant pas en tout sept cent millions de dollars pour subvenir aux diverses charges et dépenses de la fonction publique du Canada, depuis le 1^{er} avril 1987 jusqu'au 31 mars 1988, auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit le total du montant du poste énoncé au Budget des dépenses supplémentaire (A) de l'exercice

\$700,000.-
000.00 accordés
pour 1987-1988

in the Supplementary Estimates (A) for the fiscal year ending the 31st day of March, 1988 as contained in the Schedule to this Act.....\$700,000,000.00

financier se terminant le 31 mars 1988.....\$700,000,000.00

Purpose and
effect of each
item

3. (1) The amount authorized by this Act to be paid or applied in respect of an item may be paid or applied only for the purposes and subject to any terms and conditions specified in the item, and the payment or application of any amount pursuant to the item has such operation and effect as may be stated or described therein.

3. (1) Le montant dont la présente loi autorise le paiement ou l'affectation au titre d'un poste ne peut être versé ou affecté qu'aux fins et conditions spécifiées dans le poste et le paiement ou l'affectation de tout montant aux termes du poste ont l'application et l'effet qui peuvent y être énoncés ou indiqués.

Objet et effet
de chaque poste

Idem

(2) The provisions of each item in the Schedule shall be deemed to have been enacted by Parliament on the 1st day of April, 1987.

(2) Les dispositions de chaque poste de l'annexe sont censées avoir été édictées par le Parlement le 1^{er} avril 1987.

Idem

Commitments

4. (1) Where an item in the Estimates referred to in section 2 purports to confer authority to enter into commitments up to an amount stated therein or increases the amount up to which commitments may be entered into under any other Act or where a commitment is to be entered into under subsection (2), the commitment may be entered into in accordance with the terms of such item or in accordance with subsection (2) if the amount of the commitment proposed to be entered into, together with all previous commitments entered into in accordance with this section or under such other Act, does not exceed the total amount of the commitment authority stated in such item or calculated in accordance with subsection (2).

4. (1) Lorsqu'un poste du Budget des dépenses mentionné à l'article 2 implique qu'il confère l'autorisation de prendre des engagements jusqu'à concurrence du montant y énoncé ou augmente le montant limite des engagements pouvant être pris en vertu d'une autre loi ou lorsqu'on se propose de prendre un engagement en vertu du paragraphe (2), l'engagement peut être pris conformément aux conditions de ce poste ou conformément au paragraphe (2), si le total de l'engagement qu'on se propose de prendre de tous les engagements antérieurement pris conformément au présent article ou en vertu de cette autre loi n'excède pas le total de l'autorisation d'engagement énoncé dans ce poste ou calculé conformément au paragraphe (2).

Engagement

Idem

(2) Where an item in the Estimates referred to in section 2 or a provision of any Act purports to confer authority to spend revenues, commitments may be entered into in accordance with the terms of such item or provision up to an amount equal to the aggregate of

(2) Lorsqu'un poste du Budget des dépenses mentionné à l'article 2 ou une disposition d'une loi impliquent qu'ils confèrent l'autorisation de dépenser des recettes, des engagements peuvent être pris aux conditions de ce poste ou cette disposition jusqu'à concurrence du total obtenu par addition

Idem

(a) the amount, if any, appropriated in respect of that item or provision; and

a) du montant éventuellement attribué pour ce poste ou cette disposition et

(b) the amount of revenues actually received or, in the case of an item in the said Estimates, the estimated revenues set out in the details related to such items, whichever is the greater.

b) du plus élevé des deux montants suivants: celui des recettes effectivement reçues ou, dans le cas d'un poste dudit Budget, celui des recettes estimatives énoncées dans les détails relatifs à ce poste.

Appropriation
charged

5. At any time prior to the date on which the Public Accounts for a fiscal year are tabled in Parliament an appropriation granted by this or any other Act may be charged after the end of the fiscal year for which the appropriation is granted for the purpose of making adjustments in the accounts of Canada for the said fiscal year that do not require payments from the Consolidated Revenue Fund.

Accounts to be
rendered R.S.,
c. F-10

6. Amounts paid or applied under the authority of this Act shall be accounted for in the Public Accounts in accordance with section 55 of the *Financial Administration Act*.

5. À toute date antérieure à celle du dépôt des Comptes publics pour un exercice financier au Parlement, un crédit accordé par la présente loi ou toute autre loi peut être 5 imputé après l'expiration de l'exercice financier pour lequel il est accordé en vue d'apporter aux comptes du Canada pour l'exercice financier en question des rectifications qui ne requièrent aucun paiement à prélever sur le 10 Trésor.

Imputation de
crédit

10

6. Il doit être rendu compte des montants payés ou affectés sous le régime de la présente loi, dans les Comptes publics, conformément à l'article 55 de la *Loi sur l'administration financière*.

Compte à
rendre S.R.,
c. F-10

15

SCHEDULE

Based on the Supplementary Estimates (A), 1987-88. The amount hereby granted is \$700,000,000.00 being the total of the amount of the item in the said Estimates as contained in this Schedule.

SUMS granted to Her Majesty by this Act for the financial year ending 31st March, 1988, and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Service	Total Main Estimates	Amount Granted by this Schedule
	AGRICULTURE DEPARTMENT GRAINS AND OILSEEDS PROGRAM	\$	\$
35a	Grains and Oilseeds—Operating expenditures and contributions.....	700,000,000	700,000,000

ANNEXE

D'après le Budget des dépenses supplémentaires (A) de 1987-1988. Le montant accordé par les présentes est de \$700,000,000.00 soit le total du poste dudit Budget que contient la présente annexe.

SOMMES accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1988 et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Service	Total du budget principal	Montant accordé par cette annexe
	AGRICULTURE	\$	\$
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES CÉRÉALES ET OLÉAGINEUX		
35a	Céréales et oléagineux—Dépenses de fonctionnement et contributions	700,000,000	700,000,000



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

C-50

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-50

C-50

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-50

An Act respecting the treatment of pension payments in
determining certain unemployment insurance benefit
entitlements and to amend the Unemployment Insur-
ance Act, 1971

Loi concernant la prise en compte de la pension pour la
détermination de l'admissibilité aux prestations d'assu-
rance-chômage et modifiant la Loi de 1971 sur
l'assurance-chômage

First reading, April 1, 1987

Première lecture le 1 avril 1987



THE MINISTER OF EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-50

PROJET DE LOI C-50

An Act respecting the treatment of pension payments in determining certain unemployment insurance benefit entitlements and to amend the Unemployment Insurance Act, 1971

Loi concernant la prise en compte de la pension pour la détermination de l'admissibilité aux prestations d'assurance-chômage et modifiant la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Unemployment Insurance Benefit Entitlement Adjustments (Pension Payments) Act*.

1. *Loi sur le réexamen de l'admissibilité aux prestations d'assurance-chômage (pension)*.

Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

“Commission”
«Commission»

“pension”
«pension»

“Regulations”
«Règlement»

2. (1) In this Act,
“Commission” means the Canada Employment and Immigration Commission;
“pension” means any retirement pension
(a) arising out of employment,
(b) arising out of service in the Canadian Forces or in any police force,
(c) under the *Canada Pension Plan*, or
(d) under a provincial pension plan;
“Regulations” means the *Unemployment Insurance Regulations*.

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.
«Commission» La Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada.
«pension» Toute pension de retraite :
a) provenant d'un emploi;
b) provenant d'un emploi à titre de membre des Forces canadiennes ou d'une force de police;
c) versée en vertu du *Régime de pensions du Canada*;
d) versée en vertu d'un régime de pensions provincial.
«Règlement» Le *Règlement sur l'assurance-chômage*.

Définitions

«Commission»
“Commission”

«pension»
“pension”

«Règlement»
“Regulations”

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act respecting the treatment of pension payments in determining certain unemployment insurance benefit entitlements and to amend the Unemployment Insurance Act, 1971".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée: «Loi concernant la prise en compte de la pension pour la détermination de l'admissibilité aux prestations d'assurance-chômage et modifiant la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage».

Other words
and expressions

(2) Unless otherwise provided, all words and expressions used in this Act have the same meaning as in the *Unemployment Insurance Act, 1971*.

(2) Sauf disposition contraire, les termes de la présente loi s'entendent au sens de la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage*.

Terminologie

Application of
*Unemployment
Insurance Act,
1971*

3. Except to the extent of any inconsistency between this Act and the *Unemployment Insurance Act, 1971*, the provisions of that Act apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of all sums paid or payable under this Act as though those sums were paid or payable as or on account of benefits under that Act and the Commission has, in relation to any matter that may arise under this Act, the same powers that it has in relation to any such matter under that Act.

3. Sauf cas d'incompatibilité, la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage* s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, aux sommes payées ou payables en vertu de la présente loi comme si elles l'étaient au titre des prestations prévues par cette loi, et la Commission est investie, pour toute question régie par la présente loi, des pouvoirs que lui confère cette loi en la matière.

Application de
la *Loi de 1971
sur l'assu-
rance-chômage*

GENERAL

Consideration
of benefit
entitlement
with respect to
pension
payments

4. The Commission shall consider the entitlement to benefit of any claimant
(a) who made an initial claim for benefit before January 5, 1986, and
(b) whose benefits were eliminated or reduced as a result of the deduction, pursuant to sections 57 and 58 of the Regulations as those sections read on January 5, 1986, from the benefits otherwise payable to the claimant of moneys paid or payable to the claimant after January 4, 1986 on a periodic basis or in a lump sum on account of or in lieu of a pension,
and shall calculate the additional amount of money, if any, to which the claimant would have been entitled if the moneys had not been deducted from the benefits otherwise payable to the claimant and pay that additional amount of money to the claimant.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

4. La Commission est tenue de réexaminer l'admissibilité aux prestations du prestataire qui remplit les conditions suivantes :
a) il a formulé une demande initiale de prestations avant le 5 janvier 1986;
b) ses prestations ont été supprimées ou réduites du fait que, conformément aux articles 57 et 58 du Règlement, dans leur version du 5 janvier 1986, les sommes qui lui ont été payées ou qui lui étaient payables après le 4 janvier 1986 — sous forme de montant périodique ou forfaitaire — au titre ou au lieu d'une pension ont été déduites des prestations qui lui étaient par ailleurs payables.
Elle doit ensuite calculer le montant supplémentaire qui aurait été payable au prestataire si la déduction n'avait pas été effectuée et lui verser ce montant.

Réexamen de
l'admissibilité :
pension

Consideration
of benefit
entitlement
with respect to
post-retirement
employment

5. (1) The Commission shall consider the entitlement to benefit of any claimant
(a) whose benefits were, prior to the coming into force of this Act, eliminated or reduced as a result of the deduction, pursuant to sections 57 and 58 of the Regulations as those sections read on January 5, 1986, from the benefits otherwise payable to the claimant of moneys paid or payable to the claimant after January 4, 1986 on a periodic basis or in a

5. (1) La Commission est tenue de réexaminer l'admissibilité aux prestations du prestataire qui remplit les conditions suivantes :
a) ses prestations ont été, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, supprimées ou réduites du fait que, conformément aux articles 57 et 58 du Règlement, dans leur version du 5 janvier 1986, les sommes qui lui ont été payées ou lui étaient payables après le 4 janvier 1986 — sous forme de montant périodique ou forfaitaire — au

Réexamen de
l'admissibilité :
emploi occupé
après la retraite

lump sum on account of or in lieu of a pension,

(b) who had obtained employment after the moneys referred to in paragraph (a) first became payable to the claimant and for whom a benefit period was established on the basis of weeks of insurable employment that were accumulated from that employment while the moneys referred to in that paragraph continued to be paid to the claimant, and

(c) who has, prior to the coming into force of this Act or within twelve months thereafter, applied to the Commission in writing, in the form and manner approved by the Commission, requesting that the claimant's entitlement to benefit be considered by the Commission,

and shall calculate the additional amount of money, if any, to which the claimant would have been entitled if the moneys referred to in paragraph (a) had not been deducted from the benefits otherwise payable to the claimant and pay that additional amount of money to the claimant.

(2) Where a claimant referred to in subsection (1)

(a) had a benefit period that existed after January 4, 1986,

(b) has accumulated from the employment referred to in paragraph (1)(b) the minimum number of weeks of insurable employment necessary to permit the establishment of a new benefit period for the claimant, and

(c) makes a new initial claim for benefit and requests that the benefit period referred to in paragraph (a) be terminated or be deemed to have been terminated on a day specified by the claimant that is after the minimum number of weeks referred to in paragraph (b),

the benefit period referred to in paragraph (a) shall terminate or be deemed to have been terminated on the day so specified by the claimant, notwithstanding that it may have terminated on any other day under subsection 20(6) of the *Unemployment Insurance Act, 1971*, and a new benefit period shall be established or be deemed to have

titre ou au lieu d'une pension ont été déduites des prestations qui lui étaient par ailleurs payables;

b) il avait obtenu un emploi après que ces sommes lui étaient devenues payables pour la première fois et une période de prestations avait été établie à son profit en fonction du nombre de semaines d'emploi assurable pendant lesquelles il avait exercé cet emploi tout en touchant ces sommes;

c) il lui a, avant l'entrée en vigueur de la présente loi ou dans les douze mois suivant celle-ci, demandé par écrit, conformément aux modalités qu'elle a approuvées, de réexaminer son admissibilité.

Elle doit ensuite calculer le montant supplémentaire qui aurait été payable à ce prestataire si la déduction visée à l'alinéa a) n'avait pas été effectuée et lui verser ce montant.

(2) Pour le prestataire visé au paragraphe (1), la période de prestations en cause prend fin ou est réputée prendre fin à la date qu'il a précisée même si, aux termes du paragraphe 20(6) de la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage*, elle peut prendre fin un autre jour, si les conditions suivantes sont réunies :

a) cette période de prestations existait après le 4 janvier 1986;

b) il a exercé l'emploi visé à l'alinéa (1)b) pendant le minimum de semaines d'emploi assurable nécessaire pour l'établissement d'une nouvelle période de prestations;

c) il a formulé une nouvelle demande initiale de prestations et demandé que cette période de prestations prenne fin ou soit réputée prendre fin à telle date, postérieure au minimum de semaines d'emploi assurable.

Une nouvelle période de prestations est alors établie ou réputée l'être et elle commence le 40 premier jour de la semaine qui suit la date précisée.

Deemed
termination of
benefit period

Fin de périodes
de prestations

been established for the claimant beginning on the first day of the week next following that day.

Appeals

6. For greater certainty, a decision of the Commission under this Act may be appealed in the like manner as a decision of the Commission under the *Unemployment Insurance Act, 1971* and sections 94 to 105 of that Act apply, with such modifications as the circumstances require, to an appeal under this Act.

Charging of payments to Unemployment Insurance Account

7. For greater certainty, any sum payable to a claimant under this Act shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund and charged at the time the sum is paid to the Unemployment Insurance Account in the like manner as any sum paid as or on account of benefits under the *Unemployment Insurance Act, 1971* and shall be deemed to be a sum to which the claimant was entitled as or on account of benefits under that Act.

1970-71-72, c. 48; 1973-74, c. 2; 1974-75-76, cc. 66, 80; 1976-77, cc. 33, 34, 54; 1977-78, c. 22; 1978-79, c. 7; 1980-81-82-83, cc. 17, 35, 47, 97, 102, 109, 143, 150, 158; 1984, cc. 1, 40; 1985, c. 18; 1986, c. 56

UNEMPLOYMENT INSURANCE ACT, 1971

1976-77, c. 54, s. 31(1)

8. (1) All that portion of subsection 18(1) of the *Unemployment Insurance Act, 1971* preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Qualifying period

“18. (1) Subject to subsections (2) to (7), the qualifying period of an insured person is the shorter of”

1976-77, c. 54, s. 31(4)

(2) Subsections 18(3) to (5) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Idem

“(3) Where a person proves in such manner as the Commission may direct that for any week during any qualifying period mentioned in paragraph (1)(a) he was prevented from establishing an inter-

6. Il est entendu que le prestataire peut en appeler d'une décision rendue par la Commission aux termes de la présente loi selon les modalités prévues en cette matière par la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage*, les articles 94 à 105 de cette loi s'appliquant, compte tenu des adaptations de circonstance.

Appels

7. Il est entendu que les sommes payables à un prestataire aux termes de la présente loi sont payées sur le Fonds du revenu consolidé et, au moment de leur versement, portées au débit du Compte d'assurance-chômage de la même manière que celles qui sont payables au titre des prestations en vertu de la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage*. Elles sont réputées constituer des sommes auxquelles le prestataire avait droit au titre des prestations prévues à cette loi.

Imputation au Compte d'assurance-chômage

LOI DE 1971 SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE

1970-71-72, ch. 48; 1973-74, ch. 2; 1974-75-76, ch. 66, 80; 1976-77, ch. 33, 34, 54; 1977-78, ch. 22; 1978-79, ch. 7; 1980-81-82-83, ch. 17, 35, 47, 97, 102, 109, 143, 150, 158; 1984, ch. 1, 40; 1985, ch. 18; 1986, ch. 56

8. (1) Le passage du paragraphe 18(1) de la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage* qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1976-77, ch. 54, par. 31(1)

«18. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (7), la période de référence d'un assuré est la plus courte des périodes suivantes :»

Période de référence

(2) Les paragraphes 18(3) à (5) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1976-77, ch. 54, par. 31(4)

«(3) Lorsqu'une personne prouve de la manière que la Commission peut ordonner qu'au cours d'une période de référence visée à l'alinéa (1)a) elle ne pouvait, pendant une ou plusieurs semaines, établir un

Idem

EXPLANATORY NOTES

Unemployment Insurance Act, 1971

Clause 8: This amendment would extend the qualifying period of an insured person by the number of weeks during which the insured person is in receipt of separation payments and together with the amendment proposed by clause 9 would allow a claimant to draw unemployment insurance benefits after the separation payments have been exhausted.

Subsections 18(3) to (5) at present read as follows:

“(3) Where a person proves in such manner as the Commission may direct that for any week during any extension of a qualifying period referred to in subsection (2) he was not employed in insurable employment for any of the reasons specified in subsection (2), that qualifying period shall, for the purposes of this section, be further extended by the aggregate of those weeks.

NOTES EXPLICATIVES

Loi de 1971 sur l'assurance-chômage

Article 8. — Prolongation de la période de référence d'un assuré d'un nombre de semaines équivalent à celui des semaines pendant lesquelles il touche des indemnités relatives à la cessation de son emploi. L'effet de cette modification et de celle prévue à l'article 9 est de permettre à un prestataire de bénéficier des prestations d'assurance-chômage une fois que ces indemnités auront cessé d'être prises en compte.

Texte actuel des paragraphes 18(3) à (5) :

«(3) Lorsqu'une personne prouve de la manière que la Commission peut ordonner qu'au cours de la prolongation d'une période de référence visée au paragraphe (2), elle n'a pas exercé, pendant une ou plusieurs semaines un emploi assurable pour l'une des raisons énoncées au paragraphe (2), cette période de référence sera, aux fins du présent article, à nouveau prolongée d'un nombre équivalent de semaines.

ruption of earnings by virtue of the allocation, pursuant to regulations made under section 58, of earnings paid to him by reason of the complete severance of the relationship between him and his former employer, the qualifying period shall, for the purposes of this section, be extended by the aggregate of those weeks.

arrêt de rémunération à cause de la répartition, aux termes des règlements d'application de l'article 58, de la rémunération qu'elle avait touchée en raison de la rupture de tout lien avec son ancien employeur, cette période de référence est, pour l'application du présent article, prolongée d'un nombre équivalent de semaines.

Further extension of qualifying period

(4) Where a person proves in such manner as the Commission may direct that

(4) La période de référence en cause est de nouveau prolongée d'un nombre équivalent de semaines lorsqu'une personne prouve de la manière que la Commission peut ordonner que :

Autre prolongation de la période de référence

(a) for any week during any extension of a qualifying period referred to in subsection (2) he was not employed in insurable employment for any of the reasons specified in that subsection, or

a) au cours de la prolongation d'une période de référence visée au paragraphe (2), elle n'a pas exercé, pendant une ou plusieurs semaines, un emploi assurable pour l'une des raisons énoncées à ce paragraphe;

(b) for any week during any extension of a qualifying period referred to in subsection (3) he had earnings paid to him by reason of the complete severance of the relationship between him and his former employer,

b) au cours de la prolongation d'une période de référence visée au paragraphe (3), elle a touché, pendant une ou plusieurs semaines, une rémunération en raison de la rupture de tout lien avec son ancien employeur.

that qualifying period shall, for the purposes of this section, be further extended by the aggregate of those weeks.

Period not counted

(5) For the purposes of subsections (2) to (4), a week during which a person referred to in those subsections was in receipt of benefit shall not be counted.

(5) Pour l'application des paragraphes (2) à (4), toute semaine pour laquelle une personne dont il est question dans ces paragraphes a reçu des prestations n'entre pas en ligne de compte.

Période n'entrant pas en ligne de compte

Idem

(6) For the purposes of subsection (3) and paragraph (4)(b), a week during which a person referred to in that subsection or paragraph was employed in insurable employment shall not be counted.

(6) Pour l'application du paragraphe (3) et de l'alinéa (4)b), toute semaine au cours de laquelle une personne dont il est question dans ces dispositions a exercé un emploi assurable n'entre pas en ligne de compte.

Idem

Maximum extension

(7) No extension shall be made pursuant to any of subsections (2) to (4) to a qualifying period of a person that would provide in respect of that person a qualifying period greater than one hundred and four weeks."

(7) Il ne sera accordé à une personne, en application des paragraphes (2) à (4), aucune prolongation qui porterait la durée de sa période de référence à plus de cent quatre semaines.

Prolongation maximum

1976-77, c. 54, s. 33(4)

9. Subsection 20(7) of the said Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (a) thereof and by adding thereto, immediately after that paragraph, the following paragraph:

9. Le paragraphe 20(7) de la même loi est modifié par suppression du mot «ou» à la fin de l'alinéa a) et par insertion, après cet alinéa, de ce qui suit :

1976-77, ch. 54, par. 33(4)

(4) For the purposes of subsections (2) *and* (3), a week during which a person referred to in those subsections was in receipt of benefit shall not be counted.

(5) No extension shall be made pursuant to subsections (2) *and* (3) to a qualifying period of a person that would provide in respect of that person a qualifying period greater than one hundred and four weeks.”

(4) Aux fins des paragraphes (2) *et* (3), toute semaine pour laquelle une personne dont il est question dans ces paragraphes a reçu des prestations n'entre pas en ligne de compte.

(5) Il ne sera accordé à une personne, en application des paragraphes (2) *et* (3), aucune prolongation qui porterait la durée de sa période de référence à plus de cent quatre semaines.»

Clause 9: This amendment would extend the benefit period of a claimant by the number of weeks during which the claimant is in receipt of separation payments.

Article 9. — Prolongation de la période de prestations d'un nombre de semaines équivalent à celui des semaines pendant lesquelles le prestataire touche des indemnités relatives à la cessation de son emploi.

“(a.1) in receipt of earnings paid by reason of the complete severance of the relationship between him and his former employer, or”

«a.1) touchait une rémunération versée en raison de la rupture de tout lien avec son ancien employeur, ou»

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into
force

10. This Act shall come into force or be deemed to have come into force on April 5, 1987.

10. La présente loi entre en vigueur ou est réputée être entrée en vigueur le 5 avril 1987. 5

Entrée en
vigueur

Subsection 20(7) at present reads as follows:

“(7) Where a benefit period has been established in respect of a claimant and the claimant proves in such manner as the Commission may direct that for any week during that benefit period he was not entitled to initial or extended benefit for the reason that he was

(a) confined in any gaol, penitentiary or other similar institution, *or*

(b) in receipt of temporary total workmen’s compensation payments for an illness or injury,

that benefit period shall be extended by the aggregate of any such weeks.”

Texte actuel du paragraphe 20(7) :

«(7) Lorsqu’une période de prestations a été établie au profit d’un prestataire et que ce prestataire prouve de la manière que la Commission peut exiger qu’au cours d’une ou plusieurs semaines de cette période de prestations il n’avait pas droit à des prestations initiales ou complémentaires parce qu’il

a) était détenu dans une prison, un pénitencier ou autre institution de même nature, *ou*

b) touchait, sur une base temporaire, l’indemnité maximale prévue pour un accident du travail ou une maladie professionnelle,

cette période sera, aux fins du présent article, prolongée d’un nombre équivalent de semaines.»



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

C-50

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-50

An Act respecting the treatment of pension payments in determining certain unemployment insurance benefit entitlements and to amend the Unemployment Insurance Act, 1971

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
JUNE 10, 1987**

C-50

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-50

Loi concernant la prise en compte de la pension pour la détermination de l'admissibilité aux prestations d'assurance-chômage et modifiant la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 10 JUIN 1987**

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-50

PROJET DE LOI C-50

An Act respecting the treatment of pension payments in determining certain unemployment insurance benefit entitlements and to amend the Unemployment Insurance Act, 1971

Loi concernant la prise en compte de la pension pour la détermination de l'admissibilité aux prestations d'assurance-chômage et modifiant la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Unemployment Insurance Benefit Entitlement Adjustments (Pension Payments) Act*.

1. *Loi sur le réexamen de l'admissibilité aux prestations d'assurance-chômage (pension)*.

Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

“Commission”
«Commission»

“pension”
«pension»

“Regulations”
«Règlement»

2. (1) In this Act,
“Commission” means the Canada Employment and Immigration Commission;
“pension” means any retirement pension
(a) arising out of employment,
(b) arising out of service in the Canadian Forces or in any police force,
(c) under the *Canada Pension Plan*, or
(d) under a provincial pension plan;
“Regulations” means the *Unemployment Insurance Regulations*.

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.
«Commission» La Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada.
«pension» Toute pension de retraite :
a) provenant d'un emploi;
b) provenant d'un emploi à titre de membre des Forces canadiennes ou d'une force de police;
c) versée en vertu du *Régime de pensions du Canada*;
d) versée en vertu d'un régime de pensions provincial.
«Règlement» Le *Règlement sur l'assurance-chômage*.

Définitions

«Commission»
“Commission”

«pension»
“pension”

«Règlement»
“Regulations”

Other words
and expressions

(2) Unless otherwise provided, all words and expressions used in this Act have the same meaning as in the *Unemployment Insurance Act, 1971*.

Application of
*Unemployment
Insurance Act,
1971*

3. Except to the extent of any inconsistency between this Act and the *Unemployment Insurance Act, 1971*, the provisions of that Act apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of all sums paid or payable under this Act as though those sums were paid or payable as or on account of benefits under that Act and the Commission has, in relation to any matter that may arise under this Act, the same powers that it has in relation to any such matter under that Act.

GENERAL

Consideration
of benefit
entitlement
with respect to
pension
payments

4. The Commission shall consider the entitlement to benefit of any claimant
(a) who made an initial claim for benefit before January 5, 1986, and
(b) whose benefits were eliminated or reduced as a result of the deduction, pursuant to sections 57 and 58 of the Regulations as those sections read on January 5, 1986, from the benefits otherwise payable to the claimant of moneys paid or payable to the claimant after January 4, 1986 on a periodic basis or in a lump sum on account of or in lieu of a pension,
and shall calculate the additional amount of money, if any, to which the claimant would have been entitled if the moneys had not been deducted from the benefits otherwise payable to the claimant and pay that additional amount of money to the claimant.

Consideration
of benefit
entitlement
with respect to
post-retirement
employment

5. (1) The Commission shall consider the entitlement to benefit of any claimant
(a) whose benefits were, prior to the coming into force of this Act, eliminated or reduced as a result of the deduction, pursuant to sections 57 and 58 of the Regulations as those sections read on January 5, 1986, from the benefits otherwise payable to the claimant of moneys paid or payable to the claimant after January 4, 1986 on a periodic basis or in a

(2) Sauf disposition contraire, les termes de la présente loi s'entendent au sens de la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage*.

Terminologie

3. Sauf cas d'incompatibilité, la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage* s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, aux sommes payées ou payables en vertu de la présente loi comme si elles l'étaient au titre des prestations prévues par cette loi, et la Commission est investie, pour toute question régie par la présente loi, des pouvoirs que lui confère cette loi en la matière.

Application de
la *Loi de 1971
sur l'assu-
rance-chômage*

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

4. La Commission est tenue de réexaminer l'admissibilité aux prestations du prestataire qui remplit les conditions suivantes :
a) il a formulé une demande initiale de prestations avant le 5 janvier 1986;
b) ses prestations ont été supprimées ou réduites du fait que, conformément aux articles 57 et 58 du Règlement, dans leur version du 5 janvier 1986, les sommes qui lui ont été payées ou qui lui étaient payables après le 4 janvier 1986 — sous forme de montant périodique ou forfaitaire — au titre ou au lieu d'une pension ont été déduites des prestations qui lui étaient par ailleurs payables.
Elle doit ensuite calculer le montant supplémentaire qui aurait été payable au prestataire si la déduction n'avait pas été effectuée et lui verser ce montant.

Réexamen de
l'admissibilité :
pension

5. (1) La Commission est tenue de réexaminer l'admissibilité aux prestations du prestataire qui remplit les conditions suivantes :
a) ses prestations ont été, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, supprimées ou réduites du fait que, conformément aux articles 57 et 58 du Règlement, dans leur version du 5 janvier 1986, les sommes qui lui ont été payées ou lui étaient payables après le 4 janvier 1986 — sous forme de montant périodique ou forfaitaire — au

Réexamen de
l'admissibilité :
emploi occupé
après la retraite

lump sum on account of or in lieu of a pension,

(b) who had obtained employment after the moneys referred to in paragraph (a) first became payable to the claimant and for whom a benefit period was established on the basis of weeks of insurable employment that were accumulated from that employment while the moneys referred to in that paragraph continued to be paid to the claimant, and

(c) who has, prior to the coming into force of this Act or within twelve months thereafter, applied to the Commission in writing, in the form and manner approved by the Commission, requesting that the claimant's entitlement to benefit be considered by the Commission,

and shall calculate the additional amount of money, if any, to which the claimant would have been entitled if the moneys referred to in paragraph (a) had not been deducted from the benefits otherwise payable to the claimant and pay that additional amount of money to the claimant.

(2) Where a claimant referred to in subsection (1)

(a) had a benefit period that existed after January 4, 1986,

(b) has accumulated from the employment referred to in paragraph (1)(b) the minimum number of weeks of insurable employment necessary to permit the establishment of a new benefit period for the claimant, and

(c) makes a new initial claim for benefit and requests that the benefit period referred to in paragraph (a) be terminated or be deemed to have been terminated on a day specified by the claimant that is after the minimum number of weeks referred to in paragraph (b),

the benefit period referred to in paragraph (a) shall terminate or be deemed to have been terminated on the day so specified by the claimant, notwithstanding that it may have terminated on any other day under subsection 20(6) of the *Unemployment Insurance Act, 1971*, and a new benefit period shall be established or be deemed to have

titre ou au lieu d'une pension ont été déduites des prestations qui lui étaient par ailleurs payables;

b) il avait obtenu un emploi après que ces sommes lui étaient devenues payables pour la première fois et une période de prestations avait été établie à son profit en fonction du nombre de semaines d'emploi assurable pendant lesquelles il avait exercé cet emploi tout en touchant ces sommes;

c) il lui a, avant l'entrée en vigueur de la présente loi ou dans les douze mois suivant celle-ci, demandé par écrit, conformément aux modalités qu'elle a approuvées, de réexaminer son admissibilité.

Elle doit ensuite calculer le montant supplémentaire qui aurait été payable à ce prestataire si la déduction visée à l'alinéa a) n'avait pas été effectuée et lui verser ce montant.

(2) Pour le prestataire visé au paragraphe (1), la période de prestations en cause prend fin ou est réputée prendre fin à la date qu'il a précisée même si, aux termes du paragraphe 20(6) de la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage*, elle peut prendre fin un autre jour, si les conditions suivantes sont réunies :

a) cette période de prestations existait après le 4 janvier 1986;

b) il a exercé l'emploi visé à l'alinéa (1)b) pendant le minimum de semaines d'emploi assurable nécessaire pour l'établissement d'une nouvelle période de prestations;

c) il a formulé une nouvelle demande initiale de prestations et demandé que cette période de prestations prenne fin ou soit réputée prendre fin à telle date, postérieure au minimum de semaines d'emploi assurable.

Une nouvelle période de prestations est alors établie ou réputée l'être et elle commence le premier jour de la semaine qui suit la date précisée.

Deemed
termination of
benefit period

Fin de périodes
de prestations

been established for the claimant beginning on the first day of the week next following that day.

Appeals

6. For greater certainty, a decision of the Commission under this Act may be appealed in the like manner as a decision of the Commission under the *Unemployment Insurance Act, 1971* and sections 94 to 105 of that Act apply, with such modifications as the circumstances require, to an appeal under this Act.

Charging of payments to Unemployment Insurance Account

7. For greater certainty, any sum payable to a claimant under this Act shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund and charged at the time the sum is paid to the Unemployment Insurance Account in the like manner as any sum paid as or on account of benefits under the *Unemployment Insurance Act, 1971* and shall be deemed to be a sum to which the claimant was entitled as or on account of benefits under that Act.

1970-71-72, c. 48; 1973-74, c. 2; 1974-75-76, cc. 66, 80; 1976-77, cc. 33, 34, 54; 1977-78, c. 22; 1978-79, c. 7; 1980-81-82-83, cc. 17, 35, 47, 97, 102, 109, 143, 150, 158; 1984, cc. 1, 40; 1985, c. 18; 1986, c. 56

UNEMPLOYMENT INSURANCE ACT, 1971

1976-77, c. 54, s. 31(1)

8. (1) All that portion of subsection 18(1) of the *Unemployment Insurance Act, 1971* preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Qualifying period

“18. (1) Subject to subsections (2) to (7), the qualifying period of an insured person is the shorter of”

1976-77, c. 54, s. 31(4)

(2) Subsections 18(3) to (5) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Idem

“(3) Where a person proves in such manner as the Commission may direct that for any week during any qualifying period mentioned in paragraph (1)(a) he was prevented from establishing an inter-

6. Il est entendu que le prestataire peut en 5 appeler d'une décision rendue par la Commission aux termes de la présente loi selon les modalités prévues en cette matière par la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage*, les 5 articles 94 à 105 de cette loi s'appliquant, 10 compte tenu des adaptations de circonstance.

Appels

7. Il est entendu que les sommes payables à un prestataire aux termes de la présente loi sont payées sur le Fonds du revenu consolidé et, au moment de leur versement, portées au 10 débit du Compte d'assurance-chômage de la même manière que celles qui sont payables au titre des prestations en vertu de la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage*. Elles sont 15 réputées constituer des sommes auxquelles le prestataire avait droit au titre des prestations 20 prévues à cette loi.

Imputation au Compte d'assurance-chômage

LOI DE 1971 SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE

1970-71-72, ch. 48; 1973-74, ch. 2; 1974-75-76, ch. 66, 80; 1976-77, ch. 33, 34, 54; 1977-78, ch. 22; 1978-79, ch. 7; 1980-81-82-83, ch. 17, 35, 47, 97, 102, 109, 143, 150, 158; 1984, ch. 1, 40; 1985, ch. 18; 1986, ch. 56

8. (1) Le passage du paragraphe 18(1) de la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage* qui 20 précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1976-77, ch. 54, par. 31(1)

«18. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (7), la période de référence d'un assuré est la plus courte des périodes 25 suivantes :»

Période de référence

(2) Les paragraphes 18(3) à (5) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce 30 qui suit :

1976-77, ch. 54, par. 31(4)

«(3) Lorsqu'une personne prouve de la 30 Idem manière que la Commission peut ordonner qu'au cours d'une période de référence visée à l'alinéa (1)a) elle ne pouvait, pendant une ou plusieurs semaines, établir un

ruption of earnings by virtue of the allocation, pursuant to regulations made under section 58, of earnings paid to him by reason of the complete severance of the relationship between him and his former employer, the qualifying period shall, for the purposes of this section, be extended by the aggregate of those weeks.

(4) Where a person proves in such manner as the Commission may direct that

(a) for any week during any extension of a qualifying period referred to in subsection (2) he was not employed in insurable employment for any of the reasons specified in that subsection, or

(b) for any week during any extension of a qualifying period referred to in subsection (3) he had earnings paid to him by reason of the complete severance of the relationship between him and his former employer,

that qualifying period shall, for the purposes of this section, be further extended by the aggregate of those weeks.

(5) For the purposes of subsections (2) to (4), a week during which a person referred to in those subsections was in receipt of benefit shall not be counted.

(6) For the purposes of subsection (3) and paragraph (4)(b), a week during which a person referred to in that subsection or paragraph was employed in insurable employment shall not be counted.

(7) No extension shall be made pursuant to any of subsections (2) to (4) to a qualifying period of a person that would provide in respect of that person a qualifying period greater than one hundred and four weeks."

9. Subsection 20(7) of the said Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (a) thereof and by adding thereto, immediately after that paragraph, the following paragraph:

arrêt de rémunération à cause de la répartition, aux termes des règlements d'application de l'article 58, de la rémunération qu'elle avait touchée en raison de la rupture de tout lien avec son ancien employeur, cette période de référence est, pour l'application du présent article, prolongée d'un nombre équivalent de semaines.

(4) La période de référence en cause est de nouveau prolongée d'un nombre équivalent de semaines lorsqu'une personne prouve de la manière que la Commission peut ordonner que :

a) au cours de la prolongation d'une période de référence visée au paragraphe (2), elle n'a pas exercé, pendant une ou plusieurs semaines, un emploi assurable pour l'une des raisons énoncées à ce paragraphe;

b) au cours de la prolongation d'une période de référence visée au paragraphe (3), elle a touché, pendant une ou plusieurs semaines, une rémunération en raison de la rupture de tout lien avec son ancien employeur.

(5) Pour l'application des paragraphes (2) à (4), toute semaine pour laquelle une personne dont il est question dans ces paragraphes a reçu des prestations n'entre pas en ligne de compte.

(6) Pour l'application du paragraphe (3) et de l'alinéa (4)b), toute semaine au cours de laquelle une personne dont il est question dans ces dispositions a exercé un emploi assurable n'entre pas en ligne de compte.

(7) Il ne sera accordé à une personne, en application des paragraphes (2) à (4), aucune prolongation qui porterait la durée de sa période de référence à plus de cent quatre semaines."

9. Le paragraphe 20(7) de la même loi est modifié par suppression du mot «ou» à la fin de l'alinéa a) et par insertion, après cet alinéa, de ce qui suit :

Further extension of qualifying period

Period not counted

Idem

Maximum extension

Autre prolongation de la période de référence

Période n'entrant pas en ligne de compte

Idem

Prolongation maximum

1976-77, c. 54, s. 33(4)

1976-77, ch. 54, par. 33(4)

“(a.1) in receipt of earnings paid by reason of the complete severance of the relationship between him and his former employer, or”

«a.1) touchait une rémunération versée en raison de la rupture de tout lien avec son ancien employeur, ou»

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into
force

10. This Act shall come into force or be deemed to have come into force on April 5, 1987.

5 10. La présente loi entre en vigueur ou est réputée être entrée en vigueur le 5 avril 1987. **5**

Entrée en
vigueur



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

C-51

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-51

An Act to prohibit the advertising and promotion and
respecting the labelling and monitoring of tobacco
products

First reading, April 30, 1987

THE MINISTER OF NATIONAL HEALTH AND WELFARE

C-51

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-51

Loi interdisant la publicité en faveur des produits du tabac,
réglementant leur étiquetage et prévoyant certaines
mesures de contrôle

Première lecture le 30 avril 1987

**LE MINISTRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU BIEN-ÊTRE
SOCIAL**



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-51

PROJET DE LOI C-51

An Act to prohibit the advertising and promotion and respecting the labelling and monitoring of tobacco products

Loi interdisant la publicité en faveur des produits du tabac, réglementant leur étiquetage et prévoyant certaines mesures de contrôle

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Tobacco Products Control Act*.

5

1. *Loi réglementant les produits du tabac.*

Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

“analyst”
«analyste»

2. (1) In this Act,
“analyst” means a person designated as a tobacco product analyst pursuant to section 10;

“distributor”
«négociant»

“distributor” means a person engaged in the business of selling tobacco products otherwise than at retail only, and includes a manufacturer or importer thereof;

“inspector”
«inspecteur»

“inspector” means a person designated as a tobacco product inspector pursuant to section 10;

“manufacturer”
«fabricant»

“manufacturer” includes any corporation that is associated with a manufacturer;

“Minister”
«ministre»

“Minister” means the Minister of National Health and Welfare;

“package”
«emballage»

“package” means any pack, carton, wrapping or other container in which tobacco products are customarily sold at retail;

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«analyste» Personne désignée à titre d'analyste des produits du tabac aux termes de l'article 10.

«détaillant» Quiconque vend des produits du tabac au détail.

«emballage» Contenant — paquet, cartouche, enveloppe ou autre — dans lequel des produits du tabac sont généralement vendus au détail.

«fabricant» Sont assimilées au fabricant les personnes morales qui ont des liens avec lui.

«inspecteur» Personne désignée à titre d'inspecteur des produits du tabac aux termes de l'article 10.

«marque» Toute marque de commerce, qu'elle ait été déposée ou non ou qu'elle

5 Définitions

«analyste»
“analyst”

«détaillant»
“retailer”

«emballage»
“package”

«fabricant»
“manufacturer”

«inspecteur»
“inspector”

«marque»
“trade...”

15

20

20

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to prohibit the advertising and promotion and respecting the labelling and monitoring of tobacco products".

RECOMMANDATION

Son Excellence le Gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi interdisant la publicité en faveur des produits du tabac, réglementant leur étiquetage et prévoyant certaines mesures de contrôle».

"prescribed" Version anglaise seulement	"prescribed" means prescribed by regulations made under this Act;	soit enregistrable ou non en vertu de la <i>Loi sur les marques de commerce</i> , et toute variante susceptible de l'évoquer.	
"retailer" «détaillant»	"retailer" means a person engaged in any business that includes the sale of tobacco products at retail;	«ministre» Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.	5 «Minister»
"tobacco product" «produit du tabac»	"tobacco product" means any product manufactured from tobacco for the purpose of being smoked or masticated, and includes nasal and oral snuff;	5 «négociant» Personne faisant profession de vendre des produits du tabac, à l'exception de celle qui ne vend qu'au détail. Le fabricant et l'importateur sont dans tous les cas visés par la présente définition.	«négociant» "distributor"
"trade mark" «marque»	"trade mark" includes any trade mark whether or not it is registered or registrable as such under the <i>Trade Marks Act</i> , and any recognizable variation thereof.	10 «produit du tabac» Produit fabriqué à partir du tabac et destiné à être fumé ou mâché, ou prisé par le nez ou par la bouche.	10 «produit du tabac» "tobacco product"
Associated corporations	(2) For the purposes of this section, two corporations are associated with each other if one is controlled by the other or if both are controlled by the same person.	(2) Pour l'application du présent article, deux personnes morales ont des liens entre elles si l'une est contrôlée par l'autre ou si l'une et l'autre sont contrôlées par la même personne.	15 Personnes morales liées
ADVERTISING		PUBLICITÉ	
Tobacco products	3. (1) No person shall, for the purpose of promoting the sale of a tobacco product sold in Canada, make any representation to the public (a) by means of a newspaper or a radio or television broadcast; or (b) by any other means.	3. (1) La publicité en faveur des produits du tabac vendus au Canada est interdite : a) dans les journaux ou par la radio-télévision; b) par tout autre moyen.	20 Produits du tabac
Use of trade marks	(2) No manufacturer or importer of tobacco products who is entitled to use any trade mark in association with those tobacco products, and no person acting with the concurrence or acquiescence of such a manufacturer or importer, shall employ the trade mark for the purpose of advertising any other product or any service, event or activity (a) by means of a newspaper or a radio or television broadcast, or (b) by any other means, notwithstanding that the manufacturer or importer is, but for this Act, entitled to use the trade mark in association with that product, service, event or activity.	(2) Il est interdit aux fabricants et aux importateurs de produits du tabac de faire usage des marques qu'ils sont habilités à utiliser à l'égard de ces produits dans toute publicité en faveur d'autres produits ou de services, manifestations ou activités : a) dans les journaux ou par la radio-télévision; b) par tout autre moyen. 35 La présente interdiction s'applique même si les fabricants ou les importateurs sont par ailleurs habilités à utiliser ces marques à l'égard de ces autres produits ou de ces services, manifestations ou activités et vise également quiconque agit avec le consentement, exprès ou tacite, de ces fabricants ou ces importateurs.	25 Usage des marques 30 40
Communications media	(3) This section does not apply to a person who, for consideration, publishes, broadcasts	(3) Le présent article ne s'applique pas à la personne qui, à titre onéreux et dans le	40 Médias

or otherwise disseminates an advertisement in the ordinary course of that person's business on behalf of another person in Canada.

cours normal de son activité, diffuse, notamment par la presse ou la radio-télévision, de la publicité pour le compte d'une autre personne se trouvant au Canada.

Retail displays

4. (1) Notwithstanding section 3, a retailer may

- (a) expose tobacco products for sale at the retailer's place of business; and
- (b) post in that place, in the prescribed form, manner and quantity, signs that indicate, otherwise than by their brand names or trade marks, the tobacco products offered for sale and their prices.

4. (1) Malgré l'article 3, le détaillant 5 peut :

- a) exposer des produits du tabac pour la vente dans son établissement;
- b) signaler dans ce lieu, par des affiches réglementaires quant à leur forme, leur teneur et leur quantité, les produits du tabac qui y sont vendus ainsi que leur prix, sans toutefois mentionner leur nom ou leur marque.

5 Commerce au détail

Vending machines

(2) Notwithstanding section 3, a person who operates a vending machine that dispenses tobacco products may identify or depict those products and their prices on the exterior of the vending machine in the prescribed form and manner.

(2) Malgré l'article 3, l'exploitant d'un distributeur automatique de produits du tabac peut les représenter ou les nommer et en indiquer les prix sur celui-ci selon les modalités réglementaires.

15 Distributeurs automatiques

PROMOTION

PROMOTION

Sponsorship

5. (1) Subject to subsection (2), no person shall employ the brand name or a trade mark of a tobacco product in any representation made to the public for the purpose of acknowledging financial or other support provided by a manufacturer or importer of tobacco products for an activity, event, publication or broadcast.

5. (1) Il est interdit d'utiliser le nom ou une marque d'un produit du tabac dans toute mention au public des concours, financiers ou autres, apportés par le fabricant ou l'importateur du produit à la réalisation d'une activité, d'une manifestation, d'une émission ou d'une publication.

20 Patronage

Exception

(2) Notwithstanding section 3, the name of a manufacturer or importer of tobacco products may be used in a representation referred to in subsection (1) whether or not it consists partly of the brand name or a trade mark of a tobacco product.

(2) Il est toutefois possible, malgré l'article 3, d'utiliser le nom du fabricant ou de l'importateur, même si celui-ci renferme le nom ou une marque d'un produit du tabac.

Exception

30

Free distribution

6. (1) No distributor shall distribute tobacco products in the absence of consideration therefor, or furnish tobacco products to any person for the purpose of their subsequent distribution without consideration.

6. (1) Il est interdit aux négociants de distribuer des produits du tabac à titre gratuit ou d'en fournir à cette fin.

Distribution à titre gratuit

Rewards and contests

(2) No person shall offer any gift or cash rebate or the right to participate in any contest, lottery or game to the purchaser of a tobacco product in consideration of the purchase thereof, or to any person in consideration of the furnishing of evidence of such a purchase.

(2) Il est interdit d'offrir un cadeau ou une remise, ou la possibilité de participer à un concours, une loterie ou un jeu, en contrepartie de l'achat d'un produit du tabac ou de la production d'une preuve d'achat de celui-ci.

Remises ou cadeaux

35

Trade marks on
non-tobacco
goods

7. (1) No manufacturer or importer of tobacco products who is entitled to use any trade mark in association with those tobacco products, and no person acting with the concurrence or acquiescence of such a manufacturer or importer, shall apply the trade mark to any article, other than a tobacco product or a package or container in which a tobacco product is sold or shipped, notwithstanding that the manufacturer or importer is, but for this Act, entitled to use the trade mark in association with that article.

Sale of
non-tobacco
goods

(2) No person shall distribute, sell, offer for sale or expose for sale any article, other than a tobacco product or a package or container in which a tobacco product is sold or shipped, that bears the brand name or a trade mark of a tobacco product in any form in which it appears on packages of the tobacco product sold in Canada.

Defence

(3) A person is not guilty of an offence under subsection (2) in respect of an article if the person establishes that the article was manufactured before April 30, 1987 or under the terms of a contract entered into before that date for the manufacture thereof.

7. (1) Il est interdit aux fabricants et aux importateurs de produits du tabac d'apposer des marques qu'ils sont habilités à utiliser à l'égard de ces produits sur des articles, autres que les produits du tabac et les emballages servant à vendre ou expédier ceux-ci, même si ces fabricants ou ces importateurs sont par ailleurs habilités à utiliser ces marques à l'égard de ces articles. La présente interdiction vise également quiconque agit avec le consentement, exprès ou tacite, de ces fabricants ou de ces importateurs.

Marques sur
des articles

(2) Il est interdit de distribuer, de vendre, de mettre en vente ou d'exposer en vue de la vente des articles, autres que les produits du tabac et les emballages servant à vendre ou expédier ceux-ci, s'ils portent le nom ou une marque d'un produit du tabac sous une forme reprenant celle qui figure sur les emballages de ce produit vendus au Canada.

Produits autres
que le tabac

(3) Une personne ne peut être déclarée coupable d'une infraction relative à la violation du paragraphe (2) si elle établit que l'article en cause a été fabriqué avant le 30 avril 1987 ou aux termes d'un contrat prévoyant sa fabrication et conclu avant cette date.

Moyen de
défense

LABELLING

Health warning

8. (1) No distributor shall sell or offer for sale a tobacco product unless the package in which it is contained displays, in the prescribed form and manner, health warnings and a list of toxic constituents of the product or of the smoke produced from it showing the quantities of those constituents.

Extraneous
information

(2) No distributor shall sell or offer for sale a tobacco product if the package in which it is contained displays any writing other than the name, brand name and any trade marks of the tobacco product, the warnings and list referred to in subsection (1), the label required by the *Consumer Packaging and Labelling Act* and the stamp and information required by sections 203 and 204 of the *Excise Act*.

ÉTIQUETAGE

8. (1) Il est interdit aux négociants de vendre ou mettre en vente un produit du tabac ne comportant pas sur l'emballage, en la forme réglementaire, les mises en garde ainsi que la liste et la quantité des substances toxiques qu'il contient ou qui sont dégagées par sa combustion.

Mises en garde

(2) Les seules autres mentions que peut comporter l'emballage d'un produit du tabac sont la désignation, le nom et toute marque de celui-ci, ainsi que les indications exigées par la *Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation* et le timbre et les renseignements prévus aux articles 203 et 204 de la *Loi sur l'accise*.

Information
superflue

REPORTING

Constituents

9. (1) Subject to any regulations made under paragraph 16(b), every manufacturer

RAPPORTS

9. (1) Sous réserve des règlements d'application de l'alinéa 16b), les fabricants et les

Substances

or importer of tobacco products of a class prescribed for the purposes of this subsection shall provide to the Minister, in the prescribed form and manner and at the prescribed intervals, reports indicating the constituents of those products or of the smoke produced from them and the quantities of those constituents.

Product volume

(2) Every manufacturer or importer of tobacco products of a class prescribed for the purposes of this subsection shall provide to the Minister, in the prescribed form and manner and at the prescribed intervals, reports indicating the quantity of those tobacco products manufactured or imported by that manufacturer or importer and the quantity thereof sold by that manufacturer or importer.

importateurs des produits du tabac d'une catégorie précisée par règlement pour l'application du présent paragraphe sont tenus de transmettre au ministre, selon les modalités et aux intervalles réglementaires, des rapports mentionnant les substances qu'ils contiennent ou qui sont dégagées par leur combustion, ainsi que la quantité de celles-ci.

Volume des ventes

(2) Les fabricants et les importateurs des produits du tabac d'une catégorie précisée par règlement pour l'application du présent paragraphe sont tenus de transmettre au ministre, selon les modalités et aux intervalles réglementaires, des rapports indiquant la quantité des produits du tabac qu'ils ont fabriqués, ou importés, et vendus.

ENFORCEMENT

CONTRÔLE D'APPLICATION

Inspectors and analysts

10. (1) The Minister may designate as a tobacco product inspector or as a tobacco product analyst any person who, in the opinion of the Minister, is qualified to be so designated.

10. (1) Le ministre peut désigner à titre d'inspecteur des produits du tabac ou d'analyste des produits du tabac toute personne qu'il estime qualifiée.

Inspecteurs et analystes

Production of certificate

(2) The Minister shall furnish every inspector with a certificate of the inspector's designation as such and, on entering any place described in subsection 11(1) or 12(1), an inspector shall, on demand, produce the certificate to the person in charge thereof.

(2) Le ministre remet à chaque inspecteur un certificat attestant sa qualité, que celui-ci présente, sur demande, au responsable du lieu visé aux paragraphes 11(1) ou 12(1).

Production du certificat

Search

11. (1) An inspector with a warrant issued under subsection (2) may at any reasonable time enter and search any place in which the inspector believes on reasonable grounds there is any thing by means of or in relation to which any provision of this Act has been contravened, and may seize and detain any such thing.

11. (1) L'inspecteur muni du mandat visé au paragraphe (2) peut, à toute heure convenable, perquisitionner dans un lieu lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'il s'y trouve un objet qui a servi ou a donné lieu à la perpétration d'une infraction à la présente loi, et peut saisir et détenir l'objet.

Perquisition

Authority to issue warrant

(2) Where on *ex parte* application a justice of the peace is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds to believe that there is in any place referred to in subsection (1)

(2) S'il est convaincu d'après une dénonciation sous serment qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la présence dans un lieu d'un objet ayant servi ou donné lieu à la perpétration d'une infraction à la présente loi ou dont il a des motifs raisonnables de croire qu'il servira à prouver une telle infraction, le juge de paix peut, sur demande *ex parte*, délivrer sous son seing un mandat autorisant l'inspecteur qui y est nommé à perquisition-

Délivrance du mandat

(a) any thing by means of or in relation to which any provision of this Act has been contravened, or

(b) any thing that there are reasonable grounds to believe will afford evidence

with respect to the commission of an offence under this Act,

the justice of the peace may issue a warrant under his hand authorizing the inspector named therein to enter and search that place and to seize and detain the thing, subject to any conditions that are specified therein.

Use of force

(3) In executing a warrant issued under subsection (2), the inspector named therein shall not use force unless the inspector is accompanied by a peace officer and the use of force has been specifically authorized in the warrant.

Inspection

12. (1) An inspector may at any reasonable time enter any place other than a private dwelling place in which the inspector believes on reasonable grounds that there is any equipment or material used to determine, for the purposes of subsection 9(1), the quantities of constituents of tobacco products or of the smoke produced from them, or that there are records or data relating to the reports required by section 9, and may

(a) examine any such equipment or material or any tobacco product found in that place;

(b) open and examine any receptacle or package found therein that the inspector has reason to believe contains any such material or any tobacco product;

(c) take samples of any such material or any tobacco product; and

(d) examine any books, records, documents or electronic data that on reasonable grounds the inspector believes contain any information relevant to the enforcement of this Act, and make copies thereof or extracts therefrom.

Seizure

(2) Whenever an inspector, in the course of an inspection under subsection (1), believes on reasonable grounds that any provision of this Act has been contravened, the inspector may seize and detain any thing in relation to which or by means of which the inspector believes on reasonable grounds that the contravention occurred.

ner dans ce lieu et à saisir et détenir l'objet, sous réserve des conditions fixées dans ce mandat.

(3) L'inspecteur ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressément l'usage et que si lui-même est accompagné d'un agent de la paix.

Usage de la force

12. (1) L'inspecteur peut, à toute heure convenable, procéder à la visite de tout lieu, à l'exception d'une maison d'habitation, où, à son avis, se trouvent des équipements ou du matériel destinés, dans le cadre du paragraphe 9(1), à mesurer la quantité des substances contenues dans les produits du tabac ou dégagées par leur combustion, ou des registres ou données destinés à l'établissement des rapports visés à l'article 9. À cet effet, il peut :

Visites

a) examiner ces équipements et ce matériel et tout produit du tabac se trouvant dans ce lieu;

b) ouvrir et examiner tout contenant ou emballage se trouvant dans ce lieu et qui, à son avis, contient ce matériel ou un produit du tabac;

c) prélever des échantillons de ce matériel ou d'un produit du tabac;

d) examiner les livres, dossiers ou documents, ou des données traitées électroniquement, qui, à son avis, contiennent des renseignements utiles à l'application de la présente loi et en faire des reproductions totales ou partielles.

L'avis de l'inspecteur doit dans tous les cas être fondé sur des motifs raisonnables.

(2) L'inspecteur peut, dans le cadre de la visite, saisir et détenir tout objet, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il a servi ou donné lieu à la violation d'une disposition de la présente loi.

Saisie

Assistance to
inspectors

13. (1) The owner or person in charge of a place entered by an inspector pursuant to section 11 or 12 and every person found therein shall give the inspector all reasonable assistance to enable the inspector to carry out the inspector's duties and functions under this Act and shall furnish the inspector with such information with respect to the administration of this Act as the inspector reasonably requires.

13. (1) Le propriétaire ou le responsable du lieu visité au titre des articles 11 ou 12, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui donner les renseignements qu'il peut valablement exiger quant à l'application de la présente loi.

Assistance à
l'inspecteurObstruction of
inspectors

(2) No person shall obstruct or hinder an inspector in carrying out duties or functions under this Act.

(2) Il est interdit de gêner ou d'entraver l'action de l'inspecteur qui agit dans l'exercice de ses fonctions.

Entrave

False state-
ments

(3) No person shall knowingly make any false or misleading statement, either orally or in writing, to any inspector engaged in carrying out duties or functions under this Act.

(3) Il est interdit de faire sciemment, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse à l'inspecteur qui agit dans l'exercice de ses fonctions.

Fausses
déclarations

Analysis

14. (1) An inspector may submit to an analyst for analysis or examination any thing seized under section 11 or 12.

14. (1) L'inspecteur peut soumettre à l'analyste, pour analyse ou examen, tout objet saisi au titre des articles 11 ou 12.

Analyses

Certificate

(2) An analyst may, after making an analysis or examination, issue a certificate setting forth the results of the analysis or examination.

(2) L'analyste peut donner les résultats de son analyse ou examen dans un certificat.

Certificat

Certificate of
analyst

(3) Subject to subsections (4) and (5), in any prosecution for an offence under subsection 8(1) or 9(1), a certificate of an analyst stating that the analyst has analysed or examined any thing submitted to him and stating the results of the analysis or examination is admissible in evidence and in the absence of evidence to the contrary is proof of the statements contained in the certificate without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the certificate.

(3) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), le certificat censé signé par l'analyste, où il est déclaré que celui-ci a analysé ou examiné tel objet et où sont donnés ses résultats, est admissible en preuve dans les poursuites engagées pour infraction aux paragraphes 8(1) ou 9(1), sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, le certificat fait foi de son contenu.

Certificat de
l'analysteAttendance of
analyst

(4) The party against whom a certificate of an analyst is produced pursuant to subsection (3) may, with leave of the court, require the attendance of the analyst for the purposes of cross-examination.

(4) La partie contre laquelle est produit le certificat peut, avec l'autorisation du tribunal, exiger la présence de l'analyste pour contre-interrogatoire.

Présence de
l'analyste

Notice

(5) No certificate shall be received in evidence pursuant to subsection (3) unless the party intending to produce it has, before the trial, given to the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of such an intention together with a copy of the certificate.

(5) Le certificat n'est recevable en preuve que si la partie qui entend le produire donne de son intention à la partie qu'elle vise un préavis suffisant, accompagné d'une copie du certificat.

Préavis

10

15

20

20

25

30

35

40

45

5

10

15

20

25

30

35

40

Detention of
things seized

15. (1) Any thing seized pursuant to section 11 or 12 shall not be detained after the expiration of ninety days after the day of seizure unless before that time proceedings have been instituted in respect of the contravention, in which case it may be detained until the proceedings are finally concluded.

Disposition
with consent of
owner

(2) Where the Minister has custody of any thing referred to in subsection (1), the Minister may, with the consent of the owner, 10 dispose of it as he sees fit.

Where consent
deemed given

(3) Where the Minister, by registered letter or by a demand served personally, requests the owner of a thing referred to in subsection (2) to repossess it and the owner 15 fails to do so within thirty days after receipt of the request, the owner shall be thereupon deemed to have given the consent mentioned in subsection (2).

Order for
forfeiture

(4) A judge of a superior, county or district court of the province in which any thing was seized under this Act may, on the application of an inspector and on such notice to such persons as the judge directs, order that the thing and anything else of a 25 similar nature found therewith be forfeited to Her Majesty to be disposed of as the Minister directs, if the judge finds, after making such inquiry as the judge considers necessary, that the thing is one by means of 30 or in relation to which any of the provisions of this Act were contravened.

15. (1) La rétention des objets saisis prend fin à l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date de saisie. Toutefois, en cas de poursuite intentée en 5 l'espèce, elle peut se prolonger jusqu'à l'issue définitive de l'affaire.

Rétention

(2) Le ministre peut, avec le consentement de leur propriétaire, disposer comme il l'en- 10 tend des objets saisis dont il a la garde.

Sort des objets
saisis ou
autres : cas de
consentement

(3) Le propriétaire est réputé avoir donné 10 le consentement prévu au paragraphe (2) s'il omet de reprendre possession de l'objet dans les trente jours de la réception d'une demande du ministre à cet effet signifiée par courrier recommandé ou à personne. 15

Présomption de
consentement

(4) Le juge d'une cour supérieure, d'une cour de comté ou d'une cour de district de la province où l'objet a été saisi en application de la présente loi peut, à la demande de l'inspecteur, ordonner que soient confisqués 20 au profit de Sa Majesté l'objet et les objets de nature comparable trouvés avec celui-ci et qu'il en soit disposé conformément aux instructions du ministre. Cette ordonnance est subordonnée à la transmission du préavis 25 prescrit par le juge aux personnes qu'il désigne et à la constatation par ce dernier, à l'issue de l'enquête qu'il estime nécessaire, du fait que l'objet a servi ou a donné lieu à une infraction à la présente loi. 30

Ordonnance de
confiscation

REGULATIONS

Regulations

16. The Governor in Council may make regulations

(a) respecting the content, position, size 35 and prominence of the health warnings and list of toxic constituents required by subsection 8(1);

(b) exempting from the application of subsection 9(1) persons whose sales of 40 tobacco products of any class constitute less than a prescribed proportion of the total sales of tobacco products of that class;

RÈGLEMENTS

16. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) préciser la teneur, l'emplacement, les dimensions et l'aspect des mentions — mises en garde et liste des substances toxi- 35 ques — exigées aux termes du paragraphe 8(1);

b) soustraire à l'application du paragraphe 9(1) les personnes dont les ventes de produits du tabac représentent moins de 40 telle proportion de l'ensemble des ventes;

c) obliger les fabricants et les importateurs de produits du tabac à tenir les dos-

Règlements

(c) requiring manufacturers and importers of tobacco products to maintain such records as the Governor in Council considers necessary for the enforcement of sections 8 and 9; and

(d) prescribing anything that by this Act is to be prescribed.

OFFENCES AND PUNISHMENTS

Offence and punishment

17. (1) Every person who contravenes section 3, 6, 7, 8 or 9 is guilty of an offence and is liable on summary conviction

(a) for a first offence under any of those sections, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both; or

(b) where the person has previously been convicted of an offence under any of those sections, to a fine not exceeding three hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year or to both.

Idem

(2) Every person who contravenes section 5 is guilty of an offence and is liable on summary conviction

(a) for a first offence, to a fine not exceeding ten thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both; or

(b) for a second or subsequent offence, to a fine not exceeding fifty thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year or to both.

Offence and penalty

(3) Every person who contravenes section 13 or any regulations made under paragraph 16(c) is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding ten thousand dollars.

Time limit

18. (1) A prosecution under this Act may not be instituted later than twelve months after the time when the subject-matter of the prosecution arose.

Venue

(2) A prosecution for an offence under this Act may be instituted, heard, tried and determined by a court in any territorial juris-

siers qu'il estime nécessaires à l'application des articles 8 et 9;

d) prendre toute autre mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi.

INFRACTIONS ET PEINES

17. (1) Quiconque contrevient aux articles 3, 6, 7, 8 ou 9 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :

a) pour une première infraction, une amende maximale de cent mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

b) s'il a déjà été déclaré coupable de n'importe laquelle des infractions prévues à ces articles, une amende maximale de trois cent mille dollars et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines.

5 Contravention aux articles 3, 6, 7, 8, 9

(2) Quiconque contrevient à l'article 5 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :

a) s'il s'agit d'une première infraction, une amende maximale de dix mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

b) en cas de récidive, une amende maximale de cinquante mille dollars et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines.

Contravention à l'article 5

(3) Quiconque contrevient à l'article 13 et aux règlements d'application de l'alinéa 16(c) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de dix mille dollars.

30 Contravention à l'article 11 et à certains règlements

18. (1) Les poursuites visant une infraction à la présente loi se prescrivent par un an à compter de sa perpétration.

Prescription

(2) Le tribunal dans le ressort duquel l'accusé exerce ses activités est compétent pour connaître de toute poursuite en matière d'in-

Ressort

diction in which the accused carries on business regardless of where the subject-matter of the prosecution arose.

fraction à la présente loi, indépendamment du lieu de perpétration.

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into
force

19. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act shall come into force on January 1, 1988.

Idem

(2) Paragraphs 3(1)(b) and (2)(b) and subsection 5(1) shall come into force on January 1, 1989.

Idem

(3) Sections 6 to 8 shall come into force on 10 July 1, 1988.

19. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1988.

Entrée en
vigueur

5

Idem

(2) Les alinéas 3(1)b) et (2)b) et le paragraphe 5(1) entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1989.

Idem

(3) Les articles 6 à 8 entrent en vigueur le 1^{er} juillet 1988.

10



*If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

REPRINT
C-51

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-51

An Act to prohibit the advertising and promotion and
respecting the labelling and monitoring of tobacco
products

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
MAY 31, 1988**

RÉIMPRESSION
C-51

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-51

Loi interdisant la publicité en faveur des produits du tabac,
réglementant leur étiquetage et prévoyant certaines
mesures de contrôle

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 31 MAI 1988**



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-51

PROJET DE LOI C-51

An Act to prohibit the advertising and promotion and respecting the labelling and monitoring of tobacco products

Loi interdisant la publicité en faveur des produits du tabac, réglementant leur étiquetage et prévoyant certaines mesures de contrôle

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Tobacco Products Control Act*.

5

1. *Loi réglementant les produits du tabac.*

Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

“analyst”
«analyste»

2. (1) In this Act,
“analyst” means a person designated as a tobacco product analyst pursuant to section 11;

“distributor”
«négociant»

“distributor” means a person engaged in the business of selling tobacco products otherwise than at retail only, and includes a manufacturer or importer thereof;

“inspector”
«inspecteur»

“inspector” means a person designated as a tobacco product inspector pursuant to section 11;

“manufacturer”
«fabricant»

“manufacturer” includes any corporation that is associated with a manufacturer;

“Minister”
«ministre»

“Minister” means the Minister of National Health and Welfare;

“package”
«emballage»

“package” means any pack, carton, wrapping or other container in which tobacco products are customarily sold at retail;

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«analyste» Personne désignée à titre d'analyste des produits du tabac aux termes de l'article 11.

«détaillant» Quiconque vend des produits du tabac au détail.

«emballage» Contenant — paquet, cartouche, enveloppe ou autre — dans lequel des produits du tabac sont généralement vendus au détail.

«fabricant» Sont assimilées au fabricant les personnes morales qui ont des liens avec lui.

«inspecteur» Personne désignée à titre d'inspecteur des produits du tabac aux termes de l'article 11.

«marque» Toute marque de commerce, qu'elle ait été déposée ou non ou qu'elle

5 Définitions

«analyste»
“analyst”

10 «détaillant»
“retailer”

«emballage»
“package”

15

«fabricant»
“manufacturer”

20 «inspecteur»
“inspector”

«marque»
“trade...”

"prescribed" Version anglaise seulement	"prescribed" means prescribed by regulations made under this Act;	soit enregistable ou non en vertu de la <i>Loi sur les marques de commerce</i> , et toute variante susceptible de l'évoquer.	
"retailer" «détaillant»	"retailer" means a person engaged in any business that includes the sale of tobacco products at retail;	«ministre» Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.	5 «ministre» "Minister"
"tobacco product" «produit du tabac»	"tobacco product" means any product manufactured from tobacco and intended for use by smoking, inhalation or mastication, and includes nasal and oral snuff;	5 «négociant» Personne faisant profession de vendre des produits du tabac, à l'exception de celle qui ne vend qu'au détail. Le fabricant et l'importateur sont dans tous les cas visés par la présente définition.	«négociant» "distributor"
"trade mark" «marque»	"trade mark" includes any trade mark whether or not it is registered or registrable as such under the <i>Trade Marks Act</i> , and any recognizable variation thereof.	10 «produit du tabac» Produit fabriqué à partir du tabac et destiné à être fumé ou consommé — par mastication ou inhalation —, ou prisé par le nez ou par la bouche.	10 «produit du tabac» "tobacco product"
Associated corporations	(2) For the purposes of this section, two corporations are associated with each other if one is controlled by the other or if both are controlled by the same person.	(2) Pour l'application du présent article, deux personnes morales ont des liens entre elles si l'une est contrôlée par l'autre ou si l'une et l'autre sont contrôlées par la même personne.	15 Personnes morales liées

PURPOSE

OBJET

Purpose of Act	3. The purpose of this Act is to provide a legislative response to a national public health problem of substantial and pressing concern and, in particular, (a) to protect the health of Canadians in the light of conclusive evidence implicating tobacco use in the incidence of numerous debilitating and fatal diseases; (b) to protect young persons and others, to the extent that is reasonable in a free and democratic society, from inducements to use tobacco products and consequent dependence on them; and (c) to enhance public awareness of the hazards of tobacco use by ensuring the effective communication of pertinent information to consumers of tobacco products.	3. La présente loi a pour objet de s'attaquer, sur le plan législatif, à un problème qui, dans le domaine de la santé publique, est grave, urgent et d'envergure nationale et, plus particulièrement : a) de protéger la santé des Canadiennes et des Canadiens compte tenu des preuves établissant de façon indiscutable un lien entre l'usage du tabac et de nombreuses maladies débilitantes ou mortelles; b) de préserver notamment les jeunes, autant que faire se peut dans une société libre et démocratique, des incitations à la consommation du tabac et du tabagisme qui peut en résulter; c) de mieux sensibiliser les Canadiennes et les Canadiens aux méfaits du tabac par la diffusion efficace de l'information utile aux consommateurs de celui-ci.	20 Santé publique
----------------	--	---	-------------------

ADVERTISING

PUBLICITÉ

Advertisers	4. (1) No person shall advertise any tobacco product offered for sale in Canada.	4. (1) La publicité en faveur des produits du tabac mis en vente au Canada est interdite.	40 Produits du tabac
Communications media	(2) No person shall, for consideration, publish, broadcast or otherwise disseminate,	(2) Il est interdit, à titre onéreux et pour le compte d'une autre personne, de diffuser,	40 Médias

on behalf of another person, an advertisement for any tobacco product offered for sale in Canada.

notamment par la presse ou la radio-télévision, la publicité en faveur d'un produit du tabac mis en vente au Canada.

Exception

(3) For greater certainty, subsection (2) does not apply in respect of the distribution for sale of publications imported into Canada or the retransmission of radio or television broadcasts originating outside Canada.

(3) Il est entendu que le paragraphe (2) ne s'applique pas à la distribution en vue de la vente de publications importées au Canada ou à la retransmission d'émissions de radio ou de télévision de l'étranger.

Exception

Foreign media

(4) No person in Canada shall advertise a tobacco product by means of a publication published outside Canada or a radio or television broadcast originating outside Canada primarily for the purpose of promoting the sale in Canada of a tobacco product.

(4) Il est interdit à toute personne se trouvant au Canada de faire de la publicité en faveur d'un produit du tabac dans une publication étrangère ou une émission radiodiffusée de l'étranger dans le but, principalement, de promouvoir la vente d'un produit du tabac au Canada.

Usage des médias étrangers

Transitional: signs

(5) Notwithstanding subsections (1) and (2), the manufacturer or importer of a tobacco product may advertise the product by means of signs at any time before January 1, 1991, if

(5) Malgré les paragraphes (1) et (2) le fabricant ou l'importateur d'un produit du tabac peut, jusqu'au 1^{er} janvier 1991, exclusivement, faire de la publicité en faveur du produit par des affiches à condition que :

Affiches

(a) the amount, determined in accordance with the regulations, expended by the manufacturer or importer on the preparation in 1989 of materials for use in signs and on the presentation of signs in that year does not exceed two-thirds of the expenses of the manufacturer or importer, determined in accordance with the regulations, incurred during its last financial year ending before January 1, 1988 for such preparation and presentation;

a) le montant qu'il dépense pour la préparation, en 1989, de la publicité relative à ces affiches et pour la présentation de ces affiches au public au cours de la même année ne dépasse pas les deux tiers des dépenses engagées pour la préparation et la présentation d'affiches au cours de son dernier exercice clos avant le 1^{er} janvier 1988;

(b) the amount, determined in accordance with the regulations, expended by the manufacturer or importer on such preparation and presentation in 1990 does not exceed one-third of the expenses of the manufacturer or importer, so determined, incurred therefor during the financial year referred to in paragraph (a); and

b) le montant qu'il dépense pour la préparation et la présentation d'affiches en 1990 ne dépasse pas le tiers des dépenses engagées au cours de l'exercice visé à l'alinéa a);

(c) a health warning is provided in accordance with the regulations on any sign put in place after the coming into force of this Act.

c) les affiches installées après l'entrée en vigueur de la présente loi comportent une mise en garde réglementaire.

Les montants et dépenses visés au présent paragraphe se calculent conformément aux règlements.

Definition of "sign"

(6) In subsection (5), "sign" does not include

(6) Pour l'application du paragraphe (5), «affiche» ne vise pas :

Définition d'«affiche»

(a) a sign displayed at the place of business of a retailer; or

a) les supports publicitaires se trouvant à l'intérieur ou aux abords de l'établissement d'un détaillant;

(b) a representation described in paragraph 6(1)(a) or (b).

45

Retail displays

5. (1) Notwithstanding section 4, a retailer may

- (a) expose tobacco products for sale at the retailer's place of business;
- (b) post in that place, in the prescribed form, manner and quantity, signs that indicate, otherwise than by their brand names or trade marks, the tobacco products offered for sale and their prices;
- (c) where the retailer's name or trade name contains any word or expression signifying that tobacco products are sold by the retailer, employ that name or trade name, otherwise than in association with a tobacco product, for the purpose of advertising the retailer's business, except by means of a radio or television transmission; and
- (d) display at the retailer's place of business, at any time before January 1, 1993, an advertisement or portion thereof
 - (i) that was displayed in that place before January 25, 1988, or
 - (ii) that the retailer is obliged to display under the terms of a contract entered into before January 25, 1988, other than a term allowing for the extension or renewal of the contract after that day.

Vending machines

(2) Notwithstanding section 4, a person who operates a vending machine that dispenses tobacco products may identify or depict those products and their prices on the exterior of the vending machine in the prescribed form and manner.

PROMOTION

Permitted sponsorships

6. (1) Notwithstanding section 4 and subsection 8(1) but subject to subsection (2) of this section, the full name of a manufacturer or importer of tobacco products and, where required by the terms of a contract entered into before January 25, 1988, the brand name of a tobacco product, may be used, otherwise than in association with a tobacco product, in a representation to the public

- (a) that promotes a cultural or sporting activity or event; or

b) les mentions visées aux alinéas 6(1)a ou b).

5. (1) Malgré l'article 4, le détaillant peut :

- a) exposer des produits du tabac pour la vente dans son établissement;
- b) signaler dans ce lieu, par des affiches réglementaires quant à leur forme, leur teneur et leur quantité, les produits du tabac qui y sont vendus ainsi que leur prix, sans toutefois mentionner leur nom ou leur marque;
- c) faire usage, ailleurs qu'à la radio-télévision, de sa dénomination ou de sa raison sociale à des fins publicitaires — même quand l'un de ses éléments indique qu'il vend des produits du tabac — sans toutefois y associer un produit du tabac;
- d) jusqu'au 1^{er} janvier 1993, exclusivement, conserver, à l'intérieur ou aux abords de son établissement, les supports publicitaires — ou parties de ceux-ci :
 - (i) soit dont il avait déjà fait usage avant le 25 janvier 1988,
 - (ii) soit dont il est tenu de faire usage conformément aux stipulations d'un contrat conclu avant le 25 janvier 1988, à l'exclusion de toute stipulation autorisant le renouvellement ou la prorogation du contrat après cette date.

Commerce au détail

(2) Malgré l'article 4, l'exploitant d'un distributeur automatique de produits du tabac peut les représenter ou les nommer et en indiquer les prix sur celui-ci selon les modalités réglementaires.

Distributeurs automatiques

PROMOTION

6. (1) Sous réserve du paragraphe (2), il est possible, malgré l'article 4 et le paragraphe 8(1), d'utiliser le nom intégral du fabricant ou de l'importateur d'un produit du tabac et, dans les cas où l'exige un contrat conclu avant le 25 janvier 1988, le nom du produit, sans toutefois y associer un produit du tabac, dans toute mention au public :

Parrainage

- a) qui vise à promouvoir une activité ou une manifestation culturelles ou sportives;

(b) that acknowledges financial or other contributions made by the manufacturer or importer of the tobacco product toward such an activity or event.

b) qui fait état des concours financiers ou autres apportés par le fabricant ou l'importateur à la réalisation de cette activité ou manifestation.

Monetary limits

(2) Where, in any calendar year, a manufacturer or importer of tobacco products makes financial or other contributions toward cultural or sporting activities or events in respect of which brand names of those products are used, the value of such contributions, determined in accordance with the regulations, shall not exceed the value, so determined, of the contributions made by the manufacturer or importer toward cultural or sporting activities and events in 1987.

5 (2) La valeur, calculée conformément aux règlements, des concours financiers ou autres apportés par le fabricant ou l'importateur de produits du tabac à la réalisation d'activités ou manifestations culturelles ou sportives dans le cadre desquelles est mentionné le 10 nom des produits ne peut dépasser, pour une année civile donnée, la valeur, ainsi calculée, des concours qu'il a apportés en 1987 à la réalisation de telles activités ou manifesta- 15 tions.

5 Restriction
quant aux
dépenses

Free distribution

7. (1) No distributor shall distribute tobacco products in the absence of consideration therefor, or furnish tobacco products to any person for the purpose of their subsequent distribution without consideration.

7. (1) Il est interdit aux négociants de distribuer des produits du tabac à titre gratuit ou d'en fournir à cette fin.

Distribution à
titre gratuit

Rewards and contests

(2) No person shall offer any gift or cash rebate or the right to participate in any contest, lottery or game to the purchaser of a tobacco product in consideration of the purchase thereof, or to any person in consideration of the furnishing of evidence of such a purchase.

(2) Il est interdit d'offrir un cadeau ou une remise, ou la possibilité de participer à un 20 concours, une loterie ou un jeu, en contrepartie de l'achat d'un produit du tabac ou de la production d'une preuve d'achat de celui-ci.

Remises ou
cadeaux

Trade marks on non-tobacco goods

8. (1) No manufacturer or importer of tobacco products who is entitled to use any trade mark in association with those prod- 30 ucts, and no person acting with the concurrence or acquiescence of such a manufacturer or importer, shall

8. (1) Il est interdit aux fabricants et aux importateurs de produits du tabac : 25

Interdictions
quant à l'usage
des marques

(a) apply the trade mark, in any form in which it appears on packages of the prod- 35 uct that are sold in Canada, to any article other than a tobacco product or a package or container in which a tobacco product is sold or shipped, or

a) d'apposer des marques qu'ils sont habilités à utiliser à l'égard de ces produits sur des articles, autres que les produits du tabac et les emballages servant à vendre ou expédier ceux-ci, sous une forme reprenant 30 celle qui figure sur les emballages de ces produits alors vendus au Canada;

(b) use the trade mark in any such form 40 for the purpose of advertising any article other than a tobacco product or any service, activity or event,

b) de faire usage de ces marques et sous cette forme dans toute publicité en faveur d'autres articles que les produits du tabac 35 ou de services, manifestations ou activités.

notwithstanding that the manufacturer or importer is, but for this Act, entitled to use 45 the trade mark in association with that article, service, activity or event.

La présente interdiction s'applique même si les fabricants ou les importateurs sont par ailleurs habilités à utiliser ces marques à l'égard de ces autres articles ou de ces servi- 40 ces, manifestations ou activités et vise également quiconque agit avec le consentement, exprès ou tacite, de ces fabricants ou ces importateurs.

Sale of non-tobacco goods	(2) No person shall distribute, sell, offer for sale or expose for sale any article, other than a tobacco product or a package or container in which a tobacco product is sold or shipped, that bears a trade mark of a tobacco product in any form in which it appears on packages of the tobacco product that are sold in Canada.	(2) Il est interdit de distribuer, de vendre, de mettre en vente ou d'exposer en vue de la vente des articles, autres que les produits du tabac et les emballages servant à vendre ou 5 expédier ceux-ci, s'ils portent une marque 5 d'un produit du tabac sous une forme reprenant celle qui figure sur les emballages de ce produit vendus au Canada.	Produits autres que le tabac
Defence	(3) Subsections (1) and (2) do not apply in respect of a trade mark if in 1986 tobacco 10 products and other articles bearing that trade mark were sold at retail in Canada and the retail value of those other articles estimated in accordance with the regulations was greater than one-quarter of the retail 15 value of those tobacco products so estimated.	(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas si, en 1986 et au Canada, la valeur 10 estimative, calculée conformément aux règlements, des ventes au détail d'articles autres que les produits du tabac portant la marque en question était supérieure au quart de celle, 15 ainsi calculée, de produits du tabac portant également cette marque.	Non-application
Existing and ordered goods	(4) Subsection (2) does not apply in respect of the distribution or sale before January 1, 1993 of an article manufactured before April 30, 1987, or ordered before that 20 date from the manufacturer or supplier of the article otherwise than by the placing of a standing order that requires confirmation or is subject to cancellation after that date.	(4) Le paragraphe (2) ne s'applique pas à la vente ou à la distribution, avant le 1 ^{er} janvier 1993, d'articles fabriqués avant le 20 30 avril 1987 ou commandés à leur fabricant 20 ou fournisseur avant cette date, sauf s'il s'agit d'une commande permanente qui doit être confirmée ou peut prendre fin après cette date.	Exception : articles existants ou commandés

LABELLING

ÉTIQUETAGE

Health warning	9. (1) No distributor shall sell or offer for 25 sale a tobacco product unless (a) the package containing the product displays, in accordance with the regulations, messages pertaining to the health effects of the product and a list of toxic 30 constituents of the product and, where applicable, of the smoke produced from its combustion indicating the quantities of those constituents present therein; and (b) if and as required by the regulations, a 35 leaflet furnishing information relative to the health effects of the product has been placed inside the package containing the product.	9. (1) Il est interdit aux négociants de 25 vendre ou mettre en vente un produit du tabac qui ne comporte pas, sur ou dans l'emballage respectivement, les éléments suivants : a) les messages soulignant, conformément 30 aux règlements, les effets du produit sur la santé, ainsi que la liste et la quantité des substances toxiques, que celui-ci contient et, le cas échéant, qui sont dégagées par sa combustion; 35 b) s'il y a lieu, le prospectus réglementaire contenant l'information sur les effets du produit sur la santé.	Messages relatifs à la santé
Extraneous information	(2) No distributor shall sell or offer for 40 sale a tobacco product if the package in which it is contained displays any writing other than the name, brand name and any trade marks of the tobacco product, the messages and list referred to in subsection (1), 45 the label required by the <i>Consumer Packaging and Labelling Act</i> and the stamp and	(2) Les seules autres mentions que peut 40 comporter l'emballage d'un produit du tabac 40 sont la désignation, le nom et toute marque de celui-ci, ainsi que les indications exigées par la <i>Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation</i> et le timbre et les renseignements prévus aux articles 203 et 45 204 de la <i>Loi sur l'accise</i> .	Information superflue

information required by sections 203 and 204 of the *Excise Act*.

Existing rights
saved

(3) This section does not affect any obligation of a distributor, at common law or under any Act of Parliament or of a provincial legislature, to warn purchasers of tobacco products of the health effects of those products.

(3) Le présent article n'a pas pour effet de libérer le négociant de toute obligation qu'il aurait, aux termes d'une loi fédérale ou provinciale ou en *common law*, d'avertir les acheteurs de produits du tabac des effets de ceux-ci sur la santé.

Maintien
d'obligations
existantes

REPORTING

RAPPORTS

Constituents

10. (1) Subject to any regulations made under paragraph 17(h), every manufacturer or importer of tobacco products of a class prescribed for the purposes of this subsection shall provide to the Minister, in the prescribed form and manner and at the prescribed intervals, reports identifying the constituents of those products and, where applicable, of the smoke produced from their combustion and indicating the quantities of those constituents present therein.

10. (1) Sous réserve des règlements d'application de l'alinéa 17h), les fabricants et les importateurs des produits du tabac d'une catégorie précisée par règlement pour l'application du présent paragraphe sont tenus de transmettre au ministre, selon les modalités et aux intervalles réglementaires, des rapports mentionnant les substances qu'ils contiennent et, le cas échéant, qui sont dégagées par leur combustion, ainsi que la quantité de celles-ci.

Substances

Product volume

(2) Every manufacturer or importer of tobacco products of a class prescribed for the purposes of this subsection shall provide to the Minister, in the prescribed form and manner and at the prescribed intervals, reports indicating the quantity of those tobacco products manufactured or imported by that manufacturer or importer and the quantity thereof sold by that manufacturer or importer.

(2) Les fabricants et les importateurs des produits du tabac d'une catégorie précisée par règlement pour l'application du présent paragraphe sont tenus de transmettre au ministre, selon les modalités et aux intervalles réglementaires, des rapports indiquant la quantité des produits du tabac qu'ils ont fabriqués, ou importés, et vendus.

Volume des
ventes

Information re
sponsorships

(3) Every manufacturer of tobacco products shall, within the prescribed period following the end of each calendar year, provide the Minister with the prescribed information for the determination of the monetary value of support referred to in subsection 6(2) that was provided by the manufacturer in that year.

(3) Les fabricants de produits du tabac sont tenus de transmettre au ministre, dans le délai réglementaire suivant la fin de chaque année civile, les renseignements précisés par règlement et relatifs au calcul de la valeur des concours visés au paragraphe 6(2) et qu'ils ont apportés pendant l'année.

Parrainage

Information re
signs

(4) Every manufacturer or importer of tobacco products shall

(4) Les fabricants et les importateurs de produits du tabac sont tenus de transmettre au ministre :

Supports
publicitaires
extérieurs

(a) within the prescribed period following the coming into force of this Act, provide the Minister with the prescribed information for the determination of the expenses of the manufacturer or importer referred to in paragraph 4(5)(a); and

a) dans le délai réglementaire suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, les renseignements précisés par règlement et relatifs au calcul des dépenses visées à l'alinéa 4(5)a);

(b) within the prescribed period following the years 1989 and 1990, provide the Min-

b) dans le délai réglementaire suivant les années 1989 et 1990, les renseignements

ister with the prescribed information for the determination of the amounts referred to in paragraphs 4(5)(a) and (b), respectively, that were expended by the manufacturer or importer.

5

ENFORCEMENT

Inspectors and analysts

11. (1) The Minister may designate as a tobacco product inspector or as a tobacco product analyst any person who, in the opinion of the Minister, is qualified to be so designated.

10

Production of certificate

(2) The Minister shall furnish every inspector with a certificate of the inspector's designation as such and, on entering any place described in subsection 12(1) or 13(1), an inspector shall, on demand, produce the certificate to the person in charge thereof.

Search

12. (1) An inspector with a warrant issued under subsection (2) may at any reasonable time enter and search any place in which the inspector believes on reasonable grounds there is any thing by means of or in relation to which any provision of this Act has been contravened, and may seize and detain any such thing.

20

Authority to issue warrant

(2) Where on *ex parte* application a justice of the peace is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds to believe that there is in any place referred to in subsection (1)

(a) any thing by means of or in relation to which any provision of this Act has been contravened, or

(b) any thing that there are reasonable grounds to believe will afford evidence with respect to the commission of an offence under this Act,

the justice of the peace may issue a warrant under his hand authorizing the inspector named therein to enter and search that place and to seize and detain the thing, subject to any conditions that are specified therein.

40

Use of force

(3) In executing a warrant issued under subsection (2), the inspector named therein shall not use force unless the inspector is accompanied by a peace officer and the use of force has been specifically authorized in the warrant.

45

précisés par règlement et relatifs au calcul des montants, visés aux alinéas 4(5)a) et b) respectivement, qu'ils ont dépensés.

CONTRÔLE D'APPLICATION

Inspecteurs et analystes

5

11. (1) Le ministre peut désigner à titre d'inspecteur des produits du tabac ou d'analyste des produits du tabac toute personne qu'il estime qualifiée.

Production du certificat

(2) Le ministre remet à chaque inspecteur un certificat attestant sa qualité, que celui-ci présente, sur demande, au responsable du lieu visé aux paragraphes 12(1) ou 13(1).

10

Perquisition

12. (1) L'inspecteur muni du mandat visé au paragraphe (2) peut, à toute heure convenable, perquisitionner dans un lieu lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'il s'y trouve un objet qui a servi ou a donné lieu à la perpétration d'une infraction à la présente loi, et peut saisir et détenir l'objet.

15

Délivrance du mandat

(2) S'il est convaincu d'après une dénonciation sous serment qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la présence dans un lieu d'un objet ayant servi ou donné lieu à la perpétration d'une infraction à la présente loi ou dont il a des motifs raisonnables de croire qu'il servira à prouver une telle infraction, le juge de paix peut, sur demande *ex parte*, délivrer sous son seing un mandat autorisant l'inspecteur qui y est nommé à perquisitionner dans ce lieu et à saisir et détenir l'objet, sous réserve des conditions fixées dans ce mandat.

20

25

30

35

30

Usage de la force

(3) L'inspecteur ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressément l'usage et que si lui-même est accompagné d'un agent de la paix.

35

Inspection

13. (1) An inspector may at any reasonable time enter any place other than a private dwelling place in which the inspector believes on reasonable grounds that there is any equipment or material used to determine, for the purposes of subsection 10(1), the quantities of constituents of tobacco products or of the smoke produced from them, or that there are records or data relating to the reports required by section 10, and may

- (a) examine any such equipment or material or any tobacco product found in that place;
- (b) open and examine any receptacle or package found therein that the inspector has reason to believe contains any such material or any tobacco product;
- (c) take samples of any such material or any tobacco product; and
- (d) examine any books, records, documents or electronic data that on reasonable grounds the inspector believes contain any information relevant to the enforcement of this Act, and make copies thereof or extracts therefrom.

13. (1) L'inspecteur peut, à toute heure convenable, procéder à la visite de tout lieu, à l'exception d'une maison d'habitation, où, à son avis, se trouvent des équipements ou du matériel destinés, dans le cadre du paragraphe 10(1), à mesurer la quantité des substances contenues dans les produits du tabac ou dégagées par leur combustion, ou des registres ou données destinés à l'établissement des rapports visés à l'article 10. À cet effet, il peut :

- a) examiner ces équipements et ce matériel et tout produit du tabac se trouvant dans ce lieu;
- b) ouvrir et examiner tout contenant ou emballage se trouvant dans ce lieu et qui, à son avis, contient ce matériel ou un produit du tabac;
- c) prélever des échantillons de ce matériel ou d'un produit du tabac;
- d) examiner les livres, dossiers ou documents, ou des données traitées électroniquement, qui, à son avis, contiennent des renseignements utiles à l'application de la présente loi et en faire des reproductions totales ou partielles.

L'avis de l'inspecteur doit dans tous les cas être fondé sur des motifs raisonnables.

Seizure

(2) Whenever an inspector, in the course of an inspection under subsection (1), believes on reasonable grounds that any provision of this Act has been contravened, the inspector may seize and detain any thing in relation to which or by means of which the inspector believes on reasonable grounds that the contravention occurred.

(2) L'inspecteur peut, dans le cadre de la visite, saisir et détenir tout objet, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il a servi ou donné lieu à la violation d'une disposition de la présente loi.

Assistance to inspectors

14. (1) The owner or person in charge of a place entered by an inspector pursuant to section 12 or 13 and every person found therein shall give the inspector all reasonable assistance to enable the inspector to carry out the inspector's duties and functions under this Act and shall furnish the inspector with such information with respect to the administration of this Act as the inspector reasonably requires.

14. (1) Le propriétaire ou le responsable du lieu visité au titre des articles 12 ou 13, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui donner les renseignements qu'il peut valablement exiger quant à l'application de la présente loi.

Obstruction of inspectors

(2) No person shall obstruct or hinder an inspector in carrying out duties or functions under this Act.

(2) Il est interdit de gêner ou d'entraver l'action de l'inspecteur qui agit dans l'exercice de ses fonctions.

Visites

Saisie

Assistance à l'inspecteur

Entrave

Analysis	15. (1) An inspector may submit to an analyst for analysis or examination any thing seized under section 12 or 13.	15. (1) L'inspecteur peut soumettre à l'analyste, pour analyse ou examen, tout objet saisi au titre des articles 12 ou 13.	Analyses
Certificate	(2) An analyst may, after making an analysis or examination, issue a certificate setting forth the results of the analysis or examination.	(2) L'analyste peut donner les résultats de son analyse ou examen dans un certificat.	Certificat 5
Certificate of analyst	(3) Subject to subsections (4) and (5), in any prosecution for an offence under subsection 9(1) or 10(1), a certificate of an analyst stating that the analyst has analysed or examined any thing submitted to the analyst and stating the results of the analysis or examination is admissible in evidence and in the absence of evidence to the contrary is proof of the statements contained in the certificate without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the certificate.	(3) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), le certificat censé signé par l'analyste, où il est déclaré que celui-ci a analysé ou examiné tel objet et où sont donnés ses résultats, est admissible en preuve dans les poursuites engagées pour infraction aux paragraphes 9(1) ou 10(1), sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, le certificat fait foi de son contenu.	Certificat de l'analyste 10 15
Attendance of analyst	(4) The party against whom a certificate of an analyst is produced pursuant to subsection (3) may, with leave of the court, require the attendance of the analyst for the purposes of cross-examination.	(4) La partie contre laquelle est produit le certificat peut, avec l'autorisation du tribunal, exiger la présence de l'analyste pour contre-interrogatoire.	Présence de l'analyste 20
Notice	(5) No certificate shall be received in evidence pursuant to subsection (3) unless the party intending to produce it has, before the trial, given to the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of such an intention together with a copy of the certificate.	(5) Le certificat n'est recevable en preuve que si la partie qui entend le produire donne de son intention à la partie qu'elle vise un préavis suffisant, accompagné d'une copie du certificat.	Préavis 25
Detention of things seized	16. (1) Any thing seized pursuant to section 12 or 13 shall not be detained after the expiration of ninety days after the day of seizure unless before that time proceedings have been instituted in respect of the contravention, in which case it may be detained until the proceedings are finally concluded.	16. (1) La rétention des objets saisis prend fin à l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date de saisie. Toutefois, en cas de poursuite intentée en l'espèce, elle peut se prolonger jusqu'à l'issue définitive de l'affaire.	Rétention 30
Disposition with consent of owner	(2) Where the Minister has custody of any thing referred to in subsection (1), the Minister may with the written consent of the owner dispose of it as the Minister sees fit.	(2) Le ministre peut, avec le consentement écrit de leur propriétaire, disposer comme il l'entend des objets saisis dont il a la garde.	Sort des objets saisis ou autres : cas de consentement
Where consent deemed given	(3) Where the Minister, by registered letter or by a demand served personally, requests the owner of a thing referred to in subsection (2) to repossess it and the owner fails to do so within thirty days after receipt of the request, the owner shall be thereupon	(3) Le propriétaire est réputé avoir donné le consentement prévu au paragraphe (2) s'il omet de reprendre possession de l'objet dans les trente jours de la réception d'une demande du ministre à cet effet signifiée par courrier recommandé ou à personne.	Présomption de consentement 35 40

deemed to have given the consent mentioned in subsection (2).

(4) A judge of a superior, county or district court of the province in which any thing was seized under this Act may, on the application of an inspector and on such notice to such persons as the judge directs, order that the thing and anything else of a similar nature found therewith be forfeited to Her Majesty to be disposed of as the Minister directs, if the judge finds, after making such inquiry as the judge considers necessary, that the thing is one by means of or in relation to which any of the provisions of this Act were contravened.

REGULATIONS

17. The Governor in Council may make regulations

- (a) exempting a tobacco product from the application of sections 4 and 7 where, in the opinion of the Governor in Council, that product is likely to be used as a substitute for other tobacco products and poses less risk to the health of users than those other products;
- (b) respecting the determination of the amounts and expenses referred to in paragraphs 4(5)(a) and (b);
- (c) prescribing, in respect of any tobacco product, the content, position, configuration, size and prominence of the health warnings referred to in paragraph 4(5)(c);
- (d) respecting the determination of the value of contributions referred to in section 6;
- (e) respecting the manner of estimating the retail value of tobacco products and other articles sold in 1986 for the purposes of subsection 8(3);
- (f) prescribing, in respect of any tobacco product, the content, position, configuration, size and prominence of the messages and list of toxic constituents referred to in paragraph 9(1)(a);
- (g) requiring leaflets furnishing information referred to in paragraph 9(1)(b) to be placed inside packages of a tobacco prod-

(4) Le juge d'une cour supérieure, d'une cour de comté ou d'une cour de district de la province où l'objet a été saisi en application de la présente loi peut, à la demande de l'inspecteur, ordonner que soient confisqués au profit de Sa Majesté l'objet et les objets de nature comparable trouvés avec celui-ci et qu'il en soit disposé conformément aux instructions du ministre. Cette ordonnance est subordonnée à la transmission du préavis prescrit par le juge aux personnes qu'il désigne et à la constatation par ce dernier, à l'issue de l'enquête qu'il estime nécessaire, du fait que l'objet a servi ou a donné lieu à une infraction à la présente loi.

RÈGLEMENTS

17. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) exempter de l'application des articles 4 et 7 tout produit du tabac qui, à son avis, sera probablement utilisé comme substitut aux autres produits du tabac et fait courir moins de risque à la santé des consommateurs que ces autres produits;
- b) prévoir le mode de calcul des montants visés aux alinéas 4(5)a) et b);
- c) fixer, pour tout produit du tabac, la teneur, la présentation, l'emplacement, les dimensions et la mise en évidence des mises en garde prévues à l'alinéa 4(5)c);
- d) prévoir le mode de calcul de la valeur des concours visés à l'article 6;
- e) prévoir, pour l'application du paragraphe 8(3), le mode de calcul de la valeur estimative des ventes au détail des produits du tabac et des autres articles vendus en 1986;
- f) fixer, pour tout produit du tabac, la teneur, la présentation, l'emplacement, les dimensions et la mise en évidence des mentions — messages et liste des substances toxiques — visées à l'alinéa 9(1)a);
- g) exiger la présence, à l'intérieur de l'emballage d'un produit du tabac, du prospectus visé à l'alinéa 9(1)b) et préciser la forme de celui-ci, sa teneur ainsi que son emplacement;

Order for
forfeiture

Ordonnance de
confiscation

Regulations

Règlements

uct and prescribing their content, form and manner of placement in those packages;

(h) exempting from the application of subsection 10(1) persons whose sales of tobacco products of any class constitute less than a prescribed proportion of the total sales of tobacco products of that class;

(i) requiring manufacturers and importers of tobacco products to maintain such records as the Governor in Council considers necessary for the enforcement of sections 9 and 10; and

(j) prescribing anything that by this Act is to be prescribed.

OFFENCES AND PUNISHMENTS

Offence and
punishment

18. (1) Every person who contravenes section 4, 7, 8, 9 or 10

(a) is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable

(i) for a first offence under any of those sections, to a fine not exceeding two thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both, and

(ii) where the person has previously been convicted of an offence under any of those sections, to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; or

(b) is guilty of an indictable offence and is liable

(i) for a first offence under any of those sections, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both, and

(ii) where the person has previously been convicted of an offence under any of those sections, to a fine not exceeding three hundred thousand dollars or to imprisonment for two years, or to both.

(2) Every person who contravenes subsection 6(2) is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable

Idem

h) soustraire à l'application du paragraphe 10(1) les personnes dont les ventes de produits du tabac représentent moins de telle proportion de l'ensemble des ventes;

i) obliger les fabricants et les importateurs de produits du tabac à tenir les dossiers qu'il estime nécessaires à l'application des articles 9 et 10;

j) prendre toute autre mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi.

INFRACTIONS ET PEINES

18. (1) Quiconque contrevient aux articles 4, 7, 8, 9 ou 10 :

Contravention
aux articles 4,
7, 8, 9 ou 10

a) soit commet une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et encourt :

(i) pour une première infraction, une amende maximale de deux mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines,

(ii) s'il a déjà été déclaré coupable de n'importe laquelle des infractions prévues à ces articles, une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

b) soit commet un acte criminel et encourt :

(i) pour une première infraction, une amende maximale de cent mille dollars et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines,

(ii) s'il a déjà été déclaré coupable de n'importe laquelle des infractions prévues à ces articles, une amende maximale de trois cent mille dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.

(2) Quiconque contrevient au paragraphe 6(2) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :

Contravention à
l'article 6

(a) for a first offence, to a fine not exceeding ten thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; or

(b) for a second or subsequent offence, to a fine not exceeding fifty thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.

(3) Every person who contravenes section 14 or any regulations made under paragraph 17(i) is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding ten thousand dollars.

19. (1) A prosecution in respect of an offence under this Act, other than a prosecution under paragraph 18(1)(b), may not be instituted later than twelve months after the time when the subject-matter of the prosecution arose.

(2) A prosecution for an offence under this Act may be instituted, heard, tried and determined by a court in any territorial jurisdiction in which the accused carries on business regardless of where the subject-matter of the prosecution arose.

(3) No exception, exemption, excuse or qualification prescribed by law is required to be set out or negated, as the case may be, in an information or indictment for an offence under this Act or under section 421, 422 or 423 of the *Criminal Code* in respect of an offence under this Act.

(4) In a prosecution for an offence referred to in subsection (3), the burden of proving that an exception, exemption, excuse or qualification prescribed by law operates in favour of the accused is on the accused and the prosecutor is not required, except by way of rebuttal, to prove that the exception, exemption, excuse or qualification does not operate in favour of the accused, whether or not it is set out in the information or indictment.

a) s'il s'agit d'une première infraction, une amende maximale de dix mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

b) en cas de récidive, une amende maximale de cinquante mille dollars et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines.

(3) Quiconque contrevient à l'article 14 et aux règlements d'application de l'alinéa 17i) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de dix mille dollars.

19. (1) Les poursuites, autres que celles prévues à l'alinéa 18(1)b), visant les infractions à la présente loi se prescrivent par un an à compter de la perpétration de celles-ci.

(2) Le tribunal dans le ressort duquel l'accusé exerce ses activités est compétent pour connaître de toute poursuite en matière d'infraction à la présente loi, indépendamment du lieu de perpétration.

(3) Dans les poursuites visant toute infraction à la présente loi, ou engagées sous le régime des articles 421, 422 ou 423 du *Code criminel* et relatives à une telle infraction, il n'est pas nécessaire que soit énoncée ou niée, selon le cas, une exception, exemption, excuse ou réserve, prévue par le droit, dans la dénonciation ou l'acte d'accusation.

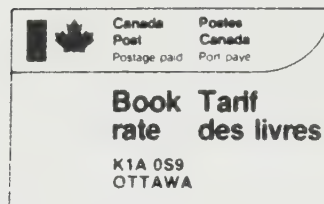
(4) Dans les poursuites visées au paragraphe (3), il incombe à l'accusé de prouver qu'une exception, exemption, excuse ou réserve, prévue par le droit, joue en sa faveur; quant au poursuivant, il n'est pas tenu, si ce n'est à titre de réfutation, de prouver que l'exception, l'exemption, l'excuse ou la réserve ne joue pas en faveur de l'accusé, qu'elle soit ou non énoncée dans la dénonciation ou l'acte d'accusation.

COMING INTO FORCE

20. This Act shall come into force on January 1, 1989.

ENTRÉE EN VIGUEUR

20. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} 45 janvier 1989.



If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

C-52

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-52

An Act respecting the use of foreign ships and non-duty
paid ships in the coasting trade and in other marine
activities of a commercial nature

First reading, May 1, 1987

THE MINISTER OF TRANSPORT

C-52

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-52

Loi concernant l'utilisation de navires étrangers et de navi-
res non dédouanés pour le cabotage et d'autres activi-
tés maritimes de nature commerciale

Première lecture le 1 mai 1987



LE MINISTRE DES TRANSPORTS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-52

PROJET DE LOI C-52

An Act respecting the use of foreign ships and non-duty paid ships in the coasting trade and in other marine activities of a commercial nature

Loi concernant l'utilisation de navires étrangers et de navires non dédouanés pour le cabotage et d'autres activités maritimes de nature commerciale

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Coasting Trade and Commercial Marine Activities Act*.

1. *Loi sur le cabotage et les activités commerciales maritimes.*

Titre abrégé
5

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

"Canadian ship"
«navire canadien»

2. (1) In this Act,
"Canadian ship" means a ship
(a) registered in Canada in respect of which all duties and taxes under the *Customs Tariff* and the *Excise Tax Act* have been paid, or
(b) built in Canada and exempted from registration pursuant to section 8 of the *Canada Shipping Act*;

"Canadian waters"
«eaux canadiennes»

"Canadian waters" means the internal waters within the meaning of the *Customs Act* and the territorial sea of Canada as determined in accordance with the *Territorial Sea and Fishing Zones Act*;

"coasting trade"
«cabotage»

"coasting trade" means the carriage of goods or passengers by ship, or by ship and another mode of transport, from one place in Canada or above the continental shelf of Canada to any other place, or to the same

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«agent d'exécution» Personne qui, en vertu de l'article 11, est nommée à ce titre pour le contrôle d'application de la présente loi.

«cabotage» Transport par navire, ou par navire et par un autre moyen de transport, de passagers ou de marchandises entre deux lieux situés au Canada ou au-dessus du plateau continental, ou en provenance et à destination d'un tel lieu, directement ou en passant par un lieu situé à l'extérieur du Canada; toutefois, dans les eaux situées au-dessus du plateau continental, seul le transport de passagers ou de marchandises lié à la recherche, à la mise en valeur, à la production ou au transport des ressources minérales ou des autres ressources non biologiques du plateau constitue du cabotage.

Définitions

«agent d'exécution»
"enforce-ment..."

«cabotage»
"coasting ..."

25

place in Canada or above the continental shelf of Canada, either directly or by way of a place outside Canada, but, with respect to waters above the continental shelf of Canada, includes the carriage of goods or passengers only in relation to the exploration, development, production or transportation of the mineral or non-living natural resources of the continental shelf;

“Commission”
«Commission»

“Commission” means the Canadian Transport Commission;

“continental shelf of Canada”
«plateau continental»

“continental shelf of Canada” has the same meaning as in the *Customs and Excise Offshore Application Act*;

“enforcement officer”
«agent d'exécution»

“enforcement officer” means a person appointed pursuant to section 11 to be an enforcement officer for the purposes of this Act;

“foreign ship”
«navire étranger»

“foreign ship” means a ship other than a Canadian ship or a non-duty paid ship;

“licence”
«licence»

“licence” means a document, issued pursuant to this Act, authorizing a foreign ship or non-duty paid ship to engage in the coasting trade of Canada or in other marine activities of a commercial nature while in Canadian waters or in waters above the continental shelf of Canada;

“master”
«capitaine»

“master”, in relation to a ship, has the same meaning as in the *Canada Shipping Act*;

“non-duty paid ship”
«navire non dédouané»

“non-duty paid ship” means a ship registered in Canada in respect of which all duties and taxes under the *Customs Tariff* and the *Excise Tax Act* have not been paid;

“owner”
«propriétaire»

“owner”, in relation to a ship, includes the person having for the time being, either by law or by contract, the rights of the owner of the ship as regards the possession and use thereof;

“resident in Canada”
«résident...»

“resident in Canada” has the meaning given to that expression by section 250 of the *Income Tax Act*;

“ship”
«navire»

“ship” includes any description of vessel, boat or craft designed, used or capable of being used solely or partly for marine navigation without regard to method or lack of propulsion.

«capitaine» Le capitaine du navire au sens de la *Loi sur la marine marchande du Canada*.

«capitaine»
“master”

5 «Commission» La Commission canadienne des transports.

5 «Commission»
“Commission”

«eaux canadiennes» Les eaux intérieures au sens de la *Loi sur les douanes* et la mer territoriale déterminée en conformité avec la *Loi sur la mer territoriale et les zones de pêche*.

«eaux canadiennes»
“Canadian waters”

«licence» Document délivré sous le régime de la présente loi autorisant un navire étranger ou non dédouané à se livrer au cabotage au Canada ou à d'autres activités maritimes de nature commerciale dans les eaux canadiennes ou dans les eaux situées au-dessus du plateau continental.

«licence»
“licence”

«navire» Tout genre de bâtiment, bateau ou embarcation conçu, utilisé ou utilisable, exclusivement ou non, pour la navigation maritime, indépendamment de son mode de propulsion ou de l'absence de propulsion.

«navire»
“ship”

«navire canadien»

«navire canadien»
“Canadian ship”

a) Soit un navire immatriculé au Canada à l'égard duquel tous les droits et taxes prévus par le *Tarif des douanes* et la *Loi sur la taxe d'accise* ont été acquittés;

b) soit un navire construit au Canada et exempté de l'immatriculation en vertu de l'article 8 de la *Loi sur la marine marchande du Canada*.

«navire étranger» Navire autre qu'un navire canadien ou non dédouané.

35 «navire étranger»
“foreign ship”

«navire non dédouané» Navire immatriculé au Canada à l'égard duquel tous les droits et taxes prévus par le *Tarif des douanes* et la *Loi sur la taxe d'accise* n'ont pas été acquittés.

«navire non dédouané»
“non-duty...”

40 «plateau continental» S'entend au sens de la *Loi sur la compétence extracôtière du Canada pour les douanes et l'accise*.

«plateau continental»
“continental ...”

«propriétaire» À l'égard d'un navire, la personne qui, aux moments considérés, jouit, en vertu de la loi ou d'un contrat, des droits du propriétaire quant à la possession et à l'utilisation du navire.

«propriétaire»
“owner”

Meaning of
"place"

(2) For the purpose of the definition "coasting trade" in subsection (1), a place above the continental shelf of Canada includes any ship, offshore drilling unit, production platform, artificial island, subsea installation, pumping station, living accommodation, storage structure, loading or landing platform, dredge, floating crane, pipelaying or other barge or pipeline and any anchor, anchor cable or rig pad used in connection therewith.

REGULATION OF FOREIGN SHIPS AND NON-DUTY PAID SHIPS

Prohibition

3. (1) Subject to subsections (2) to (5), no foreign ship or non-duty paid ship shall, except under and in accordance with a licence, engage in the coasting trade or

(a) in Canadian waters, engage in any marine activity of a commercial nature; or

(b) in waters above the continental shelf of Canada, engage in any marine activities of a commercial nature relating to the exploration, development, production or transportation of the mineral or non-living natural resources of the continental shelf.

Exception for
international
voyage

(2) For the purposes of subsection (1), a marine activity of a commercial nature does not include the carriage of goods or passengers by ship, where the carriage is by ship on a voyage where the point of origin and the point of termination are in different countries and the carriage does not fall within the definition "coasting trade".

Application

(3) Subsection (1) does not apply to any foreign ship or non-duty paid ship that is

(a) used as a hydrocarbon production platform;

(b) used as a fishing vessel, as defined by the *Coastal Fisheries Protection Act*, in any activity governed by that Act and that

«résident du Canada» S'entend au sens de l'article 250 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

«résident du
Canada»
"resident..."

Sens de «lieu»

(2) Pour l'application de la définition de «cabotage», un lieu situé au-dessus du plateau continental s'entend notamment d'un navire, d'une unité de forage en mer, d'une station de pompage, d'une plate-forme de chargement, de production ou d'atterrissage, d'une île artificielle, d'une installation sous-marine, d'une unité de logement ou d'entreposage, d'une drague, d'une grue flottante, d'une barge, d'une unité d'installation de canalisations, des canalisations elles-mêmes, ainsi que des ancres, câbles d'ancrage et assises de sonde utilisés à leur égard.

RÉGLEMENTATION DE L'UTILISATION DES NAVIRES ÉTRANGERS ET DES NAVIRES NON DÉDOUANÉS

Interdiction

3. (1) Sauf en conformité avec une licence, un navire étranger ou non dédouané ne peut, sous réserve des paragraphes (2) à (5), se livrer au cabotage au Canada ou aux activités suivantes :

- a) toute activité maritime de nature commerciale dans les eaux canadiennes;
- b) toute activité maritime de nature commerciale dans les eaux situées au-dessus du plateau continental et liée à la recherche, à la mise en valeur, à la production ou au transport des ressources minérales ou des autres ressources non biologiques du plateau.

30

(2) Pour l'application du paragraphe (1), le transport par navire de passagers ou de marchandises qui ne constitue pas du cabotage et qui s'effectue entre un lieu de départ et un lieu d'arrivée situés dans des pays différents ne constitue pas une activité maritime de nature commerciale.

Exception :
transport
international

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux navires étrangers ou non dédouanés qui, selon le cas, sont utilisés :

Champ
d'application

- a) comme plates-formes de production d'hydrocarbures;
- b) comme bâtiments de pêche au sens de la *Loi sur la protection des pêcheries*

40

does not carry any goods or passengers other than incidental to any activity governed by that Act;

(c) engaged in cruising, where the ship has overnight accommodation for one hundred passengers or more;

(d) engaged in any ocean research activity commissioned by the Department of Fisheries and Oceans;

(e) operated or sponsored by a foreign government that has sought and received the consent of the Secretary of State for External Affairs to conduct marine scientific research; or

(f) engaged in salvage operations, except where such operations are performed in Canadian waters.

côtières dans le cadre d'activités régies par cette loi, et ne transportent pas de passagers ou de marchandises sauf dans le cadre de ces activités;

c) comme navires de croisière offrant un logement pour la nuit à au moins cent passagers;

d) pour des activités de recherches océanographiques demandées par le ministère des Pêches et des Océans;

e) pour des activités de recherches océanographiques conduites ou commanditées par un gouvernement étranger si celui-ci a obtenu l'autorisation du secrétaire d'État aux Affaires extérieures;

f) à des opérations de sauvetage sauf lorsque celles-ci se déroulent dans les eaux canadiennes.

Assistance in cases of distress

(4) Nothing in this section precludes a foreign ship or non-duty paid ship from rendering assistance to persons, ships or aircraft in danger or distress in Canadian waters.

(4) Le présent article n'interdit pas à un navire étranger ou non dédouané de porter secours à des personnes, un navire ou un aéronef en danger ou en détresse dans les eaux canadiennes.

Non-interdiction de porter secours

United States Wreckers Act

(5) Subsection (1) does not apply to operations permitted by the *United States Wreckers Act*.

(5) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux opérations de sauvetage autorisées par la *Loi sur les bateaux sauveteurs des États-Unis*.

Loi sur les bateaux sauveteurs des États-Unis

DEW sites

(6) Subsection (1) does not apply to any ship that is owned by the Government of the United States and used for the sole purpose of transporting goods of Canadian or United States origin owned by the Government of the United States to supply the Distant Early Warning Sites.

(6) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux navires du gouvernement des États-Unis qui sont utilisés seulement pour le transport des marchandises d'origine canadienne ou américaine appartenant à ce gouvernement et destinées à approvisionner les postes du réseau avancé de préalerte.

Exception

Issuance of licence: foreign ship

4. On application therefor by a person resident in Canada acting on behalf of a foreign ship, the Minister of National Revenue shall issue a licence in respect of the foreign ship, where the Minister is satisfied that

4. Sur demande d'un résident du Canada agissant au nom du navire étranger, le ministre du Revenu national délivre une licence pour le navire s'il est convaincu à la fois :

Licence : navires étrangers

(a) the Commission has determined that no Canadian ship or non-duty paid ship is suitable and available to provide the service or perform the activity described in the application;

a) que la Commission a déterminé qu'il n'existe pas de navire canadien ou non dédouané qui soit à la fois adapté et disponible pour assurer le service ou être affecté aux activités visées dans la demande;

(b) arrangements have been made for the payment of the duties and taxes under the *Customs Tariff* and the *Excise Tax Act*

b) que des arrangements ont été pris à l'égard du paiement des droits et taxes prévus par le *Tarif des douanes* et la *Loi sur la taxe d'accise* applicables à l'utilisation temporaire du navire au Canada;

applicable to the foreign ship in relation to its temporary use in Canada;

(c) all certificates and documents relating to the foreign ship issued pursuant to shipping conventions to which Canada is a party are valid and in force; and

(d) the foreign ship meets all safety requirements imposed by any law of Canada applicable to the foreign ship.

c) que tous les certificats et documents délivrés à l'égard du navire étranger en vertu de conventions maritimes auxquelles le Canada est partie sont en cours de validité;

d) que le navire étranger satisfait à toutes les dispositions en matière de sécurité prévues par la législation canadienne applicable.

5. On application therefor by a person resident in Canada acting on behalf of a non-duty paid ship, the Minister of National Revenue shall issue a licence in respect of the ship, where the Minister is satisfied that

(a) the Commission has determined that no Canadian ship is suitable and available to provide the service or perform the activity described in the application; and

(b) arrangements have been made for the payment of the duties and taxes under the *Customs Tariff* and the *Excise Tax Act* applicable to the non-duty paid ship in relation to its temporary use in Canada.

5. Sur demande d'un résident du Canada agissant au nom du navire non dédouané, le ministre du Revenu national délivre une licence pour le navire s'il est convaincu à la fois :

a) que la Commission a déterminé qu'il n'existe pas de navire canadien qui soit à la fois adapté et disponible pour assurer le service ou être affecté aux activités visées dans la demande;

b) que des arrangements ont été pris à l'égard du paiement des droits et taxes prévus par le *Tarif des douanes* et la *Loi sur la taxe d'accise* applicables à l'utilisation temporaire du navire au Canada.

6. (1) The Minister of National Revenue may issue a licence subject to any terms and conditions that the Minister considers appropriate, including, without restricting the generality of the foregoing, terms and conditions respecting

(a) the service or activity that is to be performed by the foreign ship or non-duty paid ship to which the licence relates; and
(b) the place or places where the foreign ship or non-duty paid ship may perform that service or activity.

6. (1) Le ministre du Revenu national peut accorder une licence assortie des conditions qu'il juge indiquées notamment en ce qui concerne :

a) la nature du service ou des activités dont peut se charger le navire étranger ou non dédouané visé par la licence;
b) le ou les lieux où le navire peut assurer le service ou être affecté aux activités en question.

(2) Every licence shall set out the period of time for which it is valid, which period may not exceed,

(a) in the case of a foreign ship, the earlier of twelve months and the expiration of any certificate referred to in paragraph 4(c); or

(b) in the case of a non-duty paid ship, twelve months.

(2) Les licences sont valides pendant la durée — de douze mois au maximum — qui y est indiquée ou, dans le cas d'un navire étranger, jusqu'à l'expiration de l'un des certificats mentionnés à l'alinéa 4c) si elle survient plus tôt.

(3) The Minister of National Revenue may, by order, suspend or cancel a licence or

(3) Le ministre du Revenu national peut, par arrêté, suspendre ou annuler une licence

Issuance of licence:
non-duty paid ship

Licence :
navires non dédouanés

Terms and conditions of licence

Conditions

Effective period of licence

Durée des licences

Suspension, cancellation or variation of licence

Suspension, annulation ou modification

vary the terms and conditions of a licence where

- (a) the owner or master of the licensed ship is convicted of an offence under this or any other Act of Parliament relating to navigation or shipping; or
- (b) there has been a contravention of or failure to comply with any term or condition to which the licence is subject.

ou en modifier les conditions dans les cas suivants :

- a) déclaration de culpabilité du propriétaire ou du capitaine du navire visé par la licence pour infraction à la présente loi ou à une autre loi fédérale sur la navigation ou la marine marchande;
- b) inobservation des conditions de la licence.

FUNCTION AND POWERS OF COMMISSION

FONCTION DE LA COMMISSION

Function of Commission

7. On a request to do so in relation to an application for a licence, the Commission shall determine whether a Canadian ship or non-duty paid ship is suitable and is available to provide the service or perform the activity described in the licence.

7. Si la demande lui en est faite à l'occasion de l'étude d'une demande de licence, la Commission détermine si un navire canadien ou un navire non dédouané est à la fois adapté et disponible pour assurer le service ou être affecté aux activités visées dans la demande.

Fonction de la Commission

Criteria to be used

8. (1) In making a determination referred to in section 7, the Commission shall apply the criteria, if any, prescribed by regulations made pursuant to subsection (2) and the Commission may apply such commercial, economic and technical criteria in connection with Canadian ships and non-duty paid ships as it deems appropriate to the extent that such criteria does not conflict with any criteria so prescribed.

8. Dans le cadre de la détermination visée à l'article 7, la Commission applique les critères qui ont pu à cet égard être fixés par les règlements d'application du paragraphe (2) et peut prendre en considération, dans la mesure où ils sont compatibles avec ceux que fixent les règlements, les critères commerciaux, économiques et techniques qui s'appliquent aux navires canadiens et aux navires non dédouanés et qu'elle juge indiqués.

Critères

Regulations

(2) The Governor in Council may make regulations prescribing criteria to be applied by the Commission for determining the suitability and availability of Canadian ships and non-duty paid ships.

(2) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer les critères à appliquer par la Commission dans sa détermination.

Règlements

Additional information

9. In making a determination referred to in section 7 the Commission may request from the applicant for the licence to which the determination relates such additional information and documentation as the Commission deems necessary.

9. Dans le cadre de la détermination visée à l'article 7, la Commission peut demander à l'auteur de la demande de licence de lui fournir les renseignements et documents supplémentaires qu'elle juge nécessaires.

Renseignements supplémentaires

Collection of information

10. In order to carry out its function under this Act the Commission may collect information and keep records concerning the characteristics and uses of Canadian ships and non-duty paid ships.

10. La Commission peut, pour s'acquitter de sa mission sous le régime de la présente loi, recueillir des renseignements et établir des dossiers sur les caractéristiques des navires canadiens et des navires non dédouanés ainsi que sur leur utilisation.

Recueil de renseignements

ENFORCEMENT

CONTRÔLE D'APPLICATION

Enforcement of
officers

11. (1) For the purposes of enforcing this Act, the Minister of Transport may designate as an enforcement officer any person who is, in the opinion of the Minister, qualified to be so designated and furnish that person with a certificate evidencing the designation.

11. (1) Pour le contrôle d'application de la présente loi, le ministre des Transports peut désigner, en qualité d'agent d'exécution, toute personne qu'il estime qualifiée à cet égard; il lui remet un certificat attestant sa 5 qualité.

Agent
d'exécutionProduction of
certificate of
designation

(2) In carrying out the duties and functions of an enforcement officer under this Act, an enforcement officer shall, if so 10 requested, produce the certificate of designation referred to in subsection (1) to the person appearing to be in charge of any ship in respect of which the enforcement officer is acting.

15

(2) Dans l'exercice de ses fonctions, l'agent d'exécution présente, sur demande, son certificat à la personne apparemment responsable du navire qui fait l'objet de son 10 intervention.

Présentation du
certificat

OFFENCES

INFRACTIONS

Offence

12. (1) Where a ship contravenes subsection 3(1), the ship and the master thereof are each guilty of an offence and are each liable on summary conviction to a fine not exceeding twenty-five thousand dollars.

20

12. (1) Lorsqu'un navire contrevient au paragraphe 3(1), le navire et son capitaine sont tous les deux coupables d'une infraction punissable par procédure sommaire et encour- 15 rent chacun une amende maximale de vingt-cinq mille dollars.

Infraction

Deemed
separate
offence

(2) Where an offence is committed by a ship or master under subsection (1) on more than one day or is continued by that ship or master for more than one day, it shall be deemed to be a separate offence for each day 25 on which the offence is committed or continued.

(2) Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se réalise ou se continue la perpétration d'une 20 infraction prévue au paragraphe (1).

Infraction
continueTrial of
offences

13. Where a ship or master is charged with an offence under this Act, any court in Canada that would have had jurisdiction in 30 respect of the offence if it had been committed within the limits of its ordinary jurisdiction has jurisdiction to try the offence as if it had been so committed.

13. Tout tribunal canadien qui aurait eu compétence à l'égard de l'infraction dont est 35 accusé un navire ou son capitaine si celle-ci avait été commise dans son ressort est compétent pour connaître de cette infraction, indépendamment du lieu de perpétration.

Compétence
des tribunaux

SEARCHES

PERQUISITIONS

Powers of
enforcement
officer

14. (1) Where an enforcement officer 35 believes on reasonable grounds that a ship has contravened this Act, the officer may stop and board the ship and, with a warrant, search the ship and seize anything found in or on the ship that the officer believes on 40 reasonable grounds will afford evidence with respect to any contravention of this Act.

14. (1) L'agent d'exécution, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'un navire a contrevenu à la présente loi, peut immobiliser 30 le navire, monter à bord et, s'il est muni d'un mandat, procéder à toute perquisition; il peut aussi saisir tout objet se trouvant à bord et dont il a des motifs raisonnables de croire qu'il pourra servir à prouver une contraven- 35 tion à la présente loi.

Pouvoirs de
l'agent
d'exécution

Where warrant
not necessary

(2) An enforcement officer may carry out the powers under subsection (1) without a warrant if by reason of exigent circumstances it would not be practicable to obtain the warrant.

(2) L'agent d'exécution peut exercer les pouvoirs mentionnés au paragraphe (1) sans mandat si des circonstances exceptionnelles rendent l'obtention de celui-ci difficilement réalisable.

Perquisition
sans mandat

5

Assistance

(3) While carrying out any of the powers under this section, an enforcement officer may

(3) Dans l'exercice des pouvoirs au titre du présent article, l'agent d'exécution peut :

Assistance

(a) require the owner, master or any other person in whose hands may be the official log book of the ship or any other document or paper that may provide evidence of the contravention, to produce, for inspection or for the purposes of obtaining copies thereof or extracts therefrom, such log book or other document or paper; and
(b) require the master or any other person found on board the ship to give all reasonable assistance in that person's power to enable the officer to carry out the officer's duties and functions under this Act.

a) exiger que le propriétaire, le capitaine ou la personne qui a en sa possession le journal de bord ou tout autre document qui pourrait fournir la preuve de la contravention le lui remette pour examen, reproduction ou établissement d'extraits;
b) exiger que le capitaine ou toute autre personne se trouvant à bord lui prête toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions.

DETENTION OF SHIP

RÉTENTION DU NAVIRE

Detention of
ships

15. (1) Where an enforcement officer believes on reasonable grounds that an offence under this Act has been committed by or in respect of a ship, the officer may make a detention order in respect of the ship.

15. (1) L'agent d'exécution qui a des motifs raisonnables de croire qu'une infraction à la présente loi a été commise par un navire ou en rapport avec lui peut en ordonner la rétention.

Rétention du
navire

Geographical
application of
section

(2) The power to make a detention order under this section may be exercised in Canadian waters and in waters above the continental shelf of Canada.

(2) Le pouvoir d'ordonner la rétention peut être exercé dans les eaux canadiennes et celles qui sont situées au-dessus du plateau continental.

Application du
présent article

Order to be in
writing

(3) A detention order made under subsection (1) shall be in writing and addressed to all persons who, at the place where the ship to which the order relates is or will be, are empowered to give a clearance in respect of the ship.

(3) L'ordre de rétention visé au paragraphe (1) est donné par écrit; il est adressé à toutes les personnes qui, dans les lieux où se trouve ou se trouvera le navire visé, sont autorisées à lui donner congé.

Ordre écrit

Detention order
to be served on
master

(4) Where a detention order under this section is made in respect of a ship, notice thereof shall be served on the master of the ship

(4) Un avis de l'ordre de rétention est signifié au capitaine de l'une des façons suivantes :

Signification au
capitaine

(a) by delivering a copy thereof personally to the master; or
(b) if service cannot reasonably be effected in the manner provided in paragraph (a),
(i) by leaving a copy thereof for the master on board the ship with the

a) par remise personnelle d'un exemplaire; 35
b) si la signification ne peut raisonnablement se faire de la façon prévue à l'alinéa a) :
(i) soit par remise, à l'intention du capitaine, à la personne qui a ou semble avoir la responsabilité du navire, 40

person who is, or appears to be, in command or charge of the ship, or

(ii) by leaving a copy thereof with the owner or agent of the owner of the ship residing in Canada or, where no such owner or agent is known or can be found, by fixing a copy thereof to a prominent part of the ship. 5

(ii) soit par remise au propriétaire du navire ou à son mandataire résidant au Canada ou, si on ne peut les trouver, par l'affichage d'un exemplaire sur une partie bien en vue du navire. 5

Ship under detention not to depart

(5) Where, during the term of any detention order made against a ship under this section, the master or owner of the ship gives an order for the ship to depart from Canadian waters or from waters above the continental shelf of Canada, the person giving that order is, if notice of the detention order was served on the master under this section, guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding twenty-five thousand dollars. 10 15

(5) Le capitaine ou le propriétaire d'un navire qui donne l'ordre de quitter les eaux canadiennes ou celles qui sont situées au-dessus du plateau continental, alors qu'a été donné un ordre de rétention du navire et que l'avis a été signifié au capitaine, est coupable d'une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de vingt-cinq mille dollars. 10 15

Interdiction d'appareiller

Duty of persons empowered to give clearance

(6) Subject to subsection (7), no person to whom a detention order made under subsection (1) is addressed shall, after notice of such order is received by that person, give clearance in respect of the ship to which the order relates. 20 25

(6) Sous réserve du paragraphe (7), il est interdit aux personnes à qui un ordre de rétention est donné en conformité avec le paragraphe (3) de donner congé, après réception de l'avis, au navire visé par celui-ci. 20

Obligation des personnes autorisées à donner congé

When clearance shall be given

(7) A person to whom a detention order made under subsection (1) is addressed and who has received notice of the order shall give clearance in respect of the ship to which the order relates where 30

(7) Les personnes à qui un ordre de rétention est adressé et qui ont reçu l'avis donnent congé au navire retenu dans les cas suivants :

Congés

(a) security satisfactory to the Minister of Transport in the amount of twenty-five thousand dollars is given to Her Majesty in right of Canada;

a) un cautionnement d'un montant de vingt-cinq mille dollars, que le ministre des Transports juge acceptable, est versé à Sa Majesté du chef du Canada; 25

(b) the ship has not been charged with an offence under this Act within thirty days after the making of the detention order; or
(c) the ship has been charged within the period referred to in paragraph (b) and 35

b) le navire n'a pas été accusé d'une infraction à la présente loi dans les trente jours qui suivent la rétention; 30

c) le navire a été accusé d'une infraction à la présente loi dans le délai mentionné à l'alinéa b) et :

(i) security, satisfactory to the Minister of Transport, for payment of the maximum fine that might be imposed as a result of a conviction of a ship charged with that offence, or in such lesser amount as may be approved by the Minister of Transport, is given to Her Majesty in right of Canada, or 40 45

(i) ou bien un cautionnement que le ministre des Transports juge acceptable, d'un montant égal à l'amende maximale qui peut être infligée ou à une somme inférieure approuvée par le ministre des Transports, a été versé à Sa Majesté du chef du Canada, 40

(ii) ou bien les poursuites relatives à cette infraction ont été abandonnées.

(ii) proceedings in respect of the alleged offence that gave rise to the making of the detention order are discontinued.

Sale of ship
where no
appearance and
no security

(8) Where a ship has been charged with an offence under this Act within thirty days after the making of the detention order and, thirty days after the day on which the ship was charged with the offence,

(a) no one has appeared on behalf of the ship to answer to the charge, and

(b) security referred to in paragraph (7)(c) has not been given,

the Minister of Transport may, after giving reasonable notice, sell the ship and may, by bill of sale, give the purchaser a valid title to the ship free from any mortgage or other claim on the ship that is in existence at the time of the sale.

Sale of ship
where
appearance but
no security

(9) Where a ship has been charged with an offence under this Act within thirty days after the making of the detention order and

(a) within thirty days after the day on which the ship was charged with the offence, someone has appeared on behalf of the ship to answer to the charge but security referred to in paragraph (7)(c) has not been given, and

(b) the ship is convicted and a fine is imposed and not paid forthwith,

the Minister of Transport may, after giving reasonable notice, sell the ship and, by bill of sale, give the purchaser a valid title to that ship free from any mortgage or other claim on the ship that is in existence at the time of the sale.

Surplus to be
paid to former
owner of ship

(10) Any surplus remaining from the proceeds of a sale under subsection (8) or (9) after deducting

(a) the amount of

(i) the maximum fine that could have been imposed for the offence, where subsection (8) applies, or

(ii) the fine actually imposed, where subsection (9) applies, and

(b) the cost of the detention and sale

shall be paid over to the former owner of the ship.

Vente du navire

(8) Après avoir donné un préavis raisonnable, le ministre des Transports peut vendre un navire retenu et remettre à l'acquéreur un titre de propriété libéré des hypothèques ou autres créances qui existaient au moment de la vente si le navire a été accusé d'une infraction à la présente loi dans les trente jours suivant l'ordre de rétention et si, dans les trente jours suivant l'accusation, les conditions suivantes sont réunies :

a) personne n'a comparu au nom du navire pour répondre aux accusations;

b) aucun cautionnement visé à l'alinéa (7)c) n'a été versé.

(9) Après avoir donné un préavis raisonnable, le ministre des Transports peut vendre un navire retenu et remettre à l'acquéreur un titre de propriété libéré des hypothèques ou autres créances qui existaient au moment de la vente si le navire a été accusé d'une infraction à la présente loi dans les trente jours suivant l'ordre de rétention et si les conditions suivantes sont réunies :

a) il y a eu comparution dans les trente jours de l'accusation mais aucun cautionnement visé à l'alinéa (7)c) n'a été versé;

b) le navire est trouvé coupable et une amende est infligée mais n'est pas payée sans délai.

(10) Le solde créditeur du produit d'une vente visée aux paragraphes (8) ou (9) est remis à l'ancien propriétaire après déduction des montants suivants :

Solde remis à
l'ancien
propriétaire

a) le montant de l'amende maximale qui aurait pu être infligée, dans le cas du paragraphe (8), ou celui de l'amende qui a été infligée, dans le cas du paragraphe (9);

b) les frais de rétention et de vente.

Not duty paid

(11) No ship sold under this section shall be deemed to have been duty paid under the *Customs Tariff* by reason only of that sale.

(11) Un navire vendu sous le régime du présent article n'est pas de ce seul fait réputé être un navire dédouané pour l'application du *Tarif des douanes*.

Absence de présomption

OTHER OFFENCES

AUTRES INFRACTIONS

Obstruction

16. No person shall obstruct or hinder an enforcement officer in the carrying out of the officer's duties and functions under this Act.

16. Il est interdit d'entraver l'action de l'agent d'exécution agissant dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi.

5 Entrave

False statements

17. No person shall knowingly make a false or misleading statement, either orally or in writing

17. Il est interdit de faire sciemment, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse :

Fausse déclaration

(a) to the Commission pursuant to a request under section 9; or

a) soit à la Commission à la suite de la demande de renseignements qu'elle a faite en vertu de l'article 9;

10

(b) to an enforcement officer while that officer is engaged in carrying out that officer's duties and functions under this Act.

b) soit à un agent d'exécution agissant dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi.

15

Summary conviction offence and punishment

18. Every person who contravenes section 16 or 17 is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine of not more than five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both.

18. Toute personne qui contrevient aux articles 16 ou 17 est coupable d'une infraction punissable par procédure sommaire et passible d'une amende maximale de cinq mille dollars et d'un emprisonnement maximal de six mois ou de l'une de ces peines.

Procédure sommaire et peines

20

GENERAL

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Minister of Transport responsible

19. Except where otherwise provided for in this Act, the Minister of Transport is responsible for the administration of this Act.

19. Sous réserve des dispositions expresses contraires de la présente loi, le ministre des Transports est responsable de l'application de celle-ci.

Ministre des Transports

25

Copies or extracts

20. (1) Subject to subsection (2), a copy or extract of any document or paper made or taken pursuant to subsection 14(1) by an enforcement officer and purporting to be certified under the enforcement officer's signature as a true copy or extract is admissible in evidence in any prosecution for an offence under this Act without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the copy or extract and, in the absence of any evidence to the contrary, has the same probative force as the original document or paper would have if it had been proved in the ordinary way.

20. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les copies ou extraits que l'agent d'exécution établit sous le régime du paragraphe 14(1) et censés certifiés conformes sous sa signature sont admissibles en preuve dans les poursuites engagées pour infraction à la présente loi sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, les copies ou extraits ont la même valeur probante qu'un original déposé en preuve de la façon normale.

Admissibilité en preuve des copies et extraits

30

35

Notice

(2) No copy or extract referred to in subsection (1) shall be received in evidence in any proceedings unless the party intending to produce it has given to the party against

(2) Les copies ou extraits ne sont recevables en preuve que si la partie qui entend les produire donne de son intention à la partie qu'elle vise un préavis d'au moins sept jours

Préavis

40

whom it is intended to be produced notice of that intention at least seven days prior to the proceedings together with a duplicate of the copy or extract.

accompagné d'un double des copies ou extraits.

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

R.S., c. S-9

*Canada Shipping Act**Loi sur la marine marchande du Canada*

S.R., ch. S-9

21. The definition "coasting trade of Canada" in section 2 of the *Canada Shipping Act* is repealed.

21. La définition de «cabotage au Canada», à l'article 2 de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, est abrogée.

22. Subsection 133(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

22. Le paragraphe 133(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Master must produce certificate on clearance

"133. (1) The master of every home-trade ship, inland waters ship or minor waters ship, required by this Part to be commanded by a master holding a certificate of competency or of service, shall 15 produce to every officer of customs in Canada to whom he applies for a clearance, a certificate of competency or service of the proper grade and class."

«133. (1) Le capitaine de tout navire de cabotage, d'eaux intérieures ou d'eaux secondaires, dont le commandement, en 10 vertu de la présente partie, doit être exercé par un capitaine titulaire d'un certificat de capacité ou d'un certificat de service, doit présenter à tout préposé des douanes au Canada, à qui il demande un congé, un 15 certificat de capacité ou de service de la catégorie et de la classe appropriées.»

Présentation du certificat

23. Section 136 of the said Act is repealed 20 and the following substituted therefor:

23. L'article 136 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Tug or steamship

"136. The master of any tug, or other steamship, required to have a certificated master, but so employed so as not to require a clearance, as aforesaid, shall, 25 whenever required by any officer of customs, produce his certificate as master and the certificate of his engineer, to that officer, and for each contravention of this section that master is liable to a fine not 30 exceeding one hundred dollars."

«136. Le capitaine d'un remorqueur, ou 20 autre navire à vapeur, tenu d'avoir un capitaine muni d'un certificat, mais employé de façon à n'avoir pas besoin de congé ainsi qu'il est dit ci-dessus, doit présenter son certificat de capitaine, ainsi que 25 le certificat de son mécanicien, à tout préposé des douanes qui le lui demande, et, pour chaque contravention au présent article, ce capitaine est passible d'une amende de cent dollars au maximum.» 30

Remorqueur ou navire à vapeur

24. Part XV of the said Act is repealed.

24. La partie XV de la même loi est abrogée.

25. Subsection 705(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

25. Le paragraphe 705(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application

"705. (1) The provisions of Part I except sections 94 to 102, Part VIII, Part X, Part XII, Part XIV, except section 652, and Parts XVI to XIX apply to air cushion vehicles used in navigation, and wherever 40 in those Parts vessels, ships or steamships

«705. (1) Les dispositions de la partie I, 35 Application sauf les articles 94 à 102, des parties VIII, X, XII, XIV — sauf l'article 652 —, et XVI à XIX s'appliquent aux aéroglisseurs utilisés pour la navigation, et dans tous les cas où dans ces parties il est fait mention 40

EXPLANATORY NOTES

Canada Shipping Act

Clause 21: The definition “coasting trade of Canada” reads as follows:

““coasting trade of Canada” includes the carriage by water of goods or passengers from one port or place in Canada to another port or place in Canada;”

Clause 22: Subsection 133(1) at present reads as follows:

“133. (1) The master of every home-trade ship, inland waters ship or minor waters ship, required by this Part to be commanded by a master holding a certificate of competency or of service, shall produce to every officer of customs in Canada to whom he applies for a *coasting licence under the Customs Act, or for a clearance*, a certificate of competency or service of the proper grade and class.”

Clause 23: Section 136 at present reads as follows:

“136. The master of any tug, or other steamship, required to have a certificated master, but so employed as not to require a clearance, *or licence as aforesaid*, shall, whenever *thereunto* required by any officer of customs, produce his certificate as master and the certificate of his engineer, to that officer, and for each contravention of this section *such* master is liable to a fine not exceeding one hundred dollars.”

Clause 24: Part XV reads as follows:

“PART XV

COASTING TRADE OF CANADA

General

661. (1) No foreign-built British ship, whether registered in Canada or elsewhere, after the 1st day of September 1902, is entitled to engage or take part in the coasting trade of Canada unless it has first obtained a licence for that purpose, which may be granted by the Minister of National Revenue, and if any such ship so engages or takes part without first obtaining such licence it is liable to a fine not exceeding five hundred dollars, for each voyage made by it in contravention of this section and may be detained by the collector of customs at any port or place in Canada where it may be found until such fine is paid; and the

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur la marine marchande du Canada

Article 21. — Texte actuel de la définition de «cabotage au Canada» :

«cabotage au Canada» comprend le transport par eau de marchandises ou de passagers d'un port ou lieu du Canada à un autre port ou lieu du Canada;»

Article 22. — Texte actuel du paragraphe 133(1) :

«133. (1) Le capitaine de tout navire de cabotage, d'eaux intérieures ou d'eaux secondaires, dont le commandement, en vertu de la présente Partie, doit être exercé par un capitaine titulaire d'un certificat de capacité ou d'un certificat de service, doit présenter à tout préposé des douanes au Canada, à qui il demande un *permis de cabotage en vertu de la Loi sur les douanes*, ou un congé, un certificat de capacité ou de service de la catégorie et de la classe appropriées.»

Article 23. — Texte actuel de l'article 136 :

«136. Le capitaine d'un remorqueur, ou autre navire à vapeur, tenu d'avoir un capitaine muni d'un certificat, mais employé de façon à n'avoir pas besoin de congé *ni de permis* ainsi qu'il est dit ci-dessus, doit présenter son certificat de capitaine, ainsi que le certificat de son mécanicien, à tout préposé des douanes qui le lui demande, et, pour chaque contravention au présent article, ce capitaine est passible d'une amende de cent dollars au maximum.»

Article 24. — Texte de la partie XV :

«PARTIE XV

CABOTAGE AU CANADA

Généralités

661. (1) Aucun navire britannique de construction étrangère, qu'il soit immatriculé au Canada ou ailleurs, après le 1^{er} septembre 1902, n'a le droit de faire le cabotage au Canada, ni d'y prendre part, sans avoir préalablement obtenu un permis à cet effet, lequel peut lui être accordé par le ministre du Revenu national, et si un tel navire fait ainsi du cabotage, ou y prend part, sans avoir préalablement obtenu un pareil permis, il est passible d'une amende de cinq cents dollars au maximum pour chaque voyage qu'il effectue en contravention avec le présent article et peut être détenu par le receveur des douanes à un port ou lieu

are referred to, those references shall be construed as including air cushion vehicles used in navigation.”

de bâtiments, navires ou navires à vapeur, ces mentions doivent s'interpréter comme si elles comprenaient les aéroglisseurs utilisés pour la navigation.»

1978-79, c. 17

*Energy Supplies Emergency Act, 1979**Loi d'urgence de 1979 sur les approvisionnements d'énergie*

1978-79, ch. 17

26. Paragraph 27(3)(b) of the *Energy Supplies Emergency Act, 1979* is repealed and the following substituted therefor:

26. L'alinéa 27(3)b) de la *Loi d'urgence de 1979 sur les approvisionnements d'énergie* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(b) the requirement for a licence under the *Coasting Trade and Commercial Marine Activities Act*.”

«b) de l'obligation d'obtenir une licence sous le régime de la *Loi sur le cabotage et les activités commerciales maritimes*.»

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into force

27. (1) Subject to this section, this Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

27. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, la présente loi entre en vigueur à la date fixée par proclamation.

Entrée en vigueur

British ships and ships with coasting trade exemptions

(2) In the case of any ship that is a British ship or that benefits from an exemption under the *Coasting Trade Exemption Order (1986-87)*, this Act shall apply to such a ship six months after the day this Act comes into force.

(2) La présente loi commence à s'appliquer six mois après son entrée en vigueur aux navires britanniques ou aux navires qui bénéficient d'une exemption sous le régime du *Décret d'exemption pour le cabotage (1986-87)*.

Navires britanniques et navires exemptés

Ships with valid licences

(3) In the case of any ship that, immediately prior to the coming into force of this Act, is operating pursuant to a valid coasting trade licence under the *Canada Shipping Act*, this Act shall apply to such a ship in respect of any activity authorized to be performed by that licence from the day that licence would otherwise have expired had this Act not come into force.

(3) La présente loi ne porte pas atteinte aux permis de cabotage délivrés en vertu de la *Loi sur la marine marchande du Canada* et en cours de validité lors de l'entrée en vigueur de la présente loi; elle ne s'applique aux activités qu'ils autorisent qu'à compter de la date prévue d'expiration de ces permis.

Permis en cours de validité

Provisions of *Canada Shipping Act* continue to apply

(4) All of the provisions of the *Canada Shipping Act* as that Act read immediately prior to the coming into force of this Act shall continue to apply with respect to any valid coasting trade licence under that Act in force immediately prior to the coming into force of this Act.

(4) La *Loi sur la marine marchande du Canada*, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur de la présente loi, s'applique aux permis de cabotage en cours de validité à ce moment.

Application de la *Loi sur la marine marchande du Canada*

making of a single voyage in the coasting trade of Canada shall be deemed to be, within the meaning of this Part, the engaging or taking part in that trade.

(2) Any foreign-built vessel captured or seized during World War I by British forces or nationals or during World War II by Commonwealth forces or nationals and condemned as prize of war or ceded by enemy states to any part of the Commonwealth or its nationals as reparations, and registered as a British ship, shall for the purpose of this Part and of the *Customs Tariff* be regarded as a British built ship and as entitled to engage in the coasting trade.

662. The Minister of National Revenue shall issue a licence to any such foreign-built British ship upon application therefor and upon the payment of a duty of twenty-five per cent *ad valorem* on the fair market value of its hull, machinery, furniture and appurtenances.

663. (1) No goods shall be transported by water or by land and water, from one place in Canada to another place in Canada, either directly or by way of a foreign port, or for any part of the transportation in any ship other than a British ship.

(2) No ship other than a British ship shall transport passengers from one place in Canada to another place in Canada either directly or by way of a foreign port.

(3) Notwithstanding subsections (1) and (2),

(a) no goods shall be transported by water or by land and water, and

(b) no passengers shall be transported by water

either directly or by way of a foreign port in any ship other than a Canadian ship from one place in Canada to another place in Canada both of which places are situated within the area comprising the Great Lakes, their connecting and tributary waters and the St. Lawrence River and its tributary waters as far seaward as a straight line drawn

(c) from Cap des Rosiers to West Point Anticosti Island, and

(d) from Anticosti Island to the north shore of the St. Lawrence River along the meridian of longitude 63 degrees west.

(4) Where any goods are transported contrary to this section, or where any ship transports any passengers contrary to this section, the ship transporting such goods or passengers is liable to a fine in respect of the goods so transported of fifty cents per ton of its register tonnage or of five hundred dollars, whichever is the greater, and a fine in respect of the passengers so transported of two hundred dollars for each passenger or of five hundred dollars, whichever is the greater.

(5) Any goods so transported shall be forfeited as being smuggled goods.

(6) The collector of customs at any port or place in Canada may, if he believes that an offence has been committed against this Part, detain the ship until the fine provided with respect to such offence has been paid and until the goods transported contrary to this Part have been delivered up to be dealt with as goods forfeited under this section.

664. The master of any steamship, not being a British ship, engaged or having been engaged in towing any ship, vessel or raft, from one place in Canada to another, except in case of distress, is liable to a fine of four hundred dollars; and that steamship may be detained by the collector of customs at any port or place to or in which the ship, vessel or raft is towed, until the fine is paid.

665. The Governor in Council may, from time to time, by order in council declare that the provisions of this Part shall not, for the period specified in such order in council, apply, either throughout Canada or in any specified waters of Canada, to the ships or vessels, or to any specified, ascertained or ascertainable class or number of the ships or vessels, of any foreign country."

du Canada où il peut se trouver, jusqu'à acquittement de ladite amende; quiconque fait un seul voyage de cabotage au Canada est réputé, au sens de la présente Partie, se livrer au cabotage ou y participer.

(2) Tout navire de construction étrangère qui a été capturé ou saisi durant la première guerre mondiale par des forces ou des ressortissants britanniques ou durant la seconde guerre mondiale par des forces ou des ressortissants du Commonwealth et qui a été condamné comme prise de guerre ou cédé par les États ennemis à un pays quelconque du Commonwealth ou à ses ressortissants à titre de réparations, et qui est immatriculé comme navire britannique, doit, pour les fins de la présente Partie et du *Tarif des douanes*, être considéré comme un navire de construction britannique et comme ayant le droit de faire le cabotage.

662. Le ministre du Revenu national doit, sur demande à cet effet, délivrer un permis de cabotage à tout navire britannique de construction étrangère mentionné au paragraphe 661(1), mais ce navire ne peut faire de cabotage qu'après acquittement des droits imposés en vertu du *Tarif des douanes*.

663. (1) Il ne doit pas être transporté de marchandises par eau, ou par terre et par eau, d'un lieu du Canada à un autre lieu du Canada, soit directement, soit en passant par un port étranger, ni pour une partie quelconque du transport dans un navire autre qu'un navire britannique.

(2) Aucun navire autre qu'un navire britannique ne doit transporter des passagers d'un lieu du Canada à un autre lieu du Canada, soit directement, soit en passant par un port étranger.

(3) Nonobstant les paragraphes (1) et (2),

a) aucune marchandise ne doit être transportée par eau ou par terre et par eau, et

b) aucun passager ne doit être transporté par eau,

soit directement ou en passant par un port étranger, sur un navire autre qu'un navire canadien d'un endroit au Canada à un autre endroit au Canada tous deux situés dans la région comprenant les Grands lacs, leur eaux tributaires ou de communication et le fleuve Saint-Laurent et ses eaux tributaires aussi loin vers la mer qu'une ligne droit tirée

c) de Cap-des-Rosiers à la pointe occidentale de l'île d'Anticosti, et

d) de l'île d'Anticosti à la rive nord du fleuve Saint-Laurent le long du 63^e méridien de longitude ouest.

(4) Lorsque des marchandises sont transportées contrairement au présent article ou lorsqu'un navire transporte des passagers contrairement au présent article, le navire transportant ces marchandises ou ces passagers est passible, à l'égard des marchandises ainsi transportées, d'une amende de cinquante cents par tonneau de sa jauge au registre ou de cinq cents dollars, selon celui de ces deux montants qui est le plus élevé, et, à l'égard des passagers ainsi transportés, d'une amende de deux cents dollars par passager ou de cinq cents dollars, selon celui de ces deux montants qui est le plus élevé.

(5) Toutes marchandises ainsi transportées doivent être confisquées à titre de marchandises de contrebande.

(6) Le receveur des douanes de tout port ou lieu du Canada peut, s'il croit qu'une infraction à la présente Partie a été commise, détenir le navire jusqu'à ce qu'ait été payée l'amende prévue pour cette infraction et jusqu'à ce que les marchandises transportées contrairement à la présente Partie aient été livrées pour qu'il en soit disposé à titre de marchandises confisquées sous l'autorité du présent article.

664. Le capitaine de tout navire à vapeur qui n'est pas un navire britannique et qui est ou a été occupé au remorquage d'un navire, bâtiment ou radeau, d'un lieu du Canada à un autre, sauf en cas de détresse, est passible d'une amende de quatre cents dollars; et ce navire à vapeur peut être détenu par le receveur des douanes de tout port ou lieu vers lequel ou dans lequel le navire, bâtiment ou radeau est remorqué, jusqu'à ce que l'amende ait été payée.

665. Le gouverneur en conseil peut, à l'occasion, par décret, déclarer que, durant une période spécifiée, les dispositions de la présente Partie sont, par tout le Canada ou dans des eaux spécifiées du Canada, sans application pour les navires ou bâtiments, ou pour une classe ou un nombre spécifié, déterminé ou déterminable de navires ou bâtiments d'un pays étranger.»

Clause 25: Subsection 705(1) at present reads as follows:

“705. (1) The provisions of Part I, except sections 94 to 102, *Parts VIII to X*, Part XII, Part XIV except section 652, and *Parts XV to XIX* apply to air cushion vehicles used in navigation, and wherever in those *Parts* vessels, ships or steamships are referred to, *such* references shall be construed as including air cushion vehicles used in navigation.”

Energy Supplies Emergency Act, 1979

Clause 26: Paragraph 27(3)(b) at present reads as follows:

“(b) the requirement for a *coasting* licence under the *Canada Shipping Act*.”

Article 25. — Texte actuel du paragraphe 705(1) :

«705. (1) Les dispositions de la Partie I, sauf les articles 94 à 102, des Parties VIII à X, *de la Partie XII, de la Partie XIV*, sauf l'article 652, et des Parties *XV à XIX* s'appliquent aux aéroglisseurs utilisés pour la navigation, *et* dans ces Parties il est fait mention de bâtiments, navires ou navires à vapeur, ces mentions doivent s'interpréter comme si elles comprenaient les aéroglisseurs utilisés pour la navigation.»

Loi d'urgence de 1979 sur les approvisionnements d'énergie

Article 26. — Texte actuel de l'alinéa 27(3)b) :

«b) de l'obligation *du permis de cabotage prévu par la Loi sur la marine marchande du Canada*.»



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

C-52

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-52

An Act respecting the use of foreign ships and non-duty
paid ships in the coasting trade and in other marine
activities of a commercial nature

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
MARCH 25, 1988**

C-52

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-52

Loi concernant l'utilisation de navires étrangers et de navi-
res non dédouanés pour le cabotage et d'autres activi-
tés maritimes de nature commerciale

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 25 MARS 1988**

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-52

PROJET DE LOI C-52

An Act respecting the use of foreign ships and non-duty paid ships in the coasting trade and in other marine activities of a commercial nature

Loi concernant l'utilisation de navires étrangers et de navires non dédouanés pour le cabotage et d'autres activités maritimes de nature commerciale

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Coasting Trade and Commercial Marine Activities Act*.

1. *Loi sur le cabotage et les activités commerciales maritimes.*

Titre abrégé
5

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

"Agency"
«Office»

"Canadian ship"
«navire canadien»

"Canadian waters"
«eaux canadiennes»

"coasting trade"
«cabotage»

2. (1) In this Act,
"Agency" means the National Transportation Agency;

"Canadian ship" means a ship
(a) registered in Canada in respect of which all duties and taxes under the *Customs Tariff* and the *Excise Tax Act* have been paid, or
(b) built in Canada and exempted from 15 registration pursuant to section 8 of the *Canada Shipping Act*;

"Canadian waters" means the internal waters within the meaning of the *Customs Act* and the territorial sea of Canada as 20 determined in accordance with the *Territorial Sea and Fishing Zones Act*;

"coasting trade" means the carriage of goods or passengers by ship, or by ship and

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

10 «agent d'exécution» Personne qui, en vertu de l'article 13, est nommée à ce titre pour le contrôle d'application de la présente loi. 10
«cabotage» Transport par navire, ou par navire et par un autre moyen de transport, de passagers ou de marchandises entre deux lieux situés au Canada ou au-dessus du plateau continental, ou en provenance 15 et à destination d'un tel lieu, directement ou en passant par un lieu situé à l'extérieur du Canada; toutefois, dans les eaux situées au-dessus du plateau continental, seul le transport de passagers ou de marchandises 20 lié à la recherche, à la mise en valeur, à la production ou au transport des ressources minérales ou des autres ressources non

Définitions

«agent d'exécution»
«enforcement...»

«cabotage»
«coasting ...»

	another mode of transport, from one place in Canada or above the continental shelf of Canada to any other place, or to the same place in Canada or above the continental shelf of Canada, either directly or by way of a place outside Canada, but, with respect to waters above the continental shelf of Canada, includes the carriage of goods or passengers only in relation to the exploration, development, production or transportation of the mineral or non-living natural resources of the continental shelf;	biologiques du plateau constitue du cabotage.	
«continental shelf of Canada» «plateau continental»	5 «continental shelf of Canada» has the same meaning as in the <i>Customs and Excise Offshore Application Act</i> ;	5 «capitaine» Le capitaine du navire au sens de la <i>Loi sur la marine marchande du Canada</i> .	5 «capitaine» «master»
«enforcement officer» «agent d'exécution»	10 «enforcement officer» means a person appointed pursuant to section 13 to be an enforcement officer for the purposes of this Act;	10 «eaux canadiennes» Les eaux intérieures au sens de la <i>Loi sur les douanes</i> et la mer territoriale déterminée en conformité avec la <i>Loi sur la mer territoriale et les zones de pêche</i> .	10 «eaux canadiennes» «Canadian waters»
«foreign ship» «navire étranger»	15 «foreign ship» means a ship other than a Canadian ship or a non-duty paid ship;	15 «licence» Document délivré sous le régime de la présente loi autorisant un navire étranger ou non dédouané à se livrer au cabotage au Canada ou à d'autres activités maritimes de nature commerciale dans les eaux canadiennes ou dans les eaux situées au-dessus du plateau continental.	15 «licence» «licence»
«licence» «licence»	20 «licence» means a document, issued pursuant to this Act, authorizing a foreign ship or non-duty paid ship to engage in the coasting trade of Canada or in other marine activities of a commercial nature while in Canadian waters or in waters above the continental shelf of Canada;	20 «navire» Tout genre de bâtiment, bateau ou embarcation conçu, utilisé ou utilisable, exclusivement ou non, pour la navigation maritime, indépendamment de son mode de propulsion ou de l'absence de propulsion.	20 «navire» «ship»
«master» «capitaine»	25 «master», in relation to a ship, has the same meaning as in the <i>Canada Shipping Act</i> ;	25 «navire canadien» a) Soit un navire immatriculé au Canada à l'égard duquel tous les droits et taxes prévus par le <i>Tarif des douanes</i> et la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> ont été acquittés;	25 «navire canadien» «Canadian ship»
«non-duty paid ship» «navire non dédouané»	30 «non-duty paid ship» means a ship registered in Canada in respect of which all duties and taxes under the <i>Customs Tariff</i> and the <i>Excise Tax Act</i> have not been paid;	30 b) soit un navire construit au Canada et 30 exempté de l'immatriculation en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur la marine marchande du Canada</i> .	30
«owner» «propriétaire»	35 «owner», in relation to a ship, includes the person having for the time being, either by law or by contract, the rights of the owner of the ship as regards the possession and use thereof;	35 «navire étranger» Navire autre qu'un navire canadien ou non dédouané.	35 «navire étranger» «foreign ship»
«resident in Canada» «résident...»	40 «resident in Canada» has the meaning given to that expression by section 250 of the <i>Income Tax Act</i> ;	40 «navire non dédouané» Navire immatriculé au Canada à l'égard duquel tous les droits et taxes prévus par le <i>Tarif des douanes</i> et la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> n'ont pas été acquittés.	40 «navire non dédouané» «non-duty...»
«ship» «navire»	45 «ship» includes any description of vessel, boat or craft designed, used or capable of being used solely or partly for marine navigation without regard to method or lack of propulsion.	45 «Office» L'Office national des transports.	45 «Office» «Agency»
		«plateau continental» S'entend au sens de la <i>Loi sur la compétence extracôtière du Canada pour les douanes et l'accise</i> .	«plateau continental» «continental...»
		«propriétaire» À l'égard d'un navire, la personne qui, aux moments considérés, jouit, en vertu de la loi ou d'un contrat, des	«propriétaire» «owner»

Meaning of
"place"

(2) For the purpose of the definition "coasting trade" in subsection (1), a place above the continental shelf of Canada includes any ship, offshore drilling unit, production platform, artificial island, subsea installation, pumping station, living accommodation, storage structure, loading or landing platform, dredge, floating crane, pipelaying or other barge or pipeline and any anchor, anchor cable or rig pad used in connection therewith.

REGULATION OF FOREIGN SHIPS AND NON-DUTY PAID SHIPS

Prohibition

3. (1) Subject to subsections (2) to (5), no foreign ship or non-duty paid ship shall, except under and in accordance with a licence, engage in the coasting trade or

(a) in Canadian waters, engage in any marine activity of a commercial nature; or

(b) in waters above the continental shelf of Canada, engage in any marine activities of a commercial nature relating to the exploration, development, production or transportation of the mineral or non-living natural resources of the continental shelf.

Exception for
international
voyage

(2) For the purposes of subsection (1), a marine activity of a commercial nature does not include the carriage of goods or passengers by ship, where the carriage is by ship on a voyage where the point of origin and the point of termination are in different countries and the carriage does not fall within the definition "coasting trade".

Application

(3) Subsection (1) does not apply to any foreign ship or non-duty paid ship that is

(a) used as a fishing vessel, as defined by the *Coastal Fisheries Protection Act*, in any activity governed by that Act and that

droits du propriétaire quant à la possession et à l'utilisation du navire.

«résident du Canada» S'entend au sens de l'article 250 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

«résident du
Canada»
"resident..."

5

Sens de «lieu»

(2) Pour l'application de la définition de «cabotage», un lieu situé au-dessus du plateau continental s'entend notamment d'un navire, d'une unité de forage en mer, d'une station de pompage, d'une plate-forme de chargement, de production ou d'atterrissage, d'une île artificielle, d'une installation sous-marine, d'une unité de logement ou d'entreposage, d'une drague, d'une grue flottante, d'une barge, d'une unité d'installation de canalisations, des canalisations elles-mêmes, ainsi que des ancres, câbles d'ancrage et assises de sonde utilisés à leur égard.

RÈGLEMENTATION DE L'UTILISATION DES NAVIRES ÉTRANGERS ET DES NAVIRES NON DÉDOUANÉS

Interdiction

3. (1) Sauf en conformité avec une licence, un navire étranger ou non dédouané ne peut, sous réserve des paragraphes (2) à (5), se livrer au cabotage au Canada ou aux activités suivantes :

- a) toute activité maritime de nature commerciale dans les eaux canadiennes;
- b) toute activité maritime de nature commerciale dans les eaux situées au-dessus du plateau continental et liée à la recherche, à la mise en valeur, à la production ou au transport des ressources minérales ou des autres ressources non biologiques du plateau.

Exception :
transport
international

(2) Pour l'application du paragraphe (1), le transport par navire de passagers ou de marchandises qui ne constitue pas du cabotage et qui s'effectue entre un lieu de départ et un lieu d'arrivée situés dans des pays différents ne constitue pas une activité maritime de nature commerciale.

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux navires étrangers ou non dédouanés qui, selon le cas, sont utilisés :

- a) comme bâtiments de pêche au sens de la *Loi sur la protection des pêcheries*

Champ
d'application

does not carry any goods or passengers other than incidental to any activity governed by that Act;

(b) engaged in cruising, where the ship has overnight accommodation for at least two hundred and fifty, or such higher number as the Governor in Council may by order fix, passengers;

(c) engaged in any ocean research activity commissioned by the Department of Fisheries and Oceans;

(d) operated or sponsored by a foreign government that has sought and received the consent of the Secretary of State for External Affairs to conduct marine scientific research; or

(e) engaged in salvage operations, except where such operations are performed in Canadian waters.

(4) Nothing in this section precludes a foreign ship or non-duty paid ship from rendering assistance to persons, ships or aircraft in danger or distress in Canadian waters.

(5) Subsection (1) does not apply to operations permitted by the *United States Wreckers Act*.

(6) Subsection (1) does not apply to any ship that is owned by the Government of the United States and used for the sole purpose of transporting goods of Canadian or United States origin owned by the Government of the United States to supply the Distant Early Warning Sites.

4. Subject to section 8, on application therefor by a person resident in Canada acting on behalf of a foreign ship, the Minister of National Revenue shall issue a licence in respect of the foreign ship, where the Minister is satisfied that

(a) the Agency has determined that no Canadian ship or non-duty paid ship is suitable and available to provide the service or perform the activity described in the application;

(b) arrangements have been made for the payment of the duties and taxes under the

côtières dans le cadre d'activités régies par cette loi, et ne transportent pas de passagers ou de marchandises sauf dans le cadre de ces activités;

b) comme navires de croisière offrant un logement pour la nuit à au moins deux cent cinquante passagers ou le nombre plus élevé que le gouverneur en conseil peut fixer par décret;

c) pour des activités de recherches océanographiques demandées par le ministère des Pêches et des Océans;

d) pour des activités de recherches océanographiques conduites ou commanditées par un gouvernement étranger si celui-ci a obtenu l'autorisation du secrétaire d'État aux Affaires extérieures;

e) à des opérations de sauvetage sauf lorsque celles-ci se déroulent dans les eaux canadiennes.

(4) Le présent article n'interdit pas à un navire étranger ou non dédouané de porter secours à des personnes, un navire ou un aéronef en danger ou en détresse dans les eaux canadiennes.

(5) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux opérations de sauvetage autorisées par la *Loi sur les bateaux sauveteurs des États-Unis*.

(6) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux navires du gouvernement des États-Unis qui sont utilisés seulement pour le transport des marchandises d'origine canadienne ou américaine appartenant à ce gouvernement et destinées à approvisionner les postes du réseau avancé de préalerte.

4. Sous réserve de l'article 8, sur demande d'un résident du Canada agissant au nom du navire étranger, le ministre du Revenu national délivre une licence pour le navire s'il est convaincu à la fois :

a) que l'Office a déterminé qu'il n'existe pas de navire canadien ou non dédouané qui soit à la fois adapté et disponible pour assurer le service ou être affecté aux activités visées dans la demande;

b) que des arrangements ont été pris à l'égard du paiement des droits et taxes prévus par le *Tarif des douanes* et la *Loi*

Assistance in cases of distress

United States Wreckers Act

DEW Sites

Issuance of licence: foreign ship

Non-interdiction de porter secours

Loi sur les bateaux sauveteurs des États-Unis

Exception

Licence : navires étrangers

Customs Tariff and the *Excise Tax Act* applicable to the foreign ship in relation to its temporary use in Canada;

(c) all certificates and documents relating to the foreign ship issued pursuant to shipping conventions to which Canada is a party are valid and in force; and

(d) the foreign ship meets all safety requirements imposed by any law of Canada applicable to the foreign ship.

sur la taxe d'accise applicables à l'utilisation temporaire du navire au Canada;

c) que tous les certificats et documents délivrés à l'égard du navire étranger en vertu de conventions maritimes auxquelles le Canada est partie sont en cours de validité;

d) que le navire étranger satisfait à toutes les dispositions en matière de sécurité prévues par la législation canadienne applicable.

Issuance of
licence:
non-duty paid
ship

5. Subject to section 8, on application therefor by a person resident in Canada acting on behalf of a non-duty paid ship, the Minister of National Revenue shall issue a licence in respect of the ship, where the Minister is satisfied that

(a) the Agency has determined that no Canadian ship is suitable and available to provide the service or perform the activity described in the application; and

(b) arrangements have been made for the payment of the duties and taxes under the *Customs Tariff* and the *Excise Tax Act* applicable to the non-duty paid ship in relation to its temporary use in Canada.

5. Sous réserve de l'article 8, sur demande d'un résident du Canada agissant au nom du navire non dédouané, le ministre du Revenu national délivre une licence pour le navire s'il est convaincu à la fois :

a) que l'Office a déterminé qu'il n'existe pas de navire canadien qui soit à la fois adapté et disponible pour assurer le service ou être affecté aux activités visées dans la demande;

b) que des arrangements ont été pris à l'égard du paiement des droits et taxes prévus par le *Tarif des douanes* et la *Loi sur la taxe d'accise* applicables à l'utilisation temporaire du navire au Canada.

Licence :
navires non
dédouanés

Time for
making
application

6. (1) Unless the Minister of National Revenue is of the opinion that there are special circumstances for considering the application, the Minister of National Revenue shall not consider an application under section 4 or 5 that is made less than fourteen days before the provision of the service or the performance of the activity described in the application is intended to commence.

6. (1) Le ministre du Revenu national ne peut étudier la demande qui lui est présentée en vertu des articles 4 ou 5 moins de quatorze jours avant le commencement prévu du service ou des activités visés dans la demande que s'il est d'avis que des circonstances spéciales le justifient.

Moment de
présentation de
la demande

Regulations

(2) The Governor in Council may make regulations prescribing special circumstances to be taken into account by the Minister of National Revenue for the purpose of subsection (1).

(2) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer les circonstances spéciales que le ministre du Revenu national doit prendre en considération dans le cadre du paragraphe (1).

Règlements

Terms and
conditions of
licence

7. (1) The Minister of National Revenue may issue a licence subject to any terms and conditions that the Minister considers appropriate, including, without restricting the generality of the foregoing, terms and conditions respecting

(a) the service or activity that is to be performed by the foreign ship or non-duty paid ship to which the licence relates; and

7. (1) Le ministre du Revenu national peut accorder une licence assortie des conditions qu'il juge indiquées notamment en ce qui concerne :

a) la nature du service ou des activités dont peut se charger le navire étranger ou non dédouané visé par la licence;

Conditions

	(b) the place or places where the foreign ship or non-duty paid ship may perform that service or activity.	b) le ou les lieux où le navire peut assurer le service ou être affecté aux activités en question.	
Effective period of licence	(2) Every licence shall set out the period of time for which it is valid, which period may not exceed, (a) in the case of a foreign ship, the earlier of twelve months and the expiration of any certificate referred to in paragraph 4(c); or (b) in the case of a non-duty paid ship, twelve months.	(2) Les licences sont valides pendant la durée — de douze mois au maximum — qui y est indiquée ou, dans le cas d'un navire étranger, jusqu'à l'expiration de l'un des certificats mentionnés à l'alinéa 4c) si elle survient plus tôt.	Durée des licences
Suspension, cancellation or variation of licence	(3) The Minister of National Revenue may, by order, suspend or cancel a licence or vary the terms and conditions of a licence where (a) the owner or master of the licensed ship is convicted of an offence under this or any other Act of Parliament relating to navigation or shipping; or (b) there has been a contravention of or failure to comply with any term or condition to which the licence is subject.	(3) Le ministre du Revenu national peut, par arrêté, suspendre ou annuler une licence ou en modifier les conditions dans les cas suivants : a) déclaration de culpabilité du propriétaire ou du capitaine du navire visé par la licence pour infraction à la présente loi ou à une autre loi fédérale sur la navigation ou la marine marchande; b) inobservation des conditions de la licence.	Suspension, annulation ou modification
Maximum number of licences	8. The Governor in Council may, by regulation, fix the maximum number of licences that may be issued pursuant to sections 4 and 5.	8. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer le nombre maximal de licences qui peuvent être délivrées en vertu des articles 4 et 5.	Nombre maximal de licences
FUNCTION AND POWERS OF AGENCY		FONCTION DE L'OFFICE	
Function of Agency	9. (1) On a request to do so in relation to an application for a licence, the Agency shall determine whether a Canadian ship or non-duty paid ship is suitable and is available to provide the service or perform the activity described in the licence.	9. (1) Si la demande lui en est faite à l'occasion de l'étude d'une demande de licence, l'Office détermine si un navire canadien ou un navire non dédouané est à la fois adapté et disponible pour assurer le service ou être affecté aux activités visées dans la demande.	Fonction de l'Office
Regulations	(2) The Governor in Council may make regulations prescribing criteria to be applied by the Agency for determining the suitability and availability of Canadian ships and non-duty paid ships.	(2) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer les critères à appliquer par l'Office dans sa détermination.	Règlements
Additional information	10. In making a determination referred to in section 9 the Agency may request from the applicant for the licence to which the determination relates such additional information and documentation as the Agency deems necessary.	10. Dans le cadre de la détermination visée à l'article 9, l'Office peut demander à l'auteur de la demande de licence de lui fournir les renseignements et documents supplémentaires qu'elle juge nécessaires.	Renseignements supplémentaires

Collection of
information

11. In order to carry out its function under this Act the Agency may collect information and keep records concerning the characteristics and uses of Canadian ships and non-duty paid ships.

11. L'Office peut, pour s'acquitter de sa mission sous le régime de la présente loi, recueillir des renseignements et établir des dossiers sur les caractéristiques des navires 5 canadiens et des navires non dédouanés ainsi que sur leur utilisation. 5

Recueil de
renseignements

UNFAIR PRACTICES

Unfair
practices

12. (1) Where the Minister of Transport is of the opinion that a government of any country has engaged in unfair, discriminatory or restrictive practices with respect to the use of Canadian ships in commercial activities in waters of that country, the Minister of Transport and the Secretary of State for External Affairs shall seek elimination of those practices through consultations.

12. (1) Si le ministre des Transports constate que le gouvernement d'un pays se livre à des pratiques injustes, discriminatoires ou restrictives touchant l'utilisation de navires 10 canadiens pour des activités commerciales dans les eaux de ce pays, ce ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures procèdent à des consultations en vue de faire cesser ces pratiques. 15

Pratiques
injustes

Idem

(2) Where the consultations referred to in subsection (1) fail to result in the elimination of the practices referred to in that subsection, the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister of Transport and the Secretary of State for External Affairs, take such action as the Governor in Council considers appropriate.

(2) En cas d'insuccès de ces consultations, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Transports et du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, prendre les mesures qu'il estime indiquées. 20

Idem

ENFORCEMENT

Enforcement
officers

13. (1) For the purposes of enforcing this Act, the Minister of Transport may designate as an enforcement officer any person 25 who is, in the opinion of the Minister, qualified to be so designated and furnish that person with a certificate evidencing the designation.

13. (1) Pour le contrôle d'application de la présente loi, le ministre des Transports peut désigner, en qualité d'agent d'exécution, toute personne qu'il estime qualifiée à cet 25 égard; il lui remet un certificat attestant sa qualité.

Agent
d'exécutionProduction of
certificate of
designation

(2) In carrying out the duties and functions of an enforcement officer under this Act, an enforcement officer shall, if so requested, produce the certificate of designation referred to in subsection (1) to the person appearing to be in charge of any ship 35 in respect of which the enforcement officer is acting.

(2) Dans l'exercice de ses fonctions, l'agent d'exécution présente, sur demande, son certificat à la personne apparemment responsable du navire qui fait l'objet de son 30 intervention.

Présentation du
certificat

OFFENCES

Offence

14. (1) Where a ship contravenes subsection 3(1), the ship is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not 40 exceeding fifty thousand dollars.

14. (1) Lorsqu'un navire contrevient au paragraphe 3(1), le navire est coupable d'une infraction punissable par procédure sommaire et encourt une amende maximale de 35 cinquante mille dollars.

Infraction

INFRACTIONS

Deemed
separate
offence

(2) Where an offence is committed by a ship under subsection (1) on more than one day or is continued by the ship for more than one day, it shall be deemed to be a separate offence for each day on which the offence is committed or continued.

(2) Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se réalise ou se continue la perpétration d'une infraction prévue au paragraphe (1).

Infraction
continue

Trial of
offences

15. (1) Where a ship is charged with an offence under section 14, any court in Canada that would have had jurisdiction in respect of the offence if it had been committed within the limits of its ordinary jurisdiction has jurisdiction to try the offence as if it had been so committed.

15. (1) Tout tribunal canadien qui aurait eu compétence à l'égard de l'infraction, visée à l'article 14, dont est accusé un navire si celle-ci avait été commise dans son ressort est compétent pour connaître de cette infraction, indépendamment du lieu de perpétration.

5 Compétence
des tribunaux

Service on ship
and appearance
at trial

(2) Where a ship is charged with an offence under section 14, the summons in relation thereto may be served by leaving it with the master or any officer of the ship or by posting the summons on some conspicuous part of the ship, and the ship may appear by counsel or agent, but if it does not appear, a court may, on proof of service of the summons, proceed *ex parte* to hold the trial.

(2) La signification à un navire accusé d'une infraction prévue à l'article 14 se fait en remettant la citation à comparaître au capitaine ou à un officier du navire ou en l'affichant à un endroit bien en vue sur le navire; le navire peut comparaître par avocat ou agent; en cas de défaut de comparution, un tribunal peut, sur preuve de la signification, procéder par défaut.

Signification au
navire et
comparution

SEARCHES

Powers of
enforcement
officer

16. (1) Where an enforcement officer believes on reasonable grounds that a ship has contravened this Act, the officer may stop and board the ship and, with a warrant, search the ship and seize anything found in or on the ship that the officer believes on reasonable grounds will afford evidence with respect to any contravention of this Act.

16. (1) L'agent d'exécution, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'un navire a contrevenu à la présente loi, peut immobiliser le navire, monter à bord et, s'il est muni d'un mandat, procéder à toute perquisition; il peut aussi saisir tout objet se trouvant à bord et dont il a des motifs raisonnables de croire qu'il pourra servir à prouver une contravention à la présente loi.

Pouvoirs de
l'agent
d'exécution

Where warrant
not necessary

(2) An enforcement officer may carry out the powers under subsection (1) without a warrant if by reason of exigent circumstances it would not be practicable to obtain the warrant.

(2) L'agent d'exécution peut exercer les pouvoirs mentionnés au paragraphe (1) sans mandat si des circonstances exceptionnelles rendent l'obtention de celui-ci difficilement réalisable.

Perquisition
sans mandat

Assistance

(3) While carrying out any of the powers under this section, an enforcement officer may

(a) require the owner, master or any other person in whose hands may be the official log book of the ship or any other document or paper that may provide evidence of the contravention, to produce, for inspection or for the purposes of obtaining copies thereof or extracts therefrom, such log book or other document or paper; and

(3) Dans l'exercice des pouvoirs au titre du présent article, l'agent d'exécution peut :

a) exiger que le propriétaire, le capitaine ou la personne qui a en sa possession le journal de bord ou tout autre document qui pourrait fournir la preuve de la contravention le lui remette pour examen, reproduction ou établissement d'extraits;
b) exiger que le capitaine ou toute autre personne se trouvant à bord lui prête toute

Assistance

(b) require the master or any other person found on board the ship to give all reasonable assistance in that person's power to enable the officer to carry out the officer's duties and functions under this Act.

5

l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions.

DETENTION OF SHIP

RÉTENTION DU NAVIRE

Detention of ships

17. (1) Where an enforcement officer believes on reasonable grounds that an offence under this Act has been committed by or in respect of a ship, the officer may make a detention order in respect of the ship.

10

17. (1) L'agent d'exécution qui a des motifs raisonnables de croire qu'une infraction à la présente loi a été commise par un navire ou en rapport avec lui peut en ordonner la rétention.

Rétention du navire

Geographical application of section

(2) The power to make a detention order under this section may be exercised in Canadian waters and in waters above the continental shelf of Canada.

(2) Le pouvoir d'ordonner la rétention peut être exercé dans les eaux canadiennes et celles qui sont situées au-dessus du plateau continental.

Application du présent article

Order to be in writing

(3) A detention order made under subsection (1) shall be in writing and addressed to all persons who, at the place where the ship to which the order relates is or will be, are empowered to give a clearance in respect of the ship.

20

(3) L'ordre de rétention visé au paragraphe (1) est donné par écrit; il est adressé à toutes les personnes qui, dans les lieux où se trouve ou se trouvera le navire visé, sont autorisées à lui donner congé.

Ordre écrit

Detention order to be served on master

(4) Where a detention order under this section is made in respect of a ship, notice thereof shall be served on the master of the ship

(4) Un avis de l'ordre de rétention est signifié au capitaine de l'une des façons suivantes :

Signification au capitaine

(a) by delivering a copy thereof personally to the master; or

25

(b) if service cannot reasonably be effected in the manner provided in paragraph (a),

(i) by leaving a copy thereof for the master on board the ship with the person who is, or appears to be, in command or charge of the ship, or

30

(ii) by leaving a copy thereof with the owner or agent of the owner of the ship residing in Canada or, where no such owner or agent is known or can be found, by fixing a copy thereof to a prominent part of the ship.

35

a) par remise personnelle d'un exemplaire; 20
b) si la signification ne peut raisonnablement se faire de la façon prévue à l'alinéa a) :

(i) soit par remise, à l'intention du capitaine, à la personne qui a ou semble avoir la responsabilité du navire,

25

(ii) soit par remise au propriétaire du navire ou à son mandataire résidant au Canada ou, si on ne peut les trouver, par l'affichage d'un exemplaire sur une partie bien en vue du navire.

30

Ship under detention not to depart

(5) Where, during the term of any detention order made against a ship under this section, the master or owner of the ship gives an order for the ship to depart from Canadian waters or from waters above the continental shelf of Canada, the person giving that order is, if notice of the detention order was

40

(5) Le capitaine ou le propriétaire d'un navire qui donne l'ordre de quitter les eaux canadiennes ou celles qui sont situées au-dessus du plateau continental, alors qu'a été donné un ordre de rétention du navire et que l'avis a été signifié au capitaine, est coupable d'une infraction et encourt, sur déclaration

45

Interdiction d'appareiller

served on the master under this section, guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding fifty thousand dollars.

de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinquante mille dollars.

Duty of persons empowered to give clearance

(6) Subject to subsection (7), no person to whom a detention order made under subsection (1) is addressed shall, after notice of such order is received by that person, give clearance in respect of the ship to which the order relates.

(6) Sous réserve du paragraphe (7), il est interdit aux personnes à qui un ordre de rétention est donné en conformité avec le paragraphe (3) de donner congé, après réception de l'avis, au navire visé par celui-ci.

Obligation des personnes autorisées à donner congé

When clearance shall be given

(7) A person to whom a detention order made under subsection (1) is addressed and who has received notice of the order shall give clearance in respect of the ship to which the order relates where

(7) Les personnes à qui un ordre de rétention est adressé et qui ont reçu l'avis donnent congé au navire retenu dans les cas suivants : 10

Congés

(a) security satisfactory to the Minister of Transport in the amount of fifty thousand dollars is given to Her Majesty in right of Canada;

a) un cautionnement d'un montant de cinquante mille dollars, que le ministre des Transports juge acceptable, est versé à Sa Majesté du chef du Canada;

(b) the ship has not been charged with an offence under this Act within thirty days after the making of the detention order; or

b) le navire n'a pas été accusé d'une infraction à la présente loi dans les trente jours qui suivent la rétention;

(c) the ship has been charged within the period referred to in paragraph (b) and

c) le navire a été accusé d'une infraction à la présente loi dans le délai mentionné à l'alinéa b) et :

(i) security, satisfactory to the Minister of Transport, for payment of the maximum fine that might be imposed as a result of a conviction of a ship charged with that offence, or in such lesser amount as may be approved by the Minister of Transport, is given to Her Majesty in right of Canada, or

(i) ou bien un cautionnement que le ministre des Transports juge acceptable, d'un montant égal à l'amende maximale qui peut être infligée ou à une somme inférieure approuvée par le ministre des Transports, a été versé à Sa Majesté du chef du Canada,

(ii) ou bien les poursuites relatives à cette infraction ont été abandonnées.

Sale of ship where no appearance and no security

(8) Where a ship has been charged with an offence under this Act within thirty days after the making of the detention order and, thirty days after the day on which the ship was charged with the offence,

(8) Le ministre des Transports peut demander au tribunal de rendre une ordonnance l'autorisant à vendre un navire si le navire a été accusé d'une infraction à la présente loi dans les trente jours suivant l'ordre de rétention et si, dans les trente jours suivant l'accusation, les conditions suivantes sont réunies :

(a) no one has appeared on behalf of the ship to answer to the charge, and

a) personne n'a comparu au nom du navire pour répondre aux accusations;

(b) security referred to in paragraph (7)(c) has not been given,

b) aucun cautionnement visé à l'alinéa (7)(c) n'a été versé.

the Minister of Transport may apply to a court for an order authorizing the Minister of Transport to sell the ship.

Vente du navire

Sale of ship
where
appearance but
no security

(9) Where a ship has been charged with an offence under this Act within thirty days after the making of the detention order and

(a) within thirty days after the day on which the ship was charged with the offence, someone has appeared on behalf of the ship to answer to the charge but security referred to in paragraph (7)(c) has not been given, and

(b) the ship is convicted and a fine is 10 imposed and not paid forthwith,

the Minister of Transport may apply to a court for an order authorizing the Minister of Transport to sell the ship.

Notice

(10) Forthwith on making an application 15 under subsection (8) or (9), the Minister of Transport shall, by registered mail, give notice of the application to

(a) the registrar of the register in which the ship to which the application relates is 20 recorded;

(b) the holder of any mortgage against the ship that is registered on the register referred to in paragraph (a); and

(c) the holder of any maritime lien against 25 the ship to which the application relates, and the holder of any like interest, known to the Minister of Transport at the time of the making of the application.

Day notice
deemed to be
given

(11) A notice sent by registered mail shall 30 be deemed to have been given to the person to whom it was sent on the day an acknowledgement of receipt in respect thereof is received by the Minister of Transport.

Court may
relieve Minister
of giving notice

(12) Where the court seized of an applica- 35 tion under subsection (8) or (9) is satisfied that it is appropriate to do so, the court may relieve the Minister of Transport of the obligation to give the notice referred to in subsection (10) or authorize the Minister of 40 Transport to give the notice in such other manner as the court deems fit.

Claiming
interest

(13) Where an application is made under subsection (8) or (9) in respect of a ship,

(a) any person referred to in paragraph 45 (10)(b) or (c) may, within sixty days after the giving of the notice to that person, and

(b) any other person who claims an interest in the ship as mortgagee, or as the

(9) Le ministre des Transports peut 5 demander au tribunal de rendre une ordonnance l'autorisant à vendre un navire si le navire a été accusé d'une infraction à la présente loi dans les trente jours suivant 5 l'ordre de rétention et si les conditions suivantes sont réunies :

a) il y a eu comparution dans les trente jours de l'accusation mais aucun cautionnement visé à l'alinéa (7)c) n'a été versé; 10
b) le navire est trouvé coupable et une amende est infligée mais n'est pas payée sans délai.

Idem

(10) Dès qu'il présente une demande en 15 avis vertu des paragraphes (8) ou (9), le ministre des Transports fait parvenir par courrier recommandé un avis de la demande aux personnes suivantes :

a) le registrateur responsable du registre 20 dans lequel le navire est immatriculé;

b) les détenteurs d'hypothèques sur le navire inscrits au registre mentionné à l'alinéa a);

c) les personnes qui, à la connaissance du 25 ministre au moment de la demande, détiennent des privilèges maritimes, ou des droits semblables, sur le navire visé par la demande.

(11) L'avis envoyé par courrier recom- 30 mandé est réputé reçu par son destinataire, le jour où le ministre reçoit l'accusé de réception de l'avis. Présomption

(12) S'il est convaincu qu'il est opportun 35 de le faire, le tribunal saisi d'une demande en vertu des paragraphes (8) ou (9) peut dispenser le ministre d'envoyer l'avis mentionné au paragraphe (10) ou lui permettre de l'envoyer de toute autre manière que le tribunal estime indiquée. 40 Dispense

(13) En cas de demande présentée à l'égard d'un navire en vertu des paragraphes 45 (8) ou (9), les personnes mentionnées aux alinéas (10)b) ou c) peuvent, dans les soixante jours suivant l'avis qui leur a été 45 envoyé, demander au tribunal saisi de rendre une ordonnance sous le régime du para-

Revendication
de droits

holder of a maritime lien or as the holder of any like interest, may, within sixty days after the making of the application, apply by notice in writing to the court seized of the application for an order referred to in subsection (14).

Order

(14) Where, on the hearing of an application made under subsection (13), it is made to appear to the satisfaction of the court

- (a) that the applicant acquired the interest in respect of which the applicant is applying in good faith prior to the commission of the offence in respect of which the ship was detained, and
- (b) that the applicant is innocent of any complicity or collusion in respect of the offence in respect of which the ship was detained,

the applicant is entitled to an order declaring the nature and extent of the applicant's interest at the time of the commission of the offence.

Appeal

(15) A person who makes an application under subsection (13) or the Minister of Transport may appeal to the court of appeal from an order referred to in subsection (14) and the appeal shall be asserted, heard and decided according to the ordinary procedure governing appeals to the court of appeal from orders or judgments of a court.

Applications under subsection (13) to be heard first

(16) A court shall not hear an application under subsection (8) or (9) until all applications under subsection (13) in relation thereto have been heard.

Court may authorize sale

(17) A court hearing an application under subsection (8) or (9) may authorize the Minister of Transport to sell the ship to which the application relates in such manner and subject to such terms and conditions as the court considers appropriate and, on application by the Minister of Transport, give directions to the Minister of Transport as to the rank of the interests of persons who have obtained an order referred to in subsection (14).

Payment of proceeds

(18) Where a ship is sold pursuant to this section, any surplus remaining from the proceeds of sale after deducting

- (a) the amount of

phé (14); les personnes qui revendiquent un droit sur le navire en qualité de créanciers hypothécaires, de créanciers privilégiés ou en toute autre qualité comparable le peuvent aussi, dans les soixante jours suivant la demande.

Ordonnance

(14) Lors de l'audition de la demande visée au paragraphe (13), le requérant peut obtenir une ordonnance précisant la nature et l'étendue de son droit au moment de l'infraction si le tribunal constate qu'il réunit les conditions suivantes :

- a) il a acquis son droit de bonne foi avant l'infraction;
- b) il est innocent de toute complicité ou collusion dans l'infraction.

Appel

(15) L'ordonnance visée au paragraphe (14) est susceptible d'appel, de la part du requérant ou du ministre, devant le tribunal d'appel. Le cas échéant, l'affaire est entendue et jugée selon la procédure ordinaire régissant les appels interjetés devant cette juridiction contre les ordonnances ou décisions du tribunal.

Priorité

(16) L'audition d'une demande présentée en vertu des paragraphes (8) ou (9) ne peut avoir lieu avant celle des demandes qui sont présentées en vertu du paragraphe (13).

Autorisation de vendre

(17) Le tribunal saisi d'une demande présentée en vertu des paragraphes (8) ou (9) peut autoriser le ministre des Transports à vendre le navire visé de la façon et sous réserve des modalités que le tribunal estime indiquées; le tribunal peut aussi, à la demande du ministre des Transports, lui donner des directives sur le rang des droits des personnes en faveur desquelles une ordonnance a été rendue en vertu du paragraphe (14).

Affectation du produit de la vente

(18) Une fois déduit le montant de l'amende maximale qui aurait pu être infligée dans le cas du paragraphe (8), ou celui de l'amende qui a été infligée dans le cas du

(i) the maximum fine that could have been imposed for the offence, where subsection (8) applies, or

(ii) the fine actually imposed, where subsection (9) applies, and

(b) the cost of the detention and sale shall, to the extent of the surplus, be paid in accordance with the interest of every person who has obtained an order referred to in subsection (14), and any surplus remaining 10 thereafter shall be paid to the person registered as owner of the ship or, in the absence of registration, to the person owning the ship.

paragraphe (9), ainsi que les frais de rétention et de vente, le solde créditeur du produit de la vente d'un navire sous le régime du présent article est d'abord réparti entre les 5 personnes qui ont obtenu une ordonnance en vertu du paragraphe (14), en conformité avec leurs droits respectifs, le reste étant remis à la personne immatriculée à titre de propriétaire du navire, ou en l'absence d'immatriculation, au propriétaire du navire. 10

Clear title

(19) On selling a ship pursuant to this section, the Minister of Transport may, by 15 bill of sale, give the purchaser a valid title to the ship free from any mortgage or other claim on the ship that is in existence at the time of the sale.

(19) Lorsqu'il vend un navire sous le régime du présent article, le ministre peut remettre à l'acquéreur un titre de propriété libéré des hypothèques ou autres créances qui existaient au moment de la vente. 15

Titre de propriété

Registrability not implied

(20) Nothing in subsection (19) shall be 20 construed as meaning that the ship may be registered in the name of the purchaser.

(20) Le paragraphe (19) n'a pas pour effet de permettre l'immatriculation du navire au nom de l'acquéreur.

Enregistrement

Not duty paid

(21) No ship sold pursuant to this section shall be deemed to have been duty paid under the *Customs Tariff* by reason only of 25 that sale.

(21) Un navire vendu sous le régime du présent article n'est pas de ce seul fait réputé 20 être un navire dédouané pour l'application du *Tarif des douanes*.

Absence de présomption

Definitions

(22) In this section,

"court" means

(a) in the Provinces of Ontario, Nova Scotia, British Columbia, Prince Edward 30 Island and Newfoundland, the Supreme Court of the Province,

(b) in the Province of Quebec, the Superior Court of the Province,

(c) in the Provinces of New Brunswick, 35 Manitoba and Alberta, the Court of Queen's Bench for the Province, and

(d) in the Yukon Territory and the Northwest Territories, the Supreme Court thereof;

"court of appeal" means, in the province in which an order referred to in subsection (14) is made, the court of appeal for that province as defined in section 2 of the *Criminal Code*. 45

(22) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«tribunal»

a) La Cour suprême de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse, de la Colombie-Britannique, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve;

b) la Cour supérieure du Québec; 30

c) la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick, du Manitoba et de l'Alberta;

d) la Cour suprême du territoire du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest. 35

40 «tribunal d'appel» La cour d'appel, au sens de l'article 2 du *Code criminel*, de la province où est rendue l'ordonnance visée au paragraphe (14).

Définitions

25 «tribunal»
"court"

«tribunal d'appel»
"court of appeal"

"court of appeal"
«tribunal d'appel»

OTHER OFFENCES

Obstruction

18. No person shall obstruct or hinder an enforcement officer in the carrying out of the officer's duties and functions under this Act.

False statements

19. No person shall knowingly make a false or misleading statement, either orally or in writing

(a) to the Agency pursuant to a request under section 10; or

(b) to an enforcement officer while that officer is engaged in carrying out that officer's duties and functions under this Act.

Summary conviction offence and punishment

20. Every person who contravenes section 18 or 19 is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine of not more than fifteen thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding twelve months or to both.

GENERAL

Minister of Transport responsible

21. Except where otherwise provided for in this Act, the Minister of Transport is responsible for the administration of this Act.

Copies or extracts

22. (1) Subject to subsection (2), a copy or extract of any document or paper made or taken pursuant to subsection 16(1) by an enforcement officer and purporting to be certified under the enforcement officer's signature as a true copy or extract is admissible in evidence in any prosecution for an offence under this Act without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the copy or extract and, in the absence of any evidence to the contrary, has the same probative force as the original document or paper would have if it had been proved in the ordinary way.

Notice

(2) No copy or extract referred to in subsection (1) shall be received in evidence in any proceedings unless the party intending to produce it has given to the party against whom it is intended to be produced notice of that intention at least seven days prior to the proceedings together with a duplicate of the copy or extract.

AUTRES INFRACTIONS

Entrave

18. Il est interdit d'entraver l'action de l'agent d'exécution agissant dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi.

Fausse déclaration

19. Il est interdit de faire sciemment, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse :

a) soit à l'Office à la suite de la demande de renseignements qu'elle a faite en vertu de l'article 10;

b) soit à un agent d'exécution agissant dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi.

Procédure sommaire et peines

20. Toute personne qui contrevient aux articles 18 ou 19 est coupable d'une infraction punissable par procédure sommaire et passible d'une amende maximale de quinze mille dollars et d'un emprisonnement maximal de douze mois ou de l'une de ces peines.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Ministre des Transports

21. Sous réserve des dispositions expresses contraires de la présente loi, le ministre des Transports est responsable de l'application de celle-ci.

Admissibilité en preuve des copies et extraits

22. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les copies ou extraits que l'agent d'exécution établit sous le régime du paragraphe 16(1) et censés certifiés conformes sous sa signature sont admissibles en preuve dans les poursuites engagées pour infraction à la présente loi sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, les copies ou extraits ont la même valeur probante qu'un original déposé en preuve de la façon normale.

(2) Les copies ou extraits ne sont recevables en preuve que si la partie qui entend les produire donne de son intention à la partie qu'elle vise un préavis d'au moins sept jours accompagné d'un double des copies ou extraits.

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

R.S., c. S-9

*Canada Shipping Act**Loi sur la marine marchande du Canada*

S.R., ch. S-9

23. The definition "coasting trade of Canada" in section 2 of the *Canada Shipping Act* is repealed.

23. La définition de «cabotage au Canada», à l'article 2 de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, est abrogée.

24. Subsection 133(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

24. Le paragraphe 133(1) de la même loi 5 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Master must
produce
certificate on
clearance

"133. (1) The master of every home-trade ship, inland waters ship or minor waters ship, required by this Part to be commanded by a master holding a certificate of competency or of service, shall produce to every officer of customs in Canada to whom he applies for a clearance, a certificate of competency or service of the proper grade and class." 10 15

«133. (1) Le capitaine de tout navire de cabotage, d'eaux intérieures ou d'eaux secondaires, dont le commandement, en vertu de la présente partie, doit être exercé par un capitaine titulaire d'un certificat de capacité ou d'un certificat de service, doit présenter à tout préposé des douanes au Canada, à qui il demande un congé, un certificat de capacité ou de service de la catégorie et de la classe appropriées.» 10 15

Présentation du
certificat

25. (1) Section 136 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

25. (1) L'article 136 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Tug or
steamship

"136. The master of any tug, or other steamship, required to have a certificated master, but so employed so as not to require a clearance, as aforesaid, shall, whenever required by any officer of customs, produce his certificate as master and the certificate of his engineer, to that officer, and for each contravention of this section that master is liable to a fine not exceeding one hundred dollars." 20 25

«136. Le capitaine d'un remorqueur, ou autre navire à vapeur, tenu d'avoir un capitaine muni d'un certificat, mais employé de façon à n'avoir pas besoin de congé ainsi qu'il est dit ci-dessus, doit présenter son certificat de capitaine, ainsi que le certificat de son mécanicien, à tout préposé des douanes qui le lui demande, et, pour chaque contravention au présent article, ce capitaine est passible d'une amende de cent dollars au maximum.» 20 25

Remorqueur ou
navire à vapeur

1987, c. 7

(2) If this section comes into force before the coming into force of section 19 of *An Act to amend the Canada Shipping Act and to amend the Arctic Waters Pollution Prevention Act, the Maritime Code Act and the Oil and Gas Production and Conservation Act in consequence thereof*, then section 136 of the *Canada Shipping Act*, as enacted by that Act, shall read as follows: 30 35

(2) Si le présent article entre en vigueur avant l'entrée en vigueur de l'article 19 de la *Loi modifiant la Loi sur la marine marchande du Canada et, en conséquence, la Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques, la Loi sur le Code maritime et la Loi sur la production et la conservation du pétrole et du gaz*, l'article 136 de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, édicté par cette loi, se lit comme suit : 30 35 40

1987, ch. 7

Tug or other
ship

"136. The master of any tug, or other ship, required to have a certificated master, but so employed as not to require a clearance, as aforesaid, shall, whenever so required by any officer of customs, produce the master's certificate as master 40

«136. Le capitaine d'un remorqueur ou d'un autre navire, tenu d'avoir un capitaine muni d'un certificat, mais employé de façon à n'avoir pas besoin de congé ainsi qu'il est dit ci-dessus, doit présenter son certificat de capitaine, ainsi que le 40

Remorqueur ou
navire

and the certificate of the master's engineer, to that officer, and for each contravention of this section the master is liable to a fine not exceeding one thousand dollars."

5

certificat de son mécanicien, à tout préposé des douanes qui le lui demande, et, pour chaque contravention au présent article, ce capitaine est passible d'une amende maximale de mille dollars.»

5

26. Part XV of the said Act is repealed.

26. La partie XV de la même loi est abrogée.

27. (1) Subsection 705(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

27. (1) Le paragraphe 705(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application

"705. (1) The provisions of Part I 10 except sections 94 to 102, Part VIII, Part X, Part XII, Part XIV, except section 652, and Parts XVI to XIX apply to air cushion vehicles used in navigation, and wherever in those Parts vessels, ships or steamships 15 are referred to, those references shall be construed as including air cushion vehicles used in navigation."

«705. (1) Les dispositions de la partie I, 10 Application sauf les articles 94 à 102, des parties VIII, X, XII, XIV — sauf l'article 652 —, et XVI à XIX s'appliquent aux aéroglisseurs utilisés pour la navigation, et dans tous les cas où dans ces parties il est fait mention 15 de bâtiments, navires ou navires à vapeur, ces mentions doivent s'interpréter comme si elles comprenaient les aéroglisseurs utilisés pour la navigation.»

1987, c. 7

(2) If this section comes into force before the coming into force of section 79 of *An Act 20 to amend the Canada Shipping Act and to amend the Arctic Waters Pollution Prevention Act, the Maritime Code Act and the Oil and Gas Production and Conservation Act in consequence thereof*, then subsection 705(1) 25 of the *Canada Shipping Act*, as enacted by that Act, shall read as follows:

(2) Si le présent article entre en vigueur 20 1987, ch. 7 avant l'entrée en vigueur de l'article 79 de la *Loi modifiant la Loi sur la marine marchande du Canada et, en conséquence, la Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques, la Loi sur le Code maritime et la 25 Loi sur la production et la conservation du pétrole et du gaz*, le paragraphe 705(1) de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, édicté par cette loi, se lit comme suit :

Application

"705. (1) The provisions of Part II except section 130, Part X, Part XIV except sections 647 to 649 and 651 to 655, 30 Parts XVI to XX and Part XXII apply in respect of dynamically supported craft used in navigation, and wherever in those provisions vessels, ships or steamships are referred to, such references shall be construed as including dynamically supported craft used in navigation."

«705. (1) Les dispositions de la partie 30 Application II, sauf l'article 130, des parties X et XIV, à l'exception des articles 647 à 649 et 651 à 655, des parties XIV à XX et de la partie XXII s'appliquent aux engins à portance dynamique utilisés en navigation; 35 toute mention de bâtiments, navires ou navires à vapeur dans ces dispositions est présumée viser ces engins.»

1978-79, c. 17

Energy Supplies Emergency Act, 1979

Loi d'urgence de 1979 sur les approvisionnements d'énergie

1978-79, ch. 17

28. Paragraph 27(3)(b) of the *Energy Supplies Emergency Act, 1979* is repealed and the following substituted therefor:

28. L'alinéa 27(3)(b) de la *Loi d'urgence de 1979 sur les approvisionnements d'énergie* 40 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(b) the requirement for a licence under the *Coasting Trade and Commercial Marine Activities Act*.”

«b) de l'obligation d'obtenir une licence sous le régime de la *Loi sur le cabotage et les activités commerciales maritimes*.»

COMING INTO FORCE

Coming into force

29. (1) Subject to this section, this Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

British ships and ships with coasting trade exemptions

(2) In the case of any ship that is a British ship or that benefits from an exemption made pursuant to section 665 of the *Canada Shipping Act*, this Act shall apply to such a ship six months after the day this Act comes into force.

Ships with valid licences

(3) In the case of any ship that, immediately prior to the coming into force of this Act, is operating pursuant to a valid coasting trade licence under the *Canada Shipping Act*, this Act shall apply to such a ship in respect of any activity authorized to be performed by that licence from the day that licence would otherwise have expired had this Act not come into force.

Provisions of *Canada Shipping Act* continue to apply

(4) All of the provisions of the *Canada Shipping Act* as that Act read immediately prior to the coming into force of this Act shall continue to apply with respect to any valid coasting trade licence under that Act in force immediately prior to the coming into force of this Act.

ENTRÉE EN VIGUEUR

29. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, la présente loi entre en vigueur à la date fixée par proclamation.

5 Entrée en vigueur

(2) La présente loi commence à s'appliquer six mois après son entrée en vigueur aux navires britanniques ou aux navires qui bénéficient d'une exemption sous le régime de l'article 665 de la *Loi sur la marine marchande du Canada*.

Navires britanniques et navires exemptés

(3) La présente loi ne porte pas atteinte aux permis de cabotage délivrés en vertu de la *Loi sur la marine marchande du Canada* et en cours de validité lors de l'entrée en vigueur de la présente loi; elle ne s'applique aux activités qu'ils autorisent qu'à compter de la date prévue d'expiration de ces permis.

Permis en cours de validité

(4) La *Loi sur la marine marchande du Canada*, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur de la présente loi, s'applique aux permis de cabotage en cours de validité à ce moment.

Application de la *Loi sur la marine marchande du Canada*

25



*If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

C-53

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-53

An Act to amend the Supreme Court Act and to amend
various other Acts in consequence thereof

First reading, May 4, 1987

THE MINISTER OF JUSTICE

C-53

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-53

Loi modifiant la Loi sur la Cour suprême et apportant des
modifications corrélatives à d'autres lois

Première lecture le 4 mai 1987



LE MINISTRE DE LA JUSTICE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-53

PROJET DE LOI C-53

An Act to amend the Supreme Court Act
and to amend various other Acts in
consequence thereof

Loi modifiant la Loi sur la Cour suprême et
apportant des modifications corrélatives
à d'autres lois

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. S-19; c.
44 (1st Supp.);
1974-75-76, cc.
18, 19;
1976-77, cc.
25, 28

SUPREME COURT ACT

LOI SUR LA COUR SUPRÊME

S.R., ch. S-19;
ch. 44(1^{er}
suppl.);
1974-75-76, ch.
18, 19;
1976-77, ch.
25, 28

1. Section 26 of the *Supreme Court Act* is
repealed and the following substituted
therefor:

1. L'article 26 de la *Loi sur la Cour*
5 *suprême* est abrogé et remplacé par ce qui 5
suit :

Delivery of
judgment

"26. (1) A judgment of the Supreme
Court may be delivered
(a) in open court; or
(b) by depositing with the Registrar of 10
the Court, for each judge who has heard
the case, his written opinion, a copy
signed by him of the opinion with which
he concurs or his certificate of concur-
rence. 15

"26. (1) La Cour peut rendre son juge-
ment de l'une des façons suivantes :
a) en audience publique;
b) par le dépôt, auprès du registraire, 10
soit de l'exposé des motifs de chaque
juge présent à l'audition de la cause, soit
d'une copie, signée par celui-ci, de l'ex-
posé des motifs d'un autre juge auquel il
souscrit ou d'une attestation écrite de 15
son assentiment à ces motifs.

Prononcé du
jugement

Idem

(2) Where a judgment is delivered pur-
suant to paragraph (1)(a), a majority of
the judges who have heard the case shall
be present."

(2) Dans le cas où jugement est rendu
au titre de l'alinéa (1)a), la majorité des
juges qui étaient présents à l'audition de la
cause doivent être présents.» 20

Prononcé du
jugement

2. (1) Subsection 27(1) of the said Act is 20
repealed and the following substituted
therefor:

2. (1) Le paragraphe 27(1) de la même loi
est abrogé et remplacé par ce qui suit :

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the Supreme Court Act and to amend various other Acts in consequence thereof".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi modifiant la Loi sur la Cour suprême et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois».

EXPLANATORY NOTES

Supreme Court Act

Clause 1: This amendment would allow the Supreme Court of Canada to deliver judgment by depositing judgment with the Registrar.

Section 26 at present reads as follows:

"26. It is not necessary for all the judges who have heard the argument in any case to be present in order to constitute the Court for delivery of judgment in that case, but in the absence of any judge, from illness or any other cause, judgment may be delivered by a majority of the judges who were present at the hearing."

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur la Cour suprême

Article 1. — Permet à la Cour suprême du Canada de rendre jugement en déposant le texte de son jugement auprès du registraire.

Texte actuel de l'article 26 :

«26. Il n'est pas nécessaire que tous les juges qui ont entendu les débats dans une affaire soient présents afin de constituer la Cour pour le prononcé du jugement dans cette affaire; mais, en l'absence d'un juge, par suite de maladie ou pour d'autres raisons, le jugement peut être rendu par la majorité des juges qui étaient présents à l'audition.»

Clause 2: (1) This amendment is consequential on clause 1.

Article 2, (1). — Découle de l'article 1.

Opinion of
absent judge

“27. (1) A judge who has heard a case for which judgment is delivered pursuant to paragraph 26(1)(a) and who is absent at the delivery of judgment may sign a copy of the opinion with which he concurs or hand his opinion in writing to a judge present at the delivery of judgment, which concurrence or opinion shall be announced or read in open court and then left with the Registrar or reporter of the Court.”

(2) Section 27 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:

Concurrence

“(3) A judge who has heard a case for which judgment is delivered pursuant to paragraph 26(1)(b) and who has not written an opinion may deposit with the Registrar of the Court a copy, signed by the judge, of the opinion with which he concurs or a certificate expressing concurrence with an opinion.”

Notice of
deposit of
judgment

(4) Where judgment is delivered in a case pursuant to paragraph 26(1)(b), the Registrar shall send a notice of deposit of judgment to each solicitor of record for the case or to his agent.”

3. Subsection 41(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Application for
leave

“(2) An application for leave to appeal under this section shall be brought in accordance with paragraph 64(1)(a).”

c. 44 (1st
Supp.), s. 3

4. Section 45 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Applications for
leave to appeal

“45. (1) Notwithstanding any other Act of Parliament, an application to the Supreme Court for leave to appeal shall be made to the Court in writing and the Court shall

(a) grant the application if it is clear from the written material that the application comes within the provisions of section 41 and does not warrant an oral hearing;

(b) dismiss the application if it is clear from the written material that the

«27. (1) Dans le cas de l'application de l'alinéa 26(1)a), le juge présent à l'audition de la cause mais absent le jour où jugement est rendu peut signer une copie de l'exposé des motifs auxquels il souscrit ou remettre à un juge qui sera présent à l'audience publique l'exposé de ses propres motifs. Communication est faite à l'audience de l'un ou l'autre exposé avant sa transmission au registraire ou à l'arrêstiste de la Cour.»

Juge absent lors
du prononcé

(2) L'article 27 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

«(3) Dans le cas de l'application de l'alinéa 26(1)b), un juge présent à l'audition de la cause mais qui n'a pas écrit de motifs peut déposer, auprès du registraire, soit une copie, signée par lui, de l'exposé des motifs auxquels il souscrit, soit une attestation écrite de son assentiment à ces motifs.»

Assentiment ou
attestation en
cas de dépôt

(4) Dans le cas de l'application de l'alinéa 26(1)b), le registraire avise les procureurs inscrits au dossier, ou leurs correspondants, du dépôt visé à cet alinéa.»

Avis de la
remise du
jugement

3. Le paragraphe 41(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(2) Les demandes d'autorisation d'appel présentées au titre du présent article sont régies par l'alinéa 64(1)a).»

Demandes
d'autorisation
d'appel

4. L'article 45 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

ch. 44(1^{er}
suppl.), art. 3

«45. (1) Par dérogation à toute autre loi fédérale, toute demande d'autorisation d'appel est présentée par écrit à la Cour qui, selon le cas :

Demande
d'autorisation
d'appel

a) l'accueille si sa conformité avec l'article 41 ressort des conclusions écrites et si elle ne justifie pas la tenue d'une audience;

b) la rejette si sa non-conformité avec l'article 41 ressort des conclusions écrites et si elle ne justifie pas la tenue d'une audience;

40

This amendment would provide for the method by which a judge who has heard a case but is absent at the delivery in open court of judgment delivers his opinion.

Subsection 27(1) at present reads as follows:

“27. (1) *Any judge who has heard the case and is absent at the delivery of judgment, may hand his opinion in writing to any judge present at the delivery of judgment, to be read or announced in open court, and then to be left with the Registrar or reporter of the Court.*”

(2) This amendment is consequential on clause 1.

These amendments would provide for the method by which a judge who does not write an opinion signifies his concurrence with an opinion where judgment is deposited with the Registrar and would create a duty for the Registrar to notify the parties when a judgment is deposited.

Clause 3: This amendment is consequential on clause 5.

Subsection 41(2) at present reads as follows:

“(2) Leave to appeal under this section may be granted during the period fixed by section 64 or within thirty days thereafter or within such further extended time as the Supreme Court or a judge may either before or after the expiry of the thirty days fix or allow.”

Clause 4: These amendments would provide that the Court determine applications for leave to appeal on the written submissions of the parties unless it orders an oral hearing, would allow the court to fix the time within which an oral hearing must be held and would provide for quorum for applications for leave to appeal.

Section 45 at present reads as follows:

“45. Notwithstanding any other Act of the Parliament of Canada, all applications to the Supreme Court for leave to appeal thereto shall be *heard and determined* by the Court and any three judges of the Court constitute a quorum for the *purpose of hearing and determining such an application, except that* in the case of an application for leave to appeal from a judgment of a court

(a) quashing a conviction of an offence punishable by death, or

(b) dismissing an appeal against an acquittal of an offence punishable by death, including an acquittal in respect of a principal offence

Prévoit le mode de communication de l'opinion d'un juge présent à l'audition de la cause mais absent le jour où jugement est rendu en audience publique.

Texte actuel du paragraphe 27(1) :

«27. (1) *Un juge qui était présent à l'audition de la cause, mais qui est absent lors du prononcé du jugement, peut communiquer son opinion par écrit à un juge présent lorsque jugement est rendu, afin qu'il en soit donné lecture ou connaissance en audience publique, et qu'elle soit ensuite remise au registraire ou arrêviste de la Cour.*»

(2). — Découle de l'article 1.

Prévoit, dans le cas du dépôt du jugement, de quelle façon un juge qui n'écrit pas de motifs peut faire connaître son assentiment aux motifs d'un autre juge. Oblige le registraire à aviser les parties du dépôt de l'exposé du jugement.

Article 3. — Découle de l'article 5.

Texte actuel du paragraphe 41(2) :

«(2) L'autorisation d'appel aux termes du présent article *peut être accordée pendant la période fixée par l'article 64 ou dans les trente jours qui la suivent, ou dans tel autre délai prorogé que la Cour suprême ou un juge peut fixer ou accorder, soit avant, soit après l'expiration des trente jours.*»

Article 4. — Prévoit que la Cour suprême du Canada décide des demandes d'autorisation d'appel par l'examen des conclusions écrites à moins d'ordonner la tenue d'une audience et permet, le cas échéant, à la Cour de fixer le délai pour la tenue de l'audience. Fixe le quorum en l'espèce.

Texte actuel de l'article 45 :

«45. Nonobstant toute autre loi du Parlement du Canada, toutes les demandes d'autorisation d'appel à la Cour suprême adressées à cette dernière sont entendues et décidées par la Cour et trois juges de celle-ci forment quorum aux fins de l'audition et de la décision d'une telle demande, sauf que, dans le cas d'une demande d'autorisation d'appel du jugement d'une cour

a) annulant une déclaration de culpabilité d'une infraction punissable de mort, ou

b) rejetant un appel contre un acquittement d'infraction punissable de mort, y compris un acquittement à l'égard d'une infraction

	<p>application does not come within the provisions of section 41 and does not warrant an oral hearing; and</p> <p>(c) order an oral hearing to determine the application, in any other case. 5</p>	<p>c) ordonne, dans les autres cas, la tenue d'une audience pour en décider.</p>	
Time for oral hearing	<p>(2) Where the court makes an order for an oral hearing, the oral hearing shall be held within thirty days after the date of the order or such further time as the Court determines. 10</p>	<p>(2) Dans le cas où la Cour ordonne la tenue d'une audience, celle-ci doit être tenue dans les trente jours suivant la date de l'ordonnance ou dans le délai supplémentaire fixé par la Cour. 5</p>	Délai
Quorum	<p>(3) Any three judges of the Court constitute a quorum for the <u>consideration and determination</u> of an application for leave to appeal, whether or not an oral hearing is ordered. 15</p>	<p>(3) Trois juges <u>constituent le quorum</u> pour l'application du paragraphe (1) même si la Cour tient audience. 10</p>	Quorum
Exception	<p>(4) Notwithstanding subsection (3), five judges of the Court constitute a quorum in the case of an application for leave to appeal from a judgment of a court</p> <p>(a) quashing a conviction of an offence punishable by death; or 20</p> <p>(b) dismissing an appeal against an acquittal of an offence punishable by death, including an acquittal in respect of a principal offence where the accused has been convicted of an offence included in the principal offence." 25</p>	<p>(4) Par dérogation au paragraphe (3), cinq juges constituent le quorum lorsque la demande d'autorisation d'appel <u>concerne le jugement d'une cour</u> :</p> <p>a) annulant une déclaration de culpabilité dans le cas d'une infraction punissable par la peine de mort; 15</p> <p>b) rejetant l'appel d'un acquittement dans le cas d'une infraction punissable par la peine de mort, y compris le cas d'une infraction principale si l'accusé a été déclaré coupable d'une infraction incluse dans celle-ci." 20</p>	Exception au quorum
	<p>5. Section 64 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:</p>	<p>5. L'article 64 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 25</p>	
Time periods for appeals	<p>"64. (1) Subject to this Act or any other Act of Parliament, the following provisions with respect to time periods apply to proceedings in appeals:</p> <p>(a) in the case of an appeal for which leave to appeal is required, the notice of application for leave to appeal and all materials necessary for the application shall be served on all other parties to the case and filed with the Registrar of the Court within sixty days after the date of the judgment appealed from; and 40</p> <p>(b) in the case of an appeal for which leave to appeal is not required or in the case of an appeal for which leave to appeal is required and has been granted, a notice of appeal shall be served on all other parties to the case and filed with 45</p>	<p>«64. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi ou sous réserve de toute autre loi fédérale, les règles suivantes régissent les délais en matière d'appel :</p> <p>a) un avis de toute demande d'autorisation d'appel, accompagné de tous les documents utiles, doit être signifié à toutes les parties et déposé auprès du <u>registraire</u> dans les soixante jours suivant la date du jugement porté en appel; 30</p> <p>b) l'avis d'appel doit être signifié à toutes les parties et déposé auprès du registraire dans les trente jours suivant la date du jugement porté en appel, s'il s'agit d'un appel de plein droit, et dans les trente jours suivant la date du jugement accordant l'autorisation d'appel, si une demande à cette fin a été présentée. 40</p>	Délais

where the accused has been convicted of an offence included in the principal offence,
any five judges of the Court constitute a quorum.”

principale quand l'accusé a été déclaré coupable d'une infraction incluse dans l'*infraction principale*,
cinq juges de la Cour *forment* quorum.»

Clause 5: This amendment would set out the rules with respect to time periods for appeals and would provide for new time periods in civil and criminal appeals.

Section 64 at present reads as follows:

“64. (1) Except as otherwise provided, every appeal shall be brought within sixty days from the signing or entry or pronouncing of the judgment appealed from, but the months of July and August shall be excluded in the computation of the said sixty days.

(2) The appellant may appeal from the whole or any part of any judgment or order, and if he intends to limit the appeal, the notice of appeal shall so specify.”

Article 5. — Énonce les règles relatives aux délais d'appel et fixe de nouveaux délais applicables en matière civile et criminelle.

Texte actuel de l'article 64 :

«64. (1) Sauf disposition contraire, *tout* appel est interjeté dans les soixante jours *de la signature, de l'inscription ou* du prononcé du jugement *dont est*appel, mais les mois de juillet et d'août sont exclus du calcul *desdits* soixante jours.

(2) L'appellant peut appeler de la totalité ou d'une partie quelconque d'un jugement ou d'une ordonnance, et, s'il a l'intention de restreindre l'appel, l'avis d'appel doit le spécifier.»

the Registrar of the Court within thirty days after the date of the judgment appealed from or the date of the judgment granting leave, as the case may be.

Computation of time periods

(2) The months of July and August shall be excluded in the computation of a time period referred to in subsection (1).

Limited appeal

(3) The appellant may appeal from the whole or any part of any judgment or order, and if he intends to limit the appeal, 10 the notice of appeal shall so specify."

6. Subsection 65(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Extension of time for appeal

"65. (1) Notwithstanding anything in this Act or any other Act of Parliament, the court proposed to be appealed from or any judge thereof or the Supreme Court of Canada or any judge thereof may under special circumstances, either before or 20 after the expiration of a time period prescribed by section 64, extend that time period."

7. Subsection 103(4) of the said Act is repealed and the following substituted 25 therefor:

"(4) Copies of all rules and orders made under this section shall be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days after the making thereof on 30 which that House is sitting."

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

R.S., c. C-23

Competition Act

8. Subsection 30(3) of the *Competition Act* is repealed and the following substituted therefor:

"(3) The Attorney General or any 35 person against whom an order of prohibition or dissolution is made may appeal against the order or a refusal to make an order or the quashing of an order

(a) from a superior court of criminal 40 jurisdiction in the province to the court of appeal of the province;

Appeals

1974-75-76, c. 76, s. 11; 1986, c. 26, s. 28(3)(F)

(2) Les mois de juillet et d'août sont exclus du calcul des délais prévus par le paragraphe (1).

Calcul des délais

(3) L'appelant peut appeler de la totalité ou d'une partie quelconque d'un jugement ou d'une ordonnance, et, s'il a l'intention de restreindre l'appel, l'avis d'appel doit le spécifier.»

Appel restreint

6. Le paragraphe 65(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 10

«65. (1) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi ou à toute autre loi fédérale, la cour dont on se propose de porter le jugement en appel, ou l'un de ses juges, ou la Cour suprême du Canada, ou 15 l'un de ses juges, peut, dans des circonstances spéciales, proroger, avant ou après son expiration, tout délai visé par l'article 64.»

Prorogation du délai d'appel

7. Le paragraphe 103(4) de la même loi 20 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(4) Des copies de ces règles et ordonnances sont déposées devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant leur 25 adoption.»

Dépôt des règles devant le Parlement

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Loi sur la concurrence

8. Le paragraphe 30(3) de la *Loi sur la concurrence* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(3) Le procureur général ou toute per- 30 sonne contre qui est rendue une ordonnance d'interdiction ou de dissolution peut interjeter appel de l'ordonnance, d'un refus de rendre une ordonnance ou de l'annulation d'une ordonnance :

a) d'une cour supérieure de juridiction criminelle dans la province, à la cour d'appel de la province;

S.R., ch. C-23

1974-75-76, ch. 76, art. 11; 1986, ch. 26, par. 28(3) (F)

Appels

Clause 6: This amendment is consequential on clause 5.

Subsection 65(1) at present reads as follows:

“65. (1) Notwithstanding anything in this Act, the court proposed to be appealed from or any judge thereof or the Supreme Court of Canada or any judge thereof may under special circumstances, either before or after the expiry of *the time* prescribed by section 64, extend *the time within which the appeal may be brought*.”

Clause 7: This amendment would provide for the time within which rules and orders must be laid before the two Houses of Parliament.

Subsection 103(4) at present reads as follows:

“(4) Copies of all *such* rules and orders shall be laid before *both Houses of Parliament at the session next* after the making thereof.”

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

Competition Act

Clause 8: This amendment would abolish appeals as of right and would have the effect of making applicable to the *Competition Act* the time periods contained in the *Supreme Court Act*.

Subsection 30(3) at present reads as follows:

“(3) The Attorney General or any person against whom an order of prohibition or dissolution is made may appeal against the order or a refusal to make an order or the quashing of an order

(a) from a superior court of criminal jurisdiction in the province to the court of appeal of the province,

(b) from the Federal Court — Trial Division to the Federal Court of Appeal, and

(c) from the court of appeal of the province or the Federal Court of Appeal to the Supreme Court of Canada

Article 6. — Découle de l'article 5.

Texte actuel du paragraphe 65(1) :

«65. (1) Nonobstant *toute* disposition de la présente loi, la cour dont on se propose de porter jugement en appel, ou l'un de ses juges, ou la Cour suprême du Canada, ou l'un de ses juges, peut, dans des circonstances spéciales, avant ou après l'expiration de la période prescrite par l'article 64, proroger le délai dans lequel l'appel peut être interjeté.»

Article 7. — Prévoit un délai fixe pour le dépôt des règles et ordonnances devant le Parlement.

Texte actuel du paragraphe 103(4) :

«(4) Des copies de ces règles et ordonnances sont *soumises aux deux Chambres* du Parlement, au cours de la session qui suit immédiatement leur adoption.»

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Loi sur la concurrence

Article 8. — Supprime l'appel de plein droit et rend applicables les délais d'appel prévus par la *Loi sur la Cour suprême*.

Texte actuel du paragraphe 30(3) :

«(3) Le procureur général ou toute personne contre qui est rendue une ordonnance d'interdiction ou de dissolution peut interjeter appel de l'ordonnance, d'un refus de rendre une ordonnance ou de l'annulation d'une ordonnance,

a) d'une cour supérieure de juridiction criminelle dans la province, à la cour d'appel de la province,

b) de la Division de première instance de la Cour fédérale, à la Cour d'appel fédérale, et

c) de la cour d'appel de la province ou de la Cour d'appel fédérale, à la Cour suprême du Canada

(b) from the Federal Court — Trial Division to the Federal Court of Appeal; and

(c) from the court of appeal of the province or the Federal Court of Appeal to the Supreme Court of Canada. 5

Appeals to
courts of appeal
and Federal
Court

(3.1) An appeal pursuant to paragraph (3)(a) or (b) may be brought on any ground that involves a question of law or, if leave to appeal is granted by the court 10 appealed to within twenty-one days after the judgment appealed from is pronounced or within such extended time as the court appealed to or a judge thereof for special reasons allows, on any ground that appears 15 to that court to be a sufficient ground of appeal.

Appeals to
Supreme Court
of Canada

(3.2) An appeal pursuant to paragraph (3)(c) may, with the leave of the Supreme Court of Canada, be brought on any 20 ground that appears to that Court to be a sufficient ground for appeal."

R.S., c. C-28

Dominion Controverted Elections Act

9. Section 63 of the *Dominion Controverted Elections Act* is repealed and the following substituted therefor:

Appeal

"63. An appeal lies only after the final decision of the court after the trial of an election petition and if any party is dissatisfied with that decision, an appeal lies to the Supreme Court of Canada, with the 30 leave of that Court, from the judgment or decision, on any question of law or fact, of the judges who tried the petition."

R.S., c. C-34

Criminal Code

10. Section 611 of the *Criminal Code* is repealed and the following substituted 35 therefor:

Legal
assistance for
appellant

"611. (1) A court of appeal or a judge of that court may, at any time, assign counsel to act on behalf of an accused who is a party to an appeal or to proceedings 40 preliminary or incidental to an appeal

b) de la Division de première instance de la Cour fédérale, à la Cour d'appel fédérale;

c) de la cour d'appel de la province ou de la Cour d'appel fédérale, à la Cour 5 suprême du Canada.

(3.1) Un appel peut être interjeté, aux titres des alinéas (3)a) ou b) pour tout motif comportant une question de droit ou, si la permission d'interjeter appel est 10 accordée par la cour auprès de laquelle l'appel est interjeté dans les vingt et un jours suivant le prononcé du jugement dont permission d'en appeler est demandée ou dans le délai prolongé qu'accorde, pour 15 des raisons spéciales, la cour auprès de laquelle l'appel est interjeté ou un juge de ladite cour, pour tout motif que celle-ci estime suffisant.

(3.2) Un appel peut être interjeté, au 20 titre de l'alinéa (3)c), avec l'autorisation de la Cour suprême, pour tout motif que cette Cour estime suffisant."

Motifs d'appel :
Cour d'appel
Cour fédérale

Motifs d'appel
à la Cour
suprême

Loi sur les élections fédérales contestées

S.R., ch. C-28

9. L'article 63 de la *Loi sur les élections fédérales contestées* est abrogé et remplacé 25 par ce qui suit :

"63. Appel peut être interjeté seulement lorsque la cour a rendu une décision définitive après l'instruction d'une pétition d'élection. Si une partie n'est pas satisfaite 30 de cette décision, appel peut être interjeté devant la Cour suprême du Canada, avec l'autorisation de cette Cour, du jugement ou de la décision, sur une question de droit ou de fait, des juges qui ont présidé à 35 l'instruction de la pétition."

Appel

Code criminel

S.R., ch. C-34

10. L'article 611 du *Code criminel* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"611. (1) Une cour d'appel, ou un juge de cette cour, peut à tout moment désigner 40 un avocat pour agir au nom d'un accusé qui est partie à un appel ou à des procédures préliminaires ou accessoires à un appel,

Assistance d'un
avocat

as the case may be, upon any ground that involves a question of law or, if leave to appeal is granted by the court appealed to within twenty-one days after the judgment appealed from is pronounced or within such extended time as the court appealed to or a judge thereof for special reasons allows, on any ground that appears to that court to be a sufficient ground of appeal.”

selon le cas, pour tout motif comportant une question de droit ou, si la permission d'interjeter appel est accordée par la cour auprès de laquelle l'appel est interjeté dans les vingt et un jours du jugement dont est appel ou dans le délai prolongé qu'accorde, pour des raisons spéciales, la cour auprès de laquelle l'appel est interjeté ou un juge de ladite cour, pour tout motif que ladite cour estime un motif suffisant d'appel.»

Dominion Controverted Elections Act

Clause 9: This amendment would abolish appeals as of right to the Supreme Court of Canada.

Section 63 at present reads as follows:

“63. An appeal lies only after the final decision of the court after the trial of an election petition and if any party is dissatisfied with *such* decision, an appeal lies to the Supreme Court of Canada from the judgment or decision on any question of law or of fact of the judges who tried the petition.”

Criminal Code

Clause 10: These amendments are consequential on the new section 622.1 proposed by clause 14.

The amendment to subsection (1) would substitute the word “assistance” for the word “aid” in the phrase “legal aid”.

The new subsections (2) and (3) would provide for payment of fees of counsel assigned under subsection (1) and provide for taxation of fees if necessary.

Loi sur les élections fédérales contestées

Article 9. — Supprime l'appel de plein droit devant la Cour suprême du Canada.

Texte actuel de l'article 63 :

«63. Appel peut être interjeté seulement lorsque la cour a rendu une décision définitive après l'instruction d'une pétition d'élection. Si une partie n'est pas satisfaite de cette décision, appel peut être interjeté à la Cour suprême du Canada du jugement ou de la décision, sur une question de droit ou de fait, des juges qui ont présidé à l'instruction de la pétition.»

Code criminel

Article 10. — Substitue le mot «assistance» au mot «aide» dans l'expression «aide d'un avocat» pour éviter toute équivoque avec l'expression «aide juridique» utilisée au nouveau paragraphe 622.1(2).

Fixe les modalités de paiement des honoraires et des dépenses de l'avocat désigné au titre de l'article 611 et prévoit la taxation de ces honoraires ou dépenses en cas de désaccord.

where, in the opinion of the court or judge, it appears desirable in the interests of justice that the accused should have legal assistance and where it appears that the accused has not sufficient means to obtain that assistance.

Counsel fees and disbursements

(2) Where counsel is assigned pursuant to subsection (1) and legal aid is not granted to the accused pursuant to a provincial legal aid program, the fees and disbursements of counsel shall be paid by the Attorney General who is the appellant or respondent, as the case may be, in the appeal.

Taxation of fees and disbursements

(3) Where subsection (2) applies and where counsel and the Attorney General cannot agree on fees or disbursements of counsel, the Attorney General or his representative or the counsel may apply to the registrar of the court of appeal and the registrar may tax the disputed fees and disbursements."

1974-75-76, c. 105, s. 18(1)

11. Section 618 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Appeal from conviction

"618. (1) A person who is convicted of an indictable offence and whose conviction is affirmed by the court of appeal may, with the leave of the Supreme Court of Canada, appeal to that Court on any question of law.

Appeal where acquittal set aside

(2) A person
(a) who is acquitted of an indictable offence other than by reason of the special verdict of not guilty on account of insanity and whose acquittal is set aside by the court of appeal, or
(b) who is tried jointly with a person referred to in paragraph (a) and is convicted and whose conviction is sustained by the court of appeal
may, with the leave of the Supreme Court of Canada, appeal to that Court on any question of law."

12. Subsection 620(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

lorsque, suivant l'opinion de la cour ou du juge, il paraît désirable dans l'intérêt de la justice que l'accusé soit pourvu d'un avocat et lorsqu'il appert que l'accusé n'a pas les moyens requis pour obtenir l'assistance d'un avocat.

(2) Dans le cas où l'accusé ne bénéficie pas de l'aide juridique prévue par un régime provincial, le procureur général en cause paie les honoraires et les dépenses de l'avocat désigné au titre du paragraphe (1).

(3) Dans le cas de l'application du paragraphe (2), le registraire peut, sur demande du procureur général, de son représentant ou de l'avocat, taxer les honoraires et les dépenses de l'avocat si le procureur général et ce dernier ne s'entendent pas sur leur montant."

11. L'article 618 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"618. (1) Une personne déclarée coupable d'un acte criminel et dont la condamnation est confirmée par la cour d'appel peut interjeter appel à la Cour suprême du Canada, avec l'autorisation de cette Cour, sur toute question de droit.

(2) Une personne :
a) qui est acquittée de l'accusation d'un acte criminel autrement qu'en raison du verdict spécial de non-culpabilité pour cause d'aliénation mentale et dont l'acquiescement est annulé par la cour d'appel, ou
b) qui est jugée conjointement avec une personne mentionnée à l'alinéa a) et est déclarée coupable et dont la condamnation est maintenue par la cour d'appel, peut interjeter appel devant la Cour suprême du Canada, avec l'autorisation de cette Cour, sur toute question de droit."

12. Le paragraphe 620(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Honoraires et dépenses

Taxation des honoraires et des dépenses

1974-75-76, ch. 105, par. 18(1)

Appel d'une déclaration de culpabilité

Appel lorsque l'acquiescement est annulé

Clauses 11 to 13: These amendments would ensure that the rules with respect to time periods in the *Supreme Court Act* apply to criminal appeals and would abolish appeals as of right.

Section 618, subsection 620(3) and section 621 at present read as follows:

“618. (1) A person who is convicted of an indictable offence and whose conviction is affirmed by the court of appeal may appeal to the Supreme Court of Canada

(a) on any question of law on which a judge of the court of appeal dissents, or

(b) on any question of law, if leave to appeal is granted by the Supreme Court of Canada within twenty-one days after the judgment appealed from is pronounced or within such extended time as the Supreme Court of Canada or a judge thereof may, for special reasons, allow.

(2) A person

(a) who is acquitted of an indictable offence other than by reason of the special verdict of not guilty on account of insanity and whose acquittal is set aside by the court of appeal, or

(b) who is tried jointly with a person referred to in paragraph (a) and is convicted and whose conviction is sustained by the court of appeal,

may appeal to the Supreme Court of Canada on a question of law.

...

(3) An appeal under subsection (1) or (2) may be

(a) on any question of law on which a judge of the court of appeal dissents, or

(b) on any question of law, if leave to appeal is granted by the Supreme Court of Canada within twenty-one days after the judgment appealed from is pronounced or within such extended time as the

Articles 11 à 13. — Assurent l'application des délais d'appel prévus par la *Loi sur la Cour suprême* en matière criminelle. Suppriment l'appel de plein droit.

Texte actuel de l'article 618, du paragraphe 620(3), et de l'article 621 :

«618. (1) La personne déclarée coupable d'un acte criminel et dont la condamnation est confirmée par la cour d'appel peut interjeter appel à la Cour suprême du Canada

a) sur toute question de droit au sujet de laquelle un juge de la cour d'appel est dissident, ou

b) sur toute question de droit, si l'autorisation d'appel est accordée par la Cour suprême du Canada dans un délai de vingt et un jours après qu'a été prononcé le jugement dont il est interjeté appel ou dans tel délai supplémentaire que la Cour suprême du Canada, ou l'un de ses juges, peut accorder pour des raisons spéciales.

(2) Une personne

a) qui est acquittée de l'accusation d'un acte criminel autrement qu'en raison du verdict spécial de non-culpabilité pour cause d'aliénation mentale et dont l'acquittement est annulé par la cour d'appel, ou

(i) autre qu'une infraction punissable de la peine de mort, ou

(ii) autrement qu'en raison du verdict spécial de non-culpabilité pour cause d'aliénation mentale,

et dont l'acquittement est annulé par la cour d'appel, ou

b) qui est jugée conjointement avec une personne mentionnée à l'alinéa a) et est déclarée coupable et dont la condamnation est maintenue par la cour d'appel peut interjeter appel devant la Cour suprême du Canada sur une question de droit.

...

(3) Un appel interjeté en vertu du paragraphe (1) ou (2) peut porter

a) sur toute question de droit au sujet de laquelle un juge de la cour d'appel est dissident, ou

Grounds of appeal	“(3) An appeal under subsection (1) or (2) may be on any question of law, if leave to appeal is granted by the Supreme Court of Canada.”	«(3) Un appel en vertu des paragraphes (1) ou (2) peut être interjeté sur toute question de droit si l'autorisation d'appel est accordée par la Cour suprême du Canada.»	Motifs d'appel
1985, c. 19, s. 145	13. Section 621 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:	5 13. L'article 621 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	1985, ch. 19, art. 145
Appeal by Attorney General	“621. (1) Where a judgment of a court of appeal sets aside a conviction pursuant to an appeal taken under section 603 or 604 or dismisses an appeal taken pursuant to paragraph 605(1)(a), (b) or (c) or subsection 605(3), the Attorney General may, with the leave of the Supreme Court of Canada, appeal to that Court on any question of law.	10 15 «621. (1) Lorsqu'un jugement d'une cour d'appel annule une déclaration de culpabilité par suite d'un appel interjeté 10 aux termes de l'article 603 ou 604 ou rejette un appel interjeté aux termes de l'alinéa 605(1)a), b) ou c) ou du paragraphe 605(3), le procureur général peut interjeter appel devant la Cour suprême du 15 Canada, avec l'autorisation de cette Cour, sur toute question de droit.	Appel par le procureur général
Terms	(2) Where leave to appeal is granted under subsection (1), the Supreme Court of Canada may impose such terms as it sees fit.”	(2) Lorsque l'autorisation d'appel est accordée aux termes du paragraphe (1), la Cour suprême du Canada peut imposer les 20 conditions qu'elle estime indiquées.»	Conditions
Notice of appeal	14. Section 622 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:	14. L'article 622 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
	“622. No appeal lies to the Supreme Court of Canada unless notice of appeal in writing is served by the appellant on the respondent in accordance with the 25 <i>Supreme Court Act</i> .	«622. Il n'est ouvert aucun appel à la Cour suprême du Canada à moins que 25 l'appelant ne signifie à l'intimé un avis d'appel par écrit, conformément à la <i>Loi sur la Cour suprême du Canada</i> .	Avis d'appel
Legal assistance for accused	622.1 (1) The Supreme Court of Canada or a judge thereof may, at any time, assign counsel to act on behalf of an accused who is a party to an appeal to the 30 Court or to proceedings preliminary or incidental to an appeal to the Court where, in the opinion of the Court or judge, it appears desirable in the interests of justice that the accused should have legal assist- 35 ance and where it appears that the accused has not sufficient means to obtain that assistance.	622.1 (1) La Cour suprême du Canada, ou un juge de cette cour, peut à tout 30 moment désigner un avocat pour agir au nom d'un accusé qui est partie à un appel ou à des procédures préliminaires ou accessoires à un appel devant elle, lorsque, suivant l'opinion de la Cour ou du juge, il 35 paraît désirable dans l'intérêt de la justice que l'accusé soit pourvu d'un avocat et lorsqu'il appert que l'accusé n'a pas les moyens requis pour obtenir l'assistance d'un avocat. 40	Assistance d'un avocat
Counsel fees and disbursements	(2) Where counsel is assigned pursuant to subsection (1) and legal aid is not grant- 40 ed to the accused pursuant to a provincial legal aid program, the fees and disbursements of counsel shall be paid by the Attorney General who is the appellant or respondent, as the case may be, in the 45 appeal.	(2) Dans le cas où l'accusé ne bénéficie pas de l'aide juridique prévue par un régime provincial, le procureur général en cause paie les honoraires et les dépenses de l'avocat désigné au titre du paragra- 45 phe (1).	Honoraires et dépenses

Supreme Court of Canada or a judge thereof may, for special reasons, allow.

621. (1) Where a judgment of a court of appeal sets aside a conviction pursuant to an appeal taken under section 603 or dismisses an appeal taken pursuant to paragraph 605(1)(a), (b) or (c) or subsection 605(3), the Attorney General may appeal to the Supreme Court of Canada

(a) on any question of law on which a judge of the court of appeal dissents, or

(b) on any question of law, if leave to appeal is granted by the Supreme Court of Canada within twenty-one days after the judgment appealed from is pronounced or within such extended time as the Supreme Court of Canada or a judge thereof may, for special reasons, allow.

(2) Where leave to appeal is granted under paragraph (1)(b), the Supreme Court of Canada may impose such terms as it sees fit."

b) sur toute question de droit, si l'autorisation d'appel est accordée par la Cour suprême du Canada dans un délai de vingt et un jours après qu'a été prononcé le jugement dont appellest interjeté ou dans tel délai supplémentaire que la Cour suprême du Canada ou l'un de ses juges peut accorder pour des raisons spéciales.

621. (1) Lorsqu'un jugement d'une cour d'appel annule une déclaration de culpabilité par suite d'un appel interjeté aux termes de l'article 603 ou rejette un appel interjeté aux termes de l'alinéa 605(1)a, b) ou c) ou du paragraphe 605(3), le procureur général peut interjeter appel devant la Cour suprême du Canada

a) sur toute question de droit au sujet de laquelle un juge de la cour d'appel est dissident, ou

b) sur toute question de droit, si l'autorisation d'appel est accordée par la Cour suprême du Canada dans un délai de vingt et un jours après qu'a été prononcé le jugement dont il est interjeté appel ou dans tel délai supplémentaire que la Cour suprême du Canada, ou l'un de ses juges, peut accorder pour des raisons spéciales.

(2) Lorsque l'autorisation d'appel est accordée aux termes de l'alinéa (1)b), la Cour suprême du Canada peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.»

Clause 14: This amendment is consequential on clause 5.

The amendment to section 622 of the *Criminal Code* would ensure that the rules with respect to time periods in the *Supreme Court Act* apply to criminal appeals.

The new section 622.1 would allow the Supreme Court to assign counsel to an accused in certain circumstances and would provide for payment of counsel fees and taxation of fees if necessary.

The new section 622.2 would provide for the right of an appellant to attend the hearing of his appeal and for the exceptions to that right.

Section 622 at present reads as follows:

“**622.** No appeal lies to the Supreme Court of Canada unless notice of appeal in writing is served by the appellant upon the respondent within fifteen days

(a) after the judgment of the court of appeal is pronounced where the appeal may be taken without leave, or

(b) after leave to appeal is granted, where leave is required, unless before or after the expiration of that period further time is allowed by the Supreme Court of Canada or a judge thereof.”

Article 14. — Découle de l'article 5.

Assure l'application des délais d'appel prévus par la *Loi sur la Cour suprême*, en matière criminelle.

Le nouvel article 622.1 permet à la Cour de désigner un avocat pour représenter un accusé dans certaines circonstances et fixe les modalités de paiement de ses honoraires et dépenses et de leur taxation en cas de désaccord.

Le nouvel article 622.2 prévoit le droit de l'appellant d'être présent à l'audition de son appel par la Cour et apporte des restrictions à ce droit.

Texte actuel de l'article 622 :

«**622.** Il n'est ouvert aucun appel à la Cour suprême du Canada à moins que l'appellant ne signifie à l'intimé un avis d'appel par écrit, dans les quinze jours

a) après que le jugement de la cour d'appel est prononcé, si l'appel peut être interjeté sans autorisation, ou

b) après qu'est accordée l'autorisation d'appeler, si elle est requise, sauf si, avant ou après l'expiration de ce délai, la Cour suprême du Canada ou un de ses juges accorde un délai supplémentaire.»

Taxation of fees
and disburse-
ments

(3) Where subsection (2) applies and where counsel and the Attorney General cannot agree on fees or disbursements of counsel, the Attorney General or his representative or the counsel may apply to the Registrar of the Supreme Court of Canada, and the Registrar may tax the disputed fees and disbursements. 5

(3) Dans le cas de l'application du paragraphe (2), le registraire peut, sur demande du procureur général, de son représentant ou de l'avocat, taxer les honoraires et les dépenses de l'avocat si le procureur général et ce dernier ne s'entendent pas sur leur montant. 5

Taxation des
honoraires et
des dépenses

Right of
appellant to
attend

622.2 (1) Subject to subsection (2), an appellant who is in custody is entitled, if he desires, to be present at the hearing of an appeal to the Supreme Court of Canada. 10

622.2 (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'appellant qui est sous garde a droit, s'il le désire, d'être présent à l'audition de l'appel devant la Cour suprême du Canada. 10

Droit de
l'appellant
d'être présent

Appellant
represented by
counsel

(2) An appellant who is in custody and who is represented by counsel is not entitled to be present before the Supreme Court of Canada 15

(2) L'appellant qui est sous garde et qui est représenté par un avocat n'a pas le droit d'être présent devant la Cour suprême du Canada : 15

Appellant
représenté par
avocat

(a) on an application for leave to appeal,

a) lors de la demande d'autorisation d'appel,

(b) on any proceedings that are preliminary or incidental to an appeal, or 20

b) lors des procédures préliminaires ou accessoires à l'appel, ou 20

(c) at the hearing of the appeal, unless rules of court provide that he is entitled to be present or the Supreme Court of Canada or a judge thereof gives him leave to be present." 25

c) lors de l'audition de l'appel, à moins que les règles de la Cour ne déclarent qu'il a droit d'être présent ou que la Cour suprême ou un de ses juges ne l'autorise à être présent.» 25

R.S., c. N-4

National Defence Act

c. 44 (1st
Suppl.), s. 10

15. Subsections 208(1) and (2) of the *National Defence Act* are repealed and the following substituted therefor:

Loi sur la défense nationale

S.R., ch. N-4

15. Les paragraphes 208(1) et (2) de la *Loi sur la défense nationale* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

ch. 44 (1^{er}
suppl.), art. 10

Appeal by
accused

“**208.** (1) A person whose appeal has been wholly or partially dismissed by the Court Martial Appeal Court may, with the leave of the Supreme Court of Canada, appeal to that Court against the decision of the Court Martial Appeal Court on any question of law. 30 35

«**208.** (1) Une personne dont l'appel a été entièrement ou partiellement rejeté par la Cour d'appel des cours martiales peut en appeler à la Cour suprême du Canada, avec l'autorisation de cette Cour, sur une question de droit, de la décision de la Cour d'appel des cours martiales. 30 35

Appel émanant
de l'accusé

Exception

(1.1) Notwithstanding subsection (1), a person whose appeal has been wholly or partially dismissed by the Court Martial Appeal Court may appeal against that decision to the Supreme Court of Canada, without leave, on any question of law if, at the time he files his notice of appeal to the Supreme Court of Canada, he is subject to a punishment of death. 40 45

(1.1) Nonobstant le paragraphe (1), une personne dont l'appel a été entièrement ou partiellement rejeté par la Cour d'appel des cours martiales peut en appeler de plein droit, à la Cour suprême du Canada, de cette décision, sur une question de droit si, au moment où elle dépose son avis d'appel devant cette cour, elle est l'objet d'une peine de mort. 40

Exception

National Defence Act

Clause 15: This amendment would ensure that the rules with respect to time periods in the *Supreme Court Act* apply to appeals from decisions of the Court Martial Appeal Court and would abolish appeals as of right.

The new subsection 208(1.1) would provide for appeals as of right to the Supreme Court of Canada from judgments of the Court Martial Appeal Court confirming judgments of courts martial in cases involving sentences of death.

Subsections 208(1) and (2) at present read as follows:

“208. (1) A person whose appeal has been wholly or partially dismissed by the Court Martial Appeal Court may appeal to the Supreme Court of Canada against the decision of the Court Martial Appeal Court

(a) on any question of law on which a judge of the Court Martial Appeal Court dissents, or

(b) on any question of law if leave to appeal is granted by the Supreme Court of Canada within thirty days after the decision of the Court Martial Appeal Court or within such extended time as the Supreme Court of Canada, or a judge thereof, may for special reasons allow.

Loi sur la défense nationale

Article 15. — Assure l'application des délais prévus par la *Loi sur la Cour suprême* aux appels interjetés à l'encontre des décisions de la Cour d'appel des cours martiales. Supprime l'appel de plein droit.

Le nouveau paragraphe 208(1.1) permet à une personne condamnée à mort par une cour martiale et dont l'appel a été en tout ou en partie rejeté par la Cour d'appel des cours martiales d'interjeter appel de plein droit devant la Cour suprême du Canada.

Texte actuel des paragraphes 208(1) et (2) :

«208. (1) Une personne dont l'appel a été entièrement ou partiellement rejeté par la Cour d'appel des cours martiales peut appeler à la Cour suprême du Canada de la décision de la Cour d'appel des cours martiales

a) sur toute question de droit au sujet de laquelle un juge de la Cour d'appel des cours martiales est dissident, ou

b) sur toute question de droit, si l'autorisation d'appel est accordée par la Cour suprême du Canada dans un délai de trente jours après la décision de la Cour d'appel des cours martiales, ou dans tel délai supplémentaires que la Cour suprême du Canada ou un juge de cette cour peut admettre pour des raisons spéciales.

Appeal by
Minister

(2) Where the Court Martial Appeal Court has wholly or partially allowed an appeal, the Minister may, with the leave of the Supreme Court of Canada, appeal to that Court against the decision of the Court Martial Appeal Court on any question of law."

5

(2) Lorsque la Cour d'appel des cours martiales a admis un appel entièrement ou partiellement, le Ministre peut en appeler à la Cour suprême du Canada, avec l'autorisation de cette Cour, sur une question de droit, de la décision de la Cour d'appel des cours martiales.»

Appel émanant
du Ministre

5

TRANSITIONAL PROVISION

Transitional

16. Any person who, but for this Act, would have had a right to appeal to the Supreme Court of Canada without leave has that right to appeal without leave where the appeal to the Supreme Court of Canada is from a judgment, decision or order rendered or made before the coming into force of this Act by a court of appeal, Court Martial Appeal Court or, in the case of an appeal under the *Dominion Controverted Elections Act*, a court that has tried an election petition.

10

15

DISPOSITION TRANSITOIRE

Disposition
transitoire

16. La présente loi n'a pas pour effet de porter atteinte au droit d'interjeter un appel de plein droit devant la Cour suprême du Canada lorsque cet appel porte sur une décision ou ordonnance rendue, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, par une cour d'appel, par la Cour d'appel des cours martiales ou par la cour qui a statué sur une pétition d'élection lorsque l'appel est interjeté aux termes de la *Loi sur les élections fédérales contestées*.

15

COMING INTO FORCE

Coming into
force

17. This Act or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

20

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en
vigueur

17. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.

20

(2) Where the Court Martial Appeal Court has wholly or partially allowed an appeal, the Minister may appeal to the Supreme Court of Canada against the decision of the Court Martial Appeal Court

(a) on any question of law on which a judge of the Court Martial Appeal Court dissents, or

(b) on any question of law if leave to appeal is granted by the Supreme Court of Canada within thirty days after the decision of the Court Martial Appeal Court or within such extended time as the Supreme Court of Canada, or a judge thereof, may for special reasons allow.”

(2) Lorsque la Cour d'appel des cours martiales a admis un appel entièrement ou partiellement, le Ministre peut interjeter appel à la Cour suprême du Canada contre la décision de la Cour d'appel des cours martiales

a) sur toute question de droit au sujet de laquelle un juge de la Cour d'appel des cours martiales est dissident, ou

b) sur toute question de droit, si l'autorisation d'appel est accordée par la Cour suprême du Canada dans un délai de trente jours après la décision de la Cour d'appel des cours martiales ou dans tel délai supplémentaire que la Cour suprême du Canada ou un juge de cette cour peut admettre pour des raisons spéciales.»



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

C-53

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-53

An Act to amend the Supreme Court Act and to amend
various other Acts in consequence thereof

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
OCTOBER 23, 1987**

C-53

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-53

Loi modifiant la Loi sur la Cour suprême et apportant des
modifications corrélatives à d'autres lois

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 23 OCTOBRE 1987**



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-53

PROJET DE LOI C-53

An Act to amend the Supreme Court Act
and to amend various other Acts in
consequence thereof

Loi modifiant la Loi sur la Cour suprême et
apportant des modifications corrélatives
à d'autres lois

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. S-19; c.
44 (1st Supp.);
1974-75-76, cc.
18, 19;
1976-77, cc.
25, 28

SUPREME COURT ACT

LOI SUR LA COUR SUPRÊME

S.R., ch. S-19;
ch. 44(1^{er}
suppl.);
1974-75-76, ch.
18, 19;
1976-77, ch.
25, 28

1. Section 26 of the *Supreme Court Act* is
repealed and the following substituted
therefor:

1. L'article 26 de la *Loi sur la Cour*
5 *suprême* est abrogé et remplacé par ce qui 5
suit :

Delivery of
judgment

"26. (1) A judgment of the Supreme
Court may be delivered

- (a) in open court; or
- (b) by depositing with the Registrar, for 10
each judge who has heard the case, a
written opinion, a copy, signed by the
judge, of the written opinion with which
the judge concurs or a statement certify-
ing the judge's concurrence. 15

"26. (1) La Cour peut rendre son juge-
ment de l'une des façons suivantes :

- a) en audience publique;
- b) par le dépôt, auprès du registraire, 10
soit de l'exposé des motifs de chaque
juge présent à l'audition de la cause, soit
d'une copie, signée par celui-ci, de l'ex-
posé des motifs d'un autre juge auquel il
souscrit ou d'une attestation écrite de 15
son assentiment à ces motifs.

Prononcé du
jugement

Idem

(2) Where a judgment is delivered pur-
suant to paragraph (1)(a), a majority of
the judges who have heard the case shall
be present."

(2) Dans le cas où jugement est rendu
au titre de l'alinéa (1)a), la majorité des
juges qui étaient présents à l'audition de la
cause doivent être présents.» 20

Prononcé du
jugement

2. (1) Subsection 27(1) of the said Act is 20
repealed and the following substituted
therefor:

2. (1) Le paragraphe 27(1) de la même loi
est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Opinion of
absent judge

“27. (1) A judge who has heard a case for which judgment is delivered pursuant to paragraph 26(1)(a) and who is absent from the delivery of judgment may sign a copy of the opinion with which the judge concurs or, where the judge has written an opinion, give the opinion to a judge present at the delivery of judgment, which concurrence or opinion shall be announced or read in open court and then left with the Registrar or reporter of the Court.”

(2) Section 27 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:

Concurrence

“(3) A judge who has heard a case for which judgment is delivered pursuant to paragraph 26(1)(b) and who has not written an opinion may sign and deposit with the Registrar a copy of the opinion with which the judge concurs or a statement certifying concurrence with an opinion.”

Notice of
deposit of
judgment

(4) Where judgment is delivered in a case pursuant to paragraph 26(1)(b), the Registrar shall send notices of the deposit of judgment to the solicitors of record for the case or their agents.

3. Subsection 41(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Application for
leave

“(2) An application for leave to appeal under this section shall be brought in accordance with paragraph 64(1)(a).”

c. 44 (1st
Suppl.), s. 3

4. Section 45 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Applications for
leave to appeal

“45. (1) Notwithstanding any other Act of Parliament, an application to the Supreme Court for leave to appeal shall be made to the Court in writing and the Court shall

(a) grant the application if it is clear from the written material that the application comes within the provisions of section 41 and does not warrant an oral hearing;

(b) dismiss the application if it is clear from the written material that the

«27. (1) Dans le cas de l'application de l'alinéa 26(1)a), le juge présent à l'audition de la cause mais absent le jour où jugement est rendu peut signer une copie de l'exposé des motifs auxquels il souscrit ou remettre à un juge qui sera présent à l'audience publique l'exposé de ses propres motifs. Communication est faite à l'audience de l'un ou l'autre exposé avant sa transmission au registraire ou à l'arrêviste de la Cour.»

(2) L'article 27 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Juge absent lors
du prononcé

«(3) Dans le cas de l'application de l'alinéa 26(1)b), un juge présent à l'audition de la cause mais qui n'a pas écrit de motifs peut déposer, auprès du registraire, soit une copie, signée par lui, de l'exposé des motifs auxquels il souscrit, soit une attestation écrite de son assentiment à ces motifs.»

Assentiment ou
attestation en
cas de dépôt

(4) Dans le cas de l'application de l'alinéa 26(1)b), le registraire avise les procureurs inscrits au dossier, ou leurs correspondants, du dépôt visé à cet alinéa.»

Avis de la
remise du
jugement

3. Le paragraphe 41(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(2) Les demandes d'autorisation d'appel présentées au titre du présent article sont régies par l'alinéa 64(1)a).»

Demandes
d'autorisation
d'appel

4. L'article 45 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

ch. 44(1^{er}
suppl.), art. 3

«45. (1) Par dérogation à toute autre loi fédérale, toute demande d'autorisation d'appel est présentée par écrit à la Cour qui, selon le cas :

Demande
d'autorisation
d'appel

a) l'accueille si sa conformité avec l'article 41 ressort des conclusions écrites et si elle ne justifie pas la tenue d'une audience;

b) la rejette si sa non-conformité avec l'article 41 ressort des conclusions écrites et si elle ne justifie pas la tenue d'une audience;

40

application does not come within the provisions of section 41 and does not warrant an oral hearing; and

(c) order an oral hearing to determine the application, in any other case. 5

Time for oral hearing

(2) Where the court makes an order for an oral hearing, the oral hearing shall be held within thirty days after the date of the order or such further time as the Court determines. 10

Quorum

(3) Any three judges of the Court constitute a quorum for the consideration and determination of an application for leave to appeal, whether or not an oral hearing is ordered. 15

Exception

(4) Notwithstanding subsection (3), five judges of the Court constitute a quorum in the case of an application for leave to appeal from a judgment of a court

(a) quashing a conviction of an offence punishable by death; or

(b) dismissing an appeal against an acquittal of an offence punishable by death, including an acquittal in respect of a principal offence where the accused has been convicted of an offence included in the principal offence." 25

5. Section 64 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Time periods for appeals

"64. (1) Subject to this Act or any other Act of Parliament, the following provisions with respect to time periods apply to proceedings in appeals:

(a) in the case of an appeal for which leave to appeal is required, the notice of application for leave to appeal and all materials necessary for the application shall be served on all other parties to the case and filed with the Registrar of the Court within sixty days after the date of the judgment appealed from; and 35

(b) in the case of an appeal for which leave to appeal is not required or in the case of an appeal for which leave to appeal is required and has been granted, a notice of appeal shall be served on all other parties to the case and filed with 45

c) ordonne, dans les autres cas, la tenue d'une audience pour en décider.

(2) Dans le cas où la Cour ordonne la tenue d'une audience, celle-ci doit être tenue dans les trente jours suivant la date de l'ordonnance ou dans le délai supplémentaire fixé par la Cour. 5

Délai

(3) Trois juges constituent le quorum pour l'application du paragraphe (1) même si la Cour tient audience. 10

Quorum

(4) Par dérogation au paragraphe (3), cinq juges constituent le quorum lorsque la demande d'autorisation d'appel concerne le jugement d'une cour :

Exception au quorum

a) annulant une déclaration de culpabilité dans le cas d'une infraction punissable par la peine de mort; 15

b) rejetant l'appel d'un acquittement dans le cas d'une infraction punissable par la peine de mort, y compris le cas d'une infraction principale si l'accusé a été déclaré coupable d'une infraction incluse dans celle-ci.» 20

5. L'article 64 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 25

"64. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi ou sous réserve de toute autre loi fédérale, les règles suivantes régissent les délais en matière d'appel :

Délais

a) un avis de toute demande d'autorisation d'appel, accompagné de tous les documents utiles, doit être signifié à toutes les parties et déposé auprès du registraire dans les soixante jours suivant la date du jugement porté en appel; 35

b) l'avis d'appel doit être signifié à toutes les parties et déposé auprès du registraire dans les trente jours suivant la date du jugement porté en appel, s'il s'agit d'un appel de plein droit, et dans les trente jours suivant la date du jugement accordant l'autorisation d'appel, si une demande à cette fin a été présentée. 40

the Registrar of the Court within thirty days after the date of the judgment appealed from or the date of the judgment granting leave, as the case may be.

Computation of time periods

(2) The months of July and August shall be excluded in the computation of a time period referred to in subsection (1).

Limited appeal

(3) The appellant may appeal from the whole or any part of any judgment or order, and if the appellant intends to limit the appeal, the notice of appeal shall so specify."

6. Subsection 65(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Extension of time for appeal

"65. (1) Notwithstanding anything in this Act or any other Act of Parliament, the court proposed to be appealed from or any judge thereof or the Supreme Court of Canada or any judge thereof may under special circumstances, either before or after the expiration of a time period prescribed by section 64, extend that time period."

7. Subsection 103(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Copies of rules before Parliament

"(4) Copies of all rules and orders made under this section shall be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days after the making thereof on which that House is sitting."

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

Competition Act

R.S., c. C-23; 1986, c. 26, s. 19

1974-75-76, c. 76, s. 11; 1986, c. 26, s. 28(3)(F)

Appeals to Courts of Appeal and Federal Court

8. Subsection 30(3) of the *Competition Act* is repealed and the following substituted therefor:

"(3) The Attorney General or any person against whom an order of prohibition or dissolution is made may appeal against the order or a refusal to make an order or the quashing of an order (a) from a superior court of criminal jurisdiction in the province to the court of appeal of the province, or

(2) Les mois de juillet et d'août sont exclus du calcul des délais prévus par le paragraphe (1).

Calcul des délais

(3) L'appelant peut appeler de la totalité ou d'une partie quelconque d'un jugement ou d'une ordonnance, et, s'il a l'intention de restreindre l'appel, l'avis d'appel doit le spécifier."

Appel restreint

6. Le paragraphe 65(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

10

"65. (1) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi ou à toute autre loi fédérale, la cour dont on se propose de porter le jugement en appel, ou l'un de ses juges, ou la Cour suprême du Canada, ou l'un de ses juges, peut, dans des circonstances spéciales, proroger, avant ou après son expiration, tout délai visé par l'article 64."

Prorogation du délai d'appel

7. Le paragraphe 103(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

20

"(4) Des copies de ces règles et ordonnances sont déposées devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant leur adoption."

Dépôt des règles devant le Parlement

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Loi sur la concurrence

S.R., ch. C-23; 1986, ch. 26, art. 19

1974-75-76, ch. 76, art. 11; 1986, ch. 26, par. 28(3) (F)

8. Le paragraphe 30(3) de la *Loi sur la concurrence* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(3) Le procureur général ou toute personne contre qui est rendue une ordonnance d'interdiction ou de dissolution peut interjeter appel de l'ordonnance, d'un refus de rendre une ordonnance ou de l'annulation d'une ordonnance :

35

Motifs d'appel : cours d'appel et Cour d'appel fédérale

(b) from the Federal Court — Trial Division to the Federal Court of Appeal, as the case may be, on any ground that involves a question of law or, if leave to appeal is granted by the court appealed to within twenty-one days after the judgment appealed from is pronounced or within such extended time as the court appealed to or a judge thereof for special reasons allows, on any ground that appears to that court to be a sufficient ground of appeal.

a) d'une cour supérieure de juridiction criminelle dans la province, à la cour d'appel de la province,

b) de la Division de première instance de la Cour fédérale, à la Cour d'appel fédérale,

selon le cas, pour tout motif comportant une question de droit ou, si la permission d'interjeter appel est accordée par la cour auprès de laquelle l'appel est interjeté dans les vingt et un jours suivant le prononcé du jugement dont permission d'en appeler est demandée ou dans le délai prolongé qu'accorde, pour des raisons spéciales, la cour auprès de laquelle l'appel est interjeté ou 15 un juge de ladite cour, pour tout motif que celle-ci estime suffisant.

Appeals to
Supreme Court
of Canada

(3.1) The Attorney General or any person against whom an order of prohibition or dissolution is made may appeal against the order or a refusal to make an order or the quashing of an order from the court of appeal of the province or the Federal Court of Appeal, as the case may be, to the Supreme Court of Canada on any ground that involves a question of law or, if leave to appeal is granted by the Supreme Court, on any ground that appears to that Court to be a sufficient ground of appeal."

(3.1) Le procureur général ou toute personne contre qui est rendue une ordonnance d'interdiction ou de dissolution peut interjeter appel de l'ordonnance, d'un refus de rendre une ordonnance ou de l'annulation d'une ordonnance de la cour d'appel de la province ou de la Cour d'appel fédérale, selon le cas, à la Cour suprême du Canada pour tout motif comportant une question de droit ou, si la permission d'interjeter appel est accordée par la Cour suprême, pour tout motif que ladite cour estime un motif suffisant d'appel.»

Motifs d'appel
à la Cour
suprême

R.S., c. C-34

Criminal Code

Code criminel

S.R., ch. C-34

9. Section 611 of the *Criminal Code* is repealed and the following substituted therefor:

9. L'article 611 du *Code criminel* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Legal
assistance for
appellant

"611. (1) A court of appeal or a judge of that court may, at any time, assign counsel to act on behalf of an accused who is a party to an appeal or to proceedings preliminary or incidental to an appeal where, in the opinion of the court or judge, it appears desirable in the interests of justice that the accused should have legal assistance and where it appears that the accused has not sufficient means to obtain that assistance.

«611. (1) Une cour d'appel, ou un juge de cette cour, peut à tout moment désigner un avocat pour agir au nom d'un accusé qui est partie à un appel ou à des procédures préliminaires ou accessoires à un appel, lorsque, suivant l'opinion de la cour ou du juge, il paraît désirable dans l'intérêt de la justice que l'accusé soit pourvu d'un avocat et lorsqu'il appert que l'accusé n'a pas les moyens requis pour obtenir l'assistance d'un avocat.

Assistance d'un
avocat

Counsel fees
and disburse-
ments

(2) Where counsel is assigned pursuant to subsection (1) and legal aid is not granted to the accused pursuant to a provincial legal aid program, the fees and disburse-

(2) Dans le cas où l'accusé ne bénéficie pas de l'aide juridique prévue par un régime provincial, le procureur général en cause paie les honoraires et les dépenses de

Honoraires et
dépenses

ments of counsel shall be paid by the Attorney General who is the appellant or respondent, as the case may be, in the appeal.

Taxation of fees
and disburse-
ments

(3) Where subsection (2) applies and where counsel and the Attorney General cannot agree on fees or disbursements of counsel, the Attorney General or the counsel may apply to the registrar of the court of appeal and the registrar may tax the disputed fees and disbursements.”

10. Paragraph 618(1)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(b) on any question of law, if leave to appeal is granted by the Supreme Court of Canada.”

11. Paragraph 620(3)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(b) on any question of law, if leave to appeal is granted by the Supreme Court of Canada.”

1985, c. 19, s.
145

12. Subsection 621(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“**621.** (1) Where a judgment of a court of appeal sets aside a conviction pursuant to an appeal taken under section 603 or 604 or dismisses an appeal taken pursuant to paragraph 605(1)(a), (b) or (c) or subsection 605(3), the Attorney General may appeal to the Supreme Court of Canada

(a) on any question of law on which a judge of the court of appeal dissents; or

(b) on any question of law, if leave to appeal is granted by the Supreme Court of Canada.”

13. Section 622 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“**622.** No appeal lies to the Supreme Court of Canada unless notice of appeal in writing is served by the appellant on the

Notice of
appeal

l'avocat désigné au titre du paragraphe (1).

(3) Dans le cas de l'application du paragraphe (2), le registraire peut, sur demande du procureur général ou de l'avocat, taxer les honoraires et les dépenses de l'avocat si le procureur général et ce dernier ne s'entendent pas sur leur montant.”

10. L'alinéa 618(1)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) sur toute question de droit, si l'autorisation d'appel est accordée par la Cour suprême du Canada.»

11. L'alinéa 620(3)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) sur toute question de droit, si l'autorisation d'appel est accordée par la Cour suprême du Canada.»

12. Le paragraphe 621(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“**621.** (1) Lorsqu'un jugement d'une cour d'appel annule une déclaration de culpabilité par suite d'un appel interjeté aux termes de l'article 603 ou 604 ou rejette un appel interjeté aux termes de l'alinéa 605(1)a), b) ou c) ou du paragraphe 605(3), le procureur général peut interjeter appel devant la Cour suprême du Canada :

a) sur toute question de droit au sujet de laquelle un juge de la cour d'appel est dissident, ou

b) sur toute question de droit, si l'autorisation d'appel est accordée par la Cour suprême du Canada.”

13. L'article 622 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“**622.** Il n'est ouvert aucun appel à la Cour suprême du Canada à moins que l'appelant ne signifie à l'intimé un avis

Taxation des
honoraires et
des dépenses

Appel par le
procureur
général

Avis d'appel

respondent in accordance with the *Supreme Court Act*.

Legal
assistance for
accused

622.1 (1) The Supreme Court of Canada or a judge thereof may, at any time, assign counsel to act on behalf of an accused who is a party to an appeal to the Court or to proceedings preliminary or incidental to an appeal to the Court where, in the opinion of the Court or judge, it appears desirable in the interests of justice that the accused should have legal assistance and where it appears that the accused has not sufficient means to obtain that assistance.

Counsel fees
and disburse-
ments

(2) Where counsel is assigned pursuant to subsection (1) and legal aid is not granted to the accused pursuant to a provincial legal aid program, the fees and disbursements of counsel shall be paid by the Attorney General who is the appellant or respondent, as the case may be, in the appeal.

Taxation of fees
and disburse-
ments

(3) Where subsection (2) applies and where counsel and the Attorney General cannot agree on fees or disbursements of counsel, the Attorney General or the counsel may apply to the Registrar of the Supreme Court of Canada, and the Registrar may tax the disputed fees and disbursements.

Right of
appellant to
attend

622.2 (1) Subject to subsection (2), an appellant who is in custody and who desires to be present at the hearing of the appeal before the Supreme Court of Canada is entitled to be present at it.

Appellant
represented by
counsel

(2) An appellant who is in custody and who is represented by counsel is not entitled to be present before the Supreme Court of Canada

(a) on an application for leave to appeal,

(b) on any proceedings that are preliminary or incidental to an appeal, or

(c) at the hearing of the appeal,

unless rules of court provide that entitlement or the Supreme Court of Canada or a judge thereof gives the appellant leave to be present.

d'appel par écrit, conformément à la *Loi sur la Cour suprême du Canada*.

Assistance d'un
avocat

622.1 (1) La Cour suprême du Canada, ou un juge de cette cour, peut à tout moment désigner un avocat pour agir au nom d'un accusé qui est partie à un appel ou à des procédures préliminaires ou accessoires à un appel devant elle, lorsque, suivant l'opinion de la Cour ou du juge, il paraît désirable dans l'intérêt de la justice que l'accusé soit pourvu d'un avocat et lorsqu'il appert que l'accusé n'a pas les moyens requis pour obtenir l'assistance d'un avocat.

Honoraires et
dépenses

(2) Dans le cas où l'accusé ne bénéficie pas de l'aide juridique prévue par un régime provincial, le procureur général en cause paie les honoraires et les dépenses de l'avocat désigné au titre du paragraphe (1).

20

Taxation des
honoraires et
des dépenses

(3) Dans le cas de l'application du paragraphe (2), le registraire peut, sur demande du procureur général ou de l'avocat, taxer les honoraires et les dépenses de l'avocat si le procureur général et ce dernier ne s'entendent pas sur leur montant.

Droit de
l'appellant
d'être présent

622.2 (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'appellant qui est sous garde a droit, s'il le désire, d'être présent à l'audition de l'appel devant la Cour suprême du Canada.

Appellant
représenté par
avocat

(2) L'appellant qui est sous garde et qui est représenté par un avocat n'a pas le droit d'être présent devant la Cour suprême du Canada :

35

a) lors de la demande d'autorisation d'appel,

b) lors des procédures préliminaires ou accessoires à l'appel, ou

c) lors de l'audition de l'appel,

40

à moins que les règles de la Cour ne déclarent qu'il a droit d'être présent ou que la Cour suprême ou un de ses juges ne l'autorise à être présent.»

R.S., c. N-4

*National Defence Act*c. 44 (1st
Supp.), s. 10
(Sch., item
5(1))

14. (1) Paragraph 208(1)(b) of the *National Defence Act* is repealed and the following substituted therefor:

“(b) on any question of law, if leave to appeal is granted by the Supreme Court of Canada.”

c. 44 (1st
Supp.), s. 10
(Sch., item
5(2))

(2) Paragraph 208(2)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(b) on any question of law, if leave to appeal is granted by the Supreme Court of Canada.”

COMING INTO FORCE

Coming into
force

15. This Act or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

Loi sur la défense nationale

S.R., ch. N-4

14. (1) L'alinéa 208(1)b) de la *Loi sur la défense nationale* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) sur toute question de droit, si l'autorisation d'appel est accordée par la Cour suprême du Canada.»

(2) L'alinéa 208(2)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) sur toute question de droit, si l'autorisation d'appel est accordée par la Cour suprême du Canada.»

ENTRÉE EN VIGUEUR

ch. 44 (1^{er}
suppl.), art. 10,
ann., par. 5(1)ch. 44 (1^{er}
suppl.), art. 10,
ann., par. 5(2))Entrée en
vigueur

15. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates 15 fixées par proclamation.



**Book Tarif
rate des livres**

**K1A 0S9
OTTAWA**

*If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

C-55

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-55

An Act to amend the Immigration Act, 1976 and to amend
other Acts in consequence thereof

First reading, May 5, 1987

C-55

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-55

Loi modifiant la Loi sur l'immigration de 1976 et d'autres
lois en conséquence

Première lecture le 5 mai 1987

**B 2
STORAGE**



THE MINISTER OF EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-55

PROJET DE LOI C-55

An Act to amend the Immigration Act, 1976
and to amend other Acts in consequence
thereof

Loi modifiant la Loi sur l'immigration de
1976 et d'autres lois en conséquence

1976-77, c. 52;
1977-78, c. 22;
1980-81-82-83,
cc. 1, 47; 1984,
cc. 21, 40;
1985, c. 26;
1986, cc. 13, 59

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

1976-77, ch. 52;
1977-78, ch. 22;
1980-81-82-83,
ch. 1, 47; 1984,
ch. 21, 40;
1985, ch. 26;
1986, ch. 13, 59

1. (1) The definitions "member" and
"Vice-Chairman" in subsection 2(1) of the
Immigration Act, 1976 are repealed.

1. (1) Les définitions de «commissaire» et
«vice-président», au paragraphe 2(1) de la
Loi sur l'immigration de 1976, sont abro-
gées.

1984, c. 21,
s. 79

(2) The definitions "Board", "Convention
refugee", "departure notice", "deportation
order" and "exclusion order" in subsection 2(1)
of the said Act are repealed and the
following substituted therefor, in alphabeti-
cal order within the subsection:

(2) Les définitions de «avis d'interdiction
de séjour», «Commission», «ordonnance d'ex-
clusion», «ordonnance d'expulsion» et «réfugié
au sens de la Convention», au paragraphe
2(1) de la même loi, sont abrogées et respec-
tivement remplacées par ce qui suit :

1984, ch. 21,
art. 79

"Board"
«Commission»

"Board" means the Immigration and
Refugee Board established by section 59;

«avis d'interdiction de séjour» désigne l'avis
visé au paragraphe 32(6), y compris
l'avis d'interdiction de séjour condition-
nelle devenu exécutoire aux termes du
paragraphe 32.1(5);

«avis d'interdic-
tion de séjour»
"departure ..."

"Convention
refugee"
«réfugié...»

"Convention refugee" means any person
who

«Commission» désigne la Commission de
l'immigration et du statut de réfugié
instituée par l'article 59;

«Commission»
"Board"

(a) by reason of a well-founded fear
of persecution for reasons of race, religion,
nationality, membership in a
particular social group or political
opinion,

«ordonnance d'exclusion» désigne l'ordon-
nance rendue en vertu des paragraphes
32(5), 37(5), 75(2) ou 76(1) ou (3) et
vise également l'ordonnance d'exclusion
conditionnelle devenue exécutoire aux
termes du paragraphe 32.1(5);

«ordonnance
d'exclusion»
"exclusion ..."

(i) is outside the country of his
nationality and is unable or, by reason of
that fear, is unwilling to
avail himself of the protection of
that country, or

«ordonnance d'expulsion» désigne l'ordon-
nance rendue en vertu des paragraphes

«ordonnance
d'expulsion»
"deportation
order"

(ii) not having a country of nation-
ality, is outside the country of his

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the Immigration Act, 1976 and to amend other Acts in consequence thereof".

RECOMMANDATION

Son Excellence le Gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi modifiant la Loi sur l'immigration de 1976 et d'autres lois en conséquence».

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: (1) The repeal of the definitions "member" and "Vice-Chairman" is consequential on the restructuring of the Immigration Appeal Board proposed in clause 19.

The definitions read as follows:

"member" means a member of the Board;

"Vice-Chairman" means a Vice-Chairman of the Board;"

(2) The amendment to the definition "Board", which would substitute the underlined words for the word "Appeal", is consequential on the change of the name of the Board proposed in clause 19. The amendment to the definition "Convention refugee", which would place the current definition as paragraph (a) and add a new paragraph (b) and an exclusion, together with subsections 2(2) and (3) proposed in subclause (4), would bring the definition into conformity with the United Nations Convention Relating to the Status of Refugees. The amendments to the definitions "departure notice", "deportation order" and "exclusion order", which would add references to a conditional departure notice, a conditional deportation order and a conditional exclusion order, respectively, are consequential on the provision for conditional orders and notices proposed in clause 13.

NOTES EXPLICATIVES

Article 1, (1). — Abrogation des définitions de «commissaire» et de «vice-président». Découle de la réorganisation de la Commission d'appel de l'immigration (article 19).

Texte de ces définitions :

«commissaire» désigne un membre de la Commission;

«vice-président» désigne un vice-président de la Commission;

(2). — Les modifications des définitions de «avis d'interdiction de séjour», «ordonnance d'exclusion» et «ordonnance d'expulsion» visent à couvrir l'avis d'interdiction de séjour conditionnelle, l'ordonnance d'exclusion conditionnelle et l'ordonnance d'expulsion conditionnelle respectivement (article 13). La modification de la définition de «Commission» découle du changement de dénomination de celle-ci (article 19). La modification de la définition de «réfugié au sens de la Convention» (adjonction du passage marqué d'un trait vertical) ainsi que les modifications proposées au paragraphe (4) visent à faire mieux coïncider celle-ci avec la Convention des Nations Unies relative aux réfugiés.

former habitual residence and is unable or, by reason of that fear, is unwilling to return to that country, and

(b) has not ceased to be a Convention 5
refugee by virtue of subsection (2),

but does not include any person to whom the Convention does not apply pursuant to section E or F of Article 1 thereof, which sections are set out in the 10
schedule to this Act;

"departure
notice"
«avis d'inter-
diction de
séjour»

"departure notice" means a departure
notice issued under subsection 32(6) and
includes a conditional departure notice
that has become effective under subsec- 15
tion 32.1(5);

"deportation
order"
«ordonnance
d'expulsion»

"deportation order" means a deportation
order made under subsection 32(2), (5)
or (6), 37(5) or (6), 75(2) or 76(1) or
(3) and includes 20

(a) a deportation order made under
the authority of

(i) subsection 40(10) of this Act as
it read immediately prior to the
coming into force of section 80 of 25
the *Canadian Security Intelligence
Service Act*, or

(ii) any immigration laws that were
in force in Canada prior to the
coming into force of this Act, and 30

(b) a conditional deportation order
that has become effective under sub-
section 32.1(5);

"exclusion
order"
«ordonnance
d'exclusion»

"exclusion order" means an exclusion
order made under subsection 32(5), 35
37(5), 75(2) or 76(1) or (3) and
includes a conditional exclusion order
that has become effective under subsec-
tion 32.1(5);

"Appeal
Division"
«section
d'appel»

(3) Subsection 2(1) of the said Act is 40
further amended by adding thereto, in
alphabetical order within the subsection, the
following definitions:

"Appeal Division" means that division of
the Board called the Immigration 45
Appeal Division;

"conditional
departure
notice"
«avis d'inter-
diction de
séjour
conditionnelles»

"conditional departure notice" means a
conditional departure notice issued

32(2), (5) ou (6), 37(5) ou (6), 75(2) ou
76(1) ou (3) et s'entend également :

a) d'une ordonnance d'expulsion
rendue en vertu :

(i) du paragraphe 40(10) dans sa 5
version antérieure à l'entrée en
vigueur de l'article 80 de la *Loi sur
le Service canadien du renseigne-
ment de sécurité*,

(ii) de toute autre loi d'immigration 10
en vigueur au Canada avant l'en-
trée en vigueur de la présente loi,

b) d'une ordonnance d'expulsion con-
ditionnelle devenue exécutoire aux
termes du paragraphe 32.1(5); 15

«réfugié au sens de la Convention» désigne
toute personne :

«réfugié au sens
de la Conven-
tion»
"Convention
..."

a) qui, craignant avec raison d'être
persécutée du fait de sa race, de sa
religion, de sa nationalité, de son 20
appartenance à un groupe social ou de
ses opinions politiques :

(i) soit se trouve hors du pays dont
elle a la nationalité et ne peut ou,
du fait de cette crainte, ne veut se 25
réclamer de la protection de ce
pays,

(ii) soit n'ayant pas de nationalité
et se trouvant hors du pays dans
lequel elle avait sa résidence habi- 30
tuelle, ne peut ou, en raison de cette
crainte, ne veut y retourner;

b) n'a pas perdu son statut de réfugié
au sens de la Convention en applica-
tion du paragraphe (2); 35

sont exclues de la présente définition les
personnes soustraites à l'application de
la Convention par les sections E ou F de
l'article premier de celle-ci dont le texte
est reproduit à l'annexe de la présente 40
loi;»

(3) Le paragraphe 2(1) de la même loi est
modifié par insertion, suivant l'ordre alpha-
bétique, de ce qui suit :

«avis d'interdiction de séjour condition- 45
nelle» désigne l'avis prévu au para-
graphe 32.1(4) et qui n'est pas encore exé-
cutoire aux termes du paragraphe
32.1(5);

«avis d'interdic-
tion de séjour
conditionnelle»
"conditional
departure ..."

(3) New. The definitions “Appeal Division” and “Refugee Division” are consequential on the restructuring of the Board proposed in clause 19. The definitions “conditional departure notice”, “conditional deportation order” and “conditional exclusion order” are consequential on the provision for conditional orders and notices proposed in clause 13. The definition “Convention”, which was formerly subsection 2(2), is consequential on the proposed use of the term in the Act.

(3). — Nouveau. L’adjonction des définitions de «avis d’interdiction de séjour conditionnelle», «ordonnance d’exclusion conditionnelle», «ordonnance d’expulsion conditionnelle» et «ordonnance de renvoi conditionnel» découle de leur création, à l’article 13. Celle de la définition de «Convention» (actuel paragraphe 2(2) de la loi) découle de l’utilisation de ce terme dans la loi. Celle des définitions de «section d’appel» et de «section du statut» découle de la réorganisation de la Commission (article 19).

	under subsection 32.1(4) that has not become effective under subsection 32.1(5);	«Convention» désigne la Convention des Nations Unies relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951 et le protocole signé à New York le 31 janvier 1967;	«Convention» «Convention»
“conditional deportation order” «ordonnance d'expulsion conditionnelle»	“conditional deportation order” means a conditional deportation order made under subsection 32.1(2), (3) or (4), 75(2) or 76(1) or (3) that has not become effective under subsection 32.1(5);	5 «ordonnance de renvoi conditionnel» désigne l'ordonnance d'exclusion conditionnelle ou l'ordonnance d'expulsion conditionnelle;	5 «ordonnance de renvoi conditionnel» “conditional removal ...”
“conditional exclusion order” «ordonnance d'exclusion conditionnelle»	“conditional exclusion order” means a conditional exclusion order made under subsection 32.1(3), 75(2) or 76(1) or (3) that has not become effective under subsection 32.1(5);	10 «ordonnance d'exclusion conditionnelle» désigne l'ordonnance d'exclusion conditionnelle visée au paragraphe 32.1(3), 75(2) ou 76(1) ou (3) et qui n'est pas encore exécutoire aux termes du paragraphe 32.1(5);	10 «ordonnance d'exclusion conditionnelle» “conditional exclusion ...”
“conditional removal order” «ordonnance de renvoi conditionnel»	“conditional removal order” means a conditional exclusion order or a conditional deportation order;	15 «ordonnance d'expulsion conditionnelle» désigne l'ordonnance d'expulsion conditionnelle visée au paragraphe 32.1(2), (3) ou (4), 75(2) ou 76(1) ou (3) et qui n'est pas encore exécutoire aux termes du paragraphe 32.1(5);	15 «ordonnance d'expulsion conditionnelle» “conditional deportation ...”
“Convention” «Convention»	“Convention” means the United Nations Convention Relating to the Status of Refugees signed at Geneva on July 28, 1951, and includes the Protocol thereto signed at New York City on January 31, 1967;	20 «section d'appel» désigne la section d'appel de l'immigration de la Commission;	20 «section d'appel» “Appeal ...”
“Refugee Division” «section du statut»	“Refugee Division” means that division of the Board called the Convention Refugee Determination Division;”	25 «section du statut» désigne la section du statut de réfugié de la Commission;	25 «section du statut» “Refugee...”
	(4) Subsection 2(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:	30 (4) Le paragraphe 2(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Cessation of Convention refugee status	<p>“(2) A person ceases to be a Convention refugee when</p> <p>(a) the person voluntarily reavails himself of the protection of the country of his nationality;</p> <p>(b) the person voluntarily reacquires his nationality;</p> <p>(c) the person acquires a new nationality and enjoys the protection of the country of that new nationality;</p> <p>(d) the person voluntarily re-establishes himself in the country that he left, or outside of which he remained, by reason of fear of persecution; or</p> <p>(e) the reasons for the person's fear of persecution in the country that he left, or outside of which he remained, cease to exist.</p>	<p>«(2) Une personne perd le statut de réfugié dans les cas où :</p> <p>a) elle se réclame de nouveau et volontairement de la protection du pays dont elle a la nationalité;</p> <p>b) elle recouvre volontairement sa nationalité;</p> <p>c) elle acquiert une nouvelle nationalité et jouit de la protection du pays de sa nouvelle nationalité;</p> <p>d) elle retourne volontairement s'établir dans le pays qu'elle a quitté ou hors duquel elle est demeurée de crainte d'être persécutée;</p> <p>e) les raisons qui lui faisaient craindre d'être persécutée dans le pays qu'elle a quitté ou hors duquel elle est demeurée ont cessé d'exister.</p>	<p>Perte du statut de réfugié au sens de la Convention</p> <p>30</p> <p>35</p> <p>40</p> <p>45</p>

(4) For proposed subsections 2(2) and (3), see the note to subclause (2). The proposed subsection 2(4), which is related to amendments proposed in clauses 3, 13, 15, 18 and 26 (proposed subsections 4(2.1), 32.1(5), 45(5), 48.1(1), 48.3(1) and 48.4(1), section 55 and subsection 96.1(2)), would clarify certain concepts used in the Act.

Subsection 2(2) at present reads as follows:

“(2) The term “Convention” in the expression “Convention refugee” refers to the United Nations Convention Relating to the Status of Refugees signed at Geneva on the 28th day of July, 1951 and includes the Protocol thereto signed at New York on the 31st day of January, 1967.”

(4). — Pour les paragraphes 2(2) et (3), voir la note du paragraphe (2). Le paragraphe 2(4), lié aux modifications proposées aux articles 3, 13, 15, 18 et 26 (paragraphes 4(2.1), 32.1(5), 45(5), 48.1(1), 48.3(1) et 48.4(1), article 55 et paragraphe 96.1(2) de la loi), clarifie certaines dispositions de la loi.

Texte actuel du paragraphe 2(2) :

«(2) Dans l'expression «réfugié au sens de la Convention», le terme «Convention» désigne la Convention des Nations-Unies relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951 et le protocole signé à New York le 31 janvier 1967.»

Exception

(3) A person does not cease to be a Convention refugee by virtue of paragraph (2)(e) if the person establishes that there are compelling reasons arising out of any previous persecution for refusing to avail himself of the protection of the country that he left, or outside of which he remained, by reason of fear of persecution.

Final determination of Convention refugee status

(4) For the purposes of this Act, a person is finally determined under this Act to be or not to be a Convention refugee or to have abandoned a claim to be a Convention refugee if

(a) the Refugee Division has so determined and no application for leave to appeal from the determination was made within the time normally limited therefor or, if an application was so made, it was dismissed or, if leave was granted, the appeal was not made within the time normally limited therefor;

(b) the Federal Court of Appeal has so determined or has dismissed or allowed an appeal the effect of which is to make or confirm such a determination and no application for leave to appeal from the decision was made within the time normally limited therefor or, if an application was so made, it was dismissed or, if leave was granted, the appeal was not made within the time normally limited therefor; or

(c) the Supreme Court of Canada has so determined or has dismissed or allowed an appeal the effect of which is to make or confirm such a determination."

2. Paragraph 3(f) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(f) to ensure that any person who seeks admission to Canada on either a permanent or temporary basis is subject to standards of admission that do not discriminate in a manner inconsistent with the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*;"

Exception

(3) Une personne ne perd pas le statut de réfugié pour le motif visé à l'alinéa (2)e si elle établit qu'il existe des raisons impérieuses tenant à des persécutions antérieures de refuser de se réclamer de la protection du pays qu'elle a quitté ou hors duquel elle est demeurée de crainte d'être persécutée.

Détermination définitive du statut de réfugié

(4) Pour l'application de la présente loi, le statut de réfugié au sens de la Convention est définitivement reconnu ou refusé à l'intéressé, ou le désistement de celui-ci est définitivement établi :

a) par une décision en ce sens de la section du statut, en l'absence du dépôt d'une demande d'autorisation d'en appeler de la décision dans le délai normal, en cas de rejet de la demande ou en cas de défaut d'introduction de l'appel dans le délai normal;

b) par une décision en ce sens de la Cour d'appel fédérale ou par la décision que celle-ci rend sur l'appel qui a l'effet d'une décision en ce sens ou de la confirmation d'une décision en ce sens, en l'absence du dépôt, dans le délai normal, d'une demande d'autorisation d'en appeler de la décision, en cas de rejet de la demande ou en cas de défaut d'introduction de l'appel dans le délai normal;

c) par une décision en ce sens de la Cour suprême du Canada ou par la décision que celle-ci rend sur l'appel et qui a l'effet d'une décision en ce sens ou de la confirmation d'une décision en ce sens."

2. L'alinéa 3f) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«f) de s'assurer que les personnes désireuses d'être admises au Canada à titre permanent ou temporaire soient soumises à des critères excluant toute discrimination contraire à la *Charte canadienne des droits et libertés*»

Clause 2: This amendment would bring the paragraph into conformity with the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.

Paragraph 3(f) at present reads as follows:

“(f) to ensure that any person who seeks admission to Canada on either a permanent or temporary basis is subject to standards of admission that do not discriminate on grounds of race, national or ethnic origin, colour, religion or sex;”

Article 2. — La modification vise à harmoniser la disposition avec la *Charte canadienne des droits et libertés*.

Texte actuel de l'alinéa 3f) :

«f) de s'assurer que les personnes désireuses d'être admises au Canada à titre permanent ou temporaire soient soumises à des critères non discriminatoires en raison de la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion ou le sexe;»

3. Subsection 4(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Where right to remain in Canada

“(2) Subject to any other Act of Parliament, a Canadian citizen and a permanent resident have a right to remain in Canada except where, in the case of a permanent resident, it is established that that person is a person described in subsection 27(1).

Idem

(2.1) Subject to any other Act of Parliament, a person who is finally determined under this Act, or determined under the regulations, to be a Convention refugee has, while lawfully in Canada, a right to remain in Canada except where it is established that that person is a person described in paragraph 19(1)(c), (d), (e), (f) or (g) or 27(1)(c) or (d) or 27(2)(c) or a person who has been convicted of an offence under any Act of Parliament for which a term of imprisonment of

(a) more than six months has been imposed; or

(b) five years or more may be imposed.”

4. Section 8 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

Idem

“(1.1) Where a person who seeks to come into Canada does not have a valid and subsisting passport or travel document issued to that person and claims to be a Convention refugee, the burden of proving that the person has not been residing in the country in which the vehicle conveying the person to Canada last embarked passengers or, in the case of a person who did not come to Canada in a vehicle, in the country from which the person came to Canada, rests on that person.”

5. Section 10 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Applications by students and workers

“10. Except in such cases as are prescribed, every person, other than a Canadian citizen or a permanent resident, who seeks to come into Canada for the purpose of

3. Le paragraphe 4(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(2) Sous réserve des autres lois du Parlement, le citoyen canadien et le résident permanent, à l'exception du résident permanent visé au paragraphe 27(1), ont le droit de demeurer au Canada.

Droit de demeurer au Canada

(2.1) Sous réserve des autres lois du Parlement, la personne à qui le statut de réfugié au sens de la Convention a été définitivement reconnu ou à qui ce statut est reconnu dans le cadre des règlements et qui se trouve légalement au Canada a le droit d'y demeurer, sauf si elle tombe sous le coup des alinéas 19(1)c), d), e), f), ou g) ou 27(1)c) ou d) ou 27(2)c) ou a été déclarée coupable d'une infraction prévue par une loi du Parlement :

Cas des réfugiés

a) soit pour laquelle une peine d'emprisonnement de plus de six mois a été infligée;

b) soit qui est passible d'au moins cinq ans de prison.»

4. L'article 8 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

«(1.1) Il appartient à la personne désireuse d'entrer au Canada qui, non munie d'un passeport ou d'un titre de voyage en cours de validité qui lui a été délivré, revendique le statut de réfugié de prouver qu'elle ne résidait pas dans le dernier pays où le véhicule qui la transportait a pris des passagers à bord avant d'arriver au Canada ou, si elle n'est pas arrivée à bord d'un véhicule, dans le pays d'où elle est arrivée au Canada.»

Idem

5. L'article 10 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«10. Sauf cas prévus aux règlements, est tenu de présenter une demande à l'agent des visas et d'obtenir l'autorisation nécessaire avant de se présenter à un point d'entrée quiconque, à l'exception d'un

Visas d'étudiant et d'emploi

Clause 3: See the note to subclause 1(4).

Subsection 4(2) at present reads as follows:

“(2) Subject to any other Act of Parliament, a Canadian citizen, a permanent resident and a Convention refugee while lawfully in Canada have a right to remain in Canada except where

(a) in the case of a permanent resident, it is established that that person is a person described in subsection 27(1); and

(b) in the case of a Convention refugee, it is established that that person is a person described in paragraph 19(1)(c), (d), (e), (f) or (g) or 27(1)(c) or (d) or 27(2)(c) or a person who has been convicted of an offence under any Act of Parliament for which a term of imprisonment of

(i) more than six months has been imposed, or

(ii) five years or more may be imposed.”

Article 3. — Voir la note au paragraphe 1(4).

Texte actuel du paragraphe 4(2) :

«(2) Sous réserve des lois du Parlement, le citoyen canadien, le résident permanent ainsi que le réfugié au sens de la Convention qui se trouve légalement au Canada, ont le droit d'y demeurer à l'exception

a) du résident permanent visé au paragraphe 27(1); et

b) du réfugié au sens de la Convention qui tombe sous le coup des alinéas 19(1)c), d), e), f) ou g) ou 27(1)c) ou d) ou 27(2)c) ou qui, déclaré coupable d'une infraction prévue par une loi du Parlement,

(i) a été condamné à plus de six mois de prison, ou

(ii) est passible d'au moins cinq ans de prison.»

Clause 4: New. This amendment would clarify on whom the burden of proof rests in certain situations.

Article 4. — Nouveau. Précise à qui incombe le fardeau de la preuve dans certains cas.

Clause 5: This amendment would extend the application of the section from visitors to all persons, other than Canadian citizens and permanent residents, seeking to come into Canada.

Section 10 at present reads as follows:

“10. Except in such cases as are prescribed, every person who seeks entry for the purpose of

Article 5. — Extension de l'application de l'article pour couvrir, outre les visiteurs, toutes les personnes qui, n'étant ni citoyens canadiens ni résidents permanents cherchent à entrer au Canada.

Texte actuel de l'article 10 :

«10. Sous réserve des dispositions réglementaires, toute personne désireuse de séjourner au Canada aux fins

(a) attending any university or college authorized by statute or charter to confer degrees,

(b) taking any academic, professional or vocational training course at any university, college or other institution not described in paragraph (a), or

(c) engaging in employment

shall make an application to a visa officer for and obtain authorization to come into Canada for that purpose before the person appears at a port of entry."

6. Section 11 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

"(1.1) Every person, other than a permanent resident, who claims to be a Convention refugee and whose claim is referred to the Refugee Division shall undergo a medical examination by a medical officer."

7. Section 16 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"16. Subject to section 17.1, any visitor may make an application to an immigration officer

(a) to vary or cancel terms and conditions imposed pursuant to subsection 14(3), 17(2), 23(2) or 32(4); or

(b) to extend the period during which the person is authorized to remain in Canada, except where the person was granted entry pursuant to subsection 19(3)."

8. (1) Subsection 17(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"17. (1) An immigration officer who receives an application made pursuant to subsection 15(2) or section 16 shall approve or refuse the application."

(2) Subsection 17(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(3) When an application made pursuant to section 16 is refused, the person who made the application shall be allowed to

citoyen canadien ou d'un résident permanent, cherche à venir au Canada aux fins :

a) de suivre des cours à une université ou à un collège autorisés par la loi ou par une charte à délivrer des diplômes;

b) de suivre des cours de formation théorique ou professionnelle à une université, à un collège ou à toute autre institution, non visés à l'alinéa a);

c) de prendre un emploi."

6. L'article 11 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

"(1.1) La personne qui revendique le statut de réfugié au sens de la Convention et dont le cas est déféré à la section du statut doit, sauf si elle est un résident permanent, se soumettre à la visite d'un médecin."

7. L'article 16 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"16. Sous réserve de l'article 17.1, tout visiteur peut demander à un agent d'immigration :

a) la modification ou l'annulation des conditions imposées en vertu des paragraphes 14(3), 17(2), 23(2) ou 32(4);

b) la prolongation de la durée autorisée de son séjour au Canada, sauf s'il a obtenu l'autorisation de séjour en vertu du paragraphe 19(3)."

8. (1) Le paragraphe 17(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"17. (1) L'agent d'immigration, saisi d'une demande visée au paragraphe 15(2) ou à l'article 16, doit l'accepter ou la rejeter."

(2) Le paragraphe 17(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(3) Toute personne, dont la demande visée à l'article 16 a été rejetée, est autorisée à demeurer au Canada tant que n'est

Idem

1980-81-82-83,
c. 47, s. 23(1)

Application by
visitor in
Canada

Power of
immigration
officer

When
application
refused

Cas des
réfugiés

1980-81-82-83,
ch. 47, par.
23(1)

Demande d'un
visiteur se
trouvant au
Canada

Pouvoir de
l'agent
d'immigration

Rejet de la
demande

(a) attending any university or college authorized by statute or charter to confer degrees;

(b) taking any academic, professional or vocational training course at any university, college or other institution not described in paragraph (a), or

(c) engaging in employment

shall make an application to a visa officer for and obtain authorization to enter Canada for such purpose before he appears at a port of entry.”

a) de suivre des cours à une université ou à un collège autorisés par la loi ou par une charte à délivrer des diplômes,

b) de suivre des cours de formation théorique ou professionnelle à une université, à un collège ou à toute autre institution, non visés à l’alinéa a), ou

c) de prendre un emploi,

doit faire une demande à un agent des visas et obtenir l’autorisation nécessaire avant de se présenter à un point d’entrée.»

Clause 6: New. This amendment would require certain persons to undergo a medical examination.

Article 6. — Nouveau. Oblige certaines personnes à subir un examen médical.

Clause 7: This amendment, together with the amendment proposed in clause 9, would replace subsection 16(2) with a new section 17.1 and extend the application of subsection 16(2) from visitors to all persons in Canada.

Article 7. — La modification, jointe à celle qui est proposée à l’article 9, vise à remplacer le paragraphe 16(2) de la loi par le nouvel article 17.1 et à étendre son application à toutes les personnes se trouvant au Canada.

Subsection 16(2) reads as follows:

“(2) Except in such cases as are prescribed, no visitor in Canada may make an application to an immigration officer to obtain authorization

(a) to attend any university or college or take any academic, professional or vocational training course; or

(b) to engage in employment in Canada.”

Texte actuel du paragraphe 16(2) :

«(2) Sous réserve des dispositions réglementaires, il est interdit à un visiteur séjournant au Canada de demander à un agent d’immigration l’autorisation

a) de suivre des cours d’université ou de collège ou tout autre cours de formation théorique ou professionnelle; ou

b) d’occuper un emploi au Canada.»

Clause 8: (1) and (2) These amendments, which are consequential on the renumbering of subsection 16(1) proposed in clause 7, would substitute the underlined references for references to that subsection and make other minor changes.

Article 8. — Le changement de renvoi découle de la modification proposée à l’article 7.

remain in Canada if the period during which the person is authorized to remain in Canada has not expired unless a deportation order is made against that person."

9. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 17 thereof, the following section:

"17.1 Except in such cases as are prescribed, no person in Canada may make an application to an immigration officer to obtain authorization

(a) to attend any university or college or take any academic, professional or vocational training course; or

(b) to engage in employment in Canada."

10. Section 30 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"30. (1) Every person with respect to whom an inquiry is to be held shall be informed of the person's right to obtain the services of a barrister or solicitor or other counsel and to be represented by any such counsel at the inquiry and, subject to subsection (2), shall be given a reasonable opportunity, if the person so desires and at the person's own expense, to obtain such counsel.

(2) In such cases as are prescribed, every person with respect to whom an inquiry is to be held shall be represented, at the Minister's expense, by counsel

(a) at the inquiry, and

(b) if a removal order is made against, or a departure notice is issued to, that person, at any application for leave to commence an application or other proceeding under section 18 or 28 of the *Federal Court Act* and at the application or other proceeding under that section,

unless the person is represented by other counsel who is ready and able to proceed at the time fixed by the adjudicator.

(3) An adjudicator may at an inquiry receive and base a decision on whether the person who is the subject of the inquiry should be permitted to come into Canada

pas expirée la durée de son séjour, à moins qu'elle ne fasse l'objet d'une ordonnance d'expulsion.»

9. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 17, de ce qui suit :

"17.1 Sous réserve des dispositions réglementaires, il est interdit à une personne se trouvant au Canada de demander à un agent d'immigration l'autorisation :

a) de suivre des cours d'université ou de collège ou tout autre cours de formation théorique ou professionnelle;

b) d'occuper un emploi au Canada.»

10. L'article 30 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"30. (1) Toute personne faisant l'objet d'une enquête doit être informée qu'elle a droit aux services d'un avocat, d'un procureur ou de tout autre conseil pour la représenter et, sous réserve du paragraphe (2), il doit lui être donné la possibilité de choisir un conseil, à ses frais.

(2) Dans les cas réglementaires, toute personne faisant l'objet d'une enquête doit, si elle n'est pas représentée par un conseil prêt à agir à la date fixée par l'arbitre et en mesure de le faire, être représentée par un conseil, aux frais du ministre, à toutes les étapes suivantes :

a) lors de l'enquête elle-même;

b) si elle est visée par une ordonnance de renvoi ou un avis d'interdiction de séjour, lors de la demande d'autorisation d'introduire une instance aux termes des articles 18 ou 28 de la *Loi sur la Cour fédérale* et lors de l'instance elle-même.

(3) L'arbitre peut recevoir les éléments de preuve qui ont été présentés à l'enquête par la personne en cause ou le ministre et qu'il considère comme dignes de foi

No application in certain circumstances

Demandes interdites en certains cas

Right to counsel

Droit à un conseil

Counsel provided

Mise à disposition d'un conseil

Evidence

Preuve

Clause 9: New. See the note to clause 7.

Article 9. — Nouveau. Voir la note de l'article 7.

Clause 10: This amendment would provide for representation by counsel in certain cases.

Section 30 at present reads as follows:

“30. (1) Every person with respect to whom an inquiry is to be held shall be informed that he has the right to obtain the services of a barrister or solicitor or other counsel and to be represented by any such counsel at his inquiry and shall be given a reasonable opportunity, if he so desires and at his own expense, to obtain such counsel.

(2) An adjudicator may at an inquiry receive and base his decision upon evidence adduced at the inquiry and considered credible or trustworthy by him in the circumstances of each case.”

Article 10. — Prévoit la représentation par un conseil dans certains cas.

Texte actuel de l'article 30 :

«30. (1) Toute personne faisant l'objet d'une enquête doit être informée qu'elle a droit aux services d'un avocat, d'un procureur ou de tout autre conseil pour la représenter et il doit lui être donné la possibilité de choisir un conseil, à ses frais.

(2) L'arbitre peut recevoir les preuves qu'il considère dignes de foi eu égard aux circonstances de chaque espèce et fonder sa décision sur lesdites preuves soumises lors de l'enquête.»

or to remain therein, as the case may be, on evidence adduced at the inquiry by that person or the Minister and considered credible or trustworthy in the circumstances of the case."

5

11. Subsection 31(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Person informed of basis for order or notice

"(2) Where the decision of an adjudicator results in the making of a removal order or conditional removal order against, or the issuing of a departure notice or conditional departure notice to, a person, the adjudicator shall inform the person of the basis on which the order was made or the notice was issued."

12. (1) Subsection 32(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Where person is a permanent resident

"(2) Where an adjudicator decides that a person who is the subject of an inquiry is a permanent resident described in subsection 27(1), he shall, subject to subsection 32.1(2), make a deportation order against that person."

25

(2) All that portion of subsection 32(5) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Removal where seeking admission

"(5) Where an adjudicator decides that a person who is the subject of an inquiry is a person who, at the time of his examination, was seeking admission and is a member of an inadmissible class, he shall, subject to subsection 32.1(3),"

35

(3) All that portion of subsection 32(6) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Deportation or departure of other than permanent residents

"(6) Where an adjudicator decides that a person who is the subject of an inquiry is a person described in subsection 27(2), he shall, subject to subsection 32.1(4), make a deportation order against the person unless, in the case of a person other than a person described in paragraph 19(1)(c), (d), (e), (f) or (g) or 27(2)(c), (h) or (i), he is satisfied that"

égard aux circonstances de chaque espèce et décider si cette personne devrait être autorisée à entrer au Canada ou à y demeurer, selon le cas, en se fondant sur eux."

5

11. Le paragraphe 31(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(2) À la suite d'une enquête, l'arbitre qui prononce le renvoi ou le renvoi conditionnel ou émet un avis d'interdiction de séjour ou d'interdiction de séjour conditionnelle, doit en faire connaître les motifs à la personne visée.»

Communication des motifs de l'ordonnance ou de l'avis

10

12. (1) Le paragraphe 32(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

15

«(2) L'arbitre, après avoir conclu que la personne faisant l'objet d'une enquête est un résident permanent visé au paragraphe 27(1), doit, sous réserve du paragraphe 32.1(2), en prononcer l'expulsion.»

20

Résidents permanents

(2) Le passage du paragraphe 32(5) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(5) L'arbitre, après avoir conclu que la personne faisant l'objet d'une enquête avait demandé l'admission au cours de son examen et qu'elle fait partie d'une catégorie non admissible, doit, sous réserve du paragraphe 32.1(3) :

Renvoi de personnes demandant l'admission

25

(3) Le passage du paragraphe 32(6) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

30

«(6) L'arbitre, après avoir conclu que la personne faisant l'objet d'une enquête est visée par le paragraphe 27(2), doit, sous réserve du paragraphe 32.1(4), en prononcer l'expulsion; cependant, dans le cas d'une personne non visée aux alinéas 19(1)(c), (d), (e), (f) ou (g) ou 27(2)(c), (h) ou (i), l'arbitre doit émettre un avis d'interdiction de séjour fixant à cette personne un

Expulsion ou interdiction de séjour des non-résidents permanents

35

40

Clause 11: This amendment, which would add the underlined words, is consequential on the provision for conditional orders and notices proposed in clause 13.

Article 11. — Adjonction des passages soulignés. Découle de la création des ordonnances d'exclusion et d'expulsion conditionnelles et des avis d'interdiction de séjour conditionnelle (article 13).

Clause 12: (1) to (3) These amendments, which would substitute the underlined references for references to subsections 45(1) and 47(3) and make other minor changes, are consequential on the repeal of those subsections proposed in clause 15.

Article 12. — Le changement de renvoi découle de l'abrogation des paragraphes 45(1) et 47(3) de la loi (article 15).

13. Section 33 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Definition of
"claimant"

"32.1 (1) In this section, "claimant" means a person who claims to be a Convention refugee and whose claim has been referred to the Refugee Division.

Where claimant
is a permanent
resident

(2) Where an adjudicator decides that a claimant who is the subject of an inquiry is a permanent resident described in subsection 27(1), the adjudicator shall make a conditional deportation order against the claimant.

Where claimant
seeking
admission

(3) Where an adjudicator decides that a claimant who is the subject of an inquiry is a person who, at the time of the claimant's examination, was seeking admission and is a member of an inadmissible class, the adjudicator shall

(a) make a conditional deportation order against the claimant, if the claimant is a member of an inadmissible class described in paragraph 19(1)(c), (d), (e), (f) or (g) or 19(2)(a) or (b); or

(b) make a conditional exclusion order against the claimant, if the claimant is a member of an inadmissible class other than an inadmissible class referred to in paragraph (a).

Where claimant
not a permanent
resident

(4) Where an adjudicator decides that a claimant who is the subject of an inquiry is a person described in subsection 27(2), the adjudicator shall make a conditional deportation order against the claimant unless, where the claimant is not a person described in paragraph 19(1)(c), (d), (e), (f) or (g) or 27(2)(c), (h) or (i), the adjudicator is satisfied that

(a) having regard to all the circumstances of the case, a conditional deportation order ought not to be made against the claimant, and

(b) the claimant will leave Canada on or before a day specified by the adjudicator,

délai pour quitter le Canada, s'il est convaincu : »

13. L'article 33 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«32.1 (1) Au présent article, «demandeur de statut» désigne la personne qui revendique le statut de réfugié au sens de la Convention et dont la revendication est déferée à la section du statut.

(2) L'arbitre, après avoir conclu que le demandeur de statut faisant l'objet d'une enquête est un résident permanent visé au paragraphe 27(1), doit en prononcer l'expulsion conditionnelle.

(3) L'arbitre, après avoir conclu que le demandeur de statut faisant l'objet d'une enquête avait demandé l'admission au cours de son examen et qu'il fait partie d'une catégorie non admissible, doit :

a) en prononcer l'expulsion conditionnelle au cas où il fait partie de l'une des catégories non admissibles visées aux alinéas 19(1)c), d), e), f) ou g) ou 19(2)a) ou b);

b) en prononcer l'exclusion conditionnelle au cas où il fait partie d'une catégorie non admissible non visée à l'alinéa a).

(4) L'arbitre, après avoir conclu que le demandeur de statut faisant l'objet d'une enquête est visé par le paragraphe 27(2), doit en prononcer l'expulsion conditionnelle; cependant, dans le cas d'un demandeur non visé aux alinéas 19(1)c), d), e), f) ou g) ou 27(2)c), h) ou i), l'arbitre doit émettre un avis d'interdiction de séjour conditionnelle fixant à cette personne un délai pour quitter le Canada après que l'avis deviendra exécutoire aux termes du paragraphe (5), s'il est convaincu :

a) qu'une ordonnance d'expulsion conditionnelle ne devrait pas être rendue eu égard aux circonstances de l'espèce;

b) que le demandeur quittera le Canada dans le délai imparti.

5 Définition de
«demandeur de
statut»

10 Cas où le
demandeur de
statut est un
résident
permanent

15 Cas où il
demande
l'admission

30 Cas où il n'est
pas un résident
permanent

Clause 13: The proposed section 32.1 is new and would provide for conditional deportation orders, conditional exclusion orders and conditional departure notices. The amendment to section 33, which would add references to conditional deportation orders and conditional departure notices, is consequential on the provision for those orders and notices proposed in this clause.

Article 13. — Création, au nouvel article 32.1, des ordonnances d'exclusion conditionnelle et d'expulsion conditionnelle et des avis d'interdiction de séjour conditionnelle. La modification de l'article 33 découle de cette création.

in which case the adjudicator shall issue a conditional departure notice to the claimant specifying therein a day, after the conditional departure notice becomes effective under subsection (5), on or before 5 which the claimant is required to leave Canada.

When
conditional
order or notice
becomes
effective

(5) No conditional removal order made against, or conditional departure notice issued to, a claimant is effective unless and 10 until

(a) the claimant withdraws the claim to be a Convention refugee;

(b) the claimant is finally determined under this Act to have abandoned the 15 claim to be a Convention refugee;

(c) the claimant is finally determined under this Act not to be a Convention refugee; or

(d) the claimant is determined at an 20 inquiry reopened pursuant to subsection 48.4(1) not to have a right under subsection 4(2.1) to remain in Canada.

Where
dependants

33. (1) Where a deportation order or conditional deportation order is made 25 against, or a departure notice or conditional departure notice is issued to, a member of a family on whom other members of the family in Canada are dependent for support, any member of the family dependent 30 on that member may be included in that order or notice and be removed from or required to leave Canada unless the dependant is a Canadian citizen or a permanent resident eighteen or more years of 35 age.

Hearing

(2) No person may be included in an order or notice pursuant to subsection (1) unless that person has been given an opportunity to be heard at an inquiry. 40

Deeming
provision

(3) A person who is included in a deportation order or conditional deportation order pursuant to subsection (1) shall, except for the purposes of subsection

(5) Une ordonnance de renvoi conditionnel ou un avis d'interdiction de séjour conditionnelle ne deviennent exécutoires que si se réalise l'une ou l'autre des conditions suivantes : 5

a) le demandeur de statut renonce à sa revendication du statut de réfugié au sens de la Convention;

b) le désistement du demandeur de statut a été, en cette matière, définitive- 10 ment établi;

c) le statut de réfugié au sens de la Convention a été définitivement refusé au demandeur de statut;

d) il a été déterminé, lors d'une enquête 15 rouverte aux termes du paragraphe 48.4(1), que le demandeur de statut n'avait pas, en application du paragraphe 4(2.1), le droit de demeurer au Canada. 20

Moment où une
ordonnance ou
un avis
deviennent
exécutoires

33. (1) Si l'ordonnance d'expulsion ou d'expulsion conditionnelle, ou l'avis d'interdiction de séjour ou d'interdiction de séjour conditionnelle, vise une personne 25 ayant à charge des membres de sa famille au Canada, ceux-ci, à l'exception des citoyens canadiens et des résidents permanents âgés d'au moins dix-huit ans, peuvent également être visés dans l'ordonnance ou l'avis et renvoyés du Canada ou 30 invités à quitter le pays.

Soutien de
famille

(2) Nul ne peut être visé dans une ordonnance ni dans un avis mentionnés au paragraphe (1), sans avoir eu la possibilité de se faire entendre au cours d'une 35 enquête.

Nécessité d'une
audition

(3) Toute personne visée dans une ordonnance d'expulsion ou d'expulsion conditionnelle en vertu du paragraphe (1) est, sauf pour l'application du paragraphe 40

Application de
l'ordonnance

57(1), be deemed to be a person against whom a deportation order or conditional deportation order, as the case may be, has been made."

14. Section 36 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Notice of right of appeal

"36. Where a removal order or conditional removal order is made against any person who has a right of appeal to the Appeal Division pursuant to section 72, 10 the adjudicator shall forthwith inform that person of the right of appeal."

15. The heading preceding section 45 and sections 45 to 48 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"Convention Refugee Claims

Opportunity to indicate whether refugee claimant

45. (1) Before any substantive evidence is given at an inquiry, the adjudicator shall give the person who is the subject of the inquiry an opportunity to indicate whether or not the person claims to be a Conven- 20 tion refugee.

Where no refugee claim

(2) Where, on being given an opportunity pursuant to subsection (1), the person who is the subject of the inquiry does not claim to be a Convention refugee, the 25 inquiry shall be continued and no such claim by that person shall thereafter be received or considered at that inquiry or any application, appeal or other proceeding arising therefrom. 30

Where refugee claim

(3) Subject to subsection (5), where, on being given an opportunity pursuant to subsection (1), the person who is the subject of the inquiry claims to be a Convention refugee, the inquiry shall, if a member 35 of the Refugee Division is not present at the inquiry, be adjourned to ensure the presence of a member thereat and shall be continued thereafter only in the presence of both the adjudicator and the member. 40

Temporary exclusion

(4) An adjudicator who is required by subsection (3) to adjourn an inquiry being held with respect to a person residing or sojourning in the United States may, where a member of the Refugee Division is 45

57(1), réputée avoir fait l'objet d'une ordonnance d'expulsion ou d'expulsion conditionnelle, selon le cas.»

5 14. L'article 36 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5

«36. Au cas où la personne qui fait l'objet d'une ordonnance de renvoi ou de renvoi conditionnel a le droit d'en interjeter appel à la section d'appel en vertu de l'article 72, l'arbitre doit immédiatement 10 l'en aviser.»

Avis de droit d'appel

15 L'intertitre qui précède l'article 45 et les articles 45 à 48 de la même loi sont 15 abrogés et remplacés par ce qui suit :

«Revendication du statut de réfugié au sens de la Convention

45. (1) Avant que ne soient présentés 15 des éléments de preuve au fond, l'arbitre donne à la personne qui fait l'objet de l'enquête la possibilité de faire savoir si elle revendique le statut de réfugié au sens de la Convention. 20

Possibilité de revendiquer le statut

(2) En l'absence de la revendication visée au paragraphe (1), l'enquête se poursuit et la question du statut de réfugié ne peut plus être prise en considération au cours de l'enquête ni au cours des deman- 25 des, appels ou autres procédures qui en découlent.

Absence de revendication

(3) En cas de revendication du statut de réfugié au sens de la Convention, l'enquête ne peut se poursuivre qu'en présence et de 30 l'arbitre et d'un membre de la section du statut. Elle est ajournée, s'il y a lieu, pour permettre cette présence.

Existence de la revendication

(4) L'arbitre qui, conformément au paragraphe (3), doit ajourner une enquête 35 sur une personne qui réside ou séjourne aux États-Unis peut, si aucun membre de la section du statut n'est raisonnablement

Exclusion temporaire

Clause 14: This amendment, which would add a reference to conditional removal orders and substitute a reference to the Appeal Division for a reference to the Board, is consequential on the provision for conditional orders proposed in clause 13 and on the restructuring of the Immigration Appeal Board proposed in clause 19.

Clause 15: This amendment would provide for a new procedure for dealing with Convention refugee claims.

The heading preceding section 45 and sections 45 to 48 at present read as follows:

“Determination of Refugee Status

45. (1) Where, at any time during an inquiry, the person who is the subject of the inquiry claims that he is a Convention refugee, the inquiry shall be continued and, if it is determined that, but for the person's claim that he is a Convention refugee, a removal order or a departure notice would be made or issued with respect to that person, the inquiry shall be adjourned and that person shall be examined under oath by a senior immigration officer respecting his claim.

(2) When a person who claims that he is a Convention refugee is examined under oath pursuant to subsection (1), his claim, together with a transcript of the examination with respect thereto, shall be referred to the Minister for determination.

(3) A copy of the transcript of an examination under oath referred to in subsection (1) shall be forwarded to the person who claims that he is a Convention refugee.

(4) Where a person's claim is referred to the Minister pursuant to subsection (2), the Minister shall refer the claim and the transcript of the examination under oath with respect thereto to the Refugee Status Advisory Committee established pursuant to section 48 for consideration and, after having obtained the advice of that Committee, shall determine whether or not the person is a Convention refugee.

(5) When the Minister makes a determination with respect to a person's claim that he is a Convention refugee, the Minister shall thereupon in writing inform the senior immigration officer who conducted the examination under oath respecting the claim and the person who claimed to be a Convention refugee of his determination.

(6) Every person with respect to whom an examination under oath is to be held pursuant to subsection (1) shall be informed that he has the right to obtain the services of a barrister or solicitor or other counsel and to be represented by any such counsel at his examination and shall be given a reasonable opportunity, if he so desires and at his own expense, to obtain such counsel.

46. (1) Where a senior immigration officer is informed pursuant to subsection 45(5) that a person is not a Convention refugee, he shall, as soon as reasonably practicable, cause the inquiry concerning that person to be resumed by the adjudicator who was presiding at the inquiry or by any other adjudicator, but no inquiry shall be resumed in any case where the person makes an application to the Board pursuant to

Article 14. — Adjonction de la mention des ordonnances de renvoi conditionnel et substitution de «section d'appel» à «Commission». Découlent des modifications proposées à l'article 13 et à l'article 19 respectivement.

Article 15. — Établissement d'une nouvelle procédure pour l'étude des revendications du statut de réfugié au sens de la Convention.

Texte actuel de l'intertitre qui précède l'article 45 et des articles 45 à 48 :

«Reconnaissance du statut de réfugié

45. (1) Une enquête, au cours de laquelle la personne en cause revendique le statut de réfugié au sens de la Convention, doit être poursuivie. S'il est établi qu'à défaut de cette revendication, l'enquête aurait abouti à une ordonnance de renvoi ou à un avis d'interdiction de séjour, elle doit être ajournée et un agent d'immigration supérieur doit procéder à l'interrogatoire sous serment de la personne au sujet de sa revendication.

(2) Après l'interrogatoire visé au paragraphe (1), la revendication, accompagnée d'une copie de l'interrogatoire, est transmise au Ministre pour décision.

(3) Une copie de l'interrogatoire visé au paragraphe (1) est remise à la personne qui revendique le statut de réfugié.

(4) Le Ministre, saisi d'une revendication conformément au paragraphe (2), doit la soumettre, accompagnée d'une copie de l'interrogatoire, à l'examen du comité consultatif sur le statut de réfugié institué par l'article 48. Après réception de l'avis du comité, le Ministre décide si la personne est un réfugié au sens de la Convention.

(5) Le Ministre doit notifier sa décision par écrit, à l'agent d'immigration supérieur qui a procédé à l'interrogatoire sous serment et à la personne qui a revendiqué le statut de réfugié.

(6) Toute personne faisant l'objet de l'interrogatoire visé au paragraphe (1) doit être informée qu'elle a droit aux services d'un avocat, d'un procureur ou de tout autre conseil pour la représenter et il doit lui être donné la possibilité de choisir un conseil, à ses frais.

46. (1) L'agent d'immigration supérieur, informé conformément au paragraphe 45(5) que la personne en cause n'est pas un réfugié au sens de la Convention, doit faire reprendre l'enquête, dès que les circonstances le permettent, par l'arbitre qui en était chargé ou par un autre arbitre, à moins que la personne en cause ne demande à la Commission, en vertu du paragraphe 70(1), de réexaminer sa revendication; dans ce cas, l'enquête est ajournée jusqu'à ce que la Commission notifie sa décision au Ministre.

(2) L'arbitre chargé de poursuivre l'enquête en vertu du paragraphe (1), doit, comme si la revendication du statut de réfugié n'avait pas été formulée, prononcer le renvoi ou l'interdiction de séjour de la personne

not reasonably available to take part in the inquiry, direct that person to return to the United States until such time as a member is available.

Where pending
refugee claim

(5) Where, on being given an opportunity pursuant to subsection (1), the person who is the subject of the inquiry claims to be a Convention refugee and a previous claim by that person has been referred to the Refugee Division and has not been finally determined under this Act, notwithstanding any other provision of this Act, the adjudicator shall determine whether the claimant should be permitted to come into Canada or to remain therein, as the case may be, and shall take the appropriate action under subsection 32(1), (3) or (4) or section 32.1 with respect to the claimant.

Refugee claim
made by visitor
or permit
holder

46. (1) Any person who is lawfully in Canada as a visitor or is in possession of a permit and who claims to be a Convention refugee may seek a determination of the claim by notifying an immigration officer.

Reference of
claim

(2) An immigration officer who is notified pursuant to subsection (1) shall forthwith refer the claim to a senior immigration officer, unless, where the claimant is a visitor, the immigration officer is satisfied that the claimant is a person described in subsection 27(2) and the Deputy Minister issues a direction pursuant to subsection 27(3) that an inquiry be held with respect to the claimant.

Hearing

(3) A senior immigration officer to whom a claim is referred pursuant to subsection (2) shall, as soon as practicable, cause a hearing to be held before an adjudicator and a member of the Refugee Division with respect to the claimant.

Presiding
officer

47. (1) The adjudicator is the presiding officer at an inquiry continued in accordance with subsection 45(3) or a hearing held pursuant to subsection 46(3).

Filing
documentation

(2) Every person who claims to be a Convention refugee at an inquiry or hearing referred to in subsection (1) shall file, in the manner and form prescribed by the

disponible pour participer à l'enquête et en attendant qu'il soit possible d'en trouver un disponible, ordonner à cette personne de retourner aux États-Unis.

(5) Si la personne qui revendique le statut de réfugié au sens de la Convention aux termes du paragraphe (1) a déjà présenté une revendication, déferée à la section du statut mais non définitivement tranchée dans le cadre de la présente loi, l'arbitre, malgré les autres dispositions de la présente loi, détermine si celle-ci devrait être autorisée à entrer au Canada ou à y demeurer, selon le cas, et prend les mesures qui s'imposent aux termes du paragraphe 32(1), (3) ou (4) ou de l'article 32.1.

5 Personne dont
le cas est déjà à
l'étude

46. (1) Les visiteurs séjournant légalement au Canada et les titulaires de permis peuvent revendiquer le statut de réfugié au sens de la Convention en avisant en ce sens un agent d'immigration.

Revendication
du statut par un
visiteur ou un
titulaire de
permis

(2) Dès qu'il est avisé de la revendication, l'agent d'immigration défère le cas à un agent d'immigration supérieur, sauf si l'intéressé est un visiteur et, visé par le paragraphe 27(2), fait, aux termes du paragraphe 27(3), l'objet d'une directive du sous-ministre prévoyant la tenue d'une enquête.

Renvoi à
l'agent
d'immigration
supérieur

(3) Dans les meilleurs délais, l'agent d'immigration supérieur fait tenir une audience sur le cas devant un arbitre et un membre de la section du statut.

Audience

47. (1) C'est l'arbitre qui préside l'enquête qui se poursuit aux termes du paragraphe 45(3) et l'audience visée au paragraphe 46(3).

Présidence des
séances

(2) La personne qui revendique le statut de réfugié au sens de la Convention dans le cadre de l'enquête ou de l'audience visée au paragraphe (1) doit produire à l'arbi-

Documents

subsection 70(1) for a redetermination of his claim that he is a Convention refugee until such time as the Board informs the Minister of its decision with respect thereto.

(2) Where a person

(a) has been determined by the Minister not to be a Convention refugee and the time has expired within which an application for a redetermination under subsection 70(1) may be made, or

(b) has been determined by the Board not to be a Convention refugee,

the adjudicator who presides at the inquiry caused to be resumed pursuant to subsection (1) shall make the removal order or issue the departure notice that would have been made or issued but for that person's claim that he was a Convention refugee.

47. (1) Where a senior immigration officer is informed that a person has been determined by the Minister or the Board to be a Convention refugee, he shall cause the inquiry concerning that person to be resumed by the adjudicator who was presiding at the inquiry or by any other adjudicator, who shall determine whether or not that person is a person described in subsection 4(2).

(2) Where an adjudicator determines that a Convention refugee is not a Convention refugee described in subsection 4(2), he shall make the removal order or issue the departure notice, as the case may be, with respect to that Convention refugee.

(3) Where an adjudicator determines that a Convention refugee is a Convention refugee described in subsection 4(2), he shall, notwithstanding any other provision of this Act or the regulations, allow that person to remain in Canada.

48. (1) There is hereby established a Refugee Status Advisory Committee for the purpose of advising the Minister in respect of any case where a person claims that he is a Convention refugee.

(2) The Minister shall appoint such persons as he considers appropriate to be members of the Refugee Status Advisory Committee."

a) à qui le Ministre n'a pas reconnu le statut de réfugié au sens de la Convention, si le délai pour demander le réexamen de sa revendication prévu au paragraphe 70(1) est expiré; ou

b) à qui la Commission n'a pas reconnu le statut de réfugié au sens de la Convention.

47. (1) L'agent d'immigration supérieur, informé que le Ministre ou la Commission a reconnu, à la personne qui le revendique, le statut de réfugié au sens de la Convention, doit faire reprendre l'enquête soit par l'arbitre qui en était chargé, soit par un autre arbitre qui détermine si la personne en cause remplit les conditions prévues au paragraphe 4(2).

(2) L'arbitre doit prononcer le renvoi ou l'interdiction de séjour du réfugié au sens de la Convention qui, selon lui, ne remplit pas les conditions prévues au paragraphe 4(2).

(3) Par dérogation à la présente loi et aux règlements, l'arbitre doit autoriser le réfugié au sens de la Convention qui, selon lui, remplit les conditions prévues au paragraphe 4(2), à demeurer au Canada.

48. (1) Est institué le comité consultatif sur le statut de réfugié, chargé de conseiller le Ministre en matière de revendication du statut de réfugié au sens de la Convention.

(2) Le Ministre nomme, en qualité de membres du comité consultatif sur le statut de réfugié, les personnes qu'il juge qualifiées.»

	rules of the Board, documentation respecting the claim with the adjudicator.	tre, selon les modalités prévues par les règles de la Commission, les documents relatifs à sa revendication.	
Applicable provisions	(3) Section 29, subsection 30(1) and section 113 apply, with such modifications as the circumstances require, with respect to a hearing held pursuant to subsection 46(3) as if the hearing were an inquiry.	(3) L'article 29, le paragraphe 30(1) et l'article 113 s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, aux audiences prévues au paragraphe 46(3) comme si elles étaient des enquêtes.	Application de certaines dispositions
Determinations	48. (1) Where an inquiry is continued or a hearing is held before an adjudicator and a member of the Refugee Division, (a) the adjudicator shall, in the case of an inquiry, determine whether the claimant should be permitted to come into Canada or to remain therein, as the case may be; (b) the adjudicator and the member shall determine whether the claimant is eligible to have the claim determined by the Refugee Division; and (c) if either the adjudicator or the member or both determine that the claimant is so eligible, they shall determine whether the claimant has a credible basis for the claim.	48. (1) Les règles suivantes s'appliquent aux enquêtes ou audiences tenues devant un arbitre et un membre de la section du statut : a) dans le cas d'une enquête, l'arbitre détermine si le demandeur de statut doit être autorisé à entrer au Canada ou à y demeurer, selon le cas; b) l'arbitre et le membre déterminent si la revendication est recevable par la section du statut; c) si au moins l'un des deux conclut à la recevabilité, ils déterminent ensuite si la revendication a un minimum de fondement.	Déterminations
Burden of proof	(2) The burden of proving that a claimant is eligible to have the claim determined by the Refugee Division and that the claimant has a credible basis for the claim rests on the claimant.	(2) Il appartient au demandeur de statut de prouver que sa revendication est recevable et qu'elle a un minimum de fondement.	Fardeau de la preuve
Hearing of claimant and Minister	(3) Where the adjudicator and the member of the Refugee Division are considering the matters referred to in paragraphs (1)(b) and (c), they shall afford the claimant and the Minister a reasonable opportunity to present evidence, cross-examine witnesses and make representations with respect to those matters.	(3) Au cours de l'examen des points visés aux alinéas (1)b) et c), l'arbitre et le membre de la section du statut doivent donner au ministre et à l'intéressé la possibilité de produire des éléments de preuve, de contre-interroger des témoins et de présenter des observations.	Audition du ministre et du demandeur
Evidence	(4) The adjudicator and the member of the Refugee Division may base their decisions with respect to the matters referred to in paragraphs (1)(b) and (c) on evidence adduced at the inquiry or hearing and considered credible or trustworthy in the circumstances of the case.	(4) L'arbitre et le membre de la section du statut peuvent, sur les points visés aux alinéas (1)b) et c), fonder leurs décisions sur les éléments de preuve présentés à l'enquête ou à l'audience et qui sont considérés comme dignes de foi en l'espèce.	Preuve
Access criteria	48.1 (1) A person who claims to be a Convention refugee is not eligible to have	48.1 (1) La revendication de statut n'est pas recevable par la section du statut	Critères de recevabilité

the claim determined by the Refugee Division if

(a) the claimant has been recognized by any country, other than Canada, as a Convention refugee and has been issued a valid and subsisting travel document by that country pursuant to Article 28 of the Convention;

(b) the claimant came to Canada from a country that has been prescribed as a safe third country for all persons or for persons of a specified class of persons of which the claimant is a member and would be allowed to return to that country, if removed from Canada, or has a right to have the claim determined therein;

(c) the claimant has, since last coming into Canada, been determined

(i) by the Refugee Division, the Federal Court of Appeal or the Supreme Court of Canada not to be a Convention refugee or to have abandoned the claim, or

(ii) by an adjudicator and a member of the Refugee Division as not being eligible to have the claim determined by that Division or as not having a credible basis for the claim;

(d) the claimant has been finally determined under this Act, or determined under the regulations, to be a Convention refugee; or

(e) in the case of a claimant to whom a departure notice has been issued, the claimant has not left Canada or, having left Canada pursuant to the notice, has not been granted lawful permission to be in any other country.

(2) Notwithstanding paragraph (1)(a), a person is eligible to have a claim determined by the Refugee Division if, in the opinion of the adjudicator or the member of the Refugee Division considering the claim, the person has a credible basis for a well-founded fear of persecution for reasons of race, religion, nationality, membership in a particular social group or political opinion in the country that recognized the person as a Convention refugee.

si le demandeur se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

a) il s'est vu reconnaître le statut de réfugié au sens de la Convention par un autre pays, lequel lui a délivré un titre de voyage en cours de validité aux termes de l'article 28 de la Convention;

b) il est arrivé au Canada d'un pays tiers désigné comme sûr par règlement, soit de façon générale, soit pour la catégorie de personnes à laquelle il appartient et il serait, en cas de renvoi du Canada, autorisé à retourner dans ce pays ou aurait le droit d'y faire valoir sa revendication;

c) depuis sa dernière venue au Canada, il a fait l'objet :

(i) soit d'une décision de la section du statut, de la Cour d'appel fédérale ou de la Cour suprême du Canada lui refusant le statut de réfugié au sens de la Convention ou établissant le désistement de sa revendication,

(ii) soit d'une décision d'un arbitre et d'un membre de la section du statut portant que sa revendication n'était pas recevable par celle-ci ou qu'elle n'avait pas un minimum de fondement;

d) le statut de réfugié au sens de la Convention lui a été définitivement reconnu aux termes de la présente loi ou reconnu aux termes des règlements;

e) il est visé par un avis d'interdiction de séjour et n'a pas encore quitté le Canada ou, l'ayant quitté en conformité avec l'avis, n'a pas été légalement autorisé à entrer dans un autre pays.

(2) L'alinéa (1)a) ne fait pas obstacle à la recevabilité de la revendication si l'arbitre ou le membre de la section du statut estime que le demandeur craint — et cette crainte a un minimum de fondement — d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social ou de ses opinions politiques dans le pays qui lui a reconnu le statut de réfugié au sens de la Convention.

Exception

Exception

Last coming
into Canada

(3) A claimant who goes to another country and returns to Canada within ninety days shall not, for the purposes of paragraph (1)(c), be considered as coming into Canada on that return.

5

Credibility of
basis for claim

(4) In determining whether a claimant has a credible basis for the claim to be a Convention refugee, the adjudicator and the member of the Refugee Division shall consider any evidence adduced at the inquiry or hearing regarding

(a) the record with respect to human rights of the country that the claimant left, or outside of which the claimant remains, by reason of fear of persecution; and

(b) the disposition under this Act or the regulations of claims to be Convention refugees made by other persons who alleged fear of persecution in that country.

Where no right
to make a claim

48.2 (1) Where both the adjudicator and the member of the Refugee Division determine that the claimant is not eligible to have the claim determined by the Refugee Division or does not have a credible basis for the claim, they shall give their decision as soon as possible after making the determination and in the presence of the claimant wherever practicable and, where the matter is before an inquiry, the adjudicator shall, subject to subsection 4(2.1), take the appropriate action under section 32 with respect to the claimant.

Where right to
make a claim

(2) Where either the adjudicator or the member of the Refugee Division or both determine that the claimant is eligible to have the claim determined by the Refugee Division and either or both of them determine that the claimant has a credible basis for the claim, they shall give their decision as soon as possible after making the determinations and in the presence of the claimant wherever practicable and shall forthwith refer the claim to the Refugee Division, in the manner and form prescribed by the rules of the Board, and, where the matter is before an inquiry, the adjudicator shall take the appropriate

(3) La rentrée au Canada du demandeur de statut après un séjour à l'étranger d'au plus quatre-vingt-dix jours n'est pas, pour l'application de l'alinéa (1)c), prise en compte pour la détermination de la date de la dernière venue de celui-ci au Canada.

Séjour à
l'étranger

5

(4) Pour déterminer si la revendication a un minimum de fondement, l'arbitre et le membre de la section du statut doivent tenir compte des éléments de preuve présentés à l'enquête ou à l'audience sur les points suivants :

Minimum de
fondement

a) les antécédents en matière de respect des droits de la personne du pays que le demandeur a quitté ou hors duquel il est demeuré de crainte d'être persécuté;

b) les décisions déjà rendues aux termes de la présente loi ou de ses règlements sur les revendications où était invoquée la crainte de persécution dans ce pays.

20

48.2 (1) S'ils en viennent tous les deux à la conclusion que la revendication n'est pas recevable par la section du statut ou qu'elle n'a pas un minimum de fondement, l'arbitre et le membre de la section du statut prononcent leur décision le plus tôt possible et en présence du demandeur si les circonstances le permettent. S'il s'agit d'une enquête, l'arbitre prend ensuite, sous réserve du paragraphe 4(2.1), les mesures qui s'imposent aux termes de l'article 32.

Absence du
droit à la
revendication

(2) Si au moins l'un d'eux conclut à la recevabilité de la revendication, et au moins l'un d'eux conclut que celle-ci a un minimum de fondement, l'arbitre et le membre de la section du statut prononcent leur décision le plus tôt possible, en présence du demandeur si les circonstances le permettent, et défèrent sans délai le cas à la section du statut, selon les modalités prévues par les règles de la Commission. S'il s'agit d'une enquête, l'arbitre prend ensuite les mesures qui s'imposent aux termes des paragraphes 32(1), (3) ou (4) ou de l'article 32.1.

Existence du
droit à la
revendication

45

Application for
landing

action under subsection 32(1), (3) or (4) or section 32.1 with respect to the claimant.

48.3 (1) Any person who is finally determined under this Act to be a Convention refugee may, within the prescribed period, apply to an immigration officer for landing, unless the person is

- (a) a permanent resident;
- (b) a person who has been recognized by any country, other than Canada, as a Convention refugee and who, if removed from Canada, would be allowed to return to that country;
- (c) a national or citizen of a country, other than the country that the person left, or outside of which the person remains, by reason of fear of persecution; or
- (d) a person who has permanently resided in a country, other than the country that the person left, or outside of which the person remains, by reason of fear of persecution, and who, if removed from Canada, would be allowed to return to that country.

Exception

(2) Notwithstanding paragraph (1)(b), a person is eligible to apply for landing under subsection (1) if, in the opinion of the adjudicator or the member of the Refugee Division who considered the person's claim to be a Convention refugee, the person has a credible basis for a well-founded fear of persecution for reasons of race, religion, nationality, membership in a particular social group or political opinion in the country that recognized the person as a Convention refugee.

Grant of
landing

(3) Notwithstanding any other provision of this Act, an immigration officer to whom an application is made under subsection (1) shall grant landing to the applicant if the immigration officer is satisfied that neither the applicant nor any member of the applicant's family is a person described in paragraph 19(1)(a), (b), (c), (d), (e), (f) or (g) or 27(2)(c) or a person

48.3 (1) La personne à qui le statut de réfugié au sens de la Convention est définitivement reconnu aux termes de la présente loi peut, dans le délai réglementaire, demander le droit d'établissement à un agent d'immigration, sauf si elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

- a) elle est un résident permanent;
- b) un autre pays lui a reconnu le statut de réfugié au sens de la Convention et elle serait, en cas de renvoi du Canada, autorisée à retourner dans ce pays;
- c) elle a la nationalité ou la citoyenneté d'un autre pays que celui qu'elle a quitté ou hors duquel elle est demeurée de crainte d'être persécutée;
- d) elle a résidé en permanence dans un autre pays que celui qu'elle a quitté ou hors duquel elle est demeurée de crainte d'être persécutée et elle serait, en cas de renvoi du Canada, autorisée à retourner dans ce pays.

Demande du
droit d'établis-
sement

(2) L'alinéa (1)b) ne fait pas obstacle à la demande du droit d'établissement si, de l'avis de l'arbitre ou du membre de la section du statut qui ont étudié la revendication du demandeur, celui-ci craint — et cette crainte a un minimum de fondement — d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social ou de ses opinions politiques dans le pays qui lui a reconnu le statut de réfugié au sens de la Convention.

Exception

(3) Malgré les autres dispositions de la présente loi, l'agent d'immigration accorde le droit d'établissement à l'intéressé s'il est convaincu que ni celui-ci ni un membre de sa famille ne sont visés par les alinéas 19(1)a), b), c), d), e), f) ou g) ou 27(2)c) ni n'ont été déclarés coupables d'une infraction prévue par une loi du Parlement et :

Octroi du droit
d'établissement

who has been convicted of an offence under any Act of Parliament for which a term of imprisonment of

(a) more than six months has been imposed; or

(b) five years or more may be imposed.

Terms and conditions

(4) An immigration officer who grants landing to an applicant pursuant to this section may impose terms and conditions of a prescribed nature in connection therewith.

Abandonment of application

(5) If an applicant under subsection (1) is, in the opinion of the immigration officer, in default in the prosecution of the application, the immigration officer may, after giving the applicant a reasonable opportunity to be heard, declare the application to have been abandoned.

Notice of decision

(6) An immigration officer to whom an application is made under subsection (1) shall render the decision on the application as soon as possible and shall send a written notice of the decision to the applicant.

Deeming provision

(7) Where any person against whom a conditional removal order is made, or to whom a conditional departure notice is issued, is granted landing pursuant to this section, the order or notice shall be deemed never to have been made or issued.

Direction to reopen inquiry

48.4 (1) Where any person against whom a conditional removal order is made, or to whom a conditional departure notice is issued, is finally determined under this Act to be a Convention refugee and

(a) is a person described in paragraph 48.3(1)(a), (b), (c) or (d),

(b) fails to apply for landing under section 48.3 within the time limited therefor,

(c) is declared to have abandoned an application under section 48.3,

(d) withdraws an application for landing under section 48.3, or

(e) is refused landing on an application under section 48.3,

a) soit pour laquelle une peine d'emprisonnement de plus de six mois a été infligée;

b) soit passible d'au moins cinq ans de prison.

(4) S'il accorde le droit d'établissement, l'agent d'immigration peut imposer des conditions réglementaires à l'intéressé.

(5) S'il estime qu'il y a défaut de la part de l'intéressé dans la poursuite de la demande, l'agent d'immigration peut, après avoir donné à celui-ci la possibilité de se faire entendre, conclure au désistement.

(6) L'agent d'immigration rend sa décision le plus tôt possible et en avise par écrit l'intéressé.

(7) Si le droit d'établissement est accordé aux termes du présent article, l'ordonnance de renvoi conditionnel ou l'avis d'interdiction de séjour conditionnelle visant l'intéressé sont réputés n'avoir jamais existé.

48.4 (1) L'agent d'immigration supérieur fait rouvrir l'enquête par le même arbitre ou par un autre arbitre dès que les circonstances le permettent dans les cas où l'intéressé à qui le statut de réfugié au sens de la Convention est définitivement reconnu aux termes de la présente loi est visé par une ordonnance de renvoi conditionnel ou un avis d'interdiction de séjour conditionnelle et se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

a) il est visé par les alinéas 48.3(1)a), b), c) ou d);

b) il n'a pas fait la demande de droit d'établissement visée à l'article 48.3 dans le délai fixé;

c) son désistement a été établi dans le cadre de l'article 48.3;

Conditions

Désistement

Avis de décision

Présomption

Ordre de réouverture d'enquête

a senior immigration officer shall cause the inquiry with respect to the person to be reopened by the adjudicator who presided at the inquiry or by any other adjudicator as soon as practicable.

5

Determination
of right to
remain in
Canada

(2) Where an inquiry is reopened pursuant to this section, the adjudicator shall determine whether or not the person who is the subject of the inquiry has a right under subsection 4(2.1) to remain in 10 Canada.

Where no right
to remain in
Canada

(3) Where the adjudicator determines that a person does not have a right under subsection 4(2.1) to remain in Canada, the adjudicator shall

15

(a) confirm the order made against, or the notice issued to, that person; or

(b) quash the order made against, or the notice issued to, that person and take the appropriate action under sec- 20 tion 32 with respect to that person.

Where right to
remain in
Canada

(4) Where the adjudicator determines that a person has a right under subsection 4(2.1) to remain in Canada, the adjudicator shall quash the conditional removal 25 order or conditional departure notice and, notwithstanding any other provision of this Act or the regulations, shall allow the person to remain in Canada.

Additional
allegations

(5) In making the determination 30 referred to in subsection (2) and in taking the appropriate action under section 32 with respect to a person, the adjudicator may take into consideration any allegation respecting the person not previously made 35 if, where that person is not the subject of a report under subsection 20(1), the allegation is set out in a report under subsection 27(1) or (2) and the Deputy Minister has issued a direction pursuant to subsection 40 27(3) that an inquiry be held with respect to the allegation."

16. Section 49 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"49. A removal order or conditional re- 45 moval order or a copy thereof shall, in such manner as is prescribed, be served on

d) il a retiré la demande de droit d'établissement faite dans le cadre de cet article;

e) il se voit refuser le droit d'établissement demandé.

5

(2) L'arbitre qui rouvre l'enquête détermine si l'intéressé a le droit, aux termes du paragraphe 4(2.1), de demeurer au Canada.

Détermination
du droit de
demeurer au
Canada

(3) S'il conclut que l'intéressé n'a pas le 10 droit, en application du paragraphe 4(2.1), de demeurer au Canada, l'arbitre :

Absence du
droit de
demeurer au
Canada

a) soit confirme l'ordonnance ou l'avis qui le visait;

b) soit annule l'ordonnance ou l'avis et 15 prend les mesures qui s'imposent aux termes de l'article 32.

(4) S'il conclut que l'intéressé a le droit de demeurer au Canada en application du paragraphe 4(2.1), l'arbitre annule l'or- 20 donnance de renvoi conditionnel ou l'avis d'interdiction de séjour conditionnelle et, malgré toute autre disposition de la présente loi ou de ses règlements, autorise l'intéressé à demeurer au Canada.

Droit de
demeurer au
Canada

25

(5) Dans le cadre de la détermination visée au paragraphe (2) et de la détermination des mesures à prendre aux termes de l'article 32, l'arbitre peut tenir compte de tout fait non allégué antérieurement et 30 relatif à l'intéressé si, dans les cas où ce dernier ne fait pas l'objet du rapport prévu au paragraphe 20(1), le fait est énoncé dans un rapport établi aux termes des paragraphes 27(1) ou (2) et a fait l'objet, 35 aux termes du paragraphe 27(3), d'une directive du sous-ministre ordonnant la tenue d'une enquête."

Allégation
supplémentaire

16. L'article 49 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

40

"49. L'original ou une copie d'une ordonnance de renvoi ou de renvoi conditionnel doit être signifié, de la manière

Signification
des ordonnances

Service of
orders

Clause 16: This amendment, which would add the underlined words, is consequential on the provision for conditional orders proposed in clause 13.

Article 16. — Adjonction du passage souligné. Découle de la création des ordonnances de renvoi conditionnel à l'article 13.

the person against whom it is made and on such other persons as are prescribed."

17. Subsection 51(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Stay of
execution

"51. (1) Except in the case of a person residing or sojourning in the United States or St. Pierre and Miquelon against whom a removal order is made as a result of a report made pursuant to subsection 20(1), 10 the execution of a removal order is stayed

(a) in any case where the person against whom the order was made has a right of appeal to the Appeal Division, at the request of that person until 15 twenty-four hours have elapsed from the time when the person was informed pursuant to section 36 of the right of appeal;

(b) in any case where the person 20 against whom the order was made has a right to file an application for leave to commence an application or other proceeding under section 18 or 28 of the *Federal Court Act* in respect of the 25 order, at the request of that person until twenty-four hours have elapsed from the time when the order was pronounced;

(c) in any case where an appeal from the order has been filed with the Appeal 30 Division, until the appeal has been heard and disposed of or has been declared by the Appeal Division to be abandoned;

(d) in any case where the person, being 35 other than a person described in paragraph 19(1)(g), files an application for leave to appeal or signifies in writing to an immigration officer an intention to file an application for leave to appeal a 40 decision of the Appeal Division or a decision of the Refugee Division under subsection 71.3(4) to the Federal Court of Appeal, until the application for leave to appeal has been heard and disposed of 45 or of the time normally limited for filing an application for leave to appeal has elapsed and, where leave to appeal is granted, until the appeal has been heard

prescrite, à la personne qui en fait l'objet et à toute autre personne que déterminent les règlements.»

17. Le paragraphe 51(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 5

«51. (1) Sauf dans le cas d'une personne résidant ou séjournant aux États-Unis ou à Saint-Pierre-et-Miquelon et faisant l'objet du rapport visé au paragraphe 20(1), il est sursis à l'exécution d'une ordonnance de 10 renvoi :

Sursis à
exécution

a) à la requête de la personne qui fait l'objet de l'ordonnance, au cas où elle a le droit d'appel à la section d'appel, durant vingt-quatre heures à compter du 15 moment où elle a été avisée de son droit d'appel conformément à l'article 36;

b) à la requête de la personne qui fait l'objet de l'ordonnance, au cas où elle a le droit de produire une demande d'au- 20 torisation d'introduire une instance aux termes des articles 18 ou 28 de la *Loi sur la Cour fédérale*, durant vingt-quatre heures à compter du moment où l'ordonnance a été prononcée; 25

c) en cas d'appel à la section d'appel, jusqu'à ce que cette dernière ait rendu sa décision ou déclaré qu'il y a eu renonciation à l'appel;

d) si la personne en cause ne tombe pas 30 sous le coup de l'alinéa 19(1)g) et dépose devant la Cour d'appel fédérale une demande d'autorisation d'appel d'une décision de la section d'appel ou d'une décision de la section du statut 35 rendue aux termes du paragraphe 71.3(4), ou notifie par écrit à un agent d'immigration son intention de le faire, jusqu'à la décision de la Cour sur l'auto- risation ou l'appel, ou l'expiration du 40 délai normal de demande d'autorisation ou d'appel, selon le cas;

e) si la personne en cause ne tombe pas sous le coup de l'alinéa 19(1)g) et dépose une demande d'autorisation d'en 45 appeler à la Cour suprême du Canada de la décision de la Cour d'appel fédérale sur l'appel visé à l'alinéa d), ou

Clause 17: This amendment, which would, *inter alia*, add paragraph (b) and substitute the underlined references to the Appeal Division and Refugee Division for references to the Board, would establish new rules for stays of execution.

Subsection 51(1) at present reads as follows:

“51. (1) Except in the case of a person residing or sojourning in the United States or St. Pierre and Miquelon against whom a removal order is made as a result of a report made pursuant to subsection 20(1), the execution of a removal order is stayed

(a) in any case where the person against whom such order was made has a right of appeal to the Board, at the request of that person until twenty-four hours have elapsed from the time when he was informed pursuant to section 36 of his right of appeal;

(b) in any case where an appeal from such order has been filed with the Board, until the appeal has been heard and disposed of or has been declared by the Board to be abandoned;

(c) in any case where the person, being other than a person described in paragraph 19(1)(g), files an appeal or signifies in writing to an immigration officer that he intends to appeal a decision of the Board to the Federal Court of Appeal, until the appeal has been heard and disposed of or the time for filing an appeal has elapsed, as the case may be; and

(d) in any case where the person, being other than a person described in paragraph 19(1)(g), files an appeal or signifies in writing to an immigration officer that he intends to appeal a decision of the Federal Court of Appeal to the Supreme Court of Canada, until the appeal has been heard and disposed of or the time for filing an appeal has elapsed, as the case may be.”

Article 17. — La modification, qui, entre autres, ajoute l’alinéa b) et remplace «Commission» par «section d’appel» et «section du statut», établit de nouvelles règles relativement au sursis d’exécution.

Texte actuel du paragraphe 51(1) :

«51. (1) Sauf dans le cas d’une personne résidant ou séjournant aux États-Unis ou à Saint-Pierre-et-Miquelon et faisant l’objet du rapport visé au paragraphe 20(1), il est sursis à l’exécution d’une ordonnance de renvoi

a) à la requête de la personne qui fait l’objet de l’ordonnance, au cas où elle a le droit d’appel à la Commission, durant vingt-quatre heures à compter du moment où elle a été avisée de son droit d’appel conformément à l’article 36;

b) en cas d’appel à la Commission, jusqu’à ce que cette dernière ait rendu sa décision ou déclaré qu’il y a eu renonciation à l’appel;

c) si la personne en cause ne tombe pas sous le coup de l’alinéa 19(1)g) et interjette appel de la décision de la Commission à la Cour d’appel fédérale ou notifie par écrit à un agent d’immigration son intention de le faire, jusqu’à la décision de la Cour ou l’expiration du délai d’appel, selon le cas; et

d) si la personne en cause ne tombe pas sous le coup de l’alinéa 19(1)g) et interjette appel de la décision de la Cour d’appel fédérale à la Cour suprême du Canada ou notifie par écrit à un agent d’immigration son intention de le faire, jusqu’à la décision de la Cour suprême ou l’expiration du délai d’appel, selon le cas.»

and disposed of or the time normally limited for filing the appeal has elapsed, as the case may be; and

(e) in any case where the person, being other than a person described in paragraph 19(1)(g), files an application for leave to appeal or signifies in writing to an immigration officer an intention to file an application for leave to appeal a decision of the Federal Court of Appeal on an appeal referred to in paragraph (d) to the Supreme Court of Canada, until the application for leave to appeal has been heard and disposed of or the time normally limited for filing an application for leave to appeal has elapsed and, where leave to appeal is granted, until the appeal has been heard and disposed of or the time normally limited for filing the appeal has elapsed, as the case may be.”

18. Section 55 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Return to
Canada

“54.1 Where a removal order, other than a removal order that may be appealed to the Appeal Division, has been made against a person and the person is removed from or otherwise leaves Canada, the person may, at the expense of the Minister, return to Canada, if the person is subsequently successful in having the removal order set aside.

Prohibited
removal

55. Notwithstanding subsections 54(2) and (3), no person who is finally determined under this Act, or determined under the regulations, to be a Convention refugee nor any person who has been determined not to be eligible to have a claim to be a Convention refugee determined by the Refugee Division on the basis that the person is a person described in paragraph 48.1(1)(a) shall be removed from Canada to a country where the person's life or freedom would be threatened for reasons of race, religion, nationality, membership in a particular social group or political opinion unless

(a) the person is

notifie par écrit à un agent d'immigration son intention de le faire, jusqu'à la décision de la Cour suprême sur la demande d'autorisation ou l'appel ou l'expiration du délai normal de demande d'autorisation ou d'appel, selon le cas.»

18. L'article 55 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«54.1 La personne qui est renvoyée du Canada ou le quitte à la suite d'une ordonnance de renvoi qui ne peut faire l'objet d'un appel devant la section d'appel peut, aux frais du ministre, revenir au Canada si elle réussit par la suite à faire annuler l'ordonnance.

Rentrée au
Canada

55. Par dérogation aux paragraphes 54(2) et (3), la personne à qui le statut de réfugié au sens de la Convention a été définitivement reconnu aux termes de la présente loi ou a été reconnu aux termes des règlements, ou dont la revendication a été jugée irrecevable en application de l'alinéa 48.1(1)a) ne peut être renvoyée dans un pays où sa vie ou sa liberté seraient menacées du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social ou de ses opinions politiques, sauf si :

Renvoi des
réfugiés au sens
de la Conven-
tion

a) le ministre est d'avis qu'elle constitue un danger pour la sécurité du Canada, 30
outre le fait qu'elle :

Clause 18: (1) The proposed section 54.1 is new and would provide for the return to Canada of certain persons. The amendment to section 55 would amend the rules concerning removal from Canada.

Section 55 at present reads as follows:

“55. Notwithstanding subsections 54(2) and (3), a Convention refugee shall not be removed from Canada to a country where his life or freedom would be threatened on account of his race, religion, nationality, membership in a particular social group or political opinion unless he is

- (a) a member of an inadmissible class described in paragraph 19(1)(c), (e), (f) or (g),
- (b) a person described in paragraph 27(1)(c) or 27(2)(c), or
- (c) a person who has been convicted in Canada of an offence under any Act of Parliament for which a term of imprisonment of ten years or more may be imposed,

and the Minister is of the opinion that the person should not be allowed to remain in Canada.”

Article 18. — Le nouvel article 54.1 de la loi prévoit la rentrée au Canada de certaines personnes. La modification de l'article 55 apporte des changements relatifs au renvoi du Canada.

Texte actuel de l'article 55 :

«55. Par dérogation aux paragraphes 54(2) et (3), un réfugié au sens de la Convention ne peut être renvoyé dans un pays où sa vie ou sa liberté seraient menacées, du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social ou de ses opinions politiques à moins

- a) qu'il ne fasse partie des personnes non admissibles visées aux alinéas 19(1)c), e), f) ou g),
- b) qu'il ne soit une des personnes visées aux alinéas 27(1)c) ou 27(2)c), ou
- c) qu'il n'ait été déclaré coupable au Canada d'une infraction prévue par une loi du Parlement et punissable d'une peine d'au moins dix ans d'emprisonnement,

et que le Ministre ne soit d'avis qu'il ne devrait pas être autorisé à demeurer au Canada.»

(i) a member of an inadmissible class described in paragraph 19(1)(e), (f) or (g), or
(ii) a person described in paragraph 27(1)(c) or 27(2)(c),

5

and the Minister is of the opinion that the person constitutes a danger to the security of Canada; or

(b) the person is

(i) a member of an inadmissible class 10 described in paragraph 19(1)(c), or
(ii) a person who has been convicted in Canada of an offence under any Act of Parliament for which a term of imprisonment of ten years or more 15 may be imposed,

and the Minister is of the opinion that the person constitutes a danger to the public in Canada.”

(i) soit fait partie des personnes non admissibles visées aux alinéas 19(1)e), f) ou g),
(ii) soit est une des personnes visées aux alinéas 27(1)c) ou (2)c);

5

b) le ministre est d’avis qu’elle constitue un danger pour le public au Canada, outre le fait qu’elle :

(i) soit fait partie des personnes non admissibles visées à l’alinéa 19(1)c), 10
(ii) soit a été déclarée coupable au Canada d’une infraction prévue par une loi du Parlement et passible d’une peine d’au moins dix ans d’emprisonnement.» 15

1984, c. 21, s. 81, c. 40, s. 36(5); 1986, c. 13, ss. 1-5

19. The headings preceding section 59 and 20 sections 59 to 78 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

19. Les intertitres qui précèdent l’article 59 et les articles 59 à 78 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1984, ch. 21, art. 81, ch. 40, par. 36(5); 1986, ch. 13, art. 1 à 5

“PART IV

«PARTIE IV

CLAIMS AND APPEALS

REVENDICATIONS ET APPELS

Establishment of Board

Mise sur pied de la Commission

Board established

59. (1) There is hereby established a board, to be called the Immigration and Refugee Board, consisting of two divisions, 25 to be called the Convention Refugee Determination Division and the Immigration Appeal Division.

Constitution of Board

(2) The Board shall consist of the Chairman of the Immigration and 30 Refugee Board and the members of the Refugee Division and the Appeal Division.

Chairman

60. (1) The Chairman shall be appointed by the Governor in Council to hold office during good behaviour for a term 35 not exceeding seven years, but may be removed by the Governor in Council at any time for cause.

Ex officio member

(2) The Chairman is *ex officio* a member of the Refugee Division and the 40 Appeal Division.

Constitution

59. (1) Est constituée la Commission de l’immigration et du statut de réfugié, 20 formée de deux sections : la section d’appel de l’immigration et la section du statut de réfugié.

Composition

(2) La Commission se compose du président et des membres de chacune des 25 sections.

Président

60. (1) Le président est nommé par le gouverneur en conseil à titre inamovible, pour un mandat maximal de sept ans, sous réserve de révocation motivée. 30

Appartenance aux deux sections

(2) Le président est d’office membre des deux sections.

Clause 19: This amendment would provide for a restructuring of the Immigration Appeal Board into two divisions and for procedures before the proposed divisions. The amendments to sections 72 to 78 are, in part, consequential on the provision for conditional orders and notices proposed in clause 13.

The headings preceding section 59 and sections 59 to 78 at present read as follows:

**“PART IV
APPEALS**

Establishment of Board

59. (1) There is hereby established a board, to be called the Immigration Appeal Board, that shall, in respect of appeals made pursuant to sections 72, 73 and 79 and in respect of applications for redetermination made pursuant to section 70, have sole and exclusive jurisdiction to hear and determine all questions of law and fact, including questions of jurisdiction, that may arise in relation to the making of a removal order or the refusal to approve an application for landing made by a member of the family class.

(2) The Board shall consist of not fewer than seven and not more than fifty members to be appointed by the Governor in Council.

(3) Notwithstanding subsections 60(1) and (2) but subject to subsection (4), not more than eighteen members may be appointed for terms exceeding two years and a member appointed for a term not exceeding two years is only eligible for re-appointment for one term not exceeding two years.

(4) A member appointed for a term not exceeding two years is eligible for re-appointment for one or more terms exceeding two years if fewer than eighteen members are serving terms exceeding two years.

60. (1) Subject to subsections (3) and (5), each member shall be appointed to hold office during good behaviour for a term not exceeding ten years, but may be removed by the Governor in Council for cause.

(2) Each member is eligible for re-appointment.

Article 19. — Réorganisation de la Commission d'appel de l'immigration : division en deux sections. Établissement de la procédure devant chacune de celles-ci. Les modifications des articles 72 à 78 découlent, en partie, de la création des ordonnances de renvoi conditionnel et des avis d'interdiction de séjour conditionnelle à l'article 13.

Texte actuel des intertitres qui précèdent l'article 59 et des articles 59 à 78 :

**«PARTIE IV
APPELS**

Institution de la Commission

59. (1) Est instituée la Commission d'appel de l'immigration ayant compétence exclusive, en matière d'appels visés aux articles 72, 73 et 79 et en matière de demande de réexamen visée à l'article 70, pour entendre et juger sur des questions de droit et de fait, y compris des questions de compétence, relatives à la confection d'une ordonnance de renvoi ou au rejet d'une demande de droit d'établissement présentée par une personne appartenant à la catégorie de la famille.

(2) La Commission est composée de sept à cinquante commissaires nommés par le gouverneur en conseil.

(3) Par dérogation aux paragraphes 60(1) et (2) et sous réserve du paragraphe (4), les mandats supérieurs à deux ans sont limités à dix-huit et tout mandat maximal de deux ans n'est renouvelable qu'une fois.

(4) Un commissaire nommé pour un mandat maximal de deux ans peut être nommé pour un ou plusieurs autres mandats supérieurs à deux ans s'il y a moins de dix-huit commissaires ayant des mandats de cette dernière durée.

60. (1) Sous réserve des paragraphes (3) et (5), les commissaires sont nommés à titre inamovible pour un mandat maximal de dix ans. Ils peuvent cependant faire l'objet d'une révocation motivée, de la part du gouverneur en conseil.

(2) Le mandat des commissaires est renouvelable.

Chief executive officer	(3) The Chairman is the chief executive officer of the Board and has supervision over and direction of the work and staff of the Board.	(3) Le président est le premier dirigeant de la Commission; à ce titre, il en assure la direction et contrôle la gestion de son personnel.	Fonctions
Delegation	(4) The Chairman may authorize any full-time permanent member of the Refugee Division or any permanent member of the Appeal Division to exercise or perform any power, duty or function of the Chairman under this Act, other than the power to make rules under subsection 67(1) or to delegate under this subsection, and, if so exercised or performed, the power, duty or function shall be deemed to have been exercised or performed by the Chairman.	(4) Le président peut déléguer ses pouvoirs, à l'exception du pouvoir conféré par le paragraphe 67(1) et du pouvoir de délégation visé au présent paragraphe, à tout membre titulaire à temps plein de la section du statut et à tout membre titulaire de la section d'appel.	5 Délégation
Absence, incapacity or vacancy	(5) In the event of the absence or incapacity of the Chairman, or if the office of Chairman is vacant, the Minister may authorize the Deputy Chairman (Convention Refugee Determination Division) or the Deputy Chairman (Immigration Appeal Division) to act as Chairman for the time being and a Deputy Chairman so acting has and may exercise and perform all the powers, duties and functions of the Chairman.	(5) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, le ministre peut autoriser le vice-président de la section d'appel ou celui de la section du statut à exercer la présidence.	Cas d'absence ou d'empêchement
Constitution of Refugee Division	61. (1) The Refugee Division shall consist of not more than sixty-five full-time permanent members and such number of additional members as are appointed in accordance with subsection (2).	61. (1) La section du statut se compose d'un maximum de soixante-cinq membres titulaires à temps plein et des membres éventuellement nommés aux termes du paragraphe (2).	Composition de la section du statut
Additional members	(2) Part-time permanent members, part-time temporary members and full-time temporary members of the Refugee Division may be appointed whenever, in the opinion of the Governor in Council, the workload of the Division so requires.	(2) Le gouverneur en conseil peut nommer à la section du statut des membres titulaires à temps partiel et des membres vacataires, à temps plein ou partiel, si, à son avis, la charge de travail de celle-ci l'exige.	Adjonction d'autres membres
Deputy and Assistant Deputy Chairmen	(3) The Governor in Council shall designate one full-time permanent member of the Refugee Division to be Deputy Chairman (Convention Refugee Determination Division) and not more than seven full-time permanent members of the Refugee Division to be Assistant Deputy Chairmen (Convention Refugee Determination Division).	(3) Le gouverneur en conseil choisit parmi les titulaires à temps plein le vice-président de la section du statut et au plus sept vice-présidents adjoints.	Vice-président et adjoints
Ex officio members	(4) The members of the Refugee Division are <i>ex officio</i> members of the Appeal	(4) Les membres de la section du statut sont membres d'office de la section d'ap-	Appartenance aux deux sections

(3) A member ceases to hold office on attaining the age of seventy years.

(4) No person who has attained the age of sixty-five years shall be appointed a member.

(5) Each member who, immediately prior to the coming into force of this Act, was a permanent member of the Immigration Appeal Board established by section 3 of the *Immigration Appeal Board Act*, as it read before it was repealed by subsection 128(1) of this Act, continues in office as a member of the Board and shall hold such office during good behaviour but may be removed by the Governor in Council for cause.

61. (1) The Governor in Council shall designate one of the members to be Chairman of the Board and not more than thirteen of the members to be Vice-Chairmen of the Board.

(2) In the event of the absence or incapacity of the Chairman or a Vice-Chairman or if any such office is vacant, the Minister may designate another member to act as Chairman or Vice-Chairman during his absence or incapacity or until the vacancy is filled, as the case may be, but where the Chairman is absent or unable to act or his office is vacant and no member has been so designated to act in his stead, a Vice-Chairman designated by the Minister has and may exercise and perform all the powers and duties of the Chairman.

(3) Subject to subsections (2) and (4), the Chairman and a majority of the Vice-Chairmen shall be barristers or advocates of at least five years standing at the bar of a province.

(4) The member who, immediately prior to the coming into force of this Act, was Chairman of the Immigration Appeal Board established by section 3 of the *Immigration Appeal Board Act*, as it read before it was repealed by subsection 128(1) of this Act, and each member who at that time was a Vice-Chairman of that Board, shall continue to hold such office under this Act.

62. Each member shall be paid such remuneration for his services as is fixed by the Governor in Council, and is entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred by him while absent from his ordinary place of residence in the course of his duties under this Act.

63. (1) The Chairman is the chief executive officer of the Board and has supervision over and direction of the work and staff of the Board.

(2) Without restricting the generality of subsection (1), the Chairman may delegate all or part of his powers and duties to a Vice-Chairman designated by him.

64. (1) The head office of the Board shall be in the National Capital Region as described in the schedule to the *National Capital Act* and the Chairman and such other members as may be designated by the Governor in Council shall live in that Region or within reasonable commuting distance thereof.

(2) The Board may sit at such places in Canada as the Chairman considers appropriate in the circumstances.

(3) Three members constitute a quorum of the Board.

(4) Notwithstanding subsection (3), the Chairman may designate a member to hear and determine

(a) an appeal made under section 73,

(b) an application made under section 77 or 80.

(c) a motion made pursuant to the rules made under section 67, or

(d) an application or appeal made under section 70, 72 or 79, where the parties to the application or appeal consent thereto,

and the provisions of this Part, except section 67, apply in respect of a member so designated as they apply in respect of the Board and the disposition of the appeal, application or motion by the member shall be deemed to be the disposition of the Board.

(3) La limite d'âge pour exercer les fonctions de commissaire est fixée à soixante-dix ans.

(4) Quiconque a atteint l'âge de soixante-cinq ans ne peut être nommé commissaire.

(5) A l'entrée en vigueur de la présente loi, les membres permanents de la Commission d'appel de l'immigration établie par l'article 3 de la *Loi sur la Commission d'appel de l'immigration*, abrogée par le paragraphe 128(1) de la présente loi, sont maintenus en fonctions en qualité de commissaires à titre inamovible. Ils peuvent cependant faire l'objet d'une révocation motivée, de la part du gouverneur en conseil.

61. (1) Le gouverneur en conseil choisit, parmi les commissaires, un président et un maximum de treize vice-présidents.

(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou d'un vice-président, ou en cas de vacance de leur poste, le Ministre peut désigner un autre commissaire pour les remplacer pendant cette période. À défaut de désignation d'un commissaire pour remplacer le président, le Ministre peut désigner un vice-président pour exercer les pouvoirs et attributions du président.

(3) Sous réserve des paragraphes (2) et (4), le président et la majorité des vice-présidents doivent être des avocats inscrits au barreau d'une province depuis au moins cinq ans.

(4) A l'entrée en vigueur de la présente loi, le président et les vice-présidents en exercice de la Commission d'appel de l'immigration établie par l'article 3 de la *Loi sur la Commission d'appel de l'immigration*, abrogée par le paragraphe 128(1) de la présente loi, conservent leur poste en vertu de la présente loi.

62. Le gouverneur en conseil fixe le traitement des commissaires; ceux-ci sont indemnisés des frais raisonnables de déplacement et de séjour engagés dans l'exercice de leurs fonctions en vertu de la présente loi, hors de leur lieu ordinaire de résidence.

63. (1) Le président est le premier dirigeant de la Commission; à ce titre, il en assure la direction et contrôle la gestion de son personnel.

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), le président peut déléguer tout ou partie de ses attributions au vice-président qu'il désigne.

64. (1) La Commission a son siège dans la région de la Capitale nationale définie à l'annexe de la *Loi sur la Capitale nationale*. Le président ainsi que les commissaires désignés par le gouverneur en conseil doivent résider dans ladite région ou à une distance raisonnable pour pouvoir se rendre assez rapidement au siège.

(2) La Commission peut siéger partout au Canada aux lieux que le président juge appropriés eu égard aux circonstances.

(3) Trois commissaires constituent le quorum.

(4) Par dérogation au paragraphe (3), le président peut désigner un commissaire pour connaître seul :

a) d'un appel visé par l'article 73;

b) d'une demande visée par les articles 77 ou 80;

c) de toute requête présentée au titre des règles établies en application de l'article 67;

d) d'un appel ou d'une demande visés par les articles 70, 72, ou 79, lorsque les parties y consentent.

Le cas échéant, les dispositions de la présente partie, à l'exception de l'article 67, s'appliquent tant au commissaire ainsi désigné qu'à la Commission, et la décision de ce dernier est réputée être une décision de la Commission.

65. (1) La Commission est une cour d'archives; elle a un sceau officiel dont l'authenticité est admise d'office.

(2) La Commission a, en ce qui concerne la présence, la prestation de serment et l'interrogatoire des témoins, la production et l'examen des documents, l'exécution de ses ordonnances, et toute autre question

	Division, but shall not be counted in determining the membership of the Appeal Division under subsection 62(1).	pel, mais ils ne sont pas pris en compte pour l'application du paragraphe 62(1).	
Constitution of Appeal Division	62. (1) The Appeal Division shall consist of not more than thirty permanent members and such number of additional members as are appointed in accordance with subsection (2). 5	62. (1) La section d'appel se compose d'au plus trente membres titulaires et des membres éventuellement nommés aux termes du paragraphe (2). 5	Composition de la section d'appel
Additional members	(2) Temporary members of the Appeal Division may be appointed whenever, in the opinion of the Governor in Council, the workload of the Division so requires. 10	(2) Le gouverneur en conseil peut nommer des vacataires à la section d'appel si, à son avis, la charge de travail de celle-ci l'exige. 10	Nomination des vacataires
Deputy and Assistant Deputy Chairmen	(3) The Governor in Council shall designate one permanent member of the Appeal Division to be Deputy Chairman (Immigration Appeal Division) and not more than five permanent members of the Appeal Division to be Assistant Deputy Chairmen (Immigration Appeal Division). 15	(3) Le gouverneur en conseil choisit parmi les titulaires le vice-président de la section d'appel et au plus cinq vice-présidents adjoints.	Vice-président et adjoints
Appointment and tenure of permanent members	63. (1) Each permanent member of the Refugee Division and each permanent member of the Appeal Division shall be appointed by the Governor in Council to hold office during good behaviour for a term not exceeding five years, but may be removed by the Governor in Council at any time for cause. 20	63. (1) Les titulaires de chacune des sections sont nommés par le gouverneur en conseil à titre inamovible pour un mandat maximal de cinq ans, sous réserve de révocation motivée. 15	Mandat des titulaires
Appointment and tenure of temporary members	(2) Each temporary member of the Refugee Division and each temporary member of the Appeal Division shall be appointed by the Governor in Council to hold office during pleasure for a term not exceeding two years. 30	(2) Les vacataires de chacune des sections sont nommés à titre amovible pour un mandat maximal de deux ans. 20	Mandat des vacataires
Qualification	(3) The Deputy Chairman (Immigration Appeal Division), a majority of the Assistant Deputy Chairmen (Immigration Appeal Division) and no fewer than ten per cent of the full-time permanent members of the Refugee Division shall be barristers or advocates of at least five years standing at the bar of a province. 40	(3) Le vice-président de la section d'appel, la majorité des vice-présidents adjoints de cette section et au moins dix pour cent des titulaires à temps plein de la section du statut sont obligatoirement des avocats inscrits au barreau d'une province depuis au moins cinq ans. 25	Condition de nomination
Re-appointment	(4) The Chairman, each member of the Refugee Division and each member of the Appeal Division are eligible for re-appointment in the same or another capacity. 45	(4) Le mandat du président et des membres de chacune des sections peut être reconduit, à des fonctions identiques ou non. 30	Reconduction du mandat
Full-time members	(5) The Chairman, each full-time member of the Refugee Division and each	(5) La charge de président, de membre à temps plein de la section du statut ou de	Incompatibilité de fonctions

65. (1) The Board is a court of record and shall have an official seal, which shall be judicially noticed.

(2) The Board has, as regards the attendance, swearing and examination of witnesses, the production and inspection of documents, the enforcement of its orders and other matters necessary or proper for the due exercise of its jurisdiction, all such powers, rights and privileges as are vested in a superior court of record and, without limiting the generality of the foregoing, may

(a) issue a summons to any person requiring him to appear at the time and place mentioned therein to testify to all matters within his knowledge relative to a subject-matter before the Board and to bring with him and produce any document, book or paper that he has in his possession or under his control relative to such subject-matter;

(b) administer oaths and examine any person on oath; and

(c) during a hearing, receive such additional evidence as it may consider credible or trustworthy and necessary for dealing with the subject-matter before it.

(3) The Board may, and at the request of either of the parties to an appeal made pursuant to section 72 or 73 shall, give reasons for its disposition of the appeal.

66. (1) Where a member resigns his office or otherwise ceases to hold office, he may, at the request of the Chairman, at any time within eight weeks after such event take part in the disposition of any appeal or determination in respect of any application for redetermination previously heard or considered by him, and for any such purpose he shall be deemed to be a member.

(2) Where a person to whom subsection (1) applies or any other member by whom an appeal or an application for redetermination has been heard is unable to take part in the disposition or determination thereof or has died, the remaining members who heard the appeal or application for redetermination may make the disposition or determination and for that purpose shall be deemed to constitute the Board.

67. The Board may, subject to the approval of the Governor in Council, make rules not inconsistent with this Act governing the activities of the Board and the practice and procedure in relation to appeals, applications for redetermination and applications for release made to the Board under this Act.

68. For the purposes of the *Public Service Superannuation Act* the members appointed under subsection 59(2) and the members continued under subsection 60(5) shall be deemed to be employed in the Public Service.

69. (1) The Chairman shall, before the commencement of each fiscal year, prepare and forward to the Minister a report of the operations of the Board for the preceding calendar year.

(2) The Minister shall, within thirty days following the commencement of each fiscal year or, if Parliament is not then sitting, within the first thirty days next thereafter that Parliament is sitting, lay before Parliament a copy of the report received by him from the Chairman.

Redeterminations and Appeals

70. (1) A person who claims to be a Convention refugee and has been informed in writing by the Minister pursuant to subsection 45(5) that he is not a Convention refugee may, within such period of time as is prescribed, make an application to the Board for a redetermination of his claim that he is a Convention refugee.

(2) Where an application is made to the Board pursuant to subsection (1), the application shall be accompanied by a copy of the transcript of the examination under oath referred to in subsection 45(1) and shall contain or be accompanied by a declaration of the applicant under oath setting out

(a) the nature of the basis of the application;

relevant de sa compétence, tous les pouvoirs, droits et privilèges d'une cour supérieure d'archives et peut notamment

a) adresser à toute personne une citation l'enjoignant à comparaître aux date et lieu indiqués pour témoigner sur toutes questions pertinentes à la contestation et dont elle a connaissance, et à apporter et produire tout document, livre ou écrit en sa possession ou sous sa responsabilité et se rapportant à cette contestation;

b) faire prêter serment et interroger toute personne sous serment; et

c) recevoir, au cours d'une audition, toute preuve supplémentaire qu'elle considère digne de foi et pertinente.

(3) La Commission peut et, sur demande de l'une des parties à un appel visé aux articles 72 ou 73, elle doit faire part des motifs de sa décision.

66. (1) Le commissaire qui a cessé d'exercer ses fonctions par suite de démission ou pour tout autre motif, peut, à la demande du président et dans un délai de huit semaines après la cessation de ses fonctions, participer à toute décision sur les appels et les demandes de réexamen qu'il avait préalablement entendus ou étudiés. A ces fins, il est réputé agir en qualité de commissaire.

(2) En cas de décès ou d'empêchement du commissaire visé au paragraphe (1) ou de tout autre commissaire qui a entendu un appel ou une demande de réexamen, les autres commissaires qui ont siégé avec lui peuvent rendre la décision, et à cette fin ils sont réputés constituer la Commission.

67. La Commission peut, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, établir des règles, compatibles avec la présente loi, concernant ses activités, ainsi que la pratique et la procédure en matière d'appel, de demande de réexamen et de demande de mise en liberté en vertu de la présente loi.

68. Aux fins de la *Loi sur la pension de la Fonction publique*, les commissaires nommés en vertu du paragraphe 59(2) ainsi que les membres de l'ancienne Commission maintenus en fonctions en vertu du paragraphe 60(5) sont réputés employés de la Fonction publique.

69. (1) Avant le début de chaque exercice financier, le président doit préparer et adresser au Ministre un rapport sur les activités de la Commission au cours de la précédente année civile.

(2) Le Ministre doit déposer devant le Parlement, dans les trente premiers jours de chaque exercice financier ou, si le Parlement ne siège pas, dans les trente premiers jours de la prochaine séance, une copie du rapport du président.

Demandes de réexamen et appels

70. (1) La personne qui a revendiqué le statut de réfugié au sens de la Convention et à qui le Ministre a fait savoir par écrit, conformément au paragraphe 45(5), qu'elle n'avait pas ce statut, peut, dans le délai prescrit, présenter à la Commission une demande de réexamen de sa revendication.

(2) Toute demande présentée à la Commission en vertu du paragraphe (1) doit être accompagnée d'une copie de l'interrogatoire sous serment visé au paragraphe 45(1) et contenir ou être accompagnée d'une déclaration sous serment du demandeur contenant

a) le fondement de la demande;

b) un exposé suffisamment détaillé des faits sur lesquels repose la demande;

c) un résumé suffisamment détaillé des renseignements et des preuves que le demandeur se propose de fournir à l'audition; et

d) toutes observations que le demandeur estime pertinentes.

71. (1) La Commission, saisie de la demande de réexamen, tient une audition, après avoir informé le demandeur ainsi que le Ministre de la date et du lieu de sa tenue afin qu'ils puissent se faire entendre.

member of the Appeal Division shall devote the whole of their time to the performance of their duties under this Act.

Remuneration

64. (1) The Chairman, each full-time member of the Refugee Division and each member of the Appeal Division shall be paid such remuneration as is fixed by the Governor in Council.

5

Fees

(2) Each part-time member of the Refugee Division shall be paid such fees for services rendered under this Act as are fixed by the Governor in Council.

10

Expenses

(3) The Chairman, each member of the Refugee Division and each member of the Appeal Division are entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred by them while absent from their ordinary place of residence in the course of their duties under this Act.

15

Application of
Public Service
Superannuation
Act

(4) For the purposes of the *Public Service Superannuation Act*, the Chairman, the members of the Refugee Division and the members of the Appeal Division shall be deemed to be employed in the Public Service.

25

Disposition
after member
ceases to hold
office

65. (1) Any person who has resigned or otherwise ceased to hold office as a member of the Refugee Division or Appeal Division may, at the request of the Chairman, at any time within eight weeks after such event, make, or take part in, the disposition of any matter previously heard by that person and, for that purpose, the person shall be deemed to be such a member.

35

Disposition
where member
unable to take
part

(2) Where a person to whom subsection (1) applies or any other member by whom a matter has been heard is unable to take part in the disposition thereof or has died, the remaining members, if any, who heard the matter may make the disposition and, for that purpose, shall be deemed to constitute the Refugee Division or the Appeal Division, as the case may be.

40

Head office

66. (1) The head office of the Board shall be in the National Capital Region as described in the schedule to the *National Capital Act* and the Chairman and such members of the Refugee Division and

45

membre de la section d'appel est incompatible avec d'autres fonctions.

Rémunération

64. (1) Le président, les membres à temps plein de la section du statut et les membres de la section d'appel reçoivent la rémunération fixée par le gouverneur en conseil.

5

Honoraires

(2) Les membres à temps partiel de la section du statut reçoivent, pour leurs services, les honoraires fixés par le gouverneur en conseil.

10

Indemnités

(3) Le président et les membres des deux sections ont droit aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement de leurs fonctions hors du lieu de leur résidence habituelle.

15

(4) Pour l'application de la *Loi sur la pension de la Fonction publique*, le président et les membres des deux sections sont réputés appartenir à la Fonction publique.

20

Application de
la Loi sur la
pension de la
Fonction
publique

65. (1) Le membre qui a cessé d'exercer sa charge par suite de démission ou pour tout autre motif peut, à la demande du président et dans un délai de huit semaines après la cessation de ses fonctions, participer aux décisions à rendre sur les affaires qu'il avait préalablement entendues. Il conserve à cette fin sa qualité de membre.

25

Participation
des démission-
naires à la
décision

(2) En cas de décès ou d'empêchement du membre visé au paragraphe (1), ou de tout autre membre y ayant participé, les autres membres qui ont également entendu l'affaire peuvent rendre la décision, et sont, à cette fin, réputés constituer la section d'appel ou du statut, selon le cas.

35

Participation
impossible

66. (1) La Commission a son siège dans la région de la Capitale nationale définie à l'annexe de la *Loi sur la Capitale nationale*. Le président et les membres de l'une ou l'autre section désignés par le gouver-

40

Siège

(b) a statement in reasonable detail of the facts on which the application is based;

(c) a summary in reasonable detail of the information and evidence intended to be offered at the hearing; and

(d) such other representations as the applicant deems relevant to the application.

71. (1) Where the Board receives an application referred to in subsection 70(2), it shall hold a hearing to determine the application, after having notified the applicant and the Minister of the time and place of the hearing, and shall afford the applicant and the Minister a reasonable opportunity to be heard.

(3) Where the Board has made its determination as to whether or not a person is a Convention refugee, it shall, in writing, inform the Minister and the applicant of its decision.

(4) The Board may, and at the request of the applicant or the Minister shall, give reasons for its determination.

72. (1) Subject to subsection (3), where a removal order is made against a permanent resident or against a person lawfully in possession of a valid returning resident permit issued to him pursuant to the regulations, that person may appeal to the Board on either or both of the following grounds, namely,

(a) on any ground of appeal that involves a question of law or fact, or mixed law and fact; and

(b) on the ground that, having regard to all the circumstances of the case, the person should not be removed from Canada.

(2) Where a removal order is made against a person who

(a) has been determined by the Minister or the Board to be a Convention refugee but is not a permanent resident, or

(b) seeks admission and at the time that a report with respect to him was made by an immigration officer pursuant to subsection 20(1) was in possession of a valid visa,

that person may, subject to subsection (3), appeal to the Board on either or both of the following grounds, namely,

(c) on any ground of appeal that involves a question of law or fact, or mixed law and fact, and

(d) on the ground that, having regard to the existence of compassionate or humanitarian considerations, the person should not be removed from Canada.

(3) Where a deportation order is made against a person described in subsection (1) or paragraph (2)(a) or (b) who

(a) is a person with respect to whom a certificate referred to in subsection 40(1) has been issued, or

(b) has been determined by an adjudicator to be a member of an inadmissible class described in paragraph 19(1)(e), (f) or (g),

that person may appeal to the Board on any ground of appeal that involves a question of law or fact, or mixed law and fact.

73. The Minister may appeal to the Board on any ground of appeal that involves a question of law or fact, or mixed law and fact, from a decision by an adjudicator that a person who was the subject of an inquiry is a person who may be granted admission or is not a person against whom a removal order should be made.

74. The Board may order that an inquiry that has given rise to an appeal be reopened before the adjudicator who presided at the inquiry or some other adjudicator for the receiving of any additional evidence or testimony, and the adjudicator who presides at the reopened inquiry shall file a copy of the minutes of the reopened inquiry, together with his assessment of such additional evidence or testimony, with the Board for its consideration in disposing of the appeal.

(3) La Commission, après s'être prononcée sur le statut du demandeur, en informe par écrit le Ministre et le demandeur.

(4) La Commission peut et, à la requête du demandeur ou du Ministre, doit motiver sa décision.

72. (1) Sous réserve du paragraphe (3), toute personne frappée d'une ordonnance de renvoi qui est soit un résident permanent, soit un titulaire de permis de retour valable et délivré conformément aux règlements, peut interjeter appel devant la Commission en invoquant l'un des deux motifs suivants, ou les deux :

a) un moyen d'appel comportant une question de droit ou de fait ou une question mixte de droit et de fait;

b) le fait que, compte tenu des circonstances de l'espèce, elle ne devrait pas être renvoyée du Canada.

(2) Toute personne, frappée par une ordonnance de renvoi, qui

a) n'est pas un résident permanent mais dont le statut de réfugié au sens de la Convention a été reconnu par le Ministre ou par la Commission, ou

b) demande l'admission et était titulaire d'un visa en cours de validité lorsqu'elle a fait l'objet du rapport visé au paragraphe 20(1), peut, sous réserve du paragraphe (3), interjeter appel à la Commission en invoquant l'un ou les deux motifs suivants:

c) un moyen d'appel comportant une question de droit ou de fait ou une question mixte de droit et de fait;

d) le fait que, compte tenu de considérations humanitaires ou de compassion, elle ne devrait pas être renvoyée du Canada.

(3) Lorsqu'une personne, visée au paragraphe (1) ou aux alinéas (2)a) ou b), est frappée d'une ordonnance d'expulsion et

a) a fait l'objet d'une attestation visée au paragraphe 40(1), ou

b) appartient, selon la décision d'un arbitre, à une catégorie non admissible visée aux alinéas 19(1)e), f) ou g),

elle ne peut interjeter appel à la Commission qu'en se fondant sur un motif d'appel comportant une question de droit ou de fait ou une question mixte de droit et de fait.

73. Le Ministre peut interjeter appel à la Commission de toute décision par laquelle un arbitre déclare qu'une personne qui a fait l'objet d'une enquête peut obtenir l'admission ou n'est pas susceptible de renvoi. Il doit invoquer un motif d'appel comportant une question de droit ou de fait ou une question mixte de droit et de fait.

74. La Commission peut ordonner la réouverture d'une enquête qui a donné lieu à un appel, par l'arbitre qui en était chargé ou par un autre arbitre à l'effet de recueillir des preuves ou des témoignages supplémentaires. L'arbitre chargé de mener l'enquête ainsi réouverte doit remettre à la Commission, pour lui permettre de statuer sur l'appel, une copie du procès verbal de l'enquête réouverte accompagnée de son appréciation des preuves ou témoignages supplémentaires.

75. (1) La Commission statuant sur un appel visé à l'article 72, peut

a) l'accueillir;

b) le rejeter; ou

c) ordonner de surseoir à l'exécution de l'ordonnance de renvoi en cas d'appel fondé sur les alinéas 72(1)b) ou 72(2)d).

(2) La Commission statuant sur un appel visé à l'article 73 peut

a) l'accueillir et prononcer l'ordonnance de renvoi que l'arbitre chargé de l'enquête aurait dû rendre; ou

b) le rejeter.

(3) Lorsque la Commission accueille un appel visé à l'article 73 et prononce une ordonnance de renvoi, la personne visée, au cas où la présente loi lui accorderait le droit d'appel si l'ordonnance avait été rendue par un arbitre après enquête, sera réputée avoir interjeté un appel fondé sur les alinéas 72(1)b) ou 72(2)d), selon le cas.

	members of the Appeal Division as may be designated by the Governor in Council shall live in that Region or within reasonable commuting distance thereof.		neur en conseil doivent résider dans cette région ou dans un lieu suffisamment proche.	
Executive Director	(2) There shall be an Executive Director of the Board, who shall be appointed by the Governor in Council to hold office during pleasure for a term fixed by the Governor in Council and shall be paid such remuneration as the Governor in Council may fix and who shall exercise or perform such administrative powers, duties or functions as may be prescribed by the rules of the Board or assigned by the Chairman.	5 10 15	(2) Le gouverneur en conseil nomme le directeur général de la Commission à titre amovible et fixe la durée de son mandat ainsi que sa rémunération; le directeur général exerce les pouvoirs et fonctions d'ordre administratif que lui attribuent les règles de la Commission ou que lui confie le président.	5 Directeur général
Other staff	(3) Such officers, employees and counsel as are necessary for the proper conduct of the business of the Board shall be appointed in accordance with the <i>Public Service Employment Act</i> .	20	(3) Le reste du personnel — cadres, employés et conseils — nécessaire à l'exécution des travaux de la Commission est nommé conformément à la <i>Loi sur l'emploi dans la Fonction publique</i> .	Reste du personnel
Application of Public Service Superannuation Act	(4) For the purposes of the <i>Public Service Superannuation Act</i> , the Executive Director of the Board and the officers, employees and counsel of the Board shall be deemed to be employed in the Public Service.	25	(4) Pour l'application de la <i>Loi sur la pension de la Fonction publique</i> , le personnel de la Commission, y compris le directeur général, est réputé faire partie de la Fonction publique.	Application de la Loi sur la pension de la Fonction publique
Experts	(5) The Board may appoint and, subject to the approval of the Treasury Board, fix the remuneration of experts or persons having special knowledge to assist the Board in any matter.	30	(5) La Commission peut nommer des experts compétents dans des domaines relevant de son champ d'activité et, avec l'agrément du Conseil du Trésor, fixer leur rémunération.	Experts
Rules	67. (1) Subject to the approval of the Governor in Council, the Chairman, in consultation with the Deputy Chairman (Convention Refugee Determination Division) and the Deputy Chairman (Immigration Appeal Division), may make rules (a) governing the activities of, and the practice and procedure in, the Refugee Division and the Appeal Division, including the functions of counsel employed by the Board; (b) prescribing a system of priorities for dealing with matters before the Refugee Division or the Appeal Division; and (c) prescribing any matter authorized by this Act to be prescribed by the rules.	35 40 45	67. (1) Le président peut, sous réserve de l'agrément du gouverneur en conseil et en consultation avec le vice-président de chacune des sections, établir des règles : a) régissant les travaux, la procédure et la pratique de chacune des sections et définissant les fonctions des conseils de la Commission; b) fixant un ordre de priorité pour l'étude des cas; c) en vue des autres mesures à prendre par ce moyen aux termes de la présente loi.	Règles

75. (1) The Board may dispose of an appeal made pursuant to section 72

- (a) by allowing it;
 - (b) by dismissing it; or
 - (c) in the case of an appeal pursuant to paragraph 72(1)(b) or 72(2)(d), by directing that execution of the removal order be stayed.
- (2) The Board may dispose of an appeal made pursuant to section 73
- (a) by allowing it and making the removal order that the adjudicator who was presiding at the inquiry should have made; or
 - (b) by dismissing it.

(3) Where the Board disposes of an appeal made pursuant to section 73 by allowing it and making a removal order against the person, that person shall, where he would have had an appeal pursuant to this Act if such order had been made by an adjudicator after an inquiry, be deemed to have made an appeal to the Board pursuant to paragraph 72(1)(b) or 72(2)(d), as the case may be.

76. (1) Where the Board allows an appeal made pursuant to section 72, it shall quash the removal order that was made against the appellant and may

- (a) make any other removal order that the adjudicator who was presiding at the inquiry should have made; or
- (b) in the case of an appellant other than a permanent resident, direct that he be examined as a person seeking admission at a port of entry.

(2) Where the Board disposes of an appeal by directing that execution of a removal order be stayed, the person concerned shall be allowed to come into or remain in Canada under such terms and conditions as the Board may determine and the Board shall review the case from time to time as it considers necessary or advisable.

(3) Where the Board has disposed of an appeal by directing that execution of a removal order be stayed, it may, at any time,

- (a) amend any terms and conditions imposed under subsection (2) or impose new terms and conditions; or
- (b) cancel its direction staying the execution of a removal order and
 - (i) dismiss the appeal and direct that the order be executed as soon as reasonably practicable, or
 - (ii) allow the appeal and take any other action that it might have taken pursuant to subsection (1).

77. Where a person against whom a removal order has been made is removed from or otherwise leaves Canada and informs the Board in writing of his desire to appear in person before the Board on the hearing of his appeal against the removal order, the Board may, if an appeal has been made, allow him to return to Canada for that purpose under such terms and conditions as it may determine.

78. Where a person against whom a removal order has been made files an appeal against that order with the Board but fails to communicate with the Board upon being requested to do so or fails to inform the Board of his most recent address, the Board may declare his appeal to be abandoned."

76. (1) La Commission, en accueillant un appel visé à l'article 72, doit annuler l'ordonnance de renvoi et peut

- a) prononcer toute autre ordonnance de renvoi que l'arbitre chargé de l'enquête aurait dû rendre; ou
- b) ordonner, sauf s'il s'agit d'un résident permanent, que l'appellant soit examiné comme s'il demandait l'admission à un point d'entrée.

(2) Lorsque la Commission, en statuant sur un appel, ordonne de surseoir à l'exécution de l'ordonnance de renvoi, la personne concernée doit être autorisée à entrer ou à demeurer au Canada aux conditions que fixe la Commission. Celle-ci procédera à une révision de l'affaire chaque fois qu'elle juge opportun de le faire.

(3) Lorsque la Commission a statué sur un appel en ordonnant de surseoir à l'exécution de l'ordonnance de renvoi, elle peut, à tout moment,

- a) modifier les conditions imposées en vertu du paragraphe (2) ou en imposer de nouvelles; ou
- b) annuler sa décision de surseoir à l'exécution de l'ordonnance de renvoi, et
 - (i) rejeter l'appel et ordonner que l'ordonnance soit exécutée dès que les circonstances le permettent, ou
 - (ii) accueillir l'appel et prendre toute autre mesure visée au paragraphe (1).

77. La Commission peut, lorsqu'une personne ayant quitté le Canada par suite d'une ordonnance de renvoi l'avise par écrit de son désir de se présenter à l'audition de son appel relatif à ladite ordonnance, l'autoriser, à cette fin, à revenir au Canada aux conditions qu'elle fixe.

78. Lorsqu'une personne, ayant interjeté appel, auprès de la Commission, d'une ordonnance de renvoi dont elle faisait l'objet, néglige d'entrer en communication avec la Commission après y avoir été invitée ou d'informer cette dernière de son adresse la plus récente, la Commission peut déclarer que cette personne a renoncé à son appel."

Tabling in
Parliament

(2) The Minister shall cause a copy of all rules made pursuant to subsection (1) to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the approval of the rules by the Governor in Council. 5

Annual report

68. The Chairman shall, before the commencement of each fiscal year, submit to the Minister a report on the activities of the Board in the preceding calendar year, 10 and the Minister shall cause a copy of the report to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the Minister receives the report. 15

Convention Refugee Determination Division

Powers

69. The Refugee Division, and each member thereof, has all the powers and authority of a commissioner appointed under Part I of the *Inquiries Act* and, without restricting the generality of the foregoing, may, for the purposes of a hearing, 20

(a) issue a summons to any person requiring that person to appear at the time and place mentioned therein to testify with respect to all matters within that person's knowledge relative to the subject-matter of the hearing and to bring and produce any document, book or paper that the person has or controls 30 relative to that subject-matter;

(b) administer oaths and examine any person on oath;

(c) issue commissions or requests to take evidence in Canada; and 35

(d) do any other thing necessary to provide a full and proper hearing.

Sittings

70. (1) The Refugee Division shall sit at such times and at such places in Canada as are considered necessary by the Chairman for the proper conduct of its business. 40

Informal
proceedings

(2) The Refugee Division shall deal with all proceedings before it as informally and expeditiously as the circumstances and the considerations of fairness permit. 45

(2) Le ministre fait déposer le texte des règles devant chacune des chambres du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant leur agrément par le gouverneur en conseil. 5

Dépôt devant le
Parlement

68. Avant le début de chaque exercice, le président présente au ministre un rapport sur les activités de la Commission au cours de la précédente année civile. Le ministre fait déposer un exemplaire de ce rapport devant chacune des chambres du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.

Rapport annuel

Section du statut de réfugié

69. La section du statut et chacun de ses membres sont investis des pouvoirs d'un commissaire nommé aux termes de la partie I de la *Loi sur les enquêtes*. Ils peuvent notamment, dans le cadre d'une audience :

Pouvoirs

a) par citation adressée aux personnes 20 ayant connaissance de faits se rapportant à l'affaire dont ils sont saisis, leur enjoindre de comparaître comme témoins aux date, heure et lieu indiqués et d'apporter et de produire tous documents, livres ou pièces, utiles à l'affaire, dont elles ont la possession ou la responsabilité;

b) faire prêter serment et interroger sous serment; 30

c) par commission rogatoire ou requête, faire recueillir des éléments de preuve au Canada;

d) prendre toutes autres mesures nécessaires à une instruction approfondie de 35 l'affaire.

70. (1) La section du statut siège au Canada aux lieux, dates et heures choisis par le président en fonction de ses travaux.

Séances

(2) Dans la mesure où les circonstances 40 et l'équité le permettent, la section du statut fonctionne sans formalisme et avec célérité.

Expédition des
affaires

Rules of evidence	(3) The Refugee Division is not bound by any legal or technical rules of evidence and, in any proceedings before it, it may receive and base a decision on evidence adduced in the proceedings and considered credible or trustworthy in the circumstances of the case.	5	(3) La section du statut n'est pas liée par les règles légales ou techniques de présentation de la preuve. Elle peut recevoir les éléments qu'elle juge dignes de foi en l'espèce et fonder sur eux sa décision.	5	Règles de la preuve
Notice of facts	(4) The Refugee Division may, in any proceedings before it, take notice of any facts that may be judicially noticed and, subject to subsection (5), of any other generally recognized facts and any information or opinion that is within its specialized knowledge.	10	(4) La section du statut peut admettre d'office les faits ainsi admissibles en justice de même que, sous réserve du paragraphe (5), les faits généralement reconnus et les renseignements ou opinions qui sont du ressort de sa spécialisation.	10	Admission d'office
Notification of intention	(5) Before the Refugee Division takes notice of any facts, information or opinion, other than facts that may be judicially noticed, in any proceedings, the Division shall notify the Minister, if present at the proceedings, and the person who is the subject of the proceedings of its intention and afford them a reasonable opportunity to make representations with respect thereto.	20	(5) Sauf pour les faits qui peuvent être admis d'office en justice, la section du statut informe le ministre, s'il est présent à l'audience, et la personne visée par la procédure de son intention d'admettre d'office des faits, renseignements ou opinions et leur donne la possibilité de présenter leurs observations à cet égard.	15	Avis d'intention
Right to counsel	71. (1) In any proceedings before the Refugee Division, the Minister may be represented at the proceedings by counsel or an agent and the person who is the subject of the proceedings may, at that person's own expense, likewise be represented.	25	71. (1) Dans le cadre de toute affaire dont connaît la section du statut, le ministre et l'intéressé — ce dernier à ses frais — peuvent se faire représenter par un avocat ou mandataire.	20	Représentation
Proceedings in camera	(2) Subject to subsection (3), proceedings before the Refugee Division shall be conducted <i>in camera</i> unless it is established to the satisfaction of the Division, on application by a member of the public, that the conduct of the proceedings in public would not impede the proceedings and that the person who is the subject of the proceedings or any member of that person's family would not be adversely affected if the proceedings were conducted in public.	30	(2) Sous réserve du paragraphe (3), la section du statut tient ses séances à huis clos sauf si, à la suite d'une demande émanant du public, il lui est démontré que la publicité des débats ne compromettrait pas la procédure en cours ni ne porterait préjudice à l'intéressé ou aux membres de sa famille.	30	Huis clos
Observers allowed	(3) The Refugee Division shall allow any representative of the United Nations High Commissioner for Refugees to attend any proceedings before it as an observer and, at the request or with the consent of the person who is the subject of the proceedings, shall allow any other person to	45	(3) Tout représentant du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés peut assister aux audiences de la section du statut à titre d'observateur; la présence d'autres observateurs est également permise, à la demande ou avec l'agrément de l'intéressé, dans la mesure où la section	35	Présence d'observateurs

	attend the proceedings as an observer if, in the opinion of the Division, the attendance of that other person is not likely to impede the proceedings.		estime qu'elle ne risque pas de gêner la procédure en cause.	
Representation	(4) Where a person who is the subject of proceedings before the Refugee Division is under eighteen years of age or is unable, in the opinion of the Division, to appreciate the nature of the proceedings, the Division shall designate another person to represent that person in the proceedings.	5 10	(4) La section du statut commet d'office un représentant dans le cas où l'intéressé n'a pas dix-huit ans ou n'est pas, selon elle, en mesure de comprendre la nature de la procédure en cause.	Représentation 5
Honorarium and expenses	(5) A person designated pursuant to subsection (4) to represent a person in proceedings before the Refugee Division shall be paid such honorarium as is fixed by the Chairman and such reasonable expenses as are incurred by the designated person in connection with the representation, unless the designated person is the parent or guardian of the person represented.	15 20	(5) Le représentant commis d'office, sauf s'il est le père, la mère ou le tuteur ou curateur de l'intéressé, reçoit la rétribution fixée par le président et a droit aux frais entraînés par l'accomplissement de sa fonction.	Rétribution et indemnités 10
Adjournments	(6) The Refugee Division shall not adjourn any proceedings before it, unless it is satisfied that an adjournment would not unreasonably impede the proceedings.	25	(6) La section du statut ne peut ajourner une procédure que si elle est convaincue que l'ajournement ne causera pas d'entrave sérieuse.	Ajournement 15
Presiding member where proceedings adjourned	(7) Proceedings before the Refugee Division that are adjourned may be resumed before any member or members of the Refugee Division other than the member or members who presided at the adjourned proceedings if the person who is the subject of the proceedings and the Minister, if taking part in the proceedings, consent thereto or if no substantive evidence was adduced before the adjournment.	30 35	(7) La procédure peut reprendre devant un ou d'autres membres que celui ou ceux qui entendaient l'affaire avant l'ajournement si le ministre, quand il y prend part, et l'intéressé y consentent ou qu'aucun élément de preuve de fond n'a été encore présenté.	Reprise 20
Hearing into refugee claims	71.1 (1) Subject to subsection (2), where a person's claim to be a Convention refugee is referred to the Refugee Division pursuant to subsection 48.2(2), the Division shall as soon as practicable commence a hearing into the claim.	40	71.1 (1) La section du statut entend dans les meilleurs délais la revendication du statut de réfugié au sens de la Convention dont elle est saisie aux termes du paragraphe 48.2(2).	Audience 25
Time for setting date	(2) Where a person's claim to be a Convention refugee is referred to the Refugee Division pursuant to subsection 48.2(2) and a conditional removal order is made against, or a conditional departure notice is issued to, that person, a time for the commencement of the hearing by the	45	(2) Lorsque l'intéressé est sous le coup d'une ordonnance de renvoi conditionnel ou d'un avis d'interdiction de séjour conditionnelle, la date de l'audience doit être fixée dans les dix jours qui suivent la fin de l'enquête.	Délai de fixation de la date 30 35

	Division into the claim shall be set within ten days after the conclusion of the inquiry.		
Notice of hearing	(3) The Refugee Division shall notify the claimant and the Minister in writing of the time and place set for the hearing into the claim.	5	(3) La section du statut notifie par écrit à l'intéressé et au ministre les date, heure et lieu de l'audience. Avis
Hearing in presence of claimant	(4) A hearing into a claim shall be held in the presence of the claimant.		(4) L'audience sur la revendication se tient en présence de l'intéressé. Présence de l'intéressé 5
Opportunity to be heard	(5) At the hearing into a claim, the 10 Refugee Division (a) shall afford the claimant a reasonable opportunity to present evidence, cross-examine witnesses and make representations; and 15 (b) shall afford the Minister a reasonable opportunity to present evidence and, if the Minister notifies the Refugee Division that the Minister is of the opinion that matters involving section E or F 20 of Article 1 of the Convention or subsection 2(2) of this Act are raised by the claim, to cross-examine witnesses and make representations.	10 15 20	(5) À l'audience, la section du statut est tenue de donner à l'intéressé et au ministre la possibilité de produire des éléments de preuve, de contre-interroger des témoins et de présenter des observations, ces deux 10 derniers droits n'étant toutefois accordés au ministre que s'il l'informe qu'à son avis, la revendication met en cause la section E ou F de l'article premier de la Convention ou le paragraphe 2(2) de la présente loi. 15 Droit de se faire entendre
Abandonment of claim	(6) If a claimant or a claimant's counsel 25 or agent fails to appear at the time and place set by the Refugee Division for the hearing into the claim or, in the opinion of the Division, is otherwise in default in the prosecution of the claim, the Division may, 30 after giving the claimant a reasonable opportunity to be heard, declare the claim to have been abandoned.	25 30	(6) Faute pour l'intéressé ou son avocat ou mandataire de comparaître aux date, heure et lieu fixés pour l'audience, ou si elle estime qu'il y a défaut par ailleurs de leur part dans la poursuite de leur réclamation la section du statut peut, après avoir donné à l'intéressé la possibilité de se faire entendre, conclure au désistement. Désistement
Quorum	(7) Subject to subsection (8), two members constitute a quorum of the Refugee 35 Division for the purposes of a hearing under this section.	35	(7) Le quorum de la section du statut lors d'une audience tenue dans le cadre du 25 présent article est constitué de deux membres. Quorum
Exception	(8) One member of the Refugee Division may hear and determine a claim under this section if the claimant so 40 requests or consents thereto, and the provisions of this Part apply in respect of a member so acting as they apply in respect of the Refugee Division and the disposition of the claim by the member shall be 45 deemed to be the disposition of the Refugee Division.	40 45	(8) Sur demande de l'intéressé ou avec son consentement, la revendication peut être jugée par un seul membre de la section du statut; le cas échéant, les dispositions de la présente partie relatives à la section s'appliquent à ce membre et la décision de celui-ci vaut décision de la section. 35 Cas particulier

Decision	(9) The Refugee Division shall determine whether or not the claimant is a Convention refugee and shall render its decision as soon as possible after completion of the hearing and send a written notice of the decision to the claimant and the Minister.	5	(9) La section du statut rend sa décision sur la revendication du statut de réfugié au sens de la Convention le plus tôt possible après l'audience et la notifie à l'intéressé et au ministre par écrit.	5	Décision
Split decision	(10) In the event of a split decision, the decision favourable to the claimant shall be deemed to be the decision of the Refugee Division.	10	(10) En cas de partage, la section du statut est réputée rendre une décision en faveur de l'intéressé.		Cas de partage
Written reasons	(11) The Refugee Division may give written reasons for its decision on a claim, except that (a) if the decision is against the claimant, the Division shall give written reasons with the decision; and (b) if the Minister or the claimant requests written reasons within ten days after the day on which the Minister or claimant is notified of the decision, the Division shall forthwith give written reasons.	15 20	(11) La section du statut n'est tenue de motiver par écrit sa décision que si soit celle-ci est défavorable à l'intéressé, soit le ministre ou l'intéressé le demande dans les dix jours suivant sa notification, auquel cas la transmission des motifs se fait sans délai.	10 15	Motifs
Application for determination of cessation of refugee status	71.2 (1) The Minister may make an application to the Refugee Division for a determination whether any person who was determined under this Act or the regulations to be a Convention refugee has ceased to be a Convention refugee.	25	71.2 (1) Le ministre peut, par avis, demander à la section du statut de déterminer s'il y a ou non perte du statut de réfugié au sens de la Convention par une personne qui s'est vu reconnaître ce statut aux termes de la présente loi ou de ses règlements.	20	Demande relative à la perte de statut
Application to vacate	(2) The Minister may, with leave of the Chairman, make an application to the Refugee Division to reconsider and vacate any determination under this Act or the regulations that a person is a Convention refugee on the ground that the determination was obtained by fraudulent means or misrepresentation, suppression or concealment of any material fact, whether exercised or made by that person or any other person.	30 35 40	(2) Avec l'autorisation du président, le ministre peut, par avis, demander à la section du statut de réexaminer la question de la reconnaissance du statut de réfugié au sens de la Convention accordée en application de la présente loi ou de ses règlements et d'annuler cette reconnaissance, au motif qu'elle a été obtenue par des moyens frauduleux, par une représentation erronée d'un fait important ou par la suppression ou la dissimulation de faits substantiels, même si ces agissements sont le fait d'un tiers.	25 30 35	Demande d'annulation
Leave to apply	(3) An application to the Chairman for leave to apply to the Refugee Division under subsection (2) shall be made <i>ex parte</i> and in writing and the Chairman may grant such leave if the Chairman is	45	(3) L'autorisation requise dans le cadre du paragraphe (2) se demande par écrit et <i>ex parte</i> ; le président peut l'accorder s'il est convaincu qu'il existe des éléments de preuve qui, portés à la connaissance de la	40	Autorisation

	satisfied that evidence exists that, if it had been known to the Refugee Division, could have resulted in a different determination.	section du statut, auraient pu modifier la décision.	
Notice	(4) An application to the Refugee Division under this section shall be instituted by filing, in the manner and form prescribed by the rules of the Board, a notice of application with the Refugee Division.	(4) Les avis mentionnés dans le présent article sont déposés auprès de la section du statut selon les modalités fixées par les règles de la Commission.	Production d'un avis
Copy	(5) Where a notice of application is filed with the Refugee Division pursuant to subsection (4), the Minister shall forthwith send a copy of the notice to the person who is the subject of the application.	(5) Le ministre envoie sans délai un double de l'avis déposé aux termes du paragraphe (4) à l'intéressé.	Transmission de l'avis à l'intéressé
Hearing	71.3 (1) Where an application to the Refugee Division is made under section 71.2, the Refugee Division shall conduct a hearing into the application, after having notified the Minister and the person who is the subject of the application of the time and place set for the hearing, and shall afford the Minister and that person a reasonable opportunity to present evidence, cross-examine witnesses and make representations.	71.3 (1) Dans les cas visés à l'article 71.2, la section du statut procède à l'examen de la demande par une audience dont elle communique au ministre et à l'intéressé les date, heure et lieu et au cours de laquelle elle leur donne la possibilité de produire des éléments de preuve, de contre-interroger des témoins et de présenter des observations.	Audience
Abandonment of application	(2) If the Minister's counsel or agent fails to appear at the time and place set by the Refugee Division for the hearing into the application or, in the opinion of the Division, is otherwise in default in the prosecution of the application, the Division may, after giving the Minister a reasonable opportunity to be heard, declare the application to have been abandoned.	(2) Faute pour l'avocat ou le mandataire du ministre de comparaître aux date, heure et lieu fixés pour l'audience, ou si elle estime qu'il y a défaut par ailleurs de sa part dans la poursuite de l'affaire, la section du statut peut, après avoir donné au ministre la possibilité de se faire entendre, conclure au désistement.	Désistement
Quorum	(3) Three members constitute a quorum of the Refugee Division for the purposes of a hearing under this section.	(3) Le quorum de la section du statut lors d'une audience tenue dans le cadre du présent article est constitué de trois membres.	Quorum
Decision	(4) The Refugee Division shall approve or reject the application and shall render its decision as soon as possible after completion of the hearing and send a written notice of the decision to the Minister and the person who is the subject of the application.	(4) La section du statut accepte ou rejette la demande le plus tôt possible après l'audience et notifie sa décision, par écrit, au ministre et à l'intéressé.	Décision
Rejection of otherwise established application	(5) The Refugee Division may reject an application under subsection 71.2(2) that is otherwise established if it is of the opinion that, notwithstanding that the determi-	(5) La section du statut peut rejeter toute demande bien fondée au regard de l'un des motifs visés au paragraphe 71.2(2) si elle estime par ailleurs qu'il reste suffi-	Rejet de la demande d'annulation malgré preuve de la fraude

	<p>nation was obtained by fraudulent means or misrepresentation, suppression or concealment of any material fact, there was other sufficient evidence on which the determination was or could have been based. 5</p>	<p>samment d'éléments justifiant la reconnaissance du statut.</p>	
Split decision	<p>(6) In the event of a split decision, the decision of the majority of the members hearing the application shall be deemed to be the decision of the Refugee Division. 10</p>	<p>(6) En cas de partage, la décision de la majorité des membres qui entendent la demande vaut décision de la section du statut. 5</p>	Cas de partage
Written reasons	<p>(7) The Refugee Division may give written reasons for its decision on an application, except that</p> <p>(a) if the decision is against the person who is the subject of the application, the Division shall give written reasons with the decision; and</p> <p>(b) if the Minister or the person who is the subject of the application requests written reasons within ten days after the day on which the Minister or person is notified of the decision, the Division shall forthwith give written reasons. 20</p>	<p>(7) La section du statut n'est tenue de motiver par écrit sa décision que si soit celle-ci est défavorable à l'intéressé, soit le ministre ou l'intéressé le demande dans les dix jours suivant sa notification, auquel cas la transmission des motifs se fait alors sans délai. 10</p>	Consignation des motifs
	<p><i>Immigration Appeal Division</i></p>	<p><i>Section d'appel de l'immigration</i></p>	
Court of record	<p>71.4 (1) The Appeal Division is a court of record and shall have an official seal, which shall be judicially noticed. 25</p>	<p>71.4 (1) La section d'appel est une cour d'archives; elle a un sceau officiel dont l'authenticité est admise d'office. 15</p>	Cour d'archives
Powers	<p>(2) The Appeal Division has, as regards the attendance, swearing and examination of witnesses, the production and inspection of documents, the enforcement of its orders and other matters necessary or proper for the due exercise of its jurisdiction, all such powers, rights and privileges as are vested in a superior court of record and, without limiting the generality of the foregoing, may</p> <p>(a) issue a summons to any person requiring that person to appear at the time and place mentioned therein to testify with respect to all matters within that person's knowledge relative to a subject-matter before the Division and to bring and produce any document, book or paper that the person has or controls relative to that subject-matter; 45</p> <p>(b) administer oaths and examine any person on oath; and</p>	<p>(2) La section d'appel a, en ce qui concerne la présence, la prestation de serment et l'interrogatoire des témoins, la production et l'examen des documents, l'exécution de ses ordonnances, et toute autre question relevant de sa compétence, tous les pouvoirs, droits et privilèges d'une cour supérieure d'archives et peut notamment :</p> <p>a) adresser à toute personne une citation lui enjoignant de comparaître aux date, heure et lieu indiqués pour témoigner sur toutes questions pertinentes à la contestation et dont elle a connaissance, et à apporter et produire tout document, livre ou écrit en sa possession ou sous sa responsabilité et se rapportant à cette contestation; 25</p> <p>b) faire prêter serment et interroger toute personne sous serment; 35</p>	Pouvoirs

(c) during a hearing, receive such additional evidence as it may consider credible or trustworthy and necessary for dealing with the subject-matter before it.

5

Reasons

(3) The Appeal Division may, and at the request of either of the parties to an appeal made pursuant to section 72 or 73 shall, give reasons for its disposition of the appeal.

10

Sittings

71.5 (1) The Appeal Division shall sit at such times and at such places in Canada as are considered necessary by the Chairman for the proper conduct of its business.

Quorum

(2) Three members constitute a quorum of the Appeal Division.

Exception

(3) Notwithstanding subsection (2), the Chairman may designate a member of the Appeal Division to hear and determine

(a) an appeal made under section 73, 20

(b) an application made under section 77 or 80,

(c) a motion made pursuant to the rules made under section 67, or

(d) an appeal made under section 72 or 79, where the parties to the appeal consent thereto,

and the provisions of this Part apply in respect of a member so designated as they apply in respect of the Appeal Division and the disposition of the appeal, application or motion by the member shall be deemed to be the disposition of the Appeal Division.

Appeals by permanent residents and persons in possession of returning resident permits

72. (1) Subject to subsection (3), where a removal order or conditional removal order is made against a permanent resident or against a person lawfully in possession of a valid returning resident permit issued to that person pursuant to the regulations, that person may appeal to the Appeal Division on either or both of the following grounds, namely,

(a) on any ground of appeal that involves a question of law or fact, or mixed law and fact; and

(b) on the ground that, having regard to all the circumstances of the case, the

c) recevoir, au cours d'une audition, tout élément de preuve supplémentaire qu'elle estime digne de foi.

(3) La section d'appel peut et, sur demande de l'une des parties à un appel visé aux articles 72 ou 73, doit faire part des motifs de sa décision.

Motifs

5

71.5 (1) La section d'appel siège au Canada aux dates, heures et lieux choisis par le président en fonction de ses travaux.

Séances

10

(2) Trois membres de la section d'appel constituent le quorum.

Quorum

(3) Par dérogation au paragraphe (2), le président peut désigner un membre de la section d'appel pour connaître seul :

Exception

15

a) d'un appel visé par l'article 73;

b) d'une demande visée par les articles 77 ou 80;

c) de toute demande présentée au titre des règles établies en application de l'article 67;

d) d'un appel ou d'une demande visés par les articles 72 ou 79, lorsque les parties y consentent.

Le cas échéant, les dispositions de la présente partie relatives à la section d'appel s'appliquent à ce membre et la décision de celui-ci vaut décision de la section d'appel.

Appel des résidents permanents et des titulaires de permis de retour

72. (1) Sous réserve du paragraphe (3), toute personne frappée d'une ordonnance de renvoi ou de renvoi conditionnel et qui est soit un résident permanent, soit un titulaire de permis de retour valable et délivré conformément aux règlements, peut interjeter appel devant la section d'appel en invoquant l'un des deux motifs suivants ou les deux :

a) un moyen d'appel comportant une question de droit ou de fait ou une question mixte de droit et de fait;

40

person should not be removed from Canada.

(2) Where a removal order or conditional removal order is made against a person who

(a) has been determined under this Act or the regulations to be a Convention refugee but is not a permanent resident, or

(b) seeks landing or entry and, at the time that a report with respect to the person was made by an immigration officer pursuant to subsection 20(1), was in possession of a valid immigrant visa, in the case of a person seeking landing, or a valid visitor's visa, in the case of a person seeking entry,

that person may, subject to subsection (3), appeal to the Appeal Division on either or both of the following grounds, namely,

(c) on any ground of appeal that involves a question of law or fact, or mixed law and fact, and

(d) on the ground that, having regard to the existence of compassionate or humanitarian considerations, the person should not be removed from Canada.

(3) Where a deportation order or conditional deportation order is made against a person described in subsection (1) or paragraph (2)(a) or (b) who

(a) is a person with respect to whom a certificate referred to in subsection 40(1) has been issued, or

(b) has been determined by an adjudicator to be a member of an inadmissible class described in paragraph 19(1)(e), (f) or (g),

that person may appeal to the Appeal Division on any ground of appeal that involves a question of law or fact, or mixed law and fact.

73. The Minister may appeal to the Appeal Division on any ground of appeal that involves a question of law or fact, or mixed law and fact, from a decision by an

b) le fait que, compte tenu des circonstances de l'espèce, elle ne devrait pas être renvoyée du Canada.

(2) Toute personne, frappée par une ordonnance de renvoi ou de renvoi conditionnel et qui :

a) soit n'est pas un résident permanent et s'est vu reconnaître le statut de réfugié au sens de la Convention aux termes de la présente loi ou de ses règlements,

b) soit demande l'autorisation de séjour ou le droit d'établissement et était titulaire d'un visa de visiteur ou d'immigrant, selon le cas, en cours de validité lorsqu'elle a fait l'objet du rapport visé au paragraphe 20(1),

peut, sous réserve du paragraphe (3), interjeter appel à la section d'appel en invoquant l'un des deux motifs suivants ou les deux :

c) un moyen d'appel comportant une question de droit ou de fait ou une question mixte de droit et de fait;

d) le fait que, compte tenu de considérations humanitaires ou de compassion, elle ne devrait pas être renvoyée du Canada.

(3) La personne visée au paragraphe (1) ou aux alinéas (2)a) ou b) et qui est frappée d'une ordonnance d'expulsion ou d'expulsion conditionnelle ne peut interjeter appel à la section d'appel qu'en se fondant sur un motif d'appel comportant une question de droit ou de fait ou une question mixte de droit et de fait si elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

a) elle a fait l'objet de l'attestation visée au paragraphe 40(1);

b) elle appartient, selon la décision d'un arbitre, à une catégorie non admissible visée aux alinéas 19(1)e), f) ou g).

73. Le ministre peut interjeter appel à la section d'appel de toute décision par laquelle un arbitre déclare qu'une personne qui a fait l'objet d'une enquête peut

Appeals by Convention refugees and persons with visas

Appel des réfugiés au sens de la Convention et des titulaires de visas

Where limited right of appeal

Limitation du droit d'appel

Appeal by Minister

Appel par le ministre

adjudicator that a person who was the subject of an inquiry is a person who may be granted admission or is not a person against whom a removal order or conditional removal order should be made.

5

Reopening of inquiry

74. The Appeal Division may order that an inquiry that has given rise to an appeal be reopened before the adjudicator who presided at the inquiry or any other adjudicator for the receiving of any additional evidence or testimony, and the adjudicator who presides at the reopened inquiry shall file a copy of the minutes of the reopened inquiry, together with the adjudicator's assessment of the additional evidence or testimony, with the Appeal Division for its consideration in disposing of the appeal.

10

15

Disposition of appeal

75. (1) The Appeal Division may dispose of an appeal made pursuant to section 72

20

(a) by allowing it;

(b) by dismissing it;

(c) in the case of an appeal made pursuant to paragraph 72(1)(b) or 72(2)(d) respecting a removal order, by directing that execution of the order be stayed; or

25

(d) in the case of an appeal made pursuant to paragraph 72(1)(b) or 72(2)(d) respecting a conditional removal order, by directing that execution of the order on its becoming effective be stayed.

30

Idem

(2) The Appeal Division may dispose of an appeal made pursuant to section 73

(a) by allowing it and making the removal order or conditional removal order that the adjudicator who was presiding at the inquiry should have made; or

35

(b) by dismissing it.

40

Deemed appeal in certain cases where appeal allowed

(3) Where the Appeal Division disposes of an appeal made pursuant to section 73 by allowing it and making a removal order or conditional removal order against the person concerned, that person shall, where the person would have had an appeal pursuant to this Act if the order had been

45

obtenir l'admission ou n'est pas susceptible de renvoi ou de renvoi conditionnel. Il doit invoquer un motif d'appel comportant une question de droit ou de fait ou une question mixte de droit et de fait.

5

Réouverture d'enquête

74. La section d'appel peut ordonner la réouverture d'une enquête qui a donné lieu à un appel, par l'arbitre qui en était chargé ou par un autre arbitre, à l'effet de recueillir des éléments de preuve ou des témoignages supplémentaires. L'arbitre chargé de mener l'enquête ainsi réouverte doit remettre à la section d'appel, pour lui permettre de statuer sur l'appel, une copie du procès verbal de l'enquête réouverte accompagnée de son appréciation des éléments de preuve ou témoignages supplémentaires.

10

15

75. (1) La section d'appel statuant sur un appel visé à l'article 72 peut :

20

Décision en matière d'appel

a) l'accueillir;

b) le rejeter;

c) en cas d'appel fondé sur les alinéas 72(1)b) ou 72(2)d) et relatif à une ordonnance de renvoi, ordonner de surseoir à l'exécution de celle-ci;

25

d) en cas d'appel fondé sur les alinéas 72(1)b) ou 72(2)d) et relatif à une ordonnance de renvoi conditionnel, ordonner de surseoir à l'exécution de celle-ci au moment où elle deviendra exécutoire.

30

(2) La section d'appel statuant sur un appel visé à l'article 73 peut :

Idem

a) soit l'accueillir et prononcer l'ordonnance de renvoi ou de renvoi conditionnel que l'arbitre chargé de l'enquête aurait dû rendre;

35

b) soit le rejeter.

(3) Lorsque la section d'appel accueille un appel visé à l'article 73 et prononce une ordonnance de renvoi ou de renvoi conditionnel, la personne visée, au cas où la présente loi lui accorderait le droit d'appel si l'ordonnance avait été rendue par un arbitre après enquête, est réputée avoir

40

Appel présumé dans certains cas

made by an adjudicator after an inquiry, be deemed to have made an appeal to the Appeal Division pursuant to paragraph 72(1)(b) or 72(2)(d), as the case may be.

Where appeal
allowed

76. (1) Where the Appeal Division 5 allows an appeal made pursuant to section 72, it shall quash the removal order or conditional removal order that was made against the appellant and may

(a) make any other removal order or 10 conditional removal order that the adjudicator who was presiding at the inquiry should have made; or

(b) in the case of an appellant other than a permanent resident, direct that 15 the appellant be examined as a person seeking admission at a port of entry.

Terms of stay
of execution

(2) Where the Appeal Division disposes of an appeal by directing that execution of a removal order or conditional removal 20 order be stayed, the person concerned shall be allowed to come into or remain in Canada under such terms and conditions as the Appeal Division may determine and the Appeal Division shall review the case 25 from time to time as it considers necessary or advisable.

Appeal Division
may amend
terms or cancel
direction

(3) Where the Appeal Division has disposed of an appeal by directing that execution of a removal order or conditional removal order be stayed, the Appeal Division 30 may, at any time,

(a) amend any terms and conditions imposed under subsection (2) or impose new terms and conditions; or 35

(b) cancel its direction staying the execution of the order and

(i) dismiss the appeal and direct that the order be executed as soon as reasonably practicable, or 40

(ii) allow the appeal and take any other action that it might have taken pursuant to subsection (1).

Return to
Canada for
hearing of
appeal

77. Where a person against whom a removal order or conditional removal 45 order has been made is removed from or otherwise leaves Canada and informs the Appeal Division in writing of his desire to appear in person before the Appeal Divi-

interjeté un appel fondé sur les alinéas 72(1)b) ou 72(2)d), selon le cas.

76. (1) La section d'appel, en accueillant un appel visé à l'article 72, doit annuler l'ordonnance de renvoi ou de renvoi 5 conditionnel et peut :

Cas où l'appel
est accueilli

a) soit prononcer toute autre ordonnance de renvoi ou de renvoi conditionnel que l'arbitre chargé de l'enquête aurait dû rendre; 10

b) soit ordonner, sauf s'il s'agit d'un résident permanent, que l'appellant soit examiné comme s'il demandait l'admission à un point d'entrée.

(2) Lorsque la section d'appel, en statuant sur un appel, ordonne de surseoir à l'exécution de l'ordonnance de renvoi ou de renvoi conditionnel, la personne concernée doit être autorisée à entrer ou à demeurer au Canada aux conditions que fixe la section d'appel. Celle-ci procédera à une révision de l'affaire chaque fois qu'elle juge opportun de le faire. 15

Conditions dont
est assorti le
sursis
d'exécution

(3) Lorsque la section d'appel a statué sur un appel en ordonnant de surseoir à 25 l'exécution de l'ordonnance de renvoi ou de renvoi conditionnel, elle peut, à tout moment :

Modification
des conditions
et annulation de
décision

a) modifier les conditions imposées en vertu du paragraphe (2) ou en imposer 30 de nouvelles;

b) annuler sa décision de surseoir à l'exécution de l'ordonnance et :

(i) soit rejeter l'appel et ordonner que l'ordonnance soit exécutée dès que les 35 circonstances le permettent,

(ii) soit accueillir l'appel et prendre toute autre mesure visée au paragraphe (1).

77. La section d'appel peut, lorsqu'une 40 personne ayant quitté le Canada par suite d'une ordonnance de renvoi ou de renvoi conditionnel l'avise par écrit de son désir de se présenter à l'audition de son appel relatif à cette ordonnance, l'autoriser, à 45

Retour au
Canada aux
fins d'appel

sion on the hearing of the appeal against the order, the Appeal Division may, if an appeal has been made, allow the person to return to Canada for that purpose under such terms and conditions as it may 5 determine.

Appeal
declared
abandoned

78. Where a person against whom a removal order or conditional removal order has been made files an appeal against that order with the Appeal Division but fails to communicate with the Appeal Division on being requested to do so or fails to inform the Appeal Division of the person's most recent address, the Appeal Division may declare the appeal to 15 be abandoned."

20. The heading preceding section 84 and sections 84 and 85 of the said Act are repealed and the following substituted therefor: 20

"Applications and Appeals to the Federal Court

Proceedings in
Federal Court

83.1 (1) An application or other proceeding may be commenced under section 18 or 28 of the *Federal Court Act* with respect to any decision or order made, or any other matter arising, under this Act or 25 the rules or regulations only with leave of a judge of the Federal Court — Trial Division or the Federal Court of Appeal, as the case may be.

Leave to
commence
proceeding

(2) An application under this section for 30 leave to commence a proceeding shall be filed with the appropriate Court within fifteen days after the day on which the applicant is notified of the decision or order or becomes aware of the other 35 matter.

Consideration
of application
for leave

(3) Unless a judge of the appropriate Court directs otherwise, an application under this section for leave to commence a proceeding shall be disposed of without 40 personal appearance.

Commence-
ment of
proceeding

(4) Where leave under this section to commence a proceeding is granted, the

cette fin, à revenir au Canada aux conditions qu'elle fixe.

78. Lorsque la personne qui a interjeté appel d'une ordonnance de renvoi ou de renvoi conditionnel dont elle faisait l'objet 5 néglige d'entrer en communication avec elle après y avoir été invitée ou de l'informer de son adresse la plus récente, la section d'appel peut déclarer que cette personne a renoncé à son appel.» 10

Renonciation à
l'appel

20. Les articles 84 et 85 de la même loi et l'intertitre qui les précède sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«Demandes et appels à la Cour fédérale

83.1 (1) L'introduction d'une instance aux termes des articles 18 ou 28 de la *Loi* 15 *sur la Cour fédérale* ne peut, pour ce qui est des décisions ou ordonnances rendues dans le cadre de la présente loi ou de ses textes d'application — règlements ou règles — ou de toute question soulevée 20 dans ce cadre, se faire qu'avec l'autorisation d'un juge de la Division de première instance de la Cour fédérale ou de la Cour d'appel fédérale, selon le cas.

Instances
devant la Cour
fédérale

(2) La demande d'autorisation doit être 25 déposée devant la cour compétente dans les quinze jours suivant la date où le demandeur est avisé de la décision ou de l'ordonnance en cause ou suivant la date où il a eu connaissance de l'affaire en 30 question.

Demande
d'autorisation

(3) Sauf ordre contraire d'un juge de la cour compétente, il est statué sur la demande d'autorisation sans comparution 35 en personne.

Étude de la
demande

(4) Si l'autorisation est accordée, l'instance doit être introduite dans les quinze jours qui suivent.

Introduction de
l'instance

Clause 20: This amendment would establish new rules concerning applications and appeals to the Federal Court.

The heading preceding section 84 and sections 84 and 85 at present read as follows:

“Appeals to the Federal Court of Appeal

84. An appeal lies to the Federal Court of Appeal on any question of law, including a question of jurisdiction, from a decision of the Board on an appeal under this Act if leave to appeal is granted by that Court based on an application for leave to appeal filed with that Court within fifteen days after the decision appealed from is pronounced or within such extended time as a judge of that Court may, for special reasons, allow.

85. (1) When an application for leave to appeal or an appeal is made by the Minister from a decision of the Board on an appeal under this Act, the Federal Court of Appeal shall direct that all costs of and incident to the application for leave to appeal or the appeal, as the case may be, determined by that Court on a solicitor and client basis, be paid by Her Majesty.

(2) Except as provided in subsection (1), no order as to costs shall be made in respect of an application for leave to appeal or an appeal to the Federal Court of Appeal pursuant to this section.”

Article 20. — Établissement de nouvelles règles en matière de demandes et d'appels devant la Cour fédérale.

Texte actuel de l'intertitre qui précède l'article 84 et des articles 84 et 85 :

«Appel à la Cour d'appel fédérale

84. La décision de la Commission relativement à un appel interjeté en vertu de la présente loi est susceptible d'appel à la Cour d'appel fédérale sur toute question de droit, y compris de compétence, dans la mesure où ladite Cour accorde l'autorisation d'appel, sur demande déposée dans un délai de quinze jours du prononcé de la décision sujette à appel; ce délai peut, pour des raisons spéciales, être prorogé par un juge de ladite Cour.

85. (1) Lorsque le Ministre demande l'autorisation d'appel ou interjette appel d'une décision de la Commission statuant sur un appel en vertu de la présente loi, la Cour d'appel fédérale doit ordonner que la totalité des dépens et des frais accessoires, y compris les frais extra-judiciaires qu'elle détermine, soit payée par Sa Majesté.

(2) Sous réserve du paragraphe (1), il ne peut être rendu aucune ordonnance relative aux dépens en matière de demande d'autorisation d'appel ou d'appel interjeté à la Cour d'appel fédérale en vertu du présent article.»

	proceeding shall be commenced within fifteen days after the granting of leave.		
Extension	(5) A judge of the appropriate Court may, for special reasons, allow an extended time for filing an application under this section for leave to commence a proceeding or for commencing the proceeding.	5	(5) Tout juge de la cour compétente peut, pour des raisons spéciales, proroger les délais fixés aux paragraphes (2) et (4). Prorogation des délais
No appeal from decision of Federal Court — Trial Division on application for leave	83.2 (1) No appeal lies to the Federal Court of Appeal from a decision of a judge of the Federal Court — Trial Division on an application under section 83.1 for leave to commence an application or other proceeding under section 18 of the <i>Federal Court Act</i> .	10	83.2 (1) La décision d'un juge de la Division de première instance de la Cour fédérale sur une demande d'autorisation relative à l'introduction d'une instance aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur la Cour fédérale</i> n'est pas susceptible d'appel à la Cour d'appel fédérale. Absence de droit d'appel sur la question de l'autorisation
No appeal from decision of Federal Court of Appeal on application for leave	(2) No appeal lies to the Supreme Court of Canada from a decision of a judge of the Federal Court of Appeal on an application under section 83.1 for leave to commence an application under section 28 of the <i>Federal Court Act</i> .	20	(2) La décision d'un juge de la Cour d'appel fédérale sur une demande d'autorisation relative à l'introduction d'une instance aux termes de l'article 28 de la <i>Loi sur la Cour fédérale</i> n'est pas susceptible d'appel à la Cour suprême du Canada. Absence de droit de la décision de la Cour d'appel fédérale sur l'autorisation
Appeal to Federal Court of Appeal from Refugee Division	83.3 (1) An appeal lies to the Federal Court of Appeal with leave of a judge of that Court from a decision of the Refugee Division under section 71.1 on a claim or under section 71.3 on an application, on the ground that the Division (a) failed to observe a principle of natural justice or otherwise acted beyond or refused to exercise its jurisdiction; (b) erred in law in making its decision, whether or not the error appears on the face of the record; or (c) based its decision on an erroneous finding of fact that it made in a perverse or capricious manner or without regard to the material before it.	25	83.3 (1) Les décisions rendues par la section du statut, en matière de revendications et de demandes, aux termes des articles 71.1 et 71.3 respectivement peuvent avec l'autorisation d'un juge de la Cour d'appel fédérale être portées en appel devant celle-ci au motif que la section : a) soit n'a pas observé un principe de justice naturelle ou a autrement excédé ou refusé d'exercer sa compétence; b) soit a rendu une décision entachée d'une erreur de droit, que l'erreur ressorte ou non à la lecture du dossier; c) soit a fondé sa décision sur une conclusion de fait erronée, tirée de façon absurde ou arbitraire ou sans tenir compte des éléments portés à sa connaissance. Appel des décisions de la section du statut à la Cour d'appel fédérale
Idem	(2) An appeal lies to the Federal Court of Appeal with leave of a judge of that Court from a decision of the Refugee Division under subsection 71.1(6) or 71.3(2) declaring a claim or an application to have been abandoned, on any ground referred to in subsection (1).	40	(2) Les décisions de la section du statut concluant, aux termes des paragraphes 71.1(6) ou 71.3(2), au désistement en matière de revendications ou de demandes peuvent, avec l'autorisation d'un juge de la Cour d'appel fédérale, être portées en appel devant celle-ci pour les motifs énumérés au paragraphe (1). Idem
Leave to appeal	(3) An application for leave to appeal under this section shall be filed with the	45	(3) La demande d'autorisation d'appel doit être déposée auprès de la Cour d'appel Demande d'autorisation

	<p>Federal Court of Appeal within fifteen days after the day on which the applicant is notified of the decision of the Refugee Division or, where the applicant requested written reasons pursuant to subsection 71.1(11) or 71.3(7), within fifteen days after the day on which the written reasons are sent to the applicant.</p>	<p>fédérale dans les quinze jours suivant la date où l'intéressé a été notifié de la décision de la section du statut ou, si celui-ci a demandé le texte écrit des motifs aux termes des paragraphes 71.1(11) ou 71.3(7), dans les quinze jours suivant la date de transmission du texte.</p>	
Commencement of appeal	<p>(4) Where leave to appeal under this section is granted, the appeal shall be commenced within fifteen days after the granting of leave.</p>	<p>(4) Si l'autorisation est accordée, l'appel doit être introduit dans les quinze jours qui suivent.</p>	Introduction de l'appel
Extension	<p>(5) A judge of the Federal Court of Appeal may, for special reasons, allow an extended time for filing an application for leave to appeal under this section or for commencing an appeal under this section.</p>	<p>(5) Tout juge de la Cour d'appel fédérale peut, pour des raisons spéciales, proroger les délais fixés aux paragraphes (3) et (4).</p>	Prorogation des délais
Right of Minister to appeal	<p>(6) The Minister may appeal under subsection (1) whether or not the Minister presented evidence, cross-examined witnesses, made representations or otherwise took part in the proceedings before the Refugee Division.</p>	<p>(6) Le ministre peut introduire un appel aux termes du paragraphe (1), qu'il ait ou non participé, notamment par la production d'éléments de preuve, le contre-interrogatoire des témoins ou la présentation d'observations, à la procédure engagée devant la section du statut.</p>	Droit d'appel du ministre
Appeal to Federal Court of Appeal from Appeal Division	<p>84. (1) An appeal lies to the Federal Court of Appeal with leave of a judge of that Court on any question of law, including a question of jurisdiction, from a decision of the Appeal Division on an appeal under this Act.</p>	<p>84. (1) La décision de la section d'appel sur un appel interjeté en vertu de la présente loi peut, avec l'autorisation d'un juge de la Cour d'appel fédérale, être portée en appel devant celle-ci sur toute question de droit, y compris de compétence.</p>	Appel des décisions de la section d'appel à la Cour d'appel fédérale
Leave to appeal	<p>(2) An application for leave to appeal under this section shall be filed with the Federal Court of Appeal within fifteen days after the day on which the decision being appealed is pronounced.</p>	<p>(2) La demande d'autorisation d'appel doit être déposée à la Cour d'appel fédérale dans les quinze jours suivant le prononcé de la décision sujette à appel.</p>	Demande d'autorisation
Commencement of appeal	<p>(3) Where leave to appeal under this section is granted, the appeal shall be commenced within fifteen days after the granting of leave.</p>	<p>(3) Si l'autorisation est accordée, l'appel doit être introduit dans les quinze jours qui suivent.</p>	Introduction de l'appel
Extension	<p>(4) A judge of the Federal Court of Appeal may, for special reasons, allow an extended time for filing an application for leave to appeal under this section or for commencing an appeal under this section.</p>	<p>(4) Tout juge de la Cour d'appel fédérale peut, pour des raisons spéciales, proroger les délais fixés aux paragraphes (2) et (3).</p>	Prorogation des délais
Costs where Minister appeals	<p>85. (1) When an application for leave to appeal or an appeal is made by the Minister under section 83.3 or 84, the Federal Court of Appeal shall direct that</p>	<p>85. (1) Lorsque le ministre demande l'autorisation d'appel ou interjette appel aux termes des articles 83.3 ou 84, la Cour d'appel fédérale doit ordonner que la tota-</p>	Dépens

all costs of and incident to the application for leave to appeal or the appeal, as the case may be, determined by the Court on a solicitor and client basis, be paid by Her Majesty.

5

Costs where
Minister does
not appeal

(2) Except as provided in subsection (1), no order as to costs shall be made in respect of an application for leave to appeal or an appeal under section 83.3 or 84.

10

No appeal from
decision of
Federal Court
of Appeal on
application for
leave

85.1 No appeal lies to the Supreme Court of Canada from a decision of a judge of the Federal Court of Appeal on an application for leave to appeal under section 83.3 or 84.

15

Rules

85.2 (1) Subject to the approval of the Governor in Council, the Chief Justice of the Federal Court of Canada may make rules governing the practice and procedure in relation to applications for leave under sections 83.1, 83.3 and 84 and appeals under sections 83.3 and 84, and such rules shall be binding notwithstanding any rule or practice that would otherwise be applicable.

25

Inconsistencies

(2) In the event of any inconsistency between any of the provisions of sections 83.1 to 85.1 of this Act and any provision of the *Federal Court Act*, the provisions of this Act prevail to the extent of the inconsistency."

30

21. Subparagraph 86(1)(b)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(ii) the making of a direction to return to the United States pursuant to subsection 20(2), 23(4) or 45(4), or"

35

22. Section 87 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsection:

40

Limit on
detention costs

"(2.1) A transportation company is not liable to pay the detention costs of any person incurred more than seventy-two hours after the arrival of that person in Canada, unless the person is a person referred to in section 88 or a person who came into Canada as a member of a crew

45

lité des dépens et des frais accessoires, y compris les frais extra-judiciaires qu'elle détermine, soit payée par Sa Majesté.

(2) Sous réserve du paragraphe (1), il ne peut être rendu aucune ordonnance relative aux dépens en matière de demande d'autorisation d'appel ou d'appel interjeté aux termes des articles 83.3 ou 84.

Idem

5

85.1 La décision d'un juge de la Cour d'appel fédérale sur la demande d'autorisation d'appel présentée dans le cadre des articles 83.3 ou 84 n'est pas susceptible d'appel à la Cour suprême du Canada.

Absence de
droit d'appel de
la décision de la
Cour d'appel
fédérale sur
l'autorisation

10

85.2 (1) Le juge en chef de la Cour fédérale peut, sous réserve de l'agrément du gouverneur en conseil, établir des règles régissant la pratique et la procédure relatives aux demandes d'autorisation présentées dans le cadre des articles 83.1, 83.3 et 84 et aux appels interjetés en vertu des articles 83.3 et 84; ces règles l'emportent sur les règles ou les usages qui seraient par ailleurs applicables.

Règles

15

(2) Les dispositions des articles 83.1 à 85.1 de la présente loi l'emportent sur les dispositions incompatibles de la *Loi sur la Cour fédérale*."

Incompatibilités

25

21. Le sous-alinéa 86(1)(b)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) d'une directive lui enjoignant de retourner aux États-Unis en vertu des paragraphes 20(2), 23(4) ou 45(4),»

30

22. L'article 87 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

35

«(2.1) Le transporteur n'est pas tenu de payer les frais de détention exposés plus de soixante-douze heures après l'arrivée de la personne en cause au Canada, sauf s'il s'agit de la situation visée à l'article 88 ou d'une personne entrée au Canada à titre de membre d'équipage et qui, sans l'autorisa-

Limites

Clause 21: This amendment, which would add the underlined reference, is consequential on the amendment proposed in clause 15.

Article 21. — Adjonction du renvoi souligné. Découle de la modification proposée à l'article 15.

Clause 22: New. This amendment would limit the liability of transportation companies to pay detention costs.

Article 22. — Nouveau. Vise à limiter les frais de détention qui peuvent être mis à la charge du transporteur.

and, without the approval of an immigration officer, failed to be on the vehicle when it left a port of entry."

23. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 90 thereof, the following section:

"90.1 Every transportation company bringing persons to Canada shall, before presenting each passenger seeking to come into Canada to an immigration officer as required by subsection 90(1), ensure that the passenger is in possession of such valid and subsisting visa, passport or travel document as is required by this Act or the regulations."

Duty to check travel documents of passengers

1984, c. 40, s. 79(2) (item 12(3))(F)

General security

24. Sections 93 and 94 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"93. (1) The Deputy Minister may issue a direction to any transportation company requiring it to deposit with Her Majesty in right of Canada such sum of money, in Canadian currency, or such other prescribed security as the Deputy Minister deems necessary as a guarantee that the company will pay all fines and other amounts for which it may become liable under this Act.

(2) Where a vehicle owned or operated by a transportation company that has not deposited a sum of money or other security pursuant to a direction issued under subsection (1) comes into Canada, the Deputy Minister may issue a direction to the master of the vehicle or to the transportation company requiring the master or company to deposit with Her Majesty in right of Canada such sum of money, in Canadian currency, or such other prescribed security as the Deputy Minister deems necessary as a guarantee that the company will pay all fines and other amounts for which it may become liable under this Act in respect of that vehicle.

Special purpose security

Change of security

(3) Where the Deputy Minister is of the opinion that any prescribed security deposited pursuant to a direction under subsection (1) or (2) does not provide a sufficient guarantee that the transportation company

tion d'un agent d'immigration, a négligé de regagner son véhicule lors de son départ d'un point d'entrée.»

23. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 90, de ce qui suit :

«90.1 Tout transporteur qui amène des personnes au Canada doit, avant de présenter les passagers désireux d'entrer au Canada à l'examen d'un agent d'immigration conformément au paragraphe 90(1), s'assurer que ceux-ci ont en leur possession le visa, passeport ou titre de voyage en cours de validité requis par la présente loi ou ses règlements.»

Obligation de vérifier les titres de voyage

24. Les articles 93 et 94 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1984, ch. 40, par. 79(2), ann. V, par. 12(3)(F)

«93. (1) Le sous-ministre peut adresser des instructions à tout transporteur l'obligeant à déposer auprès de Sa Majesté du chef du Canada une somme d'argent, en monnaie canadienne, ou tout autre gage réglementaire qu'il estime approprié pour garantir le paiement des amendes et autres frais qui pourraient être mis à sa charge en vertu de la présente loi.

Gage à fournir par les transporteurs

(2) Le sous-ministre peut, à l'arrivée d'un véhicule au Canada, adresser des instructions au responsable de ce véhicule, ou au transporteur, qu'il soit propriétaire ou exploitant du véhicule, l'obligeant à déposer auprès de Sa Majesté du chef du Canada une somme d'argent, en monnaie canadienne, ou tout autre gage réglementaire qu'il estime approprié pour garantir le paiement, par le transporteur, des amendes et frais qui pourraient, du fait du véhicule, être mis à sa charge en vertu de la présente loi, et ce au cas où le transporteur n'aurait pas effectué de dépôt conformément aux instructions visées au paragraphe (1).

Gage à des fins spéciales

(3) S'il estime que le gage réglementaire déposé conformément aux paragraphes (1) ou (2) ne constitue pas une garantie suffisante du paiement des amendes et autres frais qui pourraient être mis à la charge du

Modification du gage

Clause 23: New. This amendment, together with the amendment proposed in clause 27, would impose a duty on transportation companies to check travel documents.

Clause 24: This amendment, which would, *inter alia*, provide for a change of security and seizure of vehicles, would amend the rules respecting security deposited by transportation companies.

Sections 93 and 94 at present read as follows:

“93. (1) The Deputy Minister may issue a direction to any transportation company requiring it to deposit, in prescribed manner, such sum of money or other security as he deems necessary as a guarantee that the transportation company will pay all fines and other amounts for which the transportation company may become liable under this Act.

(2) Where a vehicle owned or operated by a transportation company that has not deposited a sum of money or other security pursuant to a direction issued under subsection (1) comes into Canada, a senior immigration officer may issue a direction to the master of the vehicle or to the transportation company requiring the deposit of such sum of money or other security as he deems necessary as a guarantee that the transportation company will pay all fines and other amounts for which the transportation company may become liable under this Act in respect of that vehicle.

(3) Where a transportation company becomes liable to pay any fine or other amount under this Act, the Minister may direct or authorize that such fine or other amount be deducted from any sum of money deposited in accordance with a direction issued pursuant to subsection (1) or (2) or that proceedings be taken to recover such fine or other amount out of any other security so deposited.

(4) Any security deposited in accordance with a direction issued pursuant to subsection (1) or (2) may be returned or cancelled on a direction from the Deputy Minister or the senior immigration officer, as the case may be, that such security is no longer required.

94. (1) Where a transportation company, owner or master has, in the opinion of a senior immigration officer, failed to comply with any provision of this Part or any regulation made pursuant to paragraph 115(1)(p), (s), (bb), (cc), (dd), (ee), (ff) or (gg), the Minister, on giving written notice to the transportation company, may direct that there be deducted from any sum of money deposited in accordance with a direction issued pursuant to subsection 93(1) or (2) or that proceedings be taken to recover out of any other security so deposited an amount not exceeding the maximum amount that the transportation company, owner or master may be found liable to pay.

Article 23. — Nouveau. La modification, jointe à celle qui est proposée à l'article 27, vise à obliger le transporteur à vérifier les titres de voyage.

Article 24. — Modification des règles régissant la four-niture de gages par les transporteurs et adjonction des dispositions prévoyant la saisie de véhicules.

Texte actuel des articles 93 et 94 :

93. (1) Le sous-ministre peut adresser des instructions à tout transporteur l'obligeant à déposer, dans la forme prescrite, une somme d'argent ou tout autre gage qu'il estime approprié pour garantir le paiement des amendes et autres frais qui pourraient être mis à sa charge en vertu de la présente loi.

(2) Un agent d'immigration supérieur peut, à l'arrivée d'un véhicule au Canada, adresser des instructions au responsable de ce véhicule, ou au transporteur, qu'il soit propriétaire ou exploitant du véhicule, l'obligeant à déposer une somme d'argent ou autre gage qu'il estime approprié pour garantir le paiement, par le transporteur, des amendes et frais qui pourraient, du fait du véhicule, être mis à sa charge en vertu de la présente loi, et ce au cas où le transporteur n'aurait pas effectué de dépôt conformément aux instructions visées au paragraphe (1).

(3) Le Ministre peut ordonner ou autoriser que le montant des amendes ou des autres frais mis à la charge d'un transporteur en vertu de la présente loi, soit déduit de la somme déposée conformément aux instructions visées aux paragraphes (1) ou (2), ou que des poursuites soient engagées pour en recouvrer le montant par la réalisation du gage.

(4) Le sous-ministre ou l'agent d'immigration supérieur peut, par des instructions le déclarant sans objet, restituer ou annuler tout gage déposé conformément aux instructions visées aux paragraphes (1) ou (2).

94. (1) Au cas où un agent d'immigration supérieur estime qu'un transporteur, un propriétaire ou un responsable d'un véhicule, a contrevenu à la présente Partie ou à un règlement établi en vertu des alinéas 115(1)p), s), bb), cc), dd), ee), ff) ou gg), le Ministre peut ordonner, après avis écrit donné au transporteur, de déduire de la somme déposée conformément aux instructions visées aux paragraphes 93(1) ou (2), un montant ne dépassant pas le maximum qui pourra être mis à la charge du transporteur, du propriétaire ou du responsable d'un véhicule, ou d'engager des poursuites pour en recouvrer ledit montant par la réalisation de tout autre gage déposé.

(2) Le transporteur, dans les quatre-vingt-dix jours de la réception de l'avis visé au paragraphe (1), peut remettre un avis d'opposition au Ministre qui doit alors

will pay all fines and other amounts for which it may become liable under this Act, the Deputy Minister may return the security to the master or the transportation company that deposited it and issue a direction thereto requiring the master or company to deposit with Her Majesty in right of Canada such sum of money, in Canadian currency, as the Deputy Minister deems necessary as such a guarantee. 10

Failure to comply with direction

(4) Where the master of a vehicle or a transportation company fails to comply with a direction under subsection (1), (2) or (3), the Minister may direct that a vehicle of the transportation company be seized and held until the master or company complies with the direction. 15

Failure to pay fines or other amounts

(5) Where a transportation company becomes liable to pay any fine or other amount under this Act, the Minister may 20 direct

(a) that the fine or amount be deducted from any sum of money deposited as a guarantee in respect of the company pursuant to a direction under subsection 25 (1), (2) or (3) or be realized from any prescribed security so deposited; or

(b) where no sum or security has been so deposited, that a vehicle of the company be seized and held until the company pays the fine or amount. 30

Notice of intention to seize

(6) At least thirty days before directing pursuant to subsection (4) or (5) that a vehicle be seized and held, the Minister shall notify the master or transportation 35 company, as the case may be, in writing of the Minister's intention to so direct.

Sale of seized vehicle

(7) A vehicle seized pursuant to a direction under subsection (4) or (5) shall be held for ten days at the expense of the 40 transportation company and if, within that period, the company does not comply with the direction under subsection (1), (2) or (3) or pay the fine or amount, as the case may be, and pay that expense, the vehicle 45 shall be sold by public auction.

Notice of sale

(8) Notice of a sale under subsection (7) setting out the time and place thereof and a general description of the vehicle to be

transporteur, le sous-ministre peut remettre le gage au déposant et adresser des instructions à celui-ci obligeant le transporteur ou le responsable à déposer auprès de Sa Majesté du chef du Canada la 5 somme d'argent, en monnaie canadienne, qu'il estime nécessaire à titre de garantie.

Inobservation des instructions

(4) En cas d'inobservation des instructions visées aux paragraphes (1), (2) ou (3) de la part du transporteur ou du responsable, le ministre peut ordonner qu'un véhicule du transporteur soit saisi et qu'il soit retenu jusqu'à ce que les instructions aient été observées. 10

(5) Dans les cas où le transporteur est tenu au paiement d'amendes ou de frais en vertu de la présente loi, le ministre peut ordonner : 15 Défaut de paiement

a) que le montant de ces amendes ou frais soit déduit de la somme déposée conformément aux instructions visées aux paragraphes (1), (2) ou (3) ou que le gage déposé soit réalisé à concurrence de ce montant; 20

b) en l'absence de dépôt d'argent ou de gage, qu'un de ses véhicules soit saisi et qu'il soit retenu jusqu'au paiement de la dette.

Préavis de saisie

(6) Le ministre doit donner au responsable du véhicule ou au transporteur, selon le cas, un préavis écrit d'au moins trente jours de son intention d'ordonner la saisie et la rétention du véhicule. 30

Vente du véhicule saisi

(7) Le véhicule saisi est retenu pour une période de dix jours aux frais du transporteur. À défaut d'observation des instructions ou de paiement des amendes ou autres frais, selon le cas, ou du paiement des frais de rétention, dans ce délai, il est vendu aux enchères publiques. 40

Préavis de vente

(8) Un préavis suffisant de la vente visée au paragraphe (7), énonçant les date, heure et lieu de celle-ci et décrivant de

(2) Where a transportation company is given notice pursuant to subsection (1), it may, within ninety days after receiving the notice, file a notice of objection with the Minister after which the Minister shall

(a) rescind or vary any direction made by him pursuant to subsection (1) to meet the objection; or

(b) take such proceedings as are appropriate to determine whether or not the transportation company is liable to pay the amount that the Minister directed be deducted or recovered."

a) annuler ou modifier les instructions données en vertu du paragraphe (1) pour faire droit à l'opposition; ou

b) engager des poursuites en vue d'établir si le montant dont le Ministre a ordonné la déduction ou le recouvrement doit être mis à la charge du transporteur.»

sold shall be published a reasonable time before the vehicle is sold at least once in one or more newspapers of general circulation in the area where the sale is to be held.

5

Application of
proceeds of sale

(9) Any surplus remaining from a sale under subsection (7) after deduction of the sum or other security required to be deposited or the fine or amount, as the case may be, and the expenses incurred in holding 10 and selling the vehicle shall be paid to the transportation company.

façon générale le véhicule doit être publié au moins une fois dans un ou plusieurs journaux à grande diffusion dans la région où la vente doit s'effectuer.

(9) L'excédent du produit de la vente sur le montant du gage ou de la somme déposée ou sur le montant des amendes ou autres frais, selon le cas, et sur les frais de rétention et de vente est versé au transporteur.

5 Produit de la
vente

10

Surrender of
security

(10) Any sum or prescribed security deposited pursuant to a direction under subsection (1), (2) or (3) may be returned 15 or cancelled on a direction from the Deputy Minister that the sum or security is no longer required.

(10) Le sous-ministre peut, par des instructions le déclarant sans objet, restituer ou annuler toute somme ou tout gage réglementaire déposés conformément aux instructions visées aux paragraphes (1), 15 (2) ou (3).

Restitution du
gage devenu
sans objet

Deduction from
security in
certain cases

94. (1) Where a transportation company, owner or master has, in the opinion 20 of a senior immigration officer, failed to comply with any provision of this Part or any regulation made pursuant to paragraph 115(1)(p), (s), (bb), (cc), (dd), (ee), (ff) or (gg), the Minister, on giving written 25 notice to the transportation company, may direct that an amount, not exceeding the maximum amount that the company, owner or master may be found liable to pay, be deducted from any sum of money 30 deposited as a guarantee in respect of the company pursuant to a direction under subsection 93(1), (2) or (3) or be realized from any prescribed security so deposited.

94. (1) Au cas où un agent d'immigration supérieur estime qu'un transporteur, un propriétaire ou un responsable d'un véhicule a contrevenu à la présente partie 20 ou à un règlement d'application des alinéas 115(1)p), s), bb), cc), dd), ee), ff) ou gg), le ministre peut ordonner, après avis écrit donné au transporteur, de déduire un montant ne dépassant pas le maximum qui 25 pourra être mis à la charge du transporteur, du propriétaire ou du responsable, de la somme déposée conformément aux instructions visées aux paragraphes 93(1), (2) ou (3), ou réaliser le gage réglementaire 30 déposé à concurrence de ce montant.

Deduction
opérée sur les
gages

Where
objection

(2) Where a transportation company is 35 given notice pursuant to subsection (1), it may, within ninety days after receiving the notice, file a notice of objection, after which the Minister shall

(a) rescind or vary any direction made 40 by the Minister pursuant to subsection (1) to meet the objection; or

(b) take such proceedings as are appropriate to determine whether the transportation company is liable to pay the 45 amount that the Minister directed be deducted or realized."

(2) Le transporteur, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la réception de l'avis visé au paragraphe (1), peut remettre un avis d'opposition au ministre qui 35 doit alors :

a) soit annuler ou modifier les instructions données en vertu du paragraphe (1) pour faire droit à l'opposition;

b) soit engager des poursuites en vue 40 d'établir si le montant dont il a ordonné la déduction ou la réalisation doit être mis à la charge du transporteur."

Opposition à la
déduction

25. Paragraphs 95(f) to (h) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(f) eludes examination or inquiry under this Act or, having received a summons issued by an adjudicator, fails, without valid excuse, to attend an inquiry or a hearing held pursuant to subsection 46(3) or, where required by any such summons, to produce any document, book or paper that the person has or controls relative to the subject-matter of the inquiry or hearing,

(g) refuses to be sworn or to affirm or declare, as the case may be, or to answer a question put to the person at an examination or inquiry under this Act or a hearing held pursuant to subsection 46(3),

(h) knowingly makes any false or misleading statement at an examination or inquiry under this Act or a hearing held pursuant to subsection 46(3) or in connection with the admission of any person or the application for admission by any person,”

25. Les alinéas 95f) à h) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«f) qui se dérobe à un examen ou à une enquête prévus à la présente loi ou qui, ayant reçu de l'arbitre une citation à comparaître, néglige, sans excuse valable, d'assister à une enquête ou à une audience tenue dans le cadre du paragraphe 46(3) ou de produire les documents, livres ou papiers réclamés, relatifs à l'objet de l'enquête ou de l'audience et qui se trouvent en sa possession ou sous sa responsabilité,

g) qui refuse de prêter serment ou de faire une affirmation ou déclaration solennelle, ou encore de répondre à une question posée au cours d'un examen ou d'une enquête prévus par la présente loi ou d'une audience tenue dans le cadre du paragraphe 46(3),

h) qui, de propos délibéré, fait une déclaration fausse ou trompeuse au cours d'un examen ou d'une enquête prévus à la présente loi ou d'une audience tenue dans le cadre du paragraphe 46(3), ou au sujet de l'admission d'une personne ou d'une demande d'admission par un tiers,»

26. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 96 thereof, the following section:

26. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 96, de ce qui suit :

Deferral

“96.1 (1) No person who claims to be a Convention refugee and has notified an immigration officer of the claim shall, pending disposition of the claim, be charged with, or convicted of, an offence under paragraph 95(a), (b), (c), (k) or (l), an offence under paragraph 95(f), (g) or (h) in relation to an examination of that person under this Act or an offence under section 96, if that person came to Canada directly from the country that the person left, or outside of which the person remains, by reason of fear of persecution.

Exemption

(2) No person who is finally determined under this Act to be a Convention refugee shall be charged with, or convicted of, an

“96.1 (1) La personne qui revendique le statut de réfugié au sens de la Convention et qui a avisé l'agent d'immigration en ce sens ne peut, tant que la question n'est pas tranchée, être accusée ni déclarée coupable de l'infraction visée aux alinéas 95a), b), c), k) ou l), de l'infraction visée aux alinéas 95f), g), ou h) et relative à l'examen dont elle a fait l'objet dans le cadre de la présente loi, ou de l'infraction visée à l'article 96, si elle est arrivée directement au Canada du pays qu'elle a quitté ou hors duquel elle est demeurée de crainte d'être persécutée.

Condition préalable

(2) La personne à qui le statut de réfugié au sens de la Convention est définitivement reconnu aux termes de la présente loi

Absence de poursuites

Clause 25: This amendment, which would add references to hearings, is consequential on the amendment proposed in clause 15.

Article 25. — Adjonction de la mention des audiences. Découle de la modification proposée à l'article 15.

Clause 26: New. This amendment would bring the laws of Canada concerning prosecution for offences into conformity with the United Nations Convention Relating to the Status of Refugees.

Article 26. — Nouveau. Vise à harmoniser les lois canadiennes relatives à la poursuite des infractions avec la Convention des Nations Unies relative au statut des réfugiés.

offence under paragraph 95(a), (b), (c), (k) or (l), an offence under paragraph 95(f), (g) or (h) in relation to an examination of that person under this Act or an offence under section 96 that took place prior to the final determination, if that person came to Canada directly from the country that the person left, or outside of which the person remains, by reason of fear of persecution.

Exceptions

(3) Subsections (1) and (2) do not apply to any person who fails to notify an immigration officer of a claim to be a Convention refugee before the day that is

(a) three months after the expiry of the period during which the person is authorized to remain in Canada, in the case of a person who came into Canada as a visitor or under the authority of a permit; or

(b) three months after the person last came into Canada, in any other case."

27. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 98 thereof, the following section:

Transportation companies

"98.1 Every transportation company that contravenes section 90.1 is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding two thousand dollars."

28. All that portion of subsection 104(3) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Detention and release from detention by adjudicator

"(3) Where an inquiry is to be held or is to be continued with respect to a person or a removal order or conditional removal order has been made against a person, an adjudicator may make an order for"

29. Paragraph 111(2)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) require persons who seek admission, persons who make an application pursuant to subsection 9(1) or section 10 or 16, persons who are arrested pur-

ne peut être accusée ni déclarée coupable de l'infraction visée aux alinéas 95a), b), c), k) ou l), de l'infraction visée aux alinéas 95f), g) ou h) et relative à l'examen dont elle a fait l'objet dans le cadre de la présente loi, ou de l'infraction visée à l'article 96, si l'infraction a eu lieu avant la reconnaissance définitive et si elle-même est arrivée au Canada directement du pays qu'elle a quitté ou hors duquel elle est demeurée de crainte d'être persécutée.

Exceptions

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas aux cas où la personne en cause omet d'aviser l'agent d'immigration de sa revendication du statut de réfugié au sens de la Convention avant :

a) si elle est entrée au Canada à titre de visiteur ou en vertu d'un permis, la fin des trois mois suivant l'expiration de la période pendant laquelle elle est autorisée à demeurer au Canada;

b) dans les autres cas, la fin des trois mois suivant la date où elle est venue pour la dernière fois au Canada."

27. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 98, de ce qui suit :

Transporteurs

"98.1 Le transporteur qui contrevient à l'article 90.1 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de deux mille dollars."

28. Le passage du paragraphe 104(3) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(3) Au cas où une personne doit faire l'objet d'une enquête ou d'un complément d'enquête ou est frappée par une ordonnance de renvoi ou de renvoi conditionnel, un arbitre peut ordonner :"

Détention et mise en liberté par un arbitre

29. L'alinéa 111(2)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"a) d'exiger des personnes qui demandent l'admission, de celles qui font une demande en vertu du paragraphe 9(1) ou des articles 10 ou 16, de celles qui

Clause 27: New. See the note to clause 23.

Article 27. — Nouveau. Voir la note de l'article 23.

Clause 28: This amendment, which would add the underlined words, is consequential on the provision for conditional orders proposed in clause 13.

Article 28. — Découle de la création des ordonnances de renvoi conditionnel à l'article 13.

Clause 29: This amendment, which is consequential on the renumbering of subsection 16(1) proposed in clause 7, would substitute the underlined reference for a reference to that subsection.

Article 29. — Le changement de renvoi découle du changement de numérotation du paragraphe 16(1) de la loi (article 7).

suant to section 104 and persons against whom a removal order or conditional removal order has been made to comply with such regulations as are prescribed providing for the identification of such persons;” 5

sont arrêtées en vertu de l'article 104 et de celles qui ont fait l'objet d'une ordonnance de renvoi ou de renvoi conditionnel, qu'elles se conforment aux règlements prescrivant leur identification;» 5

30. (1) Paragraph 115(1)(g) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

30. (1) L'alinéa 115(1)g) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(g) prescribing universities, colleges 10 and other institutions not described in paragraph 10(a) for the taking of any academic, professional or vocational training course at which persons, other than Canadian citizens and permanent residents, may not be authorized to come into Canada and prescribing 15 courses at any such university, college or other institution for the taking of which authorization may not be obtained 20 under section 10;”

«g) indiquant les universités, collèges et autres institutions non visés à l'alinéa 10a), dont les cours de formation théorique ou professionnelle ne peuvent donner lieu à l'autorisation d'entrer au Canada pour les personnes qui ne sont ni citoyens canadiens ni résidents permanents et qui voudraient les suivre et 15 les cours de ces institutions pour lesquels l'autorisation ne sera pas accordée en vertu de l'article 10;»

(2) Paragraph 115(1)(j) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) L'alinéa 115(1)j) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 20

“(j) prohibiting persons or classes of 25 persons, other than Canadian citizens and permanent residents, from engaging or continuing in employment in Canada without authorization, prescribing the types of terms and conditions that may 30 be imposed in connection with such authorization and exempting any person or class of persons from the requirement to obtain such authorization;

«j) interdisant à certaines personnes ou à certaines catégories de personnes, à l'exception des citoyens canadiens et des résidents permanents, de prendre ou de conserver un emploi au Canada, sans 25 autorisation, fixant la nature des conditions qui peuvent être imposées à l'égard de l'autorisation et exemptant certaines personnes ou catégories de personnes de l'obligation de l'obtenir;» 30

(j.1) prohibiting persons or classes of 35 persons, other than Canadian citizens and permanent residents, from attending any university or college, or taking any academic, professional or vocational training course, in Canada without 40 authorization, prescribing the types of terms and conditions that may be imposed in connection with such authorization and exempting any person or class of persons from the requirement to 45 obtain such authorization;”

j.1) interdisant à certaines personnes ou à certaines catégories de personnes, à l'exception des citoyens canadiens et des résidents permanents, de suivre des cours à une université ou un collège ou 35 de suivre des cours de formation théorique ou professionnelle au Canada sans autorisation, fixant la nature des conditions qui peuvent être imposées à l'égard de l'autorisation et exemptant certaines 40 personnes ou catégories de personnes de l'obligation de l'obtenir;»

(3) Paragraph 115(1)(p) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) L'alinéa 115(1)p) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Clause 30: (1) This amendment is consequential on the amendment proposed in clause 5.

Paragraph 115(1)(g) at present reads as follows:

“(g) prescribing universities, colleges and other institutions not described in paragraph 10(a) for the taking of any academic, professional or vocational training course at which visitors may not be granted entry and prescribing courses at any such university, college or other institution for the taking of which authorization may not be obtained under section 10;”

(2) This amendment would clarify the power to make regulations concerning employment authorizations and insert a power to make regulations concerning student authorizations.

Paragraph 115(1)(j) at present reads as follows:

“(j) prohibiting persons or classes of persons, other than Canadian citizens and permanent residents, from engaging or continuing in employment in Canada, specifying the type of employment in which such persons or classes of persons may engage or continue and placing restrictions upon such persons or classes of persons relating to their engaging or continuing in employment in Canada;”

(3) The repeal of paragraph 115(1)(p) is consequential on the amendment proposed in clause 23.

Paragraph 115(1)(p) at present reads as follows:

Article 30, (1). — Découle de la modification proposée à l'article 5.

Texte actuel de l'alinéa 115(1)g) :

«g) indiquant les universités, collèges et autres institutions non visés à l'alinéa 10a), dont les cours de formation théorique ou professionnelle ne permettront pas aux visiteurs qui les suivent d'obtenir l'autorisation de séjour et les cours desdites institutions pour lesquels l'autorisation ne sera pas accordée en vertu de l'article 10;»

(2). — La modification vise à clarifier le pouvoir réglementaire relatif aux autorisations d'occuper un emploi et à ajouter le pouvoir de faire des règlements concernant les autorisations accordées aux étudiants.

Texte actuel de l'alinéa 115(1)j) :

«j) interdisant à certaines personnes ou à certaines catégories de personnes, à l'exception des citoyens canadiens et des résidents permanents, de prendre ou de conserver un emploi au Canada, indiquant le genre d'emploi qu'elles peuvent prendre ou conserver et leur imposant des restrictions à ce sujet;»

(3). — Abrogation de l'alinéa 115(1)p). Découle de la modification proposée à l'article 23.

Texte actuel de l'alinéa 115(1)p) :

“(p) requiring or authorizing transportation companies bringing persons to Canada to hold the visas, passports or travel documents of those persons in order to ensure that the visas, passports or travel documents are available for examination by an immigration officer at the port of entry and providing for their disposition on the arrival of those persons in Canada; 5
 (p.1) establishing the procedures to be followed at a hearing held pursuant to subsection 46(3);” 10

«p) obligeant ou autorisant les transporteurs qui amènent des personnes au Canada à retenir les visas, passeports ou titres de voyage de celles-ci afin de s’assurer que ces documents puissent être examinés par un agent d’immigration au point d’entrée et prévoyant ce qu’il advient de ces documents une fois les personnes arrivées au Canada; 5
 p.1) fixant la procédure à suivre lors des audiences tenues aux termes du paragraphe 46(3);» 10

(4) Paragraph 115(1)(r) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(4) L’alinéa 115(1)(r) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(r) prescribing, for the purposes of paragraph 48.1(1)(b), any country as a safe third country for all persons or for persons of a specified class of persons, having regard to 20
 (i) the record of that country with respect to human rights and to expulsion of persons who are or who claim to be Convention refugees, and 25
 (ii) any arrangements between Canada and that country with respect to persons who are or who claim to be Convention refugees;”

«r) établissant, pour l’application de l’alinéa 48.1(1)(b), la liste des pays tiers considérés comme sûrs de façon générale ou relativement à une catégorie particulière de personnes en tenant compte, pour chaque pays : 20
 (i) d’une part, de ses antécédents en matière de respect des droits de la personne et d’expulsion des personnes qui ont ou revendiquent le statut de réfugié au sens de la Convention, 25
 (ii) d’autre part, des arrangements existant entre le Canada et lui et portant sur les personnes qui ont ou revendiquent ce statut.»

(5) Paragraph 115(1)(u) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(5) L’alinéa 115(1)(u) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(u) requiring any person, other than a person who is a member of the bar of any province, to make an application for and obtain a licence from such authority as is prescribed before the person may appear before an adjudicator, the Refugee Division or the Appeal Division as counsel for any fee, reward or other form of remuneration whatever;” 40

«u) exigeant de toute personne, autre qu’un avocat inscrit au barreau d’une province, l’obtention, sur demande, d’une autorisation délivrée par les autorités visées aux règlements, pour comparaître devant un arbitre, la section du statut ou la section d’appel en qualité de conseil rétribué;» 35

(6) Paragraph 115(1)(y) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(6) L’alinéa 115(1)(y) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(y) prescribing the manner in which an application may be made under sub-

«y) établissant la procédure de présentation des demandes visées au paragra-

“(p) requiring transportation companies to ensure, in prescribed circumstances, that immigrants and visitors being carried to Canada by them are in possession of valid visas where required;”

«p) enjoignant aux transporteurs de s’assurer, dans les cas prescrits, que les immigrants et les visiteurs qu’ils amènent au Canada sont en possession d’un visa valable lorsque celui-ci est obligatoire;»

(4) The repeal of paragraph 115(1)(r) is consequential on the amendment proposed in clause 19.

Paragraph 115(1)(r) at present reads as follows:

“(r) prescribing the manner in which a person who has been determined by the Minister not to be a Convention refugee may make an application to the Board for a redetermination;”

(4). — Abrogation de l’alinéa 115(1)r). Découle de la modification proposée à l’article 19.

Texte actuel de l’alinéa 115(1)r) :

«r) établissant la procédure à suivre par une personne à qui le Ministre n’a pas reconnu le statut de réfugié au sens de la Convention, pour demander à la Commission le réexamen de son statut;»

(5) This amendment, which would substitute the underlined words for the word “Board”, is consequential on the restructuring of the Board proposed in clause 19.

(5). — Substitution du passage souligné à «Commission». Découle de la modification proposée à l’article 19.

(6) This amendment, which is consequential on the renumbering of subsection 16(1) proposed in clause 7, would substitute the underlined reference for a reference to that subsection.

(6). — Le changement de renvoi découle du changement de numérotation du paragraphe 16(1) de la loi (article 7).

section 15(2) or section 16 and the information to be provided therewith;"

31. Paragraph 116(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) establish such forms as the Minister deems necessary for the purposes of the administration of this Act, other than forms relating to claims, appeals and applications before the Refugee Division or the Appeal Division; and" 10

32. Subsection 118(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"118. (1) Every document purporting to be a removal order, conditional removal order, rejection order, departure notice, conditional departure notice, warrant, order, summons, direction, notice or other document signed by the Minister, the Minister of National Health and Welfare, the Deputy Minister, an adjudicator, an immigration officer, a master or other person authorized or required by or under this Act to make the document is, in any prosecution or other proceeding under or arising out of this Act, evidence of the facts contained therein without proof of the signature or the official character of the person appearing to have signed the document, unless called into question by the Minister or any person acting for the Minister or for Her Majesty."

33. The heading preceding section 128 and section 128 of the said Act are repealed.

34. The said Act is further amended by substituting the words "Appeal Division" for the word "Board" wherever the latter word occurs in sections 58, 79 to 82 and 83.

35. The schedule to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

phe 15(2) ou à l'article 16 et les renseignements qu'elles doivent contenir;"

31. L'alinéa 116(a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) établir les formulaires qu'il juge nécessaires pour l'application de la présente loi, autres que ceux relatifs aux revendications, aux appels et aux demandes présentés devant la section du statut ou la section d'appel;» 10

32. Le paragraphe 118(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«118. (1) Tout document ayant l'apparence d'une ordonnance de renvoi, de renvoi conditionnel ou de refoulement, d'un avis d'interdiction de séjour ou d'interdiction de séjour conditionnelle, d'un mandat, d'un ordre, d'une citation à comparaître, d'instructions, d'un avis ou de tout autre document signé par le ministre, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, le sous-ministre, un arbitre, un agent d'immigration, un responsable de véhicule ou toute autre personne qui peut ou qui doit les établir en vertu de la présente loi, fait foi de son contenu dans toute poursuite ou autre procédure relevant de la présente loi, sans qu'il soit nécessaire d'établir l'authenticité des signatures ni le caractère officiel de la personne l'ayant apparemment signé; cette authenticité et ce caractère officiel ne peuvent être contestés que par le ministre ou par une personne agissant en son nom ou au nom de Sa Majesté.» 35

33. L'article 128 de la même loi et l'intitulé qui le précède sont abrogés.

34. La même loi est modifiée par substitution de «section d'appel» à «Commission» aux articles 58, 79 à 82 et 83.

35. L'annexe de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

Proof of documents

Preuve des documents

Terminologie

Clause 31: This amendment is consequential on the amendment proposed in clause 19.

The relevant portion of section 116 at present reads as follows:

“116. The Minister may, by order,

(a) establish such forms as he deems necessary for the purposes of the administration of this Act other than forms relating to appeals, applications for redetermination and applications for release made to the Board; and”

Clause 32: This amendment, which would add the underlined words and make other minor changes, is consequential on the provision for conditional orders and notices proposed in clause 13.

Clauses 33 and 35: These amendments would repeal the schedule of consequential amendments and the enacting provision therefor, both of which are spent.

Clauses 34 and 36: These amendments are consequential on the restructuring of the Board proposed in clause 19.

Article 31. — Découle de la modification proposée à l'article 19.

Texte actuel du passage visé de l'article 116 :

«116. Le Ministre peut, par ordre,

a) établir les formulaires qu'il juge nécessaires pour l'application de la présente loi, autres que ceux relatifs aux appels, demandes de réexamen et demandes de mise en liberté soumis à la Commission; et»

Article 32. — Adjonction des passages soulignés. Découle de la création des ordonnances de renvoi conditionnel et des avis d'interdiction de séjour conditionnelle à l'article 13.

Articles 33 et 35. — Abrogation de l'annexe des modifications corrélatives et de la formule d'édition de celle-ci, les deux étant devenues caduques.

Articles 34 et 36. — Découlent de la réorganisation de la Commission (article 19).

“SCHEDULE
(Subsection 2(1))

SECTIONS E AND F OF ARTICLE 1 OF
THE UNITED NATIONS
CONVENTION RELATING TO THE
STATUS OF REFUGEES

E. This Convention shall not apply to a person who is recognized by the competent authorities of the country in which he has taken residence as having the rights and obligations which are attached to the possession of the nationality of that country. 5

F. The provisions of this Convention shall not apply to any person with respect to whom there are serious reasons for considering that: 10

(a) he has committed a crime against peace, a war crime, or a crime against humanity, as defined in the international instruments drawn up to make provision in respect of such crimes; 15

(b) he has committed a serious non-political crime outside the country of refuge prior to his admission to that country as a refugee; 20

(c) he has been guilty of acts contrary to the purposes and principles of the United Nations.”

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

Schedule

36. The portions of Acts set out in the schedule are amended or repealed in the manner and to the extent indicated in that schedule. 25

TRANSITIONAL PROVISIONS

Definitions

37. (1) In this section and sections 38 to 50,

“commencement day”
“date...”

“commencement day” means the day on which this Act comes into force; 30

“former Act”
“ancienne loi”

“former Act” means the *Immigration Act, 1976* as it read immediately before the commencement day;

«ANNEXE
(paragraphe 2(1))

SECTIONS E ET F DE L'ARTICLE
PREMIER DE LA CONVENTION DES
NATIONS UNIES RELATIVE AU
STATUT DES RÉFUGIÉS

E. Cette Convention ne sera pas applicable à une personne considérée par les autorités compétentes du pays dans lequel cette personne a établi sa résidence comme ayant les droits et les obligations attachés à la possession de la nationalité de ce pays. 5

F. Les dispositions de cette Convention ne seront pas applicables aux personnes dont on aura des raisons sérieuses de penser : 10

a) Qu'elles ont commis un crime contre la paix, un crime de guerre ou un crime contre l'humanité, au sens des instruments internationaux élaborés pour prévoir des dispositions relatives à ces crimes; 15

b) Qu'elles ont commis un crime grave de droit commun en dehors du pays d'accueil avant d'y être admises comme réfugiés; 20

c) Qu'elles se sont rendues coupables d'agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.»

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

36. Les passages des lois mentionnées à l'annexe sont modifiés de la manière qui y est indiquée. 25

Annexe

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Définitions

37. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 38 à 50.

«ancien comité» Le comité consultatif sur le statut de réfugié constitué par l'article 48 de l'ancienne loi. 30

«ancienne Commission» La Commission d'appel de l'immigration, instituée par l'article 59 de l'ancienne loi. 35

«ancien comité»
“former
Committee”

«ancienne
Commission»
“former
Board”

"former Board" «ancienne Commission»	"former Board" means the Immigration Appeal Board established by section 59 of the former Act;	«ancienne loi» La <i>Loi sur l'immigration de 1976</i> , dans sa version antérieure à la date de référence.	«ancienne loi» "former Act"
"former Committee" «ancien comité»	"former Committee" means the Refugee Status Advisory Committee established by section 48 of the former Act.	«date de référence» La date d'entrée en vigueur de la présente loi.	«date de référence» "commence- ment ..."
Interpretation	(2) In this section and sections 38 to 50, (a) words and expressions have the same meaning as in the said Act; and (b) a reference to the said Act is a reference to the <i>Immigration Act, 1976</i> , as amended by this Act.	(2) Aux articles 38 à 50, «nouvelle loi» désigne la <i>Loi sur l'immigration de 1976</i> , dans sa version modifiée par la présente loi, et les termes s'entendent au sens de cette loi.	Terminologie
Members cease to hold office	38. (1) Subject to this section, the members of the former Board and the members of the former Committee cease to hold office on the commencement day.	38. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, les anciens commissaires et les membres de l'ancien comité cessent leurs fonctions à la date de référence.	Cessation de fonctions
Continuing jurisdiction	(2) The members of the former Board continue to have jurisdiction to hear and determine pending applications for redetermination of claims and pending appeals as described in section 48.	(2) Les anciens commissaires conservent leurs pouvoirs de connaître des demandes de réexamen et des appels en instance mentionnés à l'article 48.	Maintien des pouvoirs
Supervision by Chairman	(3) The Chairman has supervision over and direction of the work of the members of the former Board having continuing jurisdiction under subsection (2).	(3) Les anciens commissaires exécutent leurs travaux sous l'autorité du président.	Autorité du président
Fees	(4) Each member of the former Board having continuing jurisdiction under subsection (2), other than a person appointed to the Refugee Division or the Appeal Division, shall be paid the fees for services rendered under the said Act fixed by the Governor in Council for part-time members of the Refugee Division.	(4) Les anciens commissaires, sauf s'ils sont nommés à la section du statut ou à la section d'appel, reçoivent, pour leurs services, les honoraires fixés par le gouverneur en conseil pour les membres à temps partiel de la section du statut.	Honoraires
Expenses	(5) Each member of the former Board having continuing jurisdiction under subsection (2) is entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred by the member while absent from the member's ordinary place of residence in the course of the member's duties under section 48.	(5) Les anciens commissaires ont droit aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'exercice, hors de leur lieu de résidence habituelle, des pouvoirs qui leur sont conférés aux termes de l'article 48.	Indemnités
Superannuation	(6) Each member of the former Board having continuing jurisdiction under subsection (2) shall, during the period of the continuing jurisdiction, be deemed, for the purposes of the <i>Public Service Superannuation Act</i> , to be employed in the Public Service.	(6) Tant qu'ils continuent à exercer leurs pouvoirs, les anciens commissaires sont, pour l'application de la <i>Loi sur la pension de la Fonction publique</i> , réputés faire partie de la Fonction publique.	Pension
No right to compensation	(7) No person appointed to hold office as a member of the former Board or of the former	(7) Sauf dérogation par décret du gouverneur en conseil, ni la cessation de fonctions	Absence de droit à réparation

Committee has any right to claim or receive any compensation, damages, indemnity or other form of relief from Her Majesty in right of Canada or any servant or agent thereof for ceasing to hold office under this section or for the abolition of that office by this Act, but the Governor in Council may, by order, authorize or provide for any such relief.

prévue au présent article ni la suppression du poste correspondant n'entraînent pour les anciens commissaires ou les membres de l'ancien comité le versement d'une réparation, sous quelque forme que ce soit, par Sa Majesté ou ses préposés ou mandataires.

Transfer of premises, supplies and staff

39. All premises and supplies assigned to, and all employees in, the former Board as of the commencement day shall be deemed to have been assigned to, or employed and appointed pursuant to subsection 66(3) of the said Act to positions in, the Board, and all additional arrangements made necessary by the provisions of this Act shall be made by the appropriate departments and other authorities.

39. Le personnel, les locaux et les fournitures de l'ancienne Commission passent, à la date de référence, à la nouvelle Commission, le personnel étant réputé nommé aux termes du paragraphe 66(3) de la nouvelle loi. Les autres mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente loi sont prises par les ministères ou autres autorités compétentes.

Personnel, locaux, etc.

Continuation of rules

40. All rules made by the former Board under section 67 of the former Act that were in force immediately before the commencement day shall be deemed to have been made under section 67 of the said Act and shall, to the extent that they are not inconsistent with the said Act, continue in force until they are revoked or altered by the Board by rules made under section 67 of the said Act.

40. Les règles établies en vertu de l'article 67 de l'ancienne loi et en application à la date de référence sont réputées avoir été établies en vertu de l'article 67 de la nouvelle loi. Elles demeurent en vigueur, dans la mesure de leur compatibilité avec celle-ci, jusqu'à annulation ou modification.

Maintien des règles

Persons eligible to have claims determined by Refugee Division

41. Notwithstanding any provision of the said Act, the following persons, being persons who claim to be Convention refugees, are eligible to have their claims determined by the Refugee Division:

(a) every person who, on the commencement day, is the subject of an inquiry that is in adjournment pursuant to subsection 45(1) of the former Act and whose claim has not then been determined by the Minister under subsection 45(4) of the former Act;

(b) every person who, on the commencement day, is the subject of an inquiry that is in adjournment pursuant to subsection 45(1) of the former Act and who has then been determined by the Minister under subsection 45(4) of the former Act not to be a Convention refugee, other than a person

41. Malgré toute disposition de la nouvelle loi, la revendication du statut de réfugié au sens de la Convention est recevable par la section du statut si l'intéressé se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

a) l'enquête dont, à la date de référence, il fait l'objet a été ajournée conformément au paragraphe 45(1) de l'ancienne loi et le ministre n'a pas encore, aux termes du paragraphe 45(4) de cette loi, rendu sa décision;

b) l'enquête dont, à la date de référence, il fait l'objet a été ajournée conformément au paragraphe 45(1) de l'ancienne loi et, le ministre lui ayant refusé le statut, rien de ce qui suit ne s'applique à son cas :

(i) omission de présenter, aux termes du paragraphe 70(1) de l'ancienne loi, une demande de réexamen à l'ancienne Commission dans le délai fixé et expiration du délai avant la date de référence,

Recevabilité des revendications du statut de réfugié

(i) who has not applied under subsection 70(1) of the former Act for a redetermination of the claim within the time limited therefor, where that time has expired before the commencement day, 5

(ii) whose application under subsection 70(1) of the former Act for a redetermination of the claim has been dismissed for want of perfection before the commencement day, 10

(iii) whose application under subsection 70(1) of the former Act for a redetermination of the claim is to be dealt with by the former Board under section 48, or

(iv) who, following an oral hearing 15 before the former Board, was before the commencement day found not to be a Convention refugee on an application under subsection 70(1) of the former Act; and 20

(c) every person who, on the commencement day, is or, before the commencement day, was the subject of an inquiry that was resumed pursuant to subsection 46(1) of the former Act, other than a person 25 described in subparagraph (b)(i), (ii) or (iv).

Hearing caused

42. (1) Where, by virtue of paragraph 41(a) or (b), a person is eligible to have a claim to be a Convention refugee determined 30 by the Refugee Division, a senior immigration officer shall cause a hearing to be held before an adjudicator and a member of the Refugee Division with respect to the claimant. 35

Inquiry adjourned and hearing caused

(2) Where, by virtue of paragraph 41(c), a person is eligible to have a claim to be a Convention refugee determined by the Refugee Division and the inquiry was not concluded before the commencement day, 40 the inquiry shall be adjourned and a senior immigration officer shall cause a hearing to be held before an adjudicator and a member of the Refugee Division with respect to the claimant. 45

Application for determination of claim and hearing caused where order or notice outstanding

(3) Where, by virtue of paragraph 41(c), a person is eligible to have a claim to be a Convention refugee determined by the Refugee Division, the inquiry was concluded

(ii) rejet de la demande de réexamen avant la date de référence au motif que celle-ci était incomplète,

(iii) application de l'article 48 à la demande de réexamen, 5

(iv) refus du statut après l'audition tenue par l'ancienne Commission, avant la date de référence, sur la demande de réexamen;

c) l'enquête dont il fait l'objet à la date de 10 référence ou dont il faisait l'objet avant cette date a été reprise conformément au paragraphe 46(1) de l'ancienne loi et il n'est pas visé par les sous-alinéas b)(i), (ii) ou (iv). 15

Audience

42. (1) Dans le cas où la revendication est recevable aux termes des alinéas 41a) ou b), l'agent d'immigration supérieur fait tenir une audience devant un arbitre et un membre de la section du statut. 20

Ajournement de l'enquête en cours

(2) Dans le cas où la revendication est recevable aux termes de l'alinéa 41c), l'enquête, si elle n'était pas terminée à la date de référence, est ajournée et l'agent d'immigration supérieur fait tenir une audience devant 25 un arbitre et un membre de la section du statut.

Existence d'une ordonnance ou d'un avis

(3) Dans le cas où la revendication est recevable aux termes de l'alinéa 41c) et où, l'enquête étant terminée à la date de réf- 30 rence, il est visé par une ordonnance de

before the commencement day and a removal order or departure notice was outstanding against the claimant on that day, the claimant may, within three months after that day, seek a determination of the claim by notifying a senior immigration officer and, on being so notified, the senior immigration officer shall cause a hearing to be held before an adjudicator and a member of the Refugee Division with respect to the claimant.

renvoi ou un avis d'interdiction de séjour, l'intéressé peut, dans les trois mois suivant cette date, faire étudier sa revendication en avisant en ce sens un agent d'immigration supérieur; celui-ci fait alors tenir une audience devant un arbitre et un membre de la section du statut.

Determination of claim

43. (1) Where, pursuant to section 42, a hearing is held before an adjudicator and a member of the Refugee Division, the adjudicator and member shall determine whether the claimant has a credible basis for the claim.

43. (1) Dans les cas visés à l'article 42, l'arbitre et le membre de la section du statut chargés de l'audience déterminent si la revendication a un minimum de fondement.

Minimum de fondement

Provisions applicable to hearing before adjudicator and member of Refugee Division

(2) Subject to this section, the provisions of the said Act and the regulations and rules thereunder applicable to or in respect of a hearing held pursuant to subsection 46(3) of the said Act, including the provisions respecting applications and appeals to the Federal Court, apply, with such modifications as the circumstances require, to or in respect of a hearing under this section before an adjudicator and a member of the Refugee Division as if the hearing were a hearing held pursuant to that subsection.

(2) Sous réserve des autres dispositions du présent article, les dispositions de la nouvelle loi et de ses textes d'application — règlements et règles — applicables aux audiences tenues dans le cadre de l'article 46(3) de celle-ci, y compris les dispositions régissant les demandes et les appels devant la Cour fédérale, s'appliquent, compte tenu des modifications de circonstance, aux audiences tenues dans le cadre du présent article.

Application de certaines dispositions

Where no credible basis for claim

(3) Where both the adjudicator and the member of the Refugee Division determine that the claimant does not have a credible basis for the claim, they shall give their decision as soon as possible after making the determination and in the presence of the claimant wherever practicable and shall forthwith notify the senior immigration officer who caused the hearing to be held of the decision.

(3) S'ils concluent tous deux que la revendication n'a pas un minimum de fondement, l'arbitre et le membre de la section du statut prononcent leur décision le plus tôt possible, en présence du demandeur de statut si les circonstances le permettent et avisent sans délai de leur décision l'agent d'immigration supérieur qui a fait tenir l'audience.

Absence d'un minimum de fondement

Where credible basis for claim

(4) Where either the adjudicator or the member of the Refugee Division or both determine that the claimant has a credible basis for the claim, they shall give their decision as soon as possible after making the determination and in the presence of the claimant wherever practicable and shall forthwith notify the senior immigration officer who caused the hearing to be held of the decision and refer the claim to the Refugee Division, in the manner and form prescribed by the rules of the Board.

(4) Si au moins l'un d'eux conclut que la revendication a un minimum de fondement, l'arbitre et le membre de la section du statut prononcent leur décision le plus tôt possible, en présence du demandeur de statut si les circonstances le permettent et, sans délai, avisent de leur décision l'agent d'immigration supérieur qui a fait tenir l'audience et défèrent le cas à la section du statut selon les modalités prévues par les règles de la Commission.

Revendication fondée

Hearing by
Refugee
Division

(5) Where a person's claim to be a Convention refugee is referred to the Refugee Division pursuant to subsection (4), the Division shall as soon as practicable commence a hearing into the claim.

(5) La section du statut entend dans les meilleurs délais la revendication du statut de réfugié au sens de la Convention dont elle est saisie aux termes du paragraphe (4).

Audience de la
section du
statut

Provisions
applicable to
hearing before
Refugee
Division

(6) Subject to this section, the provisions of the said Act and the regulations and rules thereunder applicable to or in respect of a hearing under section 71.1 of the said Act, including the provisions respecting applications and appeals to the Federal Court, apply, with such modifications as the circumstances require, to or in respect of a hearing under this section before the Refugee Division as if the hearing were a hearing under that section.

(6) Sous réserve des autres dispositions du présent article, les dispositions de la nouvelle loi et de ses textes d'application — règlements et règles — applicables aux audiences tenues dans le cadre de l'article 71.1 de celle-ci, y compris les dispositions régissant les demandes et les appels devant la Cour fédérale, s'appliquent, compte tenu des modifications de circonstance, aux audiences tenues par la section du statut dans le cadre du présent article.

5 Application de
certaines
dispositions

Final determi-
nation of
Convention
refugee status

(7) For the purposes of the said Act, a person who is finally determined under this section to be or not to be a Convention refugee or to have abandoned a claim to be a Convention refugee is deemed to be a person who is finally determined under the said Act to be or not to be a Convention refugee or to have abandoned a claim to be a Convention refugee, as the case may be.

(7) Pour l'application de la nouvelle loi à la personne à qui le statut de réfugié au sens de la Convention a été définitivement reconnu ou refusé, ou dont le désistement est définitivement établi, aux termes du présent article, le statut est réputé lui avoir été définitivement reconnu ou refusé, ou son désistement avoir été définitivement établi, aux termes de la nouvelle loi.

Reconnaissance
ou refus
définitifs

Idem

(8) For the purposes of this section and section 44, a person is finally determined under this section to be or not to be a Convention refugee or to have abandoned a claim to be a Convention refugee if

(8) Pour l'application du présent article et de l'article 44, le statut de réfugié au sens de la Convention est définitivement reconnu ou refusé à l'intéressé, ou le désistement de celui-ci est définitivement établi, aux termes du présent article :

Idem

(a) the Refugee Division has so determined and no application for leave to appeal from the determination was made within the time normally limited therefor or, if an application was so made, it was dismissed or, if leave was granted, the appeal was not made within the time normally limited therefor;

a) par une décision en ce sens de la section du statut, en l'absence du dépôt d'une demande d'autorisation d'en appeler de la décision dans le délai normal, en cas de rejet de la demande ou en cas de défaut d'introduction de l'appel dans le délai normal;

(b) the Federal Court of Appeal has so determined or has dismissed or allowed an appeal the effect of which is to make or confirm such a determination and no application for leave to appeal from the decision was made within the time normally limited therefor or, if an application was so made, it was dismissed or, if leave was granted, the appeal was not made within the time normally limited therefor; or

b) par une décision en ce sens de la Cour d'appel fédérale ou par la décision que celle-ci rend sur l'appel qui a l'effet d'une décision en ce sens ou de la confirmation d'une décision en ce sens, en l'absence du dépôt, dans le délai normal, d'une demande d'autorisation d'en appeler de la décision, en cas de rejet de la demande ou en cas de défaut d'introduction de l'appel dans le délai normal;

(c) the Supreme Court of Canada has so determined or has dismissed or allowed an

c) par une décision en ce sens de la Cour suprême du Canada ou par la décision que

appeal the effect of which is to make or confirm such a determination.

Where inquiry
not concluded
and claim
rejected

44. (1) Where a person referred to in subsection 42(1) or (2)

(a) has been determined by both the adjudicator and the member of the Refugee Division not to have a credible basis for the claim, or

(b) is finally determined under section 43 not to be a Convention refugee or to have abandoned the claim,

the senior immigration officer shall, as soon as practicable, cause the inquiry to be resumed by the adjudicator who presided at the inquiry or, subject to the regulations made under the said Act in the case of a person referred to in subsection 42(2), by any other adjudicator, and the adjudicator shall take the appropriate action under section 32 of the said Act with respect to that person.

Where inquiry
not concluded
and claim
accepted

(2) Where a person referred to in subsection 42(1) or (2) is finally determined under section 43 to be a Convention refugee and

(a) is a permanent resident,

(b) fails to apply for landing under section 48.3 of the said Act within the time limited therefor,

(c) is declared to have abandoned an application under section 48.3 of the said Act,

(d) withdraws an application for landing under section 48.3 of the said Act, or

(e) is refused landing on an application under section 48.3 of the said Act,

the senior immigration officer shall, as soon as practicable, cause the inquiry to be resumed by the adjudicator who presided at the inquiry or by any other adjudicator, and the adjudicator shall determine whether or not that person has a right under subsection 4(2.1) of the said Act to remain in Canada.

Where inquiry
concluded and
claim rejected

(3) Where a person referred to in subsection 42(3)

(a) has been determined by both the adjudicator and the member of the

celle-ci rend sur l'appel et qui a l'effet d'une décision en ce sens ou de la confirmation d'une décision en ce sens.

44. (1) Dans les cas visés aux paragraphes 42(1) ou (2), l'agent d'immigration supérieur fait reprendre l'enquête dès que les circonstances le permettent par le même arbitre ou, sous réserve des règlements d'application de la nouvelle loi pour ce qui est des cas visés au paragraphe 42(2), par un autre arbitre, celui-ci prenant alors les mesures qui s'imposent aux termes de l'article 32 de la nouvelle loi, si l'intéressé se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

a) l'arbitre et le membre de la section du statut ont tous deux conclu que sa revendication n'avait pas un minimum de fondement;

b) le statut de réfugié au sens de la Convention lui a été définitivement refusé, ou son désistement a été définitivement établi, aux termes de l'article 43.

(2) Dans les cas visés aux paragraphes 42(1) ou (2), l'agent d'immigration supérieur fait reprendre l'enquête par le même arbitre ou par un autre arbitre dès que les circonstances le permettent si l'intéressé à qui le statut de réfugié est définitivement reconnu aux termes de l'article 43 se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

a) il est un résident permanent;

b) il n'a pas fait la demande de droit d'établissement visée à l'article 48.3 de la nouvelle loi dans le délai fixé;

c) son désistement a été établi dans le cadre de cet article;

d) il a retiré la demande de droit d'établissement fait dans le cadre de cet article;

e) il se voit refuser le droit d'établissement demandé.

L'arbitre détermine alors si l'intéressé, aux termes du paragraphe 4(2.1) de la nouvelle loi, a le droit de demeurer au Canada.

(3) Dans le cas visé au paragraphe 42(3), l'ordonnance de renvoi ou l'avis d'interdiction de séjour subsistent, sous réserve des dispositions de la nouvelle loi, si l'intéressé se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

Reprise de
l'enquête :
revendication
non fondée

Reprise de
l'enquête :
revendication
fondée

Cas où
l'enquête est
terminée et la
revendication
rejetée

Refugee Division not to have a credible basis for the claim, or

(b) is finally determined under section 43 not to be a Convention refugee or to have abandoned the claim,

subject to the said Act, the removal order or departure notice outstanding against the person remains in effect.

Where inquiry concluded and claim accepted — permanent residents, etc.

(4) Where a person referred to in subsection 42(3) is finally determined under section 43 to be a Convention refugee and is

(a) a permanent resident,

(b) a person who has been recognized by any country, other than Canada, as a Convention refugee and who, if removed from Canada, would be allowed to return to that country,

(c) a national or citizen of a country, other than the country that the person left, or outside of which the person remains, by reason of fear of persecution, or

(d) a person who has permanently resided in a country, other than the country that the person left, or outside of which the person remains, by reason of fear of persecution, and who, if removed from Canada, would be allowed to return to that country, the senior immigration officer shall, as soon as practicable, cause the inquiry to be reopened by the adjudicator who presided at the inquiry or by any other adjudicator, and the adjudicator shall determine whether or not that person has a right under subsection 4(2.1) of the said Act to remain in Canada.

Where inquiry concluded and claim accepted — other persons

(5) Where a person referred to in subsection 42(3) is finally determined under section 43 to be a Convention refugee and is not a person described in paragraph (4)(a), (b), (c) or (d), the senior immigration officer shall, as soon as practicable, refer that person to an immigration officer for the purposes of determining that person's eligibility to be granted landing.

Application for determination of eligibility for landing

45. (1) A person who is referred to an immigration officer pursuant to subsection 44(5) may, within thirty days after being referred, apply to the immigration officer for a determination whether the person is, but

a) l'arbitre et le membre de la section du statut ont tous deux conclu que sa revendication n'avait pas un minimum de fondement;

5 b) le statut de réfugié au sens de la Convention lui a été définitivement refusé, ou son désistement a été définitivement établi, aux termes de l'article 43.

(4) Dans le cas visé au paragraphe 42(3), l'agent d'immigration supérieur fait rouvrir l'enquête dès que les circonstances le permettent par le même arbitre ou un autre arbitre si le statut de réfugié au sens de la Convention est définitivement reconnu à la personne en cause et que celle-ci se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

a) elle est un résident permanent;

b) un autre pays lui a reconnu le statut de réfugié au sens de la Convention et, en cas de renvoi du Canada, elle serait autorisée à retourner dans ce pays;

c) elle a la nationalité ou la citoyenneté d'un autre pays que celui qu'elle a quitté ou hors duquel elle est demeurée de crainte d'être persécutée;

d) elle a résidé en permanence dans un autre pays que celui qu'elle a quitté ou hors duquel elle est demeurée de crainte d'être persécutée et, en cas de renvoi du Canada, elle serait autorisée à retourner dans ce pays.

L'arbitre saisi détermine alors si cette personne a le droit, aux termes du paragraphe 4(2.1) de la nouvelle loi, de demeurer au Canada.

(5) Si, par contre, dans le cas visé au paragraphe 42(3), le statut est reconnu à une personne qui ne se trouve pas dans l'une des situations visées aux alinéas (4)a), b), c) ou d), l'agent d'immigration supérieur défère le cas dès que les circonstances le permettent à un agent d'immigration afin que soit déterminée l'admissibilité de cette personne au droit d'établissement.

45. (1) La personne visée au paragraphe 44(5) peut, dans les trente jours de la date où son cas est déféré à l'agent d'immigration, demander à celui-ci de déterminer si, en l'absence de l'ordonnance de renvoi ou de

Reconnaissance du statut au résident permanent et à d'autres

Reconnaissance du statut à d'autres

Demande de détermination d'admissibilité au droit d'établissement

for the removal order or departure notice, eligible to be granted landing.

Eligibility

(2) An immigration officer to whom an application is made under subsection (1) shall determine that the applicant is, but for the removal order or departure notice, eligible to be granted landing if the immigration officer is satisfied that neither the applicant nor any member of the applicant's family is a person described in paragraph 19(1)(a), (b), (c), (d), (e), (f) or (g) or 27(2)(c) of the said Act or a person who has been convicted of an offence under any Act of Parliament for which a term of imprisonment of

(a) more than six months has been imposed; or

(b) five years or more may be imposed.

Abandonment
of application

(3) If an applicant under subsection (1) is, in the opinion of the immigration officer, in default in the prosecution of the application, the immigration officer may, after giving the applicant a reasonable opportunity to be heard, declare the application to have been abandoned.

Report

(4) An immigration officer to whom a person is referred pursuant to subsection 44(5) shall forward a written report to the senior immigration officer and that person indicating whether

(a) the person has failed to make an application under subsection (1) within the time limited therefor;

(b) the person was declared to have abandoned an application under subsection (1);

(c) the person has withdrawn an application under subsection (1);

(d) the person was determined not to be eligible to be granted landing for a reason other than the removal order or departure notice; or

(e) the person was determined to be, but for the removal order or departure notice, eligible to be granted landing.

Inquiry
reopened

(5) On receiving a report under subsection (4), the senior immigration officer shall, as soon as practicable, cause the inquiry to be reopened by the adjudicator who presided at the inquiry or by any other adjudicator, and

l'avis d'interdiction de séjour, elle serait admissible au droit d'établissement.

Admissibilité

(2) L'agent d'immigration conclut à l'admissibilité s'il est convaincu que ni la personne en cause ni un membre de sa famille ne sont visés par les alinéas 19(1)a), b), c), d), e), f) ou g) ou 27(2)c) de la nouvelle loi ou n'ont été déclarés coupables d'une infraction prévue par une loi du Parlement et :

a) soit pour laquelle une peine d'emprisonnement de plus de six mois a été infligée;

b) soit passible d'au moins cinq ans de prison.

(3) S'il estime qu'il y a défaut de la part de l'intéressé dans la poursuite de la demande, l'agent d'immigration peut, après avoir donné à celui-ci la possibilité de se faire entendre, conclure au désistement.

Désistement

(4) L'agent d'immigration saisi d'un cas visé au paragraphe 44(5) transmet un rapport écrit à l'agent d'immigration supérieur et à la personne en cause indiquant que celle-ci, selon le cas :

Rapport

a) a omis de présenter la demande visée au paragraphe (1) dans le délai fixé;

b) l'a présentée mais s'est, selon lui, désistée;

c) a retiré sa demande;

d) n'est pas admissible au droit d'établissement pour un motif autre que l'ordonnance de renvoi ou l'avis d'interdiction de séjour;

e) serait, en l'absence de l'ordonnance de renvoi ou de l'avis d'interdiction de séjour, admissible au droit d'établissement.

(5) Sur réception du rapport, l'agent d'immigration supérieur fait rouvrir l'enquête dès que les circonstances le permettent par le même arbitre ou un autre arbitre. L'arbitre saisi, après avoir étudié le rapport :

Réouverture
d'enquête

the adjudicator shall, after considering the report,

(a) grant landing to the person, where the person is a person described in paragraph (4)(d) or (e) and the adjudicator is satisfied that, but for the removal order or departure notice, the person is eligible to be granted landing; or

(b) determine whether or not the person has a right under subsection 4(2.1) of the said Act to remain in Canada, in any other case.

Terms and conditions

(6) An adjudicator who grants landing to a person pursuant to this section may impose terms and conditions of a nature prescribed under the said Act in connection therewith.

Where no right to remain in Canada

46. (1) Where, pursuant to subsection 44(2) or (4) or 45(5), an adjudicator determines that a person does not have a right under subsection 4(2.1) of the said Act to remain in Canada, the adjudicator shall take the appropriate action under section 32 of the said Act with respect to that person.

Where right to remain in Canada

(2) Where, pursuant to subsection 44(2) or (4) or 45(5), an adjudicator determines that a person has a right under subsection 4(2.1) of the said Act to remain in Canada, the adjudicator shall, notwithstanding any other provision of the said Act or the regulations thereunder, allow that person to remain in Canada.

Additional allegations

(3) In making a determination whether or not a person has a right under subsection 4(2.1) of the said Act to remain in Canada and in taking the appropriate action under section 32 of the said Act with respect to a person, the adjudicator may take into consideration any allegation respecting the person not previously made if, where that person is not the subject of a report under subsection 20(1) of the said Act, the allegation is set out in a report under subsection 27(1) or (2) of the said Act and the Deputy Minister has issued a direction pursuant to subsection 27(3) of the said Act that an inquiry be held with respect to the allegation.

Deeming provision

47. Where any person against whom a removal order or departure notice was outstanding on the commencement day is grant-

a) accorde le droit d'établissement si la personne en cause se trouve dans l'une des situations visées aux alinéas (4)d) ou e) et si lui-même est convaincu que celle-ci serait admissible au droit d'établissement en l'absence de l'ordonnance de renvoi ou de l'avis d'interdiction de séjour;

b) dans les autres cas, détermine si la personne en cause a le droit, en vertu du paragraphe 4(2.1) de la nouvelle loi, de demeurer au Canada.

(6) L'arbitre qui accorde le droit d'établissement aux termes du présent article peut imposer des conditions prévues par les règlements d'application de la nouvelle loi.

Conditions

46. (1) S'il conclut dans les cas visés aux paragraphes 44(2) ou (4) ou 45(5) que la personne en cause n'a pas le droit de demeurer au Canada, l'arbitre prend les mesures qui s'imposent aux termes de l'article 32 de la nouvelle loi.

Absence du droit de demeurer au Canada

(2) Si, par contre, dans ces mêmes cas, il conclut que la personne en cause a le droit de demeurer au Canada aux termes du paragraphe 4(2.1) de la nouvelle loi, l'arbitre l'autorise, malgré les autres dispositions de la nouvelle loi ou de ses règlements, à y demeurer.

Droit de demeurer au Canada

(3) Dans le cadre de la détermination du droit de demeurer au Canada aux termes du paragraphe 4(2.1) de la nouvelle loi et des mesures à prendre aux termes de l'article 32 de cette loi, l'arbitre peut tenir compte de tout fait non allégué antérieurement et relatif à l'intéressé si, dans le cas où ce dernier ne fait pas l'objet du rapport prévu au paragraphe 20(1) de la nouvelle loi, le fait est énoncé dans un rapport établi aux termes des paragraphes 27(1) ou (2) de cette loi et a fait l'objet d'une directive du sous-ministre ordonnant la tenue d'une enquête aux termes du paragraphe 27(3) de cette loi.

Allégation supplémentaire

47. Si le droit d'établissement est accordé à l'intéressé aux termes du paragraphe 45(5) ou si celui-ci est autorisé à demeurer au

Présomption

ed landing pursuant to subsection 45(5) or is allowed to remain in Canada pursuant to subsection 46(2), the order or notice shall be deemed never to have been made or issued.

Pending applications and appeals to the former Board

48. (1) Subject to this section, applications for redetermination of claims and appeals to the former Board commenced under the former Act before the commencement day and not disposed of by the former Board before that day shall be dealt with and disposed of by the former Board in accordance with the former Act and the rules thereunder.

When applications and appeals commenced

(2) For the purposes of subsection (1), an application for redetermination of a claim or an appeal is deemed to have been commenced under the former Act on the first day on which either party appeared before the former Board, whether to proceed with the application or appeal or to request an adjournment of the hearing of the application or appeal.

Limitation period

(3) Where an application or appeal referred to in subsection (1) is not disposed of by the former Board within one year after the commencement day, the proceedings before the former Board shall be terminated and the application or appeal shall be reheard by the Refugee Division or the Appeal Division, as the case may require, in accordance with the said Act.

Appeal from decisions on applications for redetermination

(4) Section 83.3 of the said Act applies, with such modifications as the circumstances require, with respect to a decision of the former Board under this section on an application for redetermination.

Appeal from decisions on appeals

(5) Section 84 of the said Act applies, with such modifications as the circumstances require, with respect to a decision of the former Board under this section on an appeal.

Stays of execution

49. Where the former Board, before, on or after the commencement day, has disposed of an appeal by directing that execution of a removal order be stayed, the Appeal Division shall review the case from time to time as it considers necessary or advisable and, for that purpose, subsection 76(3) of the said Act applies, with such modifications as the cir-

Canada aux termes du paragraphe 46(2), l'ordonnance de renvoi ou l'avis d'interdiction de séjour qui le visaient éventuellement sont réputés n'avoir jamais existé.

5 48. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, les demandes de réexamen et les appels engagés devant l'ancienne Commission avant la date de référence et encore en instance à cette date sont tranchés par celle-ci conformément à l'ancienne loi et aux règles établies sous son régime.

5 Affaires en instance devant l'ancienne Commission

(2) Pour l'application du paragraphe (1), une demande de réexamen ou un appel sont réputés engagés le jour où au moins l'une des 15 parties a comparu pour la première fois devant l'ancienne Commission, pour agir ou demander une remise de l'affaire.

Date d'introduction

(3) L'ancienne Commission sera dessaisie des demandes et des appels visés au paragraphe (1) et qui n'auront pas encore été tranchés dans l'année qui suit la date de référence. Ceux-ci sont entendus de nouveau par la section du statut ou la section d'appel, selon le cas, conformément à la nouvelle loi. 25

Date limite

(4) L'article 83.3 de la nouvelle loi s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, à la décision de l'ancienne Commission sur une demande de réexamen.

Appel des décisions rendues sur les demandes de réexamen

(5) L'article 84 de la nouvelle loi s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, à la décision de l'ancienne Commission sur un appel.

Appel des décisions rendues sur les appels

49. Lorsque l'ancienne Commission, en statuant, même avant la date de référence, sur un appel, a ordonné de surseoir à l'exécution de l'ordonnance de renvoi, la section d'appel procède à une révision de l'affaire chaque fois qu'elle juge opportun de le faire et à cette fin, le paragraphe 76(3) de la 40 nouvelle loi s'applique, compte tenu des

Sursis d'exécution

cumstances require, with respect to the stay as if the first reference in that subsection to the "Appeal Division" were a reference to the "former Board".

adaptations de circonstance, comme si c'était la section d'appel qui avait statué sur l'appel.

Proceedings in
Federal Court

50. Section 83.1 of the said Act applies in respect of any application or other proceeding commenced under section 18 or 28 of the *Federal Court Act* on or after the commencement day with respect to any decision or order made, or other matter arising, under the former Act or the rules or regulations thereunder before the commencement day.

50. L'article 83.1 de la nouvelle loi s'applique aux demandes ou instances introduites aux termes de l'article 18 ou 28 de la *Loi sur la Cour fédérale* à compter de la date de référence relativement à une décision ou ordonnance rendue dans le cadre de l'ancienne loi ou des règles établies sous son régime ou de toute question soulevée dans ce cadre, avant la date de référence.

Instances
devant la Cour
fédérale

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into
force

51. This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

51. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par proclamation.

Entrée en
vigueur

SCHEDULE
(Section 36)

Item	Column I Act Affected	Column II Amendment
1.	Access to Information Act 1980-81-82-83, c. 111, Sch. I	<p>(1) Schedule I is amended by deleting therefrom, under the heading "<i>Other Government Institutions</i>", the reference to</p> <p style="padding-left: 40px;">"Immigration Appeal Board <i>Commission d'appel de l'immigration</i>"</p> <p>and substituting therefor a reference to</p> <p style="padding-left: 40px;">"Immigration and Refugee Board <i>Commission de l'immigration et du statut de réfugié</i>".</p> <p>(2) Schedule II is amended by deleting therefrom the reference to</p> <p style="padding-left: 40px;">"Immigration Act, 1976 <i>Loi sur l'immigration de 1976</i>"</p> <p>and the corresponding reference to "subsection 40(3)".</p>
2.	Citizenship Act 1974-75-76, c. 108	<p>Subparagraph 2(2)(c)(i) is repealed and the following substituted therefor:</p> <p style="padding-left: 40px;">"(i) unless all rights of review by or appeal to the Immigration Appeal Division of the Immigration and Refugee Board, the Federal Court of Appeal and the Supreme Court of Canada have been exhausted with respect to the order and the final result of those reviews or appeals is that the order has no force or effect, or"</p>
3.	Privacy Act 1980-81-82-83, c. 111, Sch. II	<p>The schedule is amended by deleting therefrom, under the heading "<i>Other Government Institutions</i>", the reference to</p> <p style="padding-left: 40px;">"Immigration Appeal Board <i>Commission d'appel de l'immigration</i>"</p> <p>and substituting therefor a reference to</p> <p style="padding-left: 40px;">"Immigration and Refugee Board <i>Commission de l'immigration et du statut de réfugié</i>".</p>

ANNEXE
(article 36)

Numéro	Colonne I Loi concernée	Colonne II Modifications
1.	Loi sur l'accès à l'information 1980-81-82-83, ch. 111, ann. I	<p>(1) L'annexe I est modifiée par suppression, sous l'intertitre «<i>Autres institutions fédérales</i>», de la mention suivante :</p> <p>«Commission d'appel de l'immigration <i>Immigration Appeal Board</i>»</p> <p>qui est remplacée, suivant l'ordre alphabétique, par ce qui suit :</p> <p>«Commission de l'immigration et du statut de réfugié <i>Immigration and Refugee Board</i>»</p> <p>(2) L'annexe II est modifiée par suppression de ce qui suit :</p> <p>«Loi sur l'immigration de 1976 <i>Immigration Act, 1976</i>»</p> <p>et du renvoi correspondant au «paragraphe 40(3)».</p>
2.	Loi sur la citoyenneté 1974-75-76, ch. 108	<p>Le sous-alinéa 2(2)c)(i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p> <p>«(i) ce que toutes les voies de recours ou d'appel possibles devant la section d'appel de l'immigration de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, la Cour d'appel fédérale et la Cour suprême du Canada soient épuisées et que le résultat définitif soit que cette ordonnance est sans effet, ou»</p>
3.	Loi sur la protection des renseignements personnels 1980-81-82-83, ch. 111, ann. II	<p>L'annexe est modifiée par suppression, sous l'intertitre «<i>Autres institutions fédérales</i>», de la mention suivante :</p> <p>«Commission d'appel de l'immigration <i>Immigration Appeal Board</i>»</p> <p>qui est remplacée, suivant l'ordre alphabétique, par ce qui suit :</p> <p>«Commission de l'immigration et du statut de réfugié <i>Immigration and Refugee Board</i>»</p>

SCHEDULE—*Concluded*

Item	Column I Act Affected	Column II Amendment
4.	Public Sector Compensation Restraint Act 1980-81-82-83, c. 122	<p>Schedule I is amended by deleting therefrom, under the heading "<i>Other portions of the public service</i>", the reference to</p> <p style="padding-left: 40px;">"Immigration Appeal Board <i>Commission d'appel de l'immigration</i>"</p> <p>and substituting therefor a reference to</p> <p style="padding-left: 40px;">"Immigration and Refugee Board <i>Commission de l'immigration et du statut de réfugié</i>".</p>
5.	Public Service Staff Relations Act R.S., c. P-35	<p>Part I of Schedule I is amended by deleting therefrom the reference to</p> <p style="padding-left: 40px;">"Immigration Appeal Board"</p> <p>and substituting therefor a reference to</p> <p style="padding-left: 40px;">"Immigration and Refugee Board".</p>
6.	Public Service Superannuation Act R.S., c. P-36	<p>Part II of Schedule A is amended by deleting therefrom the reference to</p> <p style="padding-left: 40px;">"Immigration Appeal Board"</p> <p>and substituting therefor a reference to</p> <p style="padding-left: 40px;">"Immigration and Refugee Board".</p>

ANNEXE (suite et fin)

Numéro	Colonne I Loi concernée	Colonne II Modifications
4.	Loi sur les restrictions salariales du secteur public 1980-81-82-83, ch. 122	L'annexe I est modifiée par suppression, sous l'intertitre «Autres», de la mention suivante : «Commission d'appel de l'immigration <i>Immigration Appeal Board</i> » qui est remplacée, suivant l'ordre alphabétique, par ce qui suit : «Commission de l'immigration et du statut de réfugié <i>Immigration and Refugee Board</i> »
5.	Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique S.R., ch. P-35	La partie I de l'annexe I est modifiée par suppression de la mention suivante : «Commission d'appel de l'immigration» qui est remplacée par ce qui suit : «Commission de l'immigration et du statut de réfugié»
6.	Loi sur la pension de la Fonction publique S.R., ch. P-36	La partie II de l'annexe A est modifiée par suppression de la mention suivante : «Commission d'appel de l'immigration» qui est remplacée par ce qui suit : «Commission de l'immigration et du statut de réfugié»



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

XE
B56

C-55

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-55

An Act to amend the Immigration Act, 1976 and to amend
other Acts in consequence thereof

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
OCTOBER 21, 1987**

C-55

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-55

Loi modifiant la Loi sur l'immigration de 1976 et d'autres
lois en conséquence

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 21 OCTOBRE 1987**

**B 2
STORAGE**



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-55

PROJET DE LOI C-55

An Act to amend the Immigration Act, 1976
and to amend other Acts in consequence
thereof

Loi modifiant la Loi sur l'immigration de
1976 et d'autres lois en conséquence

1976-77, c. 52;
1977-78, c. 22;
1980-81-82-83,
cc. 1, 47; 1984,
cc. 21, 40;
1985, c. 26;
1986, cc. 13, 59

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

1976-77, ch. 52;
1977-78, ch. 22;
1980-81-82-83,
ch. 1, 47; 1984,
ch. 21, 40;
1985, ch. 26;
1986, ch. 13, 59

1. (1) The definitions "member" and
"Vice-Chairman" in subsection 2(1) of the
Immigration Act, 1976 are repealed.

1. (1) Les définitions de «commissaire» et
«vice-président», au paragraphe 2(1) de la
Loi sur l'immigration de 1976, sont abro-
gées.

1984, c. 21,
s. 79

(2) The definitions "Board", "Convention
refugee", "departure notice", "deportation
order" and "exclusion order" in subsection 2(1) of the said Act are repealed and the
following substituted therefor, in alphabeti-
cal order within the subsection:

(2) Les définitions de «avis d'interdiction
de séjour», «Commission», «ordonnance d'ex-
clusion», «ordonnance d'expulsion» et «réfugié
au sens de la Convention», au paragraphe
2(1) de la même loi, sont abrogées et respec-
tivement remplacées par ce qui suit :

1984, ch. 21,
art. 79

"Board"
«Commission»

"Board" means the Immigration and
Refugee Board established by section 15
59;

«avis d'interdiction de séjour» désigne l'avis 15
visé au paragraphe 32(6), y compris
l'avis d'interdiction de séjour condition-
nelle devenu exécutoire aux termes du
paragraphe 32.1(5);

«avis d'interdic-
tion de séjour»
"departure ..."

"Convention
refugee
«réfugié...»

"Convention refugee" means any person
who

«Commission» désigne la Commission de 20
l'immigration et du statut de réfugié
instituée par l'article 59;

«Commission»
"Board"

(a) by reason of a well-founded fear
of persecution for reasons of race, 20
religion, nationality, membership in a
particular social group or political
opinion,

«ordonnance d'exclusion» désigne l'ordon-
nance rendue en vertu des paragraphes
32(5), 37(5), 75(2) ou 76(1) ou (3) et 25
vise également l'ordonnance d'exclusion
conditionnelle devenue exécutoire aux
termes du paragraphe 32.1(5);

«ordonnance
d'exclusion»
"exclusion ..."

(i) is outside the country of his
nationality and is unable or, by 25
reason of that fear, is unwilling to
avail himself of the protection of
that country, or
(ii) not having a country of nation-
ality, is outside the country of his 30

«ordonnance d'expulsion» désigne l'ordon-
nance rendue en vertu des paragraphes 30

«ordonnance
d'expulsion»
"deportation
order"

former habitual residence and is unable or, by reason of that fear, is unwilling to return to that country, and

(b) has not ceased to be a Convention refugee by virtue of subsection (2),

but does not include any person to whom the Convention does not apply pursuant to section E or F of Article 1 thereof, which sections are set out in the schedule to this Act;

“departure notice”
«avis d’interdiction de séjour»

“departure notice” means a departure notice issued under subsection 32(6) and includes a conditional departure notice that has become effective under subsection 32.1(5);

“deportation order”
«ordonnance d’expulsion»

“deportation order” means a deportation order made under subsection 32(2), (5) or (6), 37(5) or (6), 75(2) or 76(1) or (3) and includes

(a) a deportation order made under the authority of

(i) subsection 40(10) of this Act as it read immediately prior to the coming into force of section 80 of the *Canadian Security Intelligence Service Act*, or

(ii) any immigration laws that were in force in Canada prior to the coming into force of this Act, and

(b) a conditional deportation order that has become effective under subsection 32.1(5);

“exclusion order”
«ordonnance d’exclusion»

“exclusion order” means an exclusion order made under subsection 32(5), 37(5), 75(2) or 76(1) or (3) and includes a conditional exclusion order that has become effective under subsection 32.1(5);

(3) Subsection 2(1) of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order within the subsection, the following definitions:

“Appeal Division”
«section d’appel»

“Appeal Division” means that division of the Board called the Immigration Appeal Division;

“conditional departure notice”
«avis d’interdiction de séjour conditionnelle»

“conditional departure notice” means a conditional departure notice issued

32(2), (5) ou (6), 37(5) ou (6), 75(2) ou 76(1) ou (3) et s’entend également :

a) d’une ordonnance d’expulsion rendue en vertu :

(i) du paragraphe 40(10) dans sa version antérieure à l’entrée en vigueur de l’article 80 de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*,

(ii) de toute autre loi d’immigration en vigueur au Canada avant l’entrée en vigueur de la présente loi,

b) d’une ordonnance d’expulsion conditionnelle devenue exécutoire aux termes du paragraphe 32.1(5);

«réfugié au sens de la Convention» désigne toute personne :

a) qui, craignant avec raison d’être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social ou de ses opinions politiques :

(i) soit se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays,

(ii) soit n’ayant pas de nationalité et se trouvant hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle, ne peut ou, en raison de cette crainte, ne veut y retourner;

b) n’a pas perdu son statut de réfugié au sens de la Convention en application du paragraphe (2);

sont exclues de la présente définition les personnes soustraites à l’application de la Convention par les sections E ou F de l’article premier de celle-ci dont le texte est reproduit à l’annexe de la présente loi;

(3) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par insertion, suivant l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

«avis d’interdiction de séjour conditionnelle» désigne l’avis prévu au paragraphe 32.1(4) et qui n’est pas encore exécutoire aux termes du paragraphe 32.1(5);

«réfugié au sens de la Convention»
“Convention ...”

«avis d’interdiction de séjour conditionnelle»
“conditional departure ...”

	under subsection 32.1(4) that has not become effective under subsection 32.1(5);	«Convention» désigne la Convention des Nations Unies relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951 et le protocole signé à New York le 31 janvier 1967;	«Convention» "Convention"
"conditional deportation order" «ordonnance d'expulsion conditionnelle»	"conditional deportation order" means a conditional deportation order made under subsection 32.1(2), (3) or (4), 75(2) or 76(1) or (3) that has not become effective under subsection 32.1(5);	5 «ordonnance de renvoi conditionnel» désigne l'ordonnance d'exclusion conditionnelle ou l'ordonnance d'expulsion conditionnelle;	5 «ordonnance de renvoi conditionnel» "conditional removal ..."
"conditional exclusion order" «ordonnance d'exclusion conditionnelle»	"conditional exclusion order" means a conditional exclusion order made under subsection 32.1(3), 75(2) or 76(1) or (3) that has not become effective under subsection 32.1(5);	10 «ordonnance d'exclusion conditionnelle» désigne l'ordonnance d'exclusion conditionnelle visée au paragraphe 32.1(3), 75(2) ou 76(1) ou (3) et qui n'est pas encore exécutoire aux termes du paragraphe 32.1(5);	10 «ordonnance d'exclusion conditionnelle» "conditional exclusion ..."
"conditional removal order" «ordonnance de renvoi conditionnel»	"conditional removal order" means a conditional exclusion order or a conditional deportation order;	15 «ordonnance d'expulsion conditionnelle» désigne l'ordonnance d'expulsion conditionnelle visée au paragraphe 32.1(2), (3) ou (4), 75(2) ou 76(1) ou (3) et qui n'est pas encore exécutoire aux termes du paragraphe 32.1(5);	15 «ordonnance d'expulsion conditionnelle» "conditional deportation ..."
"Convention" «Convention»	"Convention" means the United Nations Convention Relating to the Status of Refugees signed at Geneva on July 28, 1951, and includes the Protocol thereto signed at New York City on January 31, 1967;	20 «section d'appel» désigne la section d'appel de l'immigration de la Commission;	20 «section d'appel» "Appeal ..."
"Refugee Division" «section du statut»	"Refugee Division" means that division of the Board called the Convention Refugee Determination Division;"	25 «section du statut» désigne la section du statut de réfugié de la Commission;	25 «section du statut» "Refugee ..."
	(4) Subsection 2(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:	(4) Le paragraphe 2(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Cessation of Convention refugee status	<p>"(2) A person ceases to be a Convention refugee when</p> <p>(a) the person voluntarily reavails himself of the protection of the country of his nationality;</p> <p>(b) the person voluntarily reacquires his nationality;</p> <p>(c) the person acquires a new nationality and enjoys the protection of the country of that new nationality;</p> <p>(d) the person voluntarily re-establishes himself in the country that he left, or outside of which he remained, by reason of fear of persecution; or</p> <p>(e) the reasons for the person's fear of persecution in the country that he left, or outside of which he remained, cease to exist.</p>	<p>«(2) Une personne perd le statut de réfugié dans les cas où :</p> <p>a) elle se réclame de nouveau et volontairement de la protection du pays dont elle a la nationalité;</p> <p>b) elle recouvre volontairement sa nationalité;</p> <p>c) elle acquiert une nouvelle nationalité et jouit de la protection du pays de sa nouvelle nationalité;</p> <p>d) elle retourne volontairement s'établir dans le pays qu'elle a quitté ou hors duquel elle est demeurée de crainte d'être persécutée;</p> <p>e) les raisons qui lui faisaient craindre d'être persécutée dans le pays qu'elle a quitté ou hors duquel elle est demeurée ont cessé d'exister.</p>	<p>Perte du statut de réfugié au sens de la Convention</p> <p>30</p> <p>35</p> <p>40</p> <p>45</p>

Exception

(3) A person does not cease to be a Convention refugee by virtue of paragraph (2)(e) if the person establishes that there are compelling reasons arising out of any previous persecution for refusing to avail himself of the protection of the country that he left, or outside of which he remained, by reason of fear of persecution.

(3) Une personne ne perd pas le statut de réfugié pour le motif visé à l'alinéa (2)e si elle établit qu'il existe des raisons impérieuses tenant à des persécutions antérieures de refuser de se réclamer de la protection du pays qu'elle a quitté ou hors duquel elle est demeurée de crainte d'être persécutée.

Exception

Final determination of Convention refugee status

(4) For the purposes of this Act, a person is finally determined under this Act to be or not to be a Convention refugee or to have abandoned a claim to be a Convention refugee if

(a) the Refugee Division has so determined and no application for leave to appeal from the determination was made within the time normally limited therefor or, if an application was so made, it was dismissed or, if leave was granted, the appeal was not made within the time normally limited therefor;

(b) the Federal Court of Appeal has so determined or has dismissed or allowed an appeal the effect of which is to make or confirm such a determination and no application for leave to appeal from the decision was made within the time normally limited therefor or, if an application was so made, it was dismissed or, if leave was granted, the appeal was not made within the time normally limited therefor; or

(c) the Supreme Court of Canada has so determined or has dismissed or allowed an appeal the effect of which is to make or confirm such a determination."

(4) Pour l'application de la présente loi, le statut de réfugié au sens de la Convention est définitivement reconnu ou refusé à l'intéressé, ou le désistement de celui-ci est définitivement établi :

a) par une décision en ce sens de la section du statut, en l'absence du dépôt d'une demande d'autorisation d'en appeler de la décision dans le délai normal, en cas de rejet de la demande ou en cas de défaut d'introduction de l'appel dans le délai normal;

b) par une décision en ce sens de la Cour d'appel fédérale ou par la décision que celle-ci rend sur l'appel qui a l'effet d'une décision en ce sens ou de la confirmation d'une décision en ce sens, en l'absence du dépôt, dans le délai normal, d'une demande d'autorisation d'en appeler de la décision, en cas de rejet de la demande ou en cas de défaut d'introduction de l'appel dans le délai normal;

c) par une décision en ce sens de la Cour suprême du Canada ou par la décision que celle-ci rend sur l'appel et qui a l'effet d'une décision en ce sens ou de la confirmation d'une décision en ce sens."

Détermination définitive du statut de réfugié

2. Paragraph 3(f) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(f) to ensure that any person who seeks admission to Canada on either a permanent or temporary basis is subject to standards of admission that do not discriminate in a manner inconsistent with the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*;"

2. L'alinéa 3f) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«f) de s'assurer que les personnes désireuses d'être admises au Canada à titre permanent ou temporaire soient soumises à des critères excluant toute discrimination contraire à la *Charte canadienne des droits et libertés*»

3. Subsection 4(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Where right to remain in Canada

“(2) Subject to any other Act of Parliament, a Canadian citizen and a permanent resident have a right to remain in Canada except where, in the case of a permanent resident, it is established that that person is a person described in subsection 27(1). 5

Idem

(2.1) Subject to any other Act of Parliament, a person who is finally determined under this Act, or determined under the regulations, to be a Convention refugee has, while lawfully in Canada, a right to remain in Canada except where it is established that that person is a person described in paragraph 19(1)(c), (d), (e), (f), or (j), (g) or 27(1)(c) or (d) or 27(2)(c) or a person who has been convicted of an offence under any Act of Parliament for which a term of imprisonment of 10

(a) more than six months has been imposed; or

(b) five years or more may be imposed.” 25

4. Section 10 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Applications by students and workers

“10. Except in such cases as are prescribed, every person, other than a Canadian citizen or a permanent resident, who seeks to come into Canada for the purpose of 30

(a) attending any university or college authorized by statute or charter to confer degrees, 35

(b) taking any academic, professional or vocational training course at any university, college or other institution not described in paragraph (a), or

(c) engaging in employment 40

shall make an application to a visa officer for and obtain authorization to come into Canada for that purpose before the person appears at a port of entry.”

5. Section 11 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection: 45

3. Le paragraphe 4(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(2) Sous réserve des autres lois du Parlement, le citoyen canadien et le résident permanent, à l'exception du résident permanent visé au paragraphe 27(1), ont le droit de demeurer au Canada. 5

Droit de demeurer au Canada

(2.1) Sous réserve des autres lois du Parlement, la personne à qui le statut de réfugié au sens de la Convention a été définitivement reconnu ou à qui ce statut est reconnu dans le cadre des règlements et qui se trouve légalement au Canada a le droit d'y demeurer, sauf si elle tombe sous le coup des alinéas 19(1)c), d), e), f), g) ou 15 j) ou 27(1)c) ou d) ou 27(2)c) ou a été déclarée coupable d'une infraction prévue par une loi du Parlement :

Cas des réfugiés

a) soit pour laquelle une peine d'emprisonnement de plus de six mois a été infligée; 20

b) soit qui est passible d'au moins cinq ans de prison.»

4. L'article 10 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 25

«10. Sauf cas prévus aux règlements, est tenu de présenter une demande à l'agent des visas et d'obtenir l'autorisation nécessaire avant de se présenter à un point d'entrée quiconque, à l'exception d'un citoyen canadien ou d'un résident permanent, cherche à venir au Canada aux fins : 30

Visas d'étudiant et d'emploi

a) de suivre des cours à une université ou à un collège autorisés par la loi ou par une charte à délivrer des diplômes; 35

b) de suivre des cours de formation théorique ou professionnelle à une université, à un collège ou à toute autre institution, non visés à l'alinéa a);

c) de prendre un emploi.» 40

5. L'article 11 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Idem	“(1.1) Every person, other than a permanent resident, who claims to be a Convention refugee and whose claim is referred to the Refugee Division shall undergo a medical examination by a medical officer.”	5	«(1.1) La personne qui revendique le statut de réfugié au sens de la Convention et dont le cas est déféré à la section du statut doit, sauf si elle est un résident permanent, se soumettre à la visite d'un médecin.»	5	Cas des réfugiés
1980-81-82-83, c. 47, s. 23(1)	6. Section 16 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:		6. L'article 16 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :		1980-81-82-83, ch. 47, par. 23(1)
Application by visitor in Canada	“16. Subject to section 17.1, any visitor may make an application to an immigration officer (a) to vary or cancel terms and conditions imposed pursuant to subsection 14(3), 17(2), 23(2) or 32(4); or (b) to extend the period during which the person is authorized to remain in Canada, except where the person was granted entry pursuant to subsection 19(3).”	10	“16. Sous réserve de l'article 17.1, tout visiteur peut demander à un agent d'immigration : a) la modification ou l'annulation des conditions imposées en vertu des paragraphes 14(3), 17(2), 23(2) ou 32(4); b) la prolongation de la durée autorisée de son séjour au Canada, sauf s'il a obtenu l'autorisation de séjour en vertu du paragraphe 19(3).»	10	Demande d'un visiteur se trouvant au Canada
	7. (1) Subsection 17(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:	20	7. (1) Le paragraphe 17(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	20	
Power of immigration officer	“17. (1) An immigration officer who receives an application made pursuant to subsection 15(2) or section 16 shall approve or refuse the application.”	25	“17. (1) L'agent d'immigration, saisi d'une demande visée au paragraphe 15(2) ou à l'article 16, doit l'accepter ou la rejeter.»		Pouvoir de l'agent d'immigration
	(2) Subsection 17(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:		(2) Le paragraphe 17(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :		
When application refused	“(3) When an application made pursuant to section 16 is refused, the person who made the application shall be allowed to remain in Canada if the period during which the person is authorized to remain in Canada has not expired unless a deportation order is made against that person.”	30	“(3) Toute personne, dont la demande visée à l'article 16 a été rejetée, est autorisée à demeurer au Canada tant que n'est pas expirée la durée de son séjour, à moins qu'elle ne fasse l'objet d'une ordonnance d'expulsion.»	30	Rejet de la demande
	8. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 17 thereof, the following section:		8. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 17, de ce qui suit :		
No application in certain circumstances	“17.1 Except in such cases as are prescribed, no person in Canada may make an application to an immigration officer to obtain authorization (a) to attend any university or college or take any academic, professional or vocational training course; or	40	“17.1 Sous réserve des dispositions réglementaires, il est interdit à une personne se trouvant au Canada de demander à un agent d'immigration l'autorisation : a) de suivre des cours d'université ou de collège ou tout autre cours de formation théorique ou professionnelle;	40	Demandes interdites en certains cas

(b) to engage in employment in Canada.”

b) d'occuper un emploi au Canada.»

9. Section 30 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

9. L'article 30 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Right to
counsel

“30. (1) Every person with respect to whom an inquiry is to be held shall be informed of the person's right to obtain the services of a barrister or solicitor or other counsel and to be represented by any such counsel at the inquiry and, subject to sub- sections (2) and (3), shall be given a reasonable opportunity, if the person so desires and at the person's own expense, to obtain such counsel.

«30. (1) Toute personne faisant l'objet d'une enquête doit être informée qu'elle a droit aux services d'un avocat, d'un procureur ou de tout autre conseil pour la représenter et, sous réserve des paragraphes (2) et (3), il doit lui être donné la possibilité de choisir un conseil, à ses frais.

Droit à un
conseil

Counsel
provided for
inquiry

(2) Where, in such cases as are prescribed, a person with respect to whom an inquiry is to be held or continued is not represented by counsel or is represented by counsel who, in the opinion of the adjudicator, is not ready or able to proceed, the person shall be represented, at the Minister's expense, at the inquiry by a barrister or solicitor who is designated in accordance with the regulations and who is ready and able to proceed, unless the person elects to appear at the inquiry without counsel.

(2) Dans les cas réglementaires, toute personne faisant l'objet d'une enquête ou d'un complément d'enquête et non représentée par un conseil — ou représentée par un conseil qui, selon l'arbitre, n'est pas prêt à agir ni en mesure de le faire — doit être représentée, aux frais du ministre, par un avocat désigné conformément aux règlements et qui est prêt à agir et en mesure de le faire, sauf si elle choisit de comparaître sans conseil.

Mise à
disposition d'un
conseil pour
l'enquête

Counsel
provided for
Federal Court
application

(3) In such cases as are prescribed, a person against whom a removal order is made, or to whom a departure notice is issued, shall be represented, at the Minister's expense, with respect to any application for leave to commence an application under section 28 of the *Federal Court Act* in relation to the removal order or departure notice and with respect to the application under that section by a barrister or solicitor who is designated in accordance with the regulations and who is ready and able to proceed, unless the person is represented by a barrister or solicitor who is available to take instructions with respect to such an application

(3) Dans les cas réglementaires, toute personne visée par une ordonnance de renvoi ou par un avis d'interdiction de séjour doit être, lors de la demande d'autorisation d'introduire une instance aux termes de l'article 28 de la *Loi sur la Cour fédérale* et lors de l'instance introduite en vertu de cet article, représentée par un avocat désigné conformément aux règlements et qui est prêt à agir et en mesure de le faire, sauf si elle est déjà représentée par un avocat en mesure de recevoir des instructions :

Mise à
disposition d'un
conseil pour la
demande à la
Cour fédérale

(a) in the case of a person against whom a removal order is made, within twenty-four hours after the making of the order; or

a) s'agissant d'une ordonnance de renvoi, dans les vingt-quatre heures suivant le moment où l'ordonnance est rendue;

(b) in the case of a person to whom a departure notice is issued, prior to the

b) s'agissant d'un avis d'interdiction de séjour, au plus tard à la date fixée pour 40 le départ du Canada.

date on or before which the person is required to leave Canada.

Evidence

(4) An adjudicator may at an inquiry receive and base a decision on whether the person who is the subject of the inquiry should be permitted to come into Canada or to remain therein, as the case may be, on evidence adduced at the inquiry and considered credible or trustworthy in the circumstances of the case.” 5 10

10. Subsection 31(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Person informed of basis for order or notice

“(2) Where the decision of an adjudicator results in the making of a removal order or conditional removal order against, or the issuing of a departure notice or conditional departure notice to, a person, the adjudicator shall inform the person of the basis on which the order was made or the notice was issued.” 15 20

11. (1) Subsection 32(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Where person is a permanent resident

“(2) Where an adjudicator decides that a person who is the subject of an inquiry is a permanent resident described in subsection 27(1), he shall, subject to subsection 32.1(2), make a deportation order against that person.” 25 30

(2) All that portion of subsection 32(5) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Removal where seeking admission

“(5) Where an adjudicator decides that a person who is the subject of an inquiry is a person who, at the time of his examination, was seeking admission and is a member of an inadmissible class, he shall, subject to subsection 32.1(3),” 35 40

(3) All that portion of subsection 32(6) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Deportation or departure of other than permanent residents

“(6) Where an adjudicator decides that a person who is the subject of an inquiry is a person described in subsection 27(2), he shall, subject to subsection 32.1(4), make

(4) L'arbitre peut recevoir les éléments de preuve qui ont été présentés à l'enquête et qu'il considère comme dignes de foi eu égard aux circonstances de chaque espèce et décider si la personne en cause devrait être autorisée à entrer au Canada ou à y demeurer, selon le cas, en se fondant sur eux.» 5 10

Preuve

10. Le paragraphe 31(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 10

“(2) À la suite d'une enquête, l'arbitre qui prononce le renvoi ou le renvoi conditionnel ou émet un avis d'interdiction de séjour ou d'interdiction de séjour conditionnelle, doit en faire connaître les motifs à la personne visée.” 15

Communication des motifs de l'ordonnance ou de l'avis

11. (1) Le paragraphe 32(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(2) L'arbitre, après avoir conclu que la personne faisant l'objet d'une enquête est un résident permanent visé au paragraphe 27(1), doit, sous réserve du paragraphe 32.1(2), en prononcer l'expulsion.” 20 25

Résidents permanents

(2) Le passage du paragraphe 32(5) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(5) L'arbitre, après avoir conclu que la personne faisant l'objet d'une enquête avait demandé l'admission au cours de son examen et qu'elle fait partie d'une catégorie non admissible, doit, sous réserve du paragraphe 32.1(3) :” 30 35

Renvoi de personnes demandant l'admission

(3) Le passage du paragraphe 32(6) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit : 35

“(6) L'arbitre, après avoir conclu que la personne faisant l'objet d'une enquête est visée par le paragraphe 27(2), doit, sous réserve du paragraphe 32.1(4), en pronon-

Expulsion ou interdiction de séjour des non-résidents permanents

a deportation order against the person unless, in the case of a person other than a person described in paragraph 19(1)(c), (d), (e), (f) or (g) or 27(2)(c), (h) or (i), he is satisfied that"

5

12. Section 33 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Definition of
"claimant"

"**32.1** (1) In this section, "claimant" means a person who claims to be a Convention refugee and whose claim has been 10 referred to the Refugee Division.

Where claimant
is a permanent
resident

(2) Where an adjudicator decides that a claimant who is the subject of an inquiry is a permanent resident described in subsection 27(1), the adjudicator shall make a 15 conditional deportation order against the claimant.

Where claimant
seeking
admission

(3) Where an adjudicator decides that a claimant who is the subject of an inquiry is a person who, at the time of the claimant's 20 examination, was seeking admission and is a member of an inadmissible class, the adjudicator shall

- (a) make a conditional deportation order against the claimant, if the claim- 25 ant is a member of an inadmissible class described in paragraph 19(1)(c), (d), (e), (f), (g) or (j) or 19(2)(a) or (b); or
- (b) make a conditional exclusion order against the claimant, if the claimant is a 30 member of an inadmissible class other than an inadmissible class referred to in paragraph (a).

Where claimant
not a perma-
nent resident

(4) Where an adjudicator decides that a claimant who is the subject of an inquiry is 35 a person described in subsection 27(2), the adjudicator shall make a conditional deportation order against the claimant unless, where the claimant is not a person described in paragraph 19(1)(c), (d), (e), 40 (f), (g) or (j) or 27(2)(c), (h) or (i), the adjudicator is satisfied that

- (a) having regard to all the circum-
stances of the case, a conditional depor-
tation order ought not to be made 45
against the claimant, and

cer l'expulsion; cependant, dans le cas d'une personne non visée aux alinéas 19(1)c), d), e), f) ou g) ou 27(2)c), h) ou i), l'arbitre doit émettre un avis d'interdic- 5 tion de séjour fixant à cette personne un délai pour quitter le Canada, s'il est convaincu :»

5

12. L'article 33 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"**32.1** (1) Au présent article, «deman- 10 deur de statut» désigne la personne qui revendique le statut de réfugié au sens de la Convention et dont la revendication est déferée à la section du statut.

Définition de
«demandeur de
statut»

(2) L'arbitre, après avoir conclu que le 15 demandeur de statut faisant l'objet d'une enquête est un résident permanent visé au paragraphe 27(1), doit en prononcer l'expulsion conditionnelle.

Cas où le
demandeur de
statut est un
résident
permanent

(3) L'arbitre, après avoir conclu que le 20 demandeur de statut faisant l'objet d'une enquête avait demandé l'admission au cours de son examen et qu'il fait partie d'une catégorie non admissible, doit :

Cas où il
demande
l'admission

- a) en prononcer l'expulsion condition- 25 nelle au cas où il fait partie de l'une des catégories non admissibles visées aux alinéas 19(1)c), d), e), f), g) ou j) ou 19(2)a) ou b);
- b) en prononcer l'exclusion condition- 30 nelle au cas où il fait partie d'une catégorie non admissible non visée à l'alinéa a).

(4) L'arbitre, après avoir conclu que le 35 demandeur de statut faisant l'objet d'une enquête est visé par le paragraphe 27(2), doit en prononcer l'expulsion conditionnelle; cependant, dans le cas d'un demandeur non visé aux alinéas 19(1)c), d), e), f), g) ou j) ou 27(2)c), h) ou i), l'arbitre 40 doit émettre un avis d'interdiction de séjour conditionnelle fixant à cette personne un délai pour quitter le Canada après que l'avis deviendra exécutoire aux termes du paragraphe (5), s'il est con- 45 vaincu :

Cas où il n'est
pas un résident
permanent

(b) the claimant will leave Canada on or before a day specified by the adjudicator,

in which case the adjudicator shall issue a conditional departure notice to the claimant specifying therein a day, after the conditional departure notice becomes effective under subsection (5), on or before which the claimant is required to leave Canada. 10

When conditional order or notice becomes effective

(5) No conditional removal order made against, or conditional departure notice issued to, a claimant is effective unless and until

(a) the claimant withdraws the claim to 15 be a Convention refugee;

(b) the claimant is finally determined under this Act to have abandoned the claim to be a Convention refugee;

(c) the claimant is finally determined 20 under this Act not to be a Convention refugee; or

(d) the claimant is determined at an inquiry reopened pursuant to subsection 48.07(1) not to have a right under sub- 25 section 4(2.1) to remain in Canada.

Where dependants

33. (1) Where a deportation order or conditional deportation order is made against, or a departure notice or conditional departure notice is issued to, a member 30 of a family on whom other members of the family in Canada are dependent for support, any member of the family dependent on that member may be included in that order or notice and be removed from or 35 required to leave Canada unless the dependant is a Canadian citizen or a permanent resident eighteen or more years of age.

Hearing

(2) No person may be included in an 40 order or notice pursuant to subsection (1) unless that person has been given an opportunity to be heard at an inquiry.

a) qu'une ordonnance d'expulsion conditionnelle ne devrait pas être rendue eu égard aux circonstances de l'espèce;

b) que le demandeur quittera le Canada 5 dans le délai imparti. 5

(5) Une ordonnance de renvoi conditionnel ou un avis d'interdiction de séjour conditionnelle ne deviennent exécutoires que si se réalise l'une ou l'autre des conditions suivantes : 10

a) le demandeur de statut renonce à sa revendication du statut de réfugié au sens de la Convention;

b) le désistement du demandeur de statut a été, en cette matière, définitive- 15 ment établi;

c) le statut de réfugié au sens de la Convention a été définitivement refusé au demandeur de statut;

d) il a été déterminé, lors d'une enquête 20 rouverte aux termes du paragraphe 48.07(1), que le demandeur de statut n'avait pas, en application du paragraphe 4(2.1), le droit de demeurer au Canada. 25

Moment où une ordonnance ou un avis deviennent exécutoires

33. (1) Si l'ordonnance d'expulsion ou d'expulsion conditionnelle, ou l'avis d'interdiction de séjour ou d'interdiction de séjour conditionnelle, vise une personne ayant à charge des membres de sa famille 30 au Canada, ceux-ci, à l'exception des citoyens canadiens et des résidents permanents âgés d'au moins dix-huit ans, peuvent également être visés dans l'ordonnance ou l'avis et renvoyés du Canada ou 35 invités à quitter le pays.

Soutien de famille

(2) Nul ne peut être visé dans une ordonnance ni dans un avis mentionnés au paragraphe (1), sans avoir eu la possibilité de se faire entendre au cours d'une 40 enquête.

Nécessité d'une audition

Deeming
provision

(3) A person who is included in a deportation order or conditional deportation order pursuant to subsection (1) shall, except for the purposes of subsection 57(1), be deemed to be a person against whom a deportation order or conditional deportation order, as the case may be, has been made."

13. Section 36 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Notice of right
of appeal

"36. Where a removal order or conditional removal order is made against any person who has a right of appeal to the Appeal Division pursuant to section 72, the adjudicator shall forthwith inform that person of the right of appeal."

14. The heading preceding section 45 and sections 45 to 48 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"Convention Refugee Claims

Opportunity to
indicate
whether refugee
claimant

45. (1) Before any substantive evidence is given at an inquiry, the adjudicator shall give the person who is the subject of the inquiry an opportunity to indicate whether or not the person claims to be a Convention refugee.

Where no
refugee claim

(2) Where, on being given an opportunity pursuant to subsection (1), the person who is the subject of the inquiry does not claim to be a Convention refugee, the inquiry shall be continued and no such claim by that person shall thereafter be received or considered at that inquiry or any application, appeal or other proceeding arising therefrom.

Where refugee
claim

(3) Subject to subsection (5), where, on being given an opportunity pursuant to subsection (1), the person who is the subject of the inquiry claims to be a Convention refugee, the inquiry shall, if a member of the Refugee Division is not present at the inquiry, be adjourned to ensure the presence of a member thereat and shall be continued thereafter only in the presence of both the adjudicator and the member.

(3) Toute personne visée dans une ordonnance d'expulsion ou d'expulsion conditionnelle en vertu du paragraphe (1) est, sauf pour l'application du paragraphe 57(1), réputée avoir fait l'objet d'une ordonnance d'expulsion ou d'expulsion conditionnelle, selon le cas.»

Application de
l'ordonnance

13. L'article 36 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«36. Au cas où la personne qui fait l'objet d'une ordonnance de renvoi ou de renvoi conditionnel a le droit d'en interjeter appel à la section d'appel en vertu de l'article 72, l'arbitre doit immédiatement l'en aviser.»

Avis de droit
d'appel

14. L'intertitre qui précède l'article 45 et les articles 45 à 48 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«Revendication du statut de réfugié au sens de la Convention

45. (1) Avant que ne soient présentés des éléments de preuve au fond, l'arbitre donne à la personne qui fait l'objet de l'enquête la possibilité de faire savoir si elle revendique le statut de réfugié au sens de la Convention.

Possibilité de
revendiquer le
statut

(2) En l'absence de la revendication visée au paragraphe (1), l'enquête se poursuit et la question du statut de réfugié ne peut plus être prise en considération au cours de l'enquête ni au cours des demandes, appels ou autres procédures qui en découlent.

Absence de
revendication

(3) En cas de revendication du statut de réfugié au sens de la Convention, l'enquête ne peut se poursuivre qu'en présence et de l'arbitre et d'un membre de la section du statut. Elle est ajournée, s'il y a lieu, pour permettre cette présence.

Existence de la
revendication

Temporary
exclusion

(4) An adjudicator who is required by subsection (3) to adjourn an inquiry being held with respect to a person residing or sojourning in the United States may, where a member of the Refugee Division is not reasonably available to take part in the inquiry, direct that person to return to the United States until such time as a member is available.

(4) L'arbitre qui, conformément au paragraphe (3), doit ajourner une enquête sur une personne qui réside ou séjourne aux États-Unis peut, si aucun membre de la section du statut n'est raisonnablement disponible pour participer à l'enquête et en attendant qu'il soit possible d'en trouver un disponible, ordonner à cette personne de retourner aux États-Unis.

Exclusion
temporaire

Where pending
refugee claim

(5) Where, on being given an opportunity pursuant to subsection (1), the person who is the subject of the inquiry claims to be a Convention refugee and a previous claim by that person has been referred to the Refugee Division and has not been finally determined under this Act, notwithstanding any other provision of this Act, the adjudicator shall determine whether the claimant should be permitted to come into Canada or to remain therein, as the case may be, and shall take the appropriate action under subsection 32(1), (3) or (4) or section 32.1 with respect to the claimant.

(5) Si la personne qui revendique le statut de réfugié au sens de la Convention aux termes du paragraphe (1) a déjà présenté une revendication, déferée à la section du statut mais non définitivement tranchée dans le cadre de la présente loi, l'arbitre, malgré les autres dispositions de la présente loi, détermine si celle-ci devrait être autorisée à entrer au Canada ou à y demeurer, selon le cas, et prend les mesures qui s'imposent aux termes du paragraphe 32(1), (3) ou (4) ou de l'article 32.1.

Personne dont
le cas est déjà à
l'étude

Refugee claim
made by visitor
or permit
holder

46. (1) Any person who is lawfully in Canada as a visitor or is in possession of a permit and who claims to be a Convention refugee may seek a determination of the claim by notifying an immigration officer.

46. (1) Les visiteurs séjournant légalement au Canada et les titulaires de permis peuvent revendiquer le statut de réfugié au sens de la Convention en avisant en ce sens un agent d'immigration.

Revendication
du statut par un
visiteur ou un
titulaire de
permis

Reference of
claim

(2) An immigration officer who is notified pursuant to subsection (1) shall forthwith refer the claim to a senior immigration officer, unless, where the claimant is a visitor, the immigration officer is satisfied that the claimant is a person described in subsection 27(2) and the Deputy Minister issues a direction pursuant to subsection 27(3) that an inquiry be held with respect to the claimant.

(2) Dès qu'il est avisé de la revendication, l'agent d'immigration défère le cas à un agent d'immigration supérieur, sauf si l'intéressé est un visiteur et, visé par le paragraphe 27(2), fait, aux termes du paragraphe 27(3), l'objet d'une directive du sous-ministre prévoyant la tenue d'une enquête.

Renvoi à
l'agent
d'immigration
supérieur

Hearing

(3) A senior immigration officer to whom a claim is referred pursuant to subsection (2) shall, as soon as practicable, cause a hearing to be held before an adjudicator and a member of the Refugee Division with respect to the claimant.

(3) Dans les meilleurs délais, l'agent d'immigration supérieur fait tenir une audience sur le cas devant un arbitre et un membre de la section du statut.

Audience

Presiding
officer

47. (1) The adjudicator is the presiding officer at an inquiry continued in accordance with subsection 45(3) or a hearing held pursuant to subsection 46(3).

47. (1) C'est l'arbitre qui préside l'enquête qui se poursuit aux termes du paragraphe 45(3) et l'audience visée au paragraphe 46(3).

Présidence des
séances

Filing
documentation

(2) Every person who claims to be a Convention refugee at an inquiry or hearing referred to in subsection (1) shall file, in the manner and form prescribed by the rules of the Board, documentation respecting the claim with the adjudicator. 5

Applicable
provisions

(3) Section 29, subsection 30(1) and section 113 apply, with such modifications as the circumstances require, with respect to a hearing held pursuant to subsection 10 46(3) as if the hearing were an inquiry.

Determinations

48. (1) Where an inquiry is continued or a hearing is held before an adjudicator and a member of the Refugee Division,

(a) the adjudicator shall, in the case of 15 an inquiry, determine whether the claimant should be permitted to come into Canada or to remain therein, as the case may be;

(b) the adjudicator and the member 20 shall determine whether the claimant is eligible to have the claim determined by the Refugee Division; and

(c) if either the adjudicator or the member or both determine that the 25 claimant is so eligible, they shall determine whether the claimant has a credible basis for the claim.

Burden of proof

(2) The burden of proving that a claimant is eligible to have the claim determined 30 by the Refugee Division and that the claimant has a credible basis for the claim rests on the claimant.

Hearing of
claimant and
Minister

(3) Where the adjudicator and the member of the Refugee Division are con- 35 sidering the matters referred to in paragraphs (1)(b) and (c), they shall afford the claimant and the Minister a reasonable opportunity to present evidence, cross-examine witnesses and make representa- 40 tions with respect to those matters.

Evidence

(4) The adjudicator and the member of the Refugee Division may base their decisions with respect to the matters referred to in paragraphs (1)(b) and (c) on evi- 45 dence adduced at the inquiry or hearing and considered credible or trustworthy in the circumstances of the case.

(2) La personne qui revendique le statut de réfugié au sens de la Convention dans le cadre de l'enquête ou de l'audience visée au paragraphe (1) doit produire à l'arbitre, selon les modalités prévues par les 5 règles de la Commission, les documents relatifs à sa revendication.

Documents

(3) L'article 29, le paragraphe 30(1) et l'article 113 s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, aux audiences 10 prévues au paragraphe 46(3) comme si elles étaient des enquêtes.

Application de
certaines
dispositions

48. (1) Les règles suivantes s'appliquent aux enquêtes ou audiences tenues devant un arbitre et un membre de la section du 15 statut :

Déterminations

a) dans le cas d'une enquête, l'arbitre détermine si le demandeur de statut doit être autorisé à entrer au Canada ou à y demeurer, selon le cas; 20

b) l'arbitre et le membre déterminent si la revendication est recevable par la section du statut;

c) si au moins l'un des deux conclut à la recevabilité, ils déterminent ensuite si la 25 revendication a un minimum de fondement.

(2) Il appartient au demandeur de statut de prouver que sa revendication est recevable et qu'elle a un minimum de fondement. 30

Fardeau de la
preuve

(3) Au cours de l'examen des points visés aux alinéas (1)b) et c), l'arbitre et le membre de la section du statut doivent donner au ministre et à l'intéressé la possibilité de produire des éléments de preuve, 35 de contre-interroger des témoins et de présenter des observations.

Audition du
ministre et du
demandeur

(4) L'arbitre et le membre de la section du statut peuvent, sur les points visés aux alinéas (1)b) et c), fonder leurs décisions 40 sur les éléments de preuve présentés à l'enquête ou à l'audience et qui sont considérés comme dignes de foi en l'espèce.

Preuve

(5) At the request or with the permission of the claimant, the adjudicator and the member of the Refugee Division shall allow any representative or agent of the United Nations High Commissioner for Refugees to attend any proceedings before them as an observer, if such attendance is not likely to impede the proceedings.

(5) À la demande ou avec la permission du demandeur de statut, l'arbitre et le membre de la section du statut permettent à un représentant ou mandataire du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés d'assister, en qualité d'observateur, au déroulement de toute procédure engagée devant eux, si cette présence n'est pas de nature à entraver la procédure.

Access criteria

48.01 (1) A person who claims to be a Convention refugee is not eligible to have the claim determined by the Refugee Division if

(a) the claimant has been recognized by any country, other than Canada, as a Convention refugee and has been issued a valid and subsisting travel document by that country pursuant to Article 28 of the Convention;

(b) in the case of a claimant who is the subject of an inquiry caused pursuant to paragraph 23(3)(c), the claimant came to Canada from a country, other than the country of the claimant's nationality or, where the claimant has no country of nationality, the country of the claimant's habitual residence, that has been prescribed as a country that complies with Article 33 of the Convention either universally or with respect to persons of a specified class of persons of which the claimant is a member;

(c) the claimant has, since last coming into Canada, been determined

(i) by the Refugee Division, the Federal Court of Appeal or the Supreme Court of Canada not to be a Convention refugee or to have abandoned the claim, or

(ii) by an adjudicator and a member of the Refugee Division as not being eligible to have the claim determined by that Division or as not having a credible basis for the claim;

(d) the claimant has been finally determined under this Act, or determined under the regulations, to be a Convention refugee;

48.01 (1) La revendication de statut n'est pas recevable par la section du statut si le demandeur se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

a) il s'est vu reconnaître le statut de réfugié au sens de la Convention par un autre pays, lequel lui a délivré un titre de voyage en cours de validité aux termes de l'article 28 de la Convention;

b) il est l'objet d'une enquête tenue en vertu de l'alinéa 23(3)c) et il est arrivé au Canada d'un pays — autre que celui dont il a la nationalité ou, s'il n'a pas de nationalité, que celui dans lequel il avait sa résidence habituelle — qui a été désigné par règlement comme un pays qui se conforme à l'article 33 de la Convention soit dans tous les cas, soit relativement à la catégorie de personnes à laquelle il appartient;

c) depuis sa dernière venue au Canada, il a fait l'objet :

(i) soit d'une décision de la section du statut, de la Cour d'appel fédérale ou de la Cour suprême du Canada lui refusant le statut de réfugié au sens de la Convention ou établissant le désistement de sa revendication, (ii) soit d'une décision d'un arbitre et d'un membre de la section du statut portant que sa revendication n'était pas recevable par celle-ci ou qu'elle n'avait pas un minimum de fondement;

d) le statut de réfugié au sens de la Convention lui a été définitivement reconnu aux termes de la présente loi ou reconnu aux termes des règlements;

e) il est :

Critères de
recevabilité

(e) the claimant is

(i) a person described in paragraph 19(1)(e), (f), (g) or (j) or 27(1)(c) or (2)(c), or

(ii) a person

(A) described in paragraph 19(1)(c), or

(B) who has been convicted in Canada of an offence under any Act of Parliament for which a term of imprisonment of ten years or more may be imposed

who the Minister has certified constitutes a danger to the public in Canada; or

(f) in the case of a claimant to whom a departure notice has been issued, the claimant has not left Canada or, having left Canada pursuant to the notice, has not been granted lawful permission to be in any other country.

Exception

(2) Notwithstanding paragraph (1)(a), a person is eligible to have a claim determined by the Refugee Division if, in the opinion of the adjudicator or the member of the Refugee Division considering the claim, the person has a credible basis for a well-founded fear of persecution for reasons of race, religion, nationality, membership in a particular social group or political opinion in the country that recognized the person as a Convention refugee.

Coming to Canada

(3) For the purposes of paragraph (1)(b),

(a) a claimant who is in a country solely for the purpose of joining a connecting flight to Canada shall not be considered as coming to Canada from that country; and

(b) a claimant who comes to Canada from a country shall be considered as coming to Canada from that country whether or not the person was lawfully in that country.

Burden of proof

(4) For the purposes of paragraph (1)(b), where a person who has come to Canada in a vehicle seeks to come into Canada without a valid and subsisting passport or travel document issued to that person and claims to be a Convention

(i) soit une personne visée à l'un des alinéas 19(1)e), f), g), ou j) ou 27(1)c) ou (2)c),

(ii) soit une personne qui, selon une attestation du ministre, constitue un danger pour le public au Canada et qui :

(A) ou bien est visée à l'alinéa 19(1)c),

(B) ou bien a été déclarée coupable au Canada d'une infraction à une loi du Parlement pour laquelle une peine d'emprisonnement de dix ans ou plus est prévue;

f) il est visé par un avis d'interdiction de séjour et n'a pas encore quitté le Canada ou, l'ayant quitté en conformité avec l'avis, n'a pas été légalement autorisé à entrer dans un autre pays.

(2) L'alinéa (1)a) ne fait pas obstacle à la recevabilité de la revendication si l'arbitre ou le membre de la section du statut estime que le demandeur craint — et cette crainte a un minimum de fondement — d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social ou de ses opinions politiques dans le pays qui lui a reconnu le statut de réfugié au sens de la Convention.

(3) Pour l'application de l'alinéa (1)b), le pays de provenance du demandeur est celui d'où il est parti pour le Canada, indépendamment du caractère légal ou non de son séjour dans ce pays, sauf s'il ne s'y trouvait qu'en vue d'un vol de correspondance à destination du Canada.

Charge de la preuve

(4) Dans le cadre de l'alinéa (1)b), il appartient à la personne désireuse d'entrer au Canada qui arrive à bord d'un véhicule et qui, non munie d'un passeport ou d'un titre de voyage en cours de validité qui lui a été délivré, revendique le statut de réfu-

refugee, the burden of proving that the person has not come to Canada from the country in which the vehicle last embarked passengers rests on that person.

Last coming to
Canada

(5) A claimant who goes to another country and returns to Canada within ninety days shall not, for the purposes of paragraph (1)(c), be considered as coming into Canada on that return.

Credibility of
basis for claim

(6) If the adjudicator or the member of 10 the Refugee Division, after considering the evidence adduced at the inquiry or hearing, including evidence regarding

(a) the record with respect to human rights of the country that the claimant 15 left, or outside of which the claimant remains, by reason of fear of persecution, and

(b) the disposition under this Act or the regulations of claims to be Convention 20 refugees made by other persons who alleged fear of persecution in that country,

is of the opinion that there is any credible or trustworthy evidence on which the 25 Refugee Division might determine the claimant to be a Convention refugee, the adjudicator or member shall determine that the claimant has a credible basis for the claim. 30

Idem

(7) If the Minister is of the opinion that the claimant has a credible basis for the claim and informs the adjudicator and the member of the Refugee Division of that opinion, the adjudicator and the member 35 shall determine that the claimant has a credible basis for the claim.

Where no right
to make a claim

48.02 (1) Where both the adjudicator and the member of the Refugee Division determine that the claimant is not eligible 40 to have the claim determined by the Refugee Division or does not have a credible basis for the claim, they shall give their decision and the reasons therefor as soon as possible after making the determi- 45 nation and in the presence of the claimant wherever practicable and, where the

gié au sens de la Convention de prouver qu'elle n'est pas venue au Canada à partir du dernier pays où le véhicule a pris des passagers à bord.

5 Séjour à
l'étranger

(5) La rentrée au Canada du demandeur de statut après un séjour à l'étranger d'au plus quatre-vingt-dix jours n'est pas, pour l'application de l'alinéa (1)c), prise en compte pour la détermination de la date de la dernière venue de celui-ci au Canada. 10

Minimum de
fondement

(6) L'arbitre ou le membre de la section du statut concluent que la revendication a un minimum de fondement si, après examen des éléments de preuve présentés à l'enquête ou à l'audience, ils estiment qu'il 15 existe des éléments dignes de foi sur lesquels la section du statut peut se fonder pour reconnaître à l'intéressé le statut de réfugié au sens de la Convention. Parmi les éléments présentés, ils tiennent compte 20 notamment des points suivants :

a) les antécédents en matière de respect des droits de la personne du pays que le demandeur a quitté ou hors duquel il est demeuré de crainte d'être persécuté; 25

b) les décisions déjà rendues aux termes de la présente loi ou de ses règlements sur les revendications où était invoquée la crainte de persécution dans ce pays.

(7) Si le ministre informe l'arbitre et le 30 Idem membre de la section du statut qu'il est d'avis que la revendication du demandeur a un minimum de fondement, ceux-ci concluent que la revendication a un minimum de fondement.» 35

Absence du
droit à la
revendication

48.02 (1) S'ils en viennent tous les deux à la conclusion que la revendication n'est pas recevable par la section du statut ou qu'elle n'a pas un minimum de fondement, l'arbitre et le membre de la section du 40 statut prononcent leur décision, motifs à l'appui, le plus tôt possible et en présence du demandeur si les circonstances le permettent. S'il s'agit d'une enquête, l'arbitre prend ensuite, sous réserve du paragraphe 45

matter is before an inquiry, the adjudicator shall, subject to subsection 4(2.1), take the appropriate action under section 32 with respect to the claimant.

Where right to
make a claim

(2) Where either the adjudicator or the member of the Refugee Division or both determine that the claimant is eligible to have the claim determined by the Refugee Division and either or both of them determine that the claimant has a credible basis for the claim, they shall give their decision and the reasons therefor as soon as possible after making the determinations and in the presence of the claimant wherever practicable and shall forthwith refer the claim to the Refugee Division, in the manner and form prescribed by the rules of the Board, and, where the matter is before an inquiry, the adjudicator shall take the appropriate action under subsection 32(1), (3) or (4) or section 32.1 with respect to the claimant.

Hearing caused

48.03 (1) Where a removal order is made against a claimant who has been determined not to be eligible to have a claim determined by the Refugee Division on the basis that the claimant is a person described in paragraph 48.01(1)(b), but

(a) the claimant cannot be removed from Canada to the country from which the claimant came to Canada as determined for the purposes of that paragraph, or

(b) the claimant, having been removed from or otherwise left Canada, is allowed to come into Canada pursuant to paragraph 14(1)(c),

a senior immigration officer shall cause a hearing to be held before an adjudicator and a member of the Refugee Division with respect to the claimant.

Determination
of claim

(2) Where, pursuant to subsection (1), a hearing is held before an adjudicator and a member of the Refugee Division, the adjudicator and member shall determine whether the claimant has a credible basis for the claim.

Provisions
applicable to
hearing before
adjudicator and
member of
Refugee
Division

(3) Subject to this section, the provisions of this Act and the regulations and

4(2.1), les mesures qui s'imposent aux termes de l'article 32.

(2) Si au moins l'un d'eux conclut à la recevabilité de la revendication, et au moins l'un d'eux conclut que celle-ci a un minimum de fondement, l'arbitre et le membre de la section du statut prononcent leur décision, motifs à l'appui, le plus tôt possible, en présence du demandeur si les circonstances le permettent, et défèrent sans délai le cas à la section du statut, selon les modalités prévues par les règles de la Commission. S'il s'agit d'une enquête, l'arbitre prend ensuite les mesures qui s'imposent aux termes des paragraphes 32(1), (3) ou (4) ou de l'article 32.1.

Existence du
droit à la
revendication

48.03 (1) L'agent d'immigration supérieur fait tenir une audience devant un arbitre et un membre de la section du statut dans le cas du demandeur visé et dont la revendication a été jugée irrecevable en application de l'alinéa 48.01(1)b) mais qui :

Tenue d'une
audience

a) soit ne peut être renvoyé du Canada à destination du pays d'où, selon la détermination faite en vertu de cet alinéa, il est venu au Canada;

b) soit a été renvoyé du Canada ou l'a quitté d'une autre façon et est autorisé à revenir au Canada conformément à l'alinéa 14(1)c).

(2) Dans les cas d'audience visés au paragraphe (1), l'arbitre et le membre de la section du statut déterminent si la revendication du demandeur a un minimum de fondement.

Détermination

(3) Sous réserve des autres dispositions du présent article, les dispositions de la

Application de
certaines
dispositions

rules applicable to or in respect of a hearing held pursuant to subsection 46(3), including the provisions respecting applications and appeals to the Federal Court, apply, with such modifications as the circumstances require, to or in respect of a hearing under this section before an adjudicator and a member of the Refugee Division as if the hearing were a hearing held pursuant to that subsection.

Where no credible basis for claim

(4) Where both the adjudicator and the member of the Refugee Division determine that the claimant does not have a credible basis for the claim, they shall give their decision and the reasons therefor as soon as possible after making the determination and in the presence of the claimant wherever practicable and shall forthwith notify the senior immigration officer who caused the hearing to be held of the decision.

Where credible basis for claim

(5) Where either the adjudicator or the member of the Refugee Division or both determine that the claimant has a credible basis for the claim, they shall give their decision and the reasons therefor as soon as possible after making the determination and in the presence of the claimant wherever practicable and shall forthwith notify the senior immigration officer who caused the hearing to be held of the decision and refer the claim to the Refugee Division, in the manner and form prescribed by the rules of the Board.

Application for landing

48.04 (1) Any person who is finally determined under this Act to be a Convention refugee may, within the prescribed period, apply to an immigration officer for landing, unless the person is

- (a) a permanent resident;
- (b) a person who has been recognized by any country, other than Canada, as a Convention refugee and who, if removed from Canada, would be allowed to return to that country;
- (c) a national or citizen of a country, other than the country that the person left, or outside of which the person remains, by reason of fear of persecution; or

présente loi et de ses textes d'application — règlements et règles — applicables aux audiences tenues dans le cadre de l'article 46(3), y compris les dispositions régissant les demandes et les appels devant la Cour fédérale, s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, aux audiences tenues dans le cadre du présent article.

(4) S'ils concluent tous deux que la revendication n'a pas un minimum de fondement, l'arbitre et le membre de la section du statut prononcent leur décision, motifs à l'appui, le plus tôt possible, en présence du demandeur de statut si les circonstances le permettent et avisent sans délai de leur décision l'agent d'immigration supérieur qui a fait tenir l'audience.

Absence de minimum de fondement

(5) Si au moins l'un d'eux conclut que la revendication a un minimum de fondement, l'arbitre et le membre de la section du statut prononcent leur décision, motifs à l'appui, le plus tôt possible, en présence du demandeur de statut si les circonstances le permettent et, sans délai, avisent de leur décision l'agent d'immigration supérieur qui a fait tenir l'audience et défèrent le cas à la section du statut selon les modalités prévues par les règles de la Commission.

Revendication fondée

48.04 (1) La personne à qui le statut de réfugié au sens de la Convention est définitivement reconnu aux termes de la présente loi peut, dans le délai réglementaire, demander le droit d'établissement à un agent d'immigration, sauf si elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

Demande du droit d'établissement

- a) elle est un résident permanent;
- b) un autre pays lui a reconnu le statut de réfugié au sens de la Convention et elle serait, en cas de renvoi du Canada, autorisée à retourner dans ce pays;
- c) elle a la nationalité ou la citoyenneté d'un autre pays que celui qu'elle a quitté ou hors duquel elle est demeurée de crainte d'être persécutée;

(d) a person who has permanently resided in a country, other than the country that the person left, or outside of which the person remains, by reason of fear of persecution, and who, if removed from Canada, would be allowed to return to that country. 5

Exception

(2) Notwithstanding paragraph (1)(b), a person is eligible to apply for landing under subsection (1) if, in the opinion of the adjudicator or the member of the Refugee Division who considered the person's claim to be a Convention refugee, the person has a credible basis for a well-founded fear of persecution for reasons of race, religion, nationality, membership in a particular social group or political opinion in the country that recognized the person as a Convention refugee. 10 15

Grant of landing

(3) Notwithstanding any other provision of this Act, an immigration officer to whom an application is made under subsection (1) shall grant landing to the applicant if the immigration officer is satisfied that neither the applicant nor any member of the applicant's family is a person described in paragraph 19(1)(a), (b), (c), (d), (e), (f), (g) or (j) or 27(2)(c) or a person who has been convicted of an offence under any Act of Parliament for which a term of imprisonment of 20 25 30

(a) more than six months has been imposed; or

(b) five years or more may be imposed.

Terms and conditions

(4) An immigration officer who grants landing to an applicant pursuant to this section may impose terms and conditions of a prescribed nature in connection therewith. 35

Abandonment of application

(5) If an applicant under subsection (1) is, in the opinion of the immigration officer, in default in the prosecution of the application, the immigration officer may, after giving the applicant a reasonable opportunity to be heard, declare the application to have been abandoned. 40 45

Notice of decision

(6) An immigration officer to whom an application is made under subsection (1) shall render the decision on the application

d) elle a résidé en permanence dans un autre pays que celui qu'elle a quitté ou hors duquel elle est demeurée de crainte d'être persécutée et elle serait, en cas de renvoi du Canada, autorisée à retourner dans ce pays. 5

Exception

(2) L'alinéa (1)b) ne fait pas obstacle à la demande du droit d'établissement si, de l'avis de l'arbitre ou du membre de la section du statut qui ont étudié la revendication du demandeur, celui-ci craint — et cette crainte a un minimum de fondement — d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social ou de ses opinions politiques dans le pays qui lui a reconnu le statut de réfugié au sens de la Convention. 10 15

Octroi du droit d'établissement

(3) Malgré les autres dispositions de la présente loi, l'agent d'immigration accorde le droit d'établissement à l'intéressé s'il est convaincu que ni celui-ci ni un membre de sa famille ne sont visés par les alinéas 19(1)a), b), c), d), e), f), g) ou j) ou 27(2)c) ni n'ont été déclarés coupables d'une infraction prévue par une loi du Parlement et : 20 25 28

a) soit pour laquelle une peine d'emprisonnement de plus de six mois a été infligée;

b) soit passible d'au moins cinq ans de prison. 30

Conditions

(4) S'il accorde le droit d'établissement, l'agent d'immigration peut imposer des conditions réglementaires à l'intéressé.

(5) S'il estime qu'il y a défaut de la part de l'intéressé dans la poursuite de la demande, l'agent d'immigration peut, après avoir donné à celui-ci la possibilité de se faire entendre, conclure au désistement. 35 40

Avis de décision

(6) L'agent d'immigration rend sa décision le plus tôt possible et en avise par écrit l'intéressé.

as soon as possible and shall send a written notice of the decision to the applicant.

Deeming provision

(7) Where any person against whom a conditional removal order is made, or to whom a conditional departure notice is issued, is granted landing pursuant to this section, the order or notice shall be deemed never to have been made or issued. 5

Where inquiry concluded and claim accepted

48.05 (1) Where a claimant referred to in subsection 48.03(1) is finally determined under this Act to be a Convention refugee and is not a person described in paragraph 48.04(1)(a), (b), (c) or (d), a senior immigration officer shall, as soon as practicable, refer that person to an immigration officer for the purposes of determining that person's eligibility to be granted landing. 10

Application for determination of eligibility for landing

(2) A person who is referred to an immigration officer pursuant to subsection (1) may, within thirty days after being referred, apply to the immigration officer for a determination whether the person is, but for the removal order, eligible to be granted landing. 25

Eligibility

(3) An immigration officer to whom an application is made under subsection (2) shall determine that the applicant is, but for the removal order, eligible to be granted landing if the immigration officer is satisfied that neither the applicant nor any member of the applicant's family is a person described in paragraph 19(1)(a), (b), (c), (d), (e), (f), (g) or (j) or 27(2)(c) or a person who has been convicted of an offence under any Act of Parliament for which a term of imprisonment of 35

(a) more than six months has been imposed; or

(b) five years or more may be imposed. 40

Abandonment of application

(4) If an applicant under subsection (2) is, in the opinion of the immigration officer, in default in the prosecution of the application, the immigration officer may, after giving the applicant a reasonable opportunity to be heard, declare the application to have been abandoned. 45

Report

(5) An immigration officer to whom a person is referred pursuant to subsection

(7) Si le droit d'établissement est accordé aux termes du présent article, l'ordonnance de renvoi conditionnel ou l'avis d'interdiction de séjour conditionnelle visant l'intéressé sont réputés n'avoir jamais existé. 5

Présomption

48.05 (1) Si, dans le cas visé au paragraphe 48.03(1), le statut est définitivement reconnu à un demandeur qui ne se trouve pas dans l'une des situations visées aux alinéas 48.04(1)a), b), c) ou d), l'agent d'immigration supérieur défère le cas dès que les circonstances le permettent à un agent d'immigration afin que soit déterminée l'admissibilité de cette personne au droit d'établissement. 15

Reconnaissance du statut

(2) La personne visée au paragraphe (1) peut, dans les trente jours de la date où son cas est déféré à l'agent d'immigration, demander à celui-ci de déterminer si, en l'absence de l'ordonnance de renvoi, elle serait admissible au droit d'établissement. 20

Demande de détermination d'admissibilité au droit d'établissement

(3) L'agent d'immigration conclut à l'admissibilité s'il est convaincu que ni la personne en cause ni un membre de sa famille ne sont visés par les alinéas 19(1)a), b), c), d), e), f), g) ou j) ou 27(2)c) ou n'ont été déclarés coupables d'une infraction prévue par une loi du Parlement et : 30

Admissibilité

a) soit pour laquelle une peine d'emprisonnement de plus de six mois a été infligée;

b) soit passible d'au moins cinq ans de prison. 35

(4) S'il estime qu'il y a défaut de la part de l'intéressé dans la poursuite de la demande, l'agent d'immigration peut, après avoir donné à celui-ci la possibilité de se faire entendre, conclure au désistement. 40

Désistement

(5) L'agent d'immigration saisi d'un cas visé au paragraphe (1) transmet un rap-

Rapport

(1) shall forward a written report to the senior immigration officer and that person indicating whether

- (a) the person has failed to make an application under subsection (2) within the time limited therefor; 5
- (b) the person was declared to have abandoned an application under subsection (2);
- (c) the person has withdrawn an application under subsection (2); 10
- (d) the person was determined not to be eligible to be granted landing for a reason other than the removal order; or
- (e) the person was determined to be, but for the removal order, eligible to be granted landing. 15

Inquiry
reopened

(6) On receiving a report under subsection (5), the senior immigration officer shall, as soon as practicable, cause the inquiry to be reopened by the adjudicator who presided at the inquiry or by any other adjudicator, and the adjudicator shall, after considering the report,

- (a) grant landing to the person, where the person is a person described in paragraph (5)(d) or (e) and the adjudicator is satisfied that, but for the removal order, the person is eligible to be granted landing; or 25 30
- (b) determine whether or not the person has a right under subsection 4(2.1) to remain in Canada, in any other case.

Terms and
conditions

(7) An adjudicator who grants landing to a person pursuant to this section may impose terms and conditions of a prescribed nature in connection therewith. 35

Where no right
to remain in
Canada

48.06 (1) Where, pursuant to subsection 48.05(6), an adjudicator determines that a person does not have a right under subsection 4(2.1) to remain in Canada, the adjudicator shall

- (a) confirm the order made against that person; or
- (b) quash the order made against that person and take the appropriate action 45

port écrit à l'agent d'immigration supérieur et à la personne en cause indiquant que celle-ci, selon le cas :

- a) a omis de présenter la demande visée au paragraphe (2) dans le délai fixé; 5
- b) l'a présentée mais s'est, selon lui, désistée;
- c) a retiré sa demande;
- d) n'est pas admissible au droit d'établissement pour un motif autre que l'ordonnance de renvoi; 10
- e) serait, en l'absence de l'ordonnance de renvoi, admissible au droit d'établissement. 15

(6) Sur réception du rapport, l'agent d'immigration supérieur fait rouvrir l'enquête dès que les circonstances le permettent par le même arbitre ou un autre arbitre. L'arbitre saisi, après avoir étudié le rapport : 15 Réouverture d'enquête 20

- a) accorde le droit d'établissement si la personne en cause se trouve dans l'une des situations visées aux alinéas (5)d) ou e) et si lui-même est convaincu que celle-ci serait admissible au droit d'établissement en l'absence de l'ordonnance de renvoi; 25
- b) dans les autres cas, détermine si la personne en cause a le droit, en vertu du paragraphe 4(2.1), de demeurer au Canada. 30

(7) L'arbitre qui accorde le droit d'établissement aux termes du présent article peut imposer des conditions réglementaires. 35

Conditions

48.06 (1) S'il conclut dans les cas visés au paragraphe 48.05(6) que la personne en cause n'a pas le droit de demeurer au Canada, l'arbitre ;

- a) soit confirme l'ordonnance rendue contre elle; 40
- b) soit annule l'ordonnance rendue contre elle et prend les mesures qui s'imposent aux termes de l'article 32.

Absence du
droit de
demeurer au
Canada

under section 32 with respect to that person.

Where right to remain in Canada

(2) Where, pursuant to subsection 48.05(6), an adjudicator determines that a person has a right under subsection 4(2.1) to remain in Canada, the adjudicator shall, notwithstanding any other provision of this Act or the regulations, allow that person to remain in Canada.

Additional allegations

(3) In making a determination whether or not a person has a right under subsection 4(2.1) to remain in Canada and in taking the appropriate action under section 32 with respect to a person, the adjudicator may take into consideration any allegation respecting the person not previously made.

Direction to reopen inquiry

48.07 (1) Where any person against whom a conditional removal order is made, or to whom a conditional departure notice is issued, is finally determined under this Act to be a Convention refugee and

(a) is a person described in paragraph 48.04(1)(a), (b), (c) or (d),

(b) fails to apply for landing under section 48.04 within the time limited therefor,

(c) is declared to have abandoned an application under section 48.04,

(d) withdraws an application for landing under section 48.04, or

(e) is refused landing on an application under section 48.04,

a senior immigration officer shall cause the inquiry with respect to the person to be reopened by the adjudicator who presided at the inquiry or by any other adjudicator as soon as practicable.

Determination of right to remain in Canada

(2) Where an inquiry is reopened pursuant to this section, the adjudicator shall determine whether or not the person who is the subject of the inquiry has a right under subsection 4(2.1) to remain in Canada.

(2) Si, par contre, dans ces mêmes cas, il conclut que la personne en cause a le droit de demeurer au Canada aux termes du paragraphe 4(2.1), l'arbitre l'autorise, malgré les autres dispositions de la présente loi ou de ses règlements, à y demeurer.

Droit de demeurer au Canada

(3) Dans le cadre de la détermination du droit de demeurer au Canada aux termes du paragraphe 4(2.1) et des mesures à prendre aux termes de l'article 32, l'arbitre peut tenir compte de tout fait non allégué antérieurement et relatif à l'intéressé.

Allégation supplémentaire

48.07 (1) L'agent d'immigration supérieur fait rouvrir l'enquête par le même arbitre ou par un autre arbitre dès que les circonstances le permettent dans les cas où l'intéressé à qui le statut de réfugié au sens de la Convention est définitivement reconnu aux termes de la présente loi est visé par une ordonnance de renvoi conditionnel ou un avis d'interdiction de séjour conditionnelle et se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

Ordre de réouverture d'enquête

a) il est visé par les alinéas 48.04(1)a), 25 b), c) ou d);

b) il n'a pas fait la demande de droit d'établissement visée à l'article 48.04 dans le délai fixé;

c) son désistement a été établi dans le 30 cadre de l'article 48.04;

d) il a retiré la demande de droit d'établissement faite dans le cadre de cet article;

e) il se voit refuser le droit d'établissement demandé.

(2) L'arbitre qui rouvre l'enquête détermine si l'intéressé a le droit, aux termes du paragraphe 4(2.1), de demeurer au Canada.

Détermination du droit de demeurer au Canada

Where no right
to remain in
Canada

(3) Where the adjudicator determines that a person does not have a right under subsection 4(2.1) to remain in Canada, the adjudicator shall

- (a) confirm the order made against, or the notice issued to, that person; or
- (b) quash the order made against, or the notice issued to, that person and take the appropriate action under section 32 with respect to that person.

Where right to
remain in
Canada

(4) Where the adjudicator determines that a person has a right under subsection 4(2.1) to remain in Canada, the adjudicator shall quash the conditional removal order or conditional departure notice and, notwithstanding any other provision of this Act or the regulations, shall allow the person to remain in Canada.

Additional
allegations

(5) In making the determination referred to in subsection (2) and in taking the appropriate action under section 32 with respect to a person, the adjudicator may take into consideration any allegation respecting the person not previously made if, where that person is not the subject of a report under subsection 20(1), the allegation is set out in a report under subsection 27(1) or (2) and the Deputy Minister has issued a direction pursuant to subsection 27(3) that an inquiry be held with respect to the allegation."

15. Section 49 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Service of
orders

"49. A removal order or conditional removal order or a copy thereof shall, in such manner as is prescribed, be served on the person against whom it is made and on such other persons as are prescribed."

16. Subsection 51(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Stay of
execution

"51. (1) Except in the case of a person residing or sojourning in the United States or St. Pierre and Miquelon against whom a removal order is made as a result of a report made pursuant to subsection 20(1), the execution of a removal order is stayed

(3) S'il conclut que l'intéressé n'a pas le droit, en application du paragraphe 4(2.1), de demeurer au Canada, l'arbitre :

- a) soit confirme l'ordonnance ou l'avis qui le visait;
- b) soit annule l'ordonnance ou l'avis et prend les mesures qui s'imposent aux termes de l'article 32.

Absence du
droit de
demeurer au
Canada

5

(4) S'il conclut que l'intéressé a le droit de demeurer au Canada en application du paragraphe 4(2.1), l'arbitre annule l'ordonnance de renvoi conditionnel ou l'avis d'interdiction de séjour conditionnelle et, malgré toute autre disposition de la présente loi ou de ses règlements, autorise l'intéressé à demeurer au Canada.

Droit de
demeurer au
Canada

(5) Dans le cadre de la détermination visée au paragraphe (2) et de la détermination des mesures à prendre aux termes de l'article 32, l'arbitre peut tenir compte de tout fait non allégué antérieurement et relatif à l'intéressé si, dans les cas où ce dernier ne fait pas l'objet du rapport prévu au paragraphe 20(1), le fait est énoncé dans un rapport établi aux termes des paragraphes 27(1) ou (2) et a fait l'objet, aux termes du paragraphe 27(3), d'une directive du sous-ministre ordonnant la tenue d'une enquête."

Allégation
supplémentaire

15. L'article 49 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"49. L'original ou une copie d'une ordonnance de renvoi ou de renvoi conditionnel doit être signifié, de la manière prescrite, à la personne qui en fait l'objet et à toute autre personne que déterminent les règlements."

Signification
des ordonnances

16. Le paragraphe 51(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"51. (1) Sauf dans le cas d'une personne résidant ou séjournant aux États-Unis ou à Saint-Pierre-et-Miquelon et faisant l'objet du rapport visé au paragraphe 20(1), il est sursis à l'exécution d'une ordonnance de renvoi :

Sursis à
exécution

45

(a) in any case where the person against whom the order was made has a right of appeal to the Appeal Division, at the request of that person until twenty-four hours have elapsed from the time when the person was informed pursuant to section 36 of the right of appeal;

(b) in any case where the person against whom the order was made has a right to file an application for leave to commence an application or other proceeding under section 18 or 28 of the *Federal Court Act* in respect of the order, at the request of that person until twenty-four hours have elapsed from the time when the order was pronounced;

(c) in any case where an appeal from the order has been filed with the Appeal Division, until the appeal has been heard and disposed of or has been declared by the Appeal Division to be abandoned;

(d) in any case where the person, being other than a person described in paragraph 19(1)(g), files an application for leave to appeal or signifies in writing to an immigration officer an intention to file an application for leave to appeal a decision of the Appeal Division or a decision of the Refugee Division under subsection 71.3(4) to the Federal Court of Appeal, until the application for leave to appeal has been heard and disposed of or the time normally limited for filing an application for leave to appeal has elapsed and, where leave to appeal is granted, until the appeal has been heard and disposed of or the time normally limited for filing the appeal has elapsed, as the case may be; and

(e) in any case where the person, being other than a person described in paragraph 19(1)(g), files an application for leave to appeal or signifies in writing to an immigration officer an intention to file an application for leave to appeal a decision of the Federal Court of Appeal on an appeal referred to in paragraph (d) to the Supreme Court of Canada, until the application for leave to appeal

a) à la requête de la personne qui fait l'objet de l'ordonnance, au cas où elle a le droit d'appel à la section d'appel, durant vingt-quatre heures à compter du moment où elle a été avisée de son droit d'appel conformément à l'article 36;

b) à la requête de la personne qui fait l'objet de l'ordonnance, au cas où elle a le droit de produire une demande d'autorisation d'introduire une instance aux 10 termes des articles 18 ou 28 de la *Loi sur la Cour fédérale*, durant vingt-quatre heures à compter du moment où l'ordonnance a été prononcée;

c) en cas d'appel à la section d'appel, 15 jusqu'à ce que cette dernière ait rendu sa décision ou déclaré qu'il y a eu renonciation à l'appel;

d) si la personne en cause ne tombe pas sous le coup de l'alinéa 19(1)g) et 20 dépose devant la Cour d'appel fédérale une demande d'autorisation d'appel d'une décision de la section d'appel ou d'une décision de la section du statut rendue aux termes du paragraphe 71.3(4), ou notifie par écrit à un agent d'immigration son intention de le faire, jusqu'à la décision de la Cour sur l'autorisation ou l'appel, ou l'expiration du délai normal de demande d'autorisation ou d'appel, selon le cas;

e) si la personne en cause ne tombe pas sous le coup de l'alinéa 19(1)g) et dépose une demande d'autorisation d'en appeler à la Cour suprême du Canada 35 de la décision de la Cour d'appel fédérale sur l'appel visé à l'alinéa d), ou notifie par écrit à un agent d'immigration son intention de le faire, jusqu'à la décision de la Cour suprême sur la 40 demande d'autorisation ou l'appel ou l'expiration du délai normal de demande d'autorisation ou d'appel, selon le cas.»

has been heard and disposed of or the time normally limited for filing an application for leave to appeal has elapsed and, where leave to appeal is granted, until the appeal has been heard and disposed of or the time normally limited for filing the appeal has elapsed, as the case may be." 5

17. Section 55 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Return to
Canada

"54.1 Where a removal order, other than a removal order that may be appealed to the Appeal Division, has been made against a person and the person is removed from or otherwise leaves Canada, 15 the person may, at the expense of the Minister, return to Canada, if the person is subsequently successful in having the removal order set aside.

Prohibited
removal

55. (1) Notwithstanding subsections 20 54(2) and (3), no person who is finally determined under this Act, or determined under the regulations, to be a Convention refugee nor any person who has been determined not to be eligible to have a 25 claim to be a Convention refugee determined by the Refugee Division on the basis that the person is a person described in paragraph 48.01(1)(a) shall be removed from Canada to a country where the person's life or freedom would be threatened for reasons of race, religion, nationality, membership in a particular social group or political opinion unless

(a) the person is 35

(i) a member of an inadmissible class described in paragraph 19(1)(e), (f) or (g), or

(ii) a person described in paragraph 27(1)(c) or 27(2)(c), 40

and the Minister is of the opinion that the person constitutes a danger to the security of Canada; or

(b) the person is

(i) a member of an inadmissible class 45 described in paragraph 19(1)(c), or

(ii) a person who has been convicted in Canada of an offence under any Act of Parliament for which a term of

17. L'article 55 de la même loi est abrogé 10 et remplacé par ce qui suit :

"54.1 La personne qui est renvoyée du Canada ou le quitte à la suite d'une ordonnance de renvoi qui ne peut faire l'objet d'un appel devant la section d'appel peut, aux frais du ministre, revenir au Canada si elle réussit par la suite à faire annuler l'ordonnance. 5

Rentrée au
Canada

55. (1) Par dérogation aux paragraphes 10 54(2) et (3), la personne à qui le statut de réfugié au sens de la Convention a été définitivement reconnu aux termes de la présente loi ou a été reconnu aux termes des règlements, ou dont la revendication a 15 été jugée irrecevable en application de l'alinéa 48.01(1)a) ne peut être renvoyée dans un pays où sa vie ou sa liberté seraient menacées du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social ou de ses opinions politiques, sauf si :

Renvoi des
réfugiés au sens
de la Con-
vention

a) le ministre est d'avis qu'elle constitue un danger pour la sécurité du Canada, outre le fait qu'elle : 25

(i) soit fait partie des personnes non admissibles visées aux alinéas 19(1)e), f) ou g),

(ii) soit est une des personnes visées aux alinéas 27(1)c) ou (2)c); 30

b) le ministre est d'avis qu'elle constitue un danger pour le public au Canada, outre le fait qu'elle :

(i) soit fait partie des personnes non admissibles visées à l'alinéa 19(1)c), 35

(ii) soit a été déclarée coupable au Canada d'une infraction prévue par une loi du Parlement et passible d'une peine d'au moins dix ans d'emprisonnement. 40

imprisonment of ten years or more
may be imposed,

and the Minister is of the opinion that
the person constitutes a danger to the
public in Canada.

5

Idem

(2) Notwithstanding subsections 54(2)
and (3), no person who has been deter-
mined not to be eligible to have a claim to
be a Convention refugee determined by the
Refugee Division on the basis that the 10
person is a person described in paragraph
48.01(1)(b) shall be removed from
Canada to any country other than the
country from which the person came to
Canada as determined for the purposes of 15
that paragraph unless

(a) the person is determined not to have
a credible basis for the claim on a hear-
ing under section 48.03; or

(b) the person, following a reference of 20
the claim to the Refugee Division pursu-
ant to subsection 48.03(5), is finally
determined under this Act not to be a
Convention refugee."

1984, c. 21, s.
81, c. 40, s.
36(5); 1986, c.
13, ss. 1-5

18. The headings preceding section 59 and 25
sections 59 to 78 of the said Act are repealed
and the following substituted therefor:

"PART IV

CLAIMS AND APPEALS

Establishment of Board

59. (1) There is hereby established a
board, to be called the Immigration and
Refugee Board, consisting of two divisions, 30
to be called the Convention Refugee
Determination Division and the Immigra-
tion Appeal Division.

(2) The Board shall consist of the
Chairman of the Immigration and 35
Refugee Board and the members of the
Refugee Division and the Appeal Division.

Board
established

Constitution of
Board

Chairman

60. (1) The Chairman shall be appoint-
ed by the Governor in Council to hold
office during good behaviour for a term 40
not exceeding seven years, but may be

(2) Par dérogation aux paragraphes
54(2) et (3), la personne dont la revendica-
tion a été jugée irrecevable en application
de l'alinéa 48.01(1)b) ne peut être ren-
voyée dans un autre pays que celui d'où 5
elle est arrivée au Canada, selon la déter-
mination faite aux termes de cet alinéa,
sauf si :

Idem

a) soit il a été déterminé, dans le cadre
de l'audience prévue à l'article 48.03, 10
que sa revendication n'avait pas un
minimum de fondement;

b) soit, son cas ayant été déféré à la
section du statut conformément au para-
graphe 48.03(5), le statut de réfugié au 15
sens de la Convention lui est définitive-
ment refusé dans le cadre de la présente
loi.»

18. Les intertitres qui précèdent l'article
59 et les articles 59 à 78 de la même loi sont 20
abrogés et remplacés par ce qui suit :

1984, ch. 21,
art. 81, ch. 40,
par. 36(5);
1986, ch. 13,
art. 1 à 5

«PARTIE IV

REVENDEICATIONS ET APPELS

Mise sur pied de la Commission

59. (1) Est constituée la Commission de
l'immigration et du statut de réfugié,
formée de deux sections : la section d'appel
de l'immigration et la section du statut de 25
réfugié.

Constitution

(2) La Commission se compose du prési-
dent et des membres de chacune des
sections.

Composition

60. (1) Le président est nommé par le 30 Président
gouverneur en conseil à titre inamovible,
pour un mandat maximal de sept ans, sous
réserve de révocation motivée.

removed by the Governor in Council at any time for cause.

Ex officio member	(2) The Chairman is <i>ex officio</i> a member of the Refugee Division and the Appeal Division.	5	(2) Le président est d'office membre des deux sections.	Appartenance aux deux sections
Chief executive officer	(3) The Chairman is the chief executive officer of the Board and has supervision over and direction of the work and staff of the Board.		(3) Le président est le premier dirigeant de la Commission; à ce titre, il en assure la direction et contrôle la gestion de son personnel.	Fonctions
Delegation	(4) The Chairman may authorize any full-time permanent member of the Refugee Division or any permanent member of the Appeal Division to exercise or perform any power, duty or function of the Chairman under this Act, other than the power to make rules under subsection 67(1) or to delegate under this subsection, and, if so exercised or performed, the power, duty or function shall be deemed to have been exercised or performed by the Chairman.	15 20	(4) Le président peut déléguer ses pouvoirs, à l'exception du pouvoir conféré par le paragraphe 67(1) et du pouvoir de délégation visé au présent paragraphe, à tout membre titulaire à temps plein de la section du statut et à tout membre titulaire de la section d'appel.	Délégation
Absence, incapacity or vacancy	(5) In the event of the absence or incapacity of the Chairman, or if the office of Chairman is vacant, the Minister may authorize the Deputy Chairman (Convention Refugee Determination Division) or the Deputy Chairman (Immigration Appeal Division) to act as Chairman for the time being and a Deputy Chairman so acting has and may exercise and perform all the powers, duties and functions of the Chairman.	25 30	(5) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, le ministre peut autoriser le vice-président de la section d'appel ou celui de la section du statut à exercer la présidence.	Cas d'absence ou d'empêchement
Constitution of Refugee Division	61. (1) The Refugee Division shall consist of not more than sixty-five full-time permanent members and such number of additional members as are appointed in accordance with subsection (2).	35	61. (1) La section du statut se compose d'un maximum de soixante-cinq membres titulaires à temps plein et des membres éventuellement nommés aux termes du paragraphe (2).	Composition de la section du statut
Additional members	(2) Part-time permanent members, part-time temporary members and full-time temporary members of the Refugee Division may be appointed whenever, in the opinion of the Governor in Council, the workload of the Division so requires.	40	(2) Le gouverneur en conseil peut nommer à la section du statut des membres titulaires à temps partiel et des membres vacataires, à temps plein ou partiel, si, à son avis, la charge de travail de celle-ci l'exige.	Adjonction d'autres membres
Deputy and Assistant Deputy Chairmen	(3) The Governor in Council shall designate one full-time permanent member of the Refugee Division to be Deputy Chairman (Convention Refugee Determination Division) and not more than seven full-time permanent members of the Refugee	45	(3) Le gouverneur en conseil choisit parmi les titulaires à temps plein le vice-président de la section du statut et au plus sept vice-présidents adjoints.	Vice-président et adjoints

Division to be Assistant Deputy Chairmen (Convention Refugee Determination Division).

Ex officio
members

(4) The members of the Refugee Division are *ex officio* members of the Appeal Division, but shall not be counted in determining the membership of the Appeal Division under subsection 62(1).

(4) Les membres de la section du statut sont membres d'office de la section d'appel, mais ils ne sont pas pris en compte pour l'application du paragraphe 62(1).

Appartenance
aux deux
sections

Constitution of
Appeal Division

62. (1) The Appeal Division shall consist of not more than thirty permanent members and such number of additional members as are appointed in accordance with subsection (2).

62. (1) La section d'appel se compose d'au plus trente membres titulaires et des membres éventuellement nommés aux termes du paragraphe (2).

5 Composition de
la section
d'appel

Additional
members

(2) Temporary members of the Appeal Division may be appointed whenever, in the opinion of the Governor in Council, the workload of the Division so requires.

(2) Le gouverneur en conseil peut nommer des vacataires à la section d'appel si, à son avis, la charge de travail de celle-ci l'exige.

Nomination des
vacataires

Deputy and
Assistant
Deputy
Chairmen

(3) The Governor in Council shall designate one permanent member of the Appeal Division to be Deputy Chairman (Immigration Appeal Division) and not more than five permanent members of the Appeal Division to be Assistant Deputy Chairmen (Immigration Appeal Division).

(3) Le gouverneur en conseil choisit parmi les titulaires le vice-président de la section d'appel et au plus cinq vice-présidents adjoints.

Vice-président
et adjoints

Appointment
and tenure of
permanent
members

63. (1) Each permanent member of the Refugee Division and each permanent member of the Appeal Division shall be appointed by the Governor in Council to hold office during good behaviour for a term not exceeding five years, but may be removed by the Governor in Council at any time for cause.

63. (1) Les titulaires de chacune des sections sont nommés par le gouverneur en conseil à titre inamovible pour un mandat maximal de cinq ans, sous réserve de révocation motivée.

Mandat des
titulaires

Appointment
and tenure of
temporary
members

(2) Each temporary member of the Refugee Division and each temporary member of the Appeal Division shall be appointed by the Governor in Council to hold office during pleasure for a term not exceeding two years.

(2) Les vacataires de chacune des sections sont nommés à titre amovible pour un mandat maximal de deux ans.

Mandat des
vacataires

Qualification

(3) The Deputy Chairman (Immigration Appeal Division), a majority of the Assistant Deputy Chairmen (Immigration Appeal Division) and no fewer than ten per cent of the full-time permanent members of the Refugee Division shall be barristers or advocates of at least five years standing at the bar of a province.

(3) Le vice-président de la section d'appel, la majorité des vice-présidents adjoints de cette section et au moins dix pour cent des titulaires à temps plein de la section du statut sont obligatoirement des avocats inscrits au barreau d'une province depuis au moins cinq ans.

25 Condition de
nomination

Re-appoint-
ment

(4) The Chairman, each member of the Refugee Division and each member of the

(4) Le mandat du président et des membres de chacune des sections peut être

Reconduction
du mandat

Appeal Division are eligible for re-appointment in the same or another capacity.

Full-time
members

(5) The Chairman, each full-time member of the Refugee Division and each member of the Appeal Division shall devote the whole of their time to the performance of their duties under this Act. 5

reconduit, à des fonctions identiques ou non.

(5) La charge de président, de membre à temps plein de la section du statut ou de membre de la section d'appel est incompatible avec d'autres fonctions. 5

Incompatibilité
de fonctions

Remuneration

64. (1) The Chairman, each full-time member of the Refugee Division and each member of the Appeal Division shall be paid such remuneration as is fixed by the Governor in Council. 10

64. (1) Le président, les membres à temps plein de la section du statut et les membres de la section d'appel reçoivent la rémunération fixée par le gouverneur en conseil. 10

Rémunération

Fees

(2) Each part-time member of the Refugee Division shall be paid such fees for services rendered under this Act as are fixed by the Governor in Council. 15

(2) Les membres à temps partiel de la section du statut reçoivent, pour leurs services, les honoraires fixés par le gouverneur en conseil. 15

Honoraires

Expenses

(3) The Chairman, each member of the Refugee Division and each member of the Appeal Division are entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred by them while absent from their ordinary place of residence in the course of their duties under this Act. 20

(3) Le président et les membres des deux sections ont droit aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement de leurs fonctions hors du lieu de leur résidence habituelle. 20

Indemnités

Application of
*Public Service
Superannuation
Act*

(4) For the purposes of the *Public Service Superannuation Act*, the Chairman, the members of the Refugee Division and the members of the Appeal Division shall be deemed to be employed in the Public Service.

(4) Pour l'application de la *Loi sur la pension de la Fonction publique*, le président et les membres des deux sections sont réputés appartenir à la Fonction publique.

Application de
la *Loi sur la
pension de la
Fonction
publique*

Disposition
after member
ceases to hold
office

65. (1) Any person who has resigned or otherwise ceased to hold office as a member of the Refugee Division or Appeal Division may, at the request of the Chairman, at any time within eight weeks after such event, make, or take part in, the disposition of any matter previously heard by that person and, for that purpose, the person shall be deemed to be such a member. 35

65. (1) Le membre qui a cessé d'exercer sa charge par suite de démission ou pour tout autre motif peut, à la demande du président et dans un délai de huit semaines après la cessation de ses fonctions, participer aux décisions à rendre sur les affaires qu'il avait préalablement entendues. Il conserve à cette fin sa qualité de membre. 35

Participation
des démission-
naires à la
décision

Disposition
where member
unable to take
part

(2) Where a person to whom subsection (1) applies or any other member by whom a matter has been heard is unable to take part in the disposition thereof or has died, the remaining members, if any, who heard the matter may make the disposition and, for that purpose, shall be deemed to constitute the Refugee Division or the Appeal Division, as the case may be. 40

(2) En cas de décès ou d'empêchement du membre visé au paragraphe (1), ou de tout autre membre y ayant participé, les autres membres qui ont également entendu l'affaire peuvent rendre la décision, et sont, à cette fin, réputés constituer la section d'appel ou du statut, selon le cas. 35

Participation
impossible

Head office

66. (1) The head office of the Board shall be in the National Capital Region as described in the schedule to the *National Capital Act* and the Chairman and such members of the Refugee Division and members of the Appeal Division as may be designated by the Governor in Council shall live in that Region or within reasonable commuting distance thereof.

Executive Director

(2) There shall be an Executive Director of the Board, who shall be appointed by the Governor in Council to hold office during pleasure for a term fixed by the Governor in Council and shall be paid such remuneration as the Governor in Council may fix and who shall exercise or perform such administrative powers, duties or functions as may be prescribed by the rules of the Board or assigned by the Chairman.

Other staff

(3) Such officers, employees and counsel as are necessary for the proper conduct of the business of the Board shall be appointed in accordance with the *Public Service Employment Act*.

Application of Public Service Superannuation Act

(4) For the purposes of the *Public Service Superannuation Act*, the Executive Director of the Board and the officers, employees and counsel of the Board shall be deemed to be employed in the Public Service.

Experts

(5) The Chairman may engage and, subject to the approval of the Treasury Board, fix the remuneration of experts or persons having special knowledge to assist the Refugee Division or Appeal Division in any matter.

Rules

67. (1) Subject to the approval of the Governor in Council, the Chairman, in consultation with the Deputy Chairman (Convention Refugee Determination Division) and the Deputy Chairman (Immigration Appeal Division), may make rules

(a) governing the activities of, and the practice and procedure in, the Refugee Division and the Appeal Division, including the functions of counsel employed by the Board;

66. (1) La Commission a son siège dans la région de la Capitale nationale définie à l'annexe de la *Loi sur la Capitale nationale*. Le président et les membres de l'une ou l'autre section désignés par le gouverneur en conseil doivent résider dans cette région ou dans un lieu suffisamment proche.

Siège

(2) Le gouverneur en conseil nomme le directeur général de la Commission à titre amovible et fixe la durée de son mandat ainsi que sa rémunération; le directeur général exerce les pouvoirs et fonctions d'ordre administratif que lui attribuent les règles de la Commission ou que lui confie le président.

Directeur général

(3) Le reste du personnel — cadres, employés et conseils — nécessaire à l'exécution des travaux de la Commission est nommé conformément à la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique*.

Reste du personnel

(4) Pour l'application de la *Loi sur la pension de la Fonction publique*, le personnel de la Commission, y compris le directeur général, est réputé faire partie de la Fonction publique.

Application de la Loi sur la pension de la Fonction publique

(5) Le président peut engager des experts compétents dans des domaines relevant du champ d'activité de l'une ou l'autre section et, avec l'agrément du Conseil du Trésor, fixer leur rémunération.

Experts

67. (1) Le président peut, sous réserve de l'agrément du gouverneur en conseil et en consultation avec le vice-président de chacune des sections, établir des règles :

Règles

a) régissant les travaux, la procédure et la pratique de chacune des sections et définissant les fonctions des conseils de la Commission;

b) fixant un ordre de priorité pour l'étude des cas;

(b) prescribing a system of priorities for dealing with matters before the Refugee Division or the Appeal Division; and

(c) prescribing any matter authorized by this Act to be prescribed by the rules. 5

Tabling in
Parliament

(2) The Minister shall cause a copy of all rules made pursuant to subsection (1) to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the approval of 10 the rules by the Governor in Council.

Annual report

68. The Chairman shall, before the commencement of each fiscal year, submit to the Minister a report on the activities of the Board in the preceding calendar year, 15 and the Minister shall cause a copy of the report to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the Minister receives the report. 20

Convention Refugee Determination Division

Sole and
exclusive
jurisdiction

69. (1) The Refugee Division has, in respect of proceedings under section 71.1 and 71.2, sole and exclusive jurisdiction to hear and determine all questions of law and fact, including questions of jurisdic- 25 tion.

Powers

(2) The Refugee Division, and each member thereof, has all the powers and authority of a commissioner appointed under Part I of the *Inquiries Act* and, 30 without restricting the generality of the foregoing, may, for the purposes of a hearing,

(a) issue a summons to any person requiring that person to appear at the 35 time and place mentioned therein to testify with respect to all matters within that person's knowledge relative to the subject-matter of the hearing and to bring and produce any document, book 40 or paper that the person has or controls relative to that subject-matter;

(b) administer oaths and examine any person on oath;

(c) issue commissions or requests to 45 take evidence in Canada; and

c) en vue des autres mesures à prendre par ce moyen aux termes de la présente loi.

(2) Le ministre fait déposer le texte des règles devant chacune des chambres du 5 Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant leur agrément par le gouverneur en conseil.

Dépôt devant le
Parlement

68. Avant le début de chaque exercice, le président présente au ministre un rap- 10 port sur les activités de la Commission au cours de la précédente année civile. Le ministre fait déposer un exemplaire de ce rapport devant chacune des chambres du Parlement dans les quinze premiers jours 15 de séance de celle-ci suivant sa réception.

Rapport annuel

Section du statut de réfugié

69. (1) La section du statut a compé- tence exclusive, en matière de procédures visées aux articles 71.1 et 71.2, pour enten- 20 dre et juger sur des questions de droit et de fait, y compris des questions de compé- tence.

Compétence
exclusive

(2) La section du statut et chacun de ses membres sont investis des pouvoirs d'un commissaire nommé aux termes de la 25 partie I de la *Loi sur les enquêtes*. Ils peuvent notamment, dans le cadre d'une audience :

Pouvoirs

a) par citation adressée aux personnes ayant connaissance de faits se rappor- 30 tant à l'affaire dont ils sont saisis, leur enjoindre de comparaître comme témoins aux date, heure et lieu indiqués et d'apporter et de produire tous documents, livres ou pièces, utiles à l'affaire, 35 dont elles ont la possession ou la responsabilité;

b) faire prêter serment et interroger sous serment;

c) par commission rogatoire ou requête, 40 faire recueillir des éléments de preuve au Canada;

(d) do any other thing necessary to provide a full and proper hearing.

d) prendre toutes autres mesures nécessaires à une instruction approfondie de l'affaire.

Sittings

70. (1) The Refugee Division shall sit at such times and at such places in Canada as are considered necessary by the Chairman for the proper conduct of its business. 5

70. (1) La section du statut siège au Canada aux lieux, dates et heures choisis par le président en fonction de ses travaux. 5

Séances

Informal proceedings

(2) The Refugee Division shall deal with all proceedings before it as informally and expeditiously as the circumstances and the considerations of fairness permit. 10

(2) Dans la mesure où les circonstances et l'équité le permettent, la section du statut fonctionne sans formalisme et avec célérité. 10

Expédition des affaires

Rules of evidence

(3) The Refugee Division is not bound by any legal or technical rules of evidence and, in any proceedings before it, it may receive and base a decision on evidence adduced in the proceedings and considered credible or trustworthy in the circumstances of the case. 15

(3) La section du statut n'est pas liée par les règles légales ou techniques de présentation de la preuve. Elle peut recevoir les éléments qu'elle juge dignes de foi en l'espèce et fonder sur eux sa décision. 15

Règles de la preuve

Notice of facts

(4) The Refugee Division may, in any proceedings before it, take notice of any facts that may be judicially noticed and, subject to subsection (5), of any other generally recognized facts and any information or opinion that is within its specialized knowledge. 20

(4) La section du statut peut admettre d'office les faits ainsi admissibles en justice de même que, sous réserve du paragraphe (5), les faits généralement reconnus et les renseignements ou opinions qui sont du ressort de sa spécialisation. 20

Admission d'office

Notification of intention

(5) Before the Refugee Division takes notice of any facts, information or opinion, other than facts that may be judicially noticed, in any proceedings, the Division shall notify the Minister, if present at the proceedings, and the person who is the subject of the proceedings of its intention and afford them a reasonable opportunity to make representations with respect thereto. 30

(5) Sauf pour les faits qui peuvent être admis d'office en justice, la section du statut informe le ministre, s'il est présent à l'audience, et la personne visée par la procédure de son intention d'admettre d'office des faits, renseignements ou opinions et leur donne la possibilité de présenter leurs observations à cet égard. 25

Avis d'intention

Right to counsel

71. (1) In any proceedings before the Refugee Division, the Minister may be represented at the proceedings by counsel or an agent and the person who is the subject of the proceedings may, at that person's own expense, likewise be represented. 40

71. (1) Dans le cadre de toute affaire dont connaît la section du statut, le ministre et l'intéressé — ce dernier à ses frais — peuvent se faire représenter par un avocat ou mandataire. 30

Représentation

Proceedings in camera

(2) Subject to subsection (3), proceedings before the Refugee Division shall be conducted *in camera* unless it is established to the satisfaction of the Division, on application by a member of the public, that the conduct of the proceedings in 40

(2) Sous réserve du paragraphe (3), la section du statut tient ses séances à huis clos sauf si, à la suite d'une demande émanant du public, il lui est démontré que la publicité des débats ne compromettrait pas la procédure en cours ni ne porterait 40

Huis clos

public would not impede the proceedings and that the person who is the subject of the proceedings or any member of that person's family would not be adversely affected if the proceedings were conducted 5 in public.

Observers
allowed

(3) The Refugee Division shall allow any representative or agent of the United Nations High Commissioner for Refugees to attend any proceedings before it as an observer and, at the request or with the consent of the person who is the subject of the proceedings, shall allow any other person to attend the proceedings as an observer if, in the opinion of the Division, 15 the attendance of that other person is not likely to impede the proceedings.

Representation

(4) Where a person who is the subject of proceedings before the Refugee Division is under eighteen years of age or is unable, in 20 the opinion of the Division, to appreciate the nature of the proceedings, the Division shall designate another person to represent that person in the proceedings.

Honorarium
and expenses

(5) A person designated pursuant to 25 subsection (4) to represent a person in proceedings before the Refugee Division shall be paid such honorarium as is fixed by the Chairman and such reasonable expenses as are incurred by the designated 30 person in connection with the representation, unless the designated person is the parent or guardian of the person represented.

Adjournments

(6) The Refugee Division shall not 35 adjourn any proceedings before it, unless it is satisfied that an adjournment would not unreasonably impede the proceedings.

Presiding
member where
proceedings
adjourned

(7) Proceedings before the Refugee Division that are adjourned may be 40 resumed before any member or members of the Refugee Division other than the member or members who presided at the adjourned proceedings if the person who is the subject of the proceedings and the 45 Minister, if taking part in the proceedings, consent thereto or if no substantive evidence was adduced before the adjournment.

préjudice à l'intéressé ou aux membres de sa famille.

(3) Tout représentant ou mandataire du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés peut assister aux audien- 5 ces de la section du statut à titre d'observateur; la présence d'autres observateurs est également permise, à la demande ou avec l'agrément de l'intéressé, dans la mesure où la section estime qu'elle ne 10 risque pas de gêner la procédure en cause.

Présence
d'observateurs

(4) La section du statut commet d'office un représentant dans le cas où l'intéressé n'a pas dix-huit ans ou n'est pas, selon elle, en mesure de comprendre la nature de la 15 procédure en cause.

Représentation

(5) Le représentant commis d'office, sauf s'il est le père, la mère ou le tuteur ou curateur de l'intéressé, reçoit la rétribution fixée par le président et a droit aux frais 20 entraînés par l'accomplissement de sa fonction.

Rétribution et
indemnités

(6) La section du statut ne peut ajour- 25 ner une procédure que si elle est convaincue que l'ajournement ne causera pas d'en- 25 trave sérieuse.

Ajournement

(7) La procédure peut reprendre devant un ou d'autres membres que celui ou ceux qui entendaient l'affaire avant l'ajourne- 30 ment si le ministre, quand il y prend part, 30 et l'intéressé y consentent ou qu'aucun élément de preuve de fond n'a été encore présenté.

Reprise

Hearing into
refugee claims

71.1 (1) Subject to subsection (2), where a person's claim to be a Convention refugee is referred to the Refugee Division pursuant to subsection 48.02(2) or 48.03(5), the Division shall as soon as practicable commence a hearing into the claim. 5

71.1 (1) La section du statut entend dans les meilleurs délais la revendication du statut de réfugié au sens de la Convention dont elle est saisie aux termes du paragraphe 48.02(2) ou 48.03(5). 5

Audience

Time for setting
date

(2) Where a person's claim to be a Convention refugee is referred to the Refugee Division pursuant to subsection 48.02(2) or 48.03(5) and a conditional removal order is made against, or a conditional departure notice is issued to, that person, a time for the commencement of the hearing by the Division into the claim shall be set within ten days after the conclusion of the inquiry. 10 15

(2) Lorsque l'intéressé est sous le coup d'une ordonnance de renvoi conditionnel ou d'un avis d'interdiction de séjour conditionnelle, la date de l'audience sur la revendication dont la section du statut est saisie aux termes du paragraphe 48.02(2) ou 48.03(5) doit être fixée dans les dix jours qui suivent la fin de l'enquête. 10

Délai de
fixation de la
date

Notice of
hearing

(3) The Refugee Division shall notify the claimant and the Minister in writing of the time and place set for the hearing into the claim. 20

(3) La section du statut notifie par écrit à l'intéressé et au ministre les date, heure et lieu de l'audience. 15

Avis

Hearing in
presence of
claimant

(4) A hearing into a claim shall be held in the presence of the claimant.

(4) L'audience sur la revendication se tient en présence de l'intéressé.

Présence de
l'intéressé

Opportunity to
be heard

(5) At the hearing into a claim, the Refugee Division 25
(a) shall afford the claimant a reasonable opportunity to present evidence, cross-examine witnesses and make representations; and
(b) shall afford the Minister a reasonable opportunity to present evidence and, if the Minister notifies the Refugee Division that the Minister is of the opinion that matters involving section E or F of Article 1 of the Convention or subsection 2(2) of this Act are raised by the claim, to cross-examine witnesses and make representations. 30 35

(5) À l'audience, la section du statut est tenue de donner à l'intéressé et au ministre la possibilité de produire des éléments de preuve, de contre-interroger des témoins et de présenter des observations, ces deux derniers droits n'étant toutefois accordés au ministre que s'il l'informe qu'à son avis, la revendication met en cause la section E ou F de l'article premier de la Convention ou le paragraphe 2(2) de la présente loi. 20 25

Droit de se
faire entendre

Abandonment
of claim

(6) If a claimant or a claimant's counsel or agent fails to appear at the time and place set by the Refugee Division for the hearing into the claim or, in the opinion of the Division, is otherwise in default in the prosecution of the claim, the Division may, after giving the claimant a reasonable opportunity to be heard, declare the claim to have been abandoned. 40 45

(6) Faute pour l'intéressé ou son avocat ou mandataire de comparaître aux date, heure et lieu fixés pour l'audience, ou si elle estime qu'il y a défaut par ailleurs de leur part dans la poursuite de leur réclamation la section du statut peut, après avoir donné à l'intéressé la possibilité de se faire entendre, conclure au désistement. 30 35

Désistement

Quorum	(7) Subject to subsection (8), two members constitute a quorum of the Refugee Division for the purposes of a hearing under this section.	(7) Le quorum de la section du statut lors d'une audience tenue dans le cadre du présent article est constitué de deux membres.	Quorum
Exception	(8) One member of the Refugee Division may hear and determine a claim under this section if the claimant so requests or consents thereto, and the provisions of this Part apply in respect of a member so acting as they apply in respect of the Refugee Division and the disposition of the claim by the member shall be deemed to be the disposition of the Refugee Division.	(8) Sur demande de l'intéressé ou avec son consentement, la revendication peut être jugée par un seul membre de la section du statut; le cas échéant, les dispositions de la présente partie relatives à la section s'appliquent à ce membre et la décision de celui-ci vaut décision de la section.	5 Cas particulier
Decision	(9) The Refugee Division shall determine whether or not the claimant is a Convention refugee and shall render its decision as soon as possible after completion of the hearing and send a written notice of the decision to the claimant and the Minister.	(9) La section du statut rend sa décision sur la revendication du statut de réfugié au sens de la Convention le plus tôt possible après l'audience et la notifie à l'intéressé et au ministre par écrit.	Décision
Split decision	(10) In the event of a split decision, the decision favourable to the claimant shall be deemed to be the decision of the Refugee Division.	(10) En cas de partage, la section du statut est réputée rendre une décision en faveur de l'intéressé.	Cas de partage
Written reasons	(11) The Refugee Division may give written reasons for its decision on a claim, except that (a) if the decision is against the claimant, the Division shall give written reasons with the decision; and (b) if the Minister or the claimant requests written reasons within ten days after the day on which the Minister or claimant is notified of the decision, the Division shall forthwith give written reasons.	(11) La section du statut n'est tenue de motiver par écrit sa décision que si soit celle-ci est défavorable à l'intéressé, soit le ministre ou l'intéressé le demande dans les dix jours suivant sa notification, auquel cas la transmission des motifs se fait sans délai.	Motifs
Where no credible basis for claim	(12) If the Refugee Division determines that a claimant is not a Convention refugee and does not have a credible basis for the claim to be a Convention refugee, the Refugee Division shall so indicate in its decision on the claim.	(12) Si elle conclut que le demandeur n'est pas un réfugié au sens de la Convention et que la revendication de celui-ci n'a pas un minimum de fondement, la section du statut en fait état dans sa décision.	Absence de minimum de fondement
Application for determination of cessation of refugee status	71.2 (1) The Minister may make an application to the Refugee Division for a determination whether any person who was determined under this Act or the regulations to be a Convention refugee has ceased to be a Convention refugee.	71.2 (1) Le ministre peut, par avis, demander à la section du statut de déterminer s'il y a ou non perte du statut de réfugié au sens de la Convention par une personne qui s'est vu reconnaître ce statut	Demande relative à la perte de statut

Application to
vacate

(2) The Minister may, with leave of the Chairman, make an application to the Refugee Division to reconsider and vacate any determination under this Act or the regulations that a person is a Convention refugee on the ground that the determination was obtained by fraudulent means or misrepresentation, suppression or concealment of any material fact, whether exercised or made by that person or any other person.

Leave to apply

(3) An application to the Chairman for leave to apply to the Refugee Division under subsection (2) shall be made *ex parte* and in writing and the Chairman may grant such leave if the Chairman is satisfied that evidence exists that, if it had been known to the Refugee Division, could have resulted in a different determination.

Notice

(4) An application to the Refugee Division under this section shall be instituted by filing, in the manner and form prescribed by the rules of the Board, a notice of application with the Refugee Division.

Copy

(5) Where a notice of application is filed with the Refugee Division pursuant to subsection (4), the Minister shall forthwith send a copy of the notice to the person who is the subject of the application.

Hearing

71.3 (1) Where an application to the Refugee Division is made under section 71.2, the Refugee Division shall conduct a hearing into the application, after having notified the Minister and the person who is the subject of the application of the time and place set for the hearing, and shall afford the Minister and that person a reasonable opportunity to present evidence, cross-examine witnesses and make representations.

Abandonment
of application

(2) If the Minister's counsel or agent fails to appear at the time and place set by the Refugee Division for the hearing into the application or, in the opinion of the Division, is otherwise in default in the

aux termes de la présente loi ou de ses règlements.

(2) Avec l'autorisation du président, le ministre peut, par avis, demander à la section du statut de réexaminer la question de la reconnaissance du statut de réfugié au sens de la Convention accordée en application de la présente loi ou de ses règlements et d'annuler cette reconnaissance, au motif qu'elle a été obtenue par des moyens frauduleux, par une représentation erronée d'un fait important ou par la suppression ou la dissimulation de faits substantiels, même si ces agissements sont le fait d'un tiers.

Demande
d'annulation

Autorisation

(3) L'autorisation requise dans le cadre du paragraphe (2) se demande par écrit et *ex parte*; le président peut l'accorder s'il est convaincu qu'il existe des éléments de preuve qui, portés à la connaissance de la section du statut, auraient pu modifier la décision.

Production d'un
avis

(4) Les avis mentionnés dans le présent article sont déposés auprès de la section du statut selon les modalités fixées par les règles de la Commission.

Transmission
de l'avis à
l'intéressé

(5) Le ministre envoie sans délai un double de l'avis déposé aux termes du paragraphe (4) à l'intéressé.

Audience

71.3 (1) Dans les cas visés à l'article 71.2, la section du statut procède à l'examen de la demande par une audience dont elle communique au ministre et à l'intéressé les date, heure et lieu et au cours de laquelle elle leur donne la possibilité de produire des éléments de preuve, de contre-interroger des témoins et de présenter des observations.

Désistement

(2) Faute pour l'avocat ou le mandataire du ministre de comparaître aux date, heure et lieu fixés pour l'audience, ou si elle estime qu'il y a défaut par ailleurs de sa part dans la poursuite de l'affaire, la

prosecution of the application, the Division may, after giving the Minister a reasonable opportunity to be heard, declare the application to have been abandoned.

section du statut peut, après avoir donné au ministre la possibilité de se faire entendre, conclure au désistement.

Quorum

(3) Three members constitute a quorum of the Refugee Division for the purposes of a hearing under this section. 5

(3) Le quorum de la section du statut lors d'une audience tenue dans le cadre du présent article est constitué de trois membres. 5

Quorum

Decision

(4) The Refugee Division shall approve or reject the application and shall render its decision as soon as possible after completion of the hearing and send a written notice of the decision to the Minister and the person who is the subject of the application. 10

(4) La section du statut accepte ou rejette la demande le plus tôt possible après l'audience et notifie sa décision, par écrit, au ministre et à l'intéressé. 10

Décision

Rejection of otherwise established application

(5) The Refugee Division may reject an application under subsection 71.2(2) that is otherwise established if it is of the opinion that, notwithstanding that the determination was obtained by fraudulent means or misrepresentation, suppression or concealment of any material fact, there was other sufficient evidence on which the determination was or could have been based. 15 20

(5) La section du statut peut rejeter toute demande bien fondée au regard de l'un des motifs visés au paragraphe 71.2(2) si elle estime par ailleurs qu'il reste suffisamment d'éléments justifiant la reconnaissance du statut. 15

Rejet de la demande d'annulation malgré preuve de la fraude

Split decision

(6) In the event of a split decision, the decision of the majority of the members hearing the application shall be deemed to be the decision of the Refugee Division. 25

(6) En cas de partage, la décision de la majorité des membres qui entendent la demande vaut décision de la section du statut. 20

Cas de partage

Written reasons

(7) The Refugee Division may give written reasons for its decision on an application, except that 30

(7) La section du statut n'est tenue de motiver par écrit sa décision que si soit celle-ci est défavorable à l'intéressé, soit le ministre ou l'intéressé le demande dans les dix jours suivant sa notification, auquel cas la transmission des motifs se fait alors sans délai. 25

Consignation des motifs

(a) if the decision is against the person who is the subject of the application, the Division shall give written reasons with the decision; and 35

(b) if the Minister or the person who is the subject of the application requests written reasons within ten days after the day on which the Minister or person is notified of the decision, the Division shall forthwith give written reasons. 40

Immigration Appeal Division

Section d'appel de l'immigration

Court of record

71.4 (1) The Appeal Division is a court of record and shall have an official seal, which shall be judicially noticed.

71.4 (1) La section d'appel est une cour d'archives; elle a un sceau officiel dont l'authenticité est admise d'office. 30

Cour d'archives

Sole and exclusive jurisdiction	<p>(1.1) The Appeal Division has, in respect of appeals made pursuant to sections 72, 73 and 79, sole and exclusive jurisdiction to hear and determine all questions of law and fact, including questions of jurisdiction, that may arise in relation to the making of a removal order or the refusal to approve an application for landing made by a member of the family class. 5 10</p>	<p>(1.1) La section d'appel a compétence exclusive, en matière d'appels visés aux articles 72, 73 et 79, pour entendre et juger sur des questions de droit et de fait, y compris des questions de compétence, relatives à la confection d'une ordonnance de renvoi ou au rejet d'une demande de droit d'établissement présentée par une personne appartenant à la catégorie de la famille. 5 10</p>	Compétence exclusive
Powers	<p>(2) The Appeal Division has, as regards the attendance, swearing and examination of witnesses, the production and inspection of documents, the enforcement of its orders and other matters necessary or proper for the due exercise of its jurisdiction, all such powers, rights and privileges as are vested in a superior court of record and, without limiting the generality of the foregoing, may 20</p> <p>(a) issue a summons to any person requiring that person to appear at the time and place mentioned therein to testify with respect to all matters within that person's knowledge relative to a subject-matter before the Division and to bring and produce any document, book or paper that the person has or controls relative to that subject-matter; 25</p> <p>(b) administer oaths and examine any person on oath; and 30</p> <p>(c) during a hearing, receive such additional evidence as it may consider credible or trustworthy and necessary for dealing with the subject-matter before it. 35</p>	<p>(2) La section d'appel a, en ce qui concerne la présence, la prestation de serment et l'interrogatoire des témoins, la production et l'examen des documents, l'exécution de ses ordonnances, et toute autre question relevant de sa compétence, tous les pouvoirs, droits et privilèges d'une cour supérieure d'archives et peut notamment : 15</p> <p>a) adresser à toute personne une citation lui enjoignant de comparaître aux 20 date, heure et lieu indiqués pour témoigner sur toutes questions pertinentes à la contestation et dont elle a connaissance, et à apporter et produire tout document, livre ou écrit en sa possession ou sous sa responsabilité et se rapportant à cette contestation; 25</p> <p>b) faire prêter serment et interroger toute personne sous serment;</p> <p>c) recevoir, au cours d'une audition, 30 tout élément de preuve supplémentaire qu'elle estime digne de foi.</p>	Pouvoirs
Reasons	<p>(3) The Appeal Division may, and at the request of either of the parties to an appeal made pursuant to section 72 or 73 shall, give reasons for its disposition of the appeal. 40</p>	<p>(3) La section d'appel peut et, sur demande de l'une des parties à un appel visé aux articles 72 ou 73, doit faire part 35 des motifs de sa décision.</p>	Motifs
Sittings	<p>71.5 (1) The Appeal Division shall sit at such times and at such places in Canada as are considered necessary by the Chairman for the proper conduct of its business. 45</p>	<p>71.5 (1) La section d'appel siège au Canada aux dates, heures et lieux choisis par le président en fonction de ses travaux.</p>	Séances
Quorum	<p>(2) Three members constitute a quorum of the Appeal Division.</p>	<p>(2) Trois membres de la section d'appel 40 constituent le quorum.</p>	Quorum

Exception

(3) Notwithstanding subsection (2), the Chairman may designate a member of the Appeal Division to hear and determine

- (a) an appeal made under section 73,
- (b) an application made under section 77 or 80,
- (c) a motion made pursuant to the rules made under section 67, or
- (d) an appeal made under section 72 or 79, where the parties to the appeal consent thereto,

and the provisions of this Part apply in respect of a member so designated as they apply in respect of the Appeal Division and the disposition of the appeal, application or motion by the member shall be deemed to be the disposition of the Appeal Division.

Appeals by permanent residents and persons in possession of returning resident permits

72. (1) Subject to subsection (3), where a removal order or conditional removal order is made against a permanent resident or against a person lawfully in possession of a valid returning resident permit issued to that person pursuant to the regulations, that person may appeal to the Appeal Division on either or both of the following grounds, namely,

- (a) on any ground of appeal that involves a question of law or fact, or mixed law and fact; and
- (b) on the ground that, having regard to all the circumstances of the case, the person should not be removed from Canada.

Appeals by Convention refugees and persons with visas

(2) Where a removal order or conditional removal order is made against a person who

- (a) has been determined under this Act or the regulations to be a Convention refugee but is not a permanent resident, or
- (b) seeks landing or entry and, at the time that a report with respect to the person was made by an immigration officer pursuant to subsection 20(1), was in possession of a valid immigrant visa, in the case of a person seeking

Exception

(3) Par dérogation au paragraphe (2), le président peut désigner un membre de la section d'appel pour connaître seul :

- a) d'un appel visé par l'article 73;
- b) d'une demande visée par les articles 77 ou 80;
- c) de toute demande présentée au titre des règles établies en application de l'article 67;
- d) d'un appel ou d'une demande visés par les articles 72 ou 79, lorsque les parties y consentent.

Le cas échéant, les dispositions de la présente partie relatives à la section d'appel s'appliquent à ce membre et la décision de celui-ci vaut décision de la section d'appel.

Appel des résidents permanents et des titulaires de permis de retour

72. (1) Sous réserve du paragraphe (3), toute personne frappée d'une ordonnance de renvoi ou de renvoi conditionnel et qui est soit un résident permanent, soit un titulaire de permis de retour valable et délivré conformément aux règlements, peut interjeter appel devant la section d'appel en invoquant l'un des deux motifs suivants ou les deux :

- a) un moyen d'appel comportant une question de droit ou de fait ou une question mixte de droit et de fait;
- b) le fait que, compte tenu des circonstances de l'espèce, elle ne devrait pas être renvoyée du Canada.

25

(2) Toute personne, frappée par une ordonnance de renvoi ou de renvoi conditionnel et qui :

- a) soit n'est pas un résident permanent et s'est vu reconnaître le statut de réfugié au sens de la Convention aux termes de la présente loi ou de ses règlements,
- b) soit demande l'autorisation de séjour ou le droit d'établissement et était titulaire d'un visa de visiteur ou d'immigrant, selon le cas, en cours de validité lorsqu'elle a fait l'objet du rapport visé au paragraphe 20(1),

Appel des réfugiés au sens de la Convention et des titulaires de visas

35

landing, or a valid visitor's visa, in the case of a person seeking entry,

that person may, subject to subsection (3), appeal to the Appeal Division on either or both of the following grounds, namely,

(c) on any ground of appeal that involves a question of law or fact, or mixed law and fact, and

(d) on the ground that, having regard to the existence of compassionate or humanitarian considerations, the person should not be removed from Canada.

(3) Where a deportation order or conditional deportation order is made against a person described in subsection (1) or paragraph (2)(a) or (b) who

(a) is a person with respect to whom a certificate referred to in subsection 40(1) has been issued, or

(b) has been determined by an adjudicator to be a member of an inadmissible class described in paragraph 19(1)(e), (f) or (g),

that person may appeal to the Appeal Division on any ground of appeal that involves a question of law or fact, or mixed law and fact.

73. The Minister may appeal to the Appeal Division on any ground of appeal that involves a question of law or fact, or mixed law and fact, from a decision by an adjudicator that a person who was the subject of an inquiry is a person who may be granted admission or is not a person against whom a removal order or conditional removal order should be made.

74. The Appeal Division may order that an inquiry that has given rise to an appeal be reopened before the adjudicator who presided at the inquiry or any other adjudicator for the receiving of any additional evidence or testimony, and the adjudicator who presides at the reopened inquiry shall file a copy of the minutes of the reopened inquiry, together with the adjudicator's assessment of the additional evidence or testimony, with the Appeal

peut, sous réserve du paragraphe (3), interjeter appel à la section d'appel en invoquant l'un des deux motifs suivants ou les deux :

c) un moyen d'appel comportant une question de droit ou de fait ou une question mixte de droit et de fait;

d) le fait que, compte tenu de considérations humanitaires ou de compassion, elle ne devrait pas être renvoyée du Canada.

(3) La personne visée au paragraphe (1) ou aux alinéas (2)a) ou b) et qui est frappée d'une ordonnance d'expulsion ou d'expulsion conditionnelle ne peut interjeter appel à la section d'appel qu'en se fondant sur un motif d'appel comportant une question de droit ou de fait ou une question mixte de droit et de fait si elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

a) elle a fait l'objet de l'attestation visée au paragraphe 40(1);

b) elle appartient, selon la décision d'un arbitre, à une catégorie non admissible visée aux alinéas 19(1)e), f) ou g).

73. Le ministre peut interjeter appel à la section d'appel de toute décision par laquelle un arbitre déclare qu'une personne qui a fait l'objet d'une enquête peut obtenir l'admission ou n'est pas susceptible de renvoi ou de renvoi conditionnel. Il doit invoquer un motif d'appel comportant une question de droit ou de fait ou une question mixte de droit et de fait.

74. La section d'appel peut ordonner la réouverture d'une enquête qui a donné lieu à un appel, par l'arbitre qui en était chargé ou par un autre arbitre, à l'effet de recueillir des éléments de preuve ou des témoignages supplémentaires. L'arbitre chargé de mener l'enquête ainsi réouverte doit remettre à la section d'appel, pour lui permettre de statuer sur l'appel, une copie du procès verbal de l'enquête réouverte accompagnée de son appréciation des élé-

Where limited right of appeal

Limitation du droit d'appel

Appeal by Minister

Appel par le ministre

Reopening of inquiry

Réouverture d'enquête

Division for its consideration in disposing of the appeal.

Disposition of
appeal

75. (1) The Appeal Division may dispose of an appeal made pursuant to section 72

- (a) by allowing it;
- (b) by dismissing it;
- (c) in the case of an appeal made pursuant to paragraph 72(1)(b) or 72(2)(d) respecting a removal order, by directing 10 that execution of the order be stayed; or
- (d) in the case of an appeal made pursuant to paragraph 72(1)(b) or 72(2)(d) respecting a conditional removal order, by directing that execution of the order 15 on its becoming effective be stayed.

Idem

(2) The Appeal Division may dispose of an appeal made pursuant to section 73

- (a) by allowing it and making the removal order or conditional removal 20 order that the adjudicator who was presiding at the inquiry should have made; or
- (b) by dismissing it.

Deemed appeal
in certain cases
where appeal
allowed

(3) Where the Appeal Division disposes 25 of an appeal made pursuant to section 73 by allowing it and making a removal order or conditional removal order against the person concerned, that person shall, where the person would have had an appeal pur- 30 suant to this Act if the order had been made by an adjudicator after an inquiry, be deemed to have made an appeal to the Appeal Division pursuant to paragraph 72(1)(b) or 72(2)(d), as the case may be. 35

Where appeal
allowed

76. (1) Where the Appeal Division allows an appeal made pursuant to section 72, it shall quash the removal order or conditional removal order that was made against the appellant and may 40

- (a) make any other removal order or conditional removal order that the adjudicator who was presiding at the inquiry should have made; or
- (b) in the case of an appellant other 45 than a permanent resident, direct that the appellant be examined as a person seeking admission at a port of entry.

ments de preuve ou témoignages supplémentaires.

75. (1) La section d'appel statuant sur un appel visé à l'article 72 peut :

Décision en
matière d'appel

- a) l'accueillir;
- b) le rejeter;
- c) en cas d'appel fondé sur les alinéas 72(1)b) ou 72(2)d) et relatif à une ordonnance de renvoi, ordonner de surseoir à l'exécution de celle-ci; 10
- d) en cas d'appel fondé sur les alinéas 72(1)b) ou 72(2)d) et relatif à une ordonnance de renvoi conditionnel, ordonner de surseoir à l'exécution de celle-ci au moment où elle deviendra 15 exécutoire.

(2) La section d'appel statuant sur un appel visé à l'article 73 peut :

Idem

- a) soit l'accueillir et prononcer l'ordonnance de renvoi ou de renvoi condition- 20 nel que l'arbitre chargé de l'enquête aurait dû rendre;
- b) soit le rejeter.

(3) Lorsque la section d'appel accueille un appel visé à l'article 73 et prononce une 25 ordonnance de renvoi ou de renvoi conditionnel, la personne visée, au cas où la présente loi lui accorderait le droit d'appel si l'ordonnance avait été rendue par un arbitre après enquête, est réputée avoir 30 interjeté un appel fondé sur les alinéas 72(1)b) ou 72(2)d), selon le cas.

Appel présumé
dans certains
cas

76. (1) La section d'appel, en accueillant un appel visé à l'article 72, doit annuler l'ordonnance de renvoi ou de renvoi 35 conditionnel et peut :

Cas où l'appel
est accueilli

- a) soit prononcer toute autre ordonnance de renvoi ou de renvoi conditionnel que l'arbitre chargé de l'enquête aurait dû rendre; 40
- b) soit ordonner, sauf s'il s'agit d'un résident permanent, que l'appellant soit examiné comme s'il demandait l'admission à un point d'entrée.

Terms of stay
of execution

(2) Where the Appeal Division disposes of an appeal by directing that execution of a removal order or conditional removal order be stayed, the person concerned shall be allowed to come into or remain in Canada under such terms and conditions as the Appeal Division may determine and the Appeal Division shall review the case from time to time as it considers necessary or advisable. 10

Appeal Division
may amend
terms or cancel
direction

(3) Where the Appeal Division has disposed of an appeal by directing that execution of a removal order or conditional removal order be stayed, the Appeal Division may, at any time, 15

(a) amend any terms and conditions imposed under subsection (2) or impose new terms and conditions; or

(b) cancel its direction staying the execution of the order and 20

(i) dismiss the appeal and direct that the order be executed as soon as reasonably practicable, or

(ii) allow the appeal and take any other action that it might have taken 25 pursuant to subsection (1).

Return to
Canada for
hearing of
appeal

77. Where a person against whom a removal order or conditional removal order has been made is removed from or otherwise leaves Canada and informs the Appeal Division in writing of his desire to appear in person before the Appeal Division on the hearing of the appeal against the order, the Appeal Division may, if an appeal has been made, allow the person to return to Canada for that purpose under such terms and conditions as it may determine. 30 35

Appeal
declared
abandoned

78. Where a person against whom a removal order or conditional removal order has been made files an appeal against that order with the Appeal Division but fails to communicate with the Appeal Division on being requested to do so or fails to inform the Appeal Division of the person's most recent address, the Appeal Division may declare the appeal to be abandoned." 40 45

(2) Lorsque la section d'appel, en statuant sur un appel, ordonne de surseoir à l'exécution de l'ordonnance de renvoi ou de renvoi conditionnel, la personne concernée doit être autorisée à entrer ou à demeurer au Canada aux conditions que fixe la section d'appel. Celle-ci procédera à une révision de l'affaire chaque fois qu'elle juge opportun de le faire. 5

Conditions dont
est assorti le
sursis
d'exécution

(3) Lorsque la section d'appel a statué sur un appel en ordonnant de surseoir à l'exécution de l'ordonnance de renvoi ou de renvoi conditionnel, elle peut, à tout moment : 10

a) modifier les conditions imposées en vertu du paragraphe (2) ou en imposer de nouvelles; 15

b) annuler sa décision de surseoir à l'exécution de l'ordonnance et :

(i) soit rejeter l'appel et ordonner que l'ordonnance soit exécutée dès que les circonstances le permettent, 20

(ii) soit accueillir l'appel et prendre toute autre mesure visée au paragraphe (1). 25

Modification
des conditions
et annulation de
décision

77. La section d'appel peut, lorsqu'une personne ayant quitté le Canada par suite d'une ordonnance de renvoi ou de renvoi conditionnel l'avise par écrit de son désir de se présenter à l'audition de son appel relatif à cette ordonnance, l'autoriser, à cette fin, à revenir au Canada aux conditions qu'elle fixe. 30

Retour au
Canada aux
fins d'appel

78. Lorsque la personne qui a interjeté appel d'une ordonnance de renvoi ou de renvoi conditionnel dont elle faisait l'objet néglige d'entrer en communication avec elle après y avoir été invitée ou de l'informer de son adresse la plus récente, la section d'appel peut déclarer que cette personne a renoncé à son appel.» 35 40

Renonciation à
l'appel

19. The heading preceding section 84 and sections 84 and 85 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“Applications and Appeals to the Federal Court

Proceedings in
Federal Court

83.1 (1) An application or other proceeding may be commenced under section 18 or 28 of the *Federal Court Act* with respect to any decision or order made, or any other matter arising, under this Act or the rules or regulations only with leave of 10 a judge of the Federal Court — Trial Division or the Federal Court of Appeal, as the case may be.

Leave to
commence
proceeding

(2) An application under this section for leave to commence a proceeding shall be 15 filed with the appropriate Court within fifteen days after the day on which the applicant is notified of the decision or order or becomes aware of the other matter. 20

Consideration
of application
for leave

(3) Unless a judge of the appropriate Court directs otherwise, an application under this section for leave to commence a proceeding shall be disposed of without personal appearance. 25

Commence-
ment of
proceeding

(4) Where leave under this section to commence a proceeding is granted, the proceeding shall be commenced within fifteen days after the granting of leave.

Extension

(5) A judge of the appropriate Court 30 may, for special reasons, allow an extended time for filing an application under this section for leave to commence a proceeding or for commencing the proceeding.

No appeal from
decision of
Federal Court
— Trial
Division on
application for
leave

83.2 (1) No appeal lies to the Federal 35 Court of Appeal from a decision of a judge of the Federal Court — Trial Division on an application under section 83.1 for leave to commence an application or other proceeding under section 18 of the *Federal Court Act*. 40

No appeal from
decision of
Federal Court
of Appeal on
application for
leave

(2) No appeal lies to the Supreme Court of Canada from a decision of a judge of the Federal Court of Appeal on an

19. L'intertitre qui précède l'article 84 et les articles 84 et 85 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«Demandes et appels à la Cour fédérale

83.1 (1) L'introduction d'une instance aux termes des articles 18 ou 28 de la *Loi sur la Cour fédérale* ne peut, pour ce qui est des décisions ou ordonnances rendues dans le cadre de la présente loi ou de ses textes d'application — règlements ou règles — ou de toute question soulevée 10 dans ce cadre, se faire qu'avec l'autorisation d'un juge de la Division de première instance de la Cour fédérale ou de la Cour d'appel fédérale, selon le cas.

Instances
devant la Cour
fédérale

(2) La demande d'autorisation doit être 15 déposée devant la cour compétente dans les quinze jours suivant la date où le demandeur est avisé de la décision ou de l'ordonnance en cause ou suivant la date où il a eu connaissance de l'affaire en 20 question.

Demande
d'autorisation

(3) Sauf ordre contraire d'un juge de la cour compétente, il est statué sur la demande d'autorisation sans comparution en personne. 25

Étude de la
demande

(4) Si l'autorisation est accordée, l'instance doit être introduite dans les quinze jours qui suivent.

Introduction de
l'instance

(5) Tout juge de la cour compétente peut, pour des raisons spéciales, proroger 30 les délais fixés aux paragraphes (2) et (4).

Prorogation des
délais

83.2 (1) La décision d'un juge de la Division de première instance de la Cour fédérale sur une demande d'autorisation relative à l'introduction d'une instance aux 35 termes de l'article 18 de la *Loi sur la Cour fédérale* n'est pas susceptible d'appel à la Cour d'appel fédérale.

Absence de
droit d'appel
sur la question
de l'autorisation

(2) La décision d'un juge de la Cour d'appel fédérale sur une demande d'autori- 40 sation relative à l'introduction d'une ins-

Absence de
droit de la
décision de la
Cour d'appel
fédérale sur
l'autorisation

application under section 83.1 for leave to commence an application under section 28 of the *Federal Court Act*.

Appeal to
Federal Court
of Appeal from
Refugee
Division

83.3 (1) An appeal lies to the Federal Court of Appeal with leave of a judge of that Court from a decision of the Refugee Division under section 71.1 on a claim or under section 71.3 on an application, on the ground that the Division

(a) failed to observe a principle of natural justice or otherwise acted beyond or refused to exercise its jurisdiction;

(b) erred in law in making its decision, whether or not the error appears on the face of the record; or

(c) based its decision on an erroneous finding of fact that it made in a perverse or capricious manner or without regard to the material before it.

Limitation

(1.1) Notwithstanding subsection (1), no appeal lies to the Federal Court of Appeal from a decision of the Refugee Division under section 71.1 on a claim, if the Refugee Division, pursuant to subsection 71.1(12), has indicated in the decision that the claimant has no credible basis for the claim.

Appeal to
Federal Court
of Appeal from
Refugee
Division

(2) An appeal lies to the Federal Court of Appeal with leave of a judge of that Court from a decision of the Refugee Division under subsection 71.1(6) or 71.3(2) declaring a claim or an application to have been abandoned, on any ground referred to in subsection (1).

Leave to appeal

(3) An application for leave to appeal under this section shall be filed with the Federal Court of Appeal within fifteen days after the day on which the applicant is notified of the decision of the Refugee Division or, where the applicant requested written reasons pursuant to subsection 71.1(11) or 71.3(7), within fifteen days after the day on which the written reasons are sent to the applicant.

tance aux termes de l'article 28 de la *Loi sur la Cour fédérale* n'est pas susceptible d'appel à la Cour suprême du Canada.

83.3 (1) Les décisions rendues par la section du statut, en matière de revendications et de demandes, aux termes des articles 71.1 et 71.3 respectivement peuvent avec l'autorisation d'un juge de la Cour d'appel fédérale être portées en appel devant celle-ci au motif que la section :

a) soit n'a pas observé un principe de justice naturelle ou a autrement excédé ou refusé d'exercer sa compétence;

b) soit a rendu une décision entachée d'une erreur de droit, que l'erreur résulte ou non à la lecture du dossier;

c) soit a fondé sa décision sur une conclusion de fait erronée, tirée de façon absurde ou arbitraire ou sans tenir compte des éléments portés à sa connaissance.

Appel des
décisions de la
section du
statut à la Cour
d'appel fédérale

Restriction

(1.1) Par dérogation au paragraphe (1), la décision de la section du statut rendue, en matière de revendication, aux termes de l'article 71.1 n'est pas susceptible d'appel à la Cour d'appel fédérale s'il y est fait état, dans le cadre du paragraphe 71.1(12), du fait que la revendication du demandeur n'avait pas un minimum de fondement.

(2) Les décisions de la section du statut concluant, aux termes des paragraphes 71.1(6) ou 71.3(2), au désistement en matière de revendications ou de demandes peuvent, avec l'autorisation d'un juge de la Cour d'appel fédérale, être portées en appel devant celle-ci pour les motifs énumérés au paragraphe (1).

Appel des
décisions de la
section du
statut à la Cour
d'appel fédérale

Demande
d'autorisation

(3) La demande d'autorisation d'appel doit être déposée auprès de la Cour d'appel fédérale dans les quinze jours suivant la date où l'intéressé a été notifié de la décision de la section du statut ou, si celui-ci a demandé le texte écrit des motifs aux termes des paragraphes 71.1(11) ou 71.3(7), dans les quinze jours suivant la date de transmission du texte.

Commence- ment of appeal	(4) Where leave to appeal under this section is granted, the appeal shall be commenced within fifteen days after the granting of leave.	(4) Si l'autorisation est accordée, l'appel doit être introduit dans les quinze jours qui suivent.	Introduction de l'appel
Extension	(5) A judge of the Federal Court of Appeal may, for special reasons, allow an extended time for filing an application for leave to appeal under this section or for commencing an appeal under this section.	(5) Tout juge de la Cour d'appel fédérale peut, pour des raisons spéciales, proroger les délais fixés aux paragraphes (3) et (4).	Prorogation des délais
Right of Minister to appeal	(6) The Minister may appeal under sub- section (1) whether or not the Minister presented evidence, cross-examined wit- nesses, made representations or otherwise took part in the proceedings before the Refugee Division.	(6) Le ministre peut introduire un appel aux termes du paragraphe (1), qu'il ait ou non participé, notamment par la produc- tion d'éléments de preuve, le contre-inter- rogatoire des témoins ou la présentation d'observations, à la procédure engagée devant la section du statut.	Droit d'appel du ministre
Appeal to Federal Court of Appeal from Appeal Division	84. (1) An appeal lies to the Federal Court of Appeal with leave of a judge of that Court on any question of law, includ- ing a question of jurisdiction, from a deci- sion of the Appeal Division on an appeal under this Act.	84. (1) La décision de la section d'appel sur un appel interjeté en vertu de la pré- sente loi peut, avec l'autorisation d'un juge de la Cour d'appel fédérale, être portée en appel devant celle-ci sur toute question de droit, y compris de compétence.	Appel des décisions de la section d'appel à la Cour d'appel fédérale
Leave to appeal	(2) An application for leave to appeal under this section shall be filed with the Federal Court of Appeal within fifteen days after the day on which the decision being appealed is pronounced.	(2) La demande d'autorisation d'appel doit être déposée à la Cour d'appel fédé- rale dans les quinze jours suivant le pro- noncé de la décision sujette à appel.	Demande d'autorisation
Commence- ment of appeal	(3) Where leave to appeal under this section is granted, the appeal shall be com- menced within fifteen days after the grant- ing of leave.	(3) Si l'autorisation est accordée, l'appel doit être introduit dans les quinze jours qui suivent.	Introduction de l'appel
Extension	(4) A judge of the Federal Court of Appeal may, for special reasons, allow an extended time for filing an application for leave to appeal under this section or for commencing an appeal under this section.	(4) Tout juge de la Cour d'appel fédé- rale peut, pour des raisons spéciales, prorog- er les délais fixés aux paragraphes (2) et (3).	Prorogation des délais
Costs where Minister appeals	85. (1) When an application for leave to appeal or an appeal is made by the Minister under section 83.3 or 84, the Federal Court of Appeal shall direct that all costs of and incident to the application for leave to appeal or the appeal, as the case may be, determined by the Court on a solicitor and client basis, be paid by Her Majesty.	85. (1) Lorsque le ministre demande l'autorisation d'appel ou interjette appel aux termes des articles 83.3 ou 84, la Cour d'appel fédérale doit ordonner que la tota- lité des dépens et des frais accessoires, y compris les frais extra-judiciaires qu'elle détermine, soit payée par Sa Majesté.	Dépens
Costs where Minister does not appeal	(2) Except as provided in subsection (1), no order as to costs shall be made in respect of an application for leave to	(2) Sous réserve du paragraphe (1), il ne peut être rendu aucune ordonnance rela- tive aux dépens en matière de demande	Idem

appeal or an appeal under section 83.3 or 84.

No appeal from decision of Federal Court of Appeal on application for leave

85.1 No appeal lies to the Supreme Court of Canada from a decision of a judge of the Federal Court of Appeal on an application for leave to appeal under section 83.3 or 84.

Rules

85.2 (1) Subject to the approval of the Governor in Council, the Chief Justice of the Federal Court of Canada may make 10 rules governing the practice and procedure in relation to applications for leave under sections 83.1, 83.3 and 84 and appeals under sections 83.3 and 84, and such rules shall be binding notwithstanding any rule 15 or practice that would otherwise be applicable.

Inconsistencies

(2) In the event of any inconsistency between any of the provisions of sections 83.1 to 85.1 of this Act and any provision 20 of the *Federal Court Act*, the provisions of this Act prevail to the extent of the inconsistency."

20. Subparagraph 86(1)(b)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted 25 therefor:

"(ii) the making of a direction to return to the United States pursuant to subsection 20(2), 23(4) or 45(4), or"

30

21. Section 87 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsection:

Limit on detention costs

"(2.1) A transportation company is not liable to pay the detention costs of any 35 person incurred more than seventy-two hours after the arrival of that person in Canada, unless the person is a person referred to in section 88 or a person who came into Canada as a member of a crew 40 and, without the approval of an immigration officer, failed to be on the vehicle when it left a port of entry."

22. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 90 45 thereof, the following section:

d'autorisation d'appel ou d'appel interjeté aux termes des articles 83.3 ou 84.

85.1 La décision d'un juge de la Cour d'appel fédérale sur la demande d'autorisation d'appel présentée dans le cadre des articles 83.3 ou 84 n'est pas susceptible d'appel à la Cour suprême du Canada.

Absence de droit d'appel de la décision de la Cour d'appel fédérale sur l'autorisation

Règles

85.2 (1) Le juge en chef de la Cour fédérale peut, sous réserve de l'agrément du gouverneur en conseil, établir des règles 10 régissant la pratique et la procédure relatives aux demandes d'autorisation présentées dans le cadre des articles 83.1, 83.3 et 84 et aux appels interjetés en vertu des articles 83.3 et 84; ces règles l'emportent 15 sur les règles ou les usages qui seraient par ailleurs applicables.

(2) Les dispositions des articles 83.1 à 85.1 de la présente loi l'emportent sur les dispositions incompatibles de la *Loi sur la 20 Cour fédérale.*"

Incompatibilités

20. Le sous-alinéa 86(1)(b)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) d'une directive lui enjoignant de retourner aux États-Unis en vertu des 25 paragraphes 20(2), 23(4) ou 45(4),»

21. L'article 87 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

«(2.1) Le transporteur n'est pas tenu de 30 payer les frais de détention exposés plus de soixante-douze heures après l'arrivée de la personne en cause au Canada, sauf s'il s'agit de la situation visée à l'article 88 ou d'une personne entrée au Canada à titre de 35 membre d'équipage et qui, sans l'autorisation d'un agent d'immigration, a négligé de regagner son véhicule lors de son départ d'un point d'entrée.»

Limites

22. La même loi est modifiée par inser- 40 tion, après l'article 90, de ce qui suit :

Duty to check
travel
documents of
passengers

“90.1 Every transportation company bringing persons to Canada shall, before presenting each passenger seeking to come into Canada to an immigration officer as required by subsection 90(1), ensure that the passenger is in possession of such valid and subsisting visa, passport or travel document as is required by this Act or the regulations.”

1984, c. 40, s.
79(2) (item
12(3))(F)

23. Sections 93 and 94 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

General
security

“93. (1) The Deputy Minister may issue a direction to any transportation company requiring it to deposit with Her Majesty in right of Canada such sum of money, in Canadian currency, or such other prescribed security as the Deputy Minister deems necessary as a guarantee that the company will pay all fines and other amounts for which it may become liable under this Act.

Special purpose
security

(2) Where a vehicle owned or operated by a transportation company that has not deposited a sum of money or other security pursuant to a direction issued under subsection (1) comes into Canada, the Deputy Minister may issue a direction to the master of the vehicle or to the transportation company requiring the master or company to deposit with Her Majesty in right of Canada such sum of money, in Canadian currency, or such other prescribed security as the Deputy Minister deems necessary as a guarantee that the company will pay all fines and other amounts for which it may become liable under this Act in respect of that vehicle.

Change of
security

(3) Where the Deputy Minister is of the opinion that any prescribed security deposited pursuant to a direction under subsection (1) or (2) does not provide a sufficient guarantee that the transportation company will pay all fines and other amounts for which it may become liable under this Act, the Deputy Minister may return the security to the master or the transportation company that deposited it and issue a direction thereto requiring the master or company to deposit with Her Majesty in

«90.1 Tout transporteur qui amène des personnes au Canada doit, avant de présenter les passagers désireux d'entrer au Canada à l'examen d'un agent d'immigration conformément au paragraphe 90(1), s'assurer que ceux-ci ont en leur possession le visa, passeport ou titre de voyage en cours de validité requis par la présente loi ou ses règlements.»

Obligation de
vérifier les
titres de voyage

23. Les articles 93 et 94 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1984, ch. 40,
par. 79(2), ann.
V, par.
12(3)(F)

«93. (1) Le sous-ministre peut adresser des instructions à tout transporteur l'obligeant à déposer auprès de Sa Majesté du chef du Canada une somme d'argent, en monnaie canadienne, ou tout autre gage réglementaire qu'il estime approprié pour garantir le paiement des amendes et autres frais qui pourraient être mis à sa charge en vertu de la présente loi.

Gage à fournir
par les
transporteurs

(2) Le sous-ministre peut, à l'arrivée d'un véhicule au Canada, adresser des instructions au responsable de ce véhicule, ou au transporteur, qu'il soit propriétaire ou exploitant du véhicule, l'obligeant à déposer auprès de Sa Majesté du chef du Canada une somme d'argent, en monnaie canadienne, ou tout autre gage réglementaire qu'il estime approprié pour garantir le paiement, par le transporteur, des amendes et frais qui pourraient, du fait du véhicule, être mis à sa charge en vertu de la présente loi, et ce au cas où le transporteur n'aurait pas effectué de dépôt conformément aux instructions visées au paragraphe (1).

Gage à des fins
spéciales

(3) S'il estime que le gage réglementaire déposé conformément aux paragraphes (1) ou (2) ne constitue pas une garantie suffisante du paiement des amendes et autres frais qui pourraient être mis à la charge du transporteur, le sous-ministre peut remettre le gage au déposant et adresser des instructions à celui-ci obligeant le transporteur ou le responsable à déposer auprès de Sa Majesté du chef du Canada la somme d'argent, en monnaie canadienne, qu'il estime nécessaire à titre de garantie.

Modification du
gage

right of Canada such sum of money, in Canadian currency, as the Deputy Minister deems necessary as such a guarantee.

Failure to
comply with
direction

(4) Where the master of a vehicle or a transportation company fails to comply with a direction under subsection (1), (2) or (3), the Minister may direct that a vehicle of the transportation company be seized and held until the master or company complies with the direction.

Failure to pay
fines or other
amounts

(5) Where a transportation company becomes liable to pay any fine or other amount under this Act, the Minister may direct

(a) that the fine or amount be deducted from any sum of money deposited as a guarantee in respect of the company pursuant to a direction under subsection (1), (2) or (3) or be realized from any prescribed security so deposited; or

(b) where no sum or security has been so deposited, that a vehicle of the company be seized and held until the company pays the fine or amount.

Notice of
seizure

(6) A person who seizes a vehicle pursuant to a direction under subsection (4) or (5) shall take such measures as are reasonable in the circumstances to give notice of the seizure to any person who the person seizing the vehicle believes on reasonable grounds is entitled to make an application under section 94.1 in respect of the vehicle.

Sale of seized
vehicle

(7) A vehicle seized pursuant to a direction under subsection (4) or (5) shall be held for ten days at the expense of the transportation company and if, within that period, the company does not comply with the direction under subsection (1), (2) or (3) or pay the fine or amount, as the case may be, and pay that expense, the vehicle shall be sold by public auction.

Notice of sale

(8) Notice of a sale under subsection (7) setting out the time and place thereof and a general description of the vehicle to be sold shall be published a reasonable time before the vehicle is sold at least once in one or more newspapers of general circulation in the area where the sale is to be held.

(4) En cas d'inobservation des instructions visées aux paragraphes (1), (2) ou (3) de la part du transporteur ou du responsable, le ministre peut ordonner qu'un véhicule du transporteur soit saisi et qu'il soit retenu jusqu'à ce que les instructions aient été observées.

Inobservation
des instructions

(5) Dans les cas où le transporteur est tenu au paiement d'amendes ou de frais en vertu de la présente loi, le ministre peut ordonner :

Défaut de
paiement

a) que le montant de ces amendes ou frais soit déduit de la somme déposée conformément aux instructions visées aux paragraphes (1), (2) ou (3) ou que le gage déposé soit réalisé à concurrence de ce montant;

b) en l'absence de dépôt d'argent ou de gage, qu'un de ses véhicules soit saisi et qu'il soit retenu jusqu'au paiement de la dette.

(6) La personne qui procède à la saisie prend les mesures suffisantes dans les circonstances pour donner avis à toute personne qu'elle croit, pour des motifs raisonnables, habilitée à faire la demande prévue à l'article 94.1 à l'égard du véhicule en cause.

Avis de la saisie

(7) Le véhicule saisi est retenu pour une période de dix jours aux frais du transporteur. À défaut d'observation des instructions ou de paiement des amendes ou autres frais, selon le cas, ou du paiement des frais de rétention, dans ce délai, il est vendu aux enchères publiques.

Vente du
véhicule saisi

(8) Un préavis suffisant de la vente visée au paragraphe (7), énonçant les date, heure et lieu de celle-ci et décrivant de façon générale le véhicule doit être publié au moins une fois dans un ou plusieurs journaux à grande diffusion dans la région où la vente doit s'effectuer.

Préavis de vente

Application of
proceeds of sale

(9) Any surplus remaining from a sale under subsection (7) after deduction of the sum or other security required to be deposited or the fine or amount, as the case may be, and the expenses incurred in holding and selling the vehicle shall be paid to the transportation company.

(9) L'excédent du produit de la vente sur le montant du gage ou de la somme déposée ou sur le montant des amendes ou autres frais, selon le cas, et sur les frais de rétention et de vente est versé au transporteur.

Produit de la
vente

Surrender of
security

(10) Any sum or prescribed security deposited pursuant to a direction under subsection (1), (2) or (3) may be returned or cancelled on a direction from the Deputy Minister that the sum or security is no longer required.

(10) Le sous-ministre peut, par des instructions le déclarant sans objet, restituer ou annuler toute somme ou tout gage réglementaire déposés conformément aux instructions visées aux paragraphes (1), (2) ou (3).

Restitution du
gage devenu
sans objet

Deduction from
security in
certain cases

94. (1) Where a transportation company, owner or master has, in the opinion of a senior immigration officer, failed to comply with any provision of this Part or any regulation made pursuant to paragraph 115(1)(p), (s), (bb), (cc), (dd), (ee), (ff) or (gg), the Minister, on giving written notice to the transportation company, may direct that an amount, not exceeding the maximum amount that the company, owner or master may be found liable to pay, be deducted from any sum of money deposited as a guarantee in respect of the company pursuant to a direction under subsection 93(1), (2) or (3) or be realized from any prescribed security so deposited.

94. (1) Au cas où un agent d'immigration supérieur estime qu'un transporteur, un propriétaire ou un responsable d'un véhicule a contrevenu à la présente partie ou à un règlement d'application des alinéas 115(1)p), s), bb), cc), dd), ee), ff) ou gg), le ministre peut ordonner, après avis écrit donné au transporteur, de déduire un montant ne dépassant pas le maximum qui pourra être mis à la charge du transporteur, du propriétaire ou du responsable, de la somme déposée conformément aux instructions visées aux paragraphes 93(1), (2) ou (3), ou réaliser le gage réglementaire déposé à concurrence de ce montant.

Déduction
opérée sur les
gages

Where
objection

(2) Where a transportation company is given notice pursuant to subsection (1), it may, within ninety days after receiving the notice, file a notice of objection, after which the Minister shall

(2) Le transporteur, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la réception de l'avis visé au paragraphe (1), peut remettre un avis d'opposition au ministre qui doit alors :

Opposition à la
déduction

(a) rescind or vary any direction made by the Minister pursuant to subsection (1) to meet the objection; or

a) soit annuler ou modifier les instructions données en vertu du paragraphe (1) pour faire droit à l'opposition;

(b) take such proceedings as are appropriate to determine whether the transportation company is liable to pay the amount that the Minister directed be deducted or realized.

b) soit engager des poursuites en vue d'établir si le montant dont il a ordonné la déduction ou la réalisation doit être mis à la charge du transporteur.

Claiming
interest

94.1 (1) Where a vehicle has been seized pursuant to a direction under subsection 93(4) or (5), any person, other than the master of the vehicle or the transportation company, who claims an interest in the vehicle as owner, mortgagee, lienholder or holder of any like interest may,

94.1 (1) Lorsqu'un véhicule est saisi conformément à un ordre du ministre donné en vertu des paragraphes 93(4) ou (5), toute personne, à l'exception du responsable du véhicule ou du transporteur, qui revendique un droit sur le véhicule, à titre de propriétaire, créancier hypothé-

Demande

within sixty days after the seizure, apply by notice in writing to a judge for an order under subsection (5).

Day of hearing

(2) The judge to whom an application is made under subsection (1) shall fix a day for a hearing of the application not less than thirty days after the day of filing of the application.

Notice

(3) A person making an application under subsection (1) shall serve a notice of the application and of the hearing on the Minister not later than fifteen days after a day for the hearing of the application is fixed pursuant to subsection (2).

Service of notice

(4) The service of a notice under subsection (3) is sufficient if it is sent by registered mail addressed to the Minister.

Order that interest not affected

(5) Where, on the hearing of an application made under subsection (1), it is made to appear to the satisfaction of the judge that the applicant acquired the interest in respect of which the applicant is applying in good faith prior to the seizure, the applicant is entitled to an order declaring that the applicant's interest is not affected by the seizure and declaring the nature and extent of the applicant's interest.

Appeal

(6) A person who makes an application under subsection (1) or the Minister may appeal to the court of appeal from an order made under subsection (5) and the appeal shall be asserted, heard and decided according to the ordinary procedure governing appeals to the court of appeal from orders or judgments of a judge.

Return of vehicle

(7) The Minister shall, on application made to the Minister by a person who has obtained a final order under this section,

(a) direct that the vehicle to which the interest of the person relates be returned to the person; or

(b) direct that an amount equal to the value of the interest of the person, as

caire, détenteur de privilège ou détenteur de tout semblable droit, peut, dans les soixante jours après la saisie, demander par avis écrit, adressé à un juge, que soit rendue une ordonnance en conformité avec le paragraphe (5).

(2) Le juge à qui une demande est faite en conformité avec le paragraphe (1) doit fixer, pour l'audition de la demande, une date postérieure d'au moins trente jours à celle où la demande a été produite.

(3) L'auteur de la demande visée au paragraphe (1) doit signifier au ministre un avis de la demande et de l'audition, au plus tard quinze jours après que la date de l'audition a été fixée en vertu du paragraphe (2).

(4) Il suffit, pour que l'avis prévu au paragraphe (3) soit considéré comme signifié, qu'il soit envoyé en recommandé au ministre.

(5) Si, à l'audition de la demande prévue au paragraphe (1), il est établi à la satisfaction du juge que l'auteur de la demande a acquis son droit de bonne foi avant la saisie, celui-ci a droit à une ordonnance déclarant que son droit n'est pas atteint par la saisie et énonçant la nature et l'étendue de son droit.

(6) L'auteur de la demande visée au paragraphe (1) ou le ministre peut interjeter appel, auprès de la cour d'appel, d'une ordonnance rendue aux termes du paragraphe (5). L'exercice de ce droit d'appel ainsi que l'audition de l'appel et la décision en l'espèce sont assujettis à la procédure ordinaire régissant les appels d'ordonnance ou de jugement d'un juge, portés devant la cour d'appel.

(7) Le ministre doit, sur demande à lui faite par toute personne qui a obtenu une ordonnance définitive sous le régime du présent article :

a) soit ordonner que le véhicule auquel se rattache le droit de l'auteur de la demande soit remis à celui-ci;

Date de l'audition

Avis

Signification de l'avis

Ordonnance du juge

Appel

Demande au ministre

declared in the order, be paid to the person.

b) soit ordonner qu'un montant égal à la valeur du droit de l'auteur de la demande, établie dans l'ordonnance, soit remis à celui-ci.

Limit on
amount paid

(8) The total amount paid under paragraph (7)(b) in respect of a vehicle shall, where the vehicle was sold or otherwise disposed of under this Act, not exceed the proceeds of the sale or disposition, if any, less any costs incurred by Her Majesty in respect of the vehicle, and, where there are no proceeds of a disposition of a vehicle under this Act, no payment shall be made pursuant to paragraph (7)(b) in respect of the vehicle.

(8) En cas de vente ou d'aliénation sous une autre forme du véhicule au sujet duquel un versement est effectué en vertu de l'alinéa (7)b), le montant du versement ne peut être supérieur au produit éventuel de la vente ou de l'aliénation, duquel sont soustraits les frais afférents au véhicule supportés par Sa Majesté; dans les cas où aucun produit ne résulte d'une aliénation effectuée en vertu de la présente loi, aucun versement prévu à l'alinéa (7)b) n'est effectué.

5 Limitation du
montant du
versement

Definitions

"court of
appeal"
«cour d'appel»

(9) In this section, "court of appeal" means, in the province in which an order under this section is made, the court of appeal for that province as defined in the definition "court of appeal" in section 2 of the Criminal Code;

(9) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions

«cour d'appel» Dans la province où une ordonnance prévue au présent article est rendue, la cour d'appel pour cette province s'entend au sens de la définition de «cour d'appel», à l'article 2 du *Code criminel*.

«cour d'appel»
"court of
appeal"

"judge"
«juge»

"judge" means
(a) in the Province of Quebec, a judge of the Superior Court for the district in which the vehicle, in respect of which an application for an order under this section is made, was seized,
(b) in the Provinces of Ontario, Nova Scotia and British Columbia, a judge of the county or district court of the county or district in which the vehicle was seized,
(c) in the Provinces of Newfoundland and Prince Edward Island, a judge of the Supreme Court thereof,
(d) in the Provinces of New Brunswick, Manitoba, Alberta and Saskatchewan, a judge of the Court of Queen's Bench thereof, and
(e) in the Yukon Territory and the Northwest Territories, a judge of the Supreme Court thereof."

«juge»

25 «juge»
"judge"

a) Dans la province de Québec, un juge de la Cour supérieure du district où le véhicule, à l'égard duquel est faite une demande d'ordonnance aux termes du présent article, a été saisi;
b) dans les provinces d'Ontario, de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique, un juge de la cour de comté ou de district pour le comté ou le district où le véhicule a été saisi;
c) dans les provinces de Terre-Neuve et de l'Île-du-Prince-Édouard, un juge de leur Cour suprême;
d) dans les provinces du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, d'Alberta et de la Saskatchewan, un juge de la Cour du Banc de la Reine de la province;
e) dans le territoire du Yukon et les territoires du Nord-Ouest, un juge de la Cour suprême de ce territoire ou de ces territoires.»

30

35

40

45

24. Paragraphs 95(f) to (h) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(f) eludes examination or inquiry under this Act or, having received a summons issued by an adjudicator, fails, without valid excuse, to attend an inquiry or a hearing held pursuant to subsection 46(3) or, where required by any such summons, to produce any document, book or paper that the person has or controls relative to the subject-matter of the inquiry or hearing,

(g) refuses to be sworn or to affirm or declare, as the case may be, or to answer a question put to the person at an examination or inquiry under this Act or a hearing held pursuant to subsection 46(3),

(h) knowingly makes any false or misleading statement at an examination or inquiry under this Act or a hearing held pursuant to subsection 46(3) or in connection with the admission of any person or the application for admission by any person,”

25. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 96 thereof, the following section:

“96.1 (1) No person who claims to be a Convention refugee and has notified an immigration officer of the claim shall, pending disposition of the claim, be charged with, or convicted of, an offence under paragraph 95(a), (b), (c), (k) or (l), an offence under paragraph 95(f), (g) or (h) in relation to an examination of that person under this Act, an offence under section 96 or an offence under section 99 in relation to the coming into Canada of that person or an examination of that person under this Act, if that person came to Canada directly from the country that the person left, or outside of which the person remains, by reason of fear of persecution.

24. Les alinéas 95f) à h) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«f) qui se dérobe à un examen ou à une enquête prévus à la présente loi ou qui, ayant reçu de l'arbitre une citation à comparaître, néglige, sans excuse valable, d'assister à une enquête ou à une audience tenue dans le cadre du paragraphe 46(3) ou de produire les documents, livres ou papiers réclamés, relatifs à l'objet de l'enquête ou de l'audience et qui se trouvent en sa possession ou sous sa responsabilité,

g) qui refuse de prêter serment ou de faire une affirmation ou déclaration solennelle, ou encore de répondre à une question posée au cours d'un examen ou d'une enquête prévus par la présente loi ou d'une audience tenue dans le cadre du paragraphe 46(3),

h) qui, de propos délibéré, fait une déclaration fausse ou trompeuse au cours d'un examen ou d'une enquête prévus à la présente loi ou d'une audience tenue dans le cadre du paragraphe 46(3), ou au sujet de l'admission d'une personne ou d'une demande d'admission par un tiers,»

25. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 96, de ce qui suit :

«96.1 (1) La personne qui revendique le statut de réfugié au sens de la Convention et qui a avisé l'agent d'immigration en ce sens ne peut, tant que la question n'est pas tranchée, être accusée ni déclarée coupable de l'infraction visée aux alinéas 95a), b), c), k) ou l), de l'infraction visée aux alinéas 95f), g), ou h) et relative à l'examen dont elle a fait l'objet dans le cadre de la présente loi, de l'infraction visée à l'article 96 ou de l'infraction visée à l'article 99 et relative à son arrivée au Canada ou à l'examen dont elle a fait l'objet dans le cadre de la présente loi, si elle est arrivée directement au Canada du pays qu'elle a quitté ou hors duquel elle est demeurée de crainte d'être persécutée.

Deferral

Condition préalable

Exemption

(2) No person who is finally determined under this Act to be a Convention refugee shall be charged with, or convicted of, an offence under paragraph 95(a), (b), (c), (k) or (l), an offence under paragraph 95(f), (g) or (h) in relation to an examination of that person under this Act, an offence under section 96 or an offence under section 99 in relation to the coming into Canada of that person or an examination of that person under this Act, that took place prior to the final determination, if that person came to Canada directly from the country that the person left, or outside of which the person remains, by reason of fear of persecution.

(2) La personne à qui le statut de réfugié au sens de la Convention est définitivement reconnu aux termes de la présente loi ne peut être accusée ni déclarée coupable de l'infraction visée aux alinéas 95a), b), c), k) ou l), de l'infraction visée aux alinéas 95f), g) ou h) et relative à l'examen dont elle a fait l'objet dans le cadre de la présente loi, de l'infraction visée à l'article 96 ou de l'infraction visée à l'article 99 et relative à son arrivée au Canada ou à l'examen dont elle a fait l'objet dans le cadre de la présente loi, si l'infraction a eu lieu avant la reconnaissance définitive et si elle-même est arrivée au Canada directement du pays qu'elle a quitté ou hors duquel elle est demeurée de crainte d'être persécutée.

Absence de poursuites

Exceptions

(3) Subsections (1) and (2) do not apply to any person who fails to notify an immigration officer of a claim to be a Convention refugee before the day that is

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas aux cas où la personne en cause omet d'aviser l'agent d'immigration de sa revendication du statut de réfugié au sens de la Convention avant :

Exceptions

(a) three months after the expiry of the period during which the person is authorized to remain in Canada, in the case of a person who came into Canada as a visitor or under the authority of a permit; or

a) si elle est entrée au Canada à titre de visiteur ou en vertu d'un permis, la fin des trois mois suivant l'expiration de la période pendant laquelle elle est autorisée à demeurer au Canada;

(b) three months after the person last came into Canada, in any other case."

b) dans les autres cas, la fin des trois mois suivant la date où elle est venue pour la dernière fois au Canada.»

26. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 98 thereof, the following section:

26. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 98, de ce qui suit :

Transportation companies

"98.01 Every transportation company that contravenes section 90.1 is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars."

"98.01 Le transporteur qui contrevient à l'article 90.1 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars."

Transporteurs

27. All that portion of subsection 104(3) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

27. Le passage du paragraphe 104(3) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Detention and release from detention by adjudicator

"(3) Where an inquiry is to be held or is to be continued with respect to a person or a removal order or conditional removal order has been made against a person, an adjudicator may make an order for"

"(3) Au cas où une personne doit faire l'objet d'une enquête ou d'un complément d'enquête ou est frappée par une ordonnance de renvoi ou de renvoi conditionnel, un arbitre peut ordonner :

Déten-tion et mise en liberté par un arbitre

28. Paragraph 111(2)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) require persons who seek admission, persons who make an application pursuant to subsection 9(1) or section 10 or 16, persons who are arrested pursuant to section 104 and persons against whom a removal order or conditional removal order has been made to comply with such regulations as are prescribed providing for the identification of such persons;”

29. (1) Paragraph 115(1)(g) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(g) prescribing universities, colleges and other institutions not described in paragraph 10(a) for the taking of any academic, professional or vocational training course at which persons, other than Canadian citizens and permanent residents, may not be authorized to come into Canada and prescribing courses at any such university, college or other institution for the taking of which authorization may not be obtained under section 10;”

(2) Paragraph 115(1)(j) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(j) prohibiting persons or classes of persons, other than Canadian citizens and permanent residents, from engaging or continuing in employment in Canada without authorization, prescribing the types of terms and conditions that may be imposed in connection with such authorization and exempting any person or class of persons from the requirement to obtain such authorization;

(j.1) prohibiting persons or classes of persons, other than Canadian citizens and permanent residents, from attending any university or college, or taking any academic, professional or vocational training course, in Canada without authorization, prescribing the types of terms and conditions that may be

28. L'alinéa 111(2)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) d'exiger des personnes qui demandent l'admission, de celles qui font une demande en vertu du paragraphe 9(1) ou des articles 10 ou 16, de celles qui sont arrêtées en vertu de l'article 104 et de celles qui ont fait l'objet d'une ordonnance de renvoi ou de renvoi conditionnel, qu'elles se conforment aux règlements prescrivant leur identification;»

29. (1) L'alinéa 115(1)g) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«g) indiquant les universités, collèges et autres institutions non visés à l'alinéa 10a), dont les cours de formation théorique ou professionnelle ne peuvent donner lieu à l'autorisation d'entrer au Canada pour les personnes qui ne sont ni citoyens canadiens ni résidents permanents et qui voudraient les suivre et les cours de ces institutions pour lesquels l'autorisation ne sera pas accordée en vertu de l'article 10;»

(2) L'alinéa 115(1)j) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«j) interdisant à certaines personnes ou à certaines catégories de personnes, à l'exception des citoyens canadiens et des résidents permanents, de prendre ou de conserver un emploi au Canada, sans autorisation, fixant la nature des conditions qui peuvent être imposées à l'égard de l'autorisation et exemptant certaines personnes ou catégories de personnes de l'obligation de l'obtenir;

j.1) interdisant à certaines personnes ou à certaines catégories de personnes, à l'exception des citoyens canadiens et des résidents permanents, de suivre des cours à une université ou un collège ou de suivre des cours de formation théorique ou professionnelle au Canada sans autorisation, fixant la nature des condi-

imposed in connection with such authorization and exempting any person or class of persons from the requirement to obtain such authorization;”

tions qui peuvent être imposées à l’égard de l’autorisation et exemptant certaines personnes ou catégories de personnes de l’obligation de l’obtenir;»

(3) Subsection 115(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately before paragraph (q) thereof, the following paragraphs:

(3) Le paragraphe 115(1) de la même loi est modifié par insertion, avant l’alinéa q), de ce qui suit :

“(p.2) establishing the procedures to be followed at a hearing held pursuant to 10 subsection 46(3);

«p.2) fixant la procédure à suivre lors des audiences tenues aux termes du 10 paragraphe 46(3);

(p.3) respecting the designation of barristers and solicitors for the purposes of subsections 30(2) and (3);”

p.3) régissant la désignation d’avocats pour l’application des paragraphes 30(2) et (3);»

(4) Paragraph 115(1)(r) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(4) L’alinéa 115(1)r) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 15

“(r) prescribing, for the purposes of paragraph 48.01(1)(b), any country as a country that complies with Article 33 of 20 the Convention either universally or with respect to persons of a specified class of persons, having regard to whether the country is a party to the Convention and the country’s policies and prac- 25 tices with respect to Convention refugee claims;”

«r) désignant, pour l’application de l’alinéa 48.01(1)b), les pays qui se conforment à l’article 33 de la Convention dans tous les cas ou relativement à une 20 catégorie particulière de personnes, en tenant compte du fait qu’ils sont ou non parties à la Convention et de leurs politiques et usages en matière de revendication du statut de réfugié au sens de la 25 Convention;»

(5) Paragraph 115(1)(u) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: 30

(5) L’alinéa 115(1)u) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(u) requiring any person, other than a person who is a member of the bar of any province, to make an application for and obtain a licence from such authority as is prescribed before the person may 35 appear before an adjudicator, the Refugee Division or the Appeal Division as counsel for any fee, reward or other form of remuneration whatever;”

«u) exigeant de toute personne, autre qu’un avocat inscrit au barreau d’une province, l’obtention, sur demande, 30 d’une autorisation délivrée par les autorités visées aux règlements, pour comparaître devant un arbitre, la section du statut ou la section d’appel en qualité de conseil rétribué;» 35

(6) Paragraph 115(1)(y) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(6) L’alinéa 115(1)y) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(y) prescribing the manner in which an application may be made under subsection 15(2) or section 16 and the 45 information to be provided therewith;”

«y) établissant la procédure de présentation des demandes visées au paragraphe 15(2) ou à l’article 16 et les renseignements qu’elles doivent contenir;» 40

30. Paragraph 116(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) establish such forms as the Minister deems necessary for the purposes of the administration of this Act, other than forms relating to claims, appeals and applications before the Refugee Division or the Appeal Division; and”

30. L'alinéa 116a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) établir les formulaires qu'il juge nécessaires pour l'application de la présente loi, autres que ceux relatifs aux revendications, aux appels et aux demandes présentés devant la section du statut ou la section d'appel;»

31. Subsection 118(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“118. (1) Every document purporting to be a removal order, conditional removal order, rejection order, departure notice, conditional departure notice, warrant, order, summons, direction, notice or other document signed by the Minister, the Minister of National Health and Welfare, the Deputy Minister, an adjudicator, an immigration officer, a master or other person authorized or required by or under this Act to make the document is, in any prosecution or other proceeding under or arising out of this Act, evidence of the facts contained therein without proof of the signature or the official character of the person appearing to have signed the document, unless called into question by the Minister or any person acting for the Minister or for Her Majesty.”

31. Le paragraphe 118(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«118. (1) Tout document ayant l'apparence d'une ordonnance de renvoi, de renvoi conditionnel ou de refolement, d'un avis d'interdiction de séjour ou d'interdiction de séjour conditionnelle, d'un mandat, d'un ordre, d'une citation à comparaître, d'instructions, d'un avis ou de tout autre document signé par le ministre, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, le sous-ministre, un arbitre, un agent d'immigration, un responsable de véhicule ou toute autre personne qui peut ou qui doit les établir en vertu de la présente loi, fait foi de son contenu dans toute poursuite ou autre procédure relevant de la présente loi, sans qu'il soit nécessaire d'établir l'authenticité des signatures ni le caractère officiel de la personne l'ayant apparemment signé; cette authenticité et ce caractère officiel ne peuvent être contestés que par le ministre ou par une personne agissant en son nom ou au nom de Sa Majesté.»

32. The heading preceding section 128 and section 128 of the said Act are repealed.

32. L'article 128 de la même loi et l'intitulé qui le précède sont abrogés.

33. The said Act is further amended by substituting the words “Appeal Division” for the word “Board” wherever the latter word occurs in sections 58, 79 to 82 and 83.

33. La même loi est modifiée par substitution de «section d'appel» à «Commission» aux articles 58, 79 à 82 et 83.

34. The schedule to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

34. L'annexe de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

Proof of documents

Preuve des documents

Terminologie

“SCHEDULE
(Subsection 2(1))

SECTIONS E AND F OF ARTICLE 1 OF
THE UNITED NATIONS
CONVENTION RELATING TO THE
STATUS OF REFUGEES

E. This Convention shall not apply to a person who is recognized by the competent authorities of the country in which he has taken residence as having the rights and obligations which are attached to the possession of the nationality of that country. 5

F. The provisions of this Convention shall not apply to any person with respect to whom there are serious reasons for considering that: 10

- (a) he has committed a crime against peace, a war crime, or a crime against humanity, as defined in the international instruments drawn up to make provision in respect of such crimes; 15
- (b) he has committed a serious non-political crime outside the country of refuge prior to his admission to that country as a refugee; 20
- (c) he has been guilty of acts contrary to the purposes and principles of the United Nations.”

35. (1) If Bill C-84, entitled *An Act to amend the Immigration Act, 1976 and the Criminal Code in consequence thereof*, is assented to during the second session of the thirty-third Parliament and section 6, 8 or 14 of that Act comes into force, then, on the day on which this Act or that section comes into force, whichever is the later,

(a) in the case of section 6 of that Act, paragraph 72(3)(a) of the *Immigration Act, 1976* is repealed and the following 35 substituted therefor:

“(a) is a person with respect to whom a certificate referred to in subsection

«ANNEXE
(paragraphe 2(1))

SECTIONS E ET F DE L'ARTICLE
PREMIER DE LA CONVENTION DES
NATIONS UNIES RELATIVE AU
STATUT DES RÉFUGIÉS

E. Cette Convention ne sera pas applicable à une personne considérée par les autorités compétentes du pays dans lequel cette personne a établi sa résidence comme ayant les droits et les obligations attachés à la possession de la nationalité de ce pays. 5

F. Les dispositions de cette Convention ne seront pas applicables aux personnes dont on aura des raisons sérieuses de penser : 10

- a) Qu'elles ont commis un crime contre la paix, un crime de guerre ou un crime contre l'humanité, au sens des instruments internationaux élaborés pour prévoir des dispositions relatives à ces crimes; 15
- b) Qu'elles ont commis un crime grave de droit commun en dehors du pays d'accueil avant d'y être admises comme réfugiés; 20
- c) Qu'elles se sont rendues coupables d'agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.»

35. (1) Si le projet de loi C-84 intitulé *Loi modifiant la Loi sur l'immigration de 1976 et apportant des modifications correctives au Code criminel* est sanctionné au cours de la deuxième session de la trente-troisième législature et si les articles 6, 8 ou 14 de cette loi entrent en vigueur, 30 les dispositions suivantes s'appliquent à la date d'entrée en vigueur de la présente loi ou de l'article en cause, selon la dernière date à survenir :

a) dans le cas de l'article 6 de cette loi, 35 l'alinéa 72(3)a) de la *Loi sur l'immigration de 1976* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) elle a fait l'objet de l'attestation visée au paragraphe 40(1) ou d'une 40

40(1) has been issued or a certificate referred to in subsection 41(1) has been issued and has not been quashed under paragraph 41(4)(d)";

(b) in the case of section 8 of that Act, the definition "Convention" in subsection 91.1(3) of the *Immigration Act*, 1976 is repealed; and

(c) in the case of section 14 of that Act, subsection 94(1) of the *Immigration Act*, 1976 is amended by adding, immediately after the reference to "paragraph 115(1)(p),", a reference to "(p.1),".

(2) If Bill C-84, entitled *An Act to amend the Immigration Act, 1976 and the Criminal Code in consequence thereof*, is assented to during the second session of the thirty-third Parliament and section 5 or 10 of that Act comes into force before this Act, then, on the day on which this Act comes into force,

(a) in the case of section 5 of that Act, section 48.1 of the *Immigration Act*, 1976, as enacted by that section, is repealed; and

(b) in the case of section 10 of that Act, section 98.1 of the *Immigration Act*, 1976, as enacted by that section, is repealed.

attestation visée au paragraphe 41(1) et non annulée en vertu de l'alinéa 41(4)d);»;

b) dans le cas de l'article 8 de cette loi, la définition de «Convention», au paragraphe 91.1(3) de la *Loi sur l'immigration de 1976*, est abrogée;

c) dans le cas de l'article 14 de cette loi, le paragraphe 94(1) de la *Loi sur l'immigration de 1976* est modifié par insertion, après la mention de l'alinéa 115(1)p), de la mention de l'alinéa p.1).

(2) Si le projet de loi C-84 intitulé *Loi modifiant la Loi sur l'immigration de 1976 et apportant des modifications relatives au Code criminel* est sanctionné au cours de la deuxième session de la trente-troisième législature et si les articles 5 ou 10 de cette loi entrent en vigueur avant la présente loi, les dispositions suivantes s'appliquent à la date d'entrée en vigueur de la présente loi :

a) dans le cas de l'article 5 de cette loi, l'article 48.1 de la *Loi sur l'immigration de 1976*, édicté par cet article, est abrogé;

b) dans le cas de l'article 10 de cette loi, l'article 98.1 de la *Loi sur l'immigration de 1976*, édicté par cet article, est abrogé.

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

Schedule

36. The portions of Acts set out in the schedule are amended or repealed in the manner and to the extent indicated in that schedule.

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Annexe

36. Les passages des lois mentionnées à l'annexe sont modifiés de la manière qui y est indiquée.

TRANSITIONAL PROVISIONS

Definitions

37. (1) In this section and sections 38 to 50,

"commencement day" means the day on which this Act comes into force;

"commencement day"
«date...»

"former Act" means the *Immigration Act*, 1976 as it read immediately before the commencement day;

"former Act"
«ancienne loi»

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

37. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 38 à 50.

«ancien comité» Le comité consultatif sur le statut de réfugié constitué par l'article 48 de l'ancienne loi.

«ancienne Commission» La Commission d'appel de l'immigration, instituée par l'article 59 de l'ancienne loi.

Définitions

«ancien comité»
"former
Committee"

«ancienne
Commission»
"former
Board"

"former Board" «ancienne Commission»	"former Board" means the Immigration Appeal Board established by section 59 of the former Act;	«ancienne loi» La <i>Loi sur l'immigration de 1976</i> , dans sa version antérieure à la date de référence.	«ancienne loi» "former Act"
"former Committee" «ancien comité»	"former Committee" means the Refugee Status Advisory Committee established by section 48 of the former Act.	«date de référence» La date d'entrée en vigueur de la présente loi.	«date de référence» 5 "commence- ment ..."
Interpretation	(2) In this section and sections 38 to 50, (a) words and expressions have the same meaning as in the said Act; and (b) a reference to the said Act is a refer- 10 ence to the <i>Immigration Act, 1976</i> , as amended by this Act.	(2) Aux articles 38 à 50, «nouvelle loi» désigne la <i>Loi sur l'immigration de 1976</i> , dans sa version modifiée par la présente loi, et les termes s'entendent au sens de cette loi.	Terminologie
Members cease to hold office	38. (1) Subject to this section, the members of the former Board and the members of the former Committee cease to hold office on 15 the commencement day.	38. (1) Sous réserve des autres disposi- 10 tions du présent article, les anciens commissaires et les membres de l'ancien comité cessent leurs fonctions à la date de référence.	Cessation de fonctions
Continuing jurisdiction	(2) The members of the former Board continue to have jurisdiction to hear and determine pending applications for redetermination of claims and pending appeals as 20 described in section 48.	(2) Les anciens commissaires conservent leurs pouvoirs de connaître des demandes de 15 réexamen et des appels en instance mentionnés à l'article 48.	Maintien des pouvoirs
Supervision by Chairman	(3) The Chairman has supervision over and direction of the work of the members of the former Board having continuing jurisdiction under subsection (2). 25	(3) Les anciens commissaires exécutent leurs travaux sous l'autorité du président.	Autorité du président
Fees	(4) Each member of the former Board having continuing jurisdiction under subsection (2), other than a person appointed to the Refugee Division or the Appeal Division, shall be paid the fees for services rendered 30 under the said Act fixed by the Governor in Council for part-time members of the Refugee Division.	(4) Les anciens commissaires, sauf s'ils 20 sont nommés à la section du statut ou à la section d'appel, reçoivent, pour leurs services, les honoraires fixés par le gouverneur en conseil pour les membres à temps partiel de la section du statut. 25	Honoraires
Expenses	(5) Each member of the former Board having continuing jurisdiction under subsection 35 (2) is entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred by the member while absent from the member's ordinary place of residence in the course of the member's duties under section 48. 40	(5) Les anciens commissaires ont droit aux 35 frais de déplacement et de séjour entraînés par l'exercice, hors de leur lieu de résidence habituelle, des pouvoirs qui leur sont conférés aux termes de l'article 48. 30	Indemnités
Superannuation	(6) Each member of the former Board having continuing jurisdiction under subsection 45 (2) shall, during the period of the continuing jurisdiction, be deemed, for the purposes of the <i>Public Service Superannuation Act</i> , to be employed in the Public Service.	(6) Tant qu'ils continuent à exercer leurs 45 pouvoirs, les anciens commissaires sont, pour l'application de la <i>Loi sur la pension de la Fonction publique</i> , réputés faire partie de la Fonction publique. 35	Pension
No right to compensation	(7) No person appointed to hold office as a member of the former Board or of the former	(7) Sauf dérogation par décret du gouver- neur en conseil, ni la cessation de fonctions	Absence de droit à réparation

Committee has any right to claim or receive any compensation, damages, indemnity or other form of relief from Her Majesty in right of Canada or any servant or agent thereof for ceasing to hold office under this section or for the abolition of that office by this Act, but the Governor in Council may, by order, authorize or provide for any such relief.

Transfer of premises, supplies and staff

39. All premises and supplies assigned to, 10 and all employees in, the former Board as of the commencement day shall be deemed to have been assigned to, or employed and appointed pursuant to subsection 66(3) of the said Act to positions in, the Board, and 15 all additional arrangements made necessary by the provisions of this Act shall be made by the appropriate departments and other authorities.

Continuation of rules

40. All rules made by the former Board 20 under section 67 of the former Act that were in force immediately before the commencement day shall be deemed to have been made under section 67 of the said Act and shall, to the extent that they are not inconsistent with 25 the said Act, continue in force until they are revoked or altered by the Board by rules made under section 67 of the said Act.

Persons eligible to have claims determined by Refugee Division

41. Notwithstanding any provision of the said Act, the following persons, being persons who claim to be Convention refugees, are eligible to have their claims determined by the Refugee Division:

(a) every person who, on the commencement day, is the subject of an inquiry that 35 is in adjournment pursuant to subsection 45(1) of the former Act and whose claim has not then been determined by the Minister under subsection 45(4) of the former Act;

(b) every person who, on the commencement day, is the subject of an inquiry that is in adjournment pursuant to subsection 45(1) of the former Act and who has then been determined by the Minister under 45 subsection 45(4) of the former Act not to be a Convention refugee, other than a person

prévue au présent article ni la suppression du poste correspondant n'entraînent pour les anciens commissaires ou les membres de l'ancien comité le versement d'une réparation, sous quelque forme que ce soit, par Sa 5 Majesté ou ses préposés ou mandataires.

Personnel, locaux, etc.

39. Le personnel, les locaux et les fournitures de l'ancienne Commission passent, à la date de référence, à la nouvelle Commission, le personnel étant réputé nommé aux termes 10 du paragraphe 66(3) de la nouvelle loi. Les autres mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente loi sont prises par les ministères ou autres autorités compétentes.

Maintien des règles

40. Les règles établies en vertu de l'article 15 67 de l'ancienne loi et en application à la date de référence sont réputées avoir été établies en vertu de l'article 67 de la nouvelle loi. Elles demeurent en vigueur, dans la mesure de leur compatibilité avec celle-ci, 20 jusqu'à annulation ou modification.

Recevabilité des revendications du statut de réfugié

41. Malgré toute disposition de la nouvelle loi, la revendication du statut de réfugié au sens de la Convention est recevable par la section du statut si l'intéressé se trouve dans 25 l'une ou l'autre des situations suivantes :

a) l'enquête dont, à la date de référence, il fait l'objet a été ajournée conformément au paragraphe 45(1) de l'ancienne loi et le ministre n'a pas encore, aux termes du 30 paragraphe 45(4) de cette loi, rendu sa décision;

b) l'enquête dont, à la date de référence, il fait l'objet a été ajournée conformément au paragraphe 45(1) de l'ancienne loi et, le 35 ministre lui ayant refusé le statut, rien de ce qui suit ne s'applique à son cas :

(i) omission de présenter, aux termes du paragraphe 70(1) de l'ancienne loi, une demande de réexamen à l'ancienne 40 Commission dans le délai fixé et expiration du délai avant la date de référence,

(i) who has not applied under subsection 70(1) of the former Act for a redetermination of the claim within the time limited therefor, where that time has expired before the commencement day, 5

(ii) whose application under subsection 70(1) of the former Act for a redetermination of the claim has been dismissed for want of perfection before the commencement day, 10

(iii) whose application under subsection 70(1) of the former Act for a redetermination of the claim is to be dealt with by the former Board under section 48, or

(iv) who, following an oral hearing 15 before the former Board, was before the commencement day found not to be a Convention refugee on an application under subsection 70(1) of the former Act; and 20

(c) every person who, on the commencement day, is or, before the commencement day, was the subject of an inquiry that was resumed pursuant to subsection 46(1) of the former Act, other than a person 25 described in subparagraph (b)(i), (ii) or (iv).

(ii) rejet de la demande de réexamen avant la date de référence au motif que celle-ci était incomplète,

(iii) application de l'article 48 à la demande de réexamen, 5

(iv) refus du statut après l'audition tenue par l'ancienne Commission, avant la date de référence, sur la demande de réexamen;

c) l'enquête dont il fait l'objet à la date de 10 référence ou dont il faisait l'objet avant cette date a été reprise conformément au paragraphe 46(1) de l'ancienne loi et il n'est pas visé par les sous-alinéas b)(i), (ii) ou (iv). 15

Hearing caused

42. (1) Where, by virtue of paragraph 41(a) or (b), a person is eligible to have a claim to be a Convention refugee determined by the Refugee Division, a senior immigration officer shall cause a hearing to be held before an adjudicator and a member of the Refugee Division with respect to the claimant. 35

42. (1) Dans le cas où la revendication est recevable aux termes des alinéas 41a) ou b), l'agent d'immigration supérieur fait tenir une audience devant un arbitre et un membre de la section du statut. 20

Audience

Inquiry adjourned and hearing caused

(2) Where, by virtue of paragraph 41(c), a person is eligible to have a claim to be a Convention refugee determined by the Refugee Division and the inquiry was not concluded before the commencement day, 40 the inquiry shall be adjourned and a senior immigration officer shall cause a hearing to be held before an adjudicator and a member of the Refugee Division with respect to the claimant. 45

(2) Dans le cas où la revendication est recevable aux termes de l'alinéa 41c), l'enquête, si elle n'était pas terminée à la date de référence, est ajournée et l'agent d'immigration supérieur fait tenir une audience devant 25 un arbitre et un membre de la section du statut.

Ajournement de l'enquête en cours

Application for determination of claim and hearing caused where order or notice outstanding

(3) Where, by virtue of paragraph 41(c), a person is eligible to have a claim to be a Convention refugee determined by the Refugee Division, the inquiry was concluded

(3) Dans le cas où la revendication est recevable aux termes de l'alinéa 41c) et où, l'enquête étant terminée à la date de référence, il est visé par une ordonnance de 30

Existence d'une ordonnance ou d'un avis

before the commencement day and a removal order or departure notice was outstanding against the claimant on that day, the claimant may, within three months after that day, seek a determination of the claim by notifying a senior immigration officer and, on being so notified, the senior immigration officer shall cause a hearing to be held before an adjudicator and a member of the Refugee Division with respect to the claimant.

renvoi ou un avis d'interdiction de séjour, l'intéressé peut, dans les trois mois suivant cette date, faire étudier sa revendication en avisant en ce sens un agent d'immigration supérieur; celui-ci fait alors tenir une audience devant un arbitre et un membre de la section du statut.

Determination of claim

43. (1) Where, pursuant to section 42, a hearing is held before an adjudicator and a member of the Refugee Division, the adjudicator and member shall determine whether the claimant has a credible basis for the claim.

43. (1) Dans les cas visés à l'article 42, l'arbitre et le membre de la section du statut chargés de l'audience déterminent si la revendication a un minimum de fondement.

Minimum de fondement

Provisions applicable to hearing before adjudicator and member of Refugee Division

(2) Subject to this section, the provisions of the said Act and the regulations and rules thereunder applicable to or in respect of a hearing held pursuant to subsection 46(3) of the said Act, including the provisions respecting applications and appeals to the Federal Court, apply, with such modifications as the circumstances require, to or in respect of a hearing under this section before an adjudicator and a member of the Refugee Division as if the hearing were a hearing held pursuant to that subsection.

(2) Sous réserve des autres dispositions du présent article, les dispositions de la nouvelle loi et de ses textes d'application — règlements et règles — applicables aux audiences tenues dans le cadre de l'article 46(3) de celle-ci, y compris les dispositions régissant les demandes et les appels devant la Cour fédérale, s'appliquent, compte tenu des modifications de circonstance, aux audiences tenues dans le cadre du présent article.

Application de certaines dispositions

Where no credible basis for claim

(3) Where both the adjudicator and the member of the Refugee Division determine that the claimant does not have a credible basis for the claim, they shall give their decision and the reasons therefor as soon as possible after making the determination and in the presence of the claimant wherever practicable and shall forthwith notify the senior immigration officer who caused the hearing to be held of the decision.

(3) S'ils concluent tous deux que la revendication n'a pas un minimum de fondement, l'arbitre et le membre de la section du statut prononcent leur décision, motifs à l'appui, le plus tôt possible, en présence du demandeur de statut si les circonstances le permettent et avisent sans délai de leur décision l'agent d'immigration supérieur qui a fait tenir l'audience.

Absence d'un minimum de fondement

Where credible basis for claim

(4) Where either the adjudicator or the member of the Refugee Division or both determine that the claimant has a credible basis for the claim, they shall give their decision and the reasons therefor as soon as possible after making the determination and in the presence of the claimant wherever practicable and shall forthwith notify the senior immigration officer who caused the hearing to be held of the decision and refer the claim to the Refugee Division, in the

(4) Si au moins l'un d'eux conclut que la revendication a un minimum de fondement, l'arbitre et le membre de la section du statut prononcent leur décision, motifs à l'appui, le plus tôt possible, en présence du demandeur de statut si les circonstances le permettent et, sans délai, avisent de leur décision l'agent d'immigration supérieur qui a fait tenir l'audience et défèrent le cas à la section du statut selon les modalités prévues par les règles de la Commission.

Revendication fondée

manner and form prescribed by the rules of the Board.

Hearing by
Refugee
Division

(5) Where a person's claim to be a Convention refugee is referred to the Refugee Division pursuant to subsection (4), the Division shall as soon as practicable commence a hearing into the claim.

Provisions
applicable to
hearing before
Refugee
Division

(6) Subject to this section, the provisions of the said Act and the regulations and rules thereunder applicable to or in respect of a 10 hearing under section 71.1 of the said Act, including the provisions respecting applications and appeals to the Federal Court, apply, with such modifications as the circumstances require, to or in respect of a hearing 15 under this section before the Refugee Division as if the hearing were a hearing under that section.

Final determi-
nation of
Convention
refugee status

(7) For the purposes of the said Act, a person who is finally determined under this 20 section to be or not to be a Convention refugee or to have abandoned a claim to be a Convention refugee is deemed to be a person who is finally determined under the said Act to be or not to be a Convention refugee or to 25 have abandoned a claim to be a Convention refugee, as the case may be.

Idem

(8) For the purposes of this section and section 44, a person is finally determined under this section to be or not to be a 30 Convention refugee or to have abandoned a claim to be a Convention refugee if

(a) the Refugee Division has so determined and no application for leave to appeal from the determination was made 35 within the time normally limited therefor or, if an application was so made, it was dismissed or, if leave was granted, the appeal was not made within the time normally limited therefor; 40

(b) the Federal Court of Appeal has so determined or has dismissed or allowed an appeal the effect of which is to make or confirm such a determination and no application for leave to appeal from the 45 decision was made within the time normally limited therefor or, if an application was so made, it was dismissed or, if leave was granted, the appeal was not made within the time normally limited therefor; or 50

(5) La section du statut entend dans les meilleurs délais la revendication du statut de 5 réfugié au sens de la Convention dont elle est saisie aux termes du paragraphe (4).

Audience de la
section du
statut

(6) Sous réserve des autres dispositions du présent article, les dispositions de la nouvelle loi et de ses textes d'application — règle- 10 ments et règles — applicables aux audiences tenues dans le cadre de l'article 71.1 de celle-ci, y compris les dispositions régissant 10 les demandes et les appels devant la Cour fédérale, s'appliquent, compte tenu des modifications de circonstance, aux audiences tenues par la section du statut dans le cadre 15 du présent article.

5 Application de
certaines
dispositions

(7) Pour l'application de la nouvelle loi à la personne à qui le statut de réfugié au sens de la Convention a été définitivement 20 reconnu ou refusé, ou dont le désistement est définitivement établi, aux termes du présent 20 article, le statut est réputé lui avoir été définitivement reconnu ou refusé, ou son désistement avoir été définitivement établi, aux termes de la nouvelle loi.

Reconnaissance
ou refus
définitifs

(8) Pour l'application du présent article et 25 Idem de l'article 44, le statut de réfugié au sens de la Convention est définitivement reconnu ou refusé à l'intéressé, ou le désistement de celui-ci est définitivement établi, aux termes 30 du présent article :

a) par une décision en ce sens de la section du statut, en l'absence du dépôt d'une demande d'autorisation d'en appeler de la décision dans le délai normal, en cas de 35 rejet de la demande ou en cas de défaut 35 d'introduction de l'appel dans le délai normal;

b) par une décision en ce sens de la Cour d'appel fédérale ou par la décision que celle-ci rend sur l'appel qui a l'effet d'une 40 décision en ce sens ou de la confirmation d'une décision en ce sens, en l'absence du dépôt, dans le délai normal, d'une demande d'autorisation d'en appeler de la 45 décision, en cas de rejet de la demande ou 45 en cas de défaut d'introduction de l'appel dans le délai normal;

(c) the Supreme Court of Canada has so determined or has dismissed or allowed an appeal the effect of which is to make or confirm such a determination.

c) par une décision en ce sens de la Cour suprême du Canada ou par la décision que celle-ci rend sur l'appel et qui a l'effet d'une décision en ce sens ou de la confirmation d'une décision en ce sens.

5

Where inquiry
not concluded
and claim
rejected

44. (1) Where a person referred to in subsection 42(1) or (2)

(a) has been determined by both the adjudicator and the member of the Refugee Division not to have a credible basis for the claim, or

(b) is finally determined under section 43 not to be a Convention refugee or to have abandoned the claim,

the senior immigration officer shall, as soon as practicable, cause the inquiry to be resumed by the adjudicator who presided at the inquiry or, subject to the regulations made under the said Act in the case of a person referred to in subsection 42(2), by any other adjudicator, and the adjudicator shall take the appropriate action under section 32 of the said Act with respect to that person.

5 44. (1) Dans les cas visés aux paragraphes 42(1) ou (2), l'agent d'immigration supérieur fait reprendre l'enquête dès que les circonstances le permettent par le même arbitre ou, sous réserve des règlements d'application de 10 la nouvelle loi pour ce qui est des cas visés au paragraphe 42(2), par un autre arbitre, celui-ci prenant alors les mesures qui s'imposent aux termes de l'article 32 de la nouvelle loi, si l'intéressé se trouve dans l'une ou 15 l'autre des situations suivantes :

Reprise de
l'enquête :
revendication
non fondée

a) l'arbitre et le membre de la section du statut ont tous deux conclu que sa revendication n'avait pas un minimum de fondement; 20

b) le statut de réfugié au sens de la Convention lui a été définitivement refusé, ou son désistement a été définitivement établi, aux termes de l'article 43.

Where inquiry
not concluded
and claim
accepted

(2) Where a person referred to in subsection 42(1) or (2) is finally determined under section 43 to be a Convention refugee and

(a) is a permanent resident,

(b) fails to apply for landing under section 48.04 of the said Act within the time limited therefor,

(c) is declared to have abandoned an application under section 48.04 of the said Act,

(d) withdraws an application for landing under section 48.04 of the said Act, or 35

(e) is refused landing on an application under section 48.04 of the said Act,

the senior immigration officer shall, as soon as practicable, cause the inquiry to be resumed by the adjudicator who presided at the inquiry or by any other adjudicator, and the adjudicator shall determine whether or not that person has a right under subsection 4(2.1) of the said Act to remain in Canada.

25 (2) Dans les cas visés aux paragraphes 42(1) ou (2), l'agent d'immigration supérieur fait reprendre l'enquête par le même arbitre ou par un autre arbitre dès que les circonstances le permettent si l'intéressé à qui le statut de réfugié est définitivement reconnu 30 aux termes de l'article 43 se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

Reprise de
l'enquête :
revendication
fondée

a) il est un résident permanent;

b) il n'a pas fait la demande de droit d'établissement visée à l'article 48.04 de la 35 nouvelle loi dans le délai fixé;

c) son désistement a été établi dans le cadre de cet article;

d) il a retiré la demande de droit d'établissement fait dans le cadre de cet article; 40

e) il se voit refuser le droit d'établissement demandé.

L'arbitre détermine alors si l'intéressé, aux termes du paragraphe 4(2.1) de la nouvelle loi, a le droit de demeurer au Canada. 45

Where inquiry
concluded and
claim rejected

(3) Where a person referred to in subsection 42(3)

(3) Dans le cas visé au paragraphe 42(3), l'ordonnance de renvoi ou l'avis d'interdiction de séjour subsistent, sous réserve des

Cas où
l'enquête est
terminée et la
revendication
rejetée

(a) has been determined by both the adjudicator and the member of the Refugee Division not to have a credible basis for the claim, or

(b) is finally determined under section 43 not to be a Convention refugee or to have abandoned the claim,

subject to the said Act, the removal order or departure notice outstanding against the person remains in effect.

(4) Where a person referred to in subsection 42(3) is finally determined under section 43 to be a Convention refugee and is

(a) a permanent resident,

(b) a person who has been recognized by any country, other than Canada, as a Convention refugee and who, if removed from Canada, would be allowed to return to that country,

(c) a national or citizen of a country, other than the country that the person left, or outside of which the person remains, by reason of fear of persecution, or

(d) a person who has permanently resided in a country, other than the country that the person left, or outside of which the person remains, by reason of fear of persecution, and who, if removed from Canada, would be allowed to return to that country, the senior immigration officer shall, as soon as practicable, cause the inquiry to be reopened by the adjudicator who presided at the inquiry or by any other adjudicator, and the adjudicator shall determine whether or not that person has a right under subsection 4(2.1) of the said Act to remain in Canada.

(5) Where a person referred to in subsection 42(3) is finally determined under section 43 to be a Convention refugee and is not a person described in paragraph (4)(a), (b), (c) or (d), the senior immigration officer shall, as soon as practicable, refer that person to an immigration officer for the purposes of determining that person's eligibility to be granted landing.

45. (1) A person who is referred to an immigration officer pursuant to subsection

dispositions de la nouvelle loi, si l'intéressé se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

a) l'arbitre et le membre de la section du statut ont tous deux conclu que sa revendication n'avait pas un minimum de fondement;

b) le statut de réfugié au sens de la Convention lui a été définitivement refusé, ou son désistement a été définitivement établi, aux termes de l'article 43.

(4) Dans le cas visé au paragraphe 42(3), l'agent d'immigration supérieur fait rouvrir l'enquête dès que les circonstances le permettent par le même arbitre ou un autre arbitre si le statut de réfugié au sens de la Convention est définitivement reconnu à la personne en cause et que celle-ci se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

a) elle est un résident permanent;

b) un autre pays lui a reconnu le statut de réfugié au sens de la Convention et, en cas de renvoi du Canada, elle serait autorisée à retourner dans ce pays;

c) elle a la nationalité ou la citoyenneté d'un autre pays que celui qu'elle a quitté ou hors duquel elle est demeurée de crainte d'être persécutée;

d) elle a résidé en permanence dans un autre pays que celui qu'elle a quitté ou hors duquel elle est demeurée de crainte d'être persécutée et, en cas de renvoi du Canada, elle serait autorisée à retourner dans ce pays.

L'arbitre saisi détermine alors si cette personne a le droit, aux termes du paragraphe 4(2.1) de la nouvelle loi, de demeurer au Canada.

(5) Si, par contre, dans le cas visé au paragraphe 42(3), le statut est reconnu à une personne qui ne se trouve pas dans l'une des situations visées aux alinéas (4)a), b), c) ou d), l'agent d'immigration supérieur défère le cas dès que les circonstances le permettent à un agent d'immigration afin que soit déterminée l'admissibilité de cette personne au droit d'établissement.

45. (1) La personne visée au paragraphe 44(5) peut, dans les trente jours de la date où

Where inquiry concluded and claim accepted
— permanent residents, etc.

Reconnaissance du statut au résident permanent et à d'autres

Where inquiry concluded and claim accepted
— other persons

Reconnaissance du statut à d'autres

Application for determination of eligibility for landing

Demande de détermination d'admissibilité au droit d'établissement

44(5) may, within thirty days after being referred, apply to the immigration officer for a determination whether the person is, but for the removal order or departure notice, eligible to be granted landing.

Eligibility

(2) An immigration officer to whom an application is made under subsection (1) shall determine that the applicant is, but for the removal order or departure notice, eligible to be granted landing if the immigration officer is satisfied that neither the applicant nor any member of the applicant's family is a person described in paragraph 19(1)(a), (b), (c), (d), (e), (f), (g) or (j) or 27(2)(c) of the said Act or a person who has been convicted of an offence under any Act of Parliament for which a term of imprisonment of

- (a) more than six months has been imposed; or
- (b) five years or more may be imposed.

Abandonment of application

(3) If an applicant under subsection (1) is, in the opinion of the immigration officer, in default in the prosecution of the application, the immigration officer may, after giving the applicant a reasonable opportunity to be heard, declare the application to have been abandoned.

Report

(4) An immigration officer to whom a person is referred pursuant to subsection 44(5) shall forward a written report to the senior immigration officer and that person indicating whether

- (a) the person has failed to make an application under subsection (1) within the time limited therefor;
- (b) the person was declared to have abandoned an application under subsection (1);
- (c) the person has withdrawn an application under subsection (1);
- (d) the person was determined not to be eligible to be granted landing for a reason other than the removal order or departure notice; or
- (e) the person was determined to be, but for the removal order or departure notice, eligible to be granted landing.

Inquiry reopened

(5) On receiving a report under subsection (4), the senior immigration officer shall, as

son cas est déféré à l'agent d'immigration, demander à celui-ci de déterminer si, en l'absence de l'ordonnance de renvoi ou de l'avis d'interdiction de séjour, elle serait admissible au droit d'établissement.

5

Admissibilité

(2) L'agent d'immigration conclut à l'admissibilité s'il est convaincu que ni la personne en cause ni un membre de sa famille ne sont visés par les alinéas 19(1)a), b), c), d), e), f), g) ou j) ou 27(2)c) de la nouvelle loi ou n'ont été déclarés coupables d'une infraction prévue par une loi du Parlement et :

- a) soit pour laquelle une peine d'emprisonnement de plus de six mois a été infligée;
- b) soit passible d'au moins cinq ans de prison.

20

Désistement

(3) S'il estime qu'il y a défaut de la part de l'intéressé dans la poursuite de la demande, l'agent d'immigration peut, après avoir donné à celui-ci la possibilité de se faire entendre, conclure au désistement.

25

Rapport

(4) L'agent d'immigration saisi d'un cas visé au paragraphe 44(5) transmet un rapport écrit à l'agent d'immigration supérieur et à la personne en cause indiquant que celle-ci, selon le cas :

- a) a omis de présenter la demande visée au paragraphe (1) dans le délai fixé;
- b) l'a présentée mais s'est, selon lui, désistée;
- c) a retiré sa demande;
- d) n'est pas admissible au droit d'établissement pour un motif autre que l'ordonnance de renvoi ou l'avis d'interdiction de séjour;
- e) serait, en l'absence de l'ordonnance de renvoi ou de l'avis d'interdiction de séjour, admissible au droit d'établissement.

40

(5) Sur réception du rapport, l'agent d'immigration supérieur fait rouvrir l'enquête dès

Réouverture d'enquête

soon as practicable, cause the inquiry to be reopened by the adjudicator who presided at the inquiry or by any other adjudicator, and the adjudicator shall, after considering the report,

(a) grant landing to the person, where the person is a person described in paragraph (4)(d) or (e) and the adjudicator is satisfied that, but for the removal order or departure notice, the person is eligible to be granted landing; or

(b) determine whether or not the person has a right under subsection 4(2.1) of the said Act to remain in Canada, in any other case.

Terms and conditions

(6) An adjudicator who grants landing to a person pursuant to this section may impose terms and conditions of a nature prescribed under the said Act in connection therewith.

Where no right to remain in Canada

46. (1) Where, pursuant to subsection 44(2) or (4) or 45(5), an adjudicator determines that a person does not have a right under subsection 4(2.1) of the said Act to remain in Canada, the adjudicator shall take the appropriate action under section 32 of the said Act with respect to that person.

Where right to remain in Canada

(2) Where, pursuant to subsection 44(2) or (4) or 45(5), an adjudicator determines that a person has a right under subsection 4(2.1) of the said Act to remain in Canada, the adjudicator shall, notwithstanding any other provision of the said Act or the regulations thereunder, allow that person to remain in Canada.

Additional allegations

(3) In making a determination whether or not a person has a right under subsection 4(2.1) of the said Act to remain in Canada and in taking the appropriate action under section 32 of the said Act with respect to a person, the adjudicator may take into consideration any allegation respecting the person not previously made if, where that person is not the subject of a report under subsection 20(1) of the said Act, the allegation is set out in a report under subsection 27(1) or (2) of the said Act and the Deputy Minister has issued a direction pursuant to subsection 27(3) of the said Act that an inquiry be held with respect to the allegation.

que les circonstances le permettent par le même arbitre ou un autre arbitre. L'arbitre saisi, après avoir étudié le rapport :

a) accorde le droit d'établissement si la personne en cause se trouve dans l'une des situations visées aux alinéas (4)d) ou e) et si lui-même est convaincu que celle-ci serait admissible au droit d'établissement en l'absence de l'ordonnance de renvoi ou de l'avis d'interdiction de séjour;

b) dans les autres cas, détermine si la personne en cause a le droit, en vertu du paragraphe 4(2.1) de la nouvelle loi, de demeurer au Canada.

(6) L'arbitre qui accorde le droit d'établissement aux termes du présent article peut imposer des conditions prévues par les règlements d'application de la nouvelle loi.

46. (1) S'il conclut dans les cas visés aux paragraphes 44(2) ou (4) ou 45(5) que la personne en cause n'a pas le droit de demeurer au Canada, l'arbitre prend les mesures qui s'imposent aux termes de l'article 32 de la nouvelle loi.

Absence du droit de demeurer au Canada

(2) Si, par contre, dans ces mêmes cas, il conclut que la personne en cause a le droit de demeurer au Canada aux termes du paragraphe 4(2.1) de la nouvelle loi, l'arbitre l'autorise, malgré les autres dispositions de la nouvelle loi ou de ses règlements, à y demeurer.

Droit de demeurer au Canada

(3) Dans le cadre de la détermination du droit de demeurer au Canada aux termes du paragraphe 4(2.1) de la nouvelle loi et des mesures à prendre aux termes de l'article 32 de cette loi, l'arbitre peut tenir compte de tout fait non allégué antérieurement et relatif à l'intéressé si, dans le cas où ce dernier ne fait pas l'objet du rapport prévu au paragraphe 20(1) de la nouvelle loi, le fait est énoncé dans un rapport établi aux termes des paragraphes 27(1) ou (2) de cette loi et a fait l'objet d'une directive du sous-ministre ordonnant la tenue d'une enquête aux termes du paragraphe 27(3) de cette loi.

Allégation supplémentaire

Deeming
provision

47. Where any person against whom a removal order or departure notice was outstanding on the commencement day is granted landing pursuant to subsection 45(5) or is allowed to remain in Canada pursuant to subsection 46(2), the order or notice shall be deemed never to have been made or issued.

47. Si le droit d'établissement est accordé à l'intéressé aux termes du paragraphe 45(5) ou si celui-ci est autorisé à demeurer au Canada aux termes du paragraphe 46(2), l'ordonnance de renvoi ou l'avis d'interdiction de séjour qui le visaient éventuellement sont réputés n'avoir jamais existé.

Présomption

Pending
applications
and appeals to
the former
Board

48. (1) Subject to this section, applications for redetermination of claims and appeals to the former Board commenced under the former Act before the commencement day and not disposed of by the former Board before that day shall be dealt with and disposed of by the former Board in accordance with the former Act and the rules thereunder.

48. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, les demandes de réexamen et les appels engagés devant l'ancienne Commission avant la date de référence et encore en instance à cette date sont tranchés par celle-ci conformément à l'ancienne loi et aux règles établies sous son régime.

Affaires en
instance devant
l'ancienne
Commission

When
applications
and appeals
commenced

(2) For the purposes of subsection (1), an application for redetermination of a claim or an appeal is deemed to have been commenced under the former Act on the first day on which either party appeared before the former Board, whether to proceed with the application or appeal or to request an adjournment of the hearing of the application or appeal.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), une demande de réexamen ou un appel sont réputés engagés le jour où au moins l'une des parties a comparu pour la première fois devant l'ancienne Commission, pour agir ou demander une remise de l'affaire.

Date d'introduction

Limitation
period

(3) Where an application or appeal referred to in subsection (1) is not disposed of by the former Board within one year after the commencement day, the proceedings before the former Board shall be terminated and the application or appeal shall be reheard by the Refugee Division or the Appeal Division, as the case may require, in accordance with the said Act.

(3) L'ancienne Commission sera dessaisie des demandes et des appels visés au paragraphe (1) et qui n'auront pas encore été tranchés dans l'année qui suit la date de référence. Ceux-ci sont entendus de nouveau par la section du statut ou la section d'appel, selon le cas, conformément à la nouvelle loi.

Date limite

Appeal from
decisions on
applications for
redetermination

(4) Section 83.3 of the said Act applies, with such modifications as the circumstances require, with respect to a decision of the former Board under this section on an application for redetermination.

(4) L'article 83.3 de la nouvelle loi s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, à la décision de l'ancienne Commission sur une demande de réexamen.

Appel des
décisions
rendues sur les
demandes de
réexamen

Appeal from
decisions on
appeals

(5) Section 84 of the said Act applies, with such modifications as the circumstances require, with respect to a decision of the former Board under this section on an appeal.

(5) L'article 84 de la nouvelle loi s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, à la décision de l'ancienne Commission sur un appel.

Appel des
décisions
rendues sur les
appels

Stays of
execution

49. Where the former Board, before, on or after the commencement day, has disposed of an appeal by directing that execution of a removal order be stayed, the Appeal Division shall review the case from time to time as it

49. Lorsque l'ancienne Commission, en statuant, même avant la date de référence, sur un appel, a ordonné de surseoir à l'exécution de l'ordonnance de renvoi, la section d'appel procède à une révision de l'affaire

Sursis
d'exécution

considers necessary or advisable and, for that purpose, subsection 76(3) of the said Act applies, with such modifications as the circumstances require, with respect to the stay as if the first reference in that subsection to the "Appeal Division" were a reference to the "former Board".

Proceedings in
Federal Court

50. Section 83.1 of the said Act applies in respect of any application or other proceeding commenced under section 18 or 28 of the *Federal Court Act* on or after the commencement day with respect to any decision or order made, or other matter arising, under the former Act or the rules or regulations thereunder before the commencement day.

COMING INTO FORCE

Coming into
force

51. This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

chaque fois qu'elle juge opportun de le faire et à cette fin, le paragraphe 76(3) de la nouvelle loi s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, comme si c'était la section d'appel qui avait statué sur l'appel.

Instances
devant la Cour
fédérale

50. L'article 83.1 de la nouvelle loi s'applique aux demandes ou instances introduites aux termes de l'article 18 ou 28 de la *Loi sur la Cour fédérale* à compter de la date de référence relativement à une décision ou ordonnance rendue dans le cadre de l'ancienne loi ou des règles établies sous son régime ou de toute question soulevée dans ce cadre, avant la date de référence.

ENTRÉE EN VIGUEUR

51. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par proclamation.

Entrée en
vigueur

SCHEDULE
(Section 36)

Item	Column I Act Affected	Column II Amendment
1.	Access to Information Act 1980-81-82-83, c. 111, Sch. I	<p>(1) Schedule I is amended by deleting therefrom, under the heading "<i>Other Government Institutions</i>", the reference to</p> <p style="padding-left: 40px;">"Immigration Appeal Board <i>Commission d'appel de l'immigration</i>"</p> <p>and substituting therefor a reference to</p> <p style="padding-left: 40px;">"Immigration and Refugee Board <i>Commission de l'immigration et du statut de réfugié</i>".</p> <p>(2) Schedule II is amended by deleting therefrom the reference to</p> <p style="padding-left: 40px;">"Immigration Act, 1976 <i>Loi sur l'immigration de 1976</i>"</p> <p>and the corresponding reference to "subsection 40(3)".</p>
2.	Citizenship Act 1974-75-76, c. 108	<p>Subparagraph 2(2)(c)(i) is repealed and the following substituted therefor:</p> <p style="padding-left: 40px;">"(i) unless all rights of review by or appeal to the Immigration Appeal Division of the Immigration and Refugee Board, the Federal Court of Appeal and the Supreme Court of Canada have been exhausted with respect to the order and the final result of those reviews or appeals is that the order has no force or effect, or"</p>
3.	Privacy Act 1980-81-82-83, c. 111, Sch. II	<p>The schedule is amended by deleting therefrom, under the heading "<i>Other Government Institutions</i>", the reference to</p> <p style="padding-left: 40px;">"Immigration Appeal Board <i>Commission d'appel de l'immigration</i>"</p> <p>and substituting therefor a reference to</p> <p style="padding-left: 40px;">"Immigration and Refugee Board <i>Commission de l'immigration et du statut de réfugié</i>".</p>
4.	Public Sector Compensation Restraint Act 1980-81-82-83, c. 122	<p>Schedule I is amended by deleting therefrom, under the heading "<i>Other portions of the public service</i>", the reference to</p>

ANNEXE
(article 36)

Numéro	Colonne I Loi concernée	Colonne II Modifications
1.	Loi sur l'accès à l'information 1980-81-82-83, ch. 111, ann. I	<p>(1) L'annexe I est modifiée par suppression, sous l'intertitre «<i>Autres institutions fédérales</i>», de la mention suivante :</p> <p>«Commission d'appel de l'immigration <i>Immigration Appeal Board</i>»</p> <p>qui est remplacée, suivant l'ordre alphabétique, par ce qui suit :</p> <p>«Commission de l'immigration et du statut de réfugié <i>Immigration and Refugee Board</i>»</p> <p>(2) L'annexe II est modifiée par suppression de ce qui suit :</p> <p>«Loi sur l'immigration de 1976 <i>Immigration Act, 1976</i>»</p> <p>et du renvoi correspondant au «paragraphe 40(3)».</p>
2.	Loi sur la citoyenneté 1974-75-76, ch. 108	<p>Le sous-alinéa 2(2)c)(i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p> <p>«(i) ce que toutes les voies de recours ou d'appel possibles devant la section d'appel de l'immigration de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, la Cour d'appel fédérale et la Cour suprême du Canada soient épuisées et que le résultat définitif soit que cette ordonnance est sans effet, ou»</p>
3.	Loi sur la protection des renseignements personnels 1980-81-82-83, ch. 111, ann. II	<p>L'annexe est modifiée par suppression, sous l'intertitre «<i>Autres institutions fédérales</i>», de la mention suivante :</p> <p>«Commission d'appel de l'immigration <i>Immigration Appeal Board</i>»</p> <p>qui est remplacée, suivant l'ordre alphabétique, par ce qui suit :</p> <p>«Commission de l'immigration et du statut de réfugié <i>Immigration and Refugee Board</i>»</p>
4.	Loi sur les restrictions salariales du secteur public 1980-81-82-83, ch. 122	<p>L'annexe I est modifiée par suppression, sous l'intertitre «<i>Autres</i>», de la mention suivante :</p> <p>«Commission d'appel de l'immigration <i>Immigration Appeal Board</i>»</p>

SCHEDULE—*Concluded*

Item	Column I Act Affected	Column II Amendment
		<p>“Immigration Appeal Board <i>Commission d'appel de l'immigration</i>”</p> <p>and substituting therefor a reference to</p> <p>“Immigration and Refugee Board <i>Commission de l'immigration et du statut de réfugié</i>”.</p>
5.	Public Service Staff Relations Act R.S., c. P-35	<p>Part I of Schedule I is amended by deleting therefrom the reference to</p> <p>“Immigration Appeal Board”</p> <p>and substituting therefor a reference to</p> <p>“Immigration and Refugee Board”.</p>
6.	Public Service Superannuation Act R.S., c. P-36	<p>Part II of Schedule A is amended by deleting therefrom the reference to</p> <p>“Immigration Appeal Board”</p> <p>and substituting therefor a reference to</p> <p>“Immigration and Refugee Board”.</p>

ANNEXE (suite et fin)

Numéro	Colonne I Loi concernée	Colonne II Modifications
		qui est remplacée, suivant l'ordre alphabétique, par ce qui suit :
		«Commission de l'immigration et du statut de réfugié <i>Immigration and Refugee Board</i> »
5.	Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique S.R., ch. P-35	La partie I de l'annexe I est modifiée par suppression de la mention suivante :
		«Commission d'appel de l'immigration»
		qui est remplacée par ce qui suit :
		«Commission de l'immigration et du statut de réfugié»
6.	Loi sur la pension de la Fonction publique S.R., ch. P-36	La partie II de l'annexe A est modifiée par suppression de la mention suivante :
		«Commission d'appel de l'immigration»
		qui est remplacée par ce qui suit :
		«Commission de l'immigration et du statut de réfugié»



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

C-56

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-56

An Act to amend certain Acts relating to financial
institutions

First reading, May 7, 1987

THE MINISTER OF STATE (FINANCE)

C-56

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-56

Loi modifiant certaines lois concernant les institutions
financières

Première lecture le 7 mai 1987

LE MINISTRE D'ÉTAT (FINANCES)



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-56

PROJET DE LOI C-56

An Act to amend certain Acts relating to
financial institutions

Loi modifiant certaines lois concernant les
institutions financières

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

1980-81-82-83,
c. 40 (Part 1);
1984, cc. 9, 30,
40; 1985, c. 20;
1986, cc. 26, 35

BANK ACT

LOI SUR LES BANQUES

1980-81-82-83,
ch. 40 (partie
I); 1984, ch. 9,
30, 40; 1985,
ch. 20; 1986,
ch. 26, 35

1. Section 175 of the *Bank Act* is amend-
ed by adding thereto, immediately after sub-
section (3) thereof, the following subsection:

1. L'article 175 de la *Loi sur les banques*
5 est modifié par insertion, après le paragraphe
(3), de ce qui suit :

Notice of
appraisal value

"(3.1) Where an appraisal of any asset
held by a bank or any of its subsidiaries
has been made by the Inspector and the
value determined by the Inspector to be 10
the appropriate value of the asset having
regard to the appraised value varies
materially from the value placed by the
bank or subsidiary on the asset, the
Inspector shall send to the bank, the audi- 15
tors of the bank and the audit committee
of the bank a written notice of the appro-
priate value of the asset as determined by
the Inspector."

2. Subsection 193(6) of the said Act is 20
amended by striking out the word "or" at the
end of paragraph (b) thereof, by adding the
word "and" at the end of paragraph (c)
thereof and by adding thereto the following
paragraph: 25

"(d) with the prior approval of the
Minister, all or any number of the

"(3.1) Lorsque l'inspecteur a effectué
l'évaluation d'un actif détenu par une
banque ou une de ses filiales et que la
valeur qui est, selon sa détermination, la 10
valeur véritable de l'actif, compte tenu du
montant de l'évaluation, diffère sensible-
ment de la valeur attribuée à l'actif par la
banque ou sa filiale, l'inspecteur doit
envoyer à la banque, aux vérificateurs de 15
la banque et au comité de vérification de
celle-ci un avis écrit de la valeur véritable
de l'actif selon cette détermination."

Avis du
montant de
l'évaluation

2. Le paragraphe 193(6) de la même loi
est modifié par adjonction de ce qui suit : 20

"(d) avec l'approbation préalable du
ministre, la totalité ou une partie des

EXPLANATORY NOTES

*Bank Act**Clauses 1 to 3: New.*

NOTES EXPLICATIVES

*Loi sur les banques**Articles 1 à 3. — Nouveaux.*

issued and outstanding shares of a Canadian corporation the activities of which are limited to dealing in securities, including portfolio management and investment counselling.”

5

actions émises et en circulation de toute société canadienne dont les activités consistent uniquement à faire le commerce des valeurs mobilières, y compris la prestation de services de gestion de portefeuille ou de conseil de placements.»

5

3. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 313 thereof, the following heading and sections:

3. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 313, de ce qui suit :

“Directions of Compliance

«Ordres

Inspector may act

313.1 (1) Where, in the opinion of the 10 Inspector, a bank or any person in respect of a bank is committing or pursuing or is about to commit or pursue any act or course of conduct that is an unsafe or unsound practice in conducting the business of the bank, the Inspector may direct the bank or person to

(a) cease or refrain from doing the act or pursuing the course of conduct; or

(b) perform such acts as in the opinion 20 of the Inspector are necessary to remedy the situation.

Opportunity for representations

(2) Subject to subsection (3), no direction shall be issued to a bank or person under subsection (1) unless the bank or 25 person is provided with a reasonable opportunity to make representations in respect of the matter.

Temporary direction

(3) Where, in the opinion of the Inspector, the length of time required for 30 representations to be made under subsection (2) could be prejudicial to the public interest, the Inspector may make a temporary direction having effect for a period of not more than fifteen days. 35

Temporary direction may continue in effect

(4) Unless it is sooner revoked or set aside pursuant to section 313.2, a temporary direction shall continue in effect at the expiration of the fifteen day period referred to in subsection (3) if no representations are made to the Inspector within 40 that period or, such representations having been made, the Inspector notifies the bank

313.1 (1) S'il est d'avis qu'une banque 10 ou qu'une personne, à l'égard d'une banque, commet un acte ou se livre à une conduite, ou est sur le point de commettre un acte ou de se livrer à une conduite, 15 contraires aux saines pratiques du commerce, dans le cadre de la gestion des affaires de la banque, l'inspecteur peut ordonner à la banque ou à la personne :

Pouvoir de l'inspecteur

a) soit de mettre un terme à l'acte ou à la conduite ou de s'en abstenir; 20

b) soit de prendre les mesures de redressement qui, de l'avis de l'inspecteur, s'imposent.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), 25 aucun ordre n'est donné à une banque ou à une personne en vertu du paragraphe (1) sans qu'il lui ait été donné la possibilité de présenter des observations.

Observations

(3) Lorsque, de l'avis de l'inspecteur, le 30 délai requis pour la présentation des observations visées au paragraphe (2) serait préjudiciable à l'intérêt public, l'inspecteur peut donner un ordre temporaire d'une période de validité d'au plus quinze jours.

Ordre temporaire

(4) À moins qu'il n'ait préalablement 35 été révoqué en vertu de l'article 313.2, l'ordre temporaire reste en vigueur à l'expiration des quinze jours visés au paragraphe (3) si aucune observation n'a été présentée à l'inspecteur pendant ce délai ou, 40 lorsqu'il y a eu observations, si l'inspecteur avise la banque ou la personne qu'il n'est

Maintien en vigueur de l'ordre temporaire

or person that the Inspector is not satisfied that there are sufficient grounds for revoking the direction.

(5) A direction under this section shall be deemed not to be a statutory instrument for the purposes of the *Statutory Instruments Act*. 5

313.2 (1) Any bank or person in respect of which or whom a direction has been issued under section 313.1 may, by a 10 notice in writing served on the Minister and the Inspector within

(a) fifteen days after the date of the direction, or

(b) in the case of a temporary direction 15 that is continued pursuant to subsection 313.1(4), thirty days after the date of the direction,

appeal the matter to the Minister and, on any such appeal, the Minister may allow 20 the appeal, dismiss the appeal or make such other order as the Minister deems appropriate in the circumstances.

(2) A direction under section 313.1 shall not be stayed by an appeal under subsection (1) unless the Minister orders 25 otherwise.

313.3 (1) Any bank or person dissatisfied with a decision of the Minister under subsection 313.2(1) may, within fifteen 30 days after the date of the decision, appeal the matter to a court and the court may, on the appeal, make any order it thinks fit.

(2) The appeal of a decision of the Minister under subsection (1) shall not 35 stay the decision unless the court orders otherwise.

313.4 (1) If a bank or a person

(a) is contravening or has failed to comply with a direction of the Inspector 40 issued to the bank or person under section 313.1,

(b) is contravening this Act, or

pas convaincu qu'il y a des motifs suffisants pour révoquer l'ordre.

(5) L'ordre visé au présent article est, pour l'application de la *Loi sur les textes réglementaires*, réputé ne pas être un texte 5 réglementaire.

313.2 (1) La banque ou la personne à l'égard de qui a été donné un ordre en vertu de l'article 313.1 peut, par avis 10 signifié au Ministre et à l'inspecteur :

a) soit dans les quinze jours suivant la date de l'ordre,

b) soit, dans le cas d'un ordre temporaire maintenu en vigueur en vertu du 15 paragraphe 313.1(4), dans les trente jours suivant la date de l'ordre,

porter la question en appel devant le Ministre; celui-ci peut accueillir ou rejeter l'appel ou donner tout autre ordre qu'il 20 estime indiqué dans les circonstances.

(2) L'exécution de l'ordre donné en vertu de l'article 313.1 n'est pas interrompue par l'appel prévu au paragraphe (1) à moins que le Ministre n'en ordonne 25 autrement.

313.3 (1) La banque ou la personne en désaccord avec la décision du Ministre rendue en vertu du paragraphe 313.2(1) peut, dans les quinze jours suivant la date de la décision, porter l'affaire en appel 30 devant la cour; celle-ci peut, dans le cadre de l'appel, rendre l'ordonnance qu'elle estime indiquée.

(2) L'exécution de la décision du Ministre n'est pas interrompue par l'appel prévu 35 au paragraphe (1) à moins que la cour n'en ordonne autrement.

313.4 (1) Si une banque ou une personne :

a) soit omet de se conformer à un ordre 40 qui lui a été donné par l'inspecteur en vertu de l'article 313.1,

b) soit contrevient à la présente loi,

c) soit a omis de faire une chose ou d'accomplir un acte qu'elle est tenue de 45

Direction not
statutory
instrument

Appeal to
Minister

No stay on
appeal

Appeal to court

No stay on
appeal

Court
enforcement

Caractère non
réglementaire
de l'ordre

Appel au
Ministre

Non-interrup-
tion

Appel à la cour

Non-interrup-
tion

Exécution par
la cour

(c) has omitted to do any matter, act or thing under this Act required to be done by or on the part of the bank or person, the Inspector may, in addition to any other action that may be taken under this Act, 5 apply to a court for an order requiring the bank or person to comply with the direction, cease the contravention or do the matter, act or thing, as the case may require, and on such application the court 10 may so order and make any other order it thinks fit.

Appeal

(2) An appeal from a decision of a superior court under subsection (1) lies in the same manner as, and to the same court 15 to which, an appeal may be taken from any other order of the superior court that rendered the decision."

R.S., c. B-4;
c. 3 (1st Supp.);
1976-77, cc. 16,
28; 1977-78, c.
10; 1978-79, c.
18; 1980-81-82-
83, c. 40

QUEBEC SAVINGS BANKS ACT

4. Subsection 2(1) of the *Quebec Savings Banks Act* is amended by adding thereto, in 20 alphabetical order within the subsection, the following definition:

"superior
court"
«cour supé-
rieure»

" "superior court" means

- (a) in the Provinces of Ontario, Nova Scotia, Prince Edward Island and 25 Newfoundland, the trial division or branch of the Supreme Court of the Province,
- (b) in the Province of British Columbia, the Supreme Court of the 30 Province,
- (c) in the Provinces of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan and Alberta, the Court of Queen's Bench for the Province, 35
- (d) in the Province of Quebec, the Superior Court of the Province, and
- (e) in the Yukon Territory and the Northwest Territories, the Supreme Court thereof;" 40

1980-81-82-83,
c. 40, s. 26

5. Section 65 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (4) thereof, the following subsection:

faire ou d'accomplir en vertu de la présente loi,

l'inspecteur peut, en plus de toute autre mesure qu'il est autorisé à prendre en vertu de la présente loi, demander à une 5 cour une ordonnance enjoignant à la banque ou à la personne de se conformer à l'ordre, de mettre fin à la contravention ou de faire la chose ou d'accomplir l'acte, selon le cas; la cour peut, dans le cadre de 10 la demande, rendre une telle ordonnance ou toute autre qu'elle estime indiquée.

Appeal

(2) La décision de la cour supérieure visée au paragraphe (1) peut être portée en appel devant la cour devant laquelle peut 15 être portée en appel toute autre ordonnance de la cour supérieure, et de la même façon.»

LOI SUR LES BANQUES D'ÉPARGNE DE QUÉBEC

S.R., ch. B-4;
ch. 3 (1^{er}
suppl.);
1976-77, ch. 16,
28; 1977-78, ch.
10; 1978-79, ch.
18; 1980-81-
82-83, ch. 40

4. Le paragraphe 2(1) de la *Loi sur les banques d'épargne de Québec* est modifié par 20 insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

«cour supérieure»

- a) La Division de première instance de la Cour suprême de l'Ontario, de la 25 Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve;
- b) la Cour suprême de la Colombie-Britannique;
- c) la Cour du Banc de la Reine du 30 Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta;
- d) la Cour supérieure du Québec;
- e) la Cour suprême du Yukon et des territoires du Nord-Ouest.» 35

«cour supé-
rieure»
"superior
court"

5. L'article 65 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

1980-81-82-83,
ch. 40, art. 26

Quebec Savings Banks Act

Clauses 4 to 6: New.

Loi sur les banques d'épargne de Québec

Articles 4 à 6. — Nouveaux.

Notice of
appraised value

“(4.1) Where an appraisal of any asset held by the bank or any of its subsidiaries has been made by the Inspector and the value determined by the Inspector to be the appropriate value of the asset having regard to the appraised value varies materially from the value placed by the bank or subsidiary on the asset, the Inspector shall send to the bank, the auditors of the bank and the audit committee of the bank a written notice of the appropriate value of the asset as determined by the Inspector.”

6. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 126 thereof, the following heading and sections:

“Directions of Compliance

126.1 (1) Where, in the opinion of the Inspector, the bank or any person in respect of the bank is committing or pursuing or is about to commit or pursue any act or course of conduct that is an unsafe or unsound practice in conducting the business of the bank, the Inspector may direct the bank or person to

- (a) cease or refrain from doing the act or pursuing the course of conduct; or
- (b) perform such acts as in the opinion of the Inspector are necessary to remedy the situation.

(2) Subject to subsection (3), no direction shall be issued to the bank or a person under subsection (1) unless the bank or person is provided with a reasonable opportunity to make representations in respect of the matter.

(3) Where, in the opinion of the Inspector, the length of time required for representations to be made under subsection (2) could be prejudicial to the public interest, the Inspector may make a temporary direction having effect for a period of not more than fifteen days.

(4) Unless it is sooner revoked or set aside pursuant to section 126.2, a temporary direction shall continue in effect at

«(4.1) Lorsque l'inspecteur a effectué l'évaluation d'un actif détenu par la banque ou une de ses filiales et que la valeur qui est, selon sa détermination, la valeur véritable de l'actif, compte tenu du montant de l'évaluation, diffère sensiblement de la valeur attribuée à l'actif par la banque ou sa filiale, l'inspecteur doit envoyer à la banque, aux vérificateurs de la banque et au comité de vérification de celle-ci un avis écrit de la valeur véritable de l'actif selon cette détermination.»

6. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 126, de ce qui suit :

«Ordres

126.1 (1) S'il est d'avis que la banque ou qu'une personne, à l'égard d'une banque, commet un acte ou se livre à une conduite, ou est sur le point de commettre un acte ou de se livrer à une conduite, contraires aux saines pratiques du commerce, dans le cadre de la gestion des affaires de la banque, l'inspecteur peut ordonner à la banque ou à la personne :

- a) soit de mettre un terme à l'acte ou à la conduite ou de s'en abstenir;
- b) soit de prendre les mesures de redressement qui, de l'avis de l'inspecteur, s'imposent.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), aucun ordre n'est donné à une banque ou à une personne en vertu du paragraphe (1) sans qu'il lui ait été donné la possibilité de présenter des observations.

(3) Lorsque, de l'avis de l'inspecteur, le délai requis pour la présentation des observations visées au paragraphe (2) serait préjudiciable à l'intérêt public, l'inspecteur peut donner un ordre temporaire d'une période de validité d'au plus quinze jours.

(4) À moins qu'il n'ait préalablement été révoqué en vertu de l'article 126.2, l'ordre temporaire reste en vigueur à l'ex-

Avis du
montant de
l'évaluation

Pouvoir de
l'inspecteur

Observations

Ordre
temporaire

Maintien en
vigueur de
l'ordre
temporaire

Inspector may
act

Opportunity to
make
representations

Temporary
direction

Temporary
direction may
continue in
effect

the expiration of the fifteen day period referred to in subsection (3) if no representations are made to the Inspector within that period or, such representations having been made, the Inspector notifies the bank or person that the Inspector is not satisfied that there are sufficient grounds for revoking the direction.

(5) A direction under this section shall be deemed not to be a statutory instrument for the purposes of the *Statutory Instruments Act*.

126.2 (1) The bank or any person in respect of which or whom a direction has been issued under section 126.1 may, by a notice in writing served on the Minister and the Inspector within

(a) fifteen days after the date of the direction, or

(b) in the case of a temporary direction that is continued pursuant to subsection 126.1(4), thirty days after the date of the direction,

appeal the matter to the Minister and, on any such appeal, the Minister may allow the appeal, dismiss the appeal or make such other order as the Minister deems appropriate in the circumstances.

(2) A direction under section 126.1 shall not be stayed by an appeal under subsection (1) unless the Minister orders otherwise.

126.3 (1) The bank or any person dissatisfied with a decision of the Minister under subsection 126.2(1) may, within fifteen days after the date of the decision, appeal the matter to a superior court and the court may, on the appeal, make any order it thinks fit.

(2) The appeal of a decision of the Minister under subsection (1) shall not stay the decision unless the superior court orders otherwise.

126.4 (1) If the bank or any person

(a) is contravening or has failed to comply with a direction of the Inspector

piration des quinze jours visés au paragraphe (3) si aucune observation n'a été présentée à l'inspecteur pendant le délai ou, lorsqu'il y a eu observations, si l'inspecteur avise la banque ou la personne qu'il n'est pas convaincu qu'il y a des motifs suffisants pour révoquer l'ordre.

(5) L'ordre visé au présent article est, pour l'application de la *Loi sur les textes réglementaires*, réputé ne pas être un texte réglementaire.

126.2 (1) La banque ou la personne à l'égard de qui a été donné un ordre en vertu de l'article 126.1 peut, par avis signifié au Ministre et à l'inspecteur :

a) soit dans les quinze jours suivant la date de l'ordre,

b) soit, dans le cas d'un ordre temporaire maintenu en vigueur en vertu du paragraphe 126.1(4), dans les trente jours suivant la date de l'ordre,

porter la question en appel devant le Ministre; celui-ci peut accueillir ou rejeter l'appel ou donner tout autre ordre qu'il estime indiqué dans les circonstances.

(2) L'exécution de l'ordre donné en vertu de l'article 126.1 n'est pas interrompue par l'appel prévu au paragraphe (1) à moins que le Ministre n'en ordonne autrement.

126.3 (1) La banque ou la personne en désaccord avec la décision du Ministre rendue en vertu du paragraphe 126.2(1) peut, dans les quinze jours suivant la date de la décision, porter l'affaire en appel devant la cour supérieure; celle-ci peut, dans le cadre de l'appel, rendre l'ordonnance qu'elle estime indiquée.

(2) L'exécution de la décision du Ministre n'est pas interrompue par l'appel prévu au paragraphe (1) à moins que la cour supérieure n'en ordonne autrement.

126.4 (1) Si la banque ou la personne :

Direction not
statutory
instrument

Appeal to
Minister

No stay on
appeal

Appeal to court

No stay on
appeal

Court
enforcement

Caractère non
réglementaire
de l'ordre

Appel au
Ministre

Non-interrup-
tion

Appel à la cour

Non-interrup-
tion

Exécution par
la cour

issued to the bank or person under section 126.1,

(b) is contravening this Act, or

(c) has omitted to do any matter, act or thing under this Act required to be done by or on the part of the bank or person, the Inspector may, in addition to any other action that may be taken under this Act, apply to a superior court for an order requiring the bank or person to comply with the direction, cease the contravention or do the matter, act or thing, as the case may require, and on such application the superior court may so order and make any other order it thinks fit.

(2) An appeal from a decision of a superior court under subsection (1) lies in the same manner as, and to the same court to which, an appeal may be taken from any other order of the superior court."

COOPERATIVE CREDIT ASSOCIATIONS ACT

7. Subsection 8.2(1) of the *Cooperative Credit Associations Act* is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (d) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (e) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (e) thereof, the following paragraph:

"(f) with the prior approval of the Minister, any corporation incorporated in Canada to deal in securities,"

a) soit omet de se conformer à un ordre qui lui a été donné par l'inspecteur en vertu de l'article 126.1,

b) soit contrevient à la présente loi,

c) soit a omis de faire une chose ou d'accomplir un acte qu'elle est tenue de faire ou d'accomplir en vertu de la présente loi, l'inspecteur peut, en plus de toute autre mesure qu'il est autorisé à prendre en vertu de la présente loi, demander à une cour supérieure une ordonnance enjoignant à la banque ou à la personne de se conformer à l'ordre, de mettre fin à la contravention ou de faire la chose ou d'accomplir l'acte, selon le cas; la cour supérieure peut, dans le cadre de la demande, rendre une telle ordonnance ou toute autre qu'elle estime indiquée.

(2) La décision de la cour supérieure visée au paragraphe (1) peut être portée en appel devant la cour devant laquelle peut être portée en appel toute autre ordonnance de la cour supérieure, et de la même façon.»

LOI SUR LES ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT

7. Le paragraphe 8.2(1) de la *Loi sur les associations coopératives de crédit* est modifié par suppression de «ou» à la fin de l'alinéa d), par insertion de «et» à la fin de l'alinéa e) et par adjonction de ce qui suit :

«f) avec l'approbation préalable du ministre, de toute personne morale constituée au Canada pour faire le commerce des valeurs mobilières.»

Appeal

R.S., c. C-29; c. 10 (2nd Suppl.); 1973-74, c. 37; 1980-81-82-83, c. 47; 1984, c. 31; 1985, c. 16

1973-74, c. 37, s. 7

S.R., ch. C-29; ch. 10 (2^e suppl.); 1973-74, ch. 37; 1980-81-82-83, ch. 47; 1984, ch. 31; 1985, ch. 16

1973-74, ch. 37 art. 7

Cooperative Credit Associations Act

Clause 7: New.

Loi sur les associations coopératives de crédit

Article 7. — Nouveau.

R.S., c. I-15; c. 19 (1st Suppl.); c. 10 (2nd Suppl.); 1970-71-72, cc. 43, 63; 1976-77, c. 39; 1980-81-82-83, cc. 40, 47, 62; 1984, c. 40; 1985, c. 16

CANADIAN AND BRITISH INSURANCE
COMPANIES ACT

LOI SUR LES COMPAGNIES D'ASSURANCE
CANADIENNES ET BRITANNIQUES

S.R., ch. I-15; ch. 19 (1^{er} suppl.); ch. 10 (2^e suppl.); 1970-71-72, ch. 43, 63; 1976-77, ch. 39; 1980-81-82-83, ch. 40, 47, 62; 1984, ch. 40; 1985, ch. 16

8. (1) Subsection 2(1) of the *Canadian and British Insurance Companies Act* is amended by adding thereto, in alphabetical order within the subsection, the following definition:

8. (1) Le paragraphe 2(1) de la *Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques* est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"superior court"
«cour supérieure»

"superior court" means

- (a) in the Provinces of Ontario, Nova Scotia, Prince Edward Island and Newfoundland, the trial division or branch of the Supreme Court of the 10 Province,
- (b) in the Province of British Columbia, the Supreme Court of the Province,
- (c) in the Provinces of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan and Alberta, the Court of Queen's Bench for the Province, 15
- (d) in the Province of Quebec, the Superior Court of the Province, and 20
- (e) in the Yukon Territory and the Northwest Territories, the Supreme Court thereof;"

«cour supérieure»

- a) La Division de première instance de la Cour suprême de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve;
- b) la Cour suprême de la Colombie-Britannique; 10
- c) la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta;
- d) la Cour supérieure du Québec; 15
- e) la Cour suprême du Yukon et des territoires du Nord-Ouest.»

5 «cour supérieure»
"superior court"

(2) Section 2 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsection: 25

(2) L'article 2 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit : 20

Certain instruments not statutory instruments

"(3) An instrument issued or made under this Act and directed to a single company, British company or person shall be deemed not to be a statutory instrument for the purposes of the *Statutory Instruments Act*." 30

«(3) Un texte pris sous le régime de la présente loi est, s'il ne se rapporte qu'à une seule compagnie, à une seule compagnie britannique ou à une seule personne, réputé ne pas être un texte réglementaire 25 au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*.»

Textes réputés ne pas être des textes réglementaires

9. Subsection 5(12) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: 35

9. Le paragraphe 5(12) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Reinsurance

"(12) Subject to subsection (13) and regulations made pursuant to subsection (14), a company may cause itself to be reinsured against any risk undertaken by 40

«(12) Sous réserve du paragraphe (13) et des règlements adoptés en application du paragraphe (14), la compagnie peut se faire réassurer contre tout risque auquel 30 Réassurance

Canadian and British Insurance Companies Act

Clause 8: New.

*Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et
britanniques*

Article 8. — Nouveau.

Clause 9: The amendment to subsection 5(12), which would add the underlined words, and the proposed new subsections 5(13) to (16), would limit the extent to which a company may cause itself to be reinsured.

Article 9. — Modifie le paragraphe 5(12) et y ajoute les mots soulignés. Adjonction des nouveaux paragraphes 5(13) à (16). Restreint la mesure dans laquelle une compagnie peut se faire réassurer.

it, and may reinsure any other insurer against any risk undertaken by such other insurer if the risk is of a class of insurance that the company is registered to under-take.

5

elle a souscrit, de même que réassurer tout autre assureur contre tout risque auquel celui-ci a souscrit, si le risque relève d'une classe d'assurance relativement à laquelle la compagnie peut, en vertu de son enregis-

5

Consent
necessary

Regulations

Regulation may
provide for
discretion

Validity of
reinsurance

c. 19 (1st
Suppl.), s. 5

Approval
required re
certain share
transactions

(13) A company may cause itself to be reinsured against any risk undertaken by it by an insurer that is associated with it only with the prior written consent of the Superintendent.

10

(14) The Governor in Council may make regulations

(a) limiting the extent to which a company may cause itself to be reinsured against risks undertaken by it;

15

(b) defining, for the purposes of this section, the circumstances under which a company is deemed to be associated with any other insurer; and

(c) respecting the matters that the Superintendent shall have regard to before giving any consent referred to in subsection (13).

20

(15) A regulation made pursuant to paragraph 14(a) may provide that the Superintendent may, by order, determine such matters or exercise such discretion as the regulation may specify.

25

(16) Any contract or agreement of any kind by which a company causes itself to be reinsured is neither void nor voidable by reason only of any failure to comply with this section or any regulation made under this section."

30

10. Section 10.1 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"10.1 (1) Where the total number of shares of a class of shares of a company held by a person and by other persons associated with the person exceeds ten per cent of the total number of the issued and outstanding shares of that class of shares of the company, the person shall not, without the approval in writing of the Minister,

40

45

(13) Sauf approbation préalable écrite du surintendant, la compagnie ne peut, à l'égard d'un risque auquel elle a souscrit, se faire réassurer par un assureur avec lequel elle est associée.

Consentement
du surintendant

(14) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

a) limiter la mesure dans laquelle la compagnie peut se faire réassurer contre un risque auquel elle a souscrit;

15

b) définir, aux fins du présent article, les cas où la compagnie est réputée être associée à un autre assureur; et

c) prévoir ce dont le surintendant doit tenir compte avant de donner l'approbation visée au paragraphe (13).

20

(15) Un règlement pris conformément à l'alinéa 14a) peut donner au surintendant le pouvoir de prendre des directives visant à régler toute question prévue au règlement, ou visant l'exercice de tout pouvoir discrétionnaire prévu au règlement.

Délégation de
pouvoirs
discrétionnaires

25

(16) Un contrat ou accord de quelque type que ce soit visant la réassurance d'un risque auquel a souscrit la compagnie n'est ni nul, ni annulable du seul fait de l'observation des dispositions du présent article ou des règlements pris sous son autorité."

Validité de la
réassurance

35

10. L'article 10.1 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

ch. 19 (1^{er}
suppl.), art. 5

"10.1 (1) Lorsque le nombre total des actions d'une catégorie d'actions d'une compagnie détenues par une personne et par d'autres personnes qui lui sont associées excède dix pour cent du nombre total des actions émises et en circulation de cette catégorie d'actions de la compagnie,

Approbation
obligatoire de
certaines
transactions
concernant des
actions

40

Clause 10: This amendment would require approval for certain share transactions.

Section 10.1 at present reads as follows:

“**10.1** Where a transfer is proposed of

(a) ten per cent or more of the total outstanding shares of a company, or

(b) any number of shares of a company being less than ten per cent of the total outstanding shares of the company, if the company has reason to believe that the transfer of those shares would result, directly or indirectly, in the acquisition of majority control of the voting stock of the company by any person,

Article 10. — Prévoit qu’une approbation est nécessaire dans certains cas.

Texte actuel de l’article 10.1 :

«**10.1** Lorsqu’il y a une proposition de transfert

a) de dix pour cent ou plus de l’ensemble des actions en circulation d’une compagnie, ou

b) d’un nombre d’actions de la compagnie représentant moins de dix pour cent de l’ensemble des actions en circulation de la compagnie, si la compagnie a quelque raison de croire que le transfert de ces actions entraînerait, directement ou indirectement, l’acquisition du contrôle majoritaire des actions donnant droit de vote de la compagnie par une personne,

(a) increase the percentage of his shareholdings of that class of shares in the company; or

(b) acquire and hold shares of any body corporate that holds or is associated with anyone who holds shares of the company of the same class as that held by the person and his associates if, after the acquisition, the person and his associates would hold more than ten per cent of the total number of issued and outstanding shares of any class of shares of the body corporate.

Idem

(2) Where the total number of shares of a class of shares of a company held by a person and by other persons associated with the person is ten per cent or less of the total number of the issued and outstanding shares of that class of shares of the company, the person shall not, without the approval in writing of the Minister,

(a) acquire and hold shares of that class of shares of the company if the acquisition would cause the total number of shares of that class held by the person and his associates to exceed ten per cent of the total number of the issued and outstanding shares of that class of the company; or

(b) acquire and hold shares of any body corporate that holds or is associated with anyone who holds shares of the company if, after the acquisition,

(i) the person and his associates would hold more than ten per cent of the total number of issued and outstanding shares of any class of shares of the body corporate, and

(ii) the aggregate shareholdings of that class of shares in the company of the person, the body corporate and the persons associated with them or either of them would exceed ten per cent of the total number of the issued and outstanding shares of that class of the company.

cette personne ne peut, sans l'approbation écrite du ministre :

a) augmenter le pourcentage des actions de cette catégorie qu'elle détient dans la compagnie; ou

b) acquérir et détenir des actions d'une personne morale qui détient ou qui est associée à quiconque détient des actions de cette compagnie appartenant à la même catégorie que celles que détient la personne et ses associés dans les cas où, après l'acquisition, cette personne et ses associés seraient détenteurs de plus de dix pour cent du nombre total des actions émises et en circulation appartenant à une catégorie d'actions quelconque de la personne morale.

Idem

(2) Lorsque le nombre total des actions d'une catégorie d'actions d'une compagnie détenues par une personne et par d'autres personnes qui lui sont associées est égal ou inférieur à dix pour cent du nombre total des actions émises et en circulation de cette catégorie d'actions de la compagnie, cette personne ne peut, sans l'approbation écrite du ministre :

a) acquérir et détenir des actions appartenant à cette catégorie d'actions de la compagnie dans les cas où l'acquisition porterait le nombre total des actions de cette catégorie d'actions détenues par la personne et par la personne et ses associés, à plus de dix pour cent du nombre total des actions émises et en circulation appartenant à cette catégorie d'actions de la compagnie; ou

b) acquérir et détenir des actions d'une personne morale qui détient ou qui est associée à quiconque détient des actions de la compagnie dans les cas où, après l'acquisition :

(i) cette personne et ses associés seraient détentrices de plus de dix pour cent du nombre total des actions émises et en circulation appartenant à une catégorie d'actions quelconque de la personne morale, et

(ii) cette personne, cette personne morale et les personnes qui sont associées à cette personne ou à cette per-

the company shall deposit with the Superintendent notice of the proposed transfer of shares, including with the notice information concerning the beneficial ownership of the shares after the transfer is effected; and no such transfer shall be entered in the book or books maintained pursuant to section 15 before the expiration of thirty days after the notice has been deposited with the Superintendent.”

la compagnie doit déposer au bureau du surintendant un avis de la proposition de transfert, en y joignant les renseignements relatifs aux droits de propriété bénéficiaire des actions après que le transfert aura été effectué; et aucun transfert de cette nature ne doit être inscrit dans le ou les registres tenus en conformité de l'article 15, avant l'expiration des trente jours qui suivent la date où l'avis a été fourni au surintendant.»

Prohibition re
recording of
certain share
transactions

(3) Except with the approval in writing of the Minister, a company shall not record in the books kept pursuant to section 15 a transfer or issue of any share of the company to any person if

(a) when the total number of shares of that class of shares of the company held by the person and by other persons associated with the person exceeds ten per cent of the total number of the issued and outstanding shares of that class of shares of the company, the transfer or issue would increase the percentage of shares of that class held by the person and the associates of the person; or

(b) when the total number of shares of a class of shares held by the person and by other persons associated with the person is ten per cent or less of the total number of the issued and outstanding shares of that class of shares of the company, the transfer or issue would cause the total number of shares of that class held by the person and the associates of the person to exceed ten per cent of the total number of the issued and outstanding shares of that class of the company.

Deeming same
class of shares

(4) For the purposes of subsections (1) to (3), each series of shares of a class of shares of a company shall be deemed to be a separate class.

Application for
approval

10.11 (1) An application for an approval of the Minister required under subsection 10.1(1) or (2) shall

(a) contain such information as the Governor in Council may, by regulation, prescribe; and

(b) be filed with the Superintendent.

Receipt

(2) Where an application filed under subsection (1) contains all the required

sonne morale ou encore à l'une et l'autre seraient détentrices de plus de dix pour cent du nombre total des actions appartenant à cette catégorie d'actions de la compagnie.

(3) Sauf approbation écrite du ministre, une compagnie ne peut inscrire dans les registres tenus en vertu de l'article 15 le transfert ou l'émission d'une action de la compagnie à une personne si :

a) dans les cas où le nombre total des actions de cette catégorie d'actions de la compagnie détenues par la personne et par d'autres personnes qui lui sont associées excède dix pour cent du nombre total des actions émises et en circulation de cette catégorie d'actions de la compagnie, le transfert ou l'émission augmenterait le pourcentage des actions de cette catégorie que détiennent la personne et la personne et ses associés;

b) dans les cas où le nombre total des actions d'une catégorie d'actions détenues par la personne et par d'autres personnes qui lui sont associées est égal ou inférieur à dix pour cent du nombre total des actions émises et en circulation de cette catégorie d'actions de la compagnie, le transfert ou l'émission porterait le nombre total des actions de cette catégorie que détiennent la personne et la personne et ses associés, à plus de dix pour cent du nombre total des actions émises et en circulation de cette catégorie d'actions de la compagnie.

(4) Pour l'application des paragraphes (1) à (3), chaque série d'actions appartenant à une même catégorie d'actions d'une compagnie est réputée être une catégorie distincte.

10.11 (1) Une demande au ministre concernant l'approbation visée au paragraphe 10.1(1) ou (2) doit :

a) contenir les renseignements que le gouverneur en conseil peut prévoir par règlement; et

b) être déposée auprès du surintendant.

(2) Lorsqu'une demande déposée en vertu du paragraphe (1) contient tous les

Interdiction :
inscription de
certaines
transactions des
actions

Présomption
relative aux
catégories
d'actions

Demande
d'approbation

Récépissé

information or reasons for the inability to provide any part of the information, or where the application is completed pursuant to subsection (3), the Superintendent shall forthwith send a receipt to the applicant certifying the date on which

(a) the complete application filed under subsection (1) was received by the Superintendent; or

(b) the information required to complete the application was received by the Superintendent pursuant to subsection (3).

Incomplete application

(3) Where an application filed under subsection (1) is incomplete, the Superintendent shall send a notice to the applicant specifying the information required to complete the application and requesting that such information be provided to the Superintendent in order to complete the application.

Reference to Minister

10.12 (1) When a receipt is sent to an applicant pursuant to subsection 10.11(2), the Superintendent shall refer the application to the Minister together with all material in the possession of the Superintendent pertaining to the application.

Matters to be taken into account by Minister

(2) In determining whether or not to approve a share transaction that directly or indirectly affects a company in respect of which an application for an approval is made under section 10.11, the Minister shall consider all matters relevant to the application by the person in respect of the share transaction and, without limiting the generality of the foregoing, the Minister shall have particular regard to

(a) the nature and sufficiency of the financial resources of the person as a source of continuing financial support for the company;

(b) the soundness and feasibility of plans of the person for the future conduct and development of the business of the company;

(c) the business record and experience of the person;

(d) whether the company will be operated responsibly by persons who are fit

renseignements exigés ou qu'elle fait état des motifs pour lesquels certains renseignements ne sont pas fournis, ou encore lorsqu'une demande est complétée conformément au paragraphe (3), le surintendant doit sans délai envoyer un récépissé à l'auteur de la demande indiquant la date à laquelle il a reçu :

a) soit la demande dûment complétée conformément au paragraphe (1);

b) soit les renseignements nécessaires pour compléter la demande conformément au paragraphe (3).

(3) Lorsqu'une demande déposée en vertu du paragraphe (1) est incomplète, le surintendant doit envoyer à l'auteur de la demande un avis précisant les renseignements nécessaires pour compléter cette dernière et exigeant que ces renseignements lui soient fournis à cet égard.

Demande incomplète

10.12 (1) Lorsqu'un récépissé est envoyé à l'auteur d'une demande conformément au paragraphe 10.11(2), le surintendant doit renvoyer celle-ci au ministre accompagnée de tous les documents s'y rapportant qu'il a en sa possession.

Renvoi au ministre

(2) Dans sa décision au sujet de la question de savoir s'il y a lieu d'approuver ou non une transaction concernant des actions et ayant un effet direct ou indirect sur une compagnie à l'égard de laquelle une demande d'approbation est faite en application de l'article 10.11, le ministre tient compte, à l'égard de la transaction en question, de tous les facteurs pertinents à la demande de la personne concernée et, sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède, le ministre porte une attention particulière :

Facteurs dont le ministre tient compte

a) à la nature et à la suffisance des ressources financières de la personne comme support financier durable pour la compagnie;

b) au bien-fondé et à la faisabilité des projets de la personne pour la conduite et l'expansion futures des opérations de la compagnie;

	<p>as to character, competence and experience suitable to involvement in the operation of a financial institution; and</p> <p>(e) the best interests of the financial system in Canada.</p>	<p>c) aux antécédents et à l'expérience de la personne en ce qui a trait aux affaires;</p> <p>d) au fait que la compagnie sera ou non exploitée de façon responsable par des personnes dont la personnalité, la compétence et l'expérience les rendent aptes à participer à l'exploitation d'une institution financière; et</p> <p>e) aux meilleurs intérêts du système financier canadien.</p>
Approval	<p>10.13 (1) Subject to sections 10.14 and 10.15, the Minister shall, within thirty days after the certified date referred to in subsection 10.11(2), send a notice to the applicant that the Minister approves the share transaction to which the application relates.</p>	<p>10.13 (1) Sous réserve des articles 10.14 et 10.15, le ministre doit, dans les trente jours suivant la date visée au paragraphe 10.11(2), envoyer un avis à l'auteur de la demande lui indiquant qu'il approuve la transaction faisant l'objet de la demande.</p>
Deemed approval	<p>(2) Subject to sections 10.14 and 10.15, where the Minister does not send a notice under subsection (1) within the thirty day period referred to in that subsection, the Minister is deemed to approve the share transaction to which the application relates and shall send a notice to that effect to the applicant.</p>	<p>(2) Sous réserve des articles 10.14 et 10.15, le ministre est, dans les cas où il n'envoie pas l'avis prévu au paragraphe (1) dans les trente jours visés à ce paragraphe, réputé approuver la transaction faisant l'objet de la demande et il doit envoyer un avis à cet effet à l'auteur de la demande.</p>
Extension of period	<p>10.14 (1) Where the Minister is unable to complete the consideration of an application within the thirty day period referred to in subsection 10.13(1), the Minister shall, within that period, send a notice to that effect to the applicant and shall, within thirty days after the date of the sending of the notice or within such further period as may be agreed on by the applicant and the Minister, complete the consideration of the application.</p>	<p>10.14 (1) S'il ne peut compléter l'examen de la demande dans les trente jours visés au paragraphe 10.13(1), le ministre doit, dans ce délai, envoyer un avis à cet effet à l'auteur de la demande et, dans les trente jours suivant la date de l'envoi de cet avis ou dans le délai plus long dont peuvent convenir le ministre et l'auteur de la demande, il doit compléter l'examen de celle-ci.</p>
Notice of approval	<p>(2) If, within the thirty day period referred to in subsection (1) or such further period as is agreed on pursuant to that subsection, the Minister approves the share transaction to which the application relates, the Minister shall, within that period, send a notice to that effect to the applicant.</p>	<p>(2) Dans les cas où, dans les trente jours visés au paragraphe (1) ou dans le délai plus long convenu en vertu de ce paragraphe, le ministre approuve la transaction faisant l'objet de la demande, celui-ci doit, dans ce délai, envoyer un avis à cet effet à l'auteur de la demande.</p>
Where approval deemed	<p>(3) Subject to section 10.15, where the Minister does not send a notice under subsection (2) within the period referred to in that subsection, the Minister is deemed to</p>	<p>(3) Sous réserve de l'article 10.15, le ministre est, dans les cas où il n'envoie pas l'avis prévu au paragraphe (2) dans le délai visé à ce paragraphe, réputé approu-</p>

	<p>approve the share transaction to which the application relates and shall send a notice to that effect to the applicant.</p>	<p>ver la transaction faisant l'objet de la demande et il doit envoyer un avis à cet effet à l'auteur de la demande.</p>	
<p>Notice of right to make representations</p>	<p>10.15 (1) Where the Minister is not satisfied within the thirty day period referred to in subsection 10.13(1) or within any extension period referred to in subsection 10.14(1) that the share transaction to which the application relates should be approved, the Minister shall send a notice to that effect to the applicant, advising the applicant of the right of the applicant to make representations within thirty days after the date of the notice or within such further period as may be agreed on by the applicant and the Minister.</p>	<p>10.15 (1) Lorsque le ministre n'est pas, dans les trente jours visés au paragraphe 10.13(1) ou dans le délai supplémentaire prévu au paragraphe 10.14(1), convaincu que la transaction concernant des actions faisant l'objet de la demande devrait être approuvée, le ministre doit envoyer un avis à cet effet à l'auteur de la demande l'informant de son droit de présenter des observations dans les trente jours suivant la date de l'avis ou dans le délai plus long dont peuvent convenir le ministre et l'auteur de la demande.</p>	<p>Droit de présenter des observations : avis</p>
<p>Representations</p>	<p>(2) Where, after the receipt of the notice referred to in subsection (1), the applicant advises the Minister that the applicant wishes to make representations, the Minister shall provide the applicant with a reasonable opportunity, within the period referred to in that subsection for so doing, to make representations in respect of the matter.</p>	<p>(2) Lorsque, après réception de l'avis prévu au paragraphe (1), l'auteur de la demande avise le ministre qu'il désire présenter des observations, le ministre doit, dans la mesure de ce qui est raisonnable, lui donner la possibilité, pendant le délai prévu à ce paragraphe pour ce faire, de présenter des observations sur la question.</p>	<p>Observations</p>
<p>Notice of decision of Minister</p>	<p>10.16 On the expiration of the period referred to in subsection 10.15(1) for making representations, the Minister shall, in the light of any such representations and having regard to the matters to be taken into account under subsection 10.12(2), forthwith send a notice to the applicant indicating whether the Minister approves or does not approve the share transaction to which the application relates.</p>	<p>10.16 À l'expiration du délai prévu au paragraphe 10.15(1) pour la présentation d'observations, le ministre doit, à la lumière de celles-ci et eu égard aux facteurs qui doivent être pris en considération en vertu du paragraphe 10.12(2), envoyer sans délai un avis à l'auteur de la demande lui indiquant s'il approuve ou non la transaction faisant l'objet de la demande.</p>	<p>Avis de la décision du ministre</p>
<p>Application of certain Act not affected</p>	<p>10.17 (1) Subject to subsection (2), nothing in sections 10.11 to 10.16 and nothing done under any of those sections restricts the application of the <i>Competition Act</i> in respect of the acquisition of a business or an interest therein.</p>	<p>10.17 (1) Sous réserve du paragraphe (2), les articles 10.11 à 10.16, non plus que ce qui a pu être fait sous leur autorité, n'ont pour effet de restreindre l'application de la <i>Loi sur la concurrence</i> en ce qui concerne l'acquisition d'une entreprise ou d'un intérêt dans une entreprise.</p>	<p>Application de certaines lois</p>
<p>Where application of certain Act precluded</p>	<p>(2) Where a notice is sent by the Minister to the Director of Investigation and Research under the <i>Competition Act</i> to the effect that a share transaction that has been approved under this Act is desirable in the interests of the financial system in</p>	<p>(2) Dans les cas où le ministre envoie un avis au directeur des enquêtes et des recherches en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> énonçant qu'une transaction concernant des actions a été approuvée conformément à la présente loi et qu'elle est</p>	<p>Non-application de certaines lois</p>

Canada, the *Competition Act* shall not apply in respect of that share transaction.

souhaitable dans l'intérêt du système financier canadien, la *Loi sur la concurrence* ne s'applique pas à cette transaction.

Exemption

10.18 The Governor in Council may, by regulation, exempt any share transaction or class of share transactions from any of the provisions of section 10.1.

10.18 Le gouverneur en conseil peut, par règlement, exempter de l'application de l'une quelconque des dispositions de l'article 10.1 une transaction concernant des actions ou une catégorie de transactions concernant des actions.

Exemption

Disallowance of voting rights, etc.

10.19 (1) Where it appears to the Minister that at any time after June 26, 1986 but before this section comes into force a person

10.19 (1) Dans les cas où le ministre est d'avis qu'une personne a, après le 26 juin 1986 mais avant l'entrée en vigueur du présent article :

Retrait des droits de vote

(a) has increased his shareholdings in a company, or

a) augmenté sa participation dans le capital-actions d'une compagnie, ou

(b) has acquired and is holding shares of a body corporate that holds or is associated with anyone who holds shares of a company,

b) a acquis et détient des actions d'une personne morale qui détient ou qui est associée à quiconque détient des actions d'une compagnie,

which increase or acquisition and holding would, without the approval of the Minister, be a contravention of section 10.1 if that section was in force at that time, the Minister may, where the Minister deems it to be in the public interest to do so,

et que l'augmentation ou l'acquisition et la détention constitueraient, sans l'approbation du ministre, une contravention à l'article 10.1 si cet article était en vigueur à ce moment, le ministre peut, s'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire :

(c) direct the company not to allow anyone, other than a trustee referred to in subsection (3), to exercise any voting rights pertaining to such portion of the shareholdings of the person, body corporate or any associate of the person or body corporate in the company as the Minister deems appropriate in the circumstances,

c) soit donner à la compagnie la directive de ne permettre à personne, sauf au fiduciaire visé au paragraphe (3), d'exercer l'un quelconque des droits de vote afférents à une partie quelconque des actions de la compagnie que détient la personne, la personne morale, ou un associé de l'une ou l'autre de celles-ci, et que le ministre estime indiquée dans les circonstances;

(d) direct the person to divest himself of the increased shareholdings in the company within such time as the Minister may specify in the direction, or

d) soit donner à la personne la directive de se départir des actions acquises lors de l'augmentation dans le délai que le ministre peut préciser dans sa directive;

(e) direct the body corporate or any of its associates to divest itself of such portion of its shareholdings in the company as the Minister deems appropriate in the circumstances within such time as the Minister may specify in the direction.

e) soit donner à la personne morale ou à l'un ou l'autre de ses associés la directive de se départir, dans le délai que le ministre peut préciser dans sa directive, d'une partie quelconque des actions de la compagnie qu'ils détiennent et que le ministre estime indiquée dans les circonstances.

Idem

(2) Where it appears to the Minister that a person has, in contravention of section 10.1,

(a) increased his shareholdings in a company, or

(b) acquired and is holding shares of a body corporate that holds or is associated with anyone who holds shares of a company,

the Minister may, where the Minister deems it to be in the public interest to do so,

(c) direct the company not to allow anyone, other than a trustee referred to in subsection (3), to exercise any voting rights pertaining to such portion of the shareholdings of the person, body corporate or any associate of the person or body corporate in the company as the Minister deems appropriate in the circumstances,

(d) direct the person to divest himself of the increased shareholdings in the company within such time as the Minister may specify in the direction, or

(e) direct the body corporate or any of its associates to divest itself of such portion of its shareholdings in the company as the Minister deems appropriate in the circumstances within such time as the Minister may specify in the direction.

Vesting of
voting rights

(3) Where the Minister has, pursuant to subsection (1) or (2), directed a company not to allow the exercise of voting rights pertaining to the shareholdings of a person, body corporate or any associate of the person or body corporate in the company, the Minister may, by order, vest those voting rights in a trustee for the company.

Effect of
vesting of
voting rights

(4) Where voting rights are vested in a trustee pursuant to an order under subsection (3),

(a) the trustee shall act in the best interests of and at the expense of the company concerned and may, notwith-

Idem

(2) Dans les cas où le ministre est d'avis qu'une personne a, en contravention de l'article 10.1 :

a) augmenté sa participation dans le capital-actions d'une compagnie, ou

b) acquis et détient des actions d'une personne morale qui détient ou qui est associée à quiconque détient des actions d'une compagnie,

le ministre peut, s'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire :

c) soit donner à la compagnie la directive de ne permettre à personne, sauf au fiduciaire visé au paragraphe (3), d'exercer l'un quelconque des droits de vote afférents à une partie quelconque des actions de la compagnie que détient la personne, la personne morale ou un associé de l'une ou l'autre de celles-ci, et que le ministre estime indiquée dans les circonstances;

d) soit donner à la personne la directive de se départir des actions acquises lors de l'augmentation dans le délai que le ministre peut préciser dans sa directive;

e) soit donner à la personne morale ou à l'un ou l'autre de ses associés la directive de se départir, dans le délai que le ministre peut préciser dans sa directive, d'une partie quelconque des actions de la compagnie qu'ils détiennent et que le ministre estime indiquée dans les circonstances.

(3) Dans les cas où, conformément au paragraphe (1) ou (2), le ministre a donné à une compagnie la directive d'interdire l'exercice de droits de vote afférents aux actions d'une compagnie détenues par une personne, une personne morale, ou un associé de l'une ou l'autre de celles-ci, le ministre peut, par arrêté, attribuer ces droits de vote à un fiduciaire de la compagnie.

Dévolution des
droits de vote

(4) Lorsque des droits de vote sont attribués à un fiduciaire conformément à l'arrêté prévu au paragraphe (3) :

a) le fiduciaire doit agir dans le meilleur intérêt et aux frais de la compagnie concernée et il peut, par dérogation à

Effet de la
dévolution des
droits de vote

	standing any other Act or law, do all such things and execute all such documents as are necessary to give effect to the order; and		toute autre loi ou règle de droit, prendre toute mesure et signer tous les documents nécessaires à l'exécution de l'arrêté; et	
	(b) no action lies against the trustee for anything done in good faith in carrying out the duties as such trustee.	5	b) il n'y a pas de recours contre le fiduciaire pour un acte accompli de bonne foi dans le cadre de ses fonctions.	5
Right to make representations	(5) No direction or order shall be issued to a company or person under this section unless the Minister has provided each person to whom the direction relates and the company concerned with a reasonable opportunity to make representations in respect of the matter.	10	(5) Aucun arrêté ne peut être pris, ni une directive donnée, à l'égard d'une compagnie ou d'une personne en vertu du présent article à moins que le ministre n'ait, dans la mesure de ce qui est raisonnable, donné à chaque personne visée par cet arrêté ou directive, de même qu'à la compagnie concernée, la possibilité de présenter des observations sur la question.	15
Appeal	10.2 (1) Any person in respect of whom a direction has been issued under section 10.19 may, within thirty days after the date of the direction, appeal the matter to a superior court and the court may, on the appeal, make any order it thinks fit.	20	10.2 (1) Toute personne visée par une directive donnée en application de l'article 10.19 peut, dans les trente jours suivant la date de la directive, interjeter à ce sujet un appel auprès d'une cour supérieure; celle-ci peut, dans le cadre de l'appel, rendre toute ordonnance qu'elle estime indiquée.	20
No stay on appeal	(2) A direction under paragraph 10.19(1)(c) or (2)(c) shall not be stayed by an appeal under subsection (1).		(2) L'exécution d'une directive donnée en vertu de l'alinéa 10.19(1)c) ou (2)c) n'est pas interrompue par l'appel prévu au paragraphe (1).	25
Idem	(3) An appeal from a decision of a superior court under subsection (1) lies in the same manner as, and to the same court to which, an appeal may be taken from any other order of the superior court.	25	(3) La décision que rend une cour supérieure conformément au paragraphe (1) peut, de la même manière que s'il s'agit d'une autre ordonnance de cette cour, être portée en appel devant toute cour pouvant entendre un appel concernant une semblable autre ordonnance de cette cour supérieure.	30
Application for court order	(4) Where any person fails to comply with a direction under section 10.19, an application on behalf of the Minister may be made to a superior court for an order to enforce the direction and the court may, on such application, make such order or orders as, in its opinion, the circumstances require to give effect to the terms of the direction including, without limiting the generality of the foregoing, requiring the company concerned to sell the shares of the person in respect of whom the direction was issued.	40	(4) Lorsqu'une personne omet de se conformer à une directive donnée en vertu de l'article 10.19, une demande peut être présentée au nom du ministre à une cour supérieure dans le but d'obtenir l'exécution de cette directive; la cour peut, sur présentation d'une telle demande, rendre toute ordonnance qu'elle estime indiquée dans les circonstances pour donner effet aux modalités de la directive et, notamment, elle peut obliger la compagnie concernée à vendre les actions de la personne visée par la directive en question.	45

Droit de
présenter des
observations

Appel

Non-interrup-
tion

Idem

Demande
d'ordonnance
judiciaire

Company
powers, etc.

(5) Where shares are ordered to be sold by a company under subsection (4),

(a) the company has the power to, and shall in accordance with the order, sell the shares as if it were the owner thereof; and

(b) subsections 43.1(3) and (4) and section 43.2 of the *Canada Business Corporations Act* apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of the sale of the shares.

Appeal

(6) An appeal from an order of a superior court under subsection (4) lies in the same manner as, and to the same court to which, an appeal may be taken from any other order of the superior court.

Declaration
required in
certain cases

10.21 The Superintendent may, from time to time, in writing, direct a company to obtain from any person in whose name a share of the company is held a declaration containing information

(a) concerning the ownership or beneficial ownership of the share, *

(b) whether the share is held by a person who is associated with any other person and the name of that other person, where applicable,

(c) concerning the ownership or beneficial ownership of the shares of a body corporate or of any associate of the body corporate that is a shareholder of the company, and

(d) concerning such other related matters as are specified by the Superintendent,

and as soon as possible after the receipt of the direction from the Superintendent, the company shall comply therewith and every person who is requested by the company to provide a declaration containing information referred to in this section shall forthwith comply with the request.

Interpretation

10.22 For the purposes of sections 10.1 to 10.21 and this section,

(5) Lorsqu'il est ordonné que des actions soient vendues par la compagnie en application du paragraphe (4) :

a) celle-ci a le pouvoir et doit, conformément à l'ordonnance, vendre les actions comme si elle en était le propriétaire; et

b) les paragraphes 43.1(3) et (4) et l'article 43.2 de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes* s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à la vente des actions.

Pouvoirs de la
compagnie

Appeal

(6) L'ordonnance que rend une cour supérieure conformément au paragraphe (4) peut, de la même manière que s'il s'agissait d'une autre ordonnance de cette cour, être portée en appel devant toute cour pouvant entendre un appel concernant une semblable autre ordonnance de cette cour supérieure.

20

10.21 Au besoin, le surintendant peut, par écrit, donner à une compagnie la directive d'exiger de toute personne au nom de qui est détenue une action de la compagnie une déclaration contenant des renseignements :

Déclaration
obligatoire en
certains cas

a) se rapportant à la propriété ou à la propriété véritable de cette action;

b) indiquant si l'action est détenue par une personne qui est associée à une autre personne et le nom de cette dernière, le cas échéant;

c) concernant la propriété ou la propriété véritable des actions d'une personne morale ou d'un associé de celle-ci qui est actionnaire de la compagnie; et

d) concernant toute autre question connexe que précise le surintendant.

Dès que possible après avoir reçu la directive du surintendant, la compagnie doit s'y conformer et toute personne à qui la compagnie demande de produire la déclaration contenant les renseignements visés au présent article doit immédiatement se conformer à la demande.

45

10.22 Pour l'application des articles 10.1 à 10.21 et du présent article :

Interprétation

(a) a share acquired or held for the benefit of a person by a trustee, legal representative, agent or other intermediary shall be deemed to be acquired or held by the person, but a share shall not be deemed to be acquired or held by a person if it is acquired or held by the person only by way of security;

(b) a person is associated with another person if

(i) both persons are partners in a partnership,

(ii) both persons are members of a voting trust where the trust relates to shares of a company,

(iii) one person holds more than ten per cent of the issued and outstanding number of shares of a class of shares or series thereof of the other person, where that other person is a corporation, or

(iv) more than ten per cent of the issued and outstanding number of shares of a class of shares or series thereof of each person, where each person is a corporation, is held by another person; and

(c) where two persons are associated with another person at the same time, those two persons are associated with each other."

a) une action est réputée avoir été acquise ou être détenue par une personne si elle a été acquise ou est détenue pour son bénéfice par un fiduciaire, un représentant légal, un mandataire ou un autre intermédiaire; l'action n'est pas réputée avoir été acquise ou être détenue par une personne si cette dernière l'a acquise ou la détient à titre de garantie exclusivement;

b) une personne est associée à une autre personne dans les cas où :

(i) les deux personnes sont associées dans une société,

(ii) les deux personnes sont membres d'un organisme de fiducie ayant droit de vote, si cet organisme se rapporte à des actions d'une compagnie,

(iii) cette personne détient plus de dix pour cent des actions émises et en circulation appartenant à une catégorie d'actions ou à une série d'actions de l'autre personne, si cette dernière est une corporation,

(iv) une tierce personne détient plus de dix pour cent des actions émises et en circulation appartenant à une catégorie d'actions ou à une série d'actions de chacune de ces personnes, si ces dernières sont des corporations;

c) dans les cas où deux personnes sont simultanément associées à une autre personne, ces deux personnes sont associées l'une à l'autre."

11. Section 18 of the said Act is amended by adding thereto the following subsection:

"(4) For the purposes of this Act, the *Bank Act*, the *Investment Companies Act*, the *Loan Companies Act* and the *Trust Companies Act*, a company operating on the mutual plan is a resident if its head office and chief place of business are located in Canada and three quarters or more of the members of its board of directors and all committees thereof are Canadian citizens ordinarily resident in Canada."

11. L'article 18 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

"(4) Pour l'application de la présente loi, de la *Loi sur les banques*, de la *Loi sur les sociétés d'investissement*, de la *Loi sur les compagnies de prêt* et de la *Loi sur les compagnies fiduciaires*, une compagnie opérant sur le plan mutuel est un résident si son siège social et son bureau principal sont situés au Canada et si au moins les trois-quarts tant des membres de son conseil d'administration que des membres de chacun des comités de ce conseil sont des citoyens canadiens résidant ordinairement au Canada."

Mutual
companies

Mutuelles

Clauses 11 to 15: New.

Articles 11 à 15. — Nouveaux.

1976-77, c. 39,
s. 5

12. Section 64 of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (a) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (b) thereof, the following paragraph:

"(c) with the prior approval of the Minister, any corporation incorporated in Canada to deal in securities," 10

c. 19 (1st
Suppl.), s. 20

13. Subsection 65(1) of the said Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (f) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (g) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (g) thereof, the following paragraph:

"(h) with the prior approval of the Minister, any corporation incorporated in Canada to deal in securities," 20

14. Section 70 of the said Act is amended by adding thereto the following subsections:

"(5) In addition to the statements referred to in subsections (1) and (4), a company shall, when requested to do so by the Superintendent, deposit in the Department an additional statement, in such form, relating to such period and containing such information as the Superintendent may deem necessary to ascertain the financial condition of the company and whether the company is complying with this Act and the regulations and any requirement, order, undertaking, direction or request made thereunder. 35

(6) Where the Superintendent requests a company to deposit a statement pursuant to subsection (5), the company shall deposit the statement in the Department

(a) in the case of a company registered to transact only the business of reinsurance, within ninety days after the later of

(i) the date on which the statement is requested, and 45

(ii) the expiration of the period to which the statement relates, and

12. L'article 64 de la même loi est modifié par suppression de «et» à la fin de l'alinéa a) et par adjonction de ce qui suit :

«c) avec l'approbation préalable du ministre, de toute personne morale constituée au Canada pour faire le commerce des valeurs mobilières,» 5

13. Le paragraphe 65(1) de la même loi est modifié par suppression de «ou» à la fin de l'alinéa f) et par adjonction de ce qui suit : 10

«h) avec l'approbation préalable du ministre, de toute personne morale constituée au Canada pour faire le commerce des valeurs mobilières,»

14. L'article 70 de la même loi est modifié 15 par adjonction de ce qui suit :

«(5) Outre les états visés aux paragraphes (1) et (4), une compagnie doit, à la demande du surintendant, déposer auprès du département un état supplémentaire qui, quant à sa forme, à la période qu'il couvre et aux renseignements qu'il contient, est tel, selon ce qu'estime le surintendant, qu'il permette à ce dernier d'évaluer la situation financière de la compagnie, de même que la question de savoir si celle-ci se conforme à la présente loi et aux règlements, exigences, ordonnances, arrêtés, directives ou demandes qui en découlent. 20

(6) Dans les cas où le surintendant exige le dépôt d'un état en application du paragraphe (5), la compagnie doit déposer l'état auprès du département : 25

a) s'il s'agit d'une compagnie enregistrée exclusivement pour l'exploitation d'opérations de réassurance, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent le plus tardif des événements suivants :

(i) la date à laquelle l'état est exigé, et 40

1976-77, ch. 39,
art. 5

ch. 19 (1^{er}
suppl.), art. 20

États supplé-
mentaires

Dépôt : délai

Additional
statement

Time for
deposit

(b) in the case of any other company, within forty-five days after the later of
(i) the date on which the statement is requested, and
(ii) the expiration of the period to which the statement relates, 5
but the Superintendent may shorten either period in any case where the Superintendent considers that there is an urgent need for the statement.” 10

(ii) l'expiration de la période à laquelle se rapporte l'état; et
b) s'il s'agit d'un autre genre de compagnie, dans les quarante-cinq jours qui suivent le plus tardif des événements suivants : 5
(i) la date à laquelle l'état est exigé, et
(ii) l'expiration de la période à laquelle se rapporte l'état. 10

Le surintendant peut abréger l'un ou l'autre de ces délais s'il estime que l'état doit être obtenu d'urgence.»

15. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 71.1 thereof, the following heading and sections:

15. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 71.1, de ce qui suit : 15

“Directions of Compliance

«Directives

Superintendent may act

Pouvoir du surintendant

71.2 (1) Where, in the opinion of the Superintendent, a company or a person in respect of a company is committing or pursuing or is about to commit or pursue any act or course of conduct that is an unsafe or unsound practice in conducting the business of the company, the Superintendent may direct the company or person to do either or both of the following: 15
(a) cease or refrain from doing the act or pursuing the course of conduct; and 25
(b) perform such acts as in the opinion of the Superintendent are necessary to remedy the situation.

71.2 (1) Dans les cas où, de l'avis du surintendant, une compagnie, ou une personne à l'égard d'une compagnie, commet ou poursuit un acte, est sur le point de commettre ou de poursuivre un acte, a ou recherche un comportement ou encore est sur le point d'avoir ou de rechercher un comportement, alors que cet acte ou ce comportement, selon le cas, ne constitue pas une pratique saine ou établie dans la conduite des opérations de la compagnie, le surintendant peut donner à cette compagnie ou à cette personne une directive les enjoignant de prendre l'ensemble ou l'une quelconque des mesures suivantes : 30

- a) s'abstenir ou cesser de commettre l'acte ou de s'adonner au comportement;
- b) poser des gestes qui, de l'avis du surintendant, auront pour effet de remédier à la situation. 35

Opportunity for representations

Observations

(2) Subject to subsection (3), no direction shall be issued to a company or person under subsection (1) unless the company or person is provided with a reasonable opportunity to make representations in respect of the matter. 30

(2) Sous réserve du paragraphe (3), aucune directive n'est donnée à une compagnie ou à une personne en vertu du paragraphe (1) à moins que, dans la mesure de ce qui est raisonnable, la possibilité de présenter des observations à cet égard ne lui ait été accordée. 40

Temporary direction

Directive temporaire

(3) Where, in the opinion of the Superintendent, the length of time required for representations to be made under subsec- 35

(3) Lorsque, à son avis, le délai requis pour la présentation des observations visées au paragraphe (2) pourrait être pré- 45

tion (2) could be prejudicial to the public interest, the Superintendent may make a temporary direction having effect for a period of not more than fifteen days.

Temporary
direction may
continue in
effect

(4) Unless it is sooner revoked or set aside pursuant to section 71.3, a temporary direction shall continue in effect at the expiration of the fifteen day period referred to in subsection (3) if no representations are made to the Superintendent within that period or, such representations having been made, the Superintendent notifies the company or person that the Superintendent is not satisfied that there are sufficient grounds for revoking the direction. 5 10 15

Appeal to
Minister

71.3 (1) Any company or person in respect of which or whom a direction has been issued under section 71.2 may, by a notice in writing served on the Minister and the Superintendent within 20

(a) fifteen days after the date of the direction, or

(b) in the case of a temporary direction that is continued pursuant to subsection 25 71.2(4), thirty days after the date of the direction,

appeal the matter to the Minister and, on any such appeal, the Minister may allow the appeal, dismiss the appeal or make 30 such other order as the Minister deems appropriate in the circumstances.

No stay on
appeal

(2) A direction under section 71.2 shall not be stayed by an appeal under subsection (1). 35

Court
enforcement

71.4 (1) If a company or a person

(a) is contravening or has failed to comply with a direction of the Superintendent issued to the company or person pursuant to section 71.2, 40

(b) is contravening this Act, or

(c) has omitted to do any matter, act or thing under this Act required to be done by or on the part of the company or person, 45

the Superintendent may, in addition to any other action that may be taken under this

judiciaire à l'intérêt public, le surintendant peut donner une directive temporaire d'une période de validité d'au plus quinze jours.

(4) À moins qu'elle n'ait préalablement été révoquée ou invalidée en vertu de l'article 71.3, la directive temporaire reste en vigueur à l'expiration des quinze jours visés au paragraphe (3) si aucune observation n'a été présentée au surintendant dans 10 le délai en question ou, lorsque des observations ont été présentées, si le surintendant avise la compagnie ou la personne qu'il n'est pas convaincu qu'il y a des motifs suffisants pour que soit révoquée la 15 directive.

5 Maintien en
vigueur de la
directive
temporaire

71.3 (1) La compagnie ou la personne à l'égard de qui a été donnée une directive en vertu de l'article 71.2 peut, par avis écrit signifié au ministre et au surintendant : 20

Appel au
ministre

a) dans les quinze jours suivant la date de la directive, ou

b) dans le cas d'une directive temporaire maintenue en vigueur en vertu du 25 paragraphe 71.2(4), dans les trente jours suivant la date de la directive,

porter la question en appel auprès du ministre qui peut dès lors accueillir l'appel, le rejeter ou prendre tout autre arrêté qu'il 30 estime indiqué dans les circonstances.

(2) L'exécution d'une directive donnée en vertu de l'article 71.2 n'est pas interrompue par un appel prévu au paragraphe (1). 35

Non-interrup-
tion

71.4 (1) Dans les cas où une compagnie ou une personne :

Exécution
judiciaire

a) omet de se conformer ou contrevient à une directive qui a été donnée à la personne ou à la compagnie en vertu de 40 l'article 71.2,

b) contrevient à la présente loi, ou

c) a omis de poser un geste ou de faire une chose en conformité avec la présente loi alors que cette chose ou ce geste était 45 exigé de cette compagnie ou de cette

Act, apply to a superior court for an order requiring the company or person to comply with the direction, cease the contravention or do the matter, act or thing, as the case may require, and on such application the superior court may so order and make any other order it thinks fit.

Appeal

(2) An appeal from a decision of a superior court under subsection (1) lies in the same manner as, and to the same court to which, an appeal may be taken from any other order of the superior court."

c. 19 (1st Supp.), s. 22

Appraisal of overvalued real estate

16. Section 75 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"75. (1) Where at any time it appears to the Superintendent, or if the Superintendent has any reason to believe, that the market value placed by the company on any parcel of real estate owned by it or by any corporation in which the company has invested pursuant to section 64 or subsection 65(1) is too great, the Superintendent may either require the company to procure an appraisal of the parcel or may himself procure the appraisal and the Superintendent may, for the purposes of this Act and the *Winding-up Act*, substitute the appraised value of the parcel for the market value placed by the company or write down the investment of the company in the corporation by such amount as the Superintendent deems appropriate.

Appraisal of real estate held as security

(2) Where at any time it appears to the Superintendent, or if the Superintendent has any reason to believe, that the amount secured by any mortgage or hypothec on any parcel of real estate granted to the company or to any corporation in which

personne, ou encore à l'égard de l'une ou l'autre,

le surintendant peut, en sus de toute autre mesure autorisée par la présente loi, demander à une cour supérieure une ordonnance enjoignant la compagnie ou la personne de se conformer à la directive, de mettre fin à la contravention ou encore de faire la chose ou poser le geste que dictent les circonstances et alors la cour peut, dans le cadre de la demande, rendre l'ordonnance demandée ou telle autre ordonnance qu'elle estime indiquée.

Appel

(2) La décision que rend une cour supérieure conformément au paragraphe (1) peut, de la même manière que s'il s'agissait d'une autre ordonnance de cette cour, être portée en appel devant toute cour pouvant entendre un appel concernant une semblable autre ordonnance de cette cour supérieure.»

16. L'article 75 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

ch. 19 (1^{er} suppl.), art. 22

Évaluation d'un bien-fonds surévalué

«75. (1) Si le surintendant est d'avis ou s'il a des motifs de croire qu'une compagnie a attribué une valeur marchande trop élevée à toute étendue de bien-fonds dont elle est propriétaire ou dont est propriétaire une corporation dans laquelle elle a placé des fonds conformément à l'article 64 ou au paragraphe 65(1), le surintendant peut soit exiger que la compagnie fasse faire une évaluation de cette étendue de bien-fonds, soit lui-même faire cette évaluation, de même qu'il peut, aux fins de la présente loi et de la *Loi sur les liquidations*, substituer le montant de son évaluation au montant de la valeur marchande déterminée par la compagnie à l'égard de cette étendue de bien-fonds, soit diminuer le montant de l'investissement de la compagnie dans la corporation conformément à ce qu'il estime indiqué dans les circonstances.

(2) Si le surintendant est d'avis ou s'il a des motifs de croire que le montant garanti par hypothèque ou *mortgage* sur toute étendue de bien-fonds et consenti à la compagnie ou à une corporation dans laquelle celle-ci a placé des fonds conformément à

Clause 16: This amendment would specify the circumstances under which appraisals could be required and would provide the manner for conducting appraisals.

Section 75 at present reads as follows:

“75. (1) Where, upon an examination of the assets of any company, it appears to the Superintendent that the value placed by the company upon the real estate owned by it or any parcel thereof is too great, he may either request the company to procure an appraisal of such real estate by one or more competent valuers, or may himself procure an appraisal at the company's expense, and the appraised value, if it is materially less than that shown in the return made by the company, may be substituted for the latter in the annual report prepared for the Minister by the Superintendent.

(2) Where it appears to the Superintendent that the amount of any loan secured by mortgage or hypothec upon any parcel of real estate, together with the interest due and accrued thereon, is greater than the value of the parcel, or that the parcel is not sufficient security for the loan and interest, he may in like manner request the company to procure an appraisal thereof, or may himself at the company's expense procure an appraisal, and if from the appraised value it appears that the parcel of real estate is not adequate security for the loan and interest, he may write off from the loan and interest a sum sufficient to reduce the same to such an amount as may fairly be realizable from such real estate, in no case to exceed the appraised value thereof, and may insert the reduced amount in his annual report.”

Article 16. — Précise les circonstances dans lesquelles une évaluation peut être exigée et énonce la façon dont doit être faite une telle évaluation.

Texte actuel de l'article 75 :

«75. (1) Si, après examen de l'actif d'une compagnie, il apparaît au surintendant que la valeur attribuée par la compagnie aux immeubles qu'elle possède ou à quelque partie de ses immeubles est trop élevée, il peut demander à la compagnie d'en faire établir une évaluation par un ou plusieurs évaluateurs compétents ou le faire établir lui-même aux frais de la compagnie, et si la valeur prise est sensiblement inférieure au chiffre indiqué dans le relevé de la compagnie, la valeur prise peut y être substituée dans le rapport annuel que le surintendant prépare pour le Ministre.

(2) S'il apparaît au surintendant que le montant de tout prêt garanti par *mortgage* ou hypothèque sur tout immeuble, accru des intérêts échus et accumulés, dépasse la valeur de cet immeuble, ou que celui-ci n'offre pas une garantie suffisante du prêt et des intérêts, il peut pareillement demander à la compagnie d'en faire établir une évaluation ou la faire établir lui-même aux frais de la compagnie; et si la valeur prise démontre que l'immeuble n'est pas une garantie adéquate du prêt et des intérêts, il peut retrancher du chiffre représentant ledit prêt et lesdits intérêts une somme suffisante pour réduire ce chiffre à un montant assez facilement réalisable sur l'immeuble, ledit montant ne devant être en aucun cas supérieur à la valeur prise, et il peut porter le chiffre réduit dans son rapport annuel.»

the company has invested pursuant to section 64 or subsection 65(1), together with the interest due and accrued thereon, is greater than the market value of the parcel, or that the parcel is not sufficient security for the loan and interest, the Superintendent may either require the company to procure an appraisal of the parcel or may himself procure the appraisal and, where from the appraised value it appears that the parcel is not sufficient security for the loan and interest, the Superintendent may, for the purposes of this Act and the *Winding-up Act* and having regard to the appraised value of the parcel, write down the loan and interest by such amount as the Superintendent deems appropriate or write down the investment of the company in the corporation by such amount as the Superintendent deems appropriate.

(3) The Superintendent shall, in writing, notify the company, the auditor of the company and the audit committee of the company of any substitution or write down by the Superintendent under this section relating to real estate.

(4) An appraisal for the purposes of subsection (1) or (2)

(a) shall be in accordance with such regulations as the Governor in Council may make for the purpose; and

(b) shall, unless otherwise specified by the Superintendent, be at the expense of the company."

17. Section 78 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"78. (1) Notwithstanding section 30 of the *Federal Court Act*, an appeal lies to the Federal Court—Trial Division

(a) from any ruling of the Superintendent under section 77 as to the admissibility of any asset not allowed by the Superintendent or amount added to liabilities, or as to any correction or alteration made in any statement;

l'article 64 ou au paragraphe 65(1), y compris l'intérêt échu et couru sur ce montant, est supérieur à la valeur marchande de cette étendue de bien-fonds, ou encore que celle-ci n'est pas une garantie suffisante pour le montant du prêt et des intérêts, le surintendant peut soit exiger que la compagnie fasse faire une évaluation de cette étendue de bien-fonds, soit lui-même faire faire cette évaluation et si, selon ce que démontre l'évaluation, il appert que l'étendue de bien-fonds n'est pas une garantie suffisante pour le montant du prêt et des intérêts, il peut également, aux fins de la présente loi et de la *Loi sur les liquidations*, compte tenu du montant de l'évaluation de cette étendue de bien-fonds, soit diminuer le montant du prêt et des intérêts dans la mesure de ce qu'il estime indiqué dans les circonstances, soit diminuer le montant de l'investissement de la compagnie dans la corporation conformément à ce qu'il estime indiqué dans les circonstances.

(3) Le surintendant doit aviser par écrit la compagnie, son vérificateur et son comité de vérification de toute attribution de valeur ou diminution de montant effectuée par lui en vertu du présent article relativement à un bien-fonds.

(4) L'évaluation prévue aux paragraphes (1) et (2) est faite :

a) conformément aux règlements que peut prendre le gouverneur en conseil à cette fin; et

b) sauf indication contraire du surintendant, aux frais de la compagnie.»

17. L'article 78 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«78. (1) Indépendamment de l'article 30 de la *Loi sur la Cour fédérale*, il y a appel à la Division de première instance de la Cour fédérale, par procédure sommaire :

a) de toute décision du surintendant rendue en application de l'article 77 concernant l'admissibilité d'un actif qu'il a refusé d'admettre, un montant

Notice to auditor

Regulations and costs re appraisals

c. 10 (2nd Supp.), s. 65

Appeal

Avis au vérificateur

Règlements et frais : évaluations

ch. 10 (2^e suppl.), art. 65

Appel

Clause 17: This amendment is consequential on amendments proposed in clause 16.

Section 78 at present reads as follows:

“78. (1) An appeal lies in a summary manner from the ruling of the Superintendent as to the admissibility of any asset not allowed by him, or as to any item or amount so added to liabilities, or as to any correction or alteration made in any statement, or as to any other matter arising in the carrying out of this Act, to the Federal Court of Canada, and that court has the power to make all necessary rules for the conduct of appeals under this section.

(2) For the purposes of any appeal, the Superintendent shall at the request of the company concerned give a certificate in writing setting forth the ruling appealed from and the reasons therefor, and the ruling

Article 17. — Découle des modifications prévues à l'article 16.

Texte actuel de l'article 78 :

«78. (1) Appel peut être interjeté, par voie sommaire, à la Cour fédérale du Canada, de la décision du surintendant quant à l'admissibilité de tout actif qu'il a refusé d'admettre, ou quant à tout article ou montant ainsi ajouté au passif, ou quant à toute correction ou modification apportée dans un état, ou quant à toute chose qui se présente dans l'application de la présente loi; et cette cour a le pouvoir d'établir toutes les règles nécessaires à la conduite des appels sous l'autorité du présent article.

(2) Pour les fins de tout appel, le surintendant, à la demande de la compagnie concernée, doit donner un certificat par écrit énonçant la

(b) from any substitution or write down by the Superintendent under section 75 relating to real estate; or

(c) subject to subsection (2), concerning any other matter arising under this Act where all other appeal rights, if any, provided under this Act have been exhausted.

(2) No appeal lies under subsection (1) in respect of

(a) a decision of the Minister to approve or not approve a share transaction for which an approval is required under section 10.1; or

(b) a matter in respect of which an appeal is provided under section 10.2 or subsection 71.4(2).

(3) For the purposes of an appeal under subsection (1), the Superintendent or Minister, as the case may require, shall at the request of the company or person interested give a certificate in writing setting out the ruling appealed from and the reasons therefor, which ruling is binding on the company or person unless the company or person, within fifteen days after notice of the ruling, serves on the Superintendent or Minister a notice of intention to appeal therefrom, setting out the grounds of appeal and within fifteen days thereafter files the appeal with the registrar of the Court and with due diligence prosecutes the appeal, in which case action on the ruling shall, except in the case of a ruling concerning a matter referred to in section 71.2, be suspended until the Court has rendered judgment thereon."

18. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 82.2 thereof, the following section:

"82.3 (1) A company that is registered to transact the business of life insurance shall maintain with respect to its life insurance business

ajouté à un passif ou toute correction ou modification apportée à un état;

b) de toute attribution de valeur ou diminution faite par le surintendant en vertu de l'article 75 relativement à un bien-fonds; ou

c) sous réserve du paragraphe (2), de toute autre question relative à l'application de la présente loi lorsque tous les autres droits d'appel prévus à la présente loi ont été épuisés, s'il y a lieu.

(2) Il n'y a pas d'appel en application du paragraphe (1) concernant :

a) une décision du ministre d'approuver ou non une transaction concernant des actions à l'égard de laquelle une approbation est exigée en vertu de l'article 10.1; ou

b) une question à l'égard de laquelle un appel est prévu en vertu de l'article 10.2 ou du paragraphe 71.4(2).

(3) Aux fins de l'appel prévu au paragraphe (1), le surintendant ou le ministre, selon le cas, doit, à la demande de la compagnie ou de la personne concernée, remettre un certificat faisant état de la décision qui fait l'objet de l'appel et des motifs qui la justifient; cette décision lie la compagnie et la personne sauf si, dans les quinze jours suivant l'avis de la décision, celle-ci signifie au surintendant ou au ministre un avis de son intention d'interjeter appel et des motifs de l'appel, et si, dans les quinze jours qui suivent, elle dépose son appel au bureau du registraire de la Cour et donne suite à l'appel avec toute la diligence nécessaire, auquel cas les mesures découlant de la décision, sauf s'il s'agit d'une décision relative à une question visée à l'article 71.2, sont suspendues jusqu'à ce que la cour se soit prononcée sur l'appel."

18. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 82.2, de ce qui suit :

"82.3 (1) Une compagnie enregistrée pour exercer l'entreprise d'assurance-vie doit, à l'égard de son entreprise d'assurance-vie, conserver

Exception

Exemption

Certificate of ruling appealed from

Certificat de la décision portée en appel

Margin of assets

Marge excédentaire de l'actif

is binding upon the company unless the company within fifteen days after notice of the ruling serves upon the Superintendent notice of its intention to appeal therefrom, setting forth the grounds of appeal, and within fifteen days thereafter files its appeal in the Registry of the court and with due diligence prosecutes the appeal, in which case action on such ruling shall be suspended until the court has rendered judgment thereon."

décision faisant objet de l'appel et les motifs de l'appel. Cette décision lie cependant la compagnie, à moins que cette dernière, dans les quinze jours de l'avis de la décision, ne signifie au surintendant un avis de son intention d'en interjeter appel, avec énonciation des motifs d'appel, et à moins que dans les quinze jours qui suivent, elle ne dépose son appel au greffe de la cour et ne le poursuive avec la diligence voulue. Dans ce cas, la mise à effet de cette décision est suspendue jusqu'à ce que la cour ait rendu jugement à cet égard.»

Clause 18: New.

Article 18. — Nouveau.

(a) an adequate margin of assets over liabilities, and

(b) appropriate forms and amounts of liquidity,

in accordance with such rules in relation thereto as may be prescribed by the regulations or that may be given to the company by the Minister in the form of written directives.

Value of assets and liabilities

(2) For the purposes of this section, the assets of a company shall be valued in accordance with section 71 and "liabilities" includes the reserves required to be included in the company's annual statement pursuant to section 82 and subsection 82.1(3)."

ch. 19 (1^{er} suppl.), par. 28(1)

19. (1) Paragraph 91.2(1)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(b.1) the company or a person who is a shareholder, director, officer, employee or agent of the company has failed to comply with a direction issued to the company or to the person under section 71.2;

(b.2) a company has not maintained with respect to its life insurance business an adequate margin of assets over liabilities or appropriate forms and amounts of liquidity as required by subsection 82.3(1);

(c) the financial condition and results of the operations of a company are such that the situation described in paragraph (a), (b) or (b.2) is likely to occur within the following year; or"

ch. 19 (1^{er} suppl.), par. 28(1)

(2) Subsections 91.2(2) and (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Remedial powers of Minister

"(2) Where the Minister, after full consideration of the matter and after a reasonable opportunity has been provided to the company or person, as the case may be, to make representations, believes that the situation described in any paragraph of subsection (1) exists, the Minister may do any or all of the following:

a) une marge excédentaire adéquate de son actif sur son passif, et

b) des liquidités suffisantes quant à leur forme et leur montant

conformément aux règles prévues à cet égard par règlement ou prises par le ministre sous forme de directives écrites données à la compagnie en question.

(2) Aux fins du présent article, l'actif de la compagnie est évalué conformément à l'article 71 et le passif comprend les réserves à inclure dans l'état annuel de la compagnie en application de l'article 82 et du paragraphe 82.1(3)."

Actif et passif

19. (1) L'alinéa 91.2(1)c) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

ch. 19 (1^{er} suppl.), par. 28(1)

"(b.1) que la compagnie ou une personne qui est un actionnaire, un administrateur, un fonctionnaire, un employé ou un mandataire de la compagnie a omis de se conformer à une directive donnée à la compagnie ou à la personne en vertu de l'article 71.2;

b.2) que la compagnie n'a pas conservé la marge excédentaire et les liquidités qui sont exigées en application du paragraphe 82.3(1);

c) que la situation financière et les résultats des opérations de la compagnie sont tels que la situation décrite à l'alinéa a), b) ou b.2) se produira vraisemblablement au cours de l'année suivante; ou"

(2) Les paragraphes 91.2(2) et (3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

ch. 19 (1^{er} suppl.), par. 28(1)

"(2) Le ministre peut, après avoir bien étudié la question et après que la compagnie ou la personne, selon le cas, se soit vue, dans la mesure de ce qui est raisonnable, accorder la possibilité de présenter des observations, prendre l'une quelconque ou l'ensemble des mesures suivantes s'il estime que la situation décrite à l'un ou

Pouvoir du ministre pour remédier à la situation

Clause 19: (1) The new paragraphs 91.2(1)(b.1) and (b.2) would require the Superintendent to make a report to the Minister where there have been certain failures to comply. The amendment to paragraph 91.2(1)(c), which adds the underlined reference, is consequential on the new paragraph 91.2(1)(b.2).

Article 19, (1). — Les nouveaux alinéas 91.2(1)b.1) et b.2) obligent le surintendant à faire rapport au ministre au sujet de certains manquements de se conformer à la loi. La modification de l'alinéa 91.2(1)c) découle du nouvel alinéa 91.2(1)b.2) et ajoute le renvoi souligné.

(2) Subsections 91.2(2) and (3) at present read as follows:

“(2) Where the Minister, after full consideration of the matter and after a reasonable *time* has been *given* to the company *to be heard*, believes that the situation described in any paragraph of subsection (1) exists, the Minister may *take one or more of the following actions*:

(a) *he may* make the company's certificate of registry subject to such limitations or conditions as he considers appropriate;

(b) *he may* prescribe a time within which the company shall make good *any* deficiency or inadequacy of assets described in paragraph (1)(a), (b) or (d); and

(2). — Texte actuel des paragraphes 91.2(2) et (3) :

«(2) Lorsque le Ministre, après avoir bien étudié la question, et après qu'il a été donné à la compagnie un délai raisonnable pour être entendue, croit que la compagnie se trouve dans la situation décrite à l'un ou l'autre des alinéas du paragraphe (1), il peut prendre l'une ou plusieurs des mesures suivantes :

a) il peut assortir le certificat d'enregistrement de la compagnie des restrictions ou conditions qu'il estime appropriées;

b) il peut prescrire un délai durant lequel la compagnie doit remédier à tout manque ou à toute insuffisance d'actif visés à l'alinéa (1)a), b) ou d); et

(a) make the company's certificate of registry subject to such limitations or conditions as the Minister considers appropriate;

(b) prescribe a time within which the company or person, as the case may be, shall make good the deficiency or inadequacy of assets described in paragraph (1) (a), (b) or (d), or correct the non-compliance described in paragraph (1)(b.1) or (b.2); and

(c) direct the Superintendent to take control of the company's assets.

(3) On the failure of

(a) a company to make good any deficiency or inadequacy of assets described in paragraph (1)(a), (b) or (d) within the time that may have been prescribed pursuant to paragraph (2)(b), or any extension subsequently given by the Minister, or

(b) a company or person to correct a non-compliance described in paragraph (1)(b.1) or (b.2),

the Minister shall direct the Superintendent to take control of the company's assets."

20. (1) Section 102 of the said Act is amended by adding thereto the following subsections:

"(7) A company shall attach to its annual statement the following two reports, namely,

(a) a report setting out particulars of the calculation of the reserve shown in the annual statement pursuant to paragraph (1)(b) and stating whether or not, in the opinion of the person signing the report, that reserve, together with

(i) any other reserve making provision for claims and other obligations expected to arise after the date of the statement under policies to which the reserve pursuant to paragraph (1)(b) pertains, and

l'autre des alinéas du paragraphe (1) existe :

a) assortir le certificat d'enregistrement de la compagnie des restrictions ou conditions que le ministre estime indiquées;

b) prévoir un délai au cours duquel la compagnie ou la personne, selon le cas, doit remédier au manque ou à l'insuffisance d'actif visé à l'alinéa (1)a), b) ou d), ou redresser le défaut visé à l'alinéa (1)b.1) ou b.2); ou

c) donner au surintendant la directive de prendre le contrôle de l'actif de la compagnie.

(3) Le ministre doit donner au surintendant la directive de prendre le contrôle de l'actif de la compagnie dans les cas suivants :

a) la compagnie ne remédie pas à tout manque ou insuffisance d'actif visé à l'alinéa (1)a), b) ou d) dans le délai qui peut avoir été prévu en conformité avec l'alinéa (2)b), ou dans le délai supplémentaire subséquemment accordé par le ministre; ou

b) la compagnie ou la personne ne redresse pas le défaut visé à l'alinéa (1)b.1) ou b.2).»

20. (1) L'article 102 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe 30 (6), de ce qui suit :

«(7) Toute compagnie doit joindre à son état annuel les deux rapports suivants :

a) un rapport énonçant le détail du calcul de la réserve apparaissant à l'état en application de l'alinéa (1)b) et indiquant si, de l'avis de la personne qui signe le rapport, cette réserve, y compris :

(i) toute autre réserve concernant les réclamations et les obligations dont la réalisation est prévue pour une date ultérieure à l'état en rapport avec des polices visées par la réserve constituée en application de l'alinéa (1)b), et
(ii) les montants à recevoir de réassureurs à l'égard de ces polices,

Subsequent
action

Report on
reserves

Mesure
subséquente

Rapport :
réserves

(c) *he may* direct the Superintendent to take control of the company's assets.

(3) *Upon the company's* failure to make good any deficiency or inadequacy of assets within the time that may have been prescribed pursuant to paragraph (2)(b), or any extension thereof subsequently given by the Minister, the Minister shall direct the Superintendent to take control of the company's assets."

c) il peut ordonner au surintendant de prendre le contrôle de l'actif de la compagnie.

(3) Si la compagnie ne remédie pas à tout manque ou insuffisance d'actif dans le délai qui peut lui avoir été prescrit en conformité de l'alinéa (2)b), ou dans tout délai supplémentaire subséquemment accordé par le Ministre, ce dernier doit ordonner au surintendant de prendre le contrôle de l'actif de la compagnie.»

Clause 20: New.

Article 20. — Nouveau.

Additional
mattersSignature of
reports

Idem

(ii) the amounts receivable from reinsurers in respect of those policies, are at least equal to the amount that will make proper provision for all claims and other obligations expected to arise after the date of the statement under those policies, and to pay adjustment expenses expected to be connected therewith and expenses relating to the servicing of those policies; and

(b) a report setting out particulars of the calculation of the reserve shown in the annual statement for claims and other obligations that have been incurred by the company prior to the date of the statement, including claims and other obligations that arose before that date but were not reported to the company on or before that date, and stating whether or not, in the opinion of the person signing the report, that reserve together with amounts receivable from reinsurers in connection with such claims and other obligations, is at least equal to the amount that will make proper provision for such claims and other obligations and to pay adjustment expenses connected therewith.

(8) Each of the reports required by subsection (7) shall

(a) indicate the amounts that were assumed to be receivable from reinsurers in giving the opinion stated in the report;

(b) specify any unusual problems or delays known by the person signing the report that are expected to be encountered in the collection of the relevant amounts from reinsurers; and

(c) include any other information, concerning the calculation of the reserves, required by the Superintendent.

(9) Each of the reports required by subsection (7) shall be signed by an actuary who shall sign both reports.

(10) Notwithstanding subsection (9), with the approval of the Superintendent

(a) each of the reports required by subsection (7) may be signed by a person

est ou non au moins égale au montant qui constitue une provision adéquate à l'égard des autres réclamations et des autres obligations dont la réalisation est prévue pour une date ultérieure à l'état en rapport avec ces polices, de même qu'une provision adéquate pour payer les frais de règlement se rattachant à ces polices et les frais d'administration de celles-ci; et

b) un rapport énonçant le détail du calcul de la réserve apparaissant à l'état annuel pour des réclamations et autres obligations qui ont été portées à la charge de la compagnie avant la date de l'état, y compris celles qui sont survenues avant cette date mais qui n'ont pas été rapportées à la compagnie au plus tard lors de cette date et qui précise également si le signataire du rapport est d'avis que la réserve, y compris les montants à recevoir de réassureurs à l'égard de ces réclamations et obligations, est ou non au moins égale au montant qui constitue une provision adéquate pour ces réclamations et obligations, de même que pour acquitter les frais de règlement qui s'y rapportent.

(8) Chacun des rapports exigés par le paragraphe (7) doit :

a) indiquer les montants dont le paiement par des réassureurs était prévu lorsqu'ont été donnés les avis qui y sont contenus;

b) préciser tous problèmes ou retards inhabituels dont a connaissance le signataire du rapport et qui devraient survenir lors du recouvrement des montants pertinents auprès des réassureurs; et

c) contenir toute autre renseignement exigé par le surintendant au sujet du calcul des réserves.

(9) Les deux rapports exigés au paragraphe (7) sont signés par le même actuaire.

(10) Sans égard au paragraphe (9) mais avec l'approbation du surintendant :

a) les deux rapports exigés en application du paragraphe (7) peuvent être

Indications
supplémentairesSignature du
rapport

Idem

who, in the opinion of the Superintendent, has relevant training and experience for the purpose; or

(b) one of the reports required by subsection (7) may be signed by a person referred to in paragraph (a) and the other report may be signed by another such person or by an actuary.”

signés par une personne qui, de l'avis du surintendant, a la formation et l'expérience nécessaires à cette fin; ou

b) un des rapports exigés en application du paragraphe (7) peut être signé par une personne mentionnée à l'alinéa a) et l'autre rapport peut être signé par une autre semblable personne ou par un actuaire.»

(2) Subsection 102(10) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall cease to have effect five years after the day on which subsection (1) comes into force.

(2) Le paragraphe 102(10) de la même loi, 10 édicté par le paragraphe (1), cesse d'avoir effet cinq ans après la date d'entrée en vigueur du paragraphe (1).

1976-77, c. 39,
s. 17(1)

21. (1) Paragraphs 103(1)(a) to (d) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

21. (1) Les alinéas 103(1)a) à d) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce 15 qui suit :

1976-77, ch. 39,
par. 17(1)

“(a) an amount equal to the reserve computed in accordance with paragraph 102(1)(a) for non-cancellable accident and sickness policies, and for claims under accident and sickness policies payable in instalments together with an additional amount in respect of such policies and claims as may be determined in accordance with such rules in relation thereto as may be prescribed by the regulations or that may be given to the company by the Minister in the form of written directives;

(b) an amount equal to the total of all the liabilities of the company calculated without reference to the reserve computed in accordance with paragraph 102(1)(a);

(c) an amount equal to the greater of
(i) the amount that is equal to the sum of

(A) 0.15 times the amount of the unearned premiums in respect of accident and sickness policies, other than non-cancellable accident and sickness policies,

and

(B) 0.15 times the amount of the provision for claims, other than claims referred to in paragraph (a), incurred but unpaid in respect of accident and sickness policies,

and

«a) un montant égal à la réserve calculée conformément à l'alinéa 102(1)a) à l'égard de polices non résolubles d'assurance contre les accidents et la maladie, 20 de même qu'à l'égard de réclamations payables par versements aux termes de polices d'assurance contre les accidents et la maladie, y compris tout montant additionnel se rapportant à ces réclamations et à ces polices et qui peuvent être déterminés conformément aux règles qui peuvent être prévues à cet égard par règlement ou qui peuvent être prises par le ministre sous forme de directives écrites 30 données à la compagnie;

b) un montant égal à l'ensemble des engagements de la compagnie calculé sans égard à la réserve établie conformément à l'alinéa 102(1)a); 35

c) un montant égal au plus élevé

(i) du montant égal à la somme de
(A) 0,15 fois le montant des primes non gagnées se rapportant à des polices d'assurance contre les accidents et la maladie, autres que des polices non résolubles d'assurance contre les accidents et la maladie,

et

(B) 0,15 fois le montant de la réserve pour réclamations non réglées se rapportant à des polices d'assurance contre les accidents et la maladie que ces réclamations

Clause 21: (1) This amendment would set out the criteria to be used to determine the minimum amount of assets that companies are required to maintain.

Paragraphs 103(1)(a) to (d) at present read as follows:

“(a) an amount equal to the reserve computed in accordance with paragraph 102(1)(a) for non-cancellable accident and sickness policies, and for claims under accident and sickness policies payable in instalments;

(b) an amount equal to 1.15 times the amount of the unearned premiums in respect of the policies other than the policies referred to in paragraph (a);

(c) an amount equal to 1.15 times the amount of the provision for claims incurred but unpaid, other than claims referred to in paragraph (a); and

(d) an amount equal to the total of the other liabilities of the company.”

Article 21, (1). — Énonce les critères qui sont utilisés dans la détermination de l'actif minimal que doivent conserver les compagnies.

Texte actuel des alinéas 103(1)a) à d) :

«a) de la réserve visée à l'alinéa 102(1)a);

b) du montant obtenu en multipliant par 1,15 les primes non gagnées afférentes aux polices autres que celles visées à l'alinéa a);

c) du montant obtenu en multipliant par 1,15 la réserve pour réclamations non réglées, qu'elles aient été soumises ou non, à l'exception de celles visées à l'alinéa a); et

d) de tous ses autres engagements.»

(ii) an amount determined in accordance with such rules in relation to the policies and claims referred to in subparagraph (i) as may be prescribed by the regulations or that may be given to the company by the Minister in the form of written directives; 5

(d) in the case of policies other than accident and sickness policies, an amount equal to the greatest of 10

(i) the amount that is equal to the sum of

(A) 0.15 times the amount of the unearned premiums in respect thereof, 15
and

(B) 0.15 times the amount of the provision for claims incurred but unpaid in respect thereof,

(ii) the amount that is equal to the sum of 0.15 times the premium income of the company in respect thereof during the immediately preceding twelve months, calculated without reduction in respect of reinsurance premiums paid or payable, and the lesser of \$500,000 and 0.05 times that premium income, and (iii) the amount that is, as the case may be, 30

(A) 0.22 times the average annual amount of claims incurred by the company in respect thereof during the immediately preceding three years, or 35

(B) if the company has been in business for less than three years, the amount that is 0.22 times the product obtained by multiplying

(I) the average monthly amount of claims incurred by the company in respect thereof during the period the company has been in business, 40

by 45

(II) 12,
together with the lesser of \$500,000 and 0.07 times the average annual amount referred to in clause (A) or 0.07 times the product obtained pur- 50

aient été soumises ou non à la compagnie, dans la mesure où il ne s'agit pas de réclamations visées à l'alinéa a)

et 5

(ii) du montant établi conformément aux règles qui peuvent être prévues par règlement ou qui peuvent être prises par le ministre sous forme de directives écrites données à la compagnie en rapport avec les polices et les réclamations visées au sous-alinéa (i); 10

d) dans le cas de polices autres que des polices d'assurance contre les accidents et la maladie, un montant égal au plus élevé 15

(i) du montant qui est égal à la somme de

(A) 0,15 fois le montant des primes non gagnées se rapportant à ces polices 20

et

(B) 0,15 fois le montant de la réserve pour réclamations non réglées se rapportant à ces polices que ces réclamations aient été soumises ou non à la compagnie, 25

(ii) du montant qui est égal à la somme de 0,15 fois le revenu des primes de la compagnie à l'égard de ces polices au cours des douze mois qui précèdent, calculé sans réduction en raison de primes de réassurance payées ou payables, et du moindre de 500 000 \$ et 0,05 fois ce revenu des primes, et 30

(iii) du montant que représente, selon le cas,

(A) 0,22 fois le montant annuel moyen des réclamations portées à la charge de la compagnie à l'égard de ces polices au cours des trois années précédentes, ou 35

(B) dans les cas où la compagnie exerce son entreprise depuis moins de trois ans, 0,22 fois le produit de la multiplication 40

(I) du montant mensuel moyen des réclamations portées à la charge de la compagnie à l'égard 50

suant to clause (B), as the case may be.”

de ces polices au cours de la période durant laquelle la compagnie a exercé son entreprise

par

(II) 12,

y compris le moindre de 500 000 \$ et 0,07 fois le montant annuel moyen visé à la division (A) ou 0,07 fois le produit obtenu conformément à la division (B), selon le cas.»

5

10

1976-77, c. 39,
s. 17(1)

(2) All that portion of subsection 103(1.1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le passage du paragraphe 103(1.1) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé 5 et remplacé par ce qui suit :

1976-77, ch. 39,
par. 17(1)

Premium notes
and unearned
premiums

“(1.1) For the purposes of paragraphs (1)(c) and (d),”

«(1.1) Aux fins des alinéas (1)c) et d),»

Primes par
billets et primes
non gagnées

1976-77, c. 39,
s. 17(1)

(3) Subsection 103(1.11) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) Le paragraphe 103(1.11) de la même loi 15 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1976-77, ch. 39,
par. 17(1)

Where claims
less than
unearned
premiums

“(1.11) Subject to subsection (1.12), where under the policies issued by a company with respect to a particular class of insurance the expected claims ratio is less than 0.95, the company may, by written notice filed with the Superintendent, select a claims ratio not less than the expected claims ratio and, where such a selection is made in respect of such policies, there shall be substituted for the figure 0.15 referred to in clauses (1)(c)(i)(A) and (1)(d)(i)(A) a figure determined by adding 0.20 to the selected claims ratio and by deducting therefrom the figure 1.00.”

«(1.11) Sous réserve du paragraphe (1.12), la compagnie peut, lorsque le taux des réclamations prévu aux termes de ses polices émises pour une même classe d'assurance est inférieur à 0,95, adopter, par dépôt auprès du surintendant d'un avis écrit, un taux des réclamations au moins égal au taux des réclamations prévu. Dans ce cas, le taux adopté, majoré de 0,20 et 25 déduction faite ensuite du coefficient de 1,00, remplace, pour les polices concernées, le coefficient de 0,15 visé aux divisions (1)c)(i)(A) et (1)d)(i)(A).»

Réclamations
inférieures aux
primes non
gagnées

1976-77, c. 39,
s. 17(1)

(4) Paragraph 103(1.12)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(4) L'alinéa 103(1.12)a) de la même loi 30 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1976-77, ch. 39,
par. 17(1)

“(a) the figure substituted in lieu of the figure referred to in clauses (1)(c)(i)(A) and (1)(d)(i)(A) shall not be less than zero nor more than 0.15;”

«a) le coefficient qui remplace celui prévu aux divisions (1)c)(i)(A) et (1)d)(i)(A) ne doit pas être inférieur à zéro sans excéder 0,15;»

35

1976-77, c. 39,
s. 17(1);
1980-81-82-83,
c. 47, s. 53(1)

(5) Subsections 103(1.16) to (1.18) are repealed and the following substituted therefor:

(5) Les paragraphes 103(1.16) à (1.18) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1976-77, ch. 39,
par. 17(1);
1980-81-82-83,
ch. 47, par.
53(1)

Amount of
reduction

“(1.16) The amount by which the aggregate of the amounts referred to in subsection (1) may be reduced in respect

«(1.16) Le montant de la réduction dont peut faire l'objet l'ensemble des montants visés au paragraphe (1) à l'égard d'une 40

Montant de la
réduction

(2) This amendment, which would substitute the underlined reference for a reference to paragraph (1)(b), is consequential on the amendment proposed in subclause (1).

(2). — Découle de la modification prévue au paragraphe (1) et substitue le renvoi souligné au renvoi à l'alinéa (1)b).

(3) This amendment is consequential on the amendment proposed in subclause (1).

(3). — Découle de la modification prévue au paragraphe (1).

Subsection 103(1.11) at present reads as follows:

“(1.11) Subject to subsection (1.12), where under the policies issued by a company with respect to a particular class of insurance the expected claims ratio is less than 0.95, the company may, by written notice filed with the Superintendent, select a claims ratio not less than the expected claims ratio and where such a selection is made then, in respect of such policies there shall be substituted for the figure 1.15 referred to in *paragraph (1)(b)* a figure determined by adding 0.20 to the selected claims ratio.”

Texte actuel du paragraphe 103(1.11) :

«(1.11) Sous réserve du paragraphe (1.12), la compagnie peut, lorsque le taux des réclamations prévu aux termes de ses polices émises pour une même catégorie d'assurance est inférieur à 0,95, adopter, par dépôt auprès du surintendant d'un avis écrit, un taux des réclamations prévu. Dans ce cas, le taux adopté, majoré de 0,20, remplace, pour les polices concernées, le coefficient de 1.15 visé à l'alinéa (1)b.»

(4) This amendment is consequential on the amendment proposed in subclause (1).

(4). — Découle de la modification prévue au paragraphe (1).

Paragraph 103(1.12)(a) at present reads as follows:

“(a) the figure substituted in lieu of the figure referred to in *paragraph (1)(b)* shall not be less than 1.00 nor more than 1.15;”

Texte actuel de l'alinéa 103(1.12)a) :

«a) le coefficient qui remplace celui prévu à l'alinéa (1)b) ne doit pas être inférieur à 1,00 ni excéder 1,15;»

(5) This amendment would specify the reduction that would be permitted in respect of reinsurance.

(5). — Précise la réduction qui est permise à l'égard de la réassurance.

Subsections 103(1.16) to (1.18) at present read as follows:

Texte actuel des paragraphes 103(1.16) à (1.18) :

“(1.16) The amount by which the aggregate of the amounts referred to in subsection (1) may be reduced in respect of any policy, group of

«(1.16) La somme des montants prévus au paragraphe (1) ne peut être réduite que dans les limites de la réassurance.

of any policy, group of policies or claim shall be determined by reducing the amounts determined pursuant to paragraphs (1)(a) to (d) in accordance with the following:

(a) in the case of the amounts determined pursuant to paragraphs (1)(a) to (c) and subparagraph (1)(d)(i), the reduction shall not exceed such portion of those amounts for that policy, group of policies or claim as may reasonably be considered to apply to the portion of the risk undertaken by the reinsurer; and

(b) in the case of the amounts determined pursuant to subparagraphs (1)(d)(ii) and (iii), the reduction shall not exceed

(i) in the case of companies registered to transact only the business of reinsurance, the amount determined pursuant to each of subparagraphs (1)(d)(ii) and (iii) multiplied by the reinsurance ratio, or

(ii) in the case of companies other than those described in subparagraph (i), the amount determined pursuant to each of subparagraphs (1)(d)(ii) and (iii) multiplied by the lesser of 0.5 and the reinsurance ratio.

Definition of
"reinsurance
ratio"

(1.161) For the purposes of subsection (1.16), "reinsurance ratio" means the inverse of the ratio of the total claims incurred by the company during the immediately preceding twelve month period to the aggregate of the amounts of those claims that the company has recovered and is entitled to recover from reinsurers, excluding in each case claims in respect of accident and sickness policies.

Where
provincial
company not
registered

(1.17) Where the reinsurer is not registered under this Act and is incorporated by or under the laws of a province, the reduction authorized under this section may be made by reducing the amounts determined pursuant to paragraphs (1)(a) to (c) and subparagraph (1)(d)(i) only if the Superintendent is satisfied that the financial

police, d'un groupe de polices ou d'une réclamation, est établi en déduisant les montants déterminés conformément aux alinéas (1)a) à d), compte tenu des règles suivantes :

a) dans le cas des montants déterminés conformément aux alinéas (1)a) à c) et au sous-alinéa (1)d)(i), la réduction ne peut pas dépasser la partie de ces montants qui se rapporte à cette police, à ce groupe de polices ou à cette réclamation et qui peut raisonnablement être considérée comme se rattachant à la partie du risque qui est assumée par le réassureur; et

b) dans le cas des montants déterminés conformément aux sous-alinéas (1)d)(ii) et (iii), la réduction n'excède pas :

(i) dans le cas de compagnies enregistrées pour n'exercer que des opérations de réassurance, le montant déterminé conformément à chacun des sous-alinéas (1)d)(ii) et (iii), multiplié par le quotient de réassurance, ou

(ii) dans le cas de compagnies autres que celles visées au sous-alinéa (i), le montant déterminé conformément à chacun des sous-alinéas (1)d)(ii) et (iii), multiplié par le moindre de 0,5 ou du quotient de réassurance.

(1.161) Aux fins du paragraphe (1.16), «quotient de réassurance» désigne l'inverse du rapport entre le total des réclamations portées à la charge de la compagnie pendant la période de douze mois précédente et la partie du montant de ces réclamations que la compagnie a recouvrée et qu'elle a droit de recouvrer auprès de réassureurs, à l'exclusion dans chaque cas des réclamations concernant les polices d'assurance contre les accidents et la maladie.

Définition de
«quotient de
réassurance»

(1.17) Lorsque le réassureur n'est pas enregistré en vertu de la présente loi et est constitué en corporation en vertu ou sous l'autorité des lois d'une province, la réduction autorisée au présent article peut être effectuée par la déduction des montants déterminés conformément aux alinéas (1)a) à c) et au sous-alinéa (1)d)(i) seule-

Compagnie
provinciale non
enregistrée

policies or claim *shall not exceed such portion of the amount included in the aggregate for that policy, group of policies or claim as may reasonably be considered to apply to the portion of the risk undertaken by the reinsurer.*

(1.17) Where the reinsurer is not registered under this Act and is incorporated by or under the laws of a province, the reduction authorized under this section *shall not* be made unless the Superintendent is satisfied that the financial condition of the reinsurer is satisfactory and that its operations are conducted in accordance with sound business and financial practices.

(1.18) Where the reinsurer is not registered under this Act or the *Foreign Insurance Companies Act* and is not incorporated by or under the laws of Canada or a province, the reduction authorized under this section

(a) in respect of a policy, group of policies or a claim in Canada reinsured with that reinsurer, may be made only to the extent that security is maintained in Canada in respect of the potential obligations of the reinsurer in an amount, of a nature and under arrangements satisfactory to the Superintendent; and

(b) in respect of any other policy, group of policies or a claim reinsured with that reinsurer, may be made only to the extent that security is maintained in respect of the potential obligations of the reinsurer in an amount, of a nature and under arrangements satisfactory to the Superintendent.”

(1.17) Lorsque le réassureur a été constitué en corporation en vertu des lois d'une province mais n'est pas enregistré en vertu de la présente loi, la réduction autorisée au présent article ne peut être effectuée que si le surintendant estime que sa situation financière est satisfaisante et que ses affaires sont conduites selon les pratiques commerciales et financières établies.

(1.18) Lorsque le réassureur n'est pas enregistré en vertu de la présente loi ou de la *Loi sur les compagnies d'assurance étrangères* et n'a pas été constitué en corporation en vertu des lois du Canada ou d'une province, il ne peut être effectué de réduction en vertu du présent article relativement à

a) une police ou à une réclamation au Canada qu'il réassure, que dans la mesure où les arrangements relatifs aux garanties que le réassureur maintient au Canada eu égard à ses engagements éventuels, ainsi que le montant de ces garanties et leur nature sont, de l'avis du surintendant, satisfaisants; et

b) toute autre police ou réclamation qu'il réassure, que dans la mesure où les arrangements relatifs aux garanties que le réassureur maintient eu égard à ses engagements éventuels, ainsi que le montant de ces garanties et leur nature sont, de l'avis du surintendant, satisfaisants.»

condition of the reinsurer is satisfactory and that its operations are conducted in accordance with sound business and financial practices.

Where
non-Canadian
company not
registered

(1.18) Where the reinsurer is not registered under this Act or the *Foreign Insurance Companies Act* and is not incorporated by or under the laws of Canada or a province, the reduction authorized under this section may be made by reducing the amounts determined pursuant to paragraphs (1)(a) to (c) and subparagraph (1)(d)(i),

(a) in respect of a policy, group of policies or a claim in Canada reinsured with that reinsurer, only to the extent that security is maintained in Canada in respect of the potential obligations of the reinsurer in an amount, of a nature and under arrangements satisfactory to the Superintendent; and

(b) in respect of any other policy, group of policies or a claim reinsured with that reinsurer, only to the extent that security is maintained in respect of the potential obligations of the reinsurer in an amount, of a nature and under arrangements satisfactory to the Superintendent."

c. 19 (1st
Suppl.), s. 34

22. (1) Subsection 103.2(1) of the said Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (d) thereof, by adding the word "or" at the end of paragraph (e) thereof and by adding thereto the following paragraph:

"(f) the company or a person who is a shareholder, director, officer, employee or agent of the company has failed to comply with a direction issued to the company or to the person under section 71.2."

c. 19 (1st
Suppl.), s. 34

(2) Subsections 103.2(2) and (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

ment si le surintendant estime que la situation financière du réassureur est satisfaisante et que ses affaires sont conduites selon des pratiques commerciales et financières établies.

5

(1.18) Lorsque le réassureur n'est pas enregistré en vertu de la présente loi ou de la *Loi sur les compagnies d'assurance étrangères* et n'a pas été constitué en corporation en vertu ou sous l'autorité des lois du Canada ou d'une province, la réduction autorisée par le présent article peut être effectuée par la déduction des montants déterminés conformément aux alinéas (1)(a) à (c) et au sous-alinéa (1)(d)(i),

Compagnie
étrangère non
enregistrée

a) à l'égard d'une police, d'un groupe de polices ou d'une réclamation, au Canada, réassurées auprès de ce réassureur, seulement dans la mesure où le réassureur maintient au Canada, en rapport avec ses obligations éventuelles, des garanties qui satisfont le surintendant quant à leur montant, à leur nature et aux arrangements dont elles font l'objet; b) à l'égard de toute autre police, de tout autre groupe de polices ou de toute autre réclamation réassurées auprès de ce réassureur, seulement si le réassureur maintient à l'égard de ses obligations éventuelles des garanties qui satisfont le surintendant quant à leur montant, à leur nature et aux arrangements dont elles font l'objet."

15

22. (1) Le paragraphe 103.2(1) de la même loi est modifié par suppression du mot «ou» à la fin de l'alinéa d), par adjonction de ce mot à la fin de l'alinéa e) et par adjonction de ce qui suit :

ch. 19 (1^{er}
suppl.), art. 34

«f) la compagnie ou la personne qui est un actionnaire, un administrateur, un fonctionnaire, un employé ou un mandataire de la compagnie a omis de se conformer à une directive donnée à la compagnie ou à la personne en vertu de l'article 71.2.»

45

(2) Les paragraphes 103.2(2) et (3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

ch. 19 (1^{er}
suppl.), art. 34

Clause 22: (1) New. This amendment would require the Superintendent to make a report to the Minister where there have been certain failures to comply.

The introductory words of subsection 103.2(1) at present read as follows:

“**103.2** (1) The Superintendent shall report to the Minister in any case where the Superintendent is of the opinion that”

Article 22, (1). — Nouveau. Oblige le surintendant à faire rapport au ministre au sujet de certains manquements de se conformer à la loi.

Texte actuel du passage visé du paragraphe 103.2(1) :

«**103.2** (1) Le surintendant doit faire rapport au Ministre dans tous les cas où il est d'avis»

(2) Subsections 103.2(2) and (3) at present read as follows:

“(2) Where the Minister, after full consideration of the matter and after a reasonable *time* has been *given* to the company to *be heard*,

(2). — Texte actuel des paragraphes 103.2(2) et (3) :

«(2) Lorsque le Ministre, après avoir bien étudié la question et après qu'un délai raisonnable a été donné à la compagnie pour être entendue, croit que la compagnie se trouve dans la situation visée à l'un des

Remedial
powers of
Minister

"(2) Where the Minister, after full consideration of the matter and after a reasonable opportunity has been provided to the company or person, as the case may be, to make representations, believes that the situation described in any paragraph of subsection (1) exists, the Minister may do any or all of the following:

(a) make the company's certificate of registry subject to such limitations or conditions as the Minister considers appropriate;

(b) prescribe a time within which the company or person, as the case may be, shall make good the deficiency or inadequacy of assets described in paragraph (1)(a), (b), (d) or (e) or correct the non-compliance described in paragraph (1)(f); and

(c) direct the Superintendent to take control of the company's assets.

Subsequent
action

(3) On the failure of

(a) a company to make good any deficiency or inadequacy of assets described in paragraph (1)(a), (b), (d) or (e) within the time that may have been prescribed pursuant to paragraph (2)(b), or any extension subsequently given by the Minister, or

(b) a company or person to correct a non-compliance described in paragraph (1)(f),

the Minister shall direct the Superintendent to take control of the company's assets."

c. 19 (1st
Supp.), s. 36

Limitation on
dividends

23. Subsections 105(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"105. (1) A company shall not, in any particular calendar year, declare dividends to shareholders the aggregate amount of which exceeds a proportion, as specified in subsection (2), of the average annual profits of the company for the three calendar years preceding that particular calendar year unless prior approval is granted by the Minister.

«(2) Le ministre peut, après avoir bien étudié la question et après que la compagnie ou la personne, selon le cas, se soit vue, dans la mesure de ce qui est raisonnable, accorder la possibilité de présenter des observations, prendre l'une quelconque ou l'ensemble des mesures suivantes s'il estime que la situation décrite à l'un ou l'autre des alinéas du paragraphe (1) existe :

a) assortir le certificat d'enregistrement de la compagnie des restrictions ou conditions que le ministre estime indiquées;

b) prescrire un délai au cours duquel la compagnie ou la personne, selon le cas, doit remédier au manque ou à l'insuffisance d'actif visé à l'alinéa (1)a), b), d) ou e) ou redresser le défaut visé à l'alinéa (1)f); et

c) donner au surintendant la directive de prendre le contrôle de l'actif de la compagnie.

(3) Le ministre doit donner au surintendant la directive de prendre le contrôle de l'actif de la compagnie dans les cas suivants :

a) la compagnie ne remédie pas à tout manque ou insuffisance d'actif visé à l'alinéa (1)a), b), d) ou e), dans le délai qui peut avoir été prévu en conformité avec l'alinéa (2)b), ou dans le délai supplémentaire subséquemment accordé par le ministre;

b) la compagnie ou la personne ne redresse pas le défaut visé à l'alinéa (1)f).»

Pouvoir du
ministre pour
remédier à la
situation

Mesure
subséquente

23. Les paragraphes 105(1) et (2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

"105. (1) Une compagnie ne doit pas, dans une année civile quelconque, déclarer de dividendes payables aux actionnaires dont le montant global excède la proportion, visée au paragraphe (2), des bénéfices annuels moyens de la compagnie pour les trois années civiles précédant l'année civile en question sauf avec l'approbation préalable du ministre.

ch. 19 (1^{er}
suppl.), art. 36

Restriction
quant aux
dividendes

believes that the situation described in any paragraph of subsection (1) exists, *he may take one or more* of the following actions:

- (a) *he may* make the company's certificate of registry subject to such limitations or conditions as he considers appropriate;
 - (b) *he may* prescribe a time within which the company shall make good *any* deficiency or inadequacy of assets described in paragraph (1)(a), (b), (d) or (e); and
 - (c) *he may* direct the Superintendent to take control of the company's assets.
- (3) *Upon the company's* failure to make good any deficiency or inadequacy of assets within the time that may have been prescribed pursuant to paragraph (2)(b), or any extension thereof subsequently given by the Minister, the Minister shall direct the Superintendent to take control of the company's assets."

alinéas du paragraphe (1), il peut prendre l'une ou plusieurs des mesures suivantes :

- a) il peut assortir le certificat d'enregistrement de la compagnie des restrictions ou conditions qu'il estime appropriées;
 - b) il peut prescrire un délai durant lequel la compagnie doit remédier à tout manque ou à toute insuffisance d'actif visés à l'alinéa (1)a), b), d) ou e); et
 - c) il peut ordonner au surintendant de prendre le contrôle de l'actif de la compagnie.
- (3) Si la compagnie ne remédie pas à tout manque ou insuffisance d'actif dans le délai qui peut lui avoir été prescrit en conformité de l'alinéa (2)b), ou dans tout délai supplémentaire subséquent accordé par le Ministre, ce dernier doit ordonner au surintendant de prendre le contrôle de l'actif de la compagnie.»

Clause 23: This amendment would provide a new limitation on dividends.

Subsections 105(1) and (2) at present read as follows:

«105. (1) *Subject to the payment of preferential dividends in accordance with subsection 103(4), and subject to subsection (2) of this section*, a company shall not in any particular calendar year declare dividends to shareholders the aggregate amount of which exceeds *seventy-five per cent* of the average annual profits of the company for the three calendar years preceding that particular calendar year unless prior approval is granted by the Minister.

(2) This section does not apply to any company

(a) if the aggregate of its surplus and general or contingency reserves as shown in its most recent annual statement deposited in the

Article 23. — Prévoit une limitation nouvelle en rapport avec les dividendes.

Texte actuel des paragraphes 105(1) et (2) :

«105. (1) Sous réserve du paiement de dividendes de préférence, conformément au paragraphe 103(4), et sous réserve du paragraphe (2) du présent article, une compagnie ne doit pas, dans une année civile quelconque, déclarer de dividendes payables aux actionnaires, dont le montant global excède soixante-quinze pour cent des bénéfices annuels moyens de la compagnie pour les trois années civiles précédant l'année civile en question, sauf approbation préalable du Ministre.

(2) Le présent article ne s'applique pas à une compagnie

a) si l'ensemble de son excédent et des réserves pour frais fixes ou éventualités, comme l'indique son plus récent état annuel déposé au

Proportion				Proportion
	(2) For the purposes of subsection (1), the proportion shall be 25% in the case of a company for which the aggregate of its paid capital, surplus and general or contingency reserves as shown in its most recent annual statement deposited in the Department as required by this Act is less than \$5 million, and 75% in any other case."		(2) La proportion visée au paragraphe (1) est de 25 % dans le cas d'une compagnie dont l'ensemble du capital versé, de l'excédent et des réserves pour frais fixes ou éventualités, énoncé dans son plus récent état annuel déposé auprès du département en application de la présente loi, est inférieur à cinq millions de dollars, et de 75 % dans les autres cas.»	
c. 19 (1st Suppl.), s. 39; 1980-81-82-83, c. 62, s. 1(2)	24. (1) Subsections 113(3) to (9) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:	10	24. (1) Les paragraphes 113(3) à (9) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :	10 ch. 19 (1 ^{er} suppl.), art. 39; 1980-81-82-83, ch. 62, par. 1(2)
Definitions				Définitions
"accident and sickness insurance expenses" «frais d'assurance contre...»	"(3) For the purposes of this section, "accident and sickness insurance expenses" means the portion of the expenses described in subsection (1) that were incurred in respect of a company referred to in that subsection that bears the same relation thereto that (a) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, in respect of its policies of accident and sickness insurance during the period of five calendar years preceding the earliest of the calendar year in which the Superintendent took control of the assets of the company and the calendar year in which the Superintendent took control of the company for its rehabilitation or winding-up bears to (b) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, during the period referred to in paragraph (a); "gross premium income" «revenu des primes brut» "life insurance expenses" «frais d'assurance-vie»	15 20 25 30 35 40 45	«(3) Aux fins du présent article : «frais d'assurance contre les accidents et la maladie» s'entend de la partie des frais mentionnés au paragraphe (1) qui a été engagée à l'égard d'une compagnie visée à ce paragraphe et qui représente à cet égard un rapport égal au rapport entre a) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le surintendant, à l'égard de ses polices d'assurance contre les accidents et la maladie pour la période de cinq années civiles qui a précédé l'année civile au cours de laquelle le surintendant a pris le contrôle de l'actif de la compagnie ou l'année civile au cours de laquelle le surintendant a pris le contrôle de la compagnie pour l'assainissement de sa situation ou sa liquidation, en choisissant la première en date de ces deux dernières années civiles, et b) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le surintendant, pour la période visée à l'alinéa a); «frais d'assurance hypothécaire» s'entend de la partie des frais mentionnés au paragraphe (1) qui a été engagée à l'égard d'une compagnie visée à ce paragraphe et qui représente à cet égard un rapport égal au rapport entre a) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le surintendant, à l'égard de ses polices d'assurance hypothécaire pour la	15 20 25 30 35 40 45

Department as required by this Act equals or exceeds the reserves in respect of outstanding unmatured policies required to be included in the said statement in accordance with section 102, or

(b) if the aggregate of its paid capital and the surplus and general or contingency reserves referred to in paragraph (a) equals or exceeds the reserves in respect of outstanding unmatured policies referred to in paragraph (a), and

(i) the aggregate of the said surplus and general or contingency reserves is not less than five hundred thousand dollars, and

(ii) the aggregate of the paid capital and the said surplus and general or contingency reserves is not less than one million five hundred thousand dollars.”

Clause 24: (1) This amendment would change the manner of assessing companies.

Subsections 113(3) to (9) at present read as follows:

“(3) Subject to subsections (4) and (6), the portion of the expenses described in subsection (1) that shall be shared by companies registered to transact the business of life insurance shall be that proportion of the total expenses that, for the five calendar years preceding the date on which the Superintendent took control of the assets of the company or control of the company for its rehabilitation or winding-up, whichever date is the earliest, or the total number of such calendar years of operation of the company if less than five, the premium income of the company in respect of the business of life insurance bears to its total premium income in respect of all classes of business.

(4) The remaining portion, if any, of the expenses described in subsection (1) shall be shared by companies registered to transact any class or classes of business other than life insurance, whether or not such companies are also registered to transact the business of life insurance.

(5) Subject to subsections (6) and (7), for the purposes of an assessment in respect of the portion of the expenses described in subsection (3), only premium income in respect of the business of life insurance shall be taken into account and, for the purposes of an assessment in respect of the portion of the expenses described in subsection (4), only premium income in respect of classes of business other than life insurance shall be taken into account.

(6) Where the expenses described in subsection (1) are incurred in respect of a company registered to transact only the business of life insurance together with the business of personal accident insurance or sickness insurance or both personal accident insurance and sickness insurance, for the purposes of subsections (3) and (5) premium income in respect of the business of life insurance shall be taken to include premium income in respect of the business of personal accident insurance and sickness insurance.

(7) Where the expenses described in subsection (1) are incurred in respect of a company

(a) registered to transact only the business of personal accident insurance or sickness insurance or both, only premium income in respect of the business of personal accident insurance and sickness insurance shall, for the purposes of subsection (5), be taken into account; or

(b) not registered to transact the business of life insurance, personal accident insurance or sickness insurance, only premium income in respect of the business of insurance other than life insurance, personal accident insurance and sickness insurance shall, for the purposes of subsection (5), be taken into account.

(8) In any case where the Superintendent relinquishes control of the assets of a company or control of a company pursuant to subsection

département ainsi que l'exige la présente loi, est égal ou supérieur aux réserves relatives aux polices non échues et en cours qui doivent être comprises dans ledit état annuel conformément à l'article 102, ou

b) si l'ensemble de son capital versé et de l'excédent des réserves pour frais fixes ou éventualités, dont fait mention l'alinéa a), est égal ou supérieur aux réserves relatives aux polices non échues et en cours, mentionnées à l'alinéa a), et

(i) si l'ensemble dudit excédent et des réserves pour frais fixes ou éventualités n'est pas inférieur à cinq cent mille dollars, et

(ii) si l'ensemble du capital versé, dudit excédent et desdites réserves pour frais fixes ou éventualités n'est pas inférieur à un million cinq mille dollars.»

Article 24, (1). — Modifie le mode d'évaluation des compagnies.

Texte actuel des paragraphes 113(3) à (9) :

«(3) Sous réserve des paragraphes (4) et (6), la partie des frais mentionnés au paragraphe (1) à laquelle doivent contribuer les compagnies enregistrées en vue de faire des opérations d'assurance-vie, représente, par rapport au total des frais, le même pourcentage que le revenu des primes de la compagnie provenant des opérations d'assurance-vie représente par rapport au total du revenu des primes provenant de toutes les classes d'opérations pendant les cinq années civiles qui ont précédé la date à laquelle le surintendant a pris le contrôle de l'actif de la compagnie ou la date à laquelle il a pris le contrôle de la compagnie pour l'assainissement de sa situation ou pour sa liquidation, en considérant celle des deux dates qui est antérieure à l'autre, ou pendant toutes les années civiles d'exploitation de la compagnie qui précèdent ladite date, s'il y en a moins de cinq.

(4) Les compagnies enregistrées aux fins de faire des opérations d'assurance d'une ou plusieurs classes autres que l'assurance-vie, doivent, le cas échéant, contribuer au reliquat des frais mentionnés au paragraphe (1), que ces compagnies soient ou non enregistrées en vue de faire des opérations d'assurance-vie.

(5) Sous réserve des paragraphes (6) et (7), il ne doit être tenu compte, aux fins d'une cotisation relative à la partie des frais mentionnée au paragraphe (3), que du revenu, des primes provenant des opérations d'assurance-vie et il ne doit être tenu compte, aux fins d'une cotisation relative à la partie des frais mentionnée au paragraphe (4), que du revenu des primes provenant des opérations d'assurance autres que les opérations d'assurance-vie.

(6) Lorsque les frais mentionnés au paragraphe (1) sont encourus relativement à une compagnie enregistrée aux seules fins de faire des opérations d'assurance-vie ainsi que des opérations d'assurance-accident corporelle ou d'assurance-maladie, ou à la fois d'assurance-accident corporelle et d'assurance-maladie, le revenu des primes provenant des opérations d'assurance-vie est censé, aux fins des paragraphes (3) et (5), comprendre le revenu des primes provenant des opérations d'assurance-accident corporelle et d'assurance-maladie.

(7) Lorsque les frais mentionnés au paragraphe (1) sont encourus relativement à une compagnie

a) qui est enregistrée aux seules fins de faire des opérations d'assurance-accident corporelle et d'assurance-maladie ou de l'une d'entre elles, il ne doit être tenu compte, aux fins du paragraphe (5), que du revenu des primes provenant des opérations d'assurance-accident corporelle et d'assurance-maladie,

b) qui n'est pas enregistrée aux fins de faire des opérations d'assurance-vie, d'assurance-accident corporelle ou d'assurance-maladie, il ne doit être tenu compte, aux fins du paragraphe (5), que du revenu

mined by the Superintendent, in respect of its policies of life insurance during the period of five calendar years preceding the earliest of the calendar year in which the Superintendent took control of the assets of the company and the calendar year in which the Superintendent took control of the company for its rehabilitation or winding-up

bears to

(b) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, during the period referred to in paragraph (a);

“mortgage insurance expenses” means the portion of the expenses described in subsection (1) that were incurred in respect of a company referred to in that subsection that bears the same relation thereto that

(a) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, in respect of its policies of mortgage insurance during the period of five calendar years preceding the earliest of the calendar year in which the Superintendent took control of the assets of the company and the calendar year in which the Superintendent took control of the company for its rehabilitation or winding-up

bears to

(b) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, during the period referred to in paragraph (a);

“net premiums”, of a company, means the gross premium income of the company less

(a) premiums paid or payable in respect of reinsurance of risks under- taken by the company in its policies in Canada, and

(b) the amount of the dividends paid or allowed by the company to its policyholders in Canada;

période de cinq années civiles qui a précédé l'année civile au cours de laquelle le surintendant a pris le contrôle de l'actif de la compagnie ou l'année civile au cours de laquelle le surintendant a pris le contrôle de la compagnie pour l'assainissement de sa situation ou sa liquidation, en choisissant la première en date de ces deux dernières années civiles,

et

b) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le surintendant, pour la période visée à l'alinéa a);

«frais d'assurance spéciale» s'entend de la partie des frais mentionnés au paragraphe (1) qui a été engagée à l'égard d'une compagnie visée à ce paragraphe et qui représente à cet égard un rapport égal au rapport entre

a) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le surintendant, à l'égard de ses primes d'assurance spéciale pour la période de cinq années civiles qui a précédé l'année civile au cours de laquelle le surintendant a pris le contrôle de l'actif de la compagnie ou l'année civile au cours de laquelle le surintendant a pris le contrôle de la compagnie pour l'assainissement de sa situation ou sa liquidation, en choisissant la première en date de ces deux dernières années civiles,

et

b) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le surintendant, pour la période visée à l'alinéa a);

«frais d'assurance sur les biens et risques divers» s'entend de la partie des frais mentionnés au paragraphe (1) qui a été engagée à l'égard d'une compagnie visée à ce paragraphe et qui représente à cet égard un rapport égal au rapport entre

a) le total du revenu des primes brut de la compagnie à l'égard de ses polices autres que ses polices d'assurance contre les accidents et la maladie, ses polices d'assurance-vie, ses polices

“mortgage insurance expenses”
«frais d'assurance hypothécaire»

“net premiums”
«primes nettes»

«frais d'assurance spéciale»
“special insurance expenses”

«frais d'assurance sur les biens et risques divers»
“property and casualty insurance expenses”

91.3(4), that company is liable for repayment of all expenses assessed against and paid by any other companies pursuant to this section, and such interest in respect thereof as may be approved by the Superintendent; but the other companies may, if there is unanimous consent, relieve the first mentioned company of its liability in respect of expenses borne by those other companies, or any part of it, or any of those other companies may relieve the first mentioned company of its liability in respect of expenses borne by that other company, or any part of it.

(9) In any case of a winding-up of a company pursuant to section 91.3, 103.3, 110 or 111, expenses assessed against and paid by other registered companies pursuant to this section, and such interest in respect thereof as may be approved by the Superintendent, constitute a claim against the assets of the company prior to any claim in respect of the shares, if any, of the company or any similar claim against those assets.”

des primes provenant d'opérations autres que des opérations d'assurance-vie, d'assurance-accident corporelle et d'assurance-maladie.

(8) Dans tous les cas où le surintendant abandonne le contrôle de l'actif d'une compagnie ou le contrôle d'une compagnie en conformité du paragraphe 91.3(4), cette compagnie est tenue de rembourser tous les frais pour lesquels d'autres compagnies ont été cotisées et qu'elles ont payés en conformité du présent article, et de payer sur ces frais l'intérêt que peut approuver le surintendant; mais les autres compagnies peuvent, s'il y a consentement unanime, libérer la compagnie en premier lieu mentionnée de tout ou partie de sa responsabilité en ce qui concerne les frais encourus par ces autres compagnies, ou l'une de ces autres compagnies peut libérer la compagnie en premier lieu mentionnée de tout ou partie de sa responsabilité en ce qui concerne les frais encourus pour cette autre compagnie.

(9) Dans tous les cas de liquidation d'une compagnie en conformité de l'article 91.3, 103.3, 110 ou 111, les frais pour lesquels d'autres compagnies enregistrées ont été cotisées et qu'elles ont payés en conformité du présent article, et l'intérêt sur ces frais que peut approuver le surintendant, constituent, sur l'actif de la compagnie, une réclamation ayant priorité sur toute réclamation relative aux actions de la compagnie, s'il en est, ou sur toute réclamation semblable sur l'actif.»

"property and casualty insurance expenses"
«frais d'assurance sur les biens...»

"property and casualty insurance expenses" means the portion of the expenses described in subsection (1) that were incurred in respect of a company referred to in that subsection that bears the same relation thereto that

(a) the total of the gross premium income of the company in respect of its policies, other than its policies of accident and sickness insurance, life insurance, mortgage insurance and special insurance during the period of five calendar years preceding the earliest of the calendar year in which the Superintendent took control of the assets of the company and the calendar year in which the Superintendent took control of the company for its rehabilitation or winding-up

bears to

(b) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, during the period referred to in paragraph (a);

"special insurance expenses" means that portion of the expenses described in subsection (1) that were incurred in respect of a company referred to in that subsection that bears the same relation thereto that

(a) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, in respect of its policies of special insurance during the period of five calendar years preceding the earliest of the calendar year in which the Superintendent took control of the assets of the company and the calendar year in which the Superintendent took control of the company for its rehabilitation or winding-up

bears to

(b) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, during the period referred to in paragraph (a).

"special insurance expenses"
«frais d'assurance spéciale»

d'assurance hypothécaire et ses polices d'assurance spéciale, pour la période de cinq années civiles qui a précédé l'année civile au cours de laquelle le surintendant a pris le contrôle de l'actif de la compagnie ou l'année civile au cours de laquelle le surintendant a pris le contrôle de la compagnie pour l'assainissement de sa situation ou sa liquidation, en choisissant la première en date de ces deux dernières années civiles,

et

b) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le surintendant, pour la période visée à l'alinéa a);

«frais d'assurance-vie» s'entend de la partie des frais mentionnés au paragraphe (1) qui a été engagée à l'égard d'une compagnie visée à ce paragraphe et qui représente à cet égard un rapport égal au rapport entre

«frais d'assurance-vie»
"life insurance expenses"

a) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le surintendant, à l'égard de ses polices d'assurance-vie pour la période de cinq années civiles qui a précédé l'année civile au cours de laquelle le surintendant a pris le contrôle de l'actif de la compagnie ou l'année civile au cours de laquelle le surintendant a pris le contrôle de la compagnie pour l'assainissement de sa situation ou sa liquidation, en choisissant la première en date de ces deux dernières années civiles,

et

b) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le surintendant, pour la période visée à l'alinéa a);

«primes nettes» s'entend du revenu des primes brut d'une compagnie, déduction faite :

«primes nettes»
"net premiums"

a) des primes de réassurance payées ou payables à l'égard de risques auxquels la compagnie a souscrit dans ses polices au Canada, et
b) du montant des dividendes que la compagnie verse à ses assurés au

Expenses
assessed to each
company

(4) Expenses described in subsection (1) shall be assessed in the following manner and to the following extent:

(a) where the expenses are accident and sickness insurance expenses, such expenses shall be assessed against each company against whom an assessment may be made in the same proportion that that company's net premiums during the last preceding calendar year from policies of accident and sickness insurance bear to the total net premiums during that year of all such companies from policies of accident and sickness insurance;

(b) where the expenses are life insurance expenses, such expenses shall be assessed against each company against whom an assessment may be made in the same proportion that that company's net premiums during the last preceding calendar year from policies of life insurance bear to the total net premiums during that year of all such companies from policies of life insurance; and

(c) where the expenses are property and casualty insurance expenses, such expenses shall be assessed against each company against whom an assessment may be made in the same proportion that that company's net premiums during the last preceding calendar year from policies, other than policies of accident and sickness insurance, life insurance, mortgage insurance and special insurance, bear to the total net premiums of all such companies from policies other than policies of accident and sickness insurance, life insurance, mortgage insurance and special insurance.

Canada ou qu'elle autorise à leur égard;

«revenu des primes brut» s'entend du revenu des primes d'une compagnie, à l'égard de ses polices au Canada, calculé sans réductions à l'égard des primes de réassurance payées ou payables.

«revenu des
primes brut»
"gross
premium
income"

(4) La cotisation des frais visés au paragraphe (1) est établie selon les règles suivantes :

Cotisation des
frais

a) dans le cas de frais d'assurance contre les accidents et la maladie, ces frais sont cotisés, à l'égard de chaque compagnie à l'égard de laquelle une cotisation peut être faite, dans un rapport égal au rapport entre les primes nettes que cette compagnie a tirées de l'assurance contre les accidents et la maladie au cours de l'année civile précédente et le total des primes nettes que toutes les compagnies semblables ont tirées de l'assurance contre les accidents et la maladie au cours de cette même année civile;

b) dans le cas de frais d'assurance-vie, ces frais sont cotisés, à l'égard de chaque compagnie à l'égard de laquelle une cotisation peut être faite, dans un rapport égal au rapport entre les primes nettes que cette compagnie a tirées de l'assurance-vie au cours de l'année civile précédente et le total des primes nettes que toutes les compagnies semblables ont tirées de l'assurance-vie au cours de cette même année civile; et

c) dans le cas de frais d'assurance sur les biens et risques divers, ces frais sont cotisés, à l'égard de chaque compagnie à l'égard de laquelle une cotisation peut être faite, dans un rapport égal au rapport entre les primes nettes que cette compagnie a, au cours de l'année civile précédente, tirées de ses polices d'assurance autres que ses polices d'assurance contre les accidents et la maladie, ses polices d'assurance-vie, ses polices d'assurance hypothécaire et ses polices d'assurance spéciale, et le total des primes nettes que toutes les compagnies semblables ont, au cours de cette même

Expenses
charged to
company

(5) With respect to expenses described in subsection (1) that are mortgage insurance expenses and special insurance expenses, such expenses shall be charged to and paid by the company in respect of which they were incurred, or where that company is being wound-up, such expenses are deemed to be costs of liquidation within the meaning of paragraph 162(1)(a) of the *Winding-up Act*.

Designation of
special
insurance

(6) The Governor in Council may, in respect of any class of insurance, after taking into account the nature of the insurance, the class or classes of persons insured under policies of that class of insurance and the number of companies transacting that class of insurance, designate the class of insurance to be special insurance for the purposes of this section.

Where control
relinquished

(7) In any case where the Superintendent-20
ent relinques control of the assets of a company or control of a company pursuant to subsection 91.3(4), the Superintendent may direct that the company shall be liable for repayment of all or part of the 25
expenses assessed against and paid by any company or British company or any company registered under the *Foreign Insurance Companies Act* pursuant to this section together with such interest in respect 30
thereof at such rate as may be specified by the Superintendent, and where any direction is so made, the amount for which the company is liable is a debt due to Her Majesty payable on demand and is recoverable as such in the Federal Court or any other court of competent jurisdiction. 35

Prior claim on
winding-up

(8) In any case of a winding-up of a company pursuant to section 91.3, 103.3, 110 or 111, expenses assessed against and 40
paid by any company or British company or any company registered under the *For-*

année civile, tirées de leurs polices d'assurance autres que leurs polices d'assurance contre les accidents et la maladie, leurs polices d'assurance-vie, leurs polices d'assurance hypothécaire et leurs 5
polices d'assurance spéciale.

Imputation des
frais

(5) Dans les cas où les frais visés au paragraphe (1) sont des frais d'assurance hypothécaire ou d'assurance spéciale, ces frais sont imputés à la compagnie à l'égard 10
de laquelle ils ont été engagés et sont payés par celle-ci; lorsque la compagnie est en cours de liquidation, ces frais sont réputés être des frais de liquidation au sens de l'alinéa 162(1)a) de la *Loi sur les 15
liquidations*.

Désignation
d'assurance
spéciale

(6) Le gouverneur en conseil peut désigner une classe d'assurance comme étant une assurance spéciale pour l'application du présent article et à cette fin, il tient 20
compte de la nature de l'assurance, de la catégorie ou des catégories de personnes assurées aux termes de polices appartenant à cette classe d'assurance, de même que du nombre de compagnies exerçant cette 25
classe d'assurance.

Abandon du
contrôle

(7) Dans tous les cas où le surintendant abandonne le contrôle de l'actif d'une compagnie ou le contrôle d'une compagnie conformément au paragraphe 91.3(4), il 30
peut, par directive, prévoir que la compagnie est responsable pour l'ensemble ou pour une partie quelconque des frais imputés à une compagnie et payés par celle-ci, y compris une compagnie britannique ou une 35
compagnie enregistrée en application de la *Loi sur les compagnies d'assurance étrangères*, conformément au présent article, ainsi que pour les intérêts s'y rapportant au taux fixé par le surintendant; lors- 40
qu'une telle directive est donnée, le montant concerné constitue une dette envers Sa Majesté payable sur demande et recouvrable à ce titre devant la Cour fédérale ou toute autre cour de juridiction compétente. 45

Réclamation
prioritaire lors
d'une
liquidation

(8) Lorsqu'une compagnie est liquidée en conformité avec l'article 91.3, 103.3, 110 ou 111, les frais imputés à une compagnie et payés par celle-ci, y compris une compagnie britannique ou une compagnie 50

eign Insurance Companies Act pursuant to this section, together with such interest in respect thereof at such rate as may be specified by the Superintendent, constitute a claim against the assets of the company ranking immediately after claims in respect of policies of the company and ahead of all other claims that do not rank ahead of claims in respect of policies.

Reduction of assessments

(9) Any amount paid to or recovered by Her Majesty under subsection (7) or (8) in respect of a company shall be applied pro rata to reduce the amount of the expenditures to be assessed pursuant to section 7 of the *Department of Insurance Act* against companies and British companies registered under this Act and companies registered under the *Foreign Insurance Companies Act* that have been assessed pursuant to subsection (2) in respect of that company, but for any particular company any such reduction shall not exceed the amount assessed against that company pursuant to subsection (2)."

Application

(2) Subsections 113(3) to (9) of the said Act, as enacted by subsection (1), apply only in respect of expenses described in subsection 113(1) of the said Act that are incurred by the Superintendent on or after April 1, 1986.

1976-77, c. 39, s. 18

25. Section 127 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Assets to be maintained in Canada

"127. (1) Every British company registered under this Act to transact the business of life insurance shall, in respect of its life insurance business in Canada, maintain assets in Canada the total value of which, when determined on the same basis as is prescribed under this Act for the purposes of the annual statement of Canadian business of the company, or on the basis of the market values of such assets, whichever basis produces the great-

enregistrée en application de la *Loi sur les compagnies d'assurance étrangères*, conformément au présent article, de même que l'intérêt sur ces frais au taux fixé par le surintendant, constituent, sur l'actif de la compagnie, une réclamation ayant priorité immédiate après les réclamations à l'égard de polices de cette compagnie et avant toute autre réclamation qui n'a pas priorité sur les réclamations à l'égard des polices.

Réduction de la cotisation

(9) Tout montant payé à Sa Majesté ou recouvré par elle conformément au paragraphe (7) ou (8) à l'égard d'une compagnie doit être appliqué à la réduction, au prorata, du montant des frais qui, conformément à l'article 7 de la *Loi sur le département des assurances*, doivent être cotisés en rapport avec les compagnies et les compagnies britanniques enregistrées en application de la présente loi et en rapport avec les compagnies enregistrées en vertu de la *Loi sur les compagnies d'assurance étrangères* et qui ont fait l'objet d'une cotisation conformément au paragraphe (2) à l'égard de cette compagnie mais, en ce qui concerne une compagnie donnée, une telle réduction ne peut pas excéder le montant qui a été cotisé à l'égard de cette compagnie conformément au paragraphe (2)."

Application

(2) Les paragraphes 113(3) à (9) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), ne s'appliquent qu'à l'égard des frais visés au paragraphe 113(1) de la même loi que le surintendant engage au plus tard le 1^{er} avril 1986.

25. L'article 127 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1976-77, ch. 39, art. 18

"127. (1) Toute compagnie britannique enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer des opérations d'assurance-vie doit, à l'égard de ses opérations d'assurance-vie au Canada, maintenir un actif au Canada dont la valeur, selon le calcul prévu par la présente loi aux fins de l'état annuel relatif à ses opérations canadiennes, ou dont la valeur marchande, selon ce qui donne le résultat le plus élevé, ne peut être inférieure à la somme :

Actif au Canada

Clause 25: This amendment, which would renumber section 127 as subsection 127(1) and add the sidelined words, would require British companies that transact the business of life insurance to maintain, in respect of that business, an adequate margin of assets in Canada over liabilities in Canada and appropriate forms and amounts of liquidity.

Article 25. — Oblige les compagnies britanniques qui exploitent une entreprise d'assurance-vie à maintenir, au Canada, une marge excédentaire adéquate de leur actif sur leur passif. Oblige ces compagnies à conserver, au Canada, des liquidités suffisantes quant à leur montant et à leur forme. Substitue le numéro de paragraphe «127(1)» au numéro d'article «127». Ajoute les passages marqués d'un trait vertical.

er total value is at least equal to the aggregate of the following amounts:

- (a) an amount equal to the reserve for outstanding policies in Canada included in the annual statement pursuant to section 139 after deducting from such reserve the amount of all claims the company has against such policies; 5
- (b) an amount equal to the provision for claims incurred but unpaid; 10
- (c) an amount equal to the total of the other liabilities of the company in Canada relating to the transaction of its life insurance business in Canada;
- (d) an amount equal to any sum stated in the report of the valuation actuary of the company pursuant to paragraphs 82.1(2)(b) and (c); and 15
- (e) an amount equal to the margin the company is required to maintain in accordance with subsection (2). 20

(2) A British company that is registered to transact the business of life insurance shall maintain with respect to its life insurance business in Canada 25

- (a) an adequate margin of assets in Canada over liabilities in Canada, and
- (b) appropriate forms and amounts of liquidity

in accordance with such rules in relation thereto as may be prescribed by the regulations or that may be given to the company by the Minister in the form of written directives. 30

(3) For the purposes of paragraph (2)(a), the liabilities in Canada of a British company include the reserves to be included in the company's annual statement of Canadian business pursuant to section 82 and subsection 82.1(3). 40

26. (1) Paragraphs 128(1)(a) to (e) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

- “(a) an amount equal to the reserve computed in accordance with paragraph 102(1)(a) for non-cancellable accident and sickness policies in Canada and for claims under accident and sickness poli-

- a) de la réserve pour les polices en cours au Canada inscrite à l'état annuel en vertu de l'article 139, déduction faite des réclamations que la compagnie a contre ces polices; 5
- b) de la réserve pour réclamations non réglées que ces réclamations aient été soumises ou non à la compagnie;
- c) de tous les autres engagements de la compagnie au Canada relatifs à ses opérations d'assurance-vie au Canada;
- d) des montants tombant sous le coup des alinéas 82.1(2)(b) et c);
- e) de la marge que la compagnie doit maintenir conformément au paragraphe (2). 15

(2) Toute compagnie britannique enregistrée pour exercer des opérations d'assurance-vie au Canada doit maintenir, à l'égard de celles-ci, conformément aux règles s'y rapportant prévues par règlement ou aux directives écrites que peut lui donner le ministre : 20

- a) une marge excédentaire suffisante de son actif au Canada sur son passif au Canada; et 25
- b) des liquidités suffisantes quant à leur forme et à leur montant.

(3) Pour l'application de l'alinéa (2)a), le passif au Canada d'une compagnie britannique comprend les réserves à inclure dans l'état annuel de ses opérations canadiennes en application de l'article 82 et du paragraphe 82.1(3). 30 35

26. (1) Les alinéas 128(1)a) à e) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- «a) un montant égal à la réserve calculée conformément à l'alinéa 102(1)a) à l'égard de polices non résolubles d'assurance contre les accidents et la maladie au Canada, de même qu'à l'égard des

Marge d'actif

1976-77, ch. 39, art. 19

Margin of assets

Liabilities

1976-77, c. 39, s. 19

Clause 26: (1) This amendment would set out the criteria to be used to determine the minimum amount of assets that British companies will be required to maintain in Canada.

Paragraphs 128(1)(a) to (e) at present read as follows:

“(a) an amount equal to the reserve computed in accordance with paragraph 102(1)(a) for non-cancellable accident and sickness policies in Canada and for claims under accident and sickness policies in Canada payable in instalments;

Article 26, (1). — Énonce les critères qui sont utilisés dans la détermination de l’actif minimal que doivent conserver au Canada les compagnies britanniques.

Texte actuel des sous-alinéas 128(1)a) à e) :

«a) de la réserve visée à l’alinéa 102(1)a) afférente à ses polices au Canada;

b) du montant obtenu en multipliant par 1,15 les primes non gagnées afférentes à ses polices au Canada, autres que celles visées à l’alinéa a);

cies in Canada payable in instalments together with an additional amount in respect of such policies and claims as may be determined in accordance with such rules in relation thereto as may be prescribed by the regulations or that may be given to the company by the Minister in the form of written directives;

(b) an amount equal to the total of the liabilities of such company in Canada relating to all classes of its insurance business in Canada other than life insurance calculated without reference to the reserve computed in accordance with paragraph 102(1)(a);

(c) an amount equal to any sum stated in the report of the valuation actuary of the company pursuant to paragraph 102(4)(c);

(d) an amount equal to the greater of
(i) the amount that is equal to the sum of

(A) 0.15 times the amount of the unearned premiums in respect of the accident and sickness policies of the company in Canada, other than non-cancellable accident and sickness policies in Canada,

and

(B) 0.15 times the amount of the provision for claims, other than claims referred to in paragraph (a), incurred but unpaid in respect of the accident and sickness policies of the company in Canada,

and

(ii) an amount determined in accordance with such rules in relation to the policies and claims referred to in sub-paragraph (i) as may be prescribed by the regulations or that may be given to the company by the Minister in the form of written directives; and

(e) in the case of policies of the company in Canada, other than accident and sickness policies, an amount equal to the greatest of

(i) the amount that is equal to the sum of

réclamations payables par versements aux termes de polices d'assurance contre les accidents et la maladie au Canada, y compris tout montant additionnel se rapportant à ces réclamations et polices et qui peuvent être déterminés conformément aux règles qui peuvent être prévues à cet égard par règlement ou qui peuvent être prises par le ministre sous forme de directives écrites données à la compagnie;

b) un montant égal au total des engagements de la compagnie au Canada relativement à toutes ses classes d'assurance au Canada, autres que l'assurance-vie, calculé sans tenir compte de la réserve calculée conformément à l'alinéa 102(1)a);

c) un montant égal à toute somme inscrite au rapport de l'actuaire responsable de l'évaluation de la compagnie conformément à l'alinéa 102(4)c);

d) un montant égal au plus élevé :

(i) du montant égal à la somme de

(A) 0,15 fois le montant des primes non gagnées se rapportant aux polices d'assurance contre les accidents et la maladie à l'égard de la compagnie au Canada, autres que des polices non résolubles d'assurance contre les accidents et la maladie au Canada, et

(B) 0,15 fois le montant de la réserve pour réclamations réglées se rapportant à des polices d'assurance contre les accidents et la maladie au Canada que ces réclamations aient été soumises ou non à la compagnie, dans la mesure où il ne s'agit pas de réclamations visées à l'alinéa a), et

(ii) du montant établi conformément aux règles qui peuvent être prévues par règlement ou qui peuvent être prises par le ministre sous forme de directives écrites données à la compagnie à l'égard des polices et des réclamations visées au sous-alinéa (i);

(b) an amount equal to 1.15 times the amount of the unearned premiums in respect of the policies of the company in Canada other than the policies referred to in paragraph (a);

(c) an amount equal to 1.15 times the amount of the provision for claims incurred but unpaid, other than claims referred to in paragraph (a);

(d) an amount equal to the total of the other liabilities of such company in Canada relating to all classes of its insurance business in Canada other than life insurance; and

(e) an amount equal to any sum stated in the report of the valuation actuary of the company pursuant to paragraph 102(4)(c).”

c) du montant obtenu en multipliant par 1,15 la réserve pour réclamations non réglées, qu’elles aient été soumises ou non, à l’exception de celles visées à l’alinéa a);

d) de ses autres engagements au Canada relatifs à toute catégorie d’opérations d’assurance au Canada, autre que celles d’assurance-vie; et

e) des montants tombant sous le coup de l’alinéa 102(4)c).»

(A) 0.15 times the amount of the unearned premiums in respect thereof,

and

(B) 0.15 times the amount of the provision for claims incurred but unpaid in respect thereof,

(ii) the amount that is equal to the sum of 0.15 times the premium income of the company in respect thereof during the immediately preceding twelve months, calculated without reduction in respect of reinsurance premiums paid or payable, and the lesser of \$500,000 and 0.05 15 times that premium income, and
(iii) the amount that is, as the case may be,

(A) 0.22 times the average annual amount of claims incurred by the 20 company in respect thereof during the immediately preceding three years, or

(B) if the company has been in business in Canada for less than 25 three years, the amount that is 0.22 times the product obtained by multiplying

(I) the average monthly amount of claims incurred by the com- 30 pany in respect thereof during the period the company has been in business in Canada

by

(II) 12, 35
together with the lesser of \$500,000 and 0.07 times the average annual amount referred to in clause (A) or 0.07 times the product obtained pursuant to clause (B), as the case may 40 be."

e) dans le cas de polices de la compagnie au Canada, autres que des polices d'assurance contre les accidents et la maladie, un montant égal au plus élevé :

(i) du montant qui est égal à la 5 somme de

(A) 0,15 fois le montant des primes non gagnées se rapportant à ces polices

et 10

(B) 0,15 fois le montant de la réserve pour réclamations non réglées se rapportant à ces polices, que ces réclamations aient été sou- 15 mises ou non à la compagnie,

(ii) du montant qui est égal à la somme de 0,15 fois le revenu des primes de la compagnie à l'égard de ces polices au cours des douze mois qui précèdent, calculé sans réduction 20 en raison de primes de réassurance payées ou payables, et du moindre de 500 000 \$ et de 0,05 fois ce revenu des primes, et

(iii) du montant que représente, selon 25 le cas,

(A) 0,22 fois le montant annuel moyen des réclamations portées à la charge de la compagnie à l'égard de ces polices au cours des trois 30 années précédentes, ou

(B) dans les cas où la compagnie exerce son entreprise au Canada depuis moins de trois ans, le montant que représente 0,22 fois le pro- 35 duit de la multiplication

(I) du montant mensuel moyen des réclamations portées à la charge de la compagnie à l'égard de ces polices au cours de la 40 période durant laquelle la compagnie a exercé son entreprise au Canada

par

(II) 12 45

y compris le moindre de 500 000 \$ et 0,07 fois le montant annuel moyen visé à la division (A) ou 0,07 fois le produit obtenu conformément à la division (B), selon le cas.» 50

1976-77, c. 39,
s. 19

(2) All that portion of subsection 128(1.1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le passage du paragraphe 128(1.1) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1976-77, ch. 39,
art. 19

Premium notes
and unearned
premiums

“(1.1) For the purposes of paragraphs 5
(1)(d) and (e),”

«(1.1) Aux fins des alinéas (1)d) et e),»

Primes par
billets et primes
non gagnées

1976-77, c. 39,
s. 19

(3) Subsection 128(1.11) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) Le paragraphe 128(1.11) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1976-77, ch. 39,
art. 19

Where claims
less than
unearned
premiums

“(1.11) Subject to subsection (1.12), 10
where under the policies in Canada issued
by a British company with respect to a
particular class of insurance the expected
claims ratio is less than 0.95, the company
may, by written notice filed with the Su- 15
perintendent, select a claims ratio not less
than the expected claims ratio and, where
such a selection is made in respect of such
policies, there shall be substituted for the
figure 0.15 referred to in clauses 20
(1)(d)(i)(A) and (1)(e)(i)(A) a figure
determined by adding 0.20 to the selected
claims ratio and by deducting therefrom
the figure 1.00.”

«(1.11) Sous réserve du paragraphe
(1.12), toute compagnie britannique peut,
lorsque le taux des réclamations prévu à
l'égard de ses polices émises au Canada 10
pour une même classe d'assurance est infé-
rieur à 0,95, adopter, par dépôt auprès du
surintendant d'un avis écrit, un taux des
réclamations au moins égal au taux des
réclamations prévu. Dans ce cas, le taux 15
adopté, majoré de 0,20 et déduction faite
ensuite du coefficient de 1,00, remplace,
pour les polices concernées, le coefficient
de 0,15 visé aux divisions (1)d)(i)(A) et
(1)e)(i)(A).» 20

Réclamations
inférieures aux
primes gagnées

1976-77, c. 39,
s. 19

(4) Paragraph 128(1.12)(a) of the said 25
Act is repealed and the following substituted
therefor:

(4) L'alinéa 128(1.12)a) de la même loi
est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1976-77, ch. 39,
art. 19

“(a) the figure substituted in lieu of the
figure referred to in clauses
(1)(d)(i)(A) and (1)(e)(i)(A) shall not 30
be less than zero nor more than 0.15;”

«a) le coefficient qui remplace celui
prévu aux divisions (1)d)(i)(A) et
(1)e)(i)(A) ne doit pas être inférieur à 25
zéro sans excéder 0,15;»

1976-77, c. 39,
s. 19

(5) Subsection 128(1.18) of the said Act is
repealed and the following substituted
therefor:

(5) Le paragraphe 128(1.18) de la même
loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1976-77, ch. 39,
art. 19

“(1.18) With respect to business to 35
which subparagraphs (1)(d)(i) and
(1)(e)(i) apply, a British company may
substitute for the unearned premiums, for
the purposes of those subparagraphs, twice
the net annual cost to the insured of insur- 40
ance in force in Canada on the date of the
annual statement of Canadian business,
determined by deducting from the annual
premiums charged to the insured, a credit
allowance computed at the rate of the 45
weighted average dividend or refund paid
or credited by the British company to its

«(1.18) En ce qui concerne les opéra-
tions auxquelles s'appliquent les sous-ali- 30
néas (1)d)(i) et (1)e)(i), toute compagnie
britannique peut, pour l'application de ces
sous-alinéas, substituer aux primes non
gagnées le double du coût annuel net, pour
les assurés, de l'assurance en vigueur au 35
Canada à la date de l'état annuel relatif
aux opérations canadiennes. Ce coût est
déterminé par la déduction, des primes
annuelles exigées des assurées, d'une allo-
cation de crédit calculée aux taux de la 40
moyenne pondérée des dividendes ou des

Remplacement
des primes non
gagnées

Substitution for
unearned
premiums

(2) This amendment, which would substitute the underlined reference for a reference to paragraph (1)(b), is consequential on the amendment proposed in subclause (1).

(3) This amendment is consequential on the amendment proposed in subclause (1).

Subsection 128(1.11) at present reads as follows:

“(1.11) Subject to subsection (1.12), where under the policies in Canada issued by a British company with respect to a particular class of insurance, the expected claims ratio is less than 0.95, the company may, by written notice filed with the Superintendent, select a claims ratio not less than the expected claims ratio and where such a selection is made then, in respect of such policies there shall be substituted for the figure 1.15 referred to in *paragraph (1)(b)* a figure determined by adding 0.20 to the selected claims ratio.”

(4) This amendment is consequential on the amendment proposed in subclause (1).

Paragraph 128(1.12)(a) at present reads as follows:

“(a) the figure substituted in lieu of the figure referred to in *paragraph (1)(b)* shall not be less than 1.00 nor more than 1.15;”

(5) This amendment is consequential on the amendment proposed in subclause (1).

Subsection 128(1.18) at present reads as follows:

“(1.18) With respect to business to which *paragraph (1)(b)* applies, a British company may substitute for the unearned premiums, for purposes of *that paragraph*, twice the net annual cost to the insured of insurance in force in Canada on the date of the annual statement of Canadian business, determined by deducting from the annual premiums charged to the insured, a credit allowance computed at the rate of the weighted average dividend or refund paid or credited by the British company to its policyholders during the preceding five years.”

(2). — Découle de la modification prévue au paragraphe (1) et substitue le renvoi souligné au renvoi à l'alinéa (1)b).

(3). — Découle de la modification prévue au paragraphe (1).

Texte actuel du paragraphe 128(1.11) :

«(1.11) Sous réserve du paragraphe (1.12), toute compagnie britannique peut, lorsque le taux des réclamations prévu aux termes de ses polices émises au Canada pour une même catégorie d'assurance est inférieur à 0,095, adopter, par dépôt auprès du surintendant d'un avis écrit, un taux des réclamations au moins égal au taux des réclamations prévu. Dans ce cas, le taux adopté, majoré de 0,20, remplace, pour les polices concernées le coefficient de 1,15 visé à l'alinéa (1)b).»

(4). — Découle de la modification prévue au paragraphe (1).

Texte actuel de l'alinéa 128(1.12)a) :

«a) le coefficient qui remplace celui prévu à l'alinéa (1)b) ne doit pas être inférieur à 1,00 sans excéder 1,15;»

(5). — Découle de la modification prévue au paragraphe (1).

Texte actuel du paragraphe 128(1.18) :

«(1.18) Toute compagnie britannique peut, aux fins de l'alinéa (1)b), substituer aux primes non gagnées le double du coût annuel net, pour les assurés, de l'assurance en vigueur au Canada à la date de l'état annuel relatif aux opérations canadiennes. Ce coût est déterminé par la déduction, des primes annuelles exigées des assurés, d'une allocation de crédit calculée au taux de la moyenne pondérée des dividendes ou des remboursements versés ou crédités par la compagnie britannique à ses titulaires de police durant les cinq années précédentes.»

policyholders during the preceding five years.”

remboursements versés ou crédités par la compagnie britannique à ses titulaires de polices durant les cinq années précédentes.»

27. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 129.1 thereof, the following section:

27. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 129.1, de ce qui suit :

Reinsurance

“129.2 (1) A British company shall not cause itself to be reinsured in respect of any risk undertaken by it in its policies in Canada except in accordance with subsection (2) and regulations made pursuant to subsection (3).

«129.2 (1) Une compagnie britannique ne peut pas se faire réassurer contre les risques auxquels elle a souscrit dans ses polices au Canada, sauf en conformité 10 avec le paragraphe (2) et les règlements pris en application du paragraphe (3).

Réassurance

Consent necessary

(2) A British company may cause itself to be reinsured against any risk undertaken by it in its policies in Canada by an insurer that is associated with it only with the prior written consent of the Superintendent.

(2) Sauf approbation préalable écrite du surintendant, une compagnie britannique ne peut pas, à l'égard d'un risque auquel 15 elle a souscrit dans ses polices au Canada, se faire réassurer par un assureur auquel elle est associée.

Consentement requis

Regulations

(3) The Governor in Council may, in respect of policies in Canada of a British company, make regulations

(3) Le gouverneur en conseil peut, en ce qui concerne les polices d'une compagnie 20 britannique, au Canada, prendre des règlements visant à :

Règlements

- (a) limiting the extent to which the company may cause itself to be reinsured against risks undertaken by it;
- (b) defining, for the purposes of this section, the circumstances under which 25 a company is deemed to be associated with any other insurer; and
- (c) respecting the matters that the Superintendent shall have regard to before giving any consent referred to in subsection (2).

- a) limiter la mesure dans laquelle la compagnie peut se faire réassurer contre un risque auquel elle a souscrit; 25
- b) définir, aux fins du présent article, les cas où la compagnie est réputée être associée à un autre assureur; et
- c) prévoir ce dont le surintendant doit tenir compte avant de donner l'approba- 30 tion visée au paragraphe (2).

Regulation may provide for discretion

(4) A regulation made pursuant to paragraph (3)(a) may provide that the Superintendent may, by order, determine such matters or exercise such discretion as the 35 regulation may specify.

(4) Un règlement pris conformément à l'alinéa (3)a) peut donner au surintendant le pouvoir de prendre des directives visant à régler toute question prévue au règle- 35 ment, ou visant l'exercice de tout pouvoir discrétionnaire prévu au règlement.

Délégation de pouvoirs discrétionnaires

Information re reinsurance

(5) A British company shall in its annual statement of Canadian business, and when otherwise requested to do so by the Superintendent, provide information in 40 such detail as the Superintendent may specify concerning the reinsurance of risks undertaken in its policies in Canada, whether the reinsurance is effected through the Chief Agency of the company 45

(5) La compagnie britannique doit fournir dans son état annuel des opérations canadiennes, ou sur demande du surinten- 40 dant en d'autres circonstances, le détail de tous les renseignements que celui-ci peut exiger à l'égard de la réassurance des risques auxquels elle a souscrit dans ses polices au Canada, que la réassurance ait été 45 contractée par l'agent principal de la com-

Renseignements à fournir : réassurance

Clause 27: New. This amendment would limit the extent to which a British company may cause itself to be reinsured.

Article 27. — Nouveau. Restreint la mesure dans laquelle une compagnie britannique peut se faire réassurer.

Validity of
reinsurance

in Canada or through the head office of the company.

(6) Any contract or agreement of any kind by which a British company causes itself to be reinsured is neither void nor voidable by reason only of any failure to comply with this section or any regulation made under this section.”

28. Section 130 of the said Act is amended by adding thereto the following subsections:

Additional
statement

“(6) In addition to the statements referred to in subsection (1), a British company shall, when requested to do so by the Superintendent, deposit in the Department an additional statement, in such form, relating to such period and containing such information as the Superintendent may deem necessary to ascertain the financial condition of the company, the adequacy of its assets in Canada to meet its obligations in Canada and whether the company is complying with this Act and the regulations and any requirement, order, undertaking, direction or other request made thereunder.

Time for
deposit

(7) Where the Superintendent requests a company to deposit a statement pursuant to subsection (6), the company shall deposit the statement in the Department

(a) in the case of a company registered to transact only the business of reinsurance, within ninety days after the later of

- (i) the date on which the statement is requested, and
- (ii) the expiration of the period to which the statement relates, and

(b) in the case of any other company, within forty-five days after the later of

- (i) the date on which the statement is requested, and
- (ii) the expiration of the period to which the statement relates,

but the Superintendent may shorten either period in any case where the Superintend-

pagnie au Canada ou par le siège social de cette compagnie.

(6) Un contrat ou accord de quelque type que ce soit visant la réassurance d'un risque auquel a souscrit une compagnie britannique n'est ni nul, ni annulable du seul fait de l'inobservation des dispositions du présent article ou des règlements pris sous son autorité.»

28. L'article 130 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Validité de la
réassuranceÉtats supplé-
mentaires

“(6) Outre les états visés au paragraphe (1), une compagnie britannique doit, à la demande du surintendant, déposer auprès du département un état supplémentaire qui, quant à sa forme, à la période qu'il couvre et aux renseignements qu'il contient, est tel, selon ce qu'estime le surintendant, qu'il permette à ce dernier d'évaluer la situation financière de la compagnie, la suffisance de son actif au Canada pour rencontrer ses obligations au Canada, de même que la question de savoir si celle-ci se conforme à la présente loi et aux règlements, exigences, ordonnances, arrêtés, engagements, directives ou demandes qui en découlent.

Délai : dépôt

(7) Dans les cas où le surintendant exige le dépôt d'un état en application du paragraphe (6), la compagnie doit déposer l'état auprès du département :

a) s'il s'agit d'une compagnie enregistrée exclusivement pour l'exploitation d'opérations de réassurance, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent le plus tardif des événements suivants :

- (i) la date à laquelle l'état est exigé, et
- (ii) l'expiration de la période à laquelle se rapporte l'état; et

b) s'il s'agit d'un autre genre de compagnie, dans les quarante-cinq jours qui suivent le plus tardif des événements suivants,

- (i) la date à laquelle l'état est exigé, et
- (ii) l'expiration de la période à laquelle se rapporte l'état.

Clause 28: New. This amendment would require the depositing of certain additional statements.

Article 28. — Nouveau. Exige le dépôt de certains états supplémentaires.

ent considers that there is an urgent need for the statement.”

29. Subsection 138(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Application of sections

“138. (1) Subsection 52(2), sections 56 to 61, 71.2 to 76 and 78 apply, with such modifications as the circumstances require, to or in respect of every British company registered to transact any class or classes of insurance business under this Part to the same extent as they are applicable to or in respect of a company registered to transact the same class or classes of insurance business under Part III.”

c. 19 (1st Suppl.), s. 48

30. (1) Subsections 146(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Report to Minister

“146. (1) The Superintendent shall report to the Minister in any case where, having regard for all the circumstances, the Superintendent is of the opinion that

(a) the assets in Canada of any British company that is subject to the requirements of section 127 or 128 are not sufficient to give adequate protection to its policyholders in Canada, whether or not there is compliance with those sections; or

(b) the British company or a person who is a shareholder, director, officer, employee or agent of the company has failed to comply with a direction issued to the company or to the person under section 71.2.

Remedial powers of Minister

(2) Where the Minister, after full consideration of the matter and after a reasonable opportunity has been provided to the company or person, as the case may be, to make representations, believes that the situation described in any paragraph of subsection (1) exists, the Minister may do any or all of the following:

Le surintendant peut abréger l'un ou l'autre de ces délais s'il estime que l'état doit être obtenu d'urgence.»

29. Le paragraphe 138(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«138. (1) Le paragraphe 52(2), les articles 56 à 61, 71.2 à 76 et 78 s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à ou relativement à toute compagnie britannique enregistrée pour exercer toute classe ou toutes classes d'opérations d'assurance aux termes de la présente partie, dans la même mesure qu'ils sont applicables à ou relativement à une compagnie enregistrée pour exercer la même classe ou les mêmes classes d'opérations d'assurance aux termes de la partie III.»

Application des articles de la présente loi

30. (1) Les paragraphes 146(1) et (2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«146. (1) Le surintendant doit faire rapport au ministre chaque fois que, compte tenu de toutes les circonstances, il est d'avis :

a) que l'actif au Canada d'une compagnie britannique qui est assujettie aux exigences de l'article 127 ou 128 n'est pas suffisant pour assurer la protection efficace de ses assurés au Canada, que la compagnie se conforme ou non à ces 30 articles; ou

b) que la compagnie britannique ou une personne qui est un actionnaire, administrateur, fonctionnaire, employé ou mandataire de la compagnie a omis de 35 se conformer à une directive donnée à la compagnie ou à la personne en vertu de l'article 71.2.

ch. 19 (1^{er} suppl.), art. 48

Rapport au ministre

(2) Le ministre peut, après avoir bien étudié la question et après que la compagnie ou la personne, selon le cas, se soit vue, dans la mesure de ce qui est raisonnable, accorder la possibilité de présenter des observations, prendre l'une quelconque ou l'ensemble des mesures suivantes s'il estime que la situation décrite à l'un ou l'autre des alinéas du paragraphe (1) existe :

Pouvoir du ministre pour remédier à la situation

Clause 29: Subsection 138(1) at present reads as follows:

“138. (1) Subsection 52(2), sections 56 to 61, 72 to 74, subsections 75(1) and (2) and sections 76 and 78 apply, *mutatis mutandis*, to or in respect of every British company registered to transact any class or classes of insurance business under this Part to the same extent as they are applicable to or in respect of a company registered to transact the same class or classes of insurance business under Part III.”

Clause 30: (1) This amendment would require the Superintendent to report to the Minister certain failures to comply.

Subsections 146(1) and (2) at present read as follows:

“146. (1) The Superintendent shall report to the Minister in any case where, having regard for all the circumstances, the Superintendent is of the opinion that the assets in Canada of any British company that is subject to the requirements of section 127 or 128 are not sufficient to give adequate protection to its policyholders in Canada, whether or not there is compliance with those sections.

(2) Where the Minister, after full consideration of the matter and after a reasonable time has been given to the company to be heard, concurs in the opinion of the Superintendent, the Minister may take one or more of the following actions:

- (a) he may make the company's certificate of registry subject to such limitations or conditions as he considers appropriate;
- (b) he may prescribe a time within which the company shall increase its assets in Canada to the extent he deems necessary to give adequate protection to the policyholders in Canada; and
- (c) he may direct the Superintendent to take control of the company's assets in Canada together with its other assets held in Canada under the control of the company's chief agent and such assets shall include all amounts received or to be received in respect of the company's policies in Canada.”

Article 29. — Texte actuel du paragraphe 138(1) :

«138. (1) Le paragraphe 52(2), les articles 56 à 61, 72 à 74, les paragraphes 75(1) et (2), ainsi que les articles 76 à 78, s'appliquent, *mutatis mutandis*, à ou relativement à toute compagnie britannique enregistrée pour pratiquer toute catégorie ou toutes catégories d'opérations d'assurance aux termes de la présente Partie, dans la même mesure qu'ils sont applicables à ou relativement à une compagnie enregistrée pour pratiquer la même catégorie ou les mêmes catégories d'opérations d'assurance aux termes de la Partie III.»

Article 30, (1). — Oblige le surintendant à faire rapport au ministre au sujet de certains manquements de se conformer à la loi :

Texte actuel des paragraphes 146(1) et (2) :

«146. (1) Le surintendant doit faire rapport au Ministre chaque fois que, compte tenu de toutes les circonstances, il est d'avis que l'actif au Canada d'une compagnie britannique qui est assujettie aux exigences de l'article 127 ou 128 n'est pas suffisant pour assurer la protection efficace de ses porteurs de polices au Canada, même si la compagnie se conforme à ces articles.

(2) Lorsque le Ministre, après avoir bien étudié la question, et après qu'un délai raisonnable a été donné à la compagnie pour être entendue, partage l'avis du surintendant, il peut prendre l'une ou plusieurs des mesures suivantes :

- a) il peut assortir le certificat d'enregistrement de la compagnie des restrictions ou conditions qu'il estime appropriées;
- b) il peut prescrire un délai durant lequel la compagnie doit augmenter son actif au Canada dans la mesure qu'il juge nécessaire pour assurer la protection efficace des porteurs de polices au Canada; et
- c) il peut ordonner au surintendant de prendre le contrôle de l'actif au Canada de la compagnie ainsi que de tout autre actif de la compagnie détenu au Canada sous le contrôle de l'agent principal de la compagnie, et cet actif doit comprendre tous les montants reçus ou recevables relativement aux polices au Canada de la compagnie.»

(a) make the company's certificate of registry subject to such limitations or conditions as the Minister considers appropriate;

(b) prescribe a time within which the company shall increase its assets in Canada to the extent the Minister deems necessary to give adequate protection to the policyholders in Canada;

(c) prescribe a time within which the company or person, as the case may be, shall correct the non-compliance described in paragraph (1)(b); and

(d) direct the Superintendent to take control of the company's assets in Canada together with its other assets held in Canada under the control of the company's chief agent and such assets shall include all amounts received or to be received in respect of the company's policies in Canada."

a) assortir le certificat d'enregistrement de la compagnie de restrictions ou conditions que le ministre estime indiquées;

b) prévoir un délai au cours duquel la compagnie doit augmenter son actif au Canada de façon suffisante, selon ce qu'estime le ministre, à accorder une protection adéquate à ses assurés au Canada;

c) prévoir un délai au cours duquel la compagnie ou la personne, selon le cas, doit remédier au manque visé à l'alinéa (1)b); et

d) donner au surintendant la directive de prendre le contrôle de l'actif de la compagnie, au Canada, y compris de tout autre actif de la compagnie détenu au Canada sous le contrôle de l'agent principal de la compagnie, et cet actif doit comprendre tous les montants reçus ou recevables relativement aux polices de la compagnie au Canada.»

c. 19 (1st Suppl.), s. 48

(2) Subsection 146(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 146(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

ch. 19 (1^{er} suppl.), art. 48

Idem

“(4) On the failure of a British company or person, as the case may be,

(a) to increase its assets in Canada as directed by the Minister within the time that may have been prescribed by the Minister pursuant to paragraph (2)(b),

(b) to correct a non-compliance described in paragraph (1)(b) within the time that may have been prescribed by the Minister pursuant to paragraph (2)(c), or

(c) to meet the requirements of section 127 or 128 within the time that may have been prescribed by the Minister pursuant to subsection (3)

or within any extension of any such time subsequently given by the Minister, the Minister shall direct the Superintendent to take control of the company's assets in Canada together with its other assets held in Canada under the control of the company's chief agent and such assets shall include all amounts received or to be

«(4) Dès qu'une compagnie britannique ou qu'une personne, selon le cas, fait défaut :

a) d'augmenter son actif au Canada selon la directive du ministre et au cours du délai qui a pu être prévu par le ministre conformément à l'alinéa (2)b),

b) de remédier au défaut visé à l'alinéa (1)b) au cours du délai qui a pu être prévu par le ministre conformément à l'alinéa (2)c), ou

c) de se conformer aux exigences de l'article 127 ou 128 au cours du délai qui a pu être prévu par le ministre conformément au paragraphe (3),

ou encore au cours de telle prolongation de ce délai qui a pu subséquemment être accordé par le ministre, le ministre donne au surintendant la directive de prendre le contrôle de l'actif de la compagnie, au Canada, y compris des autres actifs qui peuvent être détenus au Canada sous le contrôle de l'agent principal de la compa-

(2) Subsection 146(4) at present reads as follows:

“(4) *Upon the company's failure to meet the requirements of section 127 or 128 within the time that may have been prescribed by the Minister pursuant to subsection (3), or any extension thereof subsequently given by the Minister, or to increase its assets in Canada as directed by the Minister within the time that may have been prescribed pursuant to paragraph (2)(b), or any extension thereof subsequently given by the Minister, the Minister shall direct the Superintendent to take control of the company's assets in Canada together with its other assets held in Canada under the control of the company's chief agent and such assets shall include all amounts received or to be received in respect of the company's policies in Canada.*”

(2). — Texte actuel du paragraphe 146(4) :

«(4) *Si la compagnie omet de satisfaire aux exigences de l'article 127 ou 128 dans le délai qui peut avoir été prescrit par le Ministre en conformité du paragraphe (3), ou dans tout délai supplémentaire subséquemment accordé par le Ministre, ou d'augmenter son actif au Canada comme le Ministre l'ordonne dans le délai qui peut avoir été prescrit en conformité de l'alinéa (2)b), ou dans tout délai supplémentaire subséquemment accordé par le Ministre, ce dernier doit ordonner au surintendant de prendre le contrôle de l'actif au Canada de la compagnie ainsi que de tout autre actif de la compagnie détenu au Canada sous le contrôle de l'agent principal de la compagnie, et cet actif doit comprendre tous les montants reçus ou recevables relativement aux polices au Canada de la compagnie.*»

received in respect of the company's policies in Canada."

1976-77, c. 39,
s. 27

Provisions
applicable to
provincial
companies

31. Section 155 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"**155.** Sections 33 and 34, subsection 52(2), sections 53, 54 and 54.1, subsections 55(1), (3), (4) and (5), sections 56 to 78.1, section 81, other than subsection (4) thereof, sections 82 to 82.3, 85, 91.1 to 91.3, 101 to 104, 107, 109 to 113 and 117 10 apply, with such modifications as the circumstances require, to every provincial company registered under this Part to transact any class or classes of insurance business, to the same extent as they are 15 applicable to, or in respect of, a company registered to transact the same class or classes of insurance business under Part III, but, to the extent to which any provision of the said sections would effect an 20 enlargement, in any respect, of the corporate powers or rights of any provincial company under its constituting instrument, such provision does not apply to the provincial company." 25

R.S., c. I-16;
c. 20 (1st
Suppl.); c. 10
(2nd Suppl.);
1976-77, c. 39;
1980-81-82-83,
c. 40; 1984, c.
40; 1985, c. 16

FOREIGN INSURANCE COMPANIES ACT

32. (1) Subsection 2(1) of the *Foreign Insurance Companies Act* is amended by adding thereto, in alphabetical order within the subsection, the following definition:

"superior
court"
«cour supé-
rieure»

"superior court" means 30
(a) in the Provinces of Ontario, Nova Scotia, Prince Edward Island and Newfoundland, the trial division or branch of the Supreme Court of the Province, 35
(b) in the Province of British Columbia, the Supreme Court of the Province,
(c) in the Provinces of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan and 40

gnie et ces actifs comprennent tout montant reçu ou à recevoir à l'égard des polices de la compagnie au Canada.»

31. L'article 155 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1976-77, ch. 39
art. 27

Dispositions
applicables aux
compagnies
provinciales

"**155.** Les articles 33 et 34, le paragraphe 52(2), les articles 53, 54 et 54.1, les paragraphes 55(1), (3), (4) et (5), les articles 56 à 78.1, l'article 81 sauf son paragraphe (4), les articles 82 à 82.3, 85, 91.1 10 à 91.3, 101 à 104, 107, 109 à 113 et 117 s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à toute compagnie provinciale enregistrée aux termes de la présente partie pour pratiquer des opérations d'as- 15 surance d'une ou plusieurs classes dans la même mesure où ils sont applicables à ou à l'égard d'une compagnie enregistrée pour faire des opérations d'assurance de la même classe ou des mêmes classes aux 20 termes de la partie III mais, pour autant qu'une disposition quelconque de ces articles aurait pour effet d'accroître, à quelque point de vue, les pouvoirs ou droits corporatifs de toute compagnie provinciale en 25 vertu de son acte de constitution, cette disposition ne s'applique pas à la compagnie provinciale.»

LOI SUR LES COMPAGNIES D'ASSURANCE ÉTRANGÈRES

32. (1) Le paragraphe 2(1) de la *Loi sur les compagnies d'assurance étrangères* est 30 modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

S.R., ch. I-16;
ch. 20 (1^{er}
suppl.); ch. 10
(2^e suppl.);
1976-77, ch. 39;
1980-81-82-83,
ch. 40; 1984,
ch. 40; 1985,
ch. 16

«cour supérieure»

a) La Division de première instance de la Cour suprême de l'Ontario, de la 35 Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve;
b) la Cour suprême de la Colombie-Britannique;
c) la Cour du Banc de la Reine du 40 Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta;
d) la Cour supérieure du Québec;

«cour supé-
rieure»
"superior
court"

Clause 31: Section 155 at present reads as follows:

“155. Sections 33 and 34, subsection 52(2), sections 53, 54 and 54.1, subsections 55(1), (3), (4) and (5), sections 56 to 78.1, section 81, other than subsection (4) thereof, sections 82 to 82.2, 85, 91.1 to 91.3, 101 to 104, 107, 109 to 113 and *section 117* apply, *mutatis mutandis*, to every provincial company registered under this Part to transact any class or classes of insurance business, to the same extent as they are applicable to, or in respect of, a company registered to transact the same class or classes of insurance business under Part III, but, to the extent to which any provision of the said sections would effect an enlargement, in any respect, of the corporate powers or rights of any provincial company under its constating instrument, such provision does not apply to the provincial company.”

Foreign Insurance Companies Act

Clause 32: (1) New.

Article 31. — Texte actuel de l'article 155 :

«155. Les articles 33 et 34, le paragraphe 52(2), les articles 53, 54 et 54.1, les paragraphes 55(1), (3), (4) et (5), les articles 56 à 78.1, l'article 81, sauf son paragraphe (4), les articles 82 à 82.2, 85, 91.1 à 91.3, 101 à 104, 107 109 à 113 et l'article 117 s'appliquent, *mutatis mutandis*, à toute compagnie provinciale enregistrée aux termes de la présente Partie pour pratiquer des opérations d'assurance d'une ou plusieurs classes dans la mesure où ils sont applicables à une compagnie enregistrée pour faire des opérations d'assurance de la même classe ou des mêmes classes aux termes de la Partie III, mais, pour autant qu'une disposition quelconque desdits articles aurait pour effet d'accroître, à quelque point de vue, les pouvoirs ou droits corporatifs de toute compagnie provinciale en vertu de son acte de constitution, cette disposition ne s'applique pas à la compagnie provinciale.»

Loi sur les compagnies d'assurance étrangères

Article 32, (1). — Nouveau.

Alberta, the Court of Queen's Bench for the Province,

(d) in the Province of Quebec, the Superior Court of the Province, and
(e) in the Yukon Territory and the Northwest Territories, the Supreme Court thereof;"

e) la Cour suprême du Yukon et des territoires du Nord-Ouest.»

(2) Section 2 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

(2) L'article 2 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Certain instruments not statutory instruments

"(3) An instrument issued or made under this Act and directed to a single company or person shall be deemed not to be a statutory instrument for the purposes of the *Statutory Instruments Act*."

«(3) Un texte pris sous le régime de la présente loi est, dans les cas où il ne se rapporte qu'à une seule compagnie ou à une seule personne, réputé ne pas être un texte réglementaire au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*.»

Textes réputés ne pas être des textes réglementaires

1976-77, c. 39, s. 31

33. Section 12 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

33. L'article 12 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1976-77, ch. 39, art. 31

Assets to be maintained in Canada

"12. (1) Every company registered under this Act to transact the business of life insurance shall, in respect of its life insurance business in Canada, maintain assets in Canada the total value of which, when determined on the same basis as is prescribed under this Act for the purposes of the annual statement of Canadian business of the company or on the basis of the market values of such assets, whichever basis produces the greater total value, is at least equal to the aggregate of the following amounts:

«12. (1) Toute compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi pour pratiquer des opérations d'assurance-vie doit, à l'égard de ses opérations d'assurance-vie au Canada, maintenir un actif au Canada dont la valeur, selon le calcul prévu par la présente loi aux fins de l'état annuel de ses opérations canadiennes, ou dont la valeur marchande, selon ce qui donne le résultat le plus élevé, ne peut être inférieure à la somme :

Actif au Canada

(a) an amount equal to the reserve for outstanding policies in Canada included in the annual statement pursuant to sections 38 and 38.2 after deducting from that reserve the amount of all claims the company has against such policies;

a) du montant de la réserve pour les polices en cours au Canada inscrite à l'état annuel en vertu des articles 38 et 38.2, déduction faite des réclamations que la compagnie a contre ces polices;

(b) an amount equal to the provision for claims incurred but unpaid;

b) du montant de la réserve pour réclamations non réglées que ces réclamations aient été soumises ou non à la compagnie;

(c) an amount equal to the total of the other liabilities of the company in Canada relating to the transaction of its life insurance business in Canada;

c) du montant de tous les autres engagements de la compagnie au Canada relatifs à l'exercice de ses opérations d'assurance-vie au Canada;

(d) an amount equal to any sum stated in the report of the valuation actuary of the company pursuant to paragraphs 38.1(2)(b) and (c); and

d) de tout montant inscrit dans le rapport d'évaluation de l'actuaire en vertu des alinéas 38.1(2)(b) et c); et

e) de tout montant égal à la marge excédentaire que la compagnie doit

40

(2) New.

(2). — Nouveau.

Clause 33: This amendment, which renumbers section 12 as subsection 12(1) and adds the sidelined words, would require foreign companies that transact the business of life insurance to maintain, in respect of that business, an adequate margin of assets in Canada over liabilities in Canada and appropriate forms and amounts of liquidity.

Article 33. — Oblige les compagnies étrangères qui exploitent une entreprise d'assurance-vie à conserver, au Canada, une marge excédentaire adéquate de leur actif sur leur passif. Oblige ces compagnies à garder, au Canada des liquidités suffisantes quant à leur montant et à leur forme. Substitue le numéro de paragraphe «12(1)» au numéro d'article «12». Ajoute les passages marqués d'un trait vertical.

Margin of assets

(e) an amount equal to the margin the company is required to maintain in accordance with subsection (2).

(2) A company that is registered to transact the business of life insurance shall maintain with respect to its life insurance business in Canada

(a) an adequate margin of assets in Canada over liabilities in Canada, and

(b) appropriate forms and amounts of liquidity

in accordance with such rules in relation thereto as may be prescribed by the regulations or that may be given to the company by the Minister in the form of written directives.

Liabilities

(3) For the purposes of paragraph (2)(a), the liabilities in Canada of a company include the reserves to be included in the company's annual statement of Canadian business pursuant to section 38 and subsection 38.1(3)."

1976-77, c. 39, s. 32

34. (1) Paragraphs 14(1)(a) to (e) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(a) an amount equal to the reserve computed in accordance with paragraph 47(1)(a) for non-cancellable accident and sickness policies in Canada and for claims under accident and sickness policies in Canada payable in instalments together with an additional amount in respect of such policies and claims as may be determined in accordance with such rules in relation thereto as may be prescribed by the regulations or that may be given to the company by the Minister in the form of written directives;

(b) an amount equal to the total of the liabilities of such company in Canada relating to all classes of its insurance business in Canada other than life insurance calculated without reference to the reserve computed in accordance with paragraph 47(1)(a);

(c) an amount equal to any sum stated in the report of the valuation actuary of

maintenir conformément au paragraphe (2).

(2) Une compagnie qui est autorisée par son enregistrement à exercer l'entreprise d'assurance-vie doit, à l'égard de son entreprise d'assurance-vie au Canada, conserver

a) une marge excédentaire adéquate de son actif sur son passif, et

b) des liquidités suffisantes quant à leur forme et à leur montant

conformément aux règles prévues à cet égard par règlement ou prises par le ministre sous forme de directives écrites données à la compagnie.

Marge excédentaire d'actif

Passif

(3) Pour l'application de l'alinéa (2)a), le passif au Canada d'une compagnie comprend les réserves à inclure dans l'état annuel de ses opérations canadiennes conformément à l'article 38 et au paragraphe 38.1(3)."

1976-77, ch. 39, art. 32

34. (1) Les alinéas 14(1)a) à e) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«a) un montant égal à la réserve calculée conformément à l'alinéa 47(1)a) à l'égard des polices non résolubles d'assurance contre les accidents et la maladie au Canada, de même qu'à l'égard des réclamations payables par versements aux termes de polices d'assurance contre les accidents et la maladie au Canada, y compris les montants additionnels se rapportant à ses réclamations et polices et qui peuvent être déterminés conformément aux règles qui peuvent être prévues à cet égard par règlement ou qui peuvent être prises par le ministre sous forme de directives écrites données à la compagnie;

b) un montant égal au total des engagements de cette compagnie au Canada en rapport avec toutes ses classes d'opérations d'assurance au Canada, autre que l'assurance-vie, calculé sans tenir compte de la réserve calculée conformément à l'alinéa 47(1)a);

Clause 34: (1) This amendment would set out the criteria to be used to determine the minimum amount of assets that foreign companies will be required to maintain in Canada.

Paragraphs 14(1)(a) to (e) at present read as follows:

“(a) an amount equal to the reserve computed in accordance with paragraph 47(1)(a) for non-cancellable accident and sickness policies in Canada and for claims under accident and sickness policies in Canada payable in instalments;

(b) an amount equal to 1.15 times the amount of the unearned premiums in respect of the policies of the company in Canada other than the policies referred to in paragraph (a);

(c) an amount equal to 1.15 times the amount of the provision for claims incurred but unpaid, other than claims referred to in paragraph (a);

(d) an amount equal to the total of the other liabilities of the company in Canada relating to all classes of insurance business in Canada other than life insurance; and

(e) an amount equal to any sum stated in the report of the valuation actuary of the company pursuant to paragraph 47(4)(c).”

Article 34, (1). — Énonce les critères qui sont utilisés dans la détermination de l'actif minimal que doivent conserver les compagnies étrangères au Canada.

Texte actuel des alinéas 14(1)a) à e) :

«a) de la réserve visée à l'alinéa 47(1)a);

b) du montant obtenu en multipliant par 1,15 les primes non gagnées afférentes à ses polices au Canada autres que celles visées à l'alinéa a);

c) du montant obtenu en multipliant par 1,15 la réserve pour réclamations non réglées, qu'elles aient été soumises ou non, à l'exception de celles visées à l'alinéa a);

d) de tous ses autres engagements au Canada relatifs à ses opérations de quelque catégorie d'assurance au Canada, autre que l'assurance-vie; et

e) de tout montant inscrit au rapport de l'actuaire responsable de l'évaluation en vertu de l'alinéa 47(4)c).»

the company pursuant to paragraph 47(4)(c);

- (d) an amount equal to the greater of
- (i) the amount that is equal to the sum of
 - (A) 0.15 times the amount of the unearned premiums in respect of the accident and sickness policies of the company in Canada, other than non-cancellable accident and sickness policies in Canada, and
 - (B) 0.15 times the amount of the provision for claims, other than claims referred to in paragraph (a), incurred but unpaid in respect of the accident and sickness policies of the company in Canada,
 - and
 - (ii) an amount determined in accordance with such rules in relation to the policies and claims referred to in subparagraph (i) as may be prescribed by the regulations or that may be given to the company by the Minister in the form of written directives; and
- (e) in the case of policies of the company in Canada, other than accident and sickness policies, an amount equal to the greatest of
- (i) the amount that is equal to the sum of
 - (A) 0.15 times the amount of the unearned premiums in respect thereof,
 - and
 - (B) 0.15 times the amount of the provision for claims incurred but unpaid in respect thereof,
 - (ii) the amount that is equal to the sum of 0.15 times the premium income of the company in respect thereof during the immediately preceding twelve months, calculated without reduction in respect of reinsurance premiums paid or payable, and the lesser of \$500,000 and 0.05 times that premium income, and
 - (iii) the amount that is, as the case may be,

c) un montant égal à toute somme inscrite au rapport de l'actuaire responsable de l'évaluation de la compagnie conformément à l'alinéa 47(4)c);

- d) un montant égal au plus élevé
- (i) du montant égal à la somme de
 - (A) 0,15 fois le montant des primes non gagnées se rapportant aux polices d'assurance contre les accidents et la maladie à l'égard de la compagnie au Canada, autres que des polices non résolubles d'assurance contre les accidents et la maladie au Canada, et
 - (B) 0,15 fois le montant de la réserve pour réclamations non réglées se rapportant aux polices d'assurance contre les accidents et la maladie à l'égard de la compagnie au Canada que ces réclamations aient été soumises ou non à la compagnie, dans la mesure où il ne s'agit pas de réclamations visées à l'alinéa a),
 - et
 - (ii) du montant établi conformément aux règles qui peuvent être prévues par règlement ou qui peuvent être prises par le ministre sous forme de directives écrites données à la compagnie à l'égard des polices et des réclamations visées au sous-alinéa (i);
- e) dans le cas des polices de la compagnie au Canada, autres que des polices d'assurance contre les accidents et la maladie, un montant égal au plus élevé
- (i) du montant qui est égal à la somme de
 - (A) 0,15 fois le montant des primes non gagnées se rapportant à ces polices
 - et
 - (B) 0,15 fois le montant de la réserve pour réclamations non réglées se rapportant à ces polices, que ces réclamations aient été soumises ou non à la compagnie,
 - (ii) du montant qui est égal à la somme de 0,15 fois le revenu des

(A) 0.22 times the average annual amount of claims incurred by the company in respect thereof during the immediately preceding three years, or 5

(B) if the company has been in business in Canada for less than three years, the amount that is 0.22 times the product obtained by multiplying 10

(I) the average monthly amount of claims incurred by the company in respect thereof during the period the company has been in business in Canada 15

by

(II) 12,

together with the lesser of \$500,000 and 0.07 times the average annual amount referred to in clause (A) or 0.07 times the product obtained pursuant to clause (B), as the case may be."

primes de la compagnie à l'égard de ces polices au cours des douze mois qui précèdent, calculé sans réduction en raison de primes de réassurance payées ou payables, et du moindre de 500 000 \$ et de 0,05 fois ce revenu des primes, et

(iii) du montant que représente, selon le cas

(A) 0,22 fois le montant annuel moyen des réclamations portées à la charge de la compagnie à l'égard de ces polices au cours des trois années précédentes, ou

(B) dans les cas où la compagnie exerce son entreprise au Canada depuis moins de trois ans, le montant que représente 0,22 fois le produit de la multiplication

(I) du montant mensuel moyen des réclamations portées à la charge de la compagnie à l'égard de ces polices au cours de la période durant laquelle la compagnie a exercé son entreprise au Canada, 25

par

(II) 12

y compris le moindre de 500 000 \$ et 0,07 fois le montant annuel moyen visé à la division (A) ou 0,07 fois le produit obtenu conformément à la division (B), selon le cas.»

1976-77, c. 39, s. 32

(2) All that portion of subsection 14(1.1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"(1.1) For the purposes of paragraphs (1)(d) and (e),"

Premium notes and unearned premiums

1976-77, c. 39, s. 32

(3) Subsection 14(1.11) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(1.11) Subject to subsection (1.12), where under the policies in Canada issued by a company with respect to a particular class of insurance the expected claims ratio is less than 0.95, the company may, by written notice filed with the Superintendent, select a claims ratio not less than the expected claims ratio and, where such 40

Where claims less than unearned premiums

(2) Le passage du paragraphe 14(1.1) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1976-77, ch. 39, art. 32

«(1.1) Aux fins des alinéas (1)d) et e),»

Primes par billets et primes non gagnées

(3) Le paragraphe 14(1.11) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1976-77, ch. 39, art. 32

«(1.11) Sous réserve du paragraphe (1.12), toute compagnie peut, lorsque le taux des réclamations prévu aux termes de ses polices au Canada, pour une même classe d'assurance, est inférieur à 0,95, adopter, par dépôt auprès du surintendant d'un avis écrit, un taux des réclamations au moins égal au taux des réclamations 40

Réclamations inférieures aux primes non gagnées

(2) This amendment, which would substitute the underlined reference for a reference to paragraph (1)(b), is consequential on the amendment proposed in subclause (1).

(3) This amendment is consequential on the amendment proposed in subclause (1).

Subsection 14(1.11) at present reads as follows:

“(1.11) Subject to subsection (1.12), where under the policies in Canada issued by a company with respect to a particular class of insurance the expected claims ratio is less than 0.95, the company may, by written notice filed with the Superintendent, select a claims ratio not less than the expected claims ratio and where such a selection is made then, in respect of such policies there shall be substituted for the figure 1.15 referred to in *paragraph (1)(b)* a figure determined by adding 0.20 to the selected claims ratio.”

(2). — Découle de la modification prévue au paragraphe (1). Substitue le renvoi souligné au renvoi à l'alinéa (1)b).

(3). — Découle de la modification prévue au paragraphe (1).

Texte actuel du paragraphe 14(1.11) :

«(1.11) Sous réserve du paragraphe (1.12), la compagnie peut, lorsque le taux des réclamations prévu aux termes de ses polices au Canada émises pour une même catégorie d'assurance est inférieur à 0,95, adopter, par dépôt auprès du surintendant d'un avis écrit, un taux des réclamations au moins égal au taux des réclamations prévu. Dans ce cas, le taux adopté, majoré de 0,20, remplace, pour les polices concernées le coefficient de 1,15 visé à l'alinéa (1)b).»

a selection is made in respect of such policies, there shall be substituted for the figure 0.15 referred to in clauses (1)(d)(i)(A) and (1)(e)(i)(A) a figure determined by adding 0.20 to the selected claims ratio and by deducting therefrom the figure 1.00.”

1976-77, c. 39,
s. 32

(4) Paragraph 14(1.12)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) the figure substituted in lieu of the figure referred to in clauses (1)(d)(i)(A) and (1)(e)(i)(A) shall not be less than zero nor more than 0.15,”

1976-77, c. 39,
s. 32

(5) Subsections 14(1.16) to (1.18) are repealed and the following substituted therefor:

Amount of
reduction

“(1.16) The amount by which the aggregate of the amounts referred to in subsection (1) may be reduced in respect of any policy, group of policies or claim shall be determined by reducing the amounts determined pursuant to paragraphs (1)(a) to (e) in accordance with the following:

(a) in the case of the amounts determined pursuant to paragraphs (1)(a) to (d) and subparagraph (1)(e)(i), the reduction shall not exceed such portion of those amounts for that policy, group of policies or claim as may reasonably be considered to apply to the portion of the risk undertaken by the reinsurer; and

(b) in the case of the amounts determined pursuant to subparagraphs (1)(e)(ii) and (iii), the reduction shall not exceed

(i) in the case of companies registered to transact only the business of reinsurance, the amount determined pursuant to each of subparagraphs (1)(e)(ii) and (iii) multiplied by the reinsurance ratio, or

(ii) in the case of companies other than those described in subparagraph (i), the amount determined pursuant to each of subparagraphs (1)(e)(ii)

prévu. Dans ce cas, le taux adopté, majoré de 0,20 et déduction faite du coefficient de 1,00, remplace, pour les polices concernées, le coefficient de 0,15 visé aux divisions (1)d(i)(A) et (1)e(i)(A).»

5

5

(4) L'alinéa 14(1.12)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1976-77, ch. 39,
art. 32

10

«a) le coefficient qui remplace celui prévu aux divisions (1)d(i)(A) et (1)e(i)(A) ne doit pas être inférieur à 10 zéro sans excéder 0,15;»

(5) Les paragraphes 14(1.16) à (1.18) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1976-77, ch. 39,
art. 32

«(1.16) Le montant de la réduction dont peut faire l'objet l'ensemble des montants visés au paragraphe (1) à l'égard d'une police, d'un groupe de polices ou d'une réclamation, est établi en déduisant les montants déterminés conformément aux alinéas (1)a) à e), compte tenu des règles suivantes :

Montant de la
réduction

a) dans le cas des montants déterminés conformément aux alinéas (1)a) à d) et au sous-alinéa (1)e)(i), la réduction ne peut dépasser la partie de ces montants qui se rapporte à cette police, à ce groupe de polices ou à cette réclamation et qui peut raisonnablement être considéré comme se rattachant à la partie du risque qui est assumée par le réassureur; et

b) dans le cas des montants déterminés conformément aux sous-alinéas (1)e)(ii) et (iii), la réduction n'excède pas :

(i) dans le cas des compagnies enregistrées pour n'exercer que des opérations de réassurance, le montant déterminé conformément à chacun des sous-alinéas (1)e)(ii) et (iii), multiplié par le quotient de réassurance, ou

(ii) dans le cas des compagnies autres que celles visées au sous-alinéa (i), le montant déterminé conformément à

35

40

45

(4) This amendment is consequential on the amendment proposed in subclause (1).

Paragraph 14(1.12)(a) at present reads as follows:

“(a) the figure substituted in lieu of the figure referred to in paragraph (1)(b) shall not be less than 1.00 nor more than 1.15;”

(5) This amendment would specify the reduction that would be permitted in respect of reinsurance.

Subsections (1.16) to (1.18) at present read as follows:

“(1.16) The amount by which the aggregate of the amounts referred to in subsection (1) may be reduced in respect of any policy, group of policies or claim shall not exceed such portion of *the amount included in the aggregate* for that policy, group of policies or claim as may reasonably be considered to apply to the portion of the risk undertaken by the reinsurer.

(1.17) Where the reinsurer is not registered under the *Canadian and British Insurance Companies Act*, and is incorporated by or under the laws of a province, the reduction authorized under this section *shall not* be made *unless* the Superintendent is satisfied that the financial condition of the reinsurer is satisfactory and that its operations are conducted in accordance with sound business and financial practices.

(1.18) Where the *insurer* is not registered under this Act or the *Canadian and British Insurance Companies Act* and is not incorporated by or under the laws of Canada or a province, the reduction authorized under this section may be made only to the extent that security is maintained in Canada in respect of the potential obligations of the reinsurer in an amount, of a nature and under arrangements satisfactory to the Superintendent.”

(4). — Découle de la modification prévue au paragraphe (1) :

Texte actuel de l'alinéa 14(1.12)a) :

«a) le coefficient qui remplace celui prévu à l'alinéa (1)b) ne doit pas être inférieur à 1,00 sans excéder 1,15;»

(5). — Précise la réduction qui est permise à l'égard de la réassurance.

Texte actuel des paragraphes 14(1.16) à (1.18) :

«(1.16) *La somme des montants prévus au paragraphe (1) ne peut être réduite que dans les limites de la réassurance.*

(1.17) Lorsque le réassureur a été constitué en corporation en vertu des lois d'une province mais n'est pas enregistré en vertu de la *Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques*, la réduction autorisée au présent article ne peut être effectuée que si le surintendant estime que sa situation financière est satisfaisante et que ses affaires sont conduites selon des pratiques commerciales et financières établies.

(1.18) Lorsque le réassureur n'est pas enregistré en vertu de la présente loi ou de la *Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques* et n'a pas été constitué en corporation en vertu des lois du Canada ou de l'une de ses provinces, il ne peut être effectué de réduction en vertu du présent article que dans la mesure où les arrangements relatifs aux garanties que le réassureur maintient au Canada eu égard à ses engagements éventuels, ainsi que le montant de ces garanties et leur nature, sont, de l'avis du surintendant, satisfaisants.»

Reinsurance
ratio

and (iii) multiplied by the lesser of 0.5 and the reinsurance ratio.

(1.161) For the purposes of subsection (1.16), "reinsurance ratio" means the inverse of the ratio of the total claims incurred by the company in respect of policies in Canada during the immediately preceding twelve month period to the aggregate of the amounts of those claims that the company has recovered and is entitled to recover from reinsurers excluding in each case claims in respect of accident and sickness policies.

Where
provincial
company not
registered

(1.17) Where the reinsurer is not registered under the *Canadian and British Insurance Companies Act*, and is incorporated by or under the laws of a province, the reduction authorized under this section may be made by reducing the amounts determined pursuant to paragraphs (1)(a) to (d) and subparagraph (1)(e)(i) only if the Superintendent is satisfied that the financial condition of the reinsurer is satisfactory and that its operations are conducted in accordance with sound business and financial practices.

Where
non-Canadian
company not
registered

(1.18) Where the reinsurer is not registered under this Act or the *Canadian and British Insurance Companies Act* and is not incorporated by or under the laws of Canada or a province, the reduction authorized under this section may be made by reducing the amounts determined pursuant to paragraphs (1)(a) to (d) and subparagraph (1)(e)(i) only to the extent that security is maintained in Canada in respect of the potential obligations of the reinsurer in an amount, of a nature and under arrangements satisfactory to the Superintendent."

1976-77, c. 39,
s. 32

(6) Subsection 14(1.21) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Substitution for
unearned
premiums

"(1.21) With respect to business to which subparagraph (1)(d)(i) or (1)(e)(i)

chacun des sous-alinéas (1)e)(ii) et (iii), multiplié par le moindre de 0,5 ou du quotient de réassurance.

(1.161) Aux fins du paragraphe (1.16), «quotient de réassurance» désigne l'inverse du rapport entre le total des réclamations portées à la charge de la compagnie relativement à des polices au Canada pendant la période de douze mois précédente et la somme du montant de ces réclamations que la compagnie a recouvrée et qu'elle a droit de recouvrer auprès de réassureurs, à l'exclusion dans chaque cas des réclamations concernant les polices d'assurance contre les accidents et la maladie.

Définition de
«quotient de
réassurance»

Compagnie
provinciale non
enregistrée

(1.17) Lorsque le réassureur n'est pas enregistré en vertu de la *Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques* et est constitué en corporation en vertu ou sous l'autorité des lois d'une province, la réduction autorisée au présent article peut être effectuée, par une déduction des montants déterminés conformément aux alinéas (1)a) à d) et au sous-alinéa (1)e)(i) seulement si le surintendant estime que la situation financière du réassureur est satisfaisante et que ses affaires sont conduites selon les pratiques commerciales et financières établies.

Compagnie
étrangère non
enregistrée

(1.18) Lorsque le réassureur n'est pas enregistré en vertu de la présente loi ou de la *Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques* et n'a pas été constitué en corporation en vertu ou sous l'autorité des lois du Canada ou d'une province, la réduction autorisée au présent article peut être faite par une déduction des montants déterminés conformément aux alinéas (1)a) à d) et au sous-alinéa (1)e)(i) seulement si le réassureur maintient au Canada, en rapport avec ses engagements éventuels, des garanties qui satisfont le surintendant quant à leur montant, à leur nature et aux arrangements dont elles font l'objet."

1976-77, ch. 39,
art. 32

(6) Le paragraphe 14(1.21) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(1.21) Toute compagnie peut, aux fins des sous-alinéas (1)d)(i) ou e)(i), substi-

Remplacement
des primes non
gagnées

(6) This amendment, which would substitute the underlined reference for a reference to paragraph (1)(b), is consequential on the amendment proposed in subclause (1).

(6). — Substitue le renvoi souligné au renvoi à l'alinéa (1)b). Découle de la modification prévue au paragraphe (1).

applies, a company may substitute for the unearned premiums, for the purposes of those subparagraphs, twice the net annual cost to the insured of insurance in force in Canada on the date of the annual statement of Canadian business, determined by deducting from the annual premiums charged to the insured, a credit allowance computed at the rate of the weighted average dividend or refund paid or credited by the company to its policyholders during the preceding five years.”

35. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 20.1 thereof, the following section:

“20.2 (1) A company shall not cause itself to be reinsured in respect of any risk undertaken by it in its policies in Canada except in accordance with subsection (2) and regulations made pursuant to subsection (3).

(2) A company may cause itself to be reinsured against any risk undertaken by it in its policies in Canada by an insurer that is associated with it only with the prior written consent of the Superintendent.

(3) The Governor in Council may, in respect of policies in Canada of a company, make regulations

(a) limiting the extent to which the company may cause itself to be reinsured against risks undertaken by it;

(b) defining, for the purposes of this section, the circumstances under which a company is deemed to be associated with any other insurer; and

(c) respecting the matters that the Superintendent shall have regard to before giving any consent referred to in subsection (2).

(4) A regulation made pursuant to paragraph (3)(a) may provide that the Superintendent may, by order, determine such matters or exercise such discretion as the regulation may specify.

tuer aux primes non gagnées le double du coût annuel net, pour les assurés, de l'assurance en vigueur au Canada à la date de l'état annuel des opérations canadiennes. Ce coût est déterminé par la déduction, des primes annuelles exigées de ces assurés, d'une allocation de crédit calculée au taux de la moyenne pondérée des dividendes ou des remboursements versés ou crédités par la compagnie à ses titulaires de police durant les cinq années précédentes.»

35. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 20.1, de ce qui suit :

«20.2 (1) Une compagnie ne peut pas se faire réassurer contre un risque auquel elle a souscrit dans ses polices au Canada, sauf en conformité avec le paragraphe (2) et les règlements pris en application du paragraphe (3).

(2) Sauf approbation préalable écrite du surintendant, une compagnie ne peut, à l'égard d'un risque auquel elle a souscrit dans ses polices au Canada, se faire réassurer par un réassureur auquel elle est associée.

(3) Le gouverneur en conseil peut, en ce qui concerne les polices d'une compagnie au Canada, prendre des règlements visant à :

a) limiter la mesure dans laquelle la compagnie peut se faire réassurer contre un risque auquel elle a souscrit;

b) définir, aux fins du présent article, les cas où la compagnie est réputée être associée à tout autre assureur; et

c) prévoir ce dont le surintendant doit tenir compte avant de donner l'approbation visée au paragraphe (2).

(4) Un règlement pris conformément à l'alinéa (3)a) peut donner au surintendant le pouvoir de prendre des directives visant à régler toute question prévue au règlement, ou visant l'exercice de tout pouvoir discrétionnaire prévu au règlement.

Reinsurance

Consent
necessary

Regulations

Regulation may
provide for
discretion

Réassurance

Consentement
nécessaire

Règlements

Délégation de
pouvoirs
discrétionnaires

Clause 35: New. This amendment would limit the extent to which a foreign company may cause itself to be reinsured.

Article 35. — Nouveau. Restreint la mesure dans laquelle une compagnie étrangère peut se faire réassurer.

Information re
reinsurance

(5) A company shall in its annual statement of Canadian business, and when otherwise requested to do so by the Superintendent, provide information in such detail as the Superintendent may specify, concerning the reinsurance of risks undertaken in its policies in Canada, whether the reinsurance is effected through the Chief Agency of the company in Canada or through the head office of the company. 5 10

Validity of
reinsurance

(6) Any contract or agreement of any kind by which a company causes itself to be reinsured is neither void nor voidable by reason only of any failure to comply with this section or any regulation made under 15 this section.”

36. Section 21 of the said Act is amended by adding thereto the following subsections:

Additional
statement

“(6) In addition to the statements referred to in subsection (1), a company 20 shall, when requested to do so by the Superintendent, deposit in the Department an additional statement, in such form, relating to such period and containing such information as the Superintendent 25 may deem necessary to ascertain the financial condition of the company, the adequacy of its assets in Canada to meet its obligations in Canada and whether the company is complying with this Act and 30 the regulations and any requirement, order, undertaking, direction or other request made thereunder.

Time for
deposit

(7) Where the Superintendent requests a company to deposit a statement pursuant 35 to subsection (6), the company shall deposit the statement in the Department

(a) in the case of a company registered to transact only the business of reinsurance, within ninety days after the later 40 of

(i) the date on which the statement is requested, and

(ii) the expiration of the period to which the statement relates, and 45

(b) in the case of any other company, within forty-five days after the later of

(5) La compagnie doit, concernant la réassurance des risques auxquels elle a souscrit dans ses polices au Canada, fournir dans son état annuel des opérations canadiennes, et sur demande du surintendant en d'autres circonstances, le détail de tous les renseignements que celui-ci peut spécifier, que la réassurance ait été contractée par l'agent principal de la compagnie au Canada ou par le siège social de la 10 compagnie en question.

Renseignements à fournir

(6) Un contrat ou accord de quelque type que ce soit visant la réassurance d'un risque auquel a souscrit la compagnie n'est ni nul, ni annulable du seul fait de l'inob- 15 servation des dispositions du présent article ou des règlements pris sous son autorité.»

Validité de la
réassurance

36. L'article 21 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit : 20

États supplé-
mentaires

“(6) Outre les états visés au paragraphe (1), une compagnie doit, à la demande du surintendant, déposer auprès du département un état supplémentaire qui, quant à sa forme, à la période qu'il couvre et aux 25 renseignements qu'il contient, est tel, selon ce qu'estime le surintendant, qu'il permette à ce dernier d'évaluer la situation financière de la compagnie, la suffisance de son actif au Canada pour rencontrer ses 30 obligations au Canada, de même que la question de savoir si celle-ci se conforme à la présente loi et aux règlements, exigences ordonnances, arrêtés, engagements, directives ou demandes qui en découlent. 35

Dépôt : délai

(7) Dans les cas où le surintendant exige le dépôt d'un état en application du paragraphe (6), la compagnie doit déposer l'état auprès du département :

a) s'il s'agit d'une compagnie enregistrée exclusivement pour exercer des opérations de réassurance, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent le plus tardif des événements suivants :

(i) la date à laquelle l'état est exigé, 45 et

(ii) l'expiration de la période à laquelle se rapporte l'état; et

Clause 36: This amendment would require the depositing of certain additional statements.

Article 36. — Exige le dépôt de certains états supplémentaires.

	<p>(i) the date on which the statement is requested, and</p> <p>(ii) the expiration of the period to which the statement relates,</p> <p>but the Superintendent may shorten either period in any case where the Superintendent considers that there is an urgent need for the statement.”</p>	<p>b) s’il s’agit d’un autre genre de compagnie, dans les quarante-cinq jours qui suivent le plus tardif des événements suivants :</p> <p>(i) la date à laquelle l’état est exigé, et</p> <p>(ii) l’expiration de la période à laquelle se rapporte l’état.</p> <p>Le surintendant peut abréger l’un ou l’autre de ces délais s’il estime que l’état doit être obtenu d’urgence.»</p>
	<p>37. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 26 thereof, the following heading and sections:</p>	<p>37. La même loi est modifiée par insertion, après l’article 26, de ce qui suit :</p>
	<p>“<i>Directions of Compliance</i></p> <p>26.1 (1) Where, in the opinion of the Superintendent, a company or a person in respect of a company is committing or pursuing or is about to commit or pursue any act or course of conduct that is an unsafe or unsound practice in conducting the business of the company in Canada, the Superintendent may direct the company or person to do either or both of the following:</p> <p>(a) cease or refrain from doing the act or pursuing the course of conduct; and</p> <p>(b) perform such acts as in the opinion of the Superintendent are necessary to remedy the situation.</p> <p>(2) Subject to subsection (3), no direction shall be issued to a company or person under subsection (1) unless the company or person is provided with a reasonable opportunity to make representations in respect of the matter.</p> <p>(3) Where, in the opinion of the Superintendent, the length of time required for representations to be made under subsection (2) could be prejudicial to the public interest, the Superintendent may make a</p>	<p>«<i>Directives</i></p> <p>26.1 (1) Dans les cas où, de l’avis du surintendant, une compagnie, ou une personne à l’égard d’une compagnie, commet ou poursuit un acte, est sur le point de commettre ou de poursuivre un acte, a ou recherche un comportement ou encore est sur le point d’avoir ou de rechercher un comportement, alors que cet acte ou ce comportement, selon le cas, ne constitue pas une pratique saine ou établie dans la conduite des affaires de la compagnie au Canada, le surintendant peut donner à cette compagnie ou à cette personne, une directive les enjoignant de prendre l’ensemble ou l’une quelconque des mesures suivantes :</p> <p>a) s’abstenir ou cesser de commettre l’acte ou de s’adonner au comportement;</p> <p>b) poser des gestes qui, de l’avis du surintendant, auront pour effet de remédier à la situation.</p> <p>(2) Sous réserve du paragraphe (3), aucune directive n’est donnée à une compagnie ou à une personne en vertu du paragraphe (1) à moins que, dans la mesure de ce qui est raisonnable, la possibilité ne lui ait été accordée de présenter des observations à cet égard.</p> <p>(3) Lorsque, à son avis, le délai requis pour la présentation des observations visées au paragraphe (2) pourrait être préjudiciable à l’intérêt public, le surintendant peut donner une directive temporaire</p>
Superintendent may act		Pouvoir du surintendant
Opportunity for representations		Observations
Temporary direction		Directive temporaire

Clause 37: New. This amendment would empower the Superintendent to make directions of compliance with respect to the business practices of foreign companies.

Article 37. — Nouveau. Autorise le surintendant à donner des directives auxquelles doivent se conformer les compagnies étrangères en ce qui concerne leurs pratiques commerciales.

temporary direction having effect for a period of not more than fifteen days.

Temporary direction may continue in effect

(4) Unless it is sooner revoked or set aside pursuant to section 26.2, a temporary direction shall continue in effect at the expiration of the fifteen day period referred to in subsection (3) if no representations are made to the Superintendent within that period or, such representations having been made, the Superintendent notifies the company or person that the Superintendent is not satisfied that there are sufficient grounds for revoking the direction.

Appeal to Minister

26.2 (1) Any company or person in respect of which or whom a direction has been issued under section 26.1 may, by a notice in writing served on the Minister and the Superintendent within

(a) fifteen days after the date of the direction, or

(b) in the case of a temporary direction that is continued pursuant to subsection 26.1(4), thirty days after the date of the direction,

appeal the matter to the Minister and, on any such appeal, the Minister may allow the appeal, dismiss the appeal or make such other order as the Minister deems appropriate in the circumstances.

No stay on appeal

(2) A direction under section 26.1 shall not be stayed by an appeal under subsection (1).

Court enforcement

26.3 (1) If a company or a person

(a) is contravening or has failed to comply with a direction of the Superintendent issued to the company or person pursuant to section 26.1,

(b) is contravening this Act, or

(c) has omitted to do any matter, act or thing under this Act required to be done by or on the part of the company or person,

the Superintendent may, in addition to any other action that may be taken under this Act, apply to a superior court for an order requiring the company or person to comply

d'une période de validité d'au plus quinze jours.

(4) À moins qu'elle n'ait préalablement été révoquée ou invalidée en vertu de l'article 26.2, la directive temporaire reste en vigueur à l'expiration des quinze jours visés au paragraphe (3) si aucune observation n'a été présentée au surintendant dans le délai en question ou, lorsque des observations ont été présentées, si le surintendant avise la compagnie ou la personne qu'il n'est pas convaincu qu'il y a des motifs suffisants pour que soit révoquée la directive.

Maintien en vigueur de la directive temporaire

26.2 (1) La compagnie ou la personne à l'égard de qui a été donnée une directive en vertu de l'article 26.1 peut, par avis écrit signifié au ministre et au surintendant :

Appel au ministre

a) dans les quinze jours suivant la date de la directive, ou

b) dans le cas d'une directive temporaire maintenue en vigueur en vertu du paragraphe 26.1(4), dans les trente jours suivant la date de la directive,

porter la question en appel auprès du ministre qui peut dès lors accueillir l'appel, le rejeter ou prendre tout autre arrêté qu'il estime indiqué dans les circonstances.

(2) L'exécution de la directive donnée en vertu de l'article 26.1 n'est pas interrompue par un appel prévu au paragraphe (1).

Non-interruption

26.3 (1) Dans les cas où une compagnie ou une personne :

Exécution judiciaire

a) omet de se conformer ou contrevient à une directive qui lui a été donnée par le surintendant en vertu de l'article 26.1,

b) contrevient à la présente loi,

c) a omis de poser un geste ou de faire une chose en conformité avec la présente loi alors que cette chose ou ce geste était exigé de cette compagnie ou de cette personne, ou encore à leur égard,

le surintendant peut, en sus de toute autre mesure autorisée par la présente loi, demander à une cour supérieure une

with the direction, cease the contravention or do the matter, act or thing, as the case may require, and on such application the superior court may so order and make any other order it thinks fit.

5

(2) An appeal from a decision of a superior court under subsection (1) lies in the same manner as, and to the same court to which, an appeal may be taken from any other order of the superior court.”

10

38. Section 32 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“32. (1) Where at any time it appears to the Superintendent or if the Superintendent has any reason to believe that

15

(a) the accepted value of any parcel of real estate vested in trust by a company pursuant to section 20, or

(b) the value placed on any parcel of real estate owned by a corporation described in paragraph 1(n) of Schedule I whose shares a company has vested in trust pursuant to section 20,

is too great, the Superintendent may either require the company to procure an appraisal of the parcel or may himself procure the appraisal.

(2) Where at any time it appears to the Superintendent or if the Superintendent has any reason to believe that

30

(a) with respect to a mortgage or hypothec on any parcel of real estate granted to a company and vested in trust by the company pursuant to section 20, the amount secured by the mortgage or hypothec, or

(b) with respect to a mortgage or hypothec on any parcel of real estate granted to a corporation described in paragraph 1(n) of Schedule I whose shares a company has vested in trust pursuant to

40

ordonnance enjoignant la compagnie ou la personne de se conformer à la directive, de mettre fin à la contravention ou encore de faire la chose ou de poser le geste que dictent les circonstances et alors la cour peut, dans le cadre de la demande, rendre l'ordonnance demandée ou telle autre ordonnance qu'elle estime indiquée.

5

(2) La décision que rend une cour supérieure conformément au paragraphe (1) peut, de la même manière que s'il s'agissait d'une autre ordonnance de cette cour, être portée en appel devant toute cour pouvant entendre un appel concernant une semblable autre ordonnance de cette cour supérieure.»

Appel

10

15

38. L'article 32 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«32. (1) Si le surintendant est d'avis ou s'il a des motifs de croire que

20

Évaluation d'un bien-fonds surévalué

a) la valeur acceptée de toute étendue de bien-fonds placée en fiducie par une compagnie conformément à l'article 20, ou

b) la valeur attribuée à toute étendue de bien-fonds dont est propriétaire une corporation décrite à l'alinéa 1n) de l'annexe I et dont les actions ont été placées en fiducie par une compagnie en application de l'article 20,

30

est surévaluée, le surintendant peut soit exiger que la compagnie fasse faire une évaluation de l'étendue de bien-fonds, soit lui-même faire faire cette évaluation.

(2) Si le surintendant est d'avis, ou s'il a des motifs de croire que

35

Évaluation des biens-fonds détenus en garantie

a) le montant garanti par une hypothèque ou par un *mortgage* sur toute étendue de bien-fonds et consenti à une compagnie qui place cette hypothèque ou ce *mortgage* en fiducie conformément à l'article 20, ou

b) le montant garanti par hypothèque ou *mortgage* sur toute étendue de bien-fonds et consenti à une corporation décrite à l'alinéa 1n) de l'annexe I dont les actions ont été placées en fiducie par une compagnie en application de l'article 20,

45

Appeal

Appraisal of overvalued real estate

Appraisal of real estate held as security

Clause 38: This amendment would specify the circumstances under which appraisals could be required and provide the manner for conducting appraisals.

Section 32 at present reads as follows:

“32. (1) Where upon an examination of the assets of any company it appears to the Superintendent that the value placed by the company upon the real estate owned by it in Canada or any parcel thereof is too great, he may either request the company to procure an appraisal of such real estate by one or more competent valuers, or may himself procure an appraisal at the company's expense, and the appraised value, if it is materially less than that shown in the return made by the company, may be substituted for the latter in the annual report prepared for the Minister by the Superintendent.

(2) Where it appears to the Superintendent that the amount of any loan secured by mortgage or hypothec upon any parcel of real estate in Canada, together with the interest due and accrued thereon, is greater than the value of such parcel, or that such parcel is not sufficient security for the loan and interest, he may in like manner request the company to procure an appraisal of the parcel of real estate, or may himself at the company's expense procure an appraisal and where from the appraised value it appears that the parcel of real estate is not adequate security for the loan and interest, he may write off from the loan and interest a sum sufficient to reduce the same to such an amount as may fairly be realizable from such real estate, in no case to exceed the appraised value thereof, and may insert such reduced value in his annual report.”

Article 38. — Précise les circonstances dans lesquelles une évaluation peut être exigée et énonce la façon dont doit être faite une telle évaluation.

Texte actuel de l'article 32 :

«32. (1) Lorsque, à l'examen de l'actif d'une compagnie, il apparaît au surintendant que la valeur attribuée par la compagnie aux immeubles qu'elle possède au Canada ou à quelque partie de ces immeubles est trop élevée, il peut requérir la compagnie d'en faire établir l'évaluation par un ou plusieurs évaluateurs experts ou la faire établir lui-même aux frais de la compagnie; et si la valeur prise est sensiblement inférieure au chiffre porté au relevé de la compagnie, cette valeur prise peut être substituée à ce chiffre dans le rapport annuel que le surintendant prépare pour le Ministre.

(2) Lorsqu'il apparaît au surintendant que la somme de tout prêt garanti par hypothèque sur une partie d'immeuble au Canada, accrue des intérêts échus et accumulés, dépasse la valeur de cette partie, ou que cette partie n'offre pas une garantie suffisante pour le prêt et les intérêts, il peut pareillement requérir la compagnie d'en faire établir l'évaluation ou la faire établir lui-même aux frais de la compagnie; et si la valeur prise démontre que la partie d'immeuble n'est pas une garantie adéquate du prêt et des intérêts, il peut retrancher, du chiffre représentant ledit prêt et les intérêts, une somme suffisante pour le réduire à un montant assez facilement réalisable sur cet immeuble, le montant ne devant être en aucun cas supérieur à la valeur prise de l'immeuble, et il peut porter le chiffre ainsi réduit dans son rapport annuel.»

	<p>section 20, the amount secured by the mortgage or hypothec, together with the interest due and accrued thereon is greater than the value of the parcel, or that the parcel is not sufficient security for the loan and interest, the Superintendent may either require the company to procure an appraisal of the parcel or may himself procure the appraisal.</p>	<p>y compris l'intérêt échu et couru sur ce montant, est supérieur à la valeur de l'étendue de bien-fonds, ou encore que celle-ci n'est pas une garantie suffisante pour le montant du prêt et des intérêts, le surintendant peut soit exiger que la compagnie fasse faire une évaluation de cette étendue de bien-fonds, soit lui-même faire faire cette évaluation.</p>
Report	<p>(3) Where an appraisal referred to in subsection (1) or (2) is made, the Superintendent may, where the Superintendent considers it appropriate to do so, report the result of the appraisal to the Minister.</p>	<p>(3) Si une évaluation visée au paragraphe (1) ou (2) est effectuée, le surintendant peut, lorsqu'il le juge indiqué, faire rapport au ministre du résultat de l'évaluation.</p>
Value and notice	<p>(4) Where the result of an appraisal is reported to the Minister and the Minister, having regard to that result, determines, pursuant to subsection 20(4), for the asset to which the appraisal relates a value that is different from the immediately preceding accepted value of the asset, the value so determined shall be the accepted value of the asset for the purposes of this Act and the <i>Winding-up Act</i> and the Minister shall forthwith notify the company of the value so determined.</p>	<p>(4) Si le résultat d'une évaluation fait l'objet d'un rapport au ministre et que celui-ci, eu égard au résultat, détermine, conformément au paragraphe 20(4), une valeur qui est différente de la valeur acceptée précédente du bien, la valeur ainsi déterminée est la valeur acceptée du bien aux fins de la présente loi et de la <i>Loi sur les liquidations</i> et le ministre doit immédiatement aviser la compagnie à cet effet.</p>
Regulations and costs re appraisals	<p>(5) An appraisal for the purposes of subsection (1) or (2)</p> <p>(a) shall be in accordance with such regulations as the Governor in Council may make for the purpose; and</p> <p>(b) shall, unless otherwise specified by the Superintendent, be at the expense of the company."</p>	<p>(5) L'évaluation prévue aux paragraphes (1) et (2) est faite :</p> <p>a) conformément aux règlements que peut prendre le gouverneur en conseil à cette fin;</p> <p>b) sauf indication contraire du surintendant, aux frais de la compagnie."</p>
c. 10 (2nd Supp.), ss. 64(2), 65	<p>39. Section 34 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:</p>	<p>39. L'article 34 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p>
Appeal	<p>"34. (1) Notwithstanding section 30 of the <i>Federal Court Act</i>, an appeal lies to the Federal Court—Trial Division</p> <p>(a) from any ruling of the Superintendent under section 33 as to the admissibility of any asset not allowed by the Superintendent or amount added to liabilities, or as to any correction or alteration made in any statement; or</p> <p>(b) subject to subsection (2), concerning any other matter arising under this Act where all other appeal rights, if any,</p>	<p>«34. (1) Indépendamment de l'article 30 de la <i>Loi sur la Cour fédérale</i>, il y a appel à la Division de première instance de la Cour fédérale par procédure sommaire :</p> <p>a) de toute décision du surintendant rendue en application de l'article 33 concernant l'admissibilité d'un actif qu'il a refusé d'admettre, un montant ajouté à un passif ou toute correction ou modification apportée dans un état; ou</p> <p>b) sous réserve du paragraphe (2), de toute question relative à l'application de</p>

Clause 39: Section 34 at present reads as follows:

“34. (1) An appeal lies in a summary manner from the ruling of the Superintendent as to the admissibility of any asset not allowed by him, or as to any item or amount so added to liabilities, or as to any correction or alteration made in any statement, or as to any other matter arising in the carrying out of this Act, to the Federal Court of Canada, and that Court has power to make all necessary rules for the conduct of appeals under this section.

(2) For the purposes of such appeal, the Superintendent shall at the request of the company concerned give a certificate in writing setting forth the ruling appealed from and the reasons therefor, and the ruling is binding upon the company unless the company within fifteen days after notice of such ruling serves upon the Superintendent notice of its intention to appeal therefrom, setting forth the grounds of appeal, and within fifteen days thereafter files its appeal with the Registry of the Federal Court and with due diligence prosecutes the appeal, in which case action on such ruling shall be suspended until the Court has rendered judgment thereon.”

Article 39. — Texte actuel de l'article 34 :

«34. (1) Il y a appel, par voie sommaire, à la Cour fédérale du Canada, de la décision du surintendant quant à l'admissibilité de tout actif qu'il a refusé d'admettre, ou quant à tout article ou montant ainsi ajouté au passif, ou quant à toute correction ou modification apportée dans un état, ou quant à toute chose qui se présente dans l'application de la présente loi; et cette Cour a le pouvoir d'établir toutes les règles nécessaires à la conduite des appels sous l'autorité du présent article.

(2) Pour les fins de cet appel, le surintendant, à la demande de la compagnie intéressée, doit donner un certificat par écrit énonçant la décision faisant l'objet de l'appel et les motifs de cette décision. Cette décision lie la compagnie, à moins que cette dernière, dans les quinze jours de l'avis de la décision, ne signifie au surintendant un avis de son intention d'en interjeter appel, avec énonciation des motifs d'appel, et à moins que, dans les quinze jours qui suivent, elle ne dépose son appel chez le greffe de la Cour fédérale et ne le poursuive avec la diligence voulue. Dans ce cas, la mise à effet de cette décision est suspendue jusqu'à ce que la Cour ait rendu jugement à cet égard.»

provided under this Act have been exhausted.

Exception

(2) No appeal lies under subsection (1) in respect of a matter in respect of which an appeal is provided under subsection 26.3(2). 5

Certificate of ruling appealed from

(3) For the purposes of an appeal under subsection (1), the Superintendent or Minister, as the case may require, shall at the request of the company or person interested give a certificate in writing setting out the ruling appealed from and the reasons therefor, which ruling is binding on the company or person unless the company or person, within fifteen days after notice of the ruling, serves on the Superintendent or Minister a notice of intention to appeal therefrom, setting out the grounds of appeal and within fifteen days thereafter files the appeal with the registrar of the Court and with due diligence prosecutes the appeal, in which case action on the ruling shall, except in the case of a ruling concerning a matter referred to in section 26.1, be suspended until the Court has rendered judgment thereon." 25

la présente loi lorsque, s'il en est, tous les autres droits d'appel prévus à la présente loi ont été épuisés.

Exception

(2) Il n'y a pas d'appel en application du paragraphe (1) en ce qui concerne une question au sujet de laquelle un appel est prévu aux termes du paragraphe 26.3(2). 5

Certificat de la décision portée en appel

(3) Aux fins de l'appel prévu au paragraphe (1), le surintendant ou le ministre, selon le cas, doit, à la demande de la compagnie ou de la personne concernée, remettre un certificat faisant état de la décision qui fait l'objet de l'appel et des motifs qui la justifient; cette décision lie la compagnie et la personne sauf si, dans les quinze jours suivant l'avis de la décision, celle-ci signifie au surintendant ou au ministre un avis de son intention d'interjeter appel et des motifs de l'appel, et si dans les quinze jours qui suivent, elle dépose son appel au bureau du registraire de la Cour et donne suite à l'appel avec toute la diligence nécessaire, auquel cas les mesures découlant de la décision, sauf s'il s'agit d'une décision relative à une question visée à l'article 26.1, sont suspendues jusqu'à ce que la Cour se soit prononcée sur l'appel.» 25

40. (1) Section 47 of the said Act is amended by adding thereto the following subsections:

40. (1) L'article 47 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Report on reserves

"(7) A company shall attach to its 30 annual statement of Canadian business the following two reports, namely,

(a) a report setting out particulars of the calculation of the reserve shown in the annual statement of Canadian business pursuant to paragraph (1)(b) and stating whether or not, in the opinion of the person signing the report, that reserve, together with

(i) any other reserve making provision for claims and other obligations expected to arise after the date of the statement under policies to which the reserve pursuant to paragraph (1)(b) pertains, and 45

(ii) the amounts receivable from reinsurers in respect of those policies,

«(7) Toute compagnie doit joindre à 30 l'état annuel de ses opérations au Canada les deux rapports suivants :

a) un rapport énonçant le détail du calcul de la réserve apparaissant à son état annuel des opérations canadiennes en application de l'alinéa (1)b) et indiquant si, de l'avis de la personne qui signe le rapport, cette réserve, y compris

(i) toute autre réserve concernant les réclamations et les obligations dont la réalisation est prévue pour une date ultérieure à l'état en rapport avec des polices que visent les réserves constituées en application de l'alinéa (1)b), et 45

(ii) les montants à recevoir des réassureurs à l'égard de ces polices,

Clause 40: (1) New. This amendment would require companies to attach certain additional reports to their annual statements of Canadian business.

Article 40, (1). — Nouveau. Oblige les compagnies étrangères à joindre certains rapports additionnels à leur état annuel d'opérations canadiennes.

are at least equal to the amount that will make proper provision for all claims and other obligations expected to arise after the date of the statement under those policies, and to pay adjustment 5 expenses expected to be connected therewith and expenses relating to the servicing of those policies; and

(b) a report setting out particulars of the calculation of the reserve shown in 10 the annual statement of Canadian business for claims and other obligations that have been incurred by the company prior to the date of the statement, including claims and obligations that 15 arose before that date but were not reported to the company on or before that date, and stating whether or not, in the opinion of the person signing the report, that reserve, together with 20 amounts receivable from reinsurers in connection with such claims and obligations, is at least equal to the amount that will make proper provision for such claims and other obligations and to pay 25 adjustment expenses connected therewith.

(8) Each of the reports required by subsection (7) shall

(a) indicate the amounts that were 30 assumed to be receivable from reinsurers in giving the opinion stated in the report;

(b) specify any unusual problems or delays known by the person signing the 35 report that are expected to be encountered in the collection of the relevant amounts from reinsurers; and

(c) include any other information, concerning the calculation of the reserves, 40 required by the Superintendent.

(9) Each of the reports required by subsection (7) shall be signed by an actuary who shall sign both reports.

(10) Notwithstanding subsection (9), 45 with the approval of the Superintendent

(a) each of the reports required by subsection (7) may be signed by a person who, in the opinion of the Superintendent-

est ou non au moins égale au montant qui constitue une provision adéquate à l'égard des autres réclamations et des autres obligations dont la réalisation est prévue pour une date ultérieure à l'état 5 en rapport avec ces polices, de même qu'une provision adéquate pour payer les frais de règlement s'y rattachant et les frais d'administration de ces polices;

b) un rapport énonçant le détail du 10 calcul de la réserve indiquée dans l'état annuel des opérations canadiennes pour des réclamations et autres obligations qui ont été portées à la charge de la compagnie avant la date de l'état, y 15 compris celles qui sont survenues avant cette date mais qui n'ont pas été déclarées à la compagnie au plus tard lors de cette date et qui précise si le signataire du rapport est d'avis que la réserve, y 20 compris les montants à recevoir de réassureurs à l'égard de ces réclamations et obligations, est ou non au moins égale au montant qui constitue une provision adéquate pour ces réclamations et obli- 25 gations et pour acquitter les frais de règlement qui s'y rapportent.

(8) Chacun des rapports exigés par le paragraphe (7) doit :

a) indiquer les montants dont était 30 prévu le paiement par des réassureurs lorsqu'ont été donnés les avis contenus aux rapports;

b) préciser tous problèmes ou retards inhabituels dont a connaissance le signa- 35 taire du rapport et qui devraient survenir lors du recouvrement des montants pertinents auprès des réassureurs; et

c) contenir tout autre renseignement exigé par le surintendant au sujet du 40 calcul des réserves.

(9) Les deux rapports exigés au paragraphe (7) sont signés par le même actuaire.

(10) Sans égard au paragraphe (9) mais 45 avec l'approbation du surintendant :

a) les deux rapports exigés en application du paragraphe (7) peuvent être signés par une personne qui, de l'avis du

Additional
matters

Indications
supplémentaires

Signature of
reports

Signature des
rapports

Idem

Idem

ent, has relevant training and experience for the purpose; or

(b) one of the reports required by subsection (7) may be signed by a person referred to in paragraph (a) and the other report may be signed by another such person or by an actuary.”

(2) Subsection 47(10) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall cease to have effect five years after the day on which subsection (1) comes into force.

41. (1) Subsections 51(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“**51.** (1) The Superintendent shall 15 report to the Minister in any case where, having regard for all the circumstances, the Superintendent is of the opinion that

(a) the assets in Canada of any company that is subject to the requirements 20 of section 12 or 14 are not sufficient to give adequate protection to its policyholders in Canada, whether or not there is compliance with those sections; or

(b) the company or a person who is a 25 shareholder, director, officer, employee or agent of the company has failed to comply with a direction issued to the company or to the person under section 26.1.

(2) Where the Minister, after full consideration of the matter and after a reasonable opportunity has been provided to the company or person, as the case may be, to make representations, believes that 35 the situation described in any paragraph of subsection (1) exists, the Minister may do any or all of the following:

(a) make the company's certificate of registry subject to such limitations or 40 conditions as the Minister considers appropriate;

(b) prescribe a time within which the company shall increase its assets in Canada to the extent the Minister 45 deems necessary to give adequate protection to the policyholders in Canada;

surintendant, a la formation et l'expérience nécessaires à cette fin; ou

b) un des rapports exigés en application du paragraphe (7) peut être signé par une personne mentionnée à l'alinéa a) et 5 l'autre rapport peut être signé par une semblable personne ou par un actuaire.»

(2) Le paragraphe 47(10) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), cesse d'avoir effet cinq ans après la date d'entrée en 10 vigueur du paragraphe (1).

41. (1) Les paragraphes 51(1) et (2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«**51.** (1) Le surintendant doit faire rap- 15 port au ministre chaque fois que, compte tenu de toutes les circonstances, il est d'avis :

a) que l'actif au Canada d'une compagnie assujettie aux exigences de l'article 20 12 ou 14 n'est pas suffisant pour assurer la protection adéquate de ses assurés au Canada, que la compagnie se conforme à ces articles ou non;

b) que la compagnie ou une personne 25 qui est actionnaire, administrateur, fonctionnaire, employé ou mandataire de la compagnie ne s'est pas conformée aux directives qui ont été données à la compagnie ou à la personne en applica- 30 tion de l'article 26.1.

(2) Le ministre peut, après avoir bien étudié la question et après que la compagnie ou la personne, selon le cas, se soit vue, dans la mesure de ce qui est raisonna- 35 ble, accorder la possibilité de présenter des observations, prendre l'ensemble ou l'une quelconque des mesures suivantes s'il estime que la situation décrite à l'un ou l'autre des alinéas du paragraphe (1) 40 existe :

a) assortir le certificat d'enregistrement de la compagnie des restrictions ou conditions que le ministre estime indiquées;

b) prévoir le délai au cours duquel la 45 compagnie doit augmenter son actif au Canada de façon suffisante, selon ce qu'estime le ministre, pour accorder une

c. 20 (1st Suppl.), s. 14

Report to Minister

Remedial powers of Minister

ch. 20 (1^{er} suppl.), art. 14

Rapport au ministre

Pouvoir du ministre pour remédier à la situation

Clause 41: (1) This amendment would require the Superintendent to make a report to the Minister where there have been certain failures to comply.

Subsections 51(1) and (2) at present read as follows:

“51. (1) The Superintendent shall report to the Minister in any case where, having regard for all the circumstances, the Superintendent is of the opinion that the assets in Canada of any company that is subject to the requirements of section 12 or 14 are not sufficient to give adequate protection to its policyholders in Canada, whether or not there is compliance with those sections.

(2) Where the Minister, after full consideration of the matter and after a reasonable time has been given to the company to be heard, concurs in the opinion of the Superintendent, the Minister may take one or more of the following actions:

- (a) he may make the company's certificate of registry subject to such limitations or conditions as he considers appropriate;
- (b) he may prescribe a time within which the company shall increase its assets in Canada to the extent he deems necessary to give adequate protection to the policyholders in Canada; and
- (c) he may direct the Superintendent to take control of the company's assets in Canada together with its other assets held in Canada under the control of the company's chief agent and such assets shall include all amounts received or to be received in respect of the company's policies in Canada.”

Article 41, (1). — Oblige le surintendant à faire rapport au ministre au sujet de certains manquements de se conformer à la loi.

Texte actuel des paragraphes 51(1) et (2) :

«51. (1) Le surintendant doit faire rapport au Ministre chaque fois que, compte tenu de toutes les circonstances, il est d'avis que l'actif au Canada d'une compagnie qui est assujettie aux exigences de l'article 12 ou 14 n'est pas suffisant pour assurer la protection efficace de ses porteurs de polices au Canada, même si la compagnie se conforme à ces articles.

(2) Lorsque le Ministre, après avoir bien étudié la question, et après qu'un délai raisonnable a été donné à la compagnie pour se faire entendre, partage l'avis du surintendant, il peut prendre l'une ou plusieurs des mesures suivantes :

- a) il peut assortir le certificat d'enregistrement de la compagnie des restrictions ou conditions qu'il estime appropriées;
- b) il peut prescrire un délai durant lequel la compagnie doit augmenter son actif au Canada dans la mesure qu'il juge nécessaire pour assurer la protection efficace des porteurs de polices au Canada; et
- c) il peut ordonner au surintendant de prendre le contrôle de l'actif au Canada de la compagnie ainsi que de tout autre actif de la compagnie détenu au Canada sous le contrôle de l'agent principal de la compagnie, et cet actif doit comprendre tous les montants reçus ou recevables relativement aux polices au Canada de la compagnie.»

(c) prescribe a time within which the company or person, as the case may be, shall correct the non-compliance described in paragraph (1)(b); and

(d) direct the Superintendent to take control of the company's assets in Canada together with its other assets held in Canada under the control of the company's chief agent and such assets shall include all amounts received or to be received in respect of the company's policies in Canada."

protection adéquate aux assurés au Canada;

c) prévoir un délai au cours duquel la compagnie ou la personne, selon le cas, doit remédier au manque visé à l'alinéa (1)b); et

d) donner au surintendant la directive de prendre le contrôle de l'actif de la compagnie, au Canada, y compris de tout autre actif de la compagnie détenu au Canada sous le contrôle de l'agent principal de la compagnie, et cet actif doit comprendre tous les montants reçus ou recevables relativement aux polices de la compagnie au Canada.»

c. 20 (1st
Suppl.), s. 14

(2) Subsection 51(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 51(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

ch. 20 (1^{er}
suppl.), art. 14

Idem

“(4) On the failure of a company or person, as the case may be,

(a) to increase its assets in Canada as directed by the Minister within the time that may have been prescribed by the Minister pursuant to paragraph (2)(b),

(b) to correct a non-compliance described in paragraph (1)(b) within the time that may have been prescribed by the Minister pursuant to paragraph (2)(c),

(c) to meet the requirements of section 12 or 14 within the time that may have been prescribed by the Minister pursuant to subsection (3)

or within any extension of any such time subsequently given by the Minister, the Minister shall direct the Superintendent to take control of the company's assets in Canada together with its other assets held in Canada under the control of the company's chief agent and such assets shall include all amounts received or to be received in respect of the company's policies in Canada.”

«(4) Dès qu'une compagnie ou qu'une personne, selon le cas, fait défaut

a) d'augmenter son actif au Canada selon la directive du ministre et au cours du délai qui a pu être prévu par le ministre conformément à l'alinéa (2)b),

b) de remédier au manque visé à l'alinéa (1)b) au cours du délai qui a pu être prévu par le ministre conformément à l'alinéa (2)c), ou

c) de se conformer aux exigences de l'article 12 ou 14 au cours du délai qui a pu être prévu par le ministre conformément au paragraphe (3),

ou encore au cours de telle prolongation de ce délai qui a pu subséquemment être accordée par le ministre, le ministre donne au surintendant la directive de prendre le contrôle de l'actif de la compagnie, au Canada, y compris des autres actifs qui peuvent être détenus au Canada sous le contrôle de l'agent principal de la compagnie et ces actifs comprennent tout montant reçu ou à recevoir à l'égard de polices de la compagnie au Canada.»

c. 20 (1st
Suppl.), s. 14

42. (1) Subsections 56(3) to (9) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

42. (1) Les paragraphes 56(3) à (9) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

ch. 20 (1^{er}
suppl.), art. 14

Definitions

“(3) For the purposes of this section,

«(3) Aux fins du présent article :

Définitions

(2) Subsection 51(4) at present reads as follows:

“(4) *Upon the company's failure to meet the requirements of section 12 or 14 within the time that may have been prescribed by the Minister pursuant to subsection (3), or any extension thereof subsequently given by the Minister, or to increase its assets in Canada as directed by the Minister within the time that may have been prescribed pursuant to paragraph (2)(b), or any extension thereof subsequently given by the Minister, the Minister shall direct the Superintendent to take control of the company's assets in Canada together with its other assets held in Canada under the control of the company's chief agent and such assets shall include all amounts received or to be received in respect of the company's policies in Canada.*”

(2). — Texte actuel du paragraphe 51(4) :

«(4) Si la compagnie omet de satisfaire aux exigences de l'article 12 ou 14 dans le délai qui peut avoir été prescrit par le Ministre en conformité du paragraphe (3), ou dans tout délai supplémentaire subséquemment accordé par le Ministre, ou d'augmenter son actif au Canada comme le Ministre l'ordonne dans le délai qui peut avoir été prescrit en conformité de l'alinéa (2)b), ou dans tout délai supplémentaire subséquemment accordé par le Ministre, ce dernier doit ordonner au surintendant de prendre le contrôle de l'actif au Canada de la compagnie ainsi que de tout autre actif de la compagnie détenu au Canada sous le contrôle de l'agent principal de la compagnie, et cet actif doit comprendre tous les montants reçus ou recevables relativement aux polices au Canada de la compagnie.»

Clause 42: (1) This amendment would change the manner of assessing companies.

Subsections 56(3) to (9) at present read as follows:

Article 42, (1). — Modifie le mode de cotisation des compagnies étrangères.

Texte actuel des paragraphes 56(3) à (9) :

"accident and sickness insurance expenses"
«frais d'assurance contre...»

"accident and sickness insurance expenses" means the portion of the expenses described in subsection (1) that were incurred in respect of a company referred to in that subsection that bears the same relation thereto that

(a) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, in respect of its policies of accident and sickness insurance during the period of five calendar years preceding the earliest of the calendar year in which the Superintendent took control of the assets of the company and the calendar year in which the Superintendent took control of the company for its rehabilitation or winding-up

bears to

(b) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, during the period referred to in paragraph (a);

"gross premium income"
«revenu des primes brut»

"gross premium income", of a company, means the premium income of the company from its policies in Canada calculated without reduction in respect of reinsurance premiums paid or payable;

"life insurance expenses"
«frais d'assurance-vie»

"life insurance expenses" means the portion of the expenses described in subsection (1) that were incurred in respect of a company referred to in that subsection that bears the same relation thereto that

(a) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, in respect of its policies of life insurance during the period of five calendar years preceding the earliest of the calendar year in which the Superintendent took control of the assets of the company and the calendar year in which the Superintendent took control of the company for its rehabilitation or winding-up

bears to

(b) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, during

«frais d'assurance contre les accidents et la maladie» s'entend de la partie des frais mentionnés au paragraphe (1) qui a été engagée à l'égard d'une compagnie visée à ce paragraphe et qui représente à cet égard un rapport égal au rapport entre :

a) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le surintendant, à l'égard de ses polices d'assurance contre les accidents et la maladie, pour la période de cinq années civiles qui a précédé l'année civile au cours de laquelle le surintendant a pris le contrôle de l'actif de la compagnie ou l'année civile au cours de laquelle le surintendant a pris le contrôle de la compagnie pour l'assainissement de sa situation ou sa liquidation, en choisissant la première en date de ces deux dernières années civiles,

et

b) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le surintendant, pour la période visée à l'alinéa a);

«frais d'assurance hypothécaire» s'entend de la partie des frais mentionnés au paragraphe (1) qui a été engagée à l'égard d'une compagnie visée à ce paragraphe et qui représente à cet égard un rapport égal au rapport entre :

a) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le surintendant, à l'égard de ses polices d'assurance hypothécaire, pour la période de cinq années civiles qui a précédé l'année civile au cours de laquelle le surintendant a pris le contrôle de l'actif de la compagnie ou l'année civile au cours de laquelle le surintendant a pris le contrôle de la compagnie pour l'assainissement de sa situation ou sa liquidation, en choisissant la première en date de ces deux dernières années civiles,

et

b) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le surintendant, pour la période visée à l'alinéa a);

«frais d'assurance contre les accidents et la maladie»
"accident and sickness insurance expenses"

«frais d'assurance hypothécaire»
"mortgage insurance expenses"

«(3) Subject to subsections (4) and (6), the portion of the expenses described in subsection (1) that shall be shared by companies registered to transact the business of life insurance shall be that proportion of the total expenses that, for the five calendar years preceding the date on which the Superintendent took control of the assets of the company or control of the company's business in Canada for its rehabilitation or winding-up, whichever date is the earliest, or the total number of such calendar years of operation of the company if less than five, the premium income of the company in Canada in respect of the business of life insurance bears to its total premium income in Canada in respect of all classes of business.

(4) The remaining portion, if any, of the expenses described in subsection (1) shall be shared by companies registered to transact any class or classes of business other than life insurance, whether or not such companies are also registered to transact the business of life insurance.

(5) Subject to subsections (6) and (7), for the purposes of an assessment in respect of the portion of the expenses described in subsection (3), only premium income in respect of the business of life insurance shall be taken into account and, for the purposes of an assessment in respect of the portion of the expenses described in subsection (4), only premium income in respect of classes of business other than life insurance shall be taken into account.

(6) Where the expenses described in subsection (1) are incurred in respect of a company registered to transact only the business of life insurance together with the business of personal accident insurance or sickness insurance or both personal accident insurance and sickness insurance, for the purposes of subsections (3) and (5) premium income in respect of the business of life insurance shall be taken to include premium income in respect of the business of personal accident insurance and sickness insurance.

(7) Where the expenses described in subsection (1) are incurred in respect of a company registered to transact only the business of personal accident insurance or sickness insurance or both personal accident insurance and sickness insurance, for the purposes of subsection (5) only premium income in respect of the business of personal accident insurance and sickness insurance shall be taken into account.

(8) In any case where the Superintendent relinquishes control of assets of a company or control of a company's business in Canada pursuant to subsection 52(4), that company is liable for repayment of all expenses assessed against and paid by any other companies pursuant to this section, and such interest in respect thereof as may be approved by the Superintendent; but the other companies may, if there is unanimous consent, relieve the first mentioned company of its liability in respect of expenses borne by those other companies, or any part of it, or any of those other companies may relieve the first mentioned company of its liability in respect of expenses borne by that other company, or any part of it.

(9) In any case of a winding-up of a company pursuant to section 52, 53 or 54, expenses assessed against and paid by other registered companies pursuant to this section, and such interest in respect thereof as may be approved by the Superintendent, constitute a claim against the assets in Canada of the company and any other assets held in Canada under the control of the company's chief agent prior to any claim in respect of the shares, if any, of the company or any similar claim against those assets."

«(3) Sous réserve des paragraphes (4) et (6), la partie des frais mentionnés au paragraphe (1) à laquelle doivent contribuer les compagnies enregistrées en vue de faire des opérations d'assurance-vie, représente, par rapport au total des frais, le même pourcentage que le revenu des primes de la compagnie provenant des opérations d'assurance-vie au Canada représente par rapport au total du revenu des primes provenant de toutes les classes d'opérations au Canada pendant les cinq années civiles qui ont précédé la date à laquelle le surintendant a pris le contrôle de l'actif de la compagnie ou la date à laquelle il a pris le contrôle de la compagnie pour l'assainissement de sa situation ou pour sa liquidation, en considérant celle des deux dates qui est antérieure à l'autre, ou pendant toutes les années civiles d'exploitation de la compagnie qui précèdent ladite date, s'il y en a moins de cinq.

(4) Les compagnies enregistrées aux fins de faire des opérations d'assurance d'une ou plusieurs classes autres que l'assurance-vie, doivent, le cas échéant, contribuer au reliquat des frais mentionnés au paragraphe (1), que ces compagnies soient ou non enregistrées en vue de faire des opérations d'assurance-vie.

(5) Sous réserve des paragraphes (6) et (7), il ne doit être tenu compte, aux fins d'une cotisation relative à la partie des frais mentionnée au paragraphe (3), que du revenu des primes provenant des opérations d'assurance-vie et il ne doit être tenu compte, aux fins d'une cotisation relative à la partie des frais mentionnée au paragraphe (4), que du revenu des primes provenant des opérations d'assurance autres que les opérations d'assurance-vie.

(6) Lorsque les frais mentionnés au paragraphe (1) sont encourus relativement à une compagnie enregistrée aux seules fins de faire des opérations d'assurance-vie ainsi que des opérations d'assurance-accident corporelle ou d'assurance-maladie, ou à la fois d'assurance-accident corporelle et d'assurance-maladie, le revenu des primes provenant des opérations d'assurance-vie est censé, aux fins des paragraphes (3) et (5), comprendre le revenu des primes provenant des opérations d'assurance-accident corporelle et d'assurance-maladie.

(7) Lorsque les frais mentionnés au paragraphe (1) sont encourus relativement à une compagnie enregistrée aux seules fins de faire des opérations d'assurance-accident corporelle ou d'assurance-maladie, ou à la fois d'assurance-accident corporelle et d'assurance-maladie, il ne doit être tenu compte, aux fins du paragraphe (5), que du revenu des primes provenant des opérations d'assurance-accident corporelle et d'assurance-maladie.

(8) Dans tous les cas où le surintendant abandonne le contrôle de l'actif d'une compagnie ou le contrôle des opérations d'une compagnie au Canada en conformité du paragraphe 52(4), cette compagnie est tenue de rembourser tous les frais pour lesquels d'autres compagnies ont été cotisées et qu'elles ont payés en conformité du présent article, et de payer sur ces frais l'intérêt que peut approuver le surintendant; mais les autres compagnies peuvent, s'il y a consentement unanime, libérer la compagnie en premier lieu mentionnée de tout ou partie de sa responsabilité en ce qui concerne les frais encourus par ces autres compagnies, ou l'une de ces autres compagnies peut libérer la compagnie en premier lieu mentionnée de tout ou partie de sa responsabilité en ce qui concerne les frais encourus par cette autre compagnie.

(9) Dans tous les cas de liquidation d'une compagnie en conformité de l'article 52, 53 ou 54, les frais pour lesquels d'autres compagnies enregistrées ont été cotisées et qu'elles ont payés en conformité du présent article, et l'intérêt sur ces frais que peut approuver le surintendant, constituent, sur l'actif au Canada de la compagnie et sur tout autre actif détenu au Canada sous le contrôle de l'agent principal de la compagnie, une réclamation ayant priorité sur toute réclamation relative aux actions de la compagnie, s'il en est, ou sur toute réclamation semblable sur cet actif.»

“mortgage
insurance
expenses”
«frais
d'assurance
hypothécaire»

the period referred to in paragraph (a);

“mortgage insurance expenses” means the portion of the expenses described in subsection (1) that were incurred in respect of a company referred to in that subsection that bears the same relation thereto that

(a) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, in respect of its policies of mortgage insurance during the period of five calendar years preceding the earlier of the calendar year in which the Superintendent took control of the assets of the company and the calendar year in which the Superintendent took control of the company for its rehabilitation or winding-up

bears to

(b) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, during the period referred to in paragraph (a);

“net premiums”
«primes nettes»

“net premiums”, of a company, means the gross premium income of the company less

(a) premiums paid or payable in respect of reinsurance of risks undertaken by the company in its policies in Canada, and

(b) the amount of the dividends paid or allowed by the company to its policyholders in Canada;

“property and
casualty
insurance
expenses”
«frais
d'assurance
sur...»

“property and casualty insurance expenses” means the portion of the expenses described in subsection (1) that were incurred in respect of a company referred to in that subsection that bears the same relation thereto that

(a) the total of the gross premium income of the company in respect of its policies, other than its policies of accident and sickness insurance, life insurance, mortgage insurance and special insurance during the period of five calendar years preceding the earlier of the calendar year in which the Superintendent took control of the

«frais d'assurance spéciale» s'entend de la partie des frais décrits au paragraphe (1) qui a été encourue à l'égard d'une compagnie visée à ce paragraphe et qui représente à cet égard un rapport égal au rapport entre :

a) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le surintendant, à l'égard de ses polices d'assurance spéciale pour la période de cinq années civiles qui a précédé l'année civile au cours de laquelle le surintendant a pris le contrôle de l'actif de la compagnie ou l'année civile au cours de laquelle le surintendant a pris le contrôle de la compagnie pour l'assainissement de sa situation ou sa liquidation, en choisissant la première en date de ces deux dernières années civiles,

et

b) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le surintendant pour la période visée à l'alinéa a);

«frais d'assurance sur les biens et risques divers» s'entend de la partie des frais mentionnés au paragraphe (1) qui a été engagée à l'égard d'une compagnie visée à ce paragraphe et qui représente à cet égard un rapport égal au rapport entre :

a) le total du revenu des primes brut de la compagnie, à l'égard de ses polices autres que ses polices d'assurance contre les accidents et la maladie, ses polices d'assurance-vie, ses polices d'assurance hypothécaire et ses polices d'assurance spéciale, en relation avec la période des cinq années civiles qui ont précédé l'année civile au cours de laquelle le surintendant a pris le contrôle de l'actif de la compagnie ou l'année civile au cours de laquelle le surintendant a pris le contrôle de la compagnie pour l'assainissement de sa situation ou sa liquidation, en choisissant la première en date de ces deux dernières années civiles,

et

b) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le

«frais d'assurance spéciale»
“special
insurance
expenses”

«frais d'assurance sur les biens et risques divers»
“property and
casualty
insurance
expenses”

assets of the company and the calendar year in which the Superintendent took control of the company for its rehabilitation or winding-up

bears to

(b) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, during the period referred to in paragraph (a);

“special insurance expenses” means that portion of the expenses described in subsection (1) that were incurred in respect of a company referred to in that subsection that bears the same relation thereto that

(a) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, in respect of its policies of special insurance during the period of five calendar years preceding the earliest of the calendar year in which the Superintendent took control of the assets of the company and the calendar year in which the Superintendent took control of the company for its rehabilitation or winding-up

bears to

(b) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, during the period referred to in paragraph (a).

(4) Expenses described in subsection (1) shall be assessed in the following manner and to the following extent:

(a) where the expenses are accident and sickness insurance expenses, such expenses shall be assessed against each company against whom an assessment

surintendant, pour la période visée à l’alinéa a);

«frais d’assurance-vie» s’entend de la partie des frais mentionnés au paragraphe (1) qui a été engagée à l’égard d’une compagnie visée à ce paragraphe et qui représente à cet égard un rapport égal au rapport entre :

a) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le surintendant, à l’égard de ses polices d’assurance-vie, pour la période de cinq années civiles qui a précédé l’année civile au cours de laquelle le surintendant a pris le contrôle de l’actif de la compagnie ou l’année civile au cours de laquelle le surintendant a pris le contrôle de la compagnie pour l’assainissement de sa situation ou sa liquidation, en choisissant la première en date de ces deux dernières années civiles,

et

b) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le surintendant, pour la période visée à l’alinéa a);

«primes nettes» s’entend du revenu des primes brut d’une compagnie, déduction faite :

a) des primes de réassurance payées ou payables à l’égard de risques auxquels la compagnie a souscrit dans ses polices au Canada, et
b) du montant des dividendes que la compagnie verse à ses assurés au Canada ou qu’elle autorise à leur égard;

«revenu des primes brut» s’entend du revenu des primes d’une compagnie, à l’égard de ses polices au Canada, calculé sans réductions à l’égard des primes de réassurance payées ou payables.

(4) Les frais visés au paragraphe (1) sont cotisés selon les règles suivantes :

a) dans les cas de frais d’assurance contre les accidents et la maladie, ces frais sont cotisés à l’égard de chaque compagnie à l’égard de laquelle une cotisation peut être faite, dans un rap-

«frais d’assurance-vie»
“life insurance expenses”

«primes nettes»
“net premiums”

«revenu des primes brut»
“gross premium income”

Cotisation des frais

“special insurance expenses”
«frais d’assurance spéciale»

Expenses assessed to each company

may be made in the same proportion that that company's net premiums during the last preceding calendar year from policies of accident and sickness insurance bear to the total net premiums during that year of all such companies from policies of accident and sickness insurance;

(b) where the expenses are life insurance expenses, such expenses shall be assessed against each company against whom an assessment may be made in the same proportion that that company's net premiums during the last preceding calendar year from policies of life insurance bear to the total net premiums during that year of all such companies from policies of life insurance; and

(c) where the expenses are property and casualty insurance expenses, such expenses shall be assessed against each company against whom an assessment may be made in the same proportion that that company's net premiums during the last preceding calendar year from policies, other than policies of accident and sickness insurance, life insurance, mortgage insurance and special insurance, bear to the total net premiums of all such companies from policies other than policies of accident and sickness insurance, life insurance, mortgage insurance and special insurance.

(5) With respect to expenses described in subsection (1) that are mortgage insurance expenses and special insurance expenses, such expenses shall be charged to and paid by the company in respect of which they were incurred, or where that company is being wound-up, such expenses are deemed to be costs of liquidation

port égal au rapport entre les primes nettes que cette compagnie a tirées de ses polices d'assurance contre les accidents et la maladie au cours de l'année civile précédente et le total des primes nettes que toutes les compagnies semblables ont tirées de leurs polices d'assurance contre les accidents et la maladie au cours de cette même année civile;

b) dans le cas de frais d'assurance-vie, ces frais sont cotisés, à l'égard de chaque compagnie à l'égard de laquelle une cotisation peut être faite, dans un rapport égal au rapport entre les primes nettes que cette compagnie a tirées de ses polices d'assurance-vie au cours de l'année civile précédente et le total des primes nettes que toutes les compagnies semblables ont tirées de leurs polices d'assurance-vie au cours de la même année civile; et

c) dans le cas de frais d'assurance sur les biens et les risques divers, ces frais sont cotisés, à l'égard de chaque compagnie à l'égard de laquelle une cotisation peut être faite, dans un rapport égal au rapport entre les primes nettes que cette compagnie a, au cours de l'année civile précédente, tirées de ses polices d'assurance autres que ses polices d'assurance contre les accidents et la maladie, ses polices d'assurance-vie, ses polices d'assurance hypothécaire et ses polices d'assurance spéciale, et le total des primes nettes que toutes les compagnies semblables ont, au cours de cette même année civile, tirées de leurs polices d'assurance autres que leurs polices d'assurance contre les accidents et la maladie, leurs polices d'assurance-vie, leurs polices d'assurance hypothécaire et leurs polices d'assurance spéciale.

(5) Dans les cas où les frais visés au paragraphe (1) sont des frais d'assurance hypothécaires ou d'assurance spéciale, ces frais sont imputés à la compagnie à l'égard de laquelle ils ont été encourus et sont payés par celle-ci; lorsque la compagnie est en cours de liquidation ces frais sont réputés être des frais de liquidation au sens de

Expenses
charged to
company

Imputation des
frais

within the meaning of paragraph 162(1)(a) of the *Winding-up Act*.

Designation of special insurance

(6) The Governor in Council may, in respect of any class of insurance, after taking into account the nature of the insurance, the class or classes of persons insured under policies of that class of insurance and the number of companies transacting that class of insurance, designate the class of insurance to be special insurance for the purposes of this section.

Where control relinquished

(7) In any case where the Superintendent relinquishes control of the assets of a company or control of a company pursuant to subsection 52(4), the Superintendent may direct that the company shall be liable for repayment of all or part of the expenses assessed against and paid by any company or any British company or company registered under the *Canadian and British Insurance Companies Act* pursuant to this section together with such interest in respect thereof at such rate as may be specified by the Superintendent, and where any direction is so made, the amount for which the company is liable is a debt due to Her Majesty payable on demand and is recoverable as such in the Federal Court or any other court of competent jurisdiction.

Prior claim on winding-up

(8) In any case of a winding-up of a company pursuant to section 52, 53 or 54, expenses assessed against and paid by any company or any British company or company registered under the *Canadian and British Insurance Companies Act* pursuant to this section, together with such interest in respect thereof at such rate as may be specified by the Superintendent, constitute a claim against the assets in Canada of the company and any other assets held in Canada under the control of the company's Chief Agent ranking immediately after claims in respect of policies of the company and ahead of all other claims that do not rank ahead of claims in respect of policies.

l'alinéa 162(1)a) de la *Loi sur les liquidations*.

Désignation d'assurance spéciale

(6) Le gouverneur en conseil peut désigner une classe d'assurance comme étant une assurance spéciale pour l'application du présent article et à cette fin, il tient compte de la nature de l'assurance, de la catégorie ou des catégories de personnes assurées aux termes de polices appartenant à cette classe d'assurance, de même que du nombre de compagnies exerçant cette classe d'assurance.

Abandon du contrôle

(7) Dans tous les cas où le surintendant abandonne le contrôle de l'actif d'une compagnie ou le contrôle d'une compagnie conformément au paragraphe 52(4), il peut, par directive, prévoir que la compagnie est responsable pour l'ensemble ou une partie quelconque des frais imputés à une compagnie et payés par celle-ci, y compris une compagnie britannique ou une compagnie enregistrée en application de la *Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques*, conformément au présent article ainsi que pour les intérêts s'y rapportant au taux fixé par le surintendant; lorsqu'une telle cotisation est effectuée, le montant de la cotisation constitue une dette envers Sa Majesté payable sur demande et recouvrable à ce titre devant la Cour fédérale ou toute autre cour de juridiction compétente.

Réclamation prioritaire lors d'une liquidation

(8) Lorsqu'une compagnie est liquidée en conformité avec l'article 52, 53 ou 54, les frais imputés à une compagnie et payés par celle-ci, y compris une compagnie britannique ou une compagnie enregistrée en application de la *Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques*, conformément au présent article, ainsi que l'intérêt sur ces frais au taux fixé par le surintendant, constituent, sur l'actif de la compagnie et sur les autres actifs détenus au Canada sous le contrôle de l'agent principal de la compagnie, une réclamation ayant priorité immédiate après les réclamations à l'égard de polices de cette compagnie et avant toute autre réclamation qui n'a pas priorité sur les réclamations à l'égard des polices.

Reduction of
assessments

(9) Any amount paid to or recovered by Her Majesty under subsection (7) or (8) in respect of a company shall be applied pro rata to reduce the amount of the expenditures to be assessed pursuant to section 7 of the *Department of Insurance Act* against companies registered under this Act and companies and British companies registered under the *Canadian and British Insurance Companies Act* that have been assessed pursuant to subsection (2) in respect of that company, but for any particular company any such reduction shall not exceed the amount assessed against that company pursuant to subsection (2)."

(9) Tout montant payé à Sa Majesté ou recouvré par elle conformément au paragraphe (7) ou (8) à l'égard d'une compagnie doit être appliqué à la réduction, au prorata, du montant des frais qui, conformément à l'article 7 de la *Loi sur le département des assurances* doivent être cotisés en rapport avec les compagnies enregistrées en application de la présente loi et en rapport avec les compagnies et les compagnies britanniques enregistrées en vertu de la *Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques* et qui ont fait l'objet d'une cotisation conformément au paragraphe (2) à l'égard de cette compagnie mais, en ce qui concerne une compagnie donnée, une telle réduction ne peut pas excéder le montant qui a été cotisé à l'égard de cette compagnie conformément au paragraphe (2).»

Réduction de la
cotisation

Application

(2) Subsections 56(3) to (9) of the said Act, as enacted by subsection (1), apply only in respect of expenses described in subsection 56(1) of the said Act that are incurred by the Superintendent on or after April 1, 1986.

(2) Les paragraphes 56(3) à (9) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), ne s'appliquent qu'à l'égard des frais visés au paragraphe 56(1) de la même loi et que le surintendant engage au plus tôt le 1^{er} avril 1986.

Application

R.S., c. L-12; c. 24 (1st Supp.); 1972, c. 17; 1973-74, c. 49; 1974-75-76, c. 7; 1976-77, c. 28; 1978-79, c. 11; 1980-81-82-83, cc. 40, 47; 1985, c. 16; 1986, c. 35

LOAN COMPANIES ACT

LOI SUR LES COMPAGNIES DE PRÊT

S.R., ch. L-12; ch. 24 (1^{er} suppl.); 1972, ch. 17; 1973-74, ch. 49; 1974-75-76, ch. 7; 1976-77, ch. 28; 1978-79, ch. 11; 1980-81-82-83, ch. 40, 47; 1985, ch. 16; 1986, ch. 35

43. (1) Section 2 of the *Loan Companies Act* is renumbered as subsection 2(1).

43. (1) L'article 2 de la *Loi sur les compagnies de prêt* devient le paragraphe 2(1).

(2) Subsection 2(1) of the said Act is amended by adding thereto, in alphabetical order within the subsection, the following definition:

(2) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"superior
court"
«cour supé-
rieure»

" "superior court" means

(a) in the Provinces of Ontario, Nova Scotia, Prince Edward Island and Newfoundland, the trial division or branch of the Supreme Court of the Province,

«cour supérieure»

a) La Division de première instance de la Cour suprême de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve;
b) la Cour suprême de la Colombie-Britannique;

«cour supé-
rieure»
"superior
court"

Loan Companies Act

Clause 43: (2) and (3) New.

Loi sur les compagnies de prêt

Article 43, (2) et (3). — Nouveaux.

(b) in the Province of British Columbia, the Supreme Court of the Province,
 (c) in the Provinces of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan and Alberta, the Court of Queen's Bench for the Province,
 (d) in the Province of Quebec, the Superior Court of the Province, and
 (e) in the Yukon Territory and the Northwest Territories, the Supreme Court thereof;"

c) la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta;
 d) la Cour supérieure du Québec;
 e) la Cour suprême du Yukon et des territoires du Nord-Ouest.»

(3) Section 2 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

(3) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Certain instruments not statutory instruments

"(2) An instrument issued or made under this Act and directed to a single company or person shall be deemed not to be a statutory instrument for the purposes of the *Statutory Instruments Act*."

«(2) L'acte pris sous le régime de la présente loi et destiné à une seule compagnie ou personne n'est pas considéré comme un texte réglementaire pour l'application de la *Loi sur les textes réglementaires*.»

Caractère non réglementaire de certains actes

c. 24 (1st Supp.), s. 20

44. Section 48.1 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

44. L'article 48.1 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

ch. 24 (1^{er} suppl.), art. 20

Approval required re certain share transactions

"48.1 (1) Where the total number of shares of a class of shares of a company held by a person and by other persons associated with the person exceeds ten per cent of the total number of the issued and outstanding shares of that class of shares of the company, the person shall not, without the approval in writing of the Minister,
 (a) increase the percentage of his shareholdings of that class of shares in the company; or
 (b) acquire and hold shares of any body corporate that holds or is associated with anyone who holds shares of the company of the same class as that held by the person and his associates if, after the acquisition, the person and his associates would hold more than ten per cent of the total number of issued and outstanding shares of any class of shares of the body corporate."

«48.1 (1) Lorsque le nombre total des actions d'une catégorie d'actions d'une compagnie détenues par une personne et par d'autres personnes qui lui sont associées excède dix pour cent du nombre total des actions émises et en circulation de cette catégorie d'actions de la compagnie, cette personne ne peut, sans l'approbation écrite du Ministre :

Approbation obligatoire pour certaines opérations sur des actions

a) augmenter le pourcentage de son capital-actions de cette catégorie d'actions;
 b) acquérir et détenir des actions d'une personne morale qui détient ou est associée à une personne qui détient des actions de la compagnie de la même catégorie que celles que détiennent la personne et ses associés si, après l'acquisition, cette personne et ses associés devenaient détenteurs de plus de dix pour cent du nombre total des actions émises et en circulation appartenant à une catégorie d'actions quelconque de la personne morale.

40

Clause 44: Section 48.1 at present reads as follows:

“48.1 Where a transfer is proposed of

(a) ten per cent or more of the total outstanding shares of a company, or

(b) any number of shares of a company being less than ten per cent of the total outstanding shares of the company, if the company has reason to believe that the transfer of those shares would result, directly or indirectly, in the acquisition of majority control of the voting stock of the company by any person,

the company shall deposit with the Superintendent notice of the proposed transfer of shares, including with the notice information concerning the beneficial ownership of the shares after the transfer is effected; and no such transfer shall be entered in the book or books maintained pursuant to section 42 before the expiration of thirty days after the notice has been deposited with the Superintendent.”

Article 44. — Texte actuel de l'article 48.1 :

«48.1 Lorsqu'il y a une proposition de transfert

a) de dix pour cent ou plus de l'ensemble des actions en circulation d'une compagnie, ou

b) d'un nombre d'actions de la compagnie représentant moins de dix pour cent de l'ensemble des actions en circulation de la compagnie, si la compagnie a quelque raison de croire que le transfert de ces actions entraînerait, directement ou indirectement, l'acquisition, par une personne, du contrôle majoritaire des actions donnant droit de vote de la compagnie,

la compagnie doit fournir au surintendant un avis de la proposition de transfert, en y joignant les renseignements relatifs aux droits de propriété bénéficiaire des actions après que le transfert aura été effectué; et aucun transfert de cette nature ne doit être inscrit dans le ou les registres tenus en conformité de l'article 42, avant l'expiration des trente jours qui suivent la date où l'avis a été fourni au surintendant.»

Idem

(2) Where the total number of shares of a class of shares of a company held by a person and by other persons associated with the person is ten per cent or less of the total number of the issued and outstanding shares of that class of shares of the company, the person shall not, without the approval in writing of the Minister,

(a) acquire and hold shares of that class of shares of the company if the acquisition would cause the total number of shares of that class held by the person and his associates to exceed ten per cent of the total number of the issued and outstanding shares of that class of the company; or

(b) acquire and hold shares of any body corporate that holds or is associated with anyone who holds shares of the company if, after the acquisition,

(i) the person and his associates would hold more than ten per cent of the total number of issued and outstanding shares of any class of shares of the body corporate, and

(ii) the aggregate shareholdings of that class of shares in the company of the person, the body corporate and the persons associated with them or either of them would exceed ten per cent of the total number of the issued and outstanding shares of that class of the company.

(3) Except with the approval in writing of the Minister, a company shall not record in the books kept pursuant to section 42 a transfer or issue of any share of the company to any person if

(a) when the total number of shares of that class of shares of the company held by the person and by other persons associated with the person exceeds ten per cent of the total number of the issued and outstanding shares of that class of shares of the company, the

Prohibition re
recording of
certain share
transactions

(2) Lorsque le nombre total d'actions d'une catégorie d'actions d'une compagnie détenues par une personne et par d'autres personnes qui lui sont associées est égal ou inférieur à dix pour cent du nombre total des actions émises et en circulation de cette catégorie d'actions de la compagnie, cette personne ne peut, sans l'approbation écrite du Ministre :

a) acquérir et détenir des actions de cette catégorie d'actions de la compagnie si l'acquisition portait le nombre total des actions de cette catégorie d'actions détenues par la personne et par ses associés à plus de dix pour cent du nombre total des actions émises et en circulation de cette catégorie d'actions de la compagnie;

b) acquérir et détenir des actions d'une personne morale qui détient ou est associée à une personne qui détient des actions de la compagnie si, après l'acquisition :

(i) d'une part, cette personne et ses associés devenaient détenteurs de plus de dix pour cent du nombre total des actions émises et en circulation appartenant à une catégorie d'actions quelconque de la personne morale,

(ii) d'autre part, de porter le total du capital-actions de cette catégorie d'actions de la compagnie détenues par la personne, la personne morale et les personnes qui sont associées à l'une ou à l'autre, ou aux deux, à plus de dix pour cent du nombre total des actions émises et en circulation de cette catégorie d'actions.

Idem

(3) Sauf approbation écrite du Ministre, une compagnie ne peut inscrire dans les registres tenus en vertu de l'article 42 le transfert ou l'émission de ses actions à une personne si :

a) dans le cas où le nombre total des actions de cette catégorie d'actions de la compagnie détenues par la personne et par d'autres qui lui sont associées excède dix pour cent du nombre total des actions émises et en circulation de cette catégorie d'actions de la compagnie, le

Interdiction
relative à
l'inscription de
certaines
opérations sur
des actions

transfer or issue would increase the percentage of shares of that class held by the person and the associates of the person; or

(b) when the total number of shares of a class of shares held by the person and by other persons associated with the person is ten per cent or less of the total number of the issued and outstanding shares of that class of shares of the company, the transfer or issue would cause the total number of shares of that class held by the person and the associates of the person to exceed ten per cent of the total number of the issued and outstanding shares of that class of the company.

Deeming same class of shares

(4) For the purposes of subsections (1) to (3), each series of shares of a class of shares of a company shall be deemed to be a separate class.

Application for approval

48.11 (1) An application for an approval of the Minister required under subsection 48.1(1) or (2) shall

(a) contain such information as the Governor in Council may, by regulation, prescribe; and

(b) be filed with the Superintendent.

Receipt

(2) Where an application filed under subsection (1) contains all the required information or reasons for the inability to provide any part of the information, or where the application is completed pursuant to subsection (3), the Superintendent shall forthwith send a receipt to the applicant certifying the date on which

(a) the complete application filed under subsection (1) was received by the Superintendent; or

(b) the information required to complete the application was received by the Superintendent pursuant to subsection (3).

Incomplete application

(3) Where an application filed under subsection (1) is incomplete, the Superintendent shall send a notice to the applicant specifying the information required to

transfert ou l'émission augmenterait le pourcentage des actions de cette catégorie détenues par la personne et par ses associés;

b) dans le cas où le nombre total d'actions d'une catégorie d'actions détenues par la personne et par d'autres qui lui sont associées est égal ou inférieur à dix pour cent du nombre total des actions émises et en circulation de cette catégorie d'actions de la compagnie, le transfert ou l'émission porterait le nombre total des actions de cette catégorie détenues par la personne et ses associés à plus de dix pour cent du nombre total des actions émises et en circulation de cette catégorie d'actions de la compagnie.

(4) Pour l'application des paragraphes (1) à (3), chaque série d'actions d'une compagnie d'une même catégorie d'actions est réputée être une catégorie distincte.

48.11 (1) La demande d'approbation du Ministre visée aux paragraphes 48.1(1) ou (2) doit :

a) contenir les renseignements que le gouverneur en conseil peut prévoir par règlement;

b) être déposée au bureau du surintendant.

(2) Lorsque la demande déposée en vertu du paragraphe (1) contient tous les renseignements requis ou donne les motifs de l'impossibilité de fournir certains d'entre eux, ou lorsque la demande est complétée conformément au paragraphe (3), le surintendant doit sans délai envoyer un accusé de réception à l'auteur de la demande confirmant la date à laquelle il a reçu :

a) soit la demande dûment complétée conformément au paragraphe (1);

b) soit les renseignements nécessaires pour compléter la demande conformément au paragraphe (3).

(3) Lorsque la demande déposée en vertu du paragraphe (1) est incomplète, le surintendant doit envoyer un avis à l'auteur de la demande précisant les renseigne-

Présomption relative aux catégories d'actions

Demande d'approbation

Accusé de réception

Demande incomplète

complete the application and requesting that such information be provided to the Superintendent in order to complete the application.

Reference to
Minister

48.12 (1) When a receipt is sent to an applicant pursuant to subsection 48.11(2), the Superintendent shall refer the application to the Minister together with all material in the possession of the Superintendent pertaining to the application.

Matters to be
taken into
account by
Minister

(2) In determining whether or not to approve a share transaction that directly or indirectly affects a company in respect of which an application for an approval is made under section 48.11, the Minister shall consider all matters relevant to the application by the person in respect of the share transaction and, without limiting the generality of the foregoing, the Minister shall have particular regard to

(a) the nature and sufficiency of the financial resources of the person as a source of continuing financial support for the company;

(b) the soundness and feasibility of plans of the person for the future conduct and development of the business of the company;

(c) the business record and experience of the person;

(d) whether the company will be operated responsibly by persons who are fit as to character, competence and experience suitable to involvement in the operation of a financial institution; and

(e) the best interests of the financial system in Canada.

Approval

48.13 (1) Subject to sections 48.14 and 48.15, the Minister shall, within thirty days after the certified date referred to in subsection 48.11(2), send a notice to the applicant that the Minister approves the share transaction to which the application relates.

Deemed
approval

(2) Subject to sections 48.14 and 48.15, where the Minister does not send a notice under subsection (1) within the thirty day period referred to in that subsection, the Minister is deemed to approve the share

ments nécessaires pour la compléter et requérant qu'ils lui soient fournis à cette fin.

48.12 (1) Lorsqu'un accusé de réception est envoyé à l'auteur de la demande conformément au paragraphe 48.11(2), le surintendant doit renvoyer celle-ci au Ministre, avec tous les documents y afférents en sa possession.

Renvoi au
Ministre

(2) Pour décider s'il approuve ou non l'opération sur des actions touchant directement ou indirectement une compagnie à l'égard de laquelle une demande d'approbation est présentée en vertu de l'article 48.11, le Ministre doit prendre en compte tous les facteurs se rapportant à la demande de la personne relativement à l'opération et, notamment :

Facteurs à
prendre en
compte par le
Ministre

a) la nature et l'importance des ressources financières de la personne comme soutien financier continuuel de la compagnie;

b) la justesse et la faisabilité des projets de la personne pour la conduite et l'expansion futures des affaires de la compagnie;

c) les réalisations de la personne et son expérience en ce qui a trait aux affaires;

d) le fait que la compagnie sera ou non exploitée de façon responsable par des personnes dont la personnalité, la compétence et l'expérience les rendent aptes à participer à l'exploitation d'une institution financière;

e) les meilleurs intérêts du système financier au Canada.

48.13 (1) Sous réserve des articles 48.14 et 48.15, le Ministre doit, dans les trente jours suivant la date visée au paragraphe 48.11(2), envoyer un avis à l'auteur de la demande indiquant qu'il approuve l'opération faisant l'objet de la demande.

Approbation

(2) Sous réserve des articles 48.14 et 48.15, lorsqu'il n'envoie pas l'avis prévu au paragraphe (1) dans les trente jours visés à ce paragraphe, le Ministre est réputé approuver l'opération faisant l'objet de la

Présomption

transaction to which the application relates and shall send a notice to that effect to the applicant.

48.14 (1) Where the Minister is unable to complete the consideration of an application within the thirty day period referred to in subsection 48.13(1), the Minister shall, within that period, send a notice to that effect to the applicant and shall, within thirty days after the date of the sending of the notice or within such further period as may be agreed on by the applicant and the Minister, complete the consideration of the application.

(2) If, within the thirty day period referred to in subsection (1) or such further period as is agreed on pursuant to that subsection, the Minister approves the share transaction to which the application relates, the Minister shall, within that period, send a notice to that effect to the applicant.

(3) Subject to section 48.15, where the Minister does not send a notice under subsection (2) within the period referred to in that subsection, the Minister is deemed to approve the share transaction to which the application relates and shall send a notice to that effect to the applicant.

48.15 (1) Where the Minister is not satisfied within the thirty day period referred to in subsection 48.13(1) or within any extension period referred to in subsection 48.14(1) that the share transaction to which the application relates should be approved, the Minister shall send a notice to that effect to the applicant, advising the applicant of the right of the applicant to make representations within thirty days after the date of the notice or within such further period as may be agreed on by the applicant and the Minister.

(2) Where, after the receipt of the notice referred to in subsection (1), the applicant advises the Minister that the applicant wishes to make representations, the Minister shall provide the applicant with a reasonable opportunity, within the period referred to in that subsection for so

demande et doit envoyer un avis à cet effet à l'auteur de la demande.

48.14 (1) S'il ne peut compléter l'examen de la demande dans les trente jours visés au paragraphe 48.13(1), le Ministre doit, dans ce délai, envoyer un avis à cet effet à l'auteur de la demande et, dans les trente jours suivant l'envoi de l'avis ou dans le délai plus long dont peuvent convenir le Ministre et l'auteur de la demande, 10 compléter l'examen de celle-ci.

(2) Si, dans les trente jours visés au paragraphe (1) ou dans le délai plus long convenu en vertu de ce paragraphe, le Ministre approuve l'opération faisant l'objet de la demande, celui-ci doit, dans ce délai, envoyer un avis à cet effet à l'auteur de la demande.

(3) Sous réserve de l'article 48.15, lorsqu'il n'envoie pas l'avis prévu au paragraphe (2) dans le délai visé à ce paragraphe, le Ministre est réputé approuver l'opération faisant l'objet de la demande et doit envoyer un avis à cet effet à l'auteur de la demande.

48.15 (1) Lorsqu'il n'est pas convaincu dans les trente jours visés au paragraphe 48.13(1) ou dans le délai supplémentaire prévu au paragraphe 48.14(1) que l'opération faisant l'objet de la demande devrait être approuvée, le Ministre doit envoyer un avis à cet effet à l'auteur de la demande l'informant de son droit de présenter des observations dans les trente jours suivant la date de l'avis ou dans le délai plus long dont peuvent convenir le Ministre et l'auteur de la demande.

(2) Lorsque, après réception de l'avis prévu au paragraphe (1), l'auteur de la demande avise le Ministre qu'il désire présenter des observations, le Ministre doit lui donner la possibilité, pendant le délai prévu à ce paragraphe pour ce faire, de présenter des observations sur la question.

Extension of period

Notice of approval

Where approval deemed

Notice of right to make representations

Representations

Extension de délai

Avis d'approbation

Présomption d'approbation

Avis du droit de présenter des observations

Observations

doing, to make representations in respect of the matter.

48.16 On the expiration of the period referred to in subsection 48.15(1) for making representations, the Minister shall, in the light of any such representations and having regard to the matters to be taken into account under subsection 48.12(2), forthwith send a notice to the applicant indicating whether the Minister approves or does not approve the share transaction to which the application relates.

48.17 (1) Subject to subsection (2), nothing in sections 48.11 to 48.16 and nothing done under any of those sections restricts the application of the *Competition Act* in respect of the acquisition of a business or an interest therein.

(2) Where a notice is sent by the Minister to the Director of Investigation and Research under the *Competition Act* to the effect that a share transaction that has been approved under this Act is desirable in the interests of the financial system in Canada, the *Competition Act* shall not apply in respect of that share transaction.

48.18 The Governor in Council may, by regulation, exempt any share transaction or class of share transactions from any of the provisions of section 48.1.

48.19 (1) Where it appears to the Minister that at any time after November 29, 1985 but before this section comes into force a person

- (a) has increased his shareholdings in a company, or
- (b) has acquired and is holding shares of a body corporate that holds or is associated with anyone who holds shares of a company,

which increase or acquisition and holding would, without the approval of the Minister, be a contravention of section 48.1 if that section was in force at that time, the Minister may, where the Minister deems it to be in the public interest to do so,

48.16 À l'expiration du délai prévu au paragraphe 48.15(1) pour la présentation des observations, le Ministre doit, à la lumière de celles-ci et eu égard aux facteurs qui doivent être pris en compte en vertu du paragraphe 48.12(2), envoyer sans délai un avis à l'auteur de la demande lui indiquant s'il approuve ou non l'opération faisant l'objet de la demande.

48.17 (1) Sous réserve du paragraphe (2), les articles 48.11 à 48.16 ou les mesures prises en vertu de ces articles ne limitent pas l'application de la *Loi sur la concurrence* relativement à l'acquisition d'une entreprise ou d'un intérêt dans une entreprise.

(2) Lorsque le Ministre envoie un avis au directeur des enquêtes et des recherches en vertu de la *Loi sur la concurrence* indiquant qu'une opération sur des actions approuvée en vertu de la présente loi est souhaitable dans l'intérêt du système financier au Canada, la *Loi sur la concurrence* ne s'applique pas à l'opération.

48.18 Le gouverneur en conseil peut, par règlement, exempter une opération ou une catégorie d'opérations de toute disposition de l'article 48.1.

48.19 (1) Lorsqu'il est d'avis que, après le 29 novembre 1985 mais avant l'entrée en vigueur du présent article, une personne, selon le cas :

- a) a augmenté son capital-actions dans une compagnie,
- b) a acquis et détient des actions d'une personne morale qui détient ou est associée à une personne qui détient des actions d'une compagnie,

et que l'augmentation ou l'acquisition et la détention constitueraient, en l'absence d'approbation du Ministre, une contravention à l'article 48.1 si cet article était en vigueur à cette date, le Ministre peut, s'il l'estime dans l'intérêt public :

Notice of decision of Minister

Application of certain Act not affected

Where application of certain Act precluded

Exemption

Disallowance of voting rights, etc.

Avis de la décision du Ministre

Application de certaines lois

Non-application de certaines lois

Exemption

Retrait des droits de vote

(c) direct the company not to allow anyone, other than a trustee referred to in subsection (3), to exercise any voting rights pertaining to such portion of the shareholdings of the person, body corporate or any associate of the person or body corporate in the company as the Minister deems appropriate in the circumstances, 5

(d) direct the person to divest himself 10 of the increased shareholdings in the company within such time as the Minister may specify in the direction, or

(e) direct the body corporate or any of its associates to divest itself of such 15 portion of its shareholdings in the company as the Minister deems appropriate in the circumstances within such time as the Minister may specify in the direction. 20

Idem (2) Where it appears to the Minister that a person has, in contravention of section 48.1,

(a) increased his shareholdings in a company, or 25

(b) acquired and is holding shares of a body corporate that holds or is associated with anyone who holds shares of a company,

the Minister may, where the Minister 30 deems it to be in the public interest to do so,

(c) direct the company not to allow anyone, other than a trustee referred to in subsection (3), to exercise any voting 35 rights pertaining to such portion of the shareholdings of the person or body corporate in the company as the Minister deems appropriate in the circumstances,

(d) direct the person to divest himself 40 of the increased shareholdings in the company within such time as the Minister may specify in the direction, or

(e) direct the body corporate or any of its associates to divest itself of such 45 portion of its shareholdings in the company as the Minister deems appropriate in the circumstances within such time as

c) soit ordonner à la compagnie de ne permettre à personne, à l'exception du fiduciaire mentionné au paragraphe (3), d'exercer les droits de vote afférents à la 5 part du capital-actions de la compagnie détenue par la personne, la personne morale, ou par un associé de l'une ou l'autre de celles-ci, et que le Ministre estime indiquée dans les circonstances;

d) soit ordonner à la personne de se 10 dessaisir de son capital-actions supplémentaire dans la compagnie dans le délai que le Ministre peut préciser dans son ordre;

e) soit ordonner à la personne morale 15 ou à ses associés de se dessaisir, dans le délai que le Ministre peut préciser dans son ordre, de la part de leur capital-actions dans la compagnie que le Ministre estime indiquée dans les circons- 20 tances.

Idem (2) Lorsqu'il est d'avis qu'une personne, en contravention de l'article 48.1, selon le cas :

(a) a augmenté son capital-actions dans 25 une compagnie,

(b) a acquis et détient des actions d'une personne morale qui détient ou est associée à une personne qui détient des actions d'une compagnie, 30

le Ministre peut, s'il l'estime dans l'intérêt public :

c) soit ordonner à la compagnie de ne permettre à personne, à l'exception du fiduciaire mentionné au paragraphe (3), 35 d'exercer les droits de vote afférents à la part du capital-actions de la compagnie détenue par la personne ou la personne morale que le Ministre estime indiquée dans les circonstances; 40

d) soit ordonner à la personne de se 45 dessaisir de son capital-actions supplémentaire de la compagnie dans le délai que le Ministre peut préciser dans l'ordre;

e) soit ordonner à la personne morale ou à ses associés de se dessaisir, dans le délai que peut préciser le Ministre dans l'ordre, de la part de leur capital-actions

	the Minister may specify in the direction.	de la compagnie que le Ministre estime indiquée dans les circonstances.	
Vesting of voting rights	(3) Where the Minister has, pursuant to subsection (1) or (2), directed a company not to allow the exercise of voting rights pertaining to the shareholdings of a person, body corporate or any associate of the person or body corporate in the company, the Minister may, by order, vest those voting rights in a trustee for the company.	(3) Lorsqu'il a, conformément au paragraphe (1) ou (2), ordonné à une compagnie de ne pas permettre l'exercice des droits de vote afférents au capital-actions d'une compagnie détenu par une personne, une personne morale, ou un associé de l'une ou l'autre de celles-ci, le Ministre peut, par ordre, attribuer ces droits de vote à un fiduciaire de la compagnie.	Dévolution des droits de vote
Effect of vesting of voting rights	(4) Where voting rights are vested in a trustee pursuant to an order under subsection (3), (a) the trustee shall act in the best interests of and at the expense of the company concerned and may, notwithstanding any other Act or law, do all such things and execute all such documents as are necessary to give effect to the order; and (b) no action lies against the trustee for anything done in good faith in carrying out the duties as such trustee.	(4) Lorsque les droits de vote sont attribués à un fiduciaire conformément à l'ordre prévu au paragraphe (3) : a) le fiduciaire doit agir dans le meilleur intérêt et aux frais de la compagnie concernée et peut, par dérogation à toute autre loi ou règle de droit, prendre toute mesure et remplir tous les documents nécessaires à l'exécution de l'ordre; b) il n'existe aucun recours contre le fiduciaire pour un acte accompli de bonne foi dans le cadre de ses fonctions.	Effet de la dévolution des droits de vote
Right to make representations	(5) No direction or order shall be issued to a company or person under this section unless the Minister has provided each person to whom the direction relates and the company concerned with a reasonable opportunity to make representations in respect of the matter.	(5) Aucun ordre n'est donné à une compagnie ou à une personne en vertu du présent article, à moins que le Ministre n'ait donné à chaque personne visée par l'ordre et à la compagnie concernée la possibilité de présenter des observations sur la question.	Droit de présenter des observations
Appeal	48.2 (1) Any person in respect of whom a direction has been issued under section 48.19 may, within thirty days after the date of the direction, appeal the matter to a superior court and the court may, on the appeal, make any order it thinks fit.	48.2 (1) Toute personne visée par un ordre donné en vertu de l'article 48.19 peut, dans les trente jours suivant la date de l'ordre, porter l'affaire en appel devant une cour supérieure; celle-ci peut, dans le cadre de l'appel, rendre toute ordonnance qu'elle estime indiquée.	Appel
No stay on appeal	(2) A direction under paragraph 48.19(1)(c) or (2)(c) shall not be stayed by an appeal under subsection (1).	(2) L'exécution de l'ordre donné en vertu des alinéas 48.19(1)c) ou (2)c) n'est pas interrompue par l'appel prévu au paragraphe (1).	Non-interruption
Idem	(3) An appeal from a decision of a superior court under subsection (1) lies in the same manner as, and to the same court to which, an appeal may be taken from any other order of the superior court.	(3) La décision de la cour supérieure visée au paragraphe (1) peut être portée en appel devant la cour devant laquelle toute autre ordonnance de la cour supérieure peut être portée en appel, et de la même façon.	Idem

Application for
court order

(4) Where any person fails to comply with a direction under section 48.19, an application on behalf of the Minister may be made to a superior court for an order to enforce the direction and the court may, on such application, make such order or orders as, in its opinion, the circumstances require to give effect to the terms of the direction including, without limiting the generality of the foregoing, requiring the company concerned to sell the shares of the person in respect of whom the direction was issued.

Company
powers, etc.

(5) Where shares are ordered to be sold by a company under subsection (4),
(a) the company has the power to, and shall in accordance with the order, sell the shares as if it were the owner thereof; and
(b) subsections 43.1(3) and (4) and section 43.2 of the *Canada Business Corporations Act* apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of the sale of the shares.

Appeal

(6) An appeal from an order of a superior court under subsection (4) lies in the same manner as, and to the same court to which, an appeal may be taken from any other order of the superior court.

Declaration
required in
certain cases

48.21 The Superintendent may, from time to time, in writing, direct a company to obtain from any person in whose name a share of the company is held a declaration containing information

- (a) concerning the ownership or beneficial ownership of the share,
- (b) whether the share is held by a person who is associated with any other person and the name of that other person, where applicable,
- (c) concerning the ownership or beneficial ownership of the shares of a body corporate or of any associate of the body corporate that is a shareholder of the company, and

(4) Lorsqu'une personne omet de se conformer à un ordre donné en vertu de l'article 48.19, une demande peut être présentée au nom du Ministre à une cour supérieure pour en obtenir l'exécution; la cour peut, sur présentation d'une telle demande, rendre toute ordonnance qu'elle estime indiquée dans les circonstances pour donner effet aux modalités de l'ordre et, notamment, obliger la compagnie concernée à vendre les actions de la personne visée par l'ordre.

Demande
d'ordonnance
judiciaire

(5) Lorsqu'il est ordonné que des actions soient vendues par la compagnie en vertu du paragraphe (4) :

Pouvoirs de la
compagnie

- a) celle-ci a le pouvoir et doit, conformément à l'ordonnance, vendre les actions comme si elle en était le propriétaire;
- b) les paragraphes 43.1(3) et (4) et l'article 43.2 de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes* s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à la vente des actions.

(6) L'ordonnance de la cour supérieure visée au paragraphe (4) peut être portée en appel devant la cour devant laquelle peut être portée en appel toute autre ordonnance de la cour supérieure, et de la même façon.

Appel

48.21 Le surintendant peut, par écrit, ordonner à une compagnie d'obtenir de toute personne au nom de qui est détenue une action de la compagnie une déclaration contenant des renseignements :

Déclaration
obligatoire en
certains cas

- a) concernant le propriétaire ou le propriétaire réel de l'action;
- b) indiquant si l'action est détenue par une personne qui est associée à une autre et le nom de cette dernière, le cas échéant;
- c) concernant le propriétaire ou le propriétaire réel des actions d'une personne morale, ou d'un associé de celle-ci, qui est actionnaire de la compagnie;
- d) concernant toutes autres questions afférentes précisées par le surintendant.

(d) concerning such other related matters as are specified by the Superintendent,

and as soon as possible after the receipt of the direction from the Superintendent, the company shall comply therewith and every person who is requested by the company to provide a declaration containing information referred to in this section shall forthwith comply with the request.

Interpretation

48.22 For the purposes of sections 48.1 to 48.21 and this section,

(a) a share acquired or held for the benefit of a person by a trustee, legal representative, agent or other intermediary shall be deemed to be acquired or held by the person, but a share shall not be deemed to be acquired or held by a person if it is acquired or held by the person only by way of security;

(b) a person is associated with another person if

(i) both persons are partners in a partnership,

(ii) both persons are members of a voting trust where the trust relates to shares of a company,

(iii) one person holds more than ten per cent of the issued and outstanding number of shares of a class of shares or series thereof of the other person, where that other person is a corporation,

(iv) more than ten per cent of the issued and outstanding number of shares of a class of shares or series thereof of each person, where such person is a corporation, is held by another person; and

(c) where two persons are associated with another person at the same time, those two persons are associated with each other."

Aussitôt que possible après avoir reçu l'ordre du surintendant, la compagnie doit s'y conformer et toute personne à qui la compagnie demande de produire la déclaration contenant les renseignements visés au présent article doit immédiatement se conformer à la demande.

48.22 Pour l'application des articles 48.1 à 48.21 et du présent article :

Interprétation

a) une action est réputée avoir été acquise ou être détenue par une personne si elle a été acquise ou est détenue pour son bénéfice par un fiduciaire, un représentant juridique, un mandataire ou un autre intermédiaire; l'action n'est pas réputée avoir été acquise ou être détenue par une personne si elle a été acquise ou est détenue par cette dernière à titre de sûreté uniquement;

b) une personne est associée à une autre personne dans les cas où :

(i) les deux personnes sont associées dans une société,

(ii) les deux personnes sont membres d'un organisme de fiducie ayant droit de vote, si cet organisme se rapporte à des actions d'une compagnie,

(iii) cette personne détient plus de dix pour cent des actions émises et en circulation appartenant à une catégorie d'actions ou à une série d'actions de l'autre personne, si cette dernière est une corporation,

(iv) une tierce personne détient plus de dix pour cent des actions émises et en circulation appartenant à une catégorie d'actions ou à une série d'actions de chacune de ces personnes, si ces dernières sont des corporations;

c) dans les cas où deux personnes sont simultanément associées à une autre personne, ces deux personnes sont associées l'une à l'autre."

c. 24 (1st
Suppl.), s. 25

45. Subsection 60.2(1) of the said Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (d) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (e)

45. Le paragraphe 60.2(1) de la même loi est modifié par suppression de «ou» à la fin de l'alinéa d) et par adjonction de ce qui suit :

ch. 24 (1^{er}
suppl.), art. 25

Clauses 45 and 46: New.

Articles 45 et 46. — Nouveaux.

thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (e) thereof, the following paragraph:

“(f) with the prior approval of the Minister, any corporation incorporated in Canada to deal in securities,”

«f) avec l’approbation préalable du ministre, de toute personne morale constituée au Canada pour faire le commerce des valeurs mobilières,»

46. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 71.2 thereof, the following heading and sections:

46. La même loi est modifiée par insertion, après l’article 71.2, de ce qui suit :

“Directions of Compliance

«Ordres

Superintendent
may act

71.3 (1) Where, in the opinion of the Superintendent, a company or a person in respect of a company is committing or pursuing or is about to commit or pursue any act or course of conduct that is an unsafe or unsound practice in conducting the business of the company, the Superintendent may direct the company or person to do either or both of the following:

71.3 (1) S’il est d’avis qu’une compagnie, ou qu’une personne à l’égard d’une compagnie, commet un acte ou se livre à une conduite, ou est sur le point de commettre un acte ou de se livrer à une conduite, contraires aux saines pratiques du commerce, dans le cadre de la gestion des affaires de la compagnie, le surintendant peut ordonner à la compagnie ou à la personne de prendre les mesures suivantes ou l’une d’elles :

Pouvoir du
surintendant

(a) cease or refrain from doing the act or pursuing the course of conduct; and

a) mettre un terme à l’acte ou à la conduite ou s’en abstenir;

(b) perform such acts as in the opinion of the Superintendent are necessary to remedy the situation.

b) prendre les mesures de redressement qui, de l’avis du surintendant, s’imposent.

Opportunity for
representations

(2) Subject to subsection (3), no direction shall be issued to a company or person under subsection (1) unless the company or person is provided with a reasonable opportunity to make representations in respect of the matter.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), aucun ordre n’est donné à une compagnie ou à une personne en vertu du paragraphe (1) sans qu’il lui ait été donné la possibilité de présenter des observations.

Observations

Temporary
direction

(3) Where, in the opinion of the Superintendent, the length of time required for representations to be made under subsection (2) could be prejudicial to the public interest, the Superintendent may make a temporary direction having effect for a period of not more than fifteen days.

(3) Lorsque, à son avis, le délai requis pour la présentation des observations visées au paragraphe (2) pourrait être préjudiciable à l’intérêt public, le surintendant peut donner un ordre temporaire d’une période de validité d’au plus quinze jours.

Ordre
temporaire

Temporary
direction may
continue in
effect

(4) Unless it is sooner revoked or set aside pursuant to section 71.4, a temporary direction shall continue in effect at the expiration of the fifteen day period referred to in subsection (3) if no representations are made to the Superintendent

(4) À moins qu’il n’ait préalablement été révoqué en vertu de l’article 71.4, l’ordre temporaire reste en vigueur à l’expiration des quinze jours visés au paragraphe (3) si aucune observation n’a été présentée au surintendant dans ce délai ou, lorsqu’il

Maintien en
vigueur de
l’ordre
temporaire

within that period or, such representations having been made, the Superintendent notifies the company or person that the Superintendent is not satisfied that there are sufficient grounds for revoking the direction. 5

Appeal to
Minister

71.4 (1) Any company or person in respect of which or whom a direction has been issued under section 71.3 may, by a notice in writing served on the Minister 10 and the Superintendent within

(a) fifteen days after the date of the direction, or

(b) in the case of a temporary direction that is continued pursuant to subsection 15 71.3(4), thirty days after the date of the direction,

appeal the matter to the Minister and, on any such appeal, the Minister may allow the appeal, dismiss the appeal or make 20 such other order as the Minister deems appropriate in the circumstances.

No stay on
appeal

(2) A direction under section 71.3 shall not be stayed by an appeal under subsection (1). 25

Court
enforcement

71.5 (1) If a company or a person

(a) is contravening or has failed to comply with a direction of the Superintendent issued to the company or person pursuant to section 71.3, 30

(b) is contravening this Act, or

(c) has omitted to do any matter, act or thing under this Act required to be done by or on the part of the company or person, 35

the Superintendent may, in addition to any other action that may be taken under this Act, apply to a superior court for an order requiring the company or person to comply with the direction, cease the contravention 40 or do the matter, act or thing, as the case may require, and on such application the superior court may so order and make any other order it thinks fit.

Appeal

(2) An appeal from a decision of a 45 superior court under subsection (1) lies in

y a eu observations, si le surintendant avise la compagnie ou la personne qu'il n'est pas convaincu qu'il y a des motifs suffisants pour révoquer l'ordre.

71.4 (1) La compagnie ou la personne à l'égard de qui a été donné un ordre en vertu de l'article 71.3 peut, par avis signifié au Ministre et au surintendant : 5 Appel au Ministre

a) soit dans les quinze jours suivant la date de l'ordre, 10

b) soit, dans le cas d'un ordre temporaire maintenu en vigueur en vertu du paragraphe 71.3(4), dans les trente jours suivant la date de l'ordre,

porter la question en appel devant le 15 Ministre; celui-ci peut accueillir ou rejeter l'appel ou donner tout autre ordre qu'il estime indiqué dans les circonstances.

(2) L'exécution de l'ordre donné en vertu de l'article 71.3 n'est pas interrompue par l'appel prévu au paragraphe (1). 20 Non-interruption

71.5 (1) Si une compagnie ou une personne : Exécution judiciaire

a) soit omet de se conformer à un ordre qui lui a été donné en vertu de l'article 25 71.3,

b) soit contrevient à la présente loi,

c) soit a omis de faire une chose ou d'accomplir un acte qu'elle est tenue de faire ou d'accomplir en vertu de la présente loi, 30

le surintendant peut, en plus de toute autre mesure qu'il est autorisé à prendre en vertu de la présente loi, demander à une cour supérieure une ordonnance enjoignant à la compagnie ou à la personne de se conformer à l'ordre, de mettre fin à la contravention ou de faire la chose ou d'accomplir l'acte, selon le cas; la cour peut, dans le cadre de la demande, rendre une 40 telle ordonnance ou toute autre qu'elle estime indiquée.

(2) La décision de la cour supérieure visée au paragraphe (1) peut être portée en Appel

the same manner as, and to the same court to which, an appeal may be taken from any other order of the superior court."

appel devant la cour devant laquelle peut être portée en appel toute autre ordonnance de la cour supérieure, et de la même façon.»

c. 24 (1st Supp.), s. 32; 1974-75-76, c. 7, s. 7

47. (1) Subsection 73.1(1) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (a) thereof, the following paragraph:

"(a.1) the company or a person who is a shareholder, director, officer, employee or agent of the company has failed to comply with a direction issued to the company or to the person under section 71.3;"

47. (1) Le paragraphe 73.1(1) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa a), de ce qui suit :

«a.1) la compagnie ou la personne qui est un actionnaire, un administrateur, un dirigeant, un employé ou un mandataire de la compagnie a omis de se conformer à un ordre donné à la compagnie en vertu de l'article 71.3;»

5 ch. 24 (1^{er} suppl.), art. 32; 1974-75-76, ch. 7, art. 7

c. 24 (1st Supp.), s. 32

(2) Subsections 73.1(2) and (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(2) Les paragraphes 73.1(2) et (3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

ch. 24 (1^{er} suppl.), art. 32

Remedial powers of Minister

"(2) Where the Minister, after full consideration of the matter and after a reasonable opportunity has been provided to the company or person, as the case may be, to make representations, believes that the situation described in any paragraph of subsection (1) exists, the Minister may do any or all of the following:

«(2) Lorsque le Ministre, après avoir bien étudié la question, et après qu'il a été donné à la compagnie ou à la personne, selon le cas, la possibilité de présenter des observations, estime que la situation décrite à l'un ou l'autre des alinéas du paragraphe (1) existe, celui-ci peut prendre les mesures suivantes ou l'une d'elles :

Pouvoir du Ministre pour remédier à la situation

(a) make the company's licence subject to such limitations or conditions as the Minister considers appropriate;

a) assortir le permis de la compagnie des restrictions ou conditions que le ministre estime indiquées;

(b) prescribe a time within which the company or person, as the case may be, shall correct the violation or non-compliance described in paragraph (1)(a) or (a.1) or make good the deficiency or inadequacy of assets described in paragraph (1)(b) or (c); and

b) prescrire un délai durant lequel la compagnie ou la personne, selon le cas, doit corriger l'irrégularité visée aux alinéas (1)a) ou a.1) ou remédier au manque ou à l'insuffisance d'actif visé aux alinéas (1)b) ou c);

(c) direct the Superintendent to take control of the assets of the company.

c) ordonner au surintendant de prendre le contrôle de l'actif de la compagnie.

Subsequent action

(3) On the failure of a company or person to correct a violation or non-compliance described in paragraph (1)(a) or (a.1) or of a company to make good any deficiency or inadequacy of assets described in paragraph (1)(b) or (c) within the time that may have been prescribed pursuant to paragraph (2)(b), or any extension subsequently given by the Minister, the Minister shall direct the Superintendent to take control of the assets of the company."

(3) Si la compagnie ou la personne ne corrige pas l'irrégularité visée aux alinéas (1)a) ou a.1) ou si la compagnie ne remédie pas à tout manque ou à toute insuffisance d'actif visés aux alinéas (1)b) ou c), dans le délai qui peut lui avoir été prescrit en conformité avec l'alinéa (2)b), ou dans tout délai supplémentaire accordé subsequmment par le Ministre, ce dernier doit ordonner au surintendant de prendre le contrôle de l'actif de la compagnie.»

Mesure subséquente

Clause 47: (1) New. The introductory words of subsection 73.1(1) read as follows:

“73.1 (1) The Superintendent shall report to the Minister in any case where the Superintendent is of the opinion that”

(2) Subsections 73.1(2) and (3) at present read as follows:

“(2) Where the Minister, after full consideration of the matter and after a reasonable *time* has been *given* to the company to *be heard*, believes that the situation described in any paragraph of subsection (1) exists, the Minister may *take one or more* of the following *actions*:

(a) *he may* make the company’s licence subject to such limitations or conditions as he considers appropriate;

(b) *he may* prescribe a time within which the company shall correct the violation described in paragraph (1)(a) or make good the deficiency or inadequacy of assets described in paragraph (1)(b) or (c); and

(c) *he may* direct the Superintendent to take control of the assets of the company.

(3) *Upon* the company’s failure to correct a violation described in paragraph (1)(a) or make good any deficiency or inadequacy of assets described in paragraph (1)(b) or (c) within the time that may have been prescribed pursuant to paragraph (2)(b), or any extension thereof subsequently given by the Minister, the Minister shall direct the Superintendent to take control of the assets of the company.”

Article 47, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 73.1(1) :

«73.1 (1) Le surintendant doit faire rapport au Ministre chaque fois qu’il est d’avis»

(2). — Texte actuel des paragraphes 73.1(2) et (3) :

«(2) Lorsque le Ministre, après avoir bien étudié la question, et après qu’il a été donné à la compagnie un délai raisonnable pour se faire entendre, estime que la situation décrite à l’un ou l’autre des alinéas du paragraphe (1) existe, il peut prendre l’une des mesures suivantes :

a) il peut assortir le permis de la compagnie des restrictions ou conditions qu’il considère appropriées;

b) il peut prescrire un délai durant lequel la compagnie doit, selon le cas, corriger l’irrégularité visée à l’alinéa (1)a) ou remédier au manque ou à l’insuffisance d’actif visés à l’alinéa (1)b) ou c); et

c) il peut ordonner au surintendant de prendre le contrôle de l’actif de la compagnie.

(3) Si la compagnie ne corrige pas l’irrégularité visée à l’alinéa (1)a) ou ne remédie pas à tout manque ou à toute insuffisance d’actif visés à l’alinéa (1)b) ou c), dans le délai qui peut lui avoir été prescrit en conformité de l’alinéa (2)b), ou dans tout délai supplémentaire accordé subséquemment par le Ministre, ce dernier doit ordonner au surintendant de prendre le contrôle de l’actif de la compagnie.»

c. 10 (2nd
Supp.), s. 65

48. Subsections 74(5) and (6) of the said Act are repealed.

49. Section 75 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Appraisal of
overvalued real
estate

“75. (1) Where at any time it appears 5
to the Superintendent, or if the Superin-
tendent has any reason to believe, that the
value placed by the company on any parcel
of real estate owned by it or by any corpo-
ration in which the company has invested 10
pursuant to subsection 60.2(1) is too great,
the Superintendent may either require the
company to procure an appraisal of the
parcel or may himself procure the apprais-
al and the Superintendent may, for the 15
purposes of this Act and the *Winding-up
Act* and having regard to the appraised
value of the parcel, substitute such value
for the parcel owned by the company as
the Superintendent deems appropriate or 20
write down the investment of the company
in the corporation by such amount as the
Superintendent deems appropriate.

Appraisal of
real estate held
as security

(2) Where at any time it appears to the
Superintendent, or if the Superintendent 25
has any reason to believe, that the amount
secured by any mortgage or hypothec on
any parcel of real estate granted to the
company or to any corporation in which
the company has invested pursuant to sub- 30
section 60.2(1), together with the interest
due and accrued thereon, is greater than
the value of the parcel, or that the parcel is
not sufficient security for the loan and
interest, the Superintendent may either 35
require the company to procure an
appraisal of the parcel or may himself
procure the appraisal and, where from the
appraised value it appears that the parcel
is not sufficient security for the loan and 40
interest, the Superintendent may, for the
purposes of this Act and the *Winding-up
Act* and having regard to the appraised
value of the parcel, write down the loan
and interest by such amount as the Super- 45
intendent deems appropriate or write down
the investment of the company in the cor-
poration by such amount as the Superin-
tendent deems appropriate.

48. Les paragraphes 74(5) et (6) de la même loi sont abrogés.

49. L'article 75 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

ch. 10 (2^e
suppl.), art. 65

«75. (1) S'il est d'avis ou s'il a des rai- 5
sons de penser que la valeur attribuée par
la compagnie à toute étendue de bien-
fonds qu'elle-même ou qu'une société dans
laquelle elle a investi en vertu du paragra-
phe 60.2(1) possède est trop élevée, le 10
surintendant peut, soit exiger que la com-
pagnie fasse procéder à l'évaluation de
cette étendue de bien-fonds, soit faire proc-
éder à l'évaluation lui-même; le surinten-
dant peut, pour l'application de la présente 15
loi et de la *Loi sur les liquidations*, compte
tenu du montant de l'évaluation, soit attri-
buer à l'étendue de bien-fonds que possède
la compagnie la valeur qu'il estime indi-
quée, soit réduire l'investissement de la 20
compagnie dans la société du montant
qu'il estime indiqué.

5 Évaluation d'un
bien-fonds
surévalué

(2) S'il est d'avis ou s'il a des raisons de
penser que le montant garanti par la com-
pagnie ou par une société dans laquelle 25
celle-ci a investi en vertu du paragraphe
60.2(1), par *mortgage* ou hypothèque sur
une étendue de bien-fonds, ainsi que l'inté-
rêt dû et couru sur ce montant, excède la
valeur de cette étendue de bien-fonds, ou 30
que celle-ci n'est pas une garantie suffi-
sante pour un tel prêt et intérêt, le surin-
tendant peut soit exiger que la compagnie
fasse procéder à l'évaluation de cette éten-
due de bien-fonds, soit faire procéder à 35
l'évaluation lui-même; si, d'après le mon-
tant de l'évaluation, il appert que l'étendue
de bien-fonds n'est pas une garantie suffi-
sante du prêt et de l'intérêt, le surinten-
dant peut, pour l'application de la présente 40
loi et de la *Loi sur les liquidations*, compte
tenu du montant de l'évaluation, réduire le
prêt et les intérêts ou l'investissement de la
compagnie dans la société du montant
qu'il estime indiqué. 45

Évaluation des
bien-fonds
détenus comme
garantie

Clause 48: Subsections 74(5) and (6) read as follows:

“(5) An appeal lies in a summary manner from the ruling of the Superintendent as to the admissibility of any asset not allowed by him, or as to any correction or alteration made in any statement, or as to any other matter arising in the carrying out of this Act, to the Exchequer Court of Canada, and that Court has power to make all necessary rules for the conduct of appeals under this section.

(6) For the purposes of such appeal the Superintendent shall at the request of the company interested give a certificate in writing setting forth the ruling appealed from and the reasons therefor, which ruling is, however, binding upon the company unless the company within fifteen days after notice of such ruling serves upon the Superintendent notice of its intention to appeal therefrom, setting forth the grounds of appeal, and within fifteen days thereafter files its appeal with the registrar of the Court and with due diligence prosecutes the appeal, in which case action on the ruling shall be suspended until the Court has rendered judgment thereon.”

Clause 49: Section 75 at present reads as follows:

“75. (1) Where upon an examination of the assets of any company it appears to the Superintendent, or if he has any reason to suppose, that the value placed by the company upon the real estate owned by it or any parcel thereof is too great, he may either require such company to procure an appraisal of such real estate by one or more competent valuers, or may himself procure such appraisal at the company's expense, and the appraised value, if it varies materially from the return made by the company, may be substituted in the annual report prepared for the Minister by the Superintendent.

(2) Where, upon such examination, it appears to the Superintendent, or where he has any reason to suppose that the amount secured by mortgage or hypothec upon any parcel of real estate, together with the interest due and accrued thereon, is greater than the value of such parcel, or that the parcel is not sufficient security for the loan and interest, he may in like manner require the company to procure an appraisal thereof, or may himself at the company's expense procure such appraisal, and where from the appraised value it appears that such parcel of real estate is not adequate security for the loan and interest, he may write off the loan and interest a sum sufficient to reduce the same to such an amount as may fairly be realizable from such security, in no case to exceed such appraised value, and may insert such reduced amount in his annual report.”

Article 48. — Texte des paragraphes 74(5) et (6) :

«(5) Il y a appel par procédure sommaire de la décision du surintendant quant à l'admissibilité d'un actif qu'il n'a pas admis, ou quant à tout article ou montant ainsi ajouté au passif, ou quant à toute correction ou modification faite dans un relevé, ou quant à toute autre matière résultant de la mise à exécution de la présente loi, à la Cour fédérale du Canada, lequel tribunal est autorisé à faire tous les règlements nécessaires pour la conduite des appels en vertu du présent article.

(6) Pour les fins de cet appel, le surintendant doit, à la demande de la compagnie intéressée, émettre un certificat par écrit énonçant la décision dont il est interjeté appel et les motifs en l'espèce; toutefois, cette décision lie la compagnie, à moins que, dans les quinze jours qui suivent l'avis de cette décision, la compagnie ne fasse tenir au surintendant un avis qu'elle a l'intention d'en interjeter appel, ledit avis établissant les motifs de l'appel, et que dans les quinze jours suivants elle ne dépose son appel chez le greffe de la Cour fédérale et ne poursuive cet appel avec la diligence voulue, auquel cas l'exécution de cette décision doit être différée jusqu'à ce que la cour ait rendu son jugement.»

Article 49. — Texte actuel de l'article 75 :

«75. (1) Si après examen de l'actif d'une compagnie il apparaît au surintendant, ou s'il a quelque raison de supposer, que la valeur fixée par la compagnie sur les immeubles qu'elle possède ou sur une partie de ces immeubles est surestimée, il peut exiger que cette compagnie fasse faire une estimation de ces immeubles par un ou plusieurs estimateurs compétents, ou il peut lui-même faire faire cette estimation aux frais de la compagnie, et si la valeur prisee diffère sensiblement du rapport soumis par la compagnie, elle peut être substituée dans le rapport annuel préparé pour le Ministre par le surintendant.

(2) Si, lors de cet examen, il apparaît au surintendant, ou s'il a quelque motif de supposer, que le montant garanti par *mortgage* ou hypothèque sur quelque partie d'immeubles, ainsi que l'intérêt dû et couru sur ce montant, excède la valeur de cette partie, ou que cette partie n'est pas une garantie suffisante pour un tel prêt et intérêt, il peut de la même manière exiger que la compagnie en fasse faire une estimation, ou il peut lui-même faire faire cette estimation aux frais de la compagnie, et si, d'après la valeur prisee, il apparaît que cette partie d'immeubles n'est pas une garantie suffisante du prêt et de l'intérêt, il peut déduire de ces prêt et intérêt une somme suffisante pour les réduire à un montant qui peut raisonnablement se réaliser sur cette garantie, et qui ne doit en aucun cas excéder cette valeur prisee, et il peut insérer ce montant réduit dans son rapport annuel.»

Notice to auditor	(3) The Superintendent shall, in writing, notify the company, the auditor of the company and the audit committee of the company of any substitution or write down by the Superintendent under this section relating to real estate.	5	(3) Le surintendant doit aviser par écrit la compagnie, son vérificateur et son comité de vérification de toute attribution de valeur ou réduction de montant effectuée par lui en vertu du présent article relativement à un bien-fonds.	5	Avis au vérificateur
Regulations and costs re appraisals	(4) An appraisal for the purposes of subsection (1) or (2) (a) shall be in accordance with such regulations as the Governor in Council may make for the purpose; and (b) shall, unless otherwise specified by the Superintendent, be at the expense of the company.	10	(4) L'évaluation prévue aux paragraphes (1) et (2) doit : a) être faite conformément aux règlements que peut prendre le gouverneur en conseil à cette fin; b) être faite, sauf indication contraire du surintendant, aux frais de la compagnie.		Règlements et frais relatifs aux évaluations
Appeal	75.1 (1) Notwithstanding section 30 of the <i>Federal Court Act</i> , an appeal lies to the Federal Court—Trial Division (a) from any ruling of the Superintendent under section 74 as to the admissibility of any asset not allowed by the Superintendent or amount added to liabilities, or as to any correction or alteration made in any statement; (b) from any substitution or write down by the Superintendent under section 75 relating to real estate; or (c) subject to subsection (2), concerning any other matter arising under this Act where all other appeal rights, if any, provided under this Act have been exhausted.	15 20 25 30	75.1 (1) Indépendamment de l'article 30 de la <i>Loi sur la Cour fédérale</i> , il peut en être appelé à la Division de première instance de la Cour fédérale, par procédure sommaire : a) de toute décision du surintendant rendue en vertu de l'article 74 relativement à l'admissibilité d'éléments d'actif non reconnue par lui ou à tout montant ajouté au passif ou à toute correction ou modification apportée dans une déclaration; b) de toute attribution de valeur ou réduction faite par le surintendant en vertu de l'article 75 relativement à un bien-fonds; c) sous réserve du paragraphe (2), de toute autre question relative à l'application de la présente loi lorsque tous les autres droits d'appel prévus à la présente loi ont été épuisés.	15 30 35	Appel
Exception	(2) No appeal lies under subsection (1) in respect of (a) a decision of the Minister to approve or not approve a share transaction for which an approval is required under section 48.1; or (b) a matter in respect of which an appeal is provided under section 48.2 or subsection 69(6) or 71.5(2).	35 40	(2) Il ne peut en être appelé en vertu du paragraphe (1) : a) d'une décision du Ministre d'approuver ou non une opération sur des actions qui doit être approuvée en vertu de l'article 48.1; b) d'une question pour laquelle un appel est prévu en vertu de l'article 48.2 ou des paragraphes 69(6) ou 71.5(2).	40	Exemption
Certificate of ruling appealed from	(3) For the purposes of an appeal under subsection (1), the Superintendent or Minister, as the case may require, shall at the request of the company or person interest-		(3) Aux fins de l'appel prévu au paragraphe (1), le surintendant ou le Ministre, selon le cas, doit, à la demande de la compagnie ou de la personne concernée,	45	Certificat de la décision en appel

ed give a certificate in writing setting out the ruling appealed from and the reasons therefor, which ruling is binding on the company or person unless the company or person, within fifteen days after notice of the ruling, serves on the Superintendent or Minister a notice of intention to appeal therefrom, setting out the grounds of appeal and within fifteen days thereafter files the appeal with the registrar of the Court and with due diligence prosecutes the appeal, in which case action on the ruling shall, except in the case of a ruling concerning a matter referred to in section 71.3, be suspended until the Court has rendered judgment thereon.”

remettre un certificat énonçant la décision en appel et les motifs de celle-ci; la décision lie la compagnie et la personne sauf si, dans les quinze jours suivant l'avis de cette décision, elle signifie au surintendant ou au Ministre un avis de son intention d'en appeler donnant les motifs de l'appel, elle dépose son appel au bureau du registraire dans les quinze jours suivants et elle donne suite à l'appel avec la diligence nécessaire, auquel cas toute mesure consécutive à la décision, sauf s'il s'agit d'une décision relative à une question visée à l'article 71.3, est suspendue jusqu'à ce que la cour se soit prononcée sur l'appel.»

R.S., c. T-16; c. 47 (1st Supp.); 1972, c. 17; 1974-75-76, c. 33; 1976-77, c. 28; 1978-79, cc. 9, 11; 1980-81-82-83, cc. 40, 47; 1985, c. 16; 1986, c. 35

TRUST COMPANIES ACT

LOI SUR LES COMPAGNIES FIDUCIAIRES

S.R., ch. T-16; ch. 47 (1^{er} suppl.); 1972, ch. 17; 1974-75-76, ch. 33; 1976-77, ch. 28; 1978-79, ch. 9, 11; 1980-81-82-83, ch. 40, 47; 1985, ch. 16; 1986, ch. 35

50. (1) Section 2 of the *Trust Companies Act* is renumbered as subsection 2(1).

50. (1) L'article 2 de la *Loi sur les compagnies fiduciaires* devient le paragraphe 2(1).

(2) Subsection 2(1) of the said Act is amended by adding thereto, in alphabetical order within the subsection, the following definition:

(2) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

“superior court”
«cour supérieure»

““superior court” means
(a) in the Provinces of Ontario, Nova Scotia, Prince Edward Island and Newfoundland, the trial division or branch of the Supreme Court of the Province,
(b) in the Province of British Columbia, the Supreme Court of the Province,
(c) in the Provinces of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan and Alberta, the Court of Queen's Bench for the Province,
(d) in the Province of Quebec, the Superior Court of the Province, and

«cour supérieure»

a) La Division de première instance de la Cour suprême de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve;
b) la Cour suprême de la Colombie-Britannique;
c) la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta;
d) la Cour supérieure du Québec;
e) la Cour suprême du Yukon et des territoires du Nord-Ouest.»

«cour supérieure»
“superior court”

*Trust Companies Act**Clause 50: (2) and (3) New.**Loi sur les compagnies fiduciaires**Articles 50, (2) et (3). — Nouveaux.*

(e) in the Yukon Territory and the Northwest Territories, the Supreme Court thereof;"

(3) Section 2 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

"(2) An instrument issued or made under this Act and directed to a single company or person shall be deemed not to be a statutory instrument for the purposes 10 of the *Statutory Instruments Act*."

Certain instruments not statutory instruments

c. 24 (1st Supp.), s. 17

51. Section 41.1 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"41.1 (1) Where the total number of 15 shares of a class of shares of a company held by a person and by other persons associated with the person exceeds ten per cent of the total number of the issued and outstanding shares of that class of shares 20 of the company, the person shall not, without the approval in writing of the Minister,

(a) increase the percentage of his share-holdings of that class of shares in the company; or 25

(b) acquire and hold shares of any body corporate that holds or is associated with anyone who holds shares of the company of the same class as that held by the person and his associates if, after 30 the acquisition, the person and his associates would hold more than ten per cent of the total number of issued and outstanding shares of any class of shares of the body corporate. 35

Approval required re certain share transactions

Idem

(2) Where the total number of shares of a class of shares of a company held by a person and by other persons associated with the person is ten per cent or less of the total number of the issued and out- 40 standing shares of that class of shares of the company, the person shall not, without the approval in writing of the Minister,

(a) acquire and hold shares of that class of shares of the company if the acquisi- 45

(3) L'article 2 de la même loi est modifié 5 par adjonction de ce qui suit :

«(2) L'acte pris sous le régime de la présente loi et destiné à une seule compagnie ou personne n'est pas considéré comme un texte réglementaire pour l'application de la *Loi sur les textes réglementaires*.»

Caractère non réglementaire de certains actes 5

51. L'article 41.1 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

ch. 24 (1^{er} suppl.), art. 17 10

«41.1 (1) Lorsque le nombre total des actions d'une catégorie d'actions d'une compagnie détenues par une personne et par d'autres personnes qui lui sont associées excède dix pour cent du nombre total 15 des actions émises et en circulation de cette catégorie d'actions de la compagnie, cette personne ne peut, sans l'approbation écrite du Ministre :

Approbation obligatoire pour certaines opérations sur des actions

a) augmenter le pourcentage de son 20 capital-actions de cette catégorie d'actions;

b) acquérir et détenir des actions d'une personne morale qui détient ou est associée à une personne qui détient des 25 actions de la compagnie de la même catégorie que celles que détiennent la personne et ses associés si, après l'acquisition, cette personne et ses associés devenaient détenteurs de plus de dix 30 pour cent du nombre total des actions émises et en circulation appartenant à une catégorie d'actions quelconque de la personne morale.

(2) Lorsque le nombre total d'actions 35 d'une catégorie d'actions d'une compagnie détenues par une personne et par d'autres personnes qui lui sont associées est égal ou inférieur à dix pour cent du nombre total des actions émises et en circulation de 40 cette catégorie d'actions de la compagnie, cette personne ne peut, sans l'approbation écrite du Ministre :

Idem

Clause 51: Section 41.1 at present reads as follows:

“**41.1** Where a transfer is proposed of

(a) ten per cent or more of the total outstanding shares of a company, or

(b) any number of shares of a company being less than ten per cent of the total outstanding shares of the company, if the company has reason to believe that the transfer of those shares would result, directly or indirectly, in the acquisition of majority control of the voting stock of the company by any person,

the company shall deposit with the Superintendent notice of the proposed transfer of shares, including with the notice information concerning the beneficial ownership of the shares after the transfer is effected; and no such transfer shall be entered in the book or books maintained pursuant to section 35 before the expiration of thirty days after the notice has been deposited with the Superintendent.”

Article 51. — Texte actuel de l'article 41.1 :

«**41.1** Lorsqu'il y a une proposition de transfert

a) de dix pour cent ou plus de l'ensemble des actions en circulation d'une compagnie, ou

b) d'un nombre d'actions de la compagnie représentant moins de dix pour cent de l'ensemble des actions en circulation de la compagnie, si la compagnie a quelque raison de croire que le transfert de ces actions entraînerait, directement ou indirectement, l'acquisition par une personne du contrôle majoritaire des actions donnant droit de vote de la compagnie,

la compagnie doit fournir au surintendant un avis de la proposition de transfert, en y joignant les renseignements relatifs aux droits de propriété bénéficiaire des actions après que le transfert aura été effectué; et aucun transfert de cette nature ne doit être inscrit dans le ou les registres tenus en conformité de l'article 35, avant l'expiration des trente jours qui suivent la date où l'avis a été fourni au surintendant.»

tion would cause the total number of shares of that class held by the person and his associates to exceed ten per cent of the total number of the issued and outstanding shares of that class of the company; or 5

(b) acquire and hold shares of any body corporate that holds or is associated with anyone who holds shares of the company if, after the acquisition, 10

(i) the person and his associates would hold more than ten per cent of the total number of issued and outstanding shares of any class of shares of the body corporate, and 15

(ii) the aggregate shareholdings of that class of shares in the company of the person, the body corporate and the persons associated with them or either of them would exceed ten per cent of the total number of the issued and outstanding shares of that class of the company. 20

(3) Except with the approval in writing of the Minister, a company shall not record in the books kept pursuant to section 35 a transfer or issue of any share of the company to any person if

(a) when the total number of shares of that class of shares of the company held by the person and by other persons associated with the person exceeds ten per cent of the total number of the issued and outstanding shares of that class of shares of the company, the transfer or issue would increase the percentage of shares of that class held by the person and the associates of the person; or 30

(b) when the total number of shares of a class of shares held by the person and by other persons associated with the person is ten per cent or less of the total number of the issued and outstanding 40

a) acquérir et détenir des actions de cette catégorie d'actions de la compagnie si l'acquisition portait le nombre total des actions de cette catégorie d'actions détenues par la personne et par ses associés à plus de dix pour cent du nombre total des actions émises et en circulation de cette catégorie d'actions de la compagnie; 5

b) acquérir et détenir des actions d'une personne morale qui détient ou est associée à une personne qui détient des actions de la compagnie si, après l'acquisition : 10

(i) d'une part, cette personne et ses associés devenaient détenteurs de plus de dix pour cent du nombre total des actions émises et en circulation appartenant à une catégorie d'actions quelconque de la personne morale, 20

(ii) d'autre part, de porter le total du capital-actions de cette catégorie d'actions de la compagnie détenues par la personne, la personne morale et les personnes qui sont associées à l'une ou à l'autre, ou aux deux, à plus de dix pour cent du nombre total des actions émises et en circulation de cette catégorie d'actions. 25

(3) Sauf approbation écrite du Ministre, une compagnie ne peut inscrire dans les registres tenus en vertu de l'article 35 le transfert ou l'émission de ses actions à une personne si : 30

a) dans le cas où le nombre total des actions de cette catégorie d'actions de la compagnie détenues par la personne et par d'autres qui lui sont associées excède dix pour cent du nombre total des actions émises et en circulation de cette catégorie d'actions de la compagnie, le transfert ou l'émission augmenterait le pourcentage des actions de cette catégorie détenues par la personne et par ses associés; 40

b) dans le cas où le nombre total d'actions d'une catégorie d'actions détenues par la personne et par d'autres qui lui sont associées est égal ou inférieur à dix pour cent du nombre total des actions 45

Prohibition re
recording of
certain share
transactions

Interdiction
relative à
l'inscription de
certaines
opérations sur
des actions

shares of that class of shares of the company, the transfer or issue would cause the total number of shares of that class held by the person and the associates of the person to exceed ten per cent of the total number of the issued and outstanding shares of that class of the company.

(4) For the purposes of subsections (1) to (3), each series of shares of a class of shares of a company shall be deemed to be a separate class.

41.11 (1) An application for an approval of the Minister required under subsection 41.1(1) or (2) shall

- (a) contain such information as the Governor in Council may, by regulation, prescribe; and
- (b) be filed with the Superintendent.

(2) Where an application filed under subsection (1) contains all the required information or reasons for the inability to provide any part of the information, or where the application is completed pursuant to subsection (3), the Superintendent shall forthwith send a receipt to the applicant certifying the date on which

- (a) the complete application filed under subsection (1) was received by the Superintendent; or
- (b) the information required to complete the application was received by the Superintendent pursuant to subsection (3).

(3) Where an application filed under subsection (1) is incomplete, the Superintendent shall send a notice to the applicant specifying the information required to complete the application and requesting that such information be provided to the Superintendent in order to complete the application.

41.12 (1) When a receipt is sent to an applicant pursuant to subsection 41.11(2), the Superintendent shall refer the application to the Minister together with all ma-

émises et en circulation de cette catégorie d'actions de la compagnie, le transfert ou l'émission porterait le nombre total des actions de cette catégorie détenues par la personne et ses associés à plus de dix pour cent du nombre total des actions émises et en circulation de cette catégorie d'actions de la compagnie.

(4) Pour l'application des paragraphes (1) à (3), chaque série d'actions d'une compagnie de la même catégorie d'actions est réputée être une catégorie distincte.

41.11 (1) La demande d'approbation du Ministre visée aux paragraphes 41.1(1) ou (2) doit :

- a) contenir les renseignements que le gouverneur en conseil peut prévoir par règlement;
- b) être déposée au bureau du surintendant.

(2) Lorsque la demande déposée en vertu du paragraphe (1) contient tous les renseignements requis ou donne les motifs de l'impossibilité de fournir certains d'entre eux ou lorsque la demande est complétée conformément au paragraphe (3), le surintendant doit sans délai envoyer un accusé de réception à l'auteur de la demande confirmant la date à laquelle il a reçu :

- a) soit la demande dûment complétée conformément au paragraphe (1);
- b) soit les renseignements nécessaires pour compléter la demande conformément au paragraphe (3).

(3) Lorsque la demande déposée en vertu du paragraphe (1) est incomplète, le surintendant doit envoyer un avis à l'auteur de la demande précisant les renseignements nécessaires pour la compléter et requérant qu'ils lui soient fournis à cette fin.

41.12 (1) Lorsqu'un accusé de réception est envoyé à l'auteur de la demande conformément au paragraphe 41.11(2), le surintendant doit renvoyer celle-ci au

Deeming same class of shares

Application for approval

Receipt

Incomplete application

Reference to Minister

Présomption relative aux catégories d'actions

Demande d'approbation

Accusé de réception

Demande incomplète

Renvoi au Ministre

Matters to be
taken into
account by
Minister

terial in the possession of the Superintendent pertaining to the application.

(2) In determining whether or not to approve a share transaction that directly or indirectly affects a company in respect of which an application for an approval is made under section 41.11, the Minister shall consider all matters relevant to the application by the person in respect of the share transaction and, without limiting the generality of the foregoing, the Minister shall have particular regard to

(a) the nature and sufficiency of the financial resources of the person as a source of continuing financial support for the company;

(b) the soundness and feasibility of plans of the person for the future conduct and development of the business of the company;

(c) the business record and experience of the person;

(d) whether the company will be operated responsibly by persons who are fit as to character, competence and experience suitable to involvement in the operation of a financial institution; and

(e) the best interests of the financial system in Canada.

41.13 (1) Subject to sections 41.14 and 41.15, the Minister shall, within thirty days after the certified date referred to in subsection 41.11(2), send a notice to the applicant that the Minister approves the share transaction to which the application relates.

(2) Subject to sections 41.14 and 41.15, where the Minister does not send a notice under subsection (1) within the thirty day period referred to in that subsection, the Minister is deemed to approve the share transaction to which the application relates and shall send a notice to that effect to the applicant.

41.14 (1) Where the Minister is unable to complete the consideration of an application within the thirty day period referred to in subsection 41.13(1), the Minister shall, within that period, send a

Ministre, avec tous les documents y afférents en sa possession.

(2) Pour décider s'il approuve ou non l'opération sur des actions touchant directement ou indirectement une compagnie à l'égard de laquelle une demande d'approbation est présentée en vertu de l'article 41.11, le Ministre doit prendre en compte tous les facteurs se rapportant à la demande de la personne relativement à l'opération et, notamment :

a) la nature et l'importance des ressources financières de la personne comme soutien financier continuuel de la compagnie;

b) la justesse et la faisabilité des projets de la personne pour la conduite et l'expansion futures des affaires de la compagnie;

c) les réalisations de la personne et son expérience en ce qui a trait aux affaires;

d) le fait que la compagnie sera ou non exploitée de façon responsable par des personnes dont la personnalité, la compétence et l'expérience les rendent aptes à participer à l'exploitation d'une institution financière;

e) les meilleurs intérêts du système financier au Canada.

41.13 (1) Sous réserve des articles 41.14 et 41.15, le Ministre doit, dans les trente jours suivant la date visée au paragraphe 41.11(2), envoyer un avis à l'auteur de la demande indiquant qu'il approuve l'opération faisant l'objet de la demande.

(2) Sous réserve des articles 41.14 et 41.15, lorsqu'il n'envoie pas l'avis prévu au paragraphe (1) dans les trente jours visés à ce paragraphe, le Ministre est réputé approuver l'opération faisant l'objet de la demande et doit envoyer un avis à cet effet à l'auteur de la demande.

41.14 (1) S'il ne peut compléter l'examen de la demande dans les trente jours visés au paragraphe 41.13(1), le Ministre doit, dans ce délai, envoyer un avis à cet effet à l'auteur de la demande et, dans les

Facteurs à
prendre en
compte par le
Ministre

Approval

Deemed
approval

Extension of
period

Présomption

Extension de
délai

notice to that effect to the applicant and shall, within thirty days after the date of the sending of the notice or within such further period as may be agreed on by the applicant and the Minister, complete the consideration of the application. 5

Notice of approval

(2) If, within the thirty day period referred to in subsection (1) or such further period as is agreed on pursuant to that subsection, the Minister approves the share transaction to which the application relates, the Minister shall, within that period, send a notice to that effect to the applicant. 10

Where approval deemed

(3) Subject to section 41.15, where the Minister does not send a notice under subsection (2) within the period referred to in that subsection, the Minister is deemed to approve the share transaction to which the application relates and shall send a notice to that effect to the applicant. 20

Notice of right to make representations

41.15 (1) Where the Minister is not satisfied within the thirty day period referred to in subsection 41.13(1) or within any extension period referred to in subsection 41.14(1) that the share transaction to which the application relates should be approved, the Minister shall send a notice to that effect to the applicant, advising the applicant of the right of the applicant to make representations within thirty days after the date of the notice or within such further period as may be agreed on by the applicant and the Minister. 30

Representations

(2) Where, after the receipt of the notice referred to in subsection (1), the applicant advises the Minister that the applicant wishes to make representations, the Minister shall provide the applicant with a reasonable opportunity, within the period referred to in that subsection for so doing, to make representations in respect of the matter. 40

Notice of decision of Minister

41.16 On the expiration of the period referred to in subsection 41.15(1) for making representations, the Minister shall, in the light of any such representations and having regard to the matters to be taken into account under subsection 41.12(2), forthwith send a notice to the 50

trente jours suivant l'envoi de l'avis ou dans le délai plus long dont peuvent convenir le Ministre et l'auteur de la demande, compléter l'examen de celle-ci.

(2) Si, dans les trente jours visés au paragraphe (1) ou dans le délai plus long convenu en vertu de ce paragraphe, le Ministre approuve l'opération faisant l'objet de la demande, celui-ci doit, dans ce délai, envoyer un avis à cet effet à l'auteur de la demande. 10

5 Avis d'approbation

(3) Sous réserve de l'article 41.15, lorsqu'il n'envoie pas l'avis prévu au paragraphe (2) dans le délai visé à ce paragraphe, le Ministre est réputé approuver l'opération faisant l'objet de la demande et doit envoyer un avis à cet effet à l'auteur de la demande. 15

Présomption d'approbation

41.15 (1) Lorsqu'il n'est pas convaincu dans les trente jours visés au paragraphe 41.13(1) ou dans le délai supplémentaire prévu au paragraphe 41.14(1) que l'opération faisant l'objet de la demande devrait être approuvée, le Ministre doit envoyer un avis à cet effet à l'auteur de la demande l'informant de son droit de présenter des observations dans les trente jours suivant la date de l'avis ou dans le délai plus long dont peuvent convenir le Ministre et l'auteur de la demande. 25 30

Avis du droit de présenter des observations

(2) Lorsque, après réception de l'avis prévu au paragraphe (1), l'auteur de la demande avise le Ministre qu'il désire présenter des observations, le Ministre doit lui donner la possibilité, pendant le délai prévu à ce paragraphe pour ce faire, de présenter des observations sur la question. 35

Observations

41.16 À l'expiration du délai prévu au paragraphe 41.15(1) pour la présentation des observations, le Ministre doit, à la lumière de celles-ci et eu égard aux facteurs qui doivent être pris en compte en vertu du paragraphe 41.12(2), envoyer sans délai un avis à l'auteur de la demande 40

Avis de la décision du Ministre

applicant indicating whether the Minister approves or does not approve the share transaction to which the application relates.

41.17 (1) Subject to subsection (2), 5 nothing in sections 41.11 to 41.16 and nothing done under any of those sections restricts the application of the *Competition Act* in respect of the acquisition of a business or an interest therein. 10

(2) Where a notice is sent by the Minister to the Director of Investigation and Research under the *Competition Act* to the effect that a share transaction that has been approved under this Act is desirable 15 in the interests of the financial system in Canada, the *Competition Act* shall not apply in respect of that share transaction.

41.18 The Governor in Council may, by regulation, exempt any share transaction 20 or class of share transactions from any of the provisions of section 41.1.

41.19 (1) Where it appears to the Minister that at any time after November 29, 1985 but before this section comes into 25 force a person

(a) has increased his shareholdings in a company, or

(b) has acquired and is holding shares of a body corporate that holds or is 30 associated with anyone who holds shares of a company,

which increase or acquisition and holding would, without the approval of the Minister, be a contravention of section 41.1 if 35 that section was in force at that time, the Minister may, where the Minister deems it to be in the public interest to do so,

(c) direct the company not to allow anyone, other than a trustee referred to 40 in subsection (3), to exercise any voting rights pertaining to such portion of the shareholdings of the person, body corporate or any associate of the person or body corporate in the company as the 45 Minister deems appropriate in the circumstances,

lui indiquant s'il approuve ou non l'opération faisant l'objet de la demande.

41.17 (1) Sous réserve du paragraphe (2), les articles 41.11 à 41.16 ou les mesures prises en vertu de ces articles ne limitent pas l'application de la *Loi sur la concurrence* relativement à l'acquisition d'une entreprise ou d'un intérêt dans une entreprise. 5

(2) Lorsque le Ministre envoie un avis 10 au directeur des enquêtes et des recherches en vertu de la *Loi sur la concurrence* indiquant qu'une opération sur des actions approuvée en vertu de la présente loi est souhaitable dans l'intérêt du système 15 financier au Canada, la *Loi sur la concurrence* ne s'applique pas à l'opération.

41.18 Le gouverneur en conseil peut, par règlement, exempter une opération ou une catégorie d'opérations de toute dispo- 20 sition de l'article 41.1.

41.19 (1) Lorsqu'il est d'avis que, après le 29 novembre 1985 mais avant l'entrée en vigueur du présent article, une per- 25 sonne, selon le cas :

a) a augmenté son capital-actions dans une compagnie,

b) a acquis et détient des actions d'une personne morale qui détient ou est asso- 30 ciée à une personne qui détient des actions d'une compagnie,

et que l'augmentation ou l'acquisition et la détention constitueraient, en l'absence d'approbation du Ministre, une contravention à l'article 41.1 si cet article était en 35 vigueur à cette date, le Ministre peut, s'il l'estime dans l'intérêt public :

c) soit ordonner à la compagnie de ne permettre à personne, à l'exception du fiduciaire mentionné au paragraphe (3), 40 d'exercer les droits de vote afférents à la part du capital-actions de la compagnie détenue par la personne, la personne morale ou par un associé de l'une ou l'autre de celles-ci, et que le Ministre 45 estime indiquée dans les circonstances;

Application of
certain Act not
affected

Where
application of
certain Act
precluded

Exemption

Disallowance of
voting rights,
etc.

Application de
certaines lois

Non-applica-
tion de
certaines lois

Exemption

Retrait des
droits de vote

Idem

(d) direct the person to divest himself of the increased shareholdings in the company within such time as the Minister may specify in the direction, or

(e) direct the body corporate or any of its associates to divest itself of such portion of its shareholdings in the company as the Minister deems appropriate in the circumstances within such time as the Minister may specify in the direction. 10

(2) Where it appears to the Minister that a person has, in contravention of section 41.1,

(a) increased his shareholdings in a company, or 15

(b) acquired and is holding shares of a body corporate that holds or is associated with anyone who holds shares of a company, 20

the Minister may, where the Minister deems it to be in the public interest to do so,

(c) direct the company not to allow anyone, other than a trustee referred to in subsection (3), to exercise any voting rights pertaining to such portion of the shareholdings of the person, body corporate or any associate of the person or body corporate in the company as the Minister deems appropriate in the circumstances, 30

(d) direct the person to divest himself of the increased shareholdings in the company within such time as the Minister may specify in the direction, or 35

(e) direct the body corporate or any of its associates to divest itself of such portion of its shareholdings in the company as the Minister deems appropriate in the circumstances within such time as the Minister may specify in the direction. 40

Vesting of voting rights

(3) Where the Minister has, pursuant to subsection (1) or (2), directed a company not to allow the exercise of voting rights pertaining to the shareholdings of a person, body corporate or any associate of the person or body corporate in the com- 45

d) soit ordonner à la personne de se dessaisir de son capital-actions supplémentaire de la compagnie dans le délai que le Ministre peut préciser dans son ordre; 5

e) soit ordonner à la personne morale ou à ses associés de se dessaisir, dans le délai que le Ministre peut préciser dans son ordre, de la part de leur capital-actions de la compagnie que le Ministre estime indiquée dans les circonstances. 10

(2) Lorsqu'il est d'avis qu'une personne, en contravention de l'article 41.1, selon le cas :

a) a augmenté son capital-actions dans une compagnie, 15

b) a acquis et détient des actions d'une personne morale qui détient ou est associée à une personne qui détient des actions d'une compagnie, 20

le Ministre peut, s'il l'estime dans l'intérêt public :

c) soit ordonner à la compagnie de ne permettre à personne, à l'exception du fiduciaire mentionné au paragraphe (3), d'exercer les droits de vote afférents à la part du capital-actions de la compagnie détenue par la personne, la personne morale, ou par un associé de l'une ou l'autre de celles-ci, et que le Ministre estime indiquée dans les circonstances; 25

d) soit ordonner à la personne de se dessaisir de son capital-actions supplémentaire de la compagnie dans le délai que le Ministre peut préciser dans l'ordre; 35

e) soit ordonner à la compagnie ou à ses associés de se dessaisir, dans le délai que peut préciser le Ministre dans l'ordre, de leur part du capital-actions de la compagnie que le Ministre estime indiquée dans les circonstances. 40

(3) Lorsque le Ministre a, conformément au paragraphe (1) ou (2), ordonné à une compagnie de ne pas permettre l'exercice des droits de vote afférents au capital-actions d'une compagnie détenu par une personne, une personne morale ou un asso- 45

Idem

Dévolution des droits de vote

pany, the Minister may, by order, vest those voting rights in a trustee for the company.

Effect of vesting of voting rights

(4) Where voting rights are vested in a trustee pursuant to an order under subsection (3),

(a) the trustee shall act in the best interests of and at the expense of the company concerned and may, notwithstanding any other Act or law, do all such things and execute all such documents as are necessary to give effect to the order; and

(b) no action lies against the trustee for anything done in good faith in carrying out the duties as such trustee.

Right to make representations

(5) No direction or order shall be issued to a company or person under this section unless the Minister has provided each person to whom the direction relates and the company concerned with a reasonable opportunity to make representations in respect of the matter.

Appeal

41.2 (1) Any person in respect of whom a direction has been issued under section 41.19 may, within thirty days after the date of the direction, appeal the matter to a superior court and the court may, on the appeal, make any order it thinks fit.

No stay on appeal

(2) A direction under paragraph 41.19(1)(c) or (2)(c) shall not be stayed by an appeal under subsection (1).

Idem

(3) An appeal from a decision of a superior court under subsection (1) lies in the same manner as, and to the same court to which, an appeal may be taken from any other order of the superior court.

Application for court order

(4) Where any person fails to comply with a direction under section 41.19, an application on behalf of the Minister may be made to a superior court for an order to enforce the direction and the court may, on such application, make such order or orders as, in its opinion, the circumstances require to give effect to the terms of the

cié de l'une ou l'autre de celles-ci, le Ministre peut, par ordre, attribuer ses droits de vote à un fiduciaire de la compagnie.

(4) Lorsque les droits de vote sont attribués à un fiduciaire conformément à l'ordre prévu au paragraphe (3) :

a) le fiduciaire doit agir dans le meilleur intérêt et aux frais de la compagnie concernée et peut, par dérogation à toute autre loi ou règle de droit, prendre toute mesure et remplir tous les documents nécessaires à l'exécution de l'ordre;

b) il n'existe aucun recours contre le fiduciaire pour un acte accompli de bonne foi dans le cadre de ses fonctions.

(5) Aucun ordre n'est donné à une compagnie ou à une personne en vertu du présent article, à moins que le Ministre n'ait donné à chaque personne visée par l'ordre et à la compagnie concernée la possibilité de présenter des observations sur la question.

41.2 (1) Toute personne visée par un ordre donné en vertu de l'article 41.19 peut, dans les trente jours suivant la date de l'ordre, porter l'affaire en appel devant une cour supérieure; celle-ci peut, dans le cadre de l'appel, rendre toute ordonnance qu'elle estime indiquée.

(2) L'exécution de l'ordre donné en vertu des alinéas 41.19(1)c) ou (2)c) n'est pas interrompue par l'appel prévu au paragraphe (1).

(3) La décision de la cour supérieure visée au paragraphe (1) peut être portée en appel devant la cour devant laquelle toute autre ordonnance de la cour supérieure peut être portée en appel, et de la même façon.

(4) Lorsqu'une personne omet de se conformer à un ordre donné en vertu de l'article 41.19, une demande peut être présentée au nom du Ministre à une cour supérieure pour en obtenir l'exécution; la cour peut, sur présentation d'une telle demande, rendre toute ordonnance qu'elle estime indiquée dans les circonstances pour

5 Effet de la dévolution des droits de vote

Droit de présenter des observations

Non-interruption

Idem

Demande d'ordonnance judiciaire

direction including, without limiting the generality of the foregoing, requiring the company concerned to sell the shares of the person in respect of whom the direction was issued.

5

Company powers, etc.

(5) Where shares are ordered to be sold by a company under subsection (4),

(a) the company has the power to, and shall in accordance with the order, sell the shares as if it were the owner thereof; and

(b) subsections 43.1(3) and (4) and section 43.2 of the *Canada Business Corporations Act* apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of the sale of the shares.

Appeal

(6) An appeal from an order of a superior court under subsection (4) lies in the same manner as, and to the same court to which, an appeal may be taken from any other order of the superior court.

Declaration required in certain cases

41.21 The Superintendent may, from time to time, in writing, direct a company to obtain from any person in whose name a share of the company is held a declaration containing information

(a) concerning the ownership or beneficial ownership of the share,

(b) whether the share is held by a person who is associated with any other person and the name of that other person where applicable,

(c) concerning the ownership or beneficial ownership of the shares of a body corporate or of any associate of the body corporate that is a shareholder of the company, and

(d) concerning such other related matters as are specified by the Superintendent,

40

and as soon as possible after the receipt of the direction from the Superintendent, the company shall comply therewith and every person who is requested by the company to provide a declaration containing information referred to in this section shall forthwith comply with the request.

donner effet aux modalités de l'ordre et, notamment, obliger la compagnie concernée à vendre les actions de la personne visée par l'ordre.

(5) Lorsqu'il est ordonné que des actions soient vendues par la compagnie en vertu du paragraphe (4) :

5 Pouvoirs de la compagnie

a) celle-ci a le pouvoir et doit, conformément à l'ordonnance, vendre les actions comme si elle en était le propriétaire;

b) les paragraphes 43.1(3) et (4) et l'article 43.2 de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes* s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à la vente des actions.

(6) L'ordonnance de la cour supérieure visée au paragraphe (4) peut être portée en appel devant la cour devant laquelle peut être portée en appel toute autre ordonnance de la cour supérieure, et de la même façon.

Appel

41.21 Le surintendant peut, par écrit, ordonner à une compagnie d'obtenir de toute personne au nom de qui est détenue une action de la compagnie une déclaration contenant des renseignements :

Déclaration obligatoire en certains cas

a) concernant le propriétaire ou le propriétaire réel de l'action;

b) indiquant si l'action est détenue par une personne qui est associée à une autre et le nom de cette dernière, le cas échéant;

c) concernant le propriétaire ou le propriétaire réel des actions d'une personne morale, ou d'un associé de celle-ci, qui est actionnaire de la compagnie;

d) concernant toutes autres questions afférentes précisées par le surintendant.

Aussitôt que possible après avoir reçu l'ordre du surintendant, la compagnie doit s'y conformer et toute personne à qui la compagnie demande de produire la déclaration contenant les renseignements visés au présent article doit immédiatement se conformer à la demande.

40

Interpretation

41.22 For the purposes of sections 41.1 to 41.21 and this section,

(a) a share acquired or held for the benefit of a person by a trustee, legal representative, agent or other intermediary shall be deemed to be acquired or held by the person, but a share shall not be deemed to be acquired or held by a person if it is acquired or held by the person only by way of security;

(b) a person is associated with another person if

(i) both persons are partners in a partnership,

(ii) both persons are members of a voting trust where the trust relates to shares of a company,

(iii) one person holds more than ten per cent of the issued and outstanding number of shares of a class of shares or series thereof of the other person, where that other person is a corporation, or

(iv) more than ten per cent of the issued and outstanding number of shares of a class of shares or series thereof of each person, where each person is a corporation, is held by another person; and

(c) where two persons are associated with another person at the same time, those two persons are associated with each other."

c. 47 (1st Suppl.), s. 25(11)

52. Subsection 68.2(1) of the said Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (e) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (f) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (f) thereof, the following paragraph:

"(g) with the prior approval of the Minister, any corporation incorporated in Canada to deal in securities,"

53. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section

41.22 Pour l'application des articles 41.1 à 41.21 et du présent article :

a) une action est réputée avoir été acquise ou être détenue par une personne si elle a été acquise ou est détenue pour son bénéfice par un fiduciaire, un représentant juridique, un mandataire ou un autre intermédiaire; l'action n'est pas réputée avoir été acquise ou être détenue par une personne si elle a été acquise ou est détenue par cette dernière à titre de sûreté uniquement;

b) une personne est associée à une autre personne dans les cas où :

(i) les deux personnes sont associées dans une société,

(ii) les deux personnes sont membres d'un organisme de fiducie ayant droit de vote, si cet organisme se rapporte à des actions d'une compagnie,

(iii) cette personne détient plus de dix pour cent des actions émises et en circulation appartenant à une catégorie d'actions ou à une série d'actions de l'autre personne, si cette dernière est une corporation,

(iv) une tierce personne détient plus de dix pour cent des actions émises et en circulation appartenant à une catégorie d'actions ou à une série d'actions de chacune de ces personnes, si ces dernières sont des corporations;

c) dans les cas où deux personnes sont simultanément associées à une autre personne, ces deux personnes sont associées l'une à l'autre."

Interprétation

52. Le paragraphe 68.2 (1) de la même loi est modifié par suppression de «ou» à la fin de l'alinéa e) et par adjonction de ce qui suit :

«g) avec l'approbation préalable du ministre, de toute personne morale constituée au Canada pour faire le commerce des valeurs mobilières,»

53. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 73.2, de ce qui suit :

ch. 47 (1^{er} suppl.), par. 25(11)

40

40

45

Clauses 52 and 53: New.

Articles 52 et 53. — Nouveaux.

73.2 thereof, the following heading and sections:

"DIRECTIONS OF COMPLIANCE

Superintendent
may act

73.3 (1) Where, in the opinion of the Superintendent, a company or a person in respect of a company is committing or pursuing or is about to commit or pursue any act or course of conduct that is an unsafe or unsound practice in conducting the business of the company, the Superintendent may direct the company or person to do either or both of the following:

- (a) cease or refrain from doing the act or pursuing the course of conduct; and
- (b) perform such acts as in the opinion of the Superintendent are necessary to remedy the situation.

Opportunity for
representations

(2) Subject to subsection (3), no direction shall be issued to a company or person under subsection (1) unless the company or person is provided with a reasonable opportunity to make representations in respect of the matter.

Temporary
direction

(3) Where, in the opinion of the Superintendent, the length of time required for representations to be made under subsection (2) could be prejudicial to the public interest, the Superintendent may make a temporary direction having effect for a period of not more than fifteen days.

Temporary
direction may
continue in
effect

(4) Unless it is sooner revoked or set aside pursuant to section 73.4, a temporary direction shall continue in effect at the expiration of the fifteen day period referred to in subsection (3) if no representations are made to the Superintendent within that period or, such representations having been made, the Superintendent notifies the company or person that the Superintendent is not satisfied that there are sufficient grounds for revoking the direction.

Appeal to
Minister

73.4 (1) Any company or person in respect of which or whom a direction has been issued under section 73.3 may, by a

«ORDRES

Pouvoir du
surintendant

73.3 (1) S'il est d'avis qu'une compagnie ou qu'une personne, à l'égard d'une compagnie, commet un acte ou se livre à une conduite, ou est sur le point de commettre un acte ou de se livrer à une conduite, contraires aux saines pratiques du commerce, dans le cadre de la gestion des affaires de la compagnie, le surintendant peut ordonner à la compagnie ou à la personne de prendre les mesures suivantes ou l'une d'elles :

- a) mettre un terme à l'acte ou à la conduite ou s'en abstenir;
- b) prendre les mesures de redressement qui, de l'avis du surintendant, s'imposent.

Observations

(2) Sous réserve du paragraphe (3), aucun ordre n'est donné à une compagnie ou à une personne en vertu du paragraphe (1) sans qu'il lui ait été donné la possibilité de présenter des observations.

Ordre
temporaire

(3) Lorsque, de l'avis du surintendant, le délai requis pour la présentation des observations visées au paragraphe (2) serait préjudiciable à l'intérêt public, celui-ci peut donner un ordre temporaire d'une période de validité d'au plus quinze jours.

Maintien en
vigueur de
l'ordre
temporaire

(4) À moins qu'il n'ait préalablement été révoqué en vertu de l'article 73.4, l'ordre temporaire reste en vigueur à l'expiration des quinze jours visés au paragraphe (3) si aucune observation n'a été présentée au surintendant pendant le délai ou, lorsqu'il y a eu observations, si le surintendant avise la compagnie ou la personne qu'il n'est pas convaincu qu'il y a des motifs suffisants pour révoquer l'ordre.

Appel au
Ministre

73.4 (1) La compagnie ou la personne à l'égard de qui a été donné un ordre en vertu de l'article 73.3 peut, par avis signifié au Ministre et au surintendant :

notice in writing served on the Minister and the Superintendent within

(a) fifteen days after the date of the direction, or

(b) in the case of a temporary direction that is continued pursuant to subsection 73.3(4), thirty days after the date of the direction,

appeal the matter to the Minister and, on any such appeal, the Minister may allow the appeal, dismiss the appeal or make such other order as the Minister deems appropriate in the circumstances.

No stay on appeal

(2) A direction under section 73.3 shall not be stayed by an appeal under subsection (1).

Court enforcement

73.5 (1) If a company or a person

(a) is contravening or has failed to comply with a direction of the Superintendent issued to the company or person pursuant to section 73.3,

(b) is contravening this Act, or

(c) has omitted to do any matter, act or thing under this Act required to be done by or on the part of the company or person,

the Superintendent may, in addition to any other action that may be taken under this Act, apply to a superior court for an order requiring the company or person to comply with the direction, cease the contravention or do the matter, act or thing, as the case may require, and on such application the superior court may so order and make any other order it thinks fit.

Appeal

(2) An appeal from a decision of a superior court under subsection (1) lies in the same manner as, and to the same court to which, an appeal may be taken from any other order of the superior court."

c. 47 (1st Suppl.), s. 29; 1974-75-76, c. 7, s. 2

54. (1) Subsection 75.1(1) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (a) thereof, the following paragraph:

a) soit dans les quinze jours suivant la date de l'ordre,

b) soit, dans le cas d'un ordre temporaire maintenu en vigueur en vertu du paragraphe 73.3(4), dans les trente jours suivant la date de l'ordre,

porter la question en appel devant le Ministre; celui-ci peut accueillir ou rejeter l'appel ou donner tout autre ordre qu'il estime indiqué dans les circonstances.

Non-interruption

(2) L'exécution de l'ordre donné en vertu de l'article 73.3 n'est pas interrompue par l'appel prévu au paragraphe (1).

Exécution par la cour

73.5 (1) Si une compagnie ou une personne :

a) soit omet de se conformer à un ordre qui lui a été donné en vertu de l'article 73.3,

b) soit contrevient à la présente loi,

c) soit a omis de faire une chose ou d'accomplir un acte qu'elle est tenue de faire ou d'accomplir en vertu de la présente loi,

le surintendant peut, en plus de toute autre mesure qu'il est autorisé à prendre en vertu de la présente loi, demander à une cour supérieure une ordonnance enjoignant à la compagnie ou à la personne de se conformer à l'ordre, de mettre fin à la contravention ou de faire la chose ou d'accomplir l'acte, selon le cas; la cour peut, dans le cadre de la demande, rendre une telle ordonnance ou toute autre qu'elle estime indiquée.

(2) La décision de la cour supérieure visée au paragraphe (1) peut être portée en appel devant la cour devant laquelle peut être portée en appel toute autre ordonnance de la cour supérieure, et de la même façon.»

ch. 47 (1^{er} suppl.), art. 29; 1974-75-76, ch. 7, art. 2

54. (1) Le paragraphe 75.1(1) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa a), de ce qui suit :

Clause 54: (1) New. The introductory words of subsection 75.1(1) read as follows:

“75.1 (1) The Superintendent shall report to the Minister in any case where the Superintendent is of the opinion that”

Article 54, (1). — Nouveau. Texte actuel du passage introductif du paragraphe 75.1(1) :

«75.1 (1) Le surintendant doit faire rapport au Ministre chaque fois qu'il est d'avis»

“(a.1) the company or a person who is a shareholder, director, officer, employee or agent of the company has failed to comply with a direction issued to the company or to the person under section 73.3;”

«a.1) la compagnie ou la personne qui est un actionnaire, un administrateur, un dirigeant, un employé ou un mandataire de la compagnie a omis de se conformer à un ordre donné à la compagnie en vertu de l'article 73.3;»

(2) Subsections 75.1(2) and (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(2) Les paragraphes 75.1(2) et (3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

ch. 24 (1^{er} suppl.), art. 32

“(2) Where the Minister, after full consideration of the matter and after a reasonable opportunity has been provided to the company or person, as the case may be, to make representations, believes that the situation described in any paragraph of 15 subsection (1) exists, the Minister may do any or all of the following:

“(2) Lorsque le Ministre, après avoir bien étudié la question, et après qu'il a été donné à la compagnie ou à la personne, selon le cas, la possibilité de présenter des observations, estime que la situation décrite à l'un ou l'autre des alinéas du 15 paragraphe (1) existe, il peut prendre les mesures suivantes ou l'une d'elles :

Pouvoir du Ministre pour remédier à la situation

(a) make the company's licence subject to such limitations or conditions as the Minister considers appropriate; 20

a) assortir le permis de la compagnie des restrictions ou conditions que le ministre estime indiquées; 20

(b) prescribe a time within which the company or person, as the case may be, shall correct the violation or non-compliance described in paragraph (1)(a) or (a.1) or make good the deficiency or 25 inadequacy of assets described in paragraph (1)(b) or (c); and

b) prescrire un délai durant lequel la compagnie ou la personne, selon le cas, doit corriger l'irrégularité visée aux alinéas (1)a) ou a.1) ou remédier au manque ou à l'insuffisance d'actif visé 25 aux alinéas (1)b) ou c);

(c) direct the Superintendent to take control of the assets of the company, the assets held in trust by the company and 30 all other assets under its administration.

c) ordonner au surintendant de prendre le contrôle de l'actif de la compagnie, de l'actif détenu en fiducie par la compagnie et de tout autre actif dont elle a 30 l'administration.

(3) On the failure of a company or person to correct a violation or non-compliance described in paragraph (1)(a) or (a.1) or of a company to make good any 35 deficiency or inadequacy of assets described in paragraph (1)(b) or (c) within the time that may have been prescribed pursuant to paragraph (2)(b), or any extension subsequently given by the Minis- 40 ter, the Minister shall direct the Superintendent to take control of the assets of the company, the assets held in trust by the company and all other assets under its administration.” 45

(3) Si la compagnie ou la personne ne corrige pas l'irrégularité visée aux alinéas (1)a) ou a.1) ou si la compagnie ne remédie pas à tout manque ou à toute insuffi- 35 sance d'actif visés aux alinéas (1)b) ou c), dans le délai qui peut lui avoir été prescrit en conformité avec l'alinéa (2)b), ou dans tout délai supplémentaire accordé subsé- 40 quemment par le Ministre, ce dernier doit ordonner au surintendant de prendre le contrôle de l'actif de la compagnie, de l'actif détenu en fiducie par la compagnie et de tout autre actif dont elle a 45 l'administration.»

Mesure subséquente

55. Sections 78 and 79 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

55. Les articles 78 et 79 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

c. 24 (1st Suppl.), s. 32

Remedial powers of Minister

Subsequent action

(2) Subsections 75.1(2) and (3) at present read as follows:

“(2) Where the Minister, after full consideration of the matter and after a reasonable *time* has been *given* to the company to *be heard*, believes that the situation described in any paragraph of subsection (1) exists, the Minister may *take one or more* of the following actions:

(a) *he may* make the company's licence subject to such limitations or conditions as he considers appropriate;

(b) *he may* prescribe a time within which the company shall correct the violation described in paragraph (1)(a) or make good the deficiency or inadequacy of assets described in paragraph (1)(b) or (c); and

(c) *he may* direct the Superintendent to take control of the assets of the company, the assets held in trust by the company and all other assets under its administration.

(3) *Upon* the company's failure to correct a violation described in paragraph (1)(a) or make good any deficiency or inadequacy of assets described in paragraph (1)(b) or (c) within the time that may have been prescribed pursuant to paragraph (2)(b), or any extension thereof subsequently given by the Minister, the Minister shall direct the Superintendent to take control of the assets of the company, the assets held in trust by the company and all other assets under its administration.”

Clause 55: Sections 78 and 79 at present read as follows:

“78. (1) An appeal lies in a summary manner from the ruling of the Superintendent as to the admissibility of any asset not allowed by him, or as to any item or amount so added to liabilities, or as to any

(2). — Texte actuel des paragraphes 75.1(2) et (3) :

«(2) Lorsque le Ministre, après avoir bien étudié la question, et après qu'il a été donné à la compagnie un délai raisonnable pour se faire entendre, estime que la situation décrite à l'un ou l'autre des alinéas du paragraphe (1) existe, il peut prendre l'une des mesures suivantes :

a) il peut assortir le permis de la compagnie des restrictions ou conditions qu'il considère appropriées;

b) il peut prescrire un délai durant lequel la compagnie doit corriger l'irrégularité visée à l'alinéa (1)a) ou remédier au manque ou à l'insuffisance d'actif visés à l'alinéa (1)b) ou c); et

c) il peut ordonner au surintendant de prendre le contrôle de l'actif de la compagnie, de l'actif détenu en fiducie par la compagnie et de tout autre actif dont elle a l'administration.

(3) Si la compagnie ne corrige pas l'irrégularité visée à l'alinéa (1)a) ou ne remédie pas à tout manque ou à toute insuffisance d'actif visés à l'alinéa (1)b) ou c), dans le délai qui peut lui avoir été prescrit en conformité de l'alinéa (2)b) ou dans tout délai supplémentaire accordé subséquemment par le Ministre, ce dernier doit ordonner au surintendant de prendre le contrôle de l'actif de la compagnie, de l'actif détenu en fiducie par la compagnie et de tout autre actif dont elle a l'administration.»

Article 55. — Texte actuel des articles 78 et 79 :

«78. (1) De la décision du surintendant quant à l'admissibilité d'un actif qu'il a répudié, ou quant à tout article ou montant ainsi ajouté au passif, ou quant à toute correction ou modification faite dans un relevé,

Appraisal of
overvalued real
estate

“78. (1) Where at any time it appears to the Superintendent, or if the Superintendent has any reason to believe, that the value placed by the company on any parcel of real estate owned by it or by any corporation in which the company has invested pursuant to subsection 68.2(1) is too great, the Superintendent may either require the company to procure an appraisal of the parcel or may himself procure the appraisal and the Superintendent may, for the purposes of this Act and the *Winding-up Act* and having regard to the appraised value of the parcel, substitute such value for the parcel owned by the company as the Superintendent deems appropriate or write down the investment of the company in the corporation by such amount as the Superintendent deems appropriate.

Appraisal of
real estate held
as security

(2) Where at any time it appears to the Superintendent, or if the Superintendent has any reason to believe, that the amount secured by any mortgage or hypothec on any parcel of real estate granted to the company or to any corporation in which the company has invested pursuant to subsection 68.2(1), together with the interest due and accrued thereon, is greater than the value of the parcel, or that the parcel is not sufficient security for the loan and interest, the Superintendent may either require the company to procure an appraisal of the parcel or may himself procure the appraisal and, where from the appraised value it appears that the parcel is not sufficient security for the loan and interest, the Superintendent may, for the purposes of this Act and the *Winding-up Act* and having regard to the appraised value of the parcel, write down the loan and interest by such amount as the Superintendent deems appropriate or write down the investment of the company in the corporation by such amount as the Superintendent deems appropriate.

Notice to
auditor

(3) The Superintendent shall, in writing, notify the company, the auditor of the company and the audit committee of the company of any substitution or write down by the Superintendent under this section relating to real estate.

Évaluation d'un
bien-fonds
surévalué

«78. (1) S'il est d'avis ou s'il a des raisons de penser que la valeur attribuée par la compagnie à une étendue de bien-fonds qu'elle-même ou qu'une société dans laquelle elle a investi en vertu du paragraphe 68.2(1) possède est trop élevée, le surintendant peut soit exiger que la compagnie fasse procéder à l'évaluation de cette étendue de bien-fonds, soit faire procéder à l'évaluation lui-même; le surintendant peut, pour l'application de la présente loi et de la *Loi sur les liquidations*, compte tenu du montant de l'évaluation, soit attribuer à l'étendue de bien-fonds que possède la compagnie la valeur qu'il estime indiquée, soit réduire l'investissement de la compagnie dans la société du montant qu'il estime indiqué.

Évaluation des
biens-fonds
détenus comme
garantie

(2) S'il est d'avis ou s'il a des raisons de penser que le montant garanti par la compagnie ou par une société dans laquelle celle-ci a investi en vertu du paragraphe 68.2(1), par *mortgage* ou hypothèque sur une étendue de bien-fonds, ainsi que l'intérêt dû et couru sur ce montant, excède la valeur de cette étendue de bien-fonds, ou que celle-ci n'est pas une garantie suffisante pour un tel prêt et intérêt, le surintendant peut soit exiger que la compagnie fasse procéder à l'évaluation de cette étendue de bien-fonds, soit faire procéder à l'évaluation lui-même; si, d'après le montant de l'évaluation, il appert que l'étendue de bien-fonds n'est pas une garantie suffisante du prêt et de l'intérêt, le surintendant peut, pour l'application de la présente loi et de la *Loi sur les liquidations*, compte tenu du montant de l'évaluation, réduire le prêt et l'intérêt ou l'investissement de la compagnie dans la société du montant qu'il estime indiqué.

Avis au
vérificateur

(3) Le surintendant doit aviser par écrit la compagnie, son vérificateur et son comité de vérification de toute attribution de valeur ou réduction de montant effectuée par lui en vertu du présent article relativement à un bien-fonds.

correction or alteration made in any statement, or as to any other matter arising in the carrying out of this Act, to the Exchequer Court of Canada, which court has power to make all necessary rules for the conduct of appeals under this section.

(2) For the purposes of such appeal the Superintendent shall at the request of the company interested give a certificate in writing setting forth the ruling appealed from and the reasons therefor, which ruling is, however, binding upon the company unless the company, within fifteen days after notice of the ruling, serves upon the Superintendent notice of its intention to appeal therefrom, setting forth the grounds of appeal, and within fifteen days thereafter files its appeal with the registrar of the said court and with due diligence prosecutes the appeal, in which case action on the ruling shall be suspended until the court has rendered judgment thereon.

79. (1) Where upon an examination of the assets of any company it appears to the Superintendent, or if he has any reason to suppose, that the value placed by the company upon the real estate owned by it or any parcel thereof is too great, he may either require such company to procure an appraisal of such real estate by one or more competent valuers, or may himself procure such an appraisal at the company's expense, and the appraised value, if it varies materially from the return made by the company, may be substituted in the annual report prepared for the Minister by the Superintendent.

(2) Where, upon such examination, it appears to the Superintendent, or where he has any reason to suppose that the amount secured by mortgage or hypothec, upon any parcel of real estate, together with the interest due and accrued thereon, is greater than the value of the parcel, or that the parcel is not sufficient security for the loan and interest, he may in like manner require the company to procure an appraisal thereof, or may himself at the company's expense procure such an appraisal, and where from the appraised value it appears that the parcel of real estate is not adequate security for the loan and interest, he may write off the loan and interest a sum sufficient to reduce the same to such an amount as may fairly be realizable from the security, in no case to exceed the appraised value, and may insert the reduced amount in his annual report.¹¹

ou quant à toute autre matière provenant de la mise à exécution de la présente loi, il peut être interjeté appel, d'une manière sommaire, à la Cour fédérale du Canada, lequel tribunal est autorisé à faire tous les règlements nécessaires pour la conduite des appels prévus au présent article.

(2) Pour les fins de cet appel, le surintendant doit, à la demande de la compagnie intéressée, émettre un certificat par écrit énonçant la décision dont il est interjeté appel et les raisons en l'espèce. Cette décision lie la compagnie à moins que, dans les quinze jours qui suivent l'avis de cette décision, la compagnie ne fasse tenir au surintendant un avis qu'elle a l'intention d'en interjeter appel, ledit avis énonçant les motifs de l'appel, et que, dans les quinze jours suivants, elle ne dépose son appel chez le greffe de la Cour fédérale et ne poursuive cet appel avec la diligence voulue; auquel cas l'exécution de cette décision doit être différée jusqu'à ce que la cour ait rendu son jugement.

79. (1) Si après un examen de l'actif d'une compagnie il apparaît au surintendant, ou s'il a quelque raison de supposer, que la valeur fixée par la compagnie sur les biens-fonds qu'elle possède ou sur une partie de ces biens-fonds est trop élevée, il peut exiger ou que cette compagnie fasse faire une estimation de ces biens-fonds par un ou plusieurs estimateurs compétents, ou il peut lui-même faire faire cette estimation aux frais de la compagnie, et si la valeur prisee diffère sensiblement du rapport soumis par la compagnie, elle peut être substituée dans le rapport annuel préparé pour le Ministre par le surintendant.

(2) Si, après cet examen, il apparaît au surintendant ou s'il a quelque motif de supposer, que le montant garanti par hypothèque sur quelque partie des biens-fonds, ainsi que l'intérêt dû et accru sur ce montant, excède la valeur de cette partie, ou que cette partie n'est pas une garantie suffisante pour un tel prêt et intérêt, il peut, de la même manière, exiger que la compagnie en fasse faire une estimation, ou il peut lui-même faire faire cette estimation aux frais de la compagnie, et s'il apparaît d'après la valeur prisee que cette partie des biens-fonds n'est pas une garantie suffisante pour le prêt et l'intérêt, il peut déduire de ces prêt et intérêt une somme nécessaire pour les réduire à un montant qui peut raisonnablement se réaliser sur cette garantie, et qui ne doit, en aucun cas, excéder cette valeur prisee, et il peut insérer ce montant réduit dans son rapport annuel.»

Regulations
and costs re
appraisals

(4) An appraisal for the purposes of subsection (1) or (2)

(a) shall be in accordance with such regulations as the Governor in Council may make for the purpose; and 5

(b) shall, unless otherwise specified by the Superintendent, be at the expense of the company.

Appeal

79. (1) Notwithstanding section 30 of the *Federal Court Act*, an appeal lies to 10 the Federal Court—Trial Division

(a) from any ruling of the Superintendent under section 76 as to the admissibility of any asset not allowed by the Superintendent or amount added to 15 liabilities, or as to any correction or alteration made in any statement;

(b) from any substitution or write down by the Superintendent under section 78 relating to real estate; or 20

(c) subject to subsection (2), concerning any other matter arising under this Act where all other appeal rights, if any, provided under this Act have been exhausted. 25

Exception

(2) No appeal lies under subsection (1) in respect of

(a) a decision of the Minister to approve or not approve a share transaction for which an approval is required 30 under section 41.1; or

(b) a matter in respect of which an appeal is provided under section 41.2 or subsection 71(6) or 73.5(2).

Certificate of
ruling appealed
from

(3) For the purposes of an appeal under 35 subsection (1), the Superintendent or Minister, as the case may require, shall at the request of the company or person interested give a certificate in writing setting out the ruling appealed from and the reasons 40 therefor, which ruling is binding on the company or person unless the company or person, within fifteen days after notice of the ruling, serves on the Superintendent or Minister a notice of intention to appeal 45

(4) L'évaluation prévue aux paragraphes (1) et (2) doit :

a) être faite conformément aux règlements que peut prendre le gouverneur en conseil à cette fin; 5

b) être faite, sauf indication contraire du surintendant, aux frais de la compagnie.

Règlements et
frais relatifs
aux évaluations

Appel

79. (1) Indépendamment de l'article 30 de la *Loi sur la Cour fédérale*, il y a appel 10 à la Division de première instance de la Cour fédérale par procédure sommaire :

a) de toute décision du surintendant rendue en vertu de l'article 76 relativement à l'admissibilité d'éléments d'actif 15 non reconnue par lui ou à tout montant ajouté au passif ou à toute correction ou modification apportée dans une déclaration;

b) de toute attribution de valeur ou 20 réduction de montant faite par le surintendant en vertu de l'article 78 relativement à un bien-fonds;

c) sous réserve du paragraphe (2), de toute autre question relative à l'appli- 25 cation de la présente loi lorsque tous les autres droits d'appel prévus à la présente loi ont été épuisés.

(2) Il ne peut en être appelé en vertu du 30 paragraphe (1) :

a) d'une décision du Ministre d'approuver ou non une opération sur des actions qui doit être approuvée en vertu de l'article 41.1;

b) d'une question pour laquelle un appel 35 est prévu en vertu de l'article 41.2 ou des paragraphes 71(6) ou 73.5(2).

Exemption

(3) Aux fins de l'appel prévu au paragraphe (1), le surintendant ou le Ministre, selon le cas, doit, à la demande de la 40 compagnie ou de la personne concernée, remettre un certificat énonçant la décision portée en appel et les motifs de celle-ci; la décision lie la compagnie et la personne sauf si, dans les quinze jours suivant l'avis 45 de cette décision, elle signifie au surintendant ou au Ministre un avis de son intention d'en appeler donnant les motifs de

Certificat de la
décision en
appel

therefrom, setting out the grounds of appeal and within fifteen days thereafter files the appeal with the registrar of the Court and with due diligence prosecutes the appeal, in which case action on the ruling shall, except in the case of a ruling concerning a matter referred to in section 73.3, be suspended until the Court has rendered judgment thereon.”

l'appel, elle dépose son appel au bureau du registraire dans les quinze jours suivants et elle donne suite à l'appel avec la diligence nécessaire, auquel cas toute mesure consécutive à la décision, sauf s'il s'agit d'une décision relative à une question visée à l'article 73.3, est suspendue jusqu'à ce que la cour se soit prononcée sur l'appel.»

R.S., c. W-10;
c. 44 (1st
Suppl.); 1972, c.
17; 1974-75-76,
c. 19; 1976-77,
c. 28; 1978-79,
c. 11; 1984, c.
40; 1986, c. 35

WINDING-UP ACT

LOI SUR LES LIQUIDATIONS

S.R., ch. W-10;
ch. 44 (1^{er}
suppl.); 1972,
ch. 17;
1974-75-76, ch.
19; 1976-77, ch.
28; 1978-79, ch.
11; 1984, ch.
40; 1986, ch. 35

56. (1) Subparagraph 162(1)(c)(i) of the *Winding-up Act* is repealed and the following substituted therefor:

“(i) if reinsurance is not effected as hereinafter provided,

(A) firstly, any of the following claims:

(I) in the case of policies of life insurance and policies of accident and sickness insurance, claims that have arisen under those policies of the company, in accordance with the terms thereof, prior to the date of the filing of the statement of the liquidator in the Department of Insurance as hereinafter provided, less any amount previously advanced by the company on the security of those policies, and claims of holders of policies of life insurance and policies of accident and sickness insurance to the value of those policies computed as hereinafter provided,

(II) in the case of policies of insurance other than policies of life insurance and policies of accident and sickness insurance, claims that have arisen under those policies of the company by reason of the occurrence of the event insured against, in accordance with the terms thereof, prior

56. (1) Le sous-alinéa 162(1)c)(i) de la *Loi sur les liquidations* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) si la réassurance n'est pas effectuée selon les prescriptions qui suivent,

(A) en premier lieu, l'une quelconque des réclamations suivantes :

(I) dans le cas des polices d'assurance-vie et des polices d'assurance contre les accidents et la maladie, les réclamations qui ont découlé desdites polices de la compagnie, suivant les termes des polices, antérieurement à la date du dépôt de l'état du liquidateur auprès du département des assurances, de la manière prévue ci-après, moins tout montant antérieurement avancé par la compagnie sur la garantie de ces polices et les réclamations des porteurs de polices d'assurance-vie et d'assurance contre les accidents et la maladie jusqu'à concurrence de la valeur de leurs polices calculée de la manière prévue ci-après,

(II) dans le cas des polices d'assurance autres que les polices d'assurance-vie et les polices d'assurance contre les accidents et la maladie, les réclamations qui ont découlé desdites polices

Winding-up Act

Clause 56: (1) This amendment would change the priority of claims of policyholders.

Subparagraph 162(1)(c)(i) at present reads as follows:

“(i) if reinsurance is not effected as hereinafter provided, claims that have arisen under *the* policies of the company, in accordance with the terms thereof, prior to the date of the filing of the statement of the liquidator in the Department of Insurance as hereinafter provided, less any amount previously advanced by the company on the security of *the* policies, and *the* claims of *policyholders* to the value of *their* policies computed as hereinafter provided; or”

Loi sur les liquidations

Article 56. — Modifie l'ordre de priorité des détenteurs de polices.

Texte actuel du sous-alinéa 162(1)c)(i) :

«(i) si la réassurance n'est pas effectuée selon les prescriptions qui suivent, les réclamations qui ont découlé des polices de la compagnie, suivant les termes des polices, antérieurement à la date du dépôt de l'état du liquidateur au département des assurances, de la manière prévue ci-après, moins tout montant antérieurement avancé par la compagnie sur la garantie des polices, et les réclamations des porteurs de polices jusqu'à concurrence de la valeur de leurs polices calculée selon les prescriptions qui suivent; ou»

to the date of the filing of the statement of the liquidator in the Department of Insurance as hereinafter provided, less any amount previously advanced by the company on the security of those policies, and

(B) secondly, in the case of policies of insurance other than policies of life insurance and policies of accident and sickness insurance, the claims of such policy holders to the value of those policies computed as hereinafter provided or, as the case may be, claims that have arisen under those policies of the company by reason of the cancellation of such policies, in accordance with the terms thereof, prior to the date of the filing of the statement of the liquidator in the Department of Insurance as hereinafter provided, less any amount previously advanced by the company on the security of the policies, or”

de la compagnie en raison de la survenance d'un sinistre faisant l'objet du contrat d'assurance, suivant les termes des polices, antérieurement à la date du dépôt de l'état du liquidateur auprès du département des assurances, de la manière prévue ci-après, moins tout montant antérieurement avancé par la compagnie sur la garantie de ces polices, et

(B) en deuxième lieu, dans le cas des polices d'assurance autres que les polices d'assurance-vie et les polices d'assurance contre les accidents et la maladie, les réclamations des assurés jusqu'à concurrence de la valeur de leurs polices calculée de la manière prévue ci-après ou, selon le cas, les réclamations qui ont découlé de ces polices de la compagnie en raison de l'annulation de pareilles polices, suivant les termes des polices, antérieurement à la date du dépôt de l'état du liquidateur auprès du département des assurances, de la manière prévue ci-après, moins tout montant antérieurement avancé par la compagnie sur la garantie des polices, ou»

(2) Subparagraph 162(1)(c)(i) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall apply only in respect of the winding-up of the business of a company that commences on or after the day that subparagraph comes into force.

(2) Le sous-alinéa 162(1)c(i) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), ne s'applique qu'à l'égard de la liquidation des affaires d'une compagnie qui commence au plus tôt le jour de l'entrée en vigueur de ce sous-alinéa.

COMING INTO FORCE

57. This Act or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

ENTRÉE EN VIGUEUR

57. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.

Coming into force

Entrée en vigueur



*If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

C-56

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-56

An Act to amend certain Acts relating to financial
institutions

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
JUNE 30, 1987**

C-56

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-56

Loi modifiant certaines lois concernant les institutions
financières

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 30 JUIN 1987**



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-56

PROJET DE LOI C-56

An Act to amend certain Acts relating to
financial institutions

Loi modifiant certaines lois concernant les
institutions financières

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

BANK ACT

LOI SUR LES BANQUES

1980-81-82-83,
c. 40 (Part 1);
1984, cc. 9, 30,
40; 1985, c. 20;
1986, cc. 26, 35

1980-81-82-83,
ch. 40 (partie
1); 1984, ch. 9,
30, 40; 1985,
ch. 20; 1986,
ch. 26, 35

1. Section 175 of the *Bank Act* is amend-
ed by adding thereto, immediately after sub-
section (3) thereof, the following subsection:

1. L'article 175 de la *Loi sur les banques*
est modifié par insertion, après le paragraphe 5
(3), de ce qui suit :

Notice of
appraisal value

“(3.1) Where an appraisal of any asset
held by a bank or any of its subsidiaries
has been made by the Superintendent and
the value determined by the Superintend- 10
ent to be the appropriate value of the asset
having regard to the appraised value varies
materially from the value placed by the
bank or subsidiary on the asset, the Super-
intendent shall send to the bank, the audi- 15
tors of the bank and the audit committee
of the bank a written notice of the appro-
priate value of the asset as determined by
the Superintendent.”

2. Subsection 193(7) of the said Act is 20
repealed and the following substituted
therefor:

“(6.1) A bank may, with the prior
approval of the Minister, own more than
ten per cent of the shares of any class of 25
shares of

Securities
corporations

«(3.1) Lorsque le surintendant a effec-
tué l'évaluation d'un actif détenu par une
banque ou une de ses filiales et que la
valeur qui est, selon sa détermination, la 10
valeur véritable de l'actif, compte tenu du
montant de l'évaluation, diffère sensible-
ment de la valeur attribuée à l'actif par la
banque ou sa filiale, le surintendant doit
envoyer à la banque, aux vérificateurs de 15
la banque et au comité de vérification de
celle-ci un avis écrit de la valeur véritable
de l'actif selon cette détermination.»

2. Le paragraphe 193(7) de la même loi
est abrogé et remplacé par ce qui suit : 20

“(6.1) Avec l'approbation préalable du
ministre, une banque peut posséder plus de
dix pour cent des actions appartenant à
une catégorie d'actions quelconque :

Avis du
montant de
l'évaluation

Sociétés
d'activités
financières

- (a) a Canadian corporation the activities of which are limited to dealing in securities, including portfolio management and investment counselling; or
- (b) A Canadian corporation that holds, 5 directly or indirectly, any share of a Canadian corporation described in paragraph (a).

Regulations
restricting
powers to own
shares

(7) The Governor in Council may make regulations restricting the powers of a 10 bank to own shares in a corporation pursuant to subsections (6) and (6.1) and imposing terms and conditions applicable to any bank that owns any such shares."

3. The said Act is further amended by 15 adding thereto, immediately after section 313 thereof, the following heading and sections:

"Directions of Compliance

Superintendent
may act

313.1 (1) Where, in the opinion of the Superintendent, a bank or any person in 20 respect of a bank is committing or pursuing or is about to commit or pursue any act or course of conduct that is an unsafe or unsound practice in conducting the business of the bank, the Superintendent 25 may direct the bank or person to do either or both of the following:

- (a) cease or refrain from doing the act or pursuing the course of conduct; and
- (b) perform such acts as in the opinion 30 of the Superintendent are necessary to remedy the situation.

Opportunity for
representations

(2) Subject to subsection (3), no direction shall be issued to a bank or person under subsection (1) unless the bank or 35 person is provided with a reasonable opportunity to make representations in respect of the matter.

Temporary
direction

(3) Where, in the opinion of the Superintendent, the length of time required for 40 representations to be made under subsection (2) could be prejudicial to the public interest, the Superintendent may make a

a) soit d'une société canadienne dont les activités consistent uniquement à faire le commerce des valeurs mobilières, y compris la prestation de services de gestion de portefeuille ou de conseil de 5 placements;

b) soit d'une société canadienne qui, directement ou indirectement, possède des valeurs mobilières d'une société canadienne visée à l'alinéa a). 10

(7) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements pour limiter le pouvoir d'une banque de posséder les actions d'une société visée aux paragraphes (6) et (6.1) et imposer des conditions à la banque qui 15 en possède.»

Règlements
limitant le droit
de détenir des
actions

3. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 313, de ce qui suit :

«Ordres

313.1 (1) S'il est d'avis qu'une banque ou qu'une personne, à l'égard d'une 20 banque, commet un acte ou se livre à une conduite, ou est sur le point de commettre un acte ou de se livrer à une conduite, contraires aux saines pratiques du commerce, dans le cadre de la gestion des 25 affaires de la banque, le surintendant peut ordonner à la banque ou à la personne de prendre l'ensemble ou l'une des mesures suivantes :

Pouvoir de
l'inspecteur

a) mettre un terme à l'acte ou à la 30 conduite ou s'en abstenir;

b) prendre les mesures de redressement qui, de l'avis du surintendant, s'imposent.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), 35 Observations aucun ordre n'est donné à une banque ou à une personne en vertu du paragraphe (1) sans qu'il lui ait été donné la possibilité de présenter des observations.

(3) Lorsque, de l'avis du surintendant, le 40 Ordre temporaire délai requis pour la présentation des observations visées au paragraphe (2) serait préjudiciable à l'intérêt public, le surintendant peut donner un ordre temporaire

temporary direction having effect for a period of not more than fifteen days.

d'une période de validité d'au plus quinze jours.

Temporary direction may continue in effect

(4) Unless it is sooner revoked or set aside pursuant to section 313.2, a temporary direction shall continue in effect at the expiration of the fifteen day period referred to in subsection (3) if no representations are made to the Superintendent within that period or, such representations having been made, the Superintendent notifies the bank or person that the Superintendent is not satisfied that there are sufficient grounds for revoking the direction.

(4) À moins qu'il n'ait préalablement été révoqué en vertu de l'article 313.2, l'ordre temporaire reste en vigueur à l'expiration des quinze jours visés au paragraphe (3) si aucune observation n'a été présentée au surintendant pendant ce délai ou, lorsqu'il y a eu observations, si le surintendant avise la banque ou la personne 10 qu'il n'est pas convaincu qu'il y a des motifs suffisants pour révoquer l'ordre.

Maintien en vigueur de l'ordre temporaire

Appeal to Minister

313.2 (1) Any bank or person in respect of which or whom a direction has been issued under section 313.1 may, by a notice in writing served on the Minister and the Superintendent within

313.2 (1) La banque ou la personne à l'égard de qui a été donné un ordre en vertu de l'article 313.1 peut, par avis signifié au Ministre et au surintendant :

Appel au Ministre

(a) fifteen days after the date of the direction, or

a) soit dans les quinze jours suivant la date de l'ordre,

(b) in the case of a temporary direction that is continued pursuant to subsection 313.1(4), thirty days after the date of the direction,

b) soit, dans le cas d'un ordre temporaire maintenu en vigueur en vertu du paragraphe 313.1(4), dans les trente jours suivant la date de l'ordre,

appeal the matter to the Minister and, on any such appeal, the Minister may allow the appeal, dismiss the appeal or make such other order as the Minister deems appropriate in the circumstances.

porter la question en appel devant le Ministre; celui-ci peut accueillir ou rejeter l'appel ou donner tout autre ordre qu'il estime indiqué dans les circonstances.

No stay on appeal

(2) A direction under section 313.1 shall not be stayed by an appeal under subsection (1) unless the Minister orders otherwise.

(2) L'exécution de l'ordre donné en vertu de l'article 313.1 n'est pas interrompue par l'appel prévu au paragraphe (1) à moins que le Ministre n'en ordonne autrement.

Non-interruption

Appeal to court

313.3 (1) Any bank or person dissatisfied with a decision of the Minister under subsection 313.2(1) may, within fifteen days after the date of the decision, appeal the matter to a court and the court may, on the appeal, make any order it thinks fit.

313.3 (1) La banque ou la personne en désaccord avec la décision du Ministre rendue en vertu du paragraphe 313.2(1) peut, dans les quinze jours suivant la date de la décision, porter l'affaire en appel devant la cour; celle-ci peut, dans le cadre de l'appel, rendre l'ordonnance qu'elle estime indiquée.

Appel à la cour

No stay on appeal

(2) The appeal of a decision of the Minister under subsection (1) shall not stay the decision unless the court orders otherwise.

(2) L'exécution de la décision du Ministre n'est pas interrompue par l'appel prévu au paragraphe (1) à moins que la cour n'en ordonne autrement.

Non-interruption

Court
enforcement

313.4 (1) If a bank or a person
(a) is contravening or has failed to
comply with a direction of the Superin-
tendent issued to the bank or person
under section 313.1,

(b) is contravening this Act, or

(c) has omitted to do any matter, act or
thing under this Act required to be done
by or on the part of the bank or person,

the Superintendent may, in addition to any 10
other action that may be taken under this
Act, apply to a court for an order requir-
ing the bank or person to comply with the
direction, cease the contravention or do the
matter, act or thing, as the case may 15
require, and on such application the court
may so order and make any other order it
thinks fit.

Appeal

(2) An appeal from a decision of a court
under subsection (1) lies in the same 20
manner as, and to the same court to which,
an appeal may be taken from any other
order of the court that rendered the
decision."

R.S., c. B-4;
c. 3 (1st Supp.);
1976-77, cc. 16,
28; 1977-78, c.
10; 1978-79, c.
18; 1980-81-82-
83, c. 40

QUEBEC SAVINGS BANKS ACT

4. Subsection 2(1) of the *Quebec Savings* 25
Banks Act is amended by adding thereto, in
alphabetical order within the subsection, the
following definition:

"“superior court” means

(a) in the Provinces of Ontario, Nova 30
Scotia, Prince Edward Island and
Newfoundland, the trial division or
branch of the Supreme Court of the
Province,

(b) in the Province of British 35
Columbia, the Supreme Court of the
Province,

(c) in the Provinces of New Bruns-
wick, Manitoba, Saskatchewan and
Alberta, the Court of Queen’s Bench 40
for the Province,

“superior
court”
«cour supé-
rieure»

313.4 (1) Si une banque ou une
personne :

a) soit omet de se conformer à un ordre
qui lui a été donné par le surintendant
en vertu de l’article 313.1,

b) soit contrevient à la présente loi,

c) soit a omis de faire une chose ou
d’accomplir un acte qu’elle est tenue de
faire ou d’accomplir en vertu de la pré-
sente loi,

le surintendant peut, en plus de toute autre
mesure qu’il est autorisé à prendre en
vertu de la présente loi, demander à une
cour une ordonnance enjoignant à la
banque ou à la personne de se conformer à 15
l’ordre, de mettre fin à la contravention ou
de faire la chose ou d’accomplir l’acte,
selon le cas; la cour peut, dans le cadre de
la demande, rendre une telle ordonnance
ou toute autre qu’elle estime indiquée. 20

(2) La décision de la cour visée au para-
graphe (1) peut être portée en appel
devant la cour devant laquelle peut être
portée en appel toute autre ordonnance de
la cour visée au paragraphe (1), et de la 25
même façon.»

Exécution par
la cour

10

20

Appel

LOI SUR LES BANQUES D’ÉPARGNE DE QUÉBEC

4. Le paragraphe 2(1) de la *Loi sur les*
banques d’épargne de Québec est modifié par
insertion, suivant l’ordre alphabétique, de ce
qui suit :

«cour supérieure»

a) La Division de première instance
de la Cour suprême de l’Ontario, de la
Nouvelle-Écosse, de l’Île-du-Prince-
Édouard et de Terre-Neuve;

b) la Cour suprême de la Colombie-
Britannique;

c) la Cour du Banc de la Reine du
Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de
la Saskatchewan et de l’Alberta;

d) la Cour supérieure du Québec;

e) la Cour suprême du Yukon et des
territoires du Nord-Ouest.»

30

35

40

«cour supé-
rieure»
“superior
court”

S.R., ch. B-4;
ch. 3 (1^{er}
suppl.);
1976-77, ch. 16,
28; 1977-78, ch.
10; 1978-79, ch.
18; 1980-81-
82-83, ch. 40

(d) in the Province of Quebec, the Superior Court of the Province, and
(e) in the Yukon Territory and the Northwest Territories, the Supreme Court thereof;”

5

1980-81-82-83,
c. 40, s. 26

5. Section 65 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (4) thereof, the following subsection:

Notice of
appraised value

“(4.1) Where an appraisal of any asset held by the bank or any of its subsidiaries 10 has been made by the Superintendent and the value determined by the Superintendent to be the appropriate value of the asset having regard to the appraised value varies materially from the value placed by the 15 bank or subsidiary on the asset, the Superintendent shall send to the bank, the auditors of the bank and the audit committee of the bank a written notice of the appropriate value of the asset as determined by 20 the Superintendent.”

6. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 126 thereof, the following heading and sections: 25

“Directions of Compliance

Superintendent
may act

126.1 (1) Where, in the opinion of the Superintendent, the bank or any person in respect of the bank is committing or pursuing or is about to commit or pursue any act or course of conduct that is an unsafe 30 or unsound practice in conducting the business of the bank, the Superintendent may direct the bank or person to do either or both of the following:

- (a) cease or refrain from doing the act 35 or pursuing the course of conduct; and
- (b) perform such acts as in the opinion of the Superintendent are necessary to remedy the situation.

Opportunity to
make
representations

(2) Subject to subsection (3), no direc- 40 tion shall be issued to the bank or a person under subsection (1) unless the bank or person is provided with a reasonable opportunity to make representations in respect of the matter. 45

5. L'article 65 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

1980-81-82-83,
ch. 40, art. 26

«(4.1) Lorsque le surintendant a effectué l'évaluation d'un actif détenu par la banque ou une de ses filiales et que la valeur qui est, selon sa détermination, la valeur véritable de l'actif, compte tenu du montant de l'évaluation, diffère sensiblement de la valeur attribuée à l'actif par la 10 banque ou sa filiale, le surintendant doit envoyer à la banque, aux vérificateurs de la banque et au comité de vérification de celle-ci un avis écrit de la valeur véritable de l'actif selon cette détermination.» 15

Avis du
montant de
l'évaluation

6. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 126, de ce qui suit :

«Ordres

126.1 (1) S'il est d'avis que la banque ou qu'une personne, à l'égard d'une banque, commet un acte ou se livre à une 20 conduite, ou est sur le point de commettre un acte ou de se livrer à une conduite, contraires aux saines pratiques du commerce, dans le cadre de la gestion des affaires de la banque, le surintendant peut 25 ordonner à la banque ou à la personne de prendre l'ensemble ou l'une des mesures suivantes :

Pouvoir de
l'inspecteur

- a) mettre un terme à l'acte ou à la conduite ou s'en abstenir; 30
- b) prendre les mesures de redressement qui, de l'avis du surintendant, s'imposent.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), aucun ordre n'est donné à une banque ou à 35 une personne en vertu du paragraphe (1) sans qu'il lui ait été donné la possibilité de présenter des observations.

Observations

Temporary
direction

(3) Where, in the opinion of the Superintendent, the length of time required for representations to be made under subsection (2) could be prejudicial to the public interest, the Superintendent may make a temporary direction having effect for a period of not more than fifteen days. 5

Temporary
direction may
continue in
effect

(4) Unless it is sooner revoked or set aside pursuant to section 126.2, a temporary direction shall continue in effect at the expiration of the fifteen day period referred to in subsection (3) if no representations are made to the Superintendent within that period or, such representations having been made, the Superintendent notifies the bank or person that the Superintendent is not satisfied that there are sufficient grounds for revoking the direction. 15

Direction not
statutory
instrument

(5) A direction under this section shall be deemed not to be a statutory instrument for the purposes of the *Statutory Instruments Act*. 20

Appeal to
Minister

126.2 (1) The bank or any person in respect of which or whom a direction has been issued under section 126.1 may, by a notice in writing served on the Minister and the Superintendent within 25

(a) fifteen days after the date of the direction, or 30

(b) in the case of a temporary direction that is continued pursuant to subsection 126.1(4), thirty days after the date of the direction,

appeal the matter to the Minister and, on any such appeal, the Minister may allow the appeal, dismiss the appeal or make such other order as the Minister deems appropriate in the circumstances. 35

No stay on
appeal

(2) A direction under section 126.1 shall not be stayed by an appeal under subsection (1) unless the Minister orders otherwise. 40

Appeal to court

126.3 (1) The bank or any person dissatisfied with a decision of the Minister under subsection 126.2(1) may, within fifteen days after the date of the decision, appeal the matter to a superior court and 45

(3) Lorsque, de l'avis du surintendant, le délai requis pour la présentation des observations visées au paragraphe (2) serait préjudiciable à l'intérêt public, le surintendant peut donner un ordre temporaire d'une période de validité d'au plus quinze jours. 5

Ordre
temporaire

(4) À moins qu'il n'ait préalablement été révoqué en vertu de l'article 126.2, l'ordre temporaire reste en vigueur à l'expiration des quinze jours visés au paragraphe (3) si aucune observation n'a été présentée au surintendant pendant le délai ou, lorsqu'il y a eu observations, si le surintendant avise la banque ou la personne qu'il n'est pas convaincu qu'il y a des motifs suffisants pour révoquer l'ordre. 15

Maintien en
vigueur de
l'ordre
temporaire

(5) L'ordre visé au présent article est, pour l'application de la *Loi sur les textes réglementaires*, réputé ne pas être un texte réglementaire. 20

Caractère non
réglementaire
de l'ordre

126.2 (1) La banque ou la personne à l'égard de qui a été donné un ordre en vertu de l'article 126.1 peut, par avis signifié au Ministre et au surintendant : 25

a) soit dans les quinze jours suivant la date de l'ordre,

b) soit, dans le cas d'un ordre temporaire maintenu en vigueur en vertu du paragraphe 126.1(4), dans les trente jours suivant la date de l'ordre, 30

porter la question en appel devant le Ministre; celui-ci peut accueillir ou rejeter l'appel ou donner tout autre ordre qu'il estime indiqué dans les circonstances. 35

Appel au
Ministre

(2) L'exécution de l'ordre donné en vertu de l'article 126.1 n'est pas interrompue par l'appel prévu au paragraphe (1) à moins que le Ministre n'en ordonne autrement. 40

Non-interrup-
tion

126.3 (1) La banque ou la personne en désaccord avec la décision du Ministre rendue en vertu du paragraphe 126.2(1) peut, dans les quinze jours suivant la date de la décision, porter l'affaire en appel 45

Appel à la cour

the court may, on the appeal, make any order it thinks fit.

(2) The appeal of a decision of the Minister under subsection (1) shall not stay the decision unless the superior court orders otherwise.

126.4 (1) If the bank or any person

(a) is contravening or has failed to comply with a direction of the Superintendent issued to the bank or person under section 126.1,

(b) is contravening this Act, or

(c) has omitted to do any matter, act or thing under this Act required to be done by or on the part of the bank or person, the Superintendent may, in addition to any other action that may be taken under this Act, apply to a superior court for an order requiring the bank or person to comply with the direction, cease the contravention or do the matter, act or thing, as the case may require, and on such application the superior court may so order and make any other order it thinks fit.

(2) An appeal from a decision of a superior court under subsection (1) lies in the same manner as, and to the same court to which, an appeal may be taken from any other order of the superior court."

COOPERATIVE CREDIT ASSOCIATIONS ACT

7. The Cooperative Credit Associations Act is amended by adding thereto, immediately after section 8.2 thereof, the following section:

"8.21 (1) Notwithstanding section 8.1, an association may, with the prior approval of the Minister, own more than ten per cent of the shares of any class of shares of

devant la cour supérieure; celle-ci peut, dans le cadre de l'appel, rendre l'ordonnance qu'elle estime indiquée.

(2) L'exécution de la décision du Ministre n'est pas interrompue par l'appel prévu au paragraphe (1) à moins que la cour supérieure n'en ordonne autrement.

126.4 (1) Si la banque ou la personne :

a) soit omet de se conformer à un ordre qui lui a été donné par le surintendant en vertu de l'article 126.1,

b) soit contrevient à la présente loi,

c) soit a omis de faire une chose ou d'accomplir un acte qu'elle est tenue de faire ou d'accomplir en vertu de la présente loi, le surintendant peut, en plus de toute autre mesure qu'il est autorisé à prendre en vertu de la présente loi, demander à une cour supérieure une ordonnance enjoignant à la banque ou à la personne de se conformer à l'ordre, de mettre fin à la contravention ou de faire la chose ou d'accomplir l'acte, selon le cas; la cour supérieure peut, dans le cadre de la demande, rendre une telle ordonnance ou toute autre qu'elle estime indiquée.

(2) La décision de la cour supérieure visée au paragraphe (1) peut être portée en appel devant la cour devant laquelle peut être portée en appel toute autre ordonnance de la cour supérieure, et de la même façon.»

LOI SUR LES ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT

7. La Loi sur les associations coopératives de crédit est modifiée par insertion, après l'article 8.2, de ce qui suit :

"8.21 (1) Nonobstant l'article 8.1, une association peut, avec l'approbation préalable du ministre, posséder plus de dix pour cent des actions appartenant à une catégorie d'actions quelconque :

No stay on appeal

Court enforcement

Appeal

R.S., c. C-29; c. 10 (2nd Supp.); 1973-74, c. 37; 1980-81-82-83, c. 47; 1984, c. 31; 1985, c. 16

Securities corporations

Non-interruption

Exécution par la cour

Appel

S.R., ch. C-29; ch. 10 (2^e suppl.); 1973-74, ch. 37; 1980-81-82-83, ch. 47; 1984, ch. 31; 1985, ch. 16

Sociétés d'activités financières

(a) a corporation incorporated in Canada the activities of which are limited to dealing in securities, including portfolio management or investment counselling; or

5

(b) a corporation incorporated in Canada that holds, directly or indirectly, any share of a corporation described in paragraph (a).

a) soit d'une corporation constituée au Canada dont les activités consistent uniquement à faire le commerce des valeurs mobilières, y compris la prestation de services de gestion de portefeuille ou de conseil de placements;

5

b) soit d'une corporation constituée au Canada et qui, directement ou indirectement, possède des valeurs mobilières d'une corporation visée à l'alinéa a).

10

Regulations
restricting
powers to own
shares

(2) The Governor in Council may make 10 regulations restricting the powers of an association to own shares pursuant to subsection (1) and imposing terms and conditions applicable to any association that owns any such shares."

15

(2) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements pour limiter le pouvoir d'une association de posséder les actions d'une corporation visée au paragraphe (1) et imposer des conditions à l'association 15 qui en possède.»

Règlements
limitant le droit
de détenir des
actions

R.S., c. I-15; c. 19 (1st Suppl.); c. 10 (2nd Suppl.); 1970-71-72, cc. 43, 63; 1976-77, c. 39; 1980-81-82-83, cc. 40, 47, 62; 1984, c. 40; 1985, c. 16

CANADIAN AND BRITISH INSURANCE COMPANIES ACT

LOI SUR LES COMPAGNIES D'ASSURANCE CANADIENNES ET BRITANNIQUES

S.R., ch. I-15; ch. 19 (1^{er} suppl.); ch. 10 (2^e suppl.); 1970-71-72, ch. 43, 63; 1976-77, ch. 39; 1980-81-82-83, ch. 40, 47, 62; 1984, ch. 40; 1985, ch. 16

8. Subsection 2(1) of the *Canadian and British Insurance Companies Act* is amended by adding thereto, in alphabetical order within the subsection, the following definition:

20

“superior court” means

(a) in the Provinces of Ontario, Nova Scotia, Prince Edward Island and Newfoundland, the trial division or branch of the Supreme Court of the 25 Province,

(b) in the Province of British Columbia, the Supreme Court of the Province,

(c) in the Provinces of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan and Alberta, the Court of Queen's Bench for the Province,

(d) in the Province of Quebec, the Superior Court of the Province, and 35

(e) in the Yukon Territory and the Northwest Territories, the Supreme Court thereof;”

“superior
court”
«cour supé-
rieure»

8. Le paragraphe 2(1) de la *Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques* est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit : 20

«cour supérieure»

a) La Division de première instance de la Cour suprême de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve; 25

b) la Cour suprême de la Colombie-Britannique;

c) la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta; 30

d) la Cour supérieure du Québec;

e) la Cour suprême du Yukon et des territoires du Nord-Ouest.»

«cour
supérieure»
“superior
court”

9. Subsection 5(12) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

9. Le paragraphe 5(12) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Reinsurance

“(12) Subject to subsection (13) and regulations made pursuant to subsection (14), a company may cause itself to be reinsured against any risk undertaken by it, and may reinsure any other insurer against any risk undertaken by such other insurer if the risk is of a class of insurance that the company is registered to undertake.”

«(12) Sous réserve du paragraphe (13) et des règlements adoptés en application du paragraphe (14), la compagnie peut se faire réassurer contre tout risque auquel elle a souscrit, de même que réassurer tout autre assureur contre tout risque auquel celui-ci a souscrit, si le risque relève d'une classe d'assurance relativement à laquelle la compagnie peut, en vertu de son enregistrement, exercer ses opérations.”

Réassurance

Consent necessary

(13) A company may cause itself to be reinsured against any risk undertaken by it by an insurer that is associated with it only with the prior written consent of the Superintendent.

(13) Sauf approbation préalable écrite du surintendant, la compagnie ne peut, à l'égard d'un risque auquel elle a souscrit, se faire réassurer par un assureur avec lequel elle est associée.

Consentement du surintendant

Regulations

(14) The Governor in Council may make regulations
(a) limiting the extent to which a company may cause itself to be reinsured against risks undertaken by it;
(b) defining, for the purposes of this section, the circumstances under which a company is deemed to be associated with any other insurer; and
(c) respecting the matters that the Superintendent shall have regard to before giving any consent referred to in subsection (13).

(14) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :
a) limiter la mesure dans laquelle la compagnie peut se faire réassurer contre un risque auquel elle a souscrit;
b) définir, aux fins du présent article, les cas où la compagnie est réputée être associée à un autre assureur; et
c) prévoir ce dont le surintendant doit tenir compte avant de donner l'approbation visée au paragraphe (13).

Règlements

Regulation may provide for discretion

(15) A regulation made pursuant to paragraph 14(a) may provide that the Superintendent may, by order, determine such matters or exercise such discretion as the regulation may specify.

(15) Un règlement pris conformément à l'alinéa 14a) peut donner au surintendant le pouvoir de prendre des directives visant à régler toute question prévue au règlement, ou visant l'exercice de tout pouvoir discrétionnaire prévu au règlement.

Délégation de pouvoirs discrétionnaires

Validity of reinsurance

(16) Any contract or agreement of any kind by which a company causes itself to be reinsured is neither void nor voidable by reason only of any failure to comply with this section or any regulation made under this section.”

(16) Un contrat ou accord de quelque type que ce soit visant la réassurance d'un risque auquel a souscrit la compagnie n'est ni nul, ni annulable du seul fait de l'observation des dispositions du présent article ou des règlements pris sous son autorité.”

Validité de la réassurance

10. Section 18 of the said Act is amended by adding thereto the following subsection:

10. L'article 18 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Mutual companies

“(4) For the purposes of this Act, the *Bank Act*, the *Investment Companies Act*,

«(4) Pour l'application de la présente loi, de la *Loi sur les banques*, de la *Loi sur* 45

Mutuelles

the *Loan Companies Act* and the *Trust Companies Act*, a company operating on the mutual plan is a resident if its head office and chief place of business are located in Canada and three quarters or more of the members of its board of directors and all committees thereof are Canadian citizens ordinarily resident in Canada.”

11. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 65 thereof, the following section:

“65.1 (1) Notwithstanding section 63, a company may, with the prior approval of the Minister, own more than ten per cent of the shares of any class of shares of

(a) a corporation incorporated in Canada the activities of which are limited to dealing in securities, including portfolio management or investment counselling; or

(b) a corporation incorporated in Canada that holds, directly or indirectly, any share of a corporation described in paragraph (a).

(2) The Governor in Council may make regulations restricting the powers of a company to own shares pursuant to subsection (1) and imposing terms and conditions applicable to any company that owns any such shares.”

12. Section 70 of the said Act is amended by adding thereto the following subsections:

“(5) In addition to the statements referred to in subsections (1) and (4), a company shall, when requested to do so by the Superintendent, deposit in the Office an additional statement, in such form, relating to such period and containing such information as the Superintendent may deem necessary to ascertain the financial condition of the company and whether the company is complying with this Act and the regulations and any

les sociétés d'investissement, de la Loi sur les compagnies de prêt et de la Loi sur les compagnies fiduciaires, une compagnie opérant sur le plan mutuel est un résident si son siège social et son bureau principal sont situés au Canada et si au moins les trois-quarts tant des membres de son conseil d'administration que des membres de chacun des comités de ce conseil sont des citoyens canadiens résidant ordinairement au Canada.»

11. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 65, de ce qui suit :

«65.1 (1) Nonobstant l'article 63, une compagnie peut, avec l'approbation préalable du ministre, posséder plus de dix pour cent des actions appartenant à une catégorie d'actions quelconque :

a) soit d'une corporation constituée au Canada dont les activités consistent uniquement à faire le commerce des valeurs mobilières, y compris la prestation de services de gestion de portefeuille ou de conseil de placements;

b) soit d'une corporation constituée au Canada et qui, directement ou indirectement, possède des valeurs mobilières d'une corporation visée à l'alinéa a).

(2) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements pour limiter le pouvoir d'une compagnie de posséder les actions d'une corporation visée au paragraphe (1) et imposer des conditions à la compagnie qui en possède.»

12. L'article 70 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

«(5) Outre les états visés aux paragraphes (1) et (4), une compagnie doit, à la demande du surintendant, déposer auprès du Bureau un état supplémentaire quant à sa forme, à la période qu'il couvre et aux renseignements qu'il contient, est tel, selon ce qu'estime le surintendant, qu'il permette à ce dernier d'évaluer la situation financière de la compagnie, même que la question de savoir si celle-ci se conforme à la présente loi et aux règle-

Sociétés d'activités financières

Règlements limitant le droit de détenir des actions

États supplémentaires

Securities corporations

Regulations restricting powers to own shares

Additional statement

requirement, order, undertaking, direction or request made thereunder.

Time for
deposit

(6) Where the Superintendent requests a company to deposit a statement pursuant to subsection (5), the company shall 5 deposit the statement in the Office

(a) in the case of a company registered to transact only the business of reinsurance, within ninety days after the later of 10

(i) the date on which the statement is requested, and

(ii) the expiration of the period to which the statement relates, and

(b) in the case of any other company, 15 within forty-five days after the later of

(i) the date on which the statement is requested, and

(ii) the expiration of the period to which the statement relates, 20

but the Superintendent may shorten either period in any case where the Superintendent considers that there is an urgent need for the statement."

13. The said Act is further amended by 25 adding thereto, immediately after section 71.1 thereof, the following heading and sections:

"Directions of Compliance

Superintendent
may act

71.2 (1) Where, in the opinion of the Superintendent, a company or a person in 30 respect of a company is committing or pursuing or is about to commit or pursue any act or course of conduct that is an unsafe or unsound practice in conducting the business of the company, the Superin- 35 tendent may direct the company or person to do either or both of the following:

(a) cease or refrain from doing the act or pursuing the course of conduct; and

(b) perform such acts as in the opinion 40 of the Superintendent are necessary to remedy the situation.

ments, exigences, ordonnances, arrêtés, directives ou demandes qui en découlent.

Dépôt : délai

(6) Dans les cas où le surintendant exige le dépôt d'un état en application du para- 5 graphe (5), la compagnie doit déposer 5 l'état auprès du Bureau :

a) s'il s'agit d'une compagnie enregistrée exclusivement pour l'exploitation d'opérations de réassurance, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent le plus 10 tardif des événements suivants :

(i) la date à laquelle l'état est exigé, et

(ii) l'expiration de la période à laquelle se rapporte l'état; et 15

b) s'il s'agit d'un autre genre de compagnie, dans les quarante-cinq jours qui suivent le plus tardif des événements suivants :

(i) la date à laquelle l'état est exigé, 20 et

(ii) l'expiration de la période à laquelle se rapporte l'état.

Le surintendant peut abréger l'un ou l'autre de ces délais s'il estime que l'état doit 25 être obtenu d'urgence.»

13. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 71.1, de ce qui suit :

«Directives

Pouvoir du
surintendant

71.2 (1) Dans les cas où, de l'avis du surintendant, une compagnie, ou une per- 30 sonne à l'égard d'une compagnie, commet ou poursuit un acte, est sur le point de commettre ou de poursuivre un acte, a ou recherche un comportement ou encore est sur le point d'avoir ou de rechercher un 35 comportement, alors que cet acte ou ce comportement, selon le cas, ne constitue pas une pratique saine ou établie dans la conduite des opérations de la compagnie, le surintendant peut donner à cette compa- 40 gnie ou à cette personne une directive les enjoignant de prendre l'ensemble ou l'une quelconque des mesures suivantes :

a) s'abstenir ou cesser de commettre l'acte ou de s'adonner au comportement; 45

Opportunity for
representations

(2) Subject to subsection (3), no direction shall be issued to a company or person under subsection (1) unless the company or person is provided with a reasonable opportunity to make representations in respect of the matter. 5

Temporary
direction

(3) Where, in the opinion of the Superintendent, the length of time required for representations to be made under subsection (2) could be prejudicial to the public interest, the Superintendent may make a temporary direction having effect for a period of not more than fifteen days. 10

Temporary
direction may
continue in
effect

(4) Unless it is sooner revoked or set aside pursuant to section 71.3, a temporary direction shall continue in effect at the expiration of the fifteen day period referred to in subsection (3) if no representations are made to the Superintendent within that period or, such representations having been made, the Superintendent notifies the company or person that the Superintendent is not satisfied that there are sufficient grounds for revoking the direction. 20 25

Appeal to
Minister

71.3 (1) Any company or person in respect of which or whom a direction has been issued under section 71.2 may, by a notice in writing served on the Minister and the Superintendent within 30

(a) fifteen days after the date of the direction, or

(b) in the case of a temporary direction that is continued pursuant to subsection 71.2(4), thirty days after the date of the direction, 35

appeal the matter to the Minister and, on any such appeal, the Minister may allow the appeal, dismiss the appeal or make such other order as the Minister deems appropriate in the circumstances. 40

No stay on
appeal

(2) A direction under section 71.2 shall not be stayed by an appeal under subsection (1).

b) poser des gestes qui, de l'avis du surintendant, auront pour effet de remédier à la situation.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), aucune directive n'est donnée à une compagnie ou à une personne en vertu du paragraphe (1) à moins que, dans la mesure de ce qui est raisonnable, la possibilité de présenter des observations à cet égard ne lui ait été accordée. 5 10

(3) Lorsque, à son avis, le délai requis pour la présentation des observations visées au paragraphe (2) pourrait être préjudiciable à l'intérêt public, le surintendant peut donner une directive temporaire d'une période de validité d'au plus quinze jours. 15

(4) À moins qu'elle n'ait préalablement été révoquée ou invalidée en vertu de l'article 71.3, la directive temporaire reste en vigueur à l'expiration des quinze jours visés au paragraphe (3) si aucune observation n'a été présentée au surintendant dans le délai en question ou, lorsque des observations ont été présentées, si le surintendant avise la compagnie ou la personne qu'il n'est pas convaincu qu'il y a des motifs suffisants pour que soit révoquée la directive. 20 25

71.3 (1) La compagnie ou la personne à l'égard de qui a été donnée une directive en vertu de l'article 71.2 peut, par avis écrit signifié au ministre et au surintendant : 30

a) dans les quinze jours suivant la date de la directive, ou

b) dans le cas d'une directive temporaire maintenue en vigueur en vertu du paragraphe 71.2(4), dans les trente jours suivant la date de la directive, 40

porter la question en appel auprès du ministre qui peut dès lors accueillir l'appel, le rejeter ou prendre tout autre arrêté qu'il estime indiqué dans les circonstances.

(2) L'exécution d'une directive donnée en vertu de l'article 71.2 n'est pas interrompue par un appel prévu au paragraphe (1). 45

Observations

Directive
temporaire

Maintien en
vigueur de la
directive
temporaire

Appel au
ministre

Non-interrup-
tion

Court
enforcement**71.4 (1)** If a company or a person

(a) is contravening or has failed to comply with a direction of the Superintendent issued to the company or person pursuant to section 71.2,

(b) is contravening this Act, or

(c) has omitted to do any matter, act or thing under this Act required to be done by or on the part of the company or person,

the Superintendent may, in addition to any other action that may be taken under this Act, apply to a superior court for an order requiring the company or person to comply with the direction, cease the contravention or do the matter, act or thing, as the case may require, and on such application the superior court may so order and make any other order it thinks fit.

Appeal

(2) An appeal from a decision of a superior court under subsection (1) lies in the same manner as, and to the same court to which, an appeal may be taken from any other order of the superior court."

c. 19 (1st
Suppl.), s. 22

14. Section 75 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Appraisal of
overvalued real
estate

"**75.** (1) Where at any time it appears to the Superintendent, or if the Superintendent has any reason to believe, that the market value placed by the company on any parcel of real estate owned by it or by any corporation in which the company has invested pursuant to section 64 or subsection 65(1) is too great, the Superintendent may either require the company to procure an appraisal of the parcel or may himself procure the appraisal and the Superintendent may, for the purposes of this Act and the *Winding-up Act*, substitute the appraised value of the parcel for the market value placed by the company or

71.4 (1) Dans les cas où une compagnie ou une personne :

a) omet de se conformer ou contrevient à une directive qui a été donnée à la personne ou à la compagnie en vertu de l'article 71.2,

b) contrevient à la présente loi, ou

c) a omis de poser un geste ou de faire une chose en conformité avec la présente loi alors que cette chose ou ce geste était exigé de cette compagnie ou de cette personne, ou encore à l'égard de l'une ou l'autre,

le surintendant peut, en sus de toute autre mesure autorisée par la présente loi, demander à une cour supérieure une ordonnance enjoignant la compagnie ou la personne de se conformer à la directive, de mettre fin à la contravention ou encore de faire la chose ou poser le geste que dictent les circonstances et alors la cour peut, dans le cadre de la demande, rendre l'ordonnance demandée ou telle autre ordonnance qu'elle estime indiquée.

(2) La décision que rend une cour supérieure conformément au paragraphe (1) peut, de la même manière que s'il s'agissait d'une autre ordonnance de cette cour, être portée en appel devant toute cour pouvant entendre un appel concernant une semblable autre ordonnance de cette cour supérieure.»

Exécution
judiciaire

14. L'article 75 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

ch. 19 (1^{er}
suppl.), art. 22

"**75.** (1) Si le surintendant est d'avis ou s'il a des motifs de croire qu'une compagnie a attribué une valeur marchande trop élevée à toute étendue de bien-fonds dont elle est propriétaire ou dont est propriétaire une corporation dans laquelle elle a placé des fonds conformément à l'article 64 ou au paragraphe 65(1), le surintendant peut soit exiger que la compagnie fasse faire une évaluation de cette étendue de bien-fonds, soit lui-même faire cette évaluation, de même qu'il peut, aux fins de la présente loi et de la *Loi sur les liquidations*, substituer le montant de son évaluation au montant de la valeur mar-

Évaluation d'un
bien-fonds
surévalué



write down the investment of the company in the corporation by such amount as the Superintendent deems appropriate.

Appraisal of
real estate held
as security

(2) Where at any time it appears to the Superintendent, or if the Superintendent has any reason to believe, that the amount secured by any mortgage or hypothec on any parcel of real estate granted to the company or to any corporation in which the company has invested pursuant to section 64 or subsection 65(1), together with the interest due and accrued thereon, is greater than the market value of the parcel, or that the parcel is not sufficient security for the loan and interest, the Superintendent may either require the company to procure an appraisal of the parcel or may himself procure the appraisal and, where from the appraised value it appears that the parcel is not sufficient security for the loan and interest, the Superintendent may, for the purposes of this Act and the *Winding-up Act* and having regard to the appraised value of the parcel, write down the loan and interest by such amount as the Superintendent deems appropriate or write down the investment of the company in the corporation by such amount as the Superintendent deems appropriate.

Notice to
auditor

(3) The Superintendent shall, in writing, notify the company, the auditor of the company and the audit committee of the company of any substitution or write down by the Superintendent under this section relating to real estate.

Regulations
and costs re
appraisals

(4) An appraisal for the purposes of subsection (1) or (2)

(a) shall be in accordance with such regulations as the Governor in Council may make for the purpose; and

(b) shall, unless otherwise specified by the Superintendent, be at the expense of the company."

chande déterminée par la compagnie à l'égard de cette étendue de bien-fonds, soit diminuer le montant de l'investissement de la compagnie dans la corporation conformément à ce qu'il estime indiqué dans les circonstances.

(2) Si le surintendant est d'avis ou s'il a des motifs de croire que le montant garanti par hypothèque ou *mortgage* sur toute étendue de bien-fonds et consenti à la compagnie ou à une corporation dans laquelle celle-ci a placé des fonds conformément à l'article 64 ou au paragraphe 65(1), y compris l'intérêt échû et couru sur ce montant, est supérieur à la valeur marchande de cette étendue de bien-fonds, ou encore que celle-ci n'est pas une garantie suffisante pour le montant du prêt et des intérêts, le surintendant peut soit exiger que la compagnie fasse faire une évaluation de cette étendue de bien-fonds, soit lui-même faire faire cette évaluation et si, selon ce que démontre l'évaluation, il appert que l'étendue de bien-fonds n'est pas une garantie suffisante pour le montant du prêt et des intérêts, il peut également, aux fins de la présente loi et de la *Loi sur les liquidations*, compte tenu du montant de l'évaluation de cette étendue de bien-fonds, soit diminuer le montant du prêt et des intérêts dans la mesure de ce qu'il estime indiqué dans les circonstances, soit diminuer le montant de l'investissement de la compagnie dans la corporation conformément à ce qu'il estime indiqué dans les circonstances.

Évaluation des
biens-fonds
détenus comme
garantie

(3) Le surintendant doit aviser par écrit la compagnie, son vérificateur et son comité de vérification de toute attribution de valeur ou diminution de montant effectuée par lui en vertu du présent article relativement à un bien-fonds.

Avis au
vérificateur

(4) L'évaluation prévue aux paragraphes (1) et (2) est faite :

a) conformément aux règlements que peut prendre le gouverneur en conseil à cette fin; et

b) sauf indication contraire du surintendant, aux frais de la compagnie.»

Règlements et
frais :
évaluations

c. 10 (2nd
Supp.), s. 65

15. Section 78 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Appeal

“78. (1) Notwithstanding section 30 of the *Federal Court Act*, an appeal lies to the Federal Court—Trial Division

(a) from any ruling of the Superintendent under section 77 as to the admissibility of any asset not allowed by the Superintendent or amount added to liabilities, or as to any correction or 10 alteration made in any statement;

(b) from any substitution or write down by the Superintendent under section 75 relating to real estate; or

(c) subject to subsection (2), concerning 15 any other matter arising under this Act where all other appeal rights, if any, provided under this Act have been exhausted.

Exception

(2) No appeal lies under subsection (1) 20 in respect of

(a) a decision of the Minister to approve or not approve a share transaction for which an approval is required under section 10.1; or 25

(b) a matter in respect of which an appeal is provided under section 10.2 or subsection 71.4(2).

Certificate of
ruling appealed
from

(3) For the purposes of an appeal under subsection (1), the Superintendent or Minister, as the case may require, shall at the request of the company or person interested give a certificate in writing setting out the ruling appealed from and the reasons therefor, which ruling is binding on the 35 company or person unless the company or person, within fifteen days after notice of the ruling, serves on the Superintendent or Minister a notice of intention to appeal therefrom, setting out the grounds of 40 appeal and within fifteen days thereafter files the appeal with the registrar of the Court and with due diligence prosecutes the appeal, in which case action on the ruling shall, except in the case of a ruling 45 concerning a matter referred to in section

15. L'article 78 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

ch. 10 (2^e
suppl.), art. 65

Appel

«78. (1) Indépendamment de l'article 30 de la *Loi sur la Cour fédérale*, il y a appel à la Division de première instance de 5 la Cour fédérale, par procédure sommaire :

a) de toute décision du surintendant rendue en application de l'article 77 concernant l'admissibilité d'un actif qu'il a refusé d'admettre, un montant 10 ajouté à un passif ou toute correction ou modification apportée à un état;

b) de toute attribution de valeur ou diminution faite par le surintendant en vertu de l'article 75 relativement à un 15 bien-fonds; ou

c) sous réserve du paragraphe (2), de toute autre question relative à l'application de la présente loi lorsque tous les autres droits d'appel prévus à la pré- 20 sente loi ont été épuisés, s'il y a lieu.

Exemption

(2) Il n'y a pas d'appel en application du paragraphe (1) concernant :

a) une décision du ministre d'approuver ou non une transaction concernant des 25 actions à l'égard de laquelle une approbation est exigée en vertu de l'article 10.1; ou

b) une question à l'égard de laquelle un appel est prévu en vertu de l'article 10.2 30 ou du paragraphe 71.4(2).

Certificat de la
décision portée
en appel

(3) Aux fins de l'appel prévu au paragraphe (1), le surintendant ou le ministre, selon le cas, doit, à la demande de la compagnie ou de la personne concernée, 35 remettre un certificat faisant état de la décision qui fait l'objet de l'appel et des motifs qui la justifient; cette décision lie la compagnie et la personne sauf si, dans les quinze jours suivant l'avis de la décision, 40 celle-ci signifie au surintendant ou au ministre un avis de son intention d'interjeter appel et des motifs de l'appel, et si, dans les quinze jours qui suivent, elle dépose son appel au bureau du registraire 45 de la Cour et donne suite à l'appel avec toute la diligence nécessaire, auquel cas les mesures découlant de la décision, sauf s'il s'agit d'une décision relative à une ques-

71.2, be suspended until the Court has rendered judgment thereon.”

tion visée à l'article 71.2, sont suspendues jusqu'à ce que la cour se soit prononcée sur l'appel.»

16. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 82.2 thereof, the following section:

16. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 82.2, de ce qui suit :

Margin of assets

“82.3 (1) A company that is registered to transact the business of life insurance shall maintain with respect to its life insurance business

«82.3 (1) Une compagnie enregistrée pour exercer l'entreprise d'assurance-vie doit, à l'égard de son entreprise d'assurance-vie, conserver

Marge excédentaire de l'actif

(a) an adequate margin of assets over liabilities, and

a) une marge excédentaire adéquate de 10 son actif sur son passif, et

(b) appropriate forms and amounts of liquidity,

b) des liquidités suffisantes quant à leur forme et leur montant,

in accordance with such rules in relation thereto as may be prescribed by the regulations or that may be given to the company by the Minister in the form of written directives.

conformément aux règles prévues à cet égard par règlement ou prises par le ministre sous forme de directives écrites données à la compagnie en question.

Value of assets and liabilities

(2) For the purposes of this section, the assets of a company shall be valued in accordance with section 71 and “liabilities” includes the reserves required to be included in the company's annual statement pursuant to section 82 and subsection 82.1(3).”

(2) Aux fins du présent article, l'actif de la compagnie est évalué conformément à l'article 71 et le passif comprend les réserves à inclure dans l'état annuel de la compagnie en application de l'article 82 et du paragraphe 82.1(3).»

Actif et passif

c. 19 (1st Supp.), s. 28(1)

17. (1) Paragraph 91.2(1)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

17. (1) L'alinéa 91.2(1)c) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

ch. 19 (1^{er} suppl.), par. 28(1)

“(b.1) the company or a person who is a shareholder, director, officer, employee or agent of the company has failed to comply with a direction issued to the company or to the person under section 71.2;

«b.1) que la compagnie ou une personne qui est un actionnaire, un administrateur, un fonctionnaire, un employé ou un mandataire de la compagnie a omis de se conformer à une directive donnée à la compagnie ou à la personne en vertu de l'article 71.2;

(b.2) a company has not maintained with respect to its life insurance business an adequate margin of assets over liabilities or appropriate forms and amounts of liquidity as required by subsection 82.3(1);

b.2) que la compagnie n'a pas conservé la marge excédentaire et les liquidités qui sont exigées en application du paragraphe 82.3(1);

(c) the financial condition and results of the operations of a company are such that the situation described in paragraph (a), (b) or (b.2) is likely to occur within the following year;”

c) que la situation financière et les résultats des opérations de la compagnie sont tels que la situation décrite à l'alinéa a), b) ou b.2) se produira vraisemblablement au cours de l'année suivante;»

c. 19 (1st
Suppl.), s. 28(1)

Remedial
powers of
Minister

(2) Subsections 91.2(2) and (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(2) Where the Minister, after full consideration of the matter and after a reasonable opportunity has been provided to the company or person, as the case may be, to make representations, believes that the situation described in any paragraph of subsection (1) exists, the Minister may do any or all of the following:

(a) make the company's certificate of registry subject to such limitations or conditions as the Minister considers appropriate;

(b) prescribe a time within which the company or person, as the case may be, shall

(i) make good the deficiency or inadequacy of assets described in paragraph (1)(a), (b), (b.2), (c) or (d),

(ii) correct the non-compliance described in paragraph (1) (b.1), or

(iii) cease the practice or remedy the state of affairs referred to in paragraph (1) (e); and

(c) direct the Superintendent to take control of the company.

(3) On the failure of a company or person, as the case may be,

(a) to make good the deficiency or inadequacy of assets described in paragraph (1) (a), (b), (b.2), (c) or (d),

(b) to correct the non-compliance described in paragraph (1) (b.1), or

(c) to cease the practice or remedy the state of affairs referred to in paragraph (1) (e)

within the time that may have been prescribed pursuant to paragraph (2) (b), or any extension subsequently given by the Minister, the Minister may direct the Superintendent to take control of the company.”

18. (1) Section 102 of the said Act is amended by adding thereto the following subsections:

(2) Les paragraphes 91.2(2) et (3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

“(2) Le ministre peut, après avoir bien étudié la question et après que la compagnie ou la personne, selon le cas, se soit vue, dans la mesure de ce qui est raisonnable, accorder la possibilité de présenter des observations, prendre l'une quelconque ou l'ensemble des mesures suivantes s'il 10 estime que la situation décrite à l'un ou l'autre des alinéas du paragraphe (1) existe :

a) assortir le certificat d'enregistrement de la compagnie des restrictions ou conditions que le ministre estime indiquées;

b) prévoir un délai au cours duquel la compagnie ou la personne, selon le cas, doit :

(i) remédier au manque ou à l'insuffisance d'actif visé à l'alinéa (1)a), b), b.2), c) ou d),

(ii) redresser le défaut visé à l'alinéa (1)b.1), ou

(iii) mettre fin à la pratique ou à la situation visées à l'alinéa (1)e); et

c) donner au surintendant la directive de prendre le contrôle de la compagnie.

(3) Le ministre peut, dans le délai qui peut avoir été prévu en conformité avec l'alinéa (2)b) ou dans tel délai supplémentaire qu'il accorde subséquemment, donner au surintendant la directive de prendre le contrôle de la compagnie dans les cas suivants :

a) la compagnie ou la personne, selon le cas, ne remédie pas au manque ou à l'insuffisance d'actif visé à l'alinéa (1)a), b), b.2), c) ou d);

b) la compagnie ou la personne, selon le cas, ne redresse pas le défaut visé à l'alinéa (1)b.1); ou

c) la compagnie ou la personne, selon le cas, ne met pas fin à la pratique ou à la situation visées à l'alinéa (1)e).»

18. (1) L'article 102 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (6), de ce qui suit :

ch. 19 (1^{er}
suppl.), par.
28(1)

Pouvoir du
ministre pour
remédier à la
situation

Subsequent
action

Mesure
subséquente

Report on
reserves

“(7) A company shall attach to its annual statement the following two reports, namely,

(a) a report setting out particulars of the calculation of the reserve shown in the annual statement pursuant to paragraph (1)(b) and stating whether or not, in the opinion of the person signing the report, that reserve, together with

(i) any other reserve making provision for claims and other obligations expected to arise after the date of the statement under policies to which the reserve pursuant to paragraph (1)(b) pertains, and

(ii) the amounts receivable from reinsurers in respect of those policies,

are at least equal to the amount that will make proper provision for all claims and other obligations expected to arise after the date of the statement under those policies, and to pay adjustment expenses expected to be connected therewith and expenses relating to the servicing of those policies; and

(b) a report setting out particulars of the calculation of the reserve shown in the annual statement for claims and other obligations that have been incurred by the company prior to the date of the statement, including claims and other obligations that arose before that date but were not reported to the company on or before that date, and stating whether or not, in the opinion of the person signing the report, that reserve together with amounts receivable from reinsurers in connection with such claims and other obligations, is at least equal to the amount that will make proper provision for such claims and other obligations and to pay adjustment expenses connected therewith.

Additional
matters

(8) Each of the reports required by subsection (7) shall

(a) indicate the amounts that were assumed to be receivable from reinsurers in giving the opinion stated in the report;

«(7) Toute compagnie doit joindre à son état annuel les deux rapports suivants :

a) un rapport énonçant le détail du calcul de la réserve apparaissant à l'état en application de l'alinéa (1)b) et indiquant si, de l'avis de la personne qui signe le rapport, cette réserve, y compris :

(i) toute autre réserve concernant les réclamations et les obligations dont la réalisation est prévue pour une date ultérieure à l'état en rapport avec des polices visées par la réserve constituée en application de l'alinéa (1)b), et

(ii) les montants à recevoir de réassureurs à l'égard de ces polices,

est ou non au moins égale au montant qui constitue une provision adéquate à l'égard des autres réclamations et des autres obligations dont la réalisation est prévue pour une date ultérieure à l'état en rapport avec ces polices, de même qu'une provision adéquate pour payer les frais de règlement se rattachant à ces polices et les frais d'administration de celles-ci; et

b) un rapport énonçant le détail du calcul de la réserve apparaissant à l'état annuel pour des réclamations et autres obligations qui ont été portées à la charge de la compagnie avant la date de l'état, y compris celles qui sont survenues avant cette date mais qui n'ont pas été rapportées à la compagnie au plus tard lors de cette date et qui précise également si le signataire du rapport est d'avis que la réserve, y compris les montants à recevoir de réassureurs à l'égard de ces réclamations et obligations, est ou non au moins égale au montant qui constitue une provision adéquate pour ces réclamations et obligations, de même que pour acquitter les frais de règlement qui s'y rapportent.

(8) Chacun des rapports exigés par le paragraphe (7) doit :

a) indiquer les montants dont le paiement par des réassureurs était prévu lorsqu'ont été donnés les avis qui y sont contenus;

Rapport :
réserves

Indications
supplémentaires

(b) specify any unusual problems or delays known by the person signing the report that are expected to be encountered in the collection of the relevant amounts from reinsurers; and

5

(c) include any other information, concerning the calculation of the reserves, required by the Superintendent.

Signature of
reports

(9) Each of the reports required by subsection (7) shall be signed by an actuary 10 who shall sign both reports.

Idem

(10) Notwithstanding subsection (9), with the approval of the Superintendent

(a) each of the reports required by subsection (7) may be signed by a person 15 who, in the opinion of the Superintendent, has relevant training and experience for the purpose; or

(b) one of the reports required by subsection (7) may be signed by a person 20 referred to in paragraph (a) and the other report may be signed by another such person or by an actuary."

(2) Subsection 102(10) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall cease to have effect five years after the day on which subsection (1) comes into force.

1976-77, c. 39,
s. 17(1)

19. (1) Paragraphs 103(1)(a) to (d) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(a) an amount equal to the reserve computed in accordance with paragraph 102(1)(a) for non-cancellable accident and sickness policies, and for claims under accident and sickness policies 35 payable in instalments together with an additional amount in respect of such policies and claims as may be determined in accordance with such rules in relation thereto as may be prescribed by 40 the regulations or that may be given to the company by the Minister in the form of written directives;

(b) an amount equal to the total of all the liabilities of the company calculated 45 without reference to the reserve computed

b) préciser tous problèmes ou retards inhabituels dont a connaissance le signataire du rapport et qui devraient survenir lors du recouvrement des montants pertinents auprès des réassureurs; et

5

c) contenir toute autre renseignement exigé par le surintendant au sujet du calcul des réserves.

Signature du
rapport

(9) Les deux rapports exigés au paragraphe (7) sont signés par le même 10 actuaire.

Idem

(10) Sans égard au paragraphe (9) mais avec l'approbation du surintendant :

a) les deux rapports exigés en application du paragraphe (7) peuvent être 15 signés par une personne qui, de l'avis du surintendant, a la formation et l'expérience nécessaires à cette fin; ou

b) un des rapports exigés en application du paragraphe (7) peut être signé par 20 une personne mentionnée à l'alinéa a) et l'autre rapport peut être signé par une autre semblable personne ou par un actuaire."

(2) Le paragraphe 102(10) de la même loi, 25 édicté par le paragraphe (1), cesse d'avoir effet cinq ans après la date d'entrée en vigueur du paragraphe (1).

19. (1) Les alinéas 103(1)a) à d) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce 30 qui suit :

1976-77, ch. 39,
par. 17(1)

"a) un montant égal à la réserve calculée conformément à l'alinéa 102(1)a) à l'égard de polices non résolubles d'assurance contre les accidents et la maladie, 35 de même qu'à l'égard de réclamations payables par versements aux termes de polices d'assurance contre les accidents et la maladie, y compris tout montant additionnel se rapportant à ces réclama- 40 tions et à ces polices et qui peuvent être déterminés conformément aux règles qui peuvent être prévues à cet égard par règlement ou qui peuvent être prises par le ministre sous forme de directives écri- 45 tes données à la compagnie;

b) un montant égal à l'ensemble des engagements de la compagnie calculé

ed in accordance with paragraph 102(1)(a);

(c) an amount equal to the greater of
(i) the amount that is equal to the sum of 5

(A) 0.15 times the amount of the unearned premiums in respect of accident and sickness policies, other than non-cancellable accident and sickness policies, 10

and

(B) 0.15 times the amount of the provision for claims, other than claims referred to in paragraph (a), incurred but unpaid in respect of 15 accident and sickness policies,

and

(ii) an amount determined in accordance with such rules in relation to the policies and claims referred to in sub-20 paragraph (i) as may be prescribed by the regulations or that may be given to the company by the Minister in the form of written directives;

(d) in the case of policies other than 25 accident and sickness policies, an amount equal to the greatest of

(i) the amount that is equal to the sum of

(A) 0.15 times the amount of the 30 unearned premiums in respect thereof,

and

(B) 0.15 times the amount of the provision for claims incurred but 35 unpaid in respect thereof,

(ii) the amount that is equal to the sum of 0.15 times the premium income of the company in respect thereof during the immediately 40 preceding twelve months, calculated without reduction in respect of reinsurance premiums paid or payable, and the lesser of \$500,000 and 0.05 times that premium income, and 45

(iii) the amount that is, as the case may be,

(A) 0.22 times the average annual amount of claims incurred by the company in respect thereof during 50

sans égard à la réserve établie conformément à l'alinéa 102(1)a);

c) un montant égal au plus élevé

(i) du montant égal à la somme de

(A) 0,15 fois le montant des primes 5 non gagnées se rapportant à des polices d'assurance contre les accidents et la maladie, autres que des polices non résolubles d'assurance contre les accidents et la maladie, 10

et

(B) 0,15 fois le montant de la réserve pour réclamations non réglées se rapportant à des polices d'assurance contre les accidents et 15 la maladie que ces réclamations aient été soumises ou non à la compagnie, dans la mesure où il ne s'agit pas de réclamations visées à l'alinéa a) 20

et

(ii) du montant établi conformément aux règles qui peuvent être prévues par règlement ou qui peuvent être prises par le ministre sous forme de 25 directives écrites données à la compagnie en rapport avec les polices et les réclamations visées au sous-alinéa (i);

d) dans le cas de polices autres que des polices d'assurance contre les accidents 30 et la maladie, un montant égal au plus élevé

(i) du montant qui est égal à la somme de

(A) 0,15 fois le montant des primes 35 non gagnées se rapportant à ces polices

et

(B) 0,15 fois le montant de la réserve pour réclamations non 40 réglées se rapportant à ces polices que ces réclamations aient été soumises ou non à la compagnie,

(ii) du montant qui est égal à la somme de 0,15 fois le revenu des 45 primes de la compagnie à l'égard de ces polices au cours des douze mois qui précèdent, calculé sans réduction en raison de primes de réassurance payées ou payables, et du moindre de 50

the immediately preceding three years, or

(B) if the company has been in business for less than three years, the amount that is 0.22 times the product obtained by multiplying

(I) the average monthly amount of claims incurred by the company in respect thereof during the period the company has been in business,

by

(II) 12,

together with the lesser of \$500,000 and 0.07 times the average annual amount referred to in clause (A) or 0.07 times the product obtained pursuant to clause (B), as the case may be."

500 000 \$ et 0,05 fois ce revenu des primes, et

(iii) du montant que représente, selon le cas,

(A) 0,22 fois le montant annuel moyen des réclamations portées à la charge de la compagnie à l'égard de ces polices au cours des trois années précédentes, ou

(B) dans les cas où la compagnie exerce son entreprise depuis moins de trois ans, 0,22 fois le produit de la multiplication

(I) du montant mensuel moyen des réclamations portées à la charge de la compagnie à l'égard de ces polices au cours de la période durant laquelle la compagnie a exercé son entreprise

par 20

(II) 12,

y compris le moindre de 500 000 \$ et 0,07 fois le montant annuel moyen visé à la division (A) ou 0,07 fois le produit obtenu conformément à la division (B), selon le cas.»

1976-77, c. 39, s. 17(1)

(2) All that portion of subsection 103(1.1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"(1.1) For the purposes of paragraphs (1)(c) and (d),"

Premium notes and unearned premiums

1976-77, c. 39, s. 17(1)

(3) Subsection 103(1.11) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(1.11) Subject to subsection (1.12), where under the policies issued by a company with respect to a particular class of insurance the expected claims ratio is less than 0.95, the company may, by written notice filed with the Superintendent, select a claims ratio not less than the expected claims ratio and, where such a selection is made in respect of such policies, there shall be substituted for the figure 0.15 referred to in clauses (1)(c)(i)(A) and (1)(d)(i)(A) a figure determined by adding 0.20 to the selected claims ratio and by deducting therefrom the figure 1.00."

Where claims less than unearned premiums

(2) Le passage du paragraphe 103(1.1) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(1.1) Aux fins des alinéas (1)c) et d),»

1976-77, ch. 39, par. 17(1)

Primes par billets et primes non gagnées

1976-77, ch. 39, par. 17(1)

(3) Le paragraphe 103(1.11) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(1.11) Sous réserve du paragraphe (1.12), la compagnie peut, lorsque le taux des réclamations prévu aux termes de ses polices émises pour une même classe d'assurance est inférieur à 0,95, adopter, par dépôt auprès du surintendant d'un avis écrit, un taux des réclamations au moins égal au taux des réclamations prévu. Dans ce cas, le taux adopté, majoré de 0,20 et déduction faite ensuite du coefficient de 1,00, remplace, pour les polices concernées, le coefficient de 0,15 visé aux divisions (1)c)(i)(A) et (1)d)(i)(A).»

Réclamations inférieures aux primes non gagnées

45

1976-77, c. 39,
s. 17(1)

(4) Paragraph 103(1.12)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) the figure substituted in lieu of the figure referred to in clauses (1)(c)(i)(A) and (1)(d)(i)(A) shall not be less than zero nor more than 0.15;”

1976-77, c. 39,
s. 17(1);
1980-81-82-83,
c. 47, s. 53(1)

(5) Subsections 103(1.16) to (1.18) are repealed and the following substituted therefor:

“(1.16) The amount by which the aggregate of the amounts referred to in subsection (1) may be reduced in respect of any policy, group of policies or claim shall be determined by reducing the amounts determined pursuant to paragraphs (1)(a) to (d) in accordance with the following:

(a) in the case of the amounts determined pursuant to paragraphs (1)(a) to (c) and subparagraph (1)(d)(i), the reduction shall not exceed such portion of those amounts for that policy, group of policies or claim as may reasonably be considered to apply to the portion of the risk undertaken by the reinsurer; and

(b) in the case of the amounts determined pursuant to subparagraphs (1)(d)(ii) and (iii), the reduction shall not exceed

(i) in the case of companies registered to transact only the business of reinsurance, the amount determined pursuant to each of subparagraphs (1)(d)(ii) and (iii) multiplied by the reinsurance ratio, or

(ii) in the case of companies other than those described in subparagraph (i), the amount determined pursuant to each of subparagraphs (1)(d)(ii) and (iii) multiplied by the lesser of 0.5 and the reinsurance ratio.

(1.161) For the purposes of subsection (1.16), “reinsurance ratio” means the inverse of the ratio of the total claims incurred by the company during the immediately preceding twelve month

Definition of
“reinsurance
ratio”

(4) L’alinéa 103(1.12)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(a) le coefficient qui remplace celui prévu aux divisions (1)c)(i)(A) et (1)d)(i)(A) ne doit pas être inférieur à zéro sans excéder 0,15;»

(5) Les paragraphes 103(1.16) à (1.18) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«(1.16) Le montant de la réduction dont peut faire l’objet l’ensemble des montants visés au paragraphe (1) à l’égard d’une police, d’un groupe de polices ou d’une réclamation, est établi en déduisant les montants déterminés conformément aux alinéas (1)a) à d), compte tenu des règles suivantes :

a) dans le cas des montants déterminés conformément aux alinéas (1)a) à c) et au sous-alinéa (1)d)(i), la réduction ne peut pas dépasser la partie de ces montants qui se rapporte à cette police, à ce groupe de polices ou à cette réclamation et qui peut raisonnablement être considérée comme se rattachant à la partie du risque qui est assumée par le réassureur; et

b) dans le cas des montants déterminés conformément aux sous-alinéas (1)d)(ii) et (iii), la réduction n’excède pas :

(i) dans le cas de compagnies enregistrées pour n’exercer que des opérations de réassurance, le montant déterminé conformément à chacun des sous-alinéas (1)d)(ii) et (iii), multiplié par le quotient de réassurance, ou

(ii) dans le cas de compagnies autres que celles visées au sous-alinéa (i), le montant déterminé conformément à chacun des sous-alinéas (1)d)(ii) et (iii), multiplié par le moindre de 0,5 ou du quotient de réassurance.

(1.161) Aux fins du paragraphe (1.16), «quotient de réassurance» désigne l’inverse du rapport entre le total des réclamations portées à la charge de la compagnie pendant la période de douze mois précédente

1976-77, ch. 39,
par. 17(1)

1976-77, ch. 39,
par. 17(1);
1980-81-82-83,
ch. 47, par.
53(1)

Montant de la
réduction

Définition de
«quotient de
réassurance»

period to the aggregate of the amounts of those claims that the company has recovered and is entitled to recover from reinsurers, excluding in each case claims in respect of accident and sickness policies.

5

et la partie du montant de ces réclamations que la compagnie a recouvrée et qu'elle a droit de recouvrer auprès de réassureurs, à l'exclusion dans chaque cas des réclamations concernant les polices d'assurance contre les accidents et la maladie.

5

Where
provincial
company not
registered

(1.17) Where the reinsurer is not registered under this Act and is incorporated by or under the laws of a province, the reduction authorized under this section may be made by reducing the amounts determined pursuant to paragraphs (1)(a) to (c) and subparagraph (1)(d)(i) only if the Superintendent is satisfied that the financial condition of the reinsurer is satisfactory and that its operations are conducted in accordance with sound business and financial practices.

10

15

(1.17) Lorsque le réassureur n'est pas enregistré en vertu de la présente loi et est constitué en corporation en vertu ou sous l'autorité des lois d'une province, la réduction autorisée au présent article peut être effectuée par la déduction des montants déterminés conformément aux alinéas (1)a) à c) et au sous-alinéa (1)d)(i) seulement si le surintendant estime que la situation financière du réassureur est satisfaisante et que ses affaires sont conduites selon des pratiques commerciales et financières établies.

Compagnie
provinciale non
enregistrée

10

15

Where
non-Canadian
company not
registered

(1.18) Where the reinsurer is not registered under this Act or the *Foreign Insurance Companies Act* and is not incorporated by or under the laws of Canada or a province, the reduction authorized under this section may be made by reducing the amounts determined pursuant to paragraphs (1)(a) to (c) and subparagraph (1)(d)(i),

20

25

25

(1.18) Lorsque le réassureur n'est pas enregistré en vertu de la présente loi ou de la *Loi sur les compagnies d'assurance étrangères* et n'a pas été constitué en corporation en vertu ou sous l'autorité des lois du Canada ou d'une province, la réduction autorisée par le présent article peut être effectuée par la déduction des montants déterminés conformément aux alinéas (1)a) à c) et au sous-alinéa (1)d)(i),

Compagnie
étrangère non
enregistrée

25

(a) in respect of a policy, group of policies or a claim in Canada reinsured with that reinsurer, only to the extent that security is maintained in Canada in respect of the potential obligations of the reinsurer in an amount, of a nature and under arrangements satisfactory to the Superintendent; and

30

35

(b) in respect of any other policy, group of policies or a claim reinsured with that reinsurer, only to the extent that security is maintained in respect of the potential obligations of the reinsurer in an amount, of a nature and under arrangements satisfactory to the Superintendent."

35

40

40

a) à l'égard d'une police, d'un groupe de polices ou d'une réclamation, au Canada, réassurées auprès de ce réassureur, seulement dans la mesure où le réassureur maintient au Canada, en rapport avec ses obligations éventuelles, des garanties qui satisfont le surintendant quant à leur montant, à leur nature et aux arrangements dont elles font l'objet;

b) à l'égard de toute autre police, de tout autre groupe de polices ou de toute autre réclamation réassurées auprès de ce réassureur, seulement si le réassureur maintient à l'égard de ses obligations éventuelles des garanties qui satisfont le surintendant quant à leur montant, à leur nature et aux arrangements dont elles font l'objet.»

30

35

40

45

c. 19 (1st
Supp.), s. 34

20. (1) Subsection 103.2(1) of the said Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (e) thereof, by

20. (1) Le paragraphe 103.2(1) de la même loi est modifié par suppression du mot «ou» à la fin de l'alinéa e), par adjonction de 50

ch. 19 (1^{er}
suppl.), art. 34

45

adding the word "or" at the end of paragraph (f) thereof and by adding thereto the following paragraph:

"(g) the company or a person who is a shareholder, director, officer, employee or agent of the company has failed to comply with a direction issued to the company or to the person under section 71.2."

(2) Subsections 103.2(2) and (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(2) Where the Minister, after full consideration of the matter and after a reasonable opportunity has been provided to the company or person, as the case may be, to make representations, believes that the situation described in any paragraph of subsection (1) exists, the Minister may do any or all of the following:

(a) make the company's certificate of registry subject to such limitations or conditions as the Minister considers appropriate;

(b) prescribe a time within which the company or person, as the case may be, shall

(i) make good the deficiency or inadequacy of assets described in any of paragraphs (1)(a) to (e),

(ii) cease the practice or remedy the state of affairs referred to in paragraph (1)(f), or

(iii) correct the non-compliance described in paragraph (1)(g); and

(c) direct the Superintendent to take control of the company.

(3) On the failure of a company or person, as the case may be,

(a) to make good the deficiency or inadequacy of assets described in any of paragraphs (1)(a) to (e),

(b) to cease the practice or remedy the state of affairs referred to in paragraph (1)(f), or

(c) to correct the non-compliance described in paragraph (1)(g)

ce mot à la fin de l'alinéa f) et par adjonction de ce qui suit :

«(g) la compagnie ou la personne qui est un actionnaire, un administrateur, un fonctionnaire, un employé ou un mandataire de la compagnie a omis de se conformer à une directive donnée à la compagnie ou à la personne en vertu de l'article 71.2.»

(2) Les paragraphes 103.2(2) et (3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«(2) Le ministre peut, après avoir bien étudié la question et après que la compagnie ou la personne, selon le cas, se soit vue, dans la mesure de ce qui est raisonnable, accorder la possibilité de présenter des observations, prendre l'une quelconque ou l'ensemble des mesures suivantes s'il estime que la situation décrite à l'un ou l'autre des alinéas du paragraphe (1) existe :

a) assortir le certificat d'enregistrement de la compagnie des restrictions ou conditions que le ministre estime indiquées;

b) prescrire un délai au cours duquel la compagnie ou la personne, selon le cas, doit :

(i) remédier au manque ou à l'insuffisance d'actif visé à l'un des alinéas (1)(a) à e),

(ii) mettre fin à la pratique ou à la situation visées à l'alinéa (1)(f), ou

(iii) redresser le défaut visé à l'alinéa (1)(g); et

c) donner au surintendant la directive de prendre le contrôle de la compagnie.

(3) Le ministre peut, dans le délai qui peut avoir été prévu en conformité avec l'alinéa (2)b) ou dans tel délai supplémentaire qu'il accorde subséquemment, donner au surintendant la directive de prendre le contrôle de la compagnie dans les cas suivants :

a) la compagnie ou la personne, selon le cas, ne remédie pas au manque ou à l'insuffisance d'actif visés à l'un des alinéas (1)(a) à e);

c. 19 (1st Supp.), s. 34

Remedial powers of Minister

Subsequent action

Pouvoir du ministre pour remédier à la situation

Mesure subséquente

within the time that may have been prescribed pursuant to paragraph (2)(b), or any extension subsequently given by the Minister, the Minister may direct the Superintendent to take control of the company.”

c. 19 (1st Supp.), s. 36

Limitation on dividends

Proportion

c. 19 (1st Supp.), s. 39; 1980-81-82-83, c. 62, s. 1(2)

Definitions

“accident and sickness insurance expenses”
«frais d'assurance contre...»

21. Subsections 105(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“105. (1) A company shall not, in any particular calendar year, declare dividends to shareholders the aggregate amount of which exceeds a proportion, as specified in subsection (2), of the average annual profits of the company for the three calendar years preceding that particular calendar year unless prior approval is granted by the Minister.

(2) For the purposes of subsection (1), the proportion shall be 25% in the case of a company for which the aggregate of its paid capital, surplus and general or contingency reserves as shown in its most recent annual statement deposited in the Department as required by this Act is less than \$5 million, and 75% in any other case.”

22. (1) Subsections 113(3) to (10) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(3) For the purposes of this section, “accident and sickness insurance expenses” means the portion of the expenses described in subsection (1) that were incurred in respect of a company referred to in that subsection that bears the same relation thereto that

(a) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, in respect of its policies of accident and sickness insurance during the period of five calendar years preceding the earlier of the calendar year in which the Superintendent took control of the company and the calendar year in which a winding-up order was issued in respect of the company

b) la compagnie ou la personne, selon le cas, ne met pas fin à la pratique ou à la situation visées à l’alinéa (1)f);

c) la compagnie ou la personne, selon le cas, ne redresse pas le défaut visé à l’alinéa (1)g).»

21. Les paragraphes 105(1) et (2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«105. (1) Une compagnie ne doit pas, dans une année civile quelconque, déclarer de dividendes payables aux actionnaires dont le montant global excède la proportion, visée au paragraphe (2), des bénéfices annuels moyens de la compagnie pour les trois années civiles précédant l’année civile en question sauf avec l’approbation préalable du ministre.

(2) La proportion visée au paragraphe (1) est de 25 % dans le cas d’une compagnie dont l’ensemble du capital versé, de l’excédent et des réserves pour frais fixes ou éventualités, énoncé dans son plus récent état annuel déposé auprès du département en application de la présente loi, est inférieur à cinq millions de dollars, et de 75 % dans les autres cas.»

22. (1) Les paragraphes 113(3) à (10) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«(3) Aux fins du présent article :

«frais d’assurance contre les accidents et la maladie» s’entend de la partie des frais mentionnés au paragraphe (1) qui a été engagée à l’égard d’une compagnie visée à ce paragraphe et qui représente à cet égard un rapport égal au rapport entre

a) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le surintendant, à l’égard de ses polices d’assurance contre les accidents et la maladie pour la période de cinq années civiles qui a précédé l’année civile au cours de laquelle le surintendant a pris le contrôle de la compagnie ou l’année civile au cours de laquelle une ordonnance de liquidation a été rendue à l’égard de la com-

ch. 19 (1^{er} suppl.), art. 36

Restriction quant aux dividendes

Proportion

ch. 19 (1^{er} suppl.), art. 39; 1980-81-82-83, ch. 62, par. 1(2)

Définitions

«frais d’assurance contre les accidents et la maladie»
“accident and sickness insurance expenses”

bears to

(b) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, during the period referred to in paragraph 5 (a);

"gross premium income"
«revenu des primes brut»

"gross premium income", of a company, means the premium income of the company from its policies in Canada calculated without reduction in respect of 10 reinsurance premiums paid or payable;

"life insurance expenses"
«frais d'assurance-vie»

"life insurance expenses" means the portion of the expenses described in subsection (1) that were incurred in respect of a company referred to in that subsection 15 that bears the same relation thereto that (a) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, in respect of its policies of life insurance 20 during the period of five calendar years preceding the earlier of the calendar year in which the Superintendent took control of the company and the calendar year in which a winding-up 25 order was issued in respect of the company

bears to

(b) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, during the period referred to in paragraph 30 (a);

"mortgage insurance expenses"
«frais d'assurance hypothécaires»

"mortgage insurance expenses" means the portion of the expenses described in subsection (1) that were incurred in respect of a company referred to in that subsection that bears the same relation thereto 35 that

(a) the total of the gross premium 40 income of the company, as determined by the Superintendent, in respect of its policies of mortgage insurance during the period of five calendar years preceding the earlier of 45 the calendar year in which the Superintendent took control of the company and the calendar year in which a winding-up order was issued in respect of the company 50

pagnie, en choisissant la première en date de ces deux dernières années civiles,

et

b) le total du revenu des primes brut 5 de la compagnie, déterminé par le surintendant, pour la période visée à l'alinéa a);

«frais d'assurance hypothécaire» s'entend de la partie des frais mentionnés au 10 paragraphe (1) qui a été engagée à l'égard d'une compagnie visée à ce paragraphe et qui représente à cet égard un rapport égal au rapport entre

«frais d'assurance hypothécaire»
"mortgage insurance expenses"

a) le total du revenu des primes brut 15 de la compagnie, déterminé par le surintendant, à l'égard de ses polices d'assurance hypothécaire pour la période de cinq années civiles qui a précédé l'année civile au cours de 20 laquelle le surintendant a pris le contrôle de la compagnie ou l'année civile au cours de laquelle une ordonnance de liquidation a été rendue à l'égard de la compagnie, en choisissant la pre- 25 mière en date de ces deux dernières années civiles,

et

b) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le 30 surintendant, pour la période visée à l'alinéa a);

«frais d'assurance spéciale» s'entend de la partie des frais mentionnés au paragraphe (1) qui a été engagée à l'égard d'une 35 compagnie visée à ce paragraphe et qui représente à cet égard un rapport égal au rapport entre

«frais d'assurance spéciale»
"special insurance expenses"

a) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le 40 surintendant, à l'égard de ses primes d'assurance spéciale pour la période de cinq années civiles qui a précédé l'année civile au cours de laquelle le surintendant a pris le contrôle de la 45 compagnie ou l'année civile au cours de laquelle une ordonnance de liquidation a été rendue à l'égard de la compagnie, en choisissant la première en date de ces deux dernières années 50 civiles,

bears to

(b) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, during the period referred to in paragraph 5 (a);

"net premiums"
«primes nettes»

"net premiums", of a company, means the gross premium income of the company less

(a) premiums paid or payable in 10 respect of reinsurance of risks undertaken by the company in its policies in Canada, and

(b) the amount of the dividends paid or allowed by the company to its 15 policyholders in Canada;

"property and
casualty
insurance
expenses"
«frais
d'assurance sur
les biens...»

"property and casualty insurance expenses" means the portion of the expenses described in subsection (1) that were incurred in respect of a com- 20 pany referred to in that subsection that bears the same relation thereto that

(a) the total of the gross premium income of the company in respect of its policies, other than its policies of 25 accident and sickness insurance, life insurance, mortgage insurance and special insurance during the period of five calendar years preceding the earlier of the calendar year in which the 30 Superintendent took control of the company and the calendar year in which a winding-up order was issued in respect of the company

bears to 35

(b) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, during the period referred to in paragraph 40 (a);

"special
insurance
expenses"
«frais
d'assurance
spéciale»

"special insurance expenses" means that portion of the expenses described in subsection (1) that were incurred in respect of a company referred to in that subsection that bears the same relation thereto 45 that

(a) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, in respect of its policies of special insur- 50 ance during the period of five calen-

et

(b) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le surintendant, pour la période visée à l'alinéa a); 5

«frais d'assurance sur les biens et risques divers» s'entend de la partie des frais mentionnés au paragraphe (1) qui a été engagée à l'égard d'une compagnie visée à ce paragraphe et qui représente à cet 10 égard un rapport égal au rapport entre

«frais d'assu-
rance sur les
biens et risques
divers»
"property and
casualty
insurance
expenses"

a) le total du revenu des primes brut de la compagnie à l'égard de ses poli- 15 ces autres que ses polices d'assurance contre les accidents et la maladie, ses 15 polices d'assurance-vie, ses polices d'assurance hypothécaire et ses poli- ces d'assurance spéciale, pour la période de cinq années civiles qui a précédé l'année civile au cours de 20 laquelle le surintendant a pris le contrôle de la compagnie ou l'année civile au cours de laquelle une ordonnance de liquidation a été rendue à l'égard de la compagnie, en choisissant la pre- 25 mière en date de ces deux dernières années civiles,

et

(b) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le 30 surintendant, pour la période visée à l'alinéa a);

«frais d'assurance-vie» s'entend de la partie des frais mentionnés au paragraphe (1) qui a été engagée à l'égard d'une com- 35 pagnie visée à ce paragraphe et qui représente à cet égard un rapport égal au rapport entre

«frais d'assu-
rance-vie»
"life insurance
expenses"

a) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le 40 surintendant, à l'égard de ses polices d'assurance-vie pour la période de cinq années civiles qui a précédé l'an- 45 née civile au cours de laquelle le surintendant a pris le contrôle de la 45 compagnie ou l'année civile au cours de laquelle une ordonnance de liqui- dation a été rendue à l'égard de la compagnie, en choisissant la première en date de ces deux dernières années 50 civiles,

dar years preceding the earlier of the calendar year in which the Superintendent took control of the company and the calendar year in which a winding-up order was issued in 5 respect of the company

bears to

(b) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, during 10 the period referred to in paragraph (a).

et

b) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le surintendant, pour la période visée à l'alinéa a); 5

«primes nettes» s'entend du revenu des primes brut d'une compagnie, déduction faite :

«primes nettes»
"net premiums"

a) des primes de réassurance payées ou payables à l'égard de risques aux- 10 quels la compagnie a souscrit dans ses polices au Canada, et

b) du montant des dividendes que la compagnie verse à ses assurés au Canada ou qu'elle autorise à leur 15 égard;

«revenu des primes brut» s'entend du revenu des primes d'une compagnie, à l'égard de ses polices au Canada, calculé sans réductions à l'égard des primes de 20 réassurance payées ou payables.

«revenu des primes brut»
"gross premium income"

(4) Expenses described in subsection (1) shall be assessed in the following manner and to the following extent: 15

(a) where the expenses are accident and sickness insurance expenses, such expenses shall be assessed against each company against whom an assessment may be made in the same proportion 20 that that company's net premiums during the last preceding calendar year from policies of accident and sickness insurance bear to the total net premiums during that year of all such companies 25 from policies of accident and sickness insurance;

(b) where the expenses are life insurance expenses, such expenses shall be assessed against each company against 30 whom an assessment may be made in the same proportion that that company's net premiums during the last preceding calendar year from policies of life insurance bear to the total net premiums 35 during that year of all such companies from policies of life insurance; and

(c) where the expenses are property and casualty insurance expenses, such expenses shall be assessed against each 40

(4) La cotisation des frais visés au paragraphe (1) est établie selon les règles suivantes :

Cotisation des
frais

a) dans le cas de frais d'assurance 25 contre les accidents et la maladie, ces frais sont cotisés, à l'égard de chaque compagnie à l'égard de laquelle une cotisation peut être faite, dans un rapport égal au rapport entre les primes 30 nettes que cette compagnie a tirées de l'assurance contre les accidents et la maladie au cours de l'année civile précédente et le total des primes nettes que toutes les compagnies semblables ont 35 tirées de l'assurance contre les accidents et la maladie au cours de cette même année civile;

b) dans le cas de frais d'assurance-vie, ces frais sont cotisés, à l'égard de 40 chaque compagnie à l'égard de laquelle une cotisation peut être faite, dans un rapport égal au rapport entre les primes nettes que cette compagnie a tirées de l'assurance-vie au cours de l'année civile 45 précédente et le total des primes nettes que toutes les compagnies semblables ont tirées de l'assurance-vie au cours de cette même année civile; et

Expenses
assessed to each
company

company against whom an assessment may be made in the same proportion that that company's net premiums during the last preceding calendar year from policies, other than policies of accident and sickness insurance, life insurance, mortgage insurance and special insurance, bear to the total net premiums of all such companies from policies other than policies of accident and sickness insurance, life insurance, mortgage insurance and special insurance.

c) dans le cas de frais d'assurance sur les biens et risques divers, ces frais sont cotisés, à l'égard de chaque compagnie à l'égard de laquelle une cotisation peut être faite, dans un rapport égal au rapport entre les primes nettes que cette compagnie a, au cours de l'année civile précédente, tirées de ses polices d'assurance autres que ses polices d'assurance contre les accidents et la maladie, ses polices d'assurance-vie, ses polices d'assurance hypothécaire et ses polices d'assurance spéciale, et le total des primes nettes que toutes les compagnies semblables ont, au cours de cette même année civile, tirées de leurs polices d'assurance autres que leurs polices d'assurance contre les accidents et la maladie, leurs polices d'assurance-vie, leurs polices d'assurance hypothécaire et leurs polices d'assurance spéciale.

Expenses charged to company

(5) With respect to expenses described in subsection (1) that are mortgage insurance expenses and special insurance expenses, such expenses shall be charged to and paid by the company in respect of which they were incurred, or where that company is being wound-up, such expenses are deemed to be costs of liquidation within the meaning of paragraph 162(1)(a) of the *Winding-up Act*.

(5) Dans les cas où les frais visés au paragraphe (1) sont des frais d'assurance hypothécaire ou d'assurance spéciale, ces frais sont imputés à la compagnie à l'égard de laquelle ils ont été engagés et sont payés par celle-ci; lorsque la compagnie est en cours de liquidation, ces frais sont réputés être des frais de liquidation au sens de l'alinéa 162(1)a) de la *Loi sur les liquidations*.

Imputation des frais

Designation of special insurance

(6) The Governor in Council may, in respect of any class of insurance, after taking into account the nature of the insurance, the class or classes of persons insured under policies of that class of insurance and the number of companies transacting that class of insurance, designate the class of insurance to be special insurance for the purposes of this section.

(6) Le gouverneur en conseil peut désigner une classe d'assurance comme étant une assurance spéciale pour l'application du présent article et à cette fin, il tient compte de la nature de l'assurance, de la catégorie ou des catégories de personnes assurées aux termes de polices appartenant à cette classe d'assurance, de même que du nombre de compagnies exerçant cette classe d'assurance.

Désignation d'assurance spéciale

Where control relinquished

(7) In any case where the Superintendent relinquishes control of a company pursuant to subsection 91.3(4), the Superintendent may direct that the company shall be liable for repayment of all or part of the expenses resulting from the control and assessed against and paid by any company, British company or any company registered under the *Foreign Insurance Com-*

(7) Dans tous les cas où le surintendant abandonne le contrôle d'une compagnie conformément au paragraphe 91.3(4), il peut, par directive, prévoir que la compagnie est responsable pour l'ensemble ou pour une partie quelconque des frais, provenant du contrôle, imputés à une compagnie et payés par celle-ci, y compris une compagnie britannique ou une compagnie 50

Abandon du contrôle

panies Act pursuant to this section together with such interest in respect thereof at such rate as may be specified by the Superintendent, and where any direction is so made, the amount for which the company is liable is a debt due to Her Majesty payable on demand and is recoverable as such in the Federal Court or any other court of competent jurisdiction.

Prior claim on winding-up

(8) In any case of a winding-up of a company, expenses assessed against and paid by any company, British company or any company registered under the *Foreign Insurance Companies Act* pursuant to this section, together with such interest in respect thereof at such rate as may be specified by the Superintendent, constitute a claim of Her Majesty against the assets of the company ranking immediately after claims in respect of policies of the company and ahead of all other claims that do not rank ahead of claims in respect of policies.

Reduction of assessments

(9) Any amount paid to or recovered by Her Majesty under subsection (7) or (8) in respect of a company shall be applied pro rata to reduce the amount of the expenses to be assessed pursuant to section 23 of the *Office of the Superintendent of Financial Institutions Act* against companies and British companies registered under this Act and companies registered under the *Foreign Insurance Companies Act* that have been assessed pursuant to subsection (2) in respect of that company, but for any particular company any such reduction shall not exceed the amount assessed against that company pursuant to subsection (2)."

Application

(2) Subsections 113(3) to (9) of the said Act, as enacted by subsection (1), apply only in respect of expenses described in subsection 113(1) of the said Act that are incurred by the Superintendent on or after April 1, 1986.

enregistrée en application de la *Loi sur les compagnies d'assurance étrangères*, conformément au présent article, ainsi que pour les intérêts s'y rapportant au taux fixé par le surintendant; lorsqu'une telle directive est donnée, le montant concerné constitue une dette envers Sa Majesté payable sur demande et recouvrable à ce titre devant la Cour fédérale ou toute autre cour de juridiction compétente.

(8) Lorsqu'une compagnie est liquidée, les frais imputés à une compagnie et payés par celle-ci, y compris une compagnie britannique ou une compagnie enregistrée en application de la *Loi sur les compagnies d'assurance étrangères*, conformément au présent article, de même que l'intérêt sur ces frais au taux fixé par le surintendant, constituent, sur l'actif de la compagnie, une réclamation de Sa Majesté ayant priorité immédiate après les réclamations à l'égard de polices de cette compagnie et avant toute autre réclamation qui n'a pas priorité sur les réclamations à l'égard des polices.

(9) Tout montant payé à Sa Majesté ou recouvré par elle conformément au paragraphe (7) ou (8) à l'égard d'une compagnie doit être appliqué à la réduction, au prorata, du montant des dépenses qui, conformément à l'article 23 de la *Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières*, doivent être cotisés en rapport avec les compagnies et les compagnies britanniques enregistrées en application de la présente loi et en rapport avec les compagnies enregistrées en vertu de la *Loi sur les compagnies d'assurance étrangères* et qui ont fait l'objet d'une cotisation conformément au paragraphe (2) à l'égard de cette compagnie mais, en ce qui concerne une compagnie donnée, une telle réduction ne peut pas excéder le montant qui a été cotisé à l'égard de cette compagnie conformément au paragraphe (2)."

(2) Les paragraphes 113(3) à (9) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), ne s'appliquent qu'à l'égard des frais visés au paragraphe 113(1) de la même loi que le

Réclamation prioritaire lors d'une liquidation

Réduction de la cotisation

Application

1976-77, c. 39,
s. 18

Assets to be
maintained in
Canada

23. Section 127 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“**127.** (1) Every British company registered under this Act to transact the business of life insurance shall, in respect of its life insurance business in Canada, maintain assets in Canada the total value of which, when determined on the same basis as is prescribed under this Act for the purposes of the annual statement of Canadian business of the company, or on the basis of the market values of such assets, whichever basis produces the greater total value is at least equal to the aggregate of the following amounts:

- (a) an amount equal to the reserve for outstanding policies in Canada included in the annual statement pursuant to section 139 after deducting from such reserve the amount of all claims the company has against such policies;
- (b) an amount equal to the provision for claims incurred but unpaid;
- (c) an amount equal to the total of the other liabilities of the company in Canada relating to the transaction of its life insurance business in Canada;
- (d) an amount equal to any sum stated in the report of the valuation actuary of the company pursuant to paragraphs 82.1(2)(b) and (c); and
- (e) an amount equal to the margin the company is required to maintain in accordance with subsection (2).

(2) A British company that is registered to transact the business of life insurance shall maintain with respect to its life insurance business in Canada

- (a) an adequate margin of assets in Canada over liabilities in Canada, and
- (b) appropriate forms and amounts of liquidity

in accordance with such rules in relation thereto as may be prescribed by the regulations or that may be given to the com-

Margin of
assets

surintendant engage au plus tard le 1^{er} avril 1986.

23. L'article 127 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«**127.** (1) Toute compagnie britannique enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer des opérations d'assurance-vie doit, à l'égard de ses opérations d'assurance-vie au Canada, maintenir un actif au Canada dont la valeur, selon le calcul prévu par la présente loi aux fins de l'état annuel relatif à ses opérations canadiennes, ou dont la valeur marchande, selon ce qui donne le résultat le plus élevé, ne peut être inférieure à la somme :

- a) de la réserve pour les polices en cours au Canada inscrite à l'état annuel en vertu de l'article 139, déduction faite des réclamations que la compagnie a contre ces polices;
- b) de la réserve pour réclamations non réglées que ces réclamations aient été soumises ou non à la compagnie;
- c) de tous les autres engagements de la compagnie au Canada relatifs à ses opérations d'assurance-vie au Canada;
- d) des montants tombant sous le coup des alinéas 82.1(2)b) et c);
- e) de la marge que la compagnie doit maintenir conformément au paragraphe (2).

(2) Toute compagnie britannique enregistrée pour exercer des opérations d'assurance-vie au Canada doit maintenir, à l'égard de celles-ci, conformément aux règles s'y rapportant prévues par règlement ou aux directives écrites que peut lui donner le ministre :

- a) une marge excédentaire suffisante de son actif au Canada sur son passif au Canada; et
- b) des liquidités suffisantes quant à leur forme et à leur montant.

1976-77, ch. 39,
art. 18

Actif au
Canada

Marge d'actif

pany by the Minister in the form of written directives.

Liabilities

(3) For the purposes of paragraph (2)(a), the liabilities in Canada of a British company include the reserves to be included in the company's annual statement of Canadian business pursuant to section 82 and subsection 82.1(3)."

1976-77, c. 39,
s. 19

24. (1) Paragraphs 128(1)(a) to (e) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(a) an amount equal to the reserve computed in accordance with paragraph 102(1)(a) for non-cancellable accident and sickness policies in Canada and for claims under accident and sickness policies in Canada payable in instalments together with an additional amount in respect of such policies and claims as may be determined in accordance with such rules in relation thereto as may be prescribed by the regulations or that may be given to the company by the Minister in the form of written directives;

(b) an amount equal to the total of the liabilities of such company in Canada relating to all classes of its insurance business in Canada other than life insurance calculated without reference to the reserve computed in accordance with paragraph 102(1)(a);

(c) an amount equal to any sum stated in the report of the valuation actuary of the company pursuant to paragraph 102(4)(c);

(d) an amount equal to the greater of
(i) the amount that is equal to the sum of

(A) 0.15 times the amount of the unearned premiums in respect of the accident and sickness policies of the company in Canada, other than non-cancellable accident and sickness policies in Canada,

and

(B) 0.15 times the amount of the provision for claims, other than claims referred to in paragraph (a),

(3) Pour l'application de l'alinéa (2)a), le passif au Canada d'une compagnie britannique comprend les réserves à inclure dans l'état annuel de ses opérations canadiennes en application de l'article 82 et du paragraphe 82.1(3).»

Passif

24. (1) Les alinéas 128(1)a) à e) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1976-77, ch. 39,
art. 19

«a) un montant égal à la réserve calculée conformément à l'alinéa 102(1)a) à l'égard de polices non résolubles d'assurance contre les accidents et la maladie au Canada, de même qu'à l'égard des réclamations payables par versements aux termes de polices d'assurance contre les accidents et la maladie au Canada, y compris tout montant additionnel se rapportant à ces réclamations et polices et qui peuvent être déterminés conformément aux règles qui peuvent être prévues à cet égard par règlement ou qui peuvent être prises par le ministre sous forme de directives écrites données à la compagnie;

b) un montant égal au total des engagements de la compagnie au Canada relativement à toutes ses classes d'assurance au Canada, autres que l'assurance-vie, calculé sans tenir compte de la réserve calculée conformément à l'alinéa 102(1)a);

c) un montant égal à toute somme inscrite au rapport de l'actuaire responsable de l'évaluation de la compagnie conformément à l'alinéa 102(4)c);

d) un montant égal au plus élevé :

(i) du montant égal à la somme de
(A) 0,15 fois le montant des primes non gagnées se rapportant aux polices d'assurance contre les accidents et la maladie à l'égard de la compagnie au Canada, autres que des polices non résolubles d'assurance contre les accidents et la maladie au Canada, et

- incurred but unpaid in respect of the accident and sickness policies of the company in Canada,
- and
- (ii) an amount determined in accordance with such rules in relation to the policies and claims referred to in subparagraph (i) as may be prescribed by the regulations or that may be given to the company by the Minister in the form of written directives; and
- (e) in the case of policies of the company in Canada, other than accident and sickness policies, an amount equal to the greatest of
- (i) the amount that is equal to the sum of
- (A) 0.15 times the amount of the unearned premiums in respect thereof,
- and
- (B) 0.15 times the amount of the provision for claims incurred but unpaid in respect thereof,
- (ii) the amount that is equal to the sum of 0.15 times the premium income of the company in respect thereof during the immediately preceding twelve months, calculated without reduction in respect of reinsurance premiums paid or payable, and the lesser of \$500,000 and 0.05 times that premium income, and
- (iii) the amount that is, as the case may be,
- (A) 0.22 times the average annual amount of claims incurred by the company in respect thereof during the immediately preceding three years, or
- (B) if the company has been in business in Canada for less than three years, the amount that is 0.22 times the product obtained by multiplying
- (I) the average monthly amount of claims incurred by the company in respect thereof during the period the company has been in business in Canada
- by
- (B) 0,15 fois le montant de la réserve pour réclamations non réglées se rapportant à des polices d'assurance contre les accidents et la maladie au Canada que ces réclamations aient été soumises ou non à la compagnie, dans la mesure où il ne s'agit pas de réclamations visées à l'alinéa a), et
- (ii) du montant établi conformément aux règles qui peuvent être prévues par règlement ou qui peuvent être prises par le ministre sous forme de directives écrites données à la compagnie à l'égard des polices et des réclamations visées au sous-alinéa (i);
- e) dans le cas de polices de la compagnie au Canada, autres que des polices d'assurance contre les accidents et la maladie, un montant égal au plus élevé :
- (i) du montant qui est égal à la somme de
- (A) 0,15 fois le montant des primes non gagnées se rapportant à ces polices
- et
- (B) 0,15 fois le montant de la réserve pour réclamations non réglées se rapportant à ces polices, que ces réclamations aient été sou-
- mises ou non à la compagnie,
- (ii) du montant qui est égal à la somme de 0,15 fois le revenu des primes de la compagnie à l'égard de ces polices au cours des douze mois qui précèdent, calculé sans réduction en raison de primes de réassurance payées ou payables, et du moindre de 500 000 \$ et de 0,05 fois ce revenu des primes, et
- (iii) du montant que représente, selon le cas,
- (A) 0,22 fois le montant annuel moyen des réclamations portées à la charge de la compagnie à l'égard de ces polices au cours des trois années précédentes, ou
- (B) dans les cas où la compagnie exerce son entreprise au Canada depuis moins de trois ans, le mon-

(II) 12,
together with the lesser of \$500,000
and 0.07 times the average annual
amount referred to in clause (A) or
0.07 times the product obtained pur- 5
suant to clause (B), as the case may
be."

tant que représente 0,22 fois le pro-
duit de la multiplication

(I) du montant mensuel moyen
des réclamations portées à la
charge de la compagnie à l'égard 5
de ces polices au cours de la
période durant laquelle la com-
pagnie a exercé son entreprise au
Canada

par 10

(II) 12
y compris le moindre de 500 000 \$ et
0,07 fois le montant annuel moyen
visé à la division (A) ou 0,07 fois le
produit obtenu conformément à la 15
division (B), selon le cas.»

1976-77, c. 39,
s. 19

(2) All that portion of subsection 128(1.1)
of the said Act preceding paragraph (a)
thereof is repealed and the following sub- 10
stituted therefor:

(2) Le passage du paragraphe 128(1.1) de
la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé
et remplacé par ce qui suit :

1976-77, ch. 39,
art. 19

Premium notes
and unearned
premiums

"(1.1) For the purposes of paragraphs
(1)(d) and (e),"

«(1.1) Aux fins des alinéas (1)d) et e),» 20 Primes par
billets et primes
non gagnées

1976-77, c. 39,
s. 19

(3) Subsection 128(1.11) of the said Act is
repealed and the following substituted 15
therefor:

(3) Le paragraphe 128(1.11) de la même
loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1976-77, ch. 39,
art. 19

Where claims
less than
unearned
premiums

"(1.11) Subject to subsection (1.12),
where under the policies in Canada issued
by a British company with respect to a
particular class of insurance the expected 20
claims ratio is less than 0.95, the company
may, by written notice filed with the Su-
perintendent, select a claims ratio not less
than the expected claims ratio and, where
such a selection is made in respect of such 25
policies, there shall be substituted for the
figure 0.15 referred to in clauses
(1)(d)(i)(A) and (1)(e)(i)(A) a figure
determined by adding 0.20 to the selected
claims ratio and by deducting therefrom 30
the figure 1.00."

«(1.11) Sous réserve du paragraphe
(1.12), toute compagnie britannique peut,
lorsque le taux des réclamations prévu à 25
l'égard de ses polices émises au Canada
pour une même classe d'assurance est infé-
rieur à 0,95, adopter, par dépôt auprès du
surintendant d'un avis écrit, un taux des
réclamations au moins égal au taux des 30
réclamations prévu. Dans ce cas, le taux
adopté, majoré de 0,20 et déduction faite
ensuite du coefficient de 1,00, remplace,
pour les polices concernées, le coefficient
de 0,15 visé aux divisions (1)d)(i)(A) et 35
(1)e)(i)(A).»

Réclamations
inférieures aux
primes gagnées

1976-77, c. 39,
s. 19

(4) Paragraph 128(1.12)(a) of the said
Act is repealed and the following substituted
therefor:

(4) L'alinéa 128(1.12)a) de la même loi
est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1976-77, ch. 39,
art. 19

"(a) the figure substituted in lieu of the 35
figure referred to in clauses
(1)(d)(i)(A) and (1)(e)(i)(A) shall not
be less than zero nor more than 0.15;"

«a) le coefficient qui remplace celui
prévu aux divisions (1)d)(i)(A) et 40
(1)e)(i)(A) ne doit pas être inférieur à
zéro sans excéder 0,15;»

1976-77, c. 39,
s. 19

(5) Subsection 128(1.18) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Substitution for
unearned
premiums

“(1.18) With respect to business to which subparagraphs (1)(d)(i) and (1)(e)(i) apply, a British company may substitute for the unearned premiums, for the purposes of those subparagraphs, twice the net annual cost to the insured of insurance in force in Canada on the date of the 10 annual statement of Canadian business, determined by deducting from the annual premiums charged to the insured, a credit allowance computed at the rate of the weighted average dividend or refund paid 15 or credited by the British company to its policyholders during the preceding five years.”

25. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 129.1 thereof, the following section:

Reinsurance

“129.2 (1) A British company shall not cause itself to be reinsured in respect of any risk undertaken by it in its policies in Canada except in accordance with subsection (2) and regulations made pursuant to subsection (3).

Consent
necessary

(2) A British company may cause itself to be reinsured against any risk undertaken by it in its policies in Canada by an insurer that is associated with it only with the prior written consent of the Superintendent.

Regulations

(3) The Governor in Council may, in respect of policies in Canada of a British company, make regulations

- (a) limiting the extent to which the company may cause itself to be reinsured against risks undertaken by it;
- (b) defining, for the purposes of this section, the circumstances under which a company is deemed to be associated with any other insurer; and
- (c) respecting the matters that the Superintendent shall have regard to before giving any consent referred to in subsection (2).

(5) Le paragraphe 128(1.18) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1976-77, ch. 39,
art. 19

Remplacement
des primes non
gagnées

«(1.18) En ce qui concerne les opérations auxquelles s'appliquent les sous-alinéas (1)d(i) et (1)e(i), toute compagnie britannique peut, pour l'application de ces sous-alinéas, substituer aux primes non gagnées le double du coût annuel net, pour les assurés, de l'assurance en vigueur au Canada à la date de l'état annuel relatif aux opérations canadiennes. Ce coût est déterminé par la déduction, des primes annuelles exigées des assurées, d'une allocation de crédit calculée aux taux de la moyenne pondérée des dividendes ou des remboursements versés ou crédités par la compagnie britannique à ses titulaires de polices durant les cinq années précédentes.»

25. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 129.1, de ce qui suit :

Réassurance

«129.2 (1) Une compagnie britannique ne peut pas se faire réassurer contre les risques auxquels elle a souscrit dans ses polices au Canada, sauf en conformité avec le paragraphe (2) et les règlements pris en application du paragraphe (3).

Consentement
requis

(2) Sauf approbation préalable écrite du surintendant, une compagnie britannique ne peut pas, à l'égard d'un risque auquel elle a souscrit dans ses polices au Canada, se faire réassurer par un assureur auquel elle est associée.

Règlements

(3) Le gouverneur en conseil peut, en ce qui concerne les polices d'une compagnie britannique, au Canada, prendre des règlements visant à :

- a) limiter la mesure dans laquelle la compagnie peut se faire réassurer contre un risque auquel elle a souscrit;
- b) définir, aux fins du présent article, les cas où la compagnie est réputée être associée à un autre assureur; et
- c) prévoir ce dont le surintendant doit tenir compte avant de donner l'approbation visée au paragraphe (2).

Regulation may
provide for
discretion

(4) A regulation made pursuant to paragraph (3)(a) may provide that the Superintendent may, by order, determine such matters or exercise such discretion as the regulation may specify.

5

(4) Un règlement pris conformément à l'alinéa (3)a) peut donner au surintendant le pouvoir de prendre des directives visant à régler toute question prévue au règlement, ou visant l'exercice de tout pouvoir discrétionnaire prévu au règlement.

Délégation de
pouvoirs
discrétionnaires

Information re
reinsurance

(5) A British company shall in its annual statement of Canadian business, and when otherwise requested to do so by the Superintendent, provide information in such detail as the Superintendent may specify concerning the reinsurance of risks undertaken in its policies in Canada, whether the reinsurance is effected through the Chief Agency of the company in Canada or through the head office of the company.

10

(5) La compagnie britannique doit fournir dans son état annuel des opérations canadiennes, ou sur demande du surintendant en d'autres circonstances, le détail de tous les renseignements que celui-ci peut exiger à l'égard de la réassurance des risques auxquels elle a souscrit dans ses polices au Canada, que la réassurance ait été contractée par l'agent principal de la compagnie au Canada ou par le siège social de cette compagnie.

Renseignements à
fournir :
réassurance

Validity of
reinsurance

(6) Any contract or agreement of any kind by which a British company causes itself to be reinsured is neither void nor voidable by reason only of any failure to comply with this section or any regulation made under this section."

20

(6) Un contrat ou accord de quelque type que ce soit visant la réassurance d'un risque auquel a souscrit une compagnie britannique n'est ni nul, ni annulable du seul fait de l'inobservation des dispositions du présent article ou des règlements pris sous son autorité."

Validité de la
réassurance

26. Section 130 of the said Act is amended by adding thereto the following subsections:

25

26. L'article 130 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Additional
statement

"(6) In addition to the statements referred to in subsection (1), a British company shall, when requested to do so by the Superintendent, deposit in the Department an additional statement, in such form, relating to such period and containing such information as the Superintendent may deem necessary to ascertain the financial condition of the company, the adequacy of its assets in Canada to meet its obligations in Canada and whether the company is complying with this Act and the regulations and any requirement, order, undertaking, direction or other request made thereunder.

40

«(6) Outre les états visés au paragraphe (1), une compagnie britannique doit, à la demande du surintendant, déposer auprès du département un état supplémentaire qui, quant à sa forme, à la période qu'il couvre et aux renseignements qu'il contient, est tel, selon ce qu'estime le surintendant, qu'il permette à ce dernier d'évaluer la situation financière de la compagnie, la suffisance de son actif au Canada pour rencontrer ses obligations au Canada, de même que la question de savoir si celle-ci se conforme à la présente loi et aux règlements, exigences, ordonnances, arrêtés, engagements, directives ou demandes qui en découlent.

États supplémentaires

Time for
deposit

(7) Where the Superintendent requests a company to deposit a statement pursuant to subsection (6), the company shall deposit the statement in the Department

45

(7) Dans les cas où le surintendant exige le dépôt d'un état en application du paragraphe (6), la compagnie doit déposer l'état auprès du département :

Délai : dépôt

(a) in the case of a company registered to transact only the business of reinsur-

45

a) s'il s'agit d'une compagnie enregistrée exclusivement pour l'exploitation

ance, within ninety days after the later of

- (i) the date on which the statement is requested, and
- (ii) the expiration of the period to which the statement relates, and

(b) in the case of any other company, within forty-five days after the later of

- (i) the date on which the statement is requested, and
- (ii) the expiration of the period to which the statement relates,

but the Superintendent may shorten either period in any case where the Superintendent considers that there is an urgent need for the statement."

27. Subsection 138(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"138. (1) Subsection 52(2), sections 56 to 61, 71.2 to 76 and 78 apply, with such modifications as the circumstances require, to or in respect of every British company registered to transact any class or classes of insurance business under this Part to the same extent as they are applicable to or in respect of a company registered to transact the same class or classes of insurance business under Part III."

28. (1) Subsections 146(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"146. (1) The Superintendent shall report to the Minister in any case where, having regard to all the circumstances, the Superintendent is of the opinion that

- (a) the assets in Canada of any British company that is subject to the requirements of section 127 or 128 are not sufficient to give adequate protection to its policyholders and creditors in Canada, whether or not there is compliance with those sections;
- (b) there exists any practice or state of affairs that may be materially prejudi-

d'opérations de réassurance, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent le plus tardif des événements suivants :

- (i) la date à laquelle l'état est exigé, et
- (ii) l'expiration de la période à laquelle se rapporte l'état; et

b) s'il s'agit d'un autre genre de compagnie, dans les quarante-cinq jours qui suivent le plus tardif des événements suivants,

- (i) la date à laquelle l'état est exigé, et
- (ii) l'expiration de la période à laquelle se rapporte l'état.

Le surintendant peut abréger l'un ou l'autre de ces délais s'il estime que l'état doit être obtenu d'urgence.»

27. Le paragraphe 138(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"138. (1) Le paragraphe 52(2), les articles 56 à 61, 71.2 à 76 et 78 s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à ou relativement à toute compagnie britannique enregistrée pour exercer toute classe ou toutes classes d'opérations d'assurance aux termes de la présente partie, dans la même mesure qu'ils sont applicables à ou relativement à une compagnie enregistrée pour exercer la même classe ou les mêmes classes d'opérations d'assurance aux termes de la partie III."

28. (1) Les paragraphes 146(1) et (2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

"146. (1) Le surintendant doit faire rapport au ministre chaque fois que, compte tenu de toutes les circonstances, il est d'avis :

- a) que l'actif au Canada d'une compagnie britannique qui est assujettie aux exigences de l'article 127 ou 128 n'est pas suffisant pour assurer la protection efficace de ses assurés et de ses créanciers au Canada, que la compagnie se conforme ou non à ces articles;
- b) qu'il existe une pratique ou une situation qui peut porter réellement

Application of sections

Application des articles de la présente loi

c. 19 (1st Supp.), s. 48

ch. 19 (1^{er} suppl.), art. 48

Report to Minister

Rapport au ministre

cial to the interests of the policyholders or creditors in Canada of a British company; or

(c) a British company or a person who is a shareholder, director, officer, employee or agent of the company has failed to comply with a direction issued to the company or to the person under section 71.2.

(2) Where the Minister, after full consideration of the matter and after a reasonable opportunity has been provided to the company or person, as the case may be, to make representations, believes that the situation described in any paragraph of subsection (1) exists, the Minister may do any or all of the following:

(a) make the company's certificate of registry subject to such limitations or conditions as the Minister considers appropriate;

(b) prescribe a time within which the company shall

(i) increase its assets in Canada to the extent the Minister deems necessary to give adequate protection to its policyholders and creditors in Canada, or

(ii) cease the practice or remedy the state of affairs referred to in paragraph (1)(b);

(c) prescribe a time within which the company or person, as the case may be, shall correct the non-compliance described in paragraph (1)(c); and

(d) direct the Superintendent to take control of the company's assets in Canada together with its other assets held in Canada under the control of the company's chief agent and such assets shall include all amounts received or to be received in respect of the company's policies in Canada."

Remedial
powers of
Minister

atteinte aux intérêts des assurés ou des créanciers d'une compagnie britannique, dans les cas où ceux-ci se trouvent au Canada; ou

c) que la compagnie britannique ou une personne qui est un actionnaire, administrateur, fonctionnaire, employé ou mandataire de la compagnie a omis de se conformer à une directive donnée à la compagnie ou à la personne en vertu de l'article 71.2.

(2) Le ministre peut, après avoir bien étudié la question et après que la compagnie ou la personne, selon le cas, se soit vue, dans la mesure de ce qui est raisonnable, accorder la possibilité de présenter des observations, prendre l'une quelconque ou l'ensemble des mesures suivantes s'il estime que la situation décrite à l'un ou l'autre des alinéas du paragraphe (1) existe :

Pouvoir du
ministre pour
remédier à la
situation

a) assortir le certificat d'enregistrement de la compagnie de restrictions ou conditions que le ministre estime indiquées;

b) prévoir un délai au cours duquel la compagnie doit :

(i) soit augmenter son actif au Canada de façon suffisante, selon ce qu'estime le ministre, à accorder une protection adéquate à ses assurés et à ses créanciers au Canada,

(ii) soit mettre fin à la pratique ou à la situation visées à l'alinéa (1)b);

c) prévoir un délai au cours duquel la compagnie ou la personne, selon le cas, doit remédier au manque visé à l'alinéa (1)c); et

d) donner au surintendant la directive de prendre le contrôle de l'actif de la compagnie, au Canada, y compris de tout autre actif de la compagnie détenu au Canada sous le contrôle de l'agent principal de la compagnie, et cet actif doit comprendre tous les montants reçus ou recevables relativement aux polices de la compagnie au Canada.»

c. 19 (1st
Suppl.), s. 48

(2) Subsection 146(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 146(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

ch. 19 (1^{er}
suppl.), art. 48

Idem

“(4) On the failure of a British company or person, as the case may be,
 (a) to increase its assets in Canada as directed by the Minister,
 (b) to cease the practice or remedy the state of affairs referred to in paragraph (1)(b),
 (c) to correct the non-compliance described in paragraph (1) (c), or
 (d) to meet the requirements of section 10 127 or 128

within the time that may have been prescribed by the Minister pursuant to paragraph (2)(b) or (c) or subsection (3) or within any extension thereof subsequently 15 given by the Minister, the Minister may direct the Superintendent to take control of the company's assets in Canada together with its other assets held in Canada under the control of the company's chief 20 agent and those assets shall include all amounts received or to be received in respect of the company's policies in Canada.”

1976-77, c. 39, s. 27

29. Section 155 of the said Act is repealed 25 and the following substituted therefor:

“155. Sections 33 and 34, subsection 52(2), sections 53, 54 and 54.1, subsections 55(1), (3), (4) and (5), sections 56 to 78.1, section 81, other than subsection (4) 30 thereof, sections 82 to 82.3, 85, 91.1 to 91.3, 101 to 104, 107, 109 to 113 and 117 apply, with such modifications as the circumstances require, to every provincial company registered under this Part to 35 transact any class or classes of insurance business, to the same extent as they are applicable to, or in respect of, a company registered to transact the same class or classes of insurance business under Part 40 III, but, to the extent to which any provision of the said sections would effect an enlargement, in any respect, of the corporate powers or rights of any provincial company under its constating instrument, 45 such provision does not apply to the provincial company.”

Provisions applicable to provincial companies

«(4) Dès qu'une compagnie britannique ou qu'une personne, selon le cas, fait défaut :

Idem

a) d'augmenter son actif au Canada selon la directive du ministre, 5
 b) de mettre fin à la pratique ou à la situation visées à l'alinéa (1)b),
 c) de remédier au défaut visé à l'alinéa (1)c), ou
 d) de se conformer aux exigences de 10 l'article 127 ou 128,

dans le délai qui peut avoir été prévu par le ministre en conformité avec l'alinéa (2)b) ou c) ou avec le paragraphe (3), ou encore au cours de telle prolongation de ce délai 15 qui a pu subséquemment être accordée par le ministre, ce dernier peut donner au surintendant la directive de prendre le contrôle de l'actif de la compagnie, au Canada, y compris des autres actifs qui 20 peuvent être détenus au Canada sous le contrôle de l'agent principal de la compagnie et ces actifs comprennent tout montant reçu ou à recevoir à l'égard des poli- 25 ces de la compagnie au Canada.»

29. L'article 155 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1976-77, ch. 39 art. 27

«155. Les articles 33 et 34, le paragraphe 52(2), les articles 53, 54 et 54.1, les paragraphes 55(1), (3), (4) et (5), les articles 56 à 78.1, l'article 81 sauf son paragraphe (4), les articles 82 à 82.3, 85, 91.1 à 91.3, 101 à 104, 107, 109 à 113 et 117 s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à toute compagnie provinciale enregistrée aux termes de la présente 35 partie pour pratiquer des opérations d'assurance d'une ou plusieurs classes dans la même mesure où ils sont applicables à ou à l'égard d'une compagnie enregistrée pour 40 faire des opérations d'assurance de la même classe ou des mêmes classes aux termes de la partie III mais, pour autant qu'une disposition quelconque de ces articles aurait pour effet d'accroître, à quelque 45 point de vue, les pouvoirs ou droits corporatifs de toute compagnie provinciale en vertu de son acte de constitution, cette

Dispositions applicables aux compagnies provinciales

R.S., c. I-16;
c. 20 (1st
Suppl.); c. 10
(2nd Suppl.);
1976-77, c. 39;
1980-81-82-83,
c. 40; 1984, c.
40; 1985, c. 16

FOREIGN INSURANCE COMPANIES ACT

30. Subsection 2(1) of the *Foreign Insurance Companies Act* is amended by adding thereto, in alphabetical order within the subsection, the following definition:

“superior court” means

- (a) in the Provinces of Ontario, Nova Scotia, Prince Edward Island and Newfoundland, the trial division or branch of the Supreme Court of the Province,
- (b) in the Province of British Columbia, the Supreme Court of the Province,
- (c) in the Provinces of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan and Alberta, the Court of Queen's Bench for the Province,
- (d) in the Province of Quebec, the Superior Court of the Province, and
- (e) in the Yukon Territory and the Northwest Territories, the Supreme Court thereof;

31. Section 12 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“12. (1) Every company registered under this Act to transact the business of life insurance shall, in respect of its life insurance business in Canada, maintain assets in Canada the total value of which, when determined on the same basis as is prescribed under this Act for the purposes of the annual statement of Canadian business of the company or on the basis of the market values of such assets, whichever basis produces the greater total value, is at least equal to the aggregate of the following amounts:

- (a) an amount equal to the reserve for outstanding policies in Canada included in the annual statement pursuant to sections 38 and 38.2 after deducting from

disposition ne s'applique pas à la compagnie provinciale.»

LOI SUR LES COMPAGNIES D'ASSURANCE ÉTRANGÈRES

30. Le paragraphe 2(1) de la *Loi sur les compagnies d'assurance étrangères* est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

«cour supérieure»

- a) La Division de première instance de la Cour suprême de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve;
- b) la Cour suprême de la Colombie-Britannique;
- c) la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta;
- d) la Cour supérieure du Québec;
- e) la Cour suprême du Yukon et des territoires du Nord-Ouest.»

31. L'article 12 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«12. (1) Toute compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi pour pratiquer des opérations d'assurance-vie doit, à l'égard de ses opérations d'assurance-vie au Canada, maintenir un actif au Canada dont la valeur, selon le calcul prévu par la présente loi aux fins de l'état annuel de ses opérations canadiennes, ou dont la valeur marchande, selon ce qui donne le résultat le plus élevé, ne peut être inférieure à la somme :

- a) du montant de la réserve pour les polices en cours au Canada inscrite à l'état annuel en vertu des articles 38 et 38.2, déduction faite des réclamations que la compagnie a contre ces polices;

S.R., ch. I-16;
ch. 20 (1^{er}
suppl.); ch. 10
(2^e suppl.);
1976-77, ch. 39;
1980-81-82-83,
ch. 40; 1984,
ch. 40; 1985,
ch. 16

«cour supérieure»
«superior court»

1976-77, ch. 39,
art. 31

Actif au
Canada

“superior court”
«cour supérieure»

1976-77, c. 39,
s. 31

Assets to be
maintained in
Canada

that reserve the amount of all claims the company has against such policies;

(b) an amount equal to the provision for claims incurred but unpaid;

(c) an amount equal to the total of the other liabilities of the company in Canada relating to the transaction of its life insurance business in Canada;

(d) an amount equal to any sum stated in the report of the valuation actuary of the company pursuant to paragraphs 38.1(2)(b) and (c); and

(e) an amount equal to the margin the company is required to maintain in accordance with subsection (2).

(2) A company that is registered to transact the business of life insurance shall maintain with respect to its life insurance business in Canada

(a) an adequate margin of assets in Canada over liabilities in Canada, and

(b) appropriate forms and amounts of liquidity

in accordance with such rules in relation thereto as may be prescribed by the regulations or that may be given to the company by the Minister in the form of written directives.

(3) For the purposes of paragraph (2)(a), the liabilities in Canada of a company include the reserves to be included in the company's annual statement of Canadian business pursuant to section 38 and subsection 38.1(3)."

32. (1) Paragraphs 14(1)(a) to (e) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(a) an amount equal to the reserve computed in accordance with paragraph 47(1)(a) for non-cancellable accident and sickness policies in Canada and for claims under accident and sickness policies in Canada payable in instalments together with an additional amount in respect of such policies and claims as may be determined in accordance with such rules in relation thereto as may be prescribed by the regulations or that

b) du montant de la réserve pour réclamations non réglées que ces réclamations aient été soumises ou non à la compagnie;

c) du montant de tous les autres engagements de la compagnie au Canada relatifs à l'exercice de ses opérations d'assurance-vie au Canada;

d) de tout montant inscrit dans le rapport d'évaluation de l'actuaire en vertu des alinéas 38.1(2)(b) et c); et

e) de tout montant égal à la marge excédentaire que la compagnie doit maintenir conformément au paragraphe (2).

(2) Une compagnie qui est autorisée par son enregistrement à exercer l'entreprise d'assurance-vie doit, à l'égard de son entreprise d'assurance-vie au Canada, conserver

a) une marge excédentaire adéquate de son actif sur son passif, et

b) des liquidités suffisantes quant à leur forme et à leur montant

conformément aux règles prévues à cet égard par règlement ou prises par le ministre sous forme de directives écrites données à la compagnie.

(3) Pour l'application de l'alinéa (2)a), le passif au Canada d'une compagnie comprend les réserves à inclure dans l'état annuel de ses opérations canadiennes conformément à l'article 38 et au paragraphe 38.1(3)."

32. (1) Les alinéas 14(1)a) à e) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«a) un montant égal à la réserve calculée conformément à l'alinéa 47(1)a) à l'égard des polices non résolubles d'assurance contre les accidents et la maladie au Canada, de même qu'à l'égard des réclamations payables par versements aux termes de polices d'assurance contre les accidents et la maladie au Canada, y compris les montants additionnels se rapportant à ses réclamations et polices et qui peuvent être déterminés confor-

Margin of assets

Liabilities

Marge excédentaire d'actif

Passif

1976-77, c. 39, s. 32

1976-77, ch. 39, art. 32

may be given to the company by the Minister in the form of written directives;

(b) an amount equal to the total of the liabilities of such company in Canada relating to all classes of its insurance business in Canada other than life insurance calculated without reference to the reserve computed in accordance with paragraph 47(1)(a); 5 10

(c) an amount equal to any sum stated in the report of the valuation actuary of the company pursuant to paragraph 47(4)(c);

(d) an amount equal to the greater of 15
(i) the amount that is equal to the sum of

(A) 0.15 times the amount of the unearned premiums in respect of the accident and sickness policies of the company in Canada, other than non-cancellable accident and sickness policies in Canada,

and

(B) 0.15 times the amount of the provision for claims, other than claims referred to in paragraph (a), incurred but unpaid in respect of the accident and sickness policies of the company in Canada, 30

and

(ii) an amount determined in accordance with such rules in relation to the policies and claims referred to in subparagraph (i) as may be prescribed by the regulations or that may be given to the company by the Minister in the form of written directives; and

(e) in the case of policies of the company in Canada, other than accident and sickness policies, an amount equal to the greatest of

(i) the amount that is equal to the sum of

(A) 0.15 times the amount of the unearned premiums in respect thereof,

and

mément aux règles qui peuvent être prévues à cet égard par règlement ou qui peuvent être prises par le ministre sous forme de directives écrites données à la compagnie; 5

b) un montant égal au total des engagements de cette compagnie au Canada en rapport avec toutes ses classes d'opérations d'assurance au Canada, autre que l'assurance-vie, calculé sans tenir compte de la réserve calculée conformément à l'alinéa 47(1)a); 10

c) un montant égal à toute somme inscrite au rapport de l'actuaire responsable de l'évaluation de la compagnie conformément à l'alinéa 47(4)c); 15

d) un montant égal au plus élevé

(i) du montant égal à la somme de

(A) 0,15 fois le montant des primes non gagnées se rapportant aux polices d'assurance contre les accidents et la maladie à l'égard de la compagnie au Canada, autres que des polices non résolubles d'assurance contre les accidents et la maladie au Canada, et 20

(B) 0,15 fois le montant de la réserve pour réclamations non réglées se rapportant aux polices d'assurance contre les accidents et la maladie à l'égard de la compagnie au Canada que ces réclamations aient été soumises ou non à la compagnie, dans la mesure où il ne s'agit pas de réclamations visées à l'alinéa a), 35

et

(ii) du montant établi conformément aux règles qui peuvent être prévues par règlement ou qui peuvent être prises par le ministre sous forme de directives écrites données à la compagnie à l'égard des polices et des réclamations visées au sous-alinéa (i); 45

e) dans le cas des polices de la compagnie au Canada, autres que des polices d'assurance contre les accidents et la maladie, un montant égal au plus élevé

(B) 0.15 times the amount of the provision for claims incurred but unpaid in respect thereof,
 (ii) the amount that is equal to the sum of 0.15 times the premium income of the company in respect thereof during the immediately preceding twelve months, calculated without reduction in respect of reinsurance premiums paid or payable, and the lesser of \$500,000 and 0.05 times that premium income, and
 (iii) the amount that is, as the case may be,
 (A) 0.22 times the average annual amount of claims incurred by the company in respect thereof during the immediately preceding three years, or
 (B) if the company has been in business in Canada for less than three years, the amount that is 0.22 times the product obtained by multiplying
 (I) the average monthly amount of claims incurred by the company in respect thereof during the period the company has been in business in Canada
 by
 (II) 12,
 together with the lesser of \$500,000 and 0.07 times the average annual amount referred to in clause (A) or 0.07 times the product obtained pursuant to clause (B), as the case may be."

(i) du montant qui est égal à la somme de
 (A) 0,15 fois le montant des primes non gagnées se rapportant à ces polices
 et
 (B) 0,15 fois le montant de la réserve pour réclamations non réglées se rapportant à ces polices, que ces réclamations aient été sou- mises ou non à la compagnie,
 (ii) du montant qui est égal à la somme de 0,15 fois le revenu des primes de la compagnie à l'égard de ces polices au cours des douze mois qui précèdent, calculé sans réduction en raison de primes de réassurance payées ou payables, et du moindre de 500 000 \$ et de 0,05 fois ce revenu des primes, et
 (iii) du montant que représente, selon le cas
 (A) 0,22 fois le montant annuel moyen des réclamations portées à la charge de la compagnie à l'égard de ces polices au cours des trois années précédentes, ou
 (B) dans les cas où la compagnie exerce son entreprise au Canada depuis moins de trois ans, le montant que représente 0,22 fois le produit de la multiplication
 (I) du montant mensuel moyen des réclamations portées à la charge de la compagnie à l'égard de ces polices au cours de la période durant laquelle la compagnie a exercé son entreprise au Canada,
 par
 (II) 12
 y compris le moindre de 500 000 \$ et 0,07 fois le montant annuel moyen visé à la division (A) ou 0,07 fois le produit obtenu conformément à la division (B), selon le cas.»

(2) All that portion of subsection 14(1.1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le passage du paragraphe 14(1.1) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Premium notes
and unearned
premiums

“(1.1) For the purposes of paragraphs
(1)(d) and (e),”

«(1.1) Aux fins des alinéas (1)d) et e),»

Primes par
billets et primes
non gagnées

1976-77, c. 39,
s. 32

(3) Subsection 14(1.11) of the said Act is
repealed and the following substituted
therefor:

(3) Le paragraphe 14(1.11) de la même loi
est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1976-77, ch. 39,
art. 32

Where claims
less than
unearned
premiums

“(1.11) Subject to subsection (1.12),
where under the policies in Canada issued
by a company with respect to a particular
class of insurance the expected claims
ratio is less than 0.95, the company may, 10
by written notice filed with the Superin-
tendent, select a claims ratio not less than
the expected claims ratio and, where such
a selection is made in respect of such
policies, there shall be substituted for the 15
figure 0.15 referred to in clauses
(1)(d)(i)(A) and (1)(e)(i)(A) a figure
determined by adding 0.20 to the selected
claims ratio and by deducting therefrom
the figure 1.00.” 20

“(1.11) Sous réserve du paragraphe
(1.12), toute compagnie peut, lorsque le 5
taux des réclamations prévu aux termes de
ses polices au Canada, pour une même
classe d'assurance, est inférieur à 0,95,
adopter, par dépôt auprès du surintendant
d'un avis écrit, un taux des réclamations 10
au moins égal au taux des réclamations
prévu. Dans ce cas, le taux adopté, majoré
de 0,20 et déduction faite du coefficient de
1,00, remplace, pour les polices concer- 15
nées, le coefficient de 0,15 visé aux divi-
sions (1)d)(i)(A) et (1)e)(i)(A).»

Réclamations
inférieures aux
primes non
gagnées

1976-77, c. 39,
s. 32

(4) Paragraph 14(1.12)(a) of the said Act
is repealed and the following substituted
therefor:

(4) L'alinéa 14(1.12)a) de la même loi est
abrogé et remplacé par ce qui suit :

1976-77, ch. 39,
art. 32

“(a) the figure substituted in lieu of the
figure referred to in clauses 25
(1)(d)(i)(A) and (1)(e)(i)(A) shall not
be less than zero nor more than 0.15;”

“(a) le coefficient qui remplace celui
prévu aux divisions (1)d)(i)(A) et 20
(1)e)(i)(A) ne doit pas être inférieur à
zéro sans excéder 0,15;”

1976-77, c. 39,
s. 32

(5) Subsections 14(1.16) to (1.18) are
repealed and the following substituted
therefor:

(5) Les paragraphes 14(1.16) à (1.18) de
la même loi sont abrogés et remplacés par ce 30
qui suit :

1976-77, ch. 39,
art. 32

Amount of
reduction

“(1.16) The amount by which the
aggregate of the amounts referred to in
subsection (1) may be reduced in respect
of any policy, group of policies or claim
shall be determined by reducing the 35
amounts determined pursuant to para-
graphs (1)(a) to (e) in accordance with the
following:

“(1.16) Le montant de la réduction dont
peut faire l'objet l'ensemble des montants
visés au paragraphe (1) à l'égard d'une
police, d'un groupe de polices ou d'une
réclamation, est établi en déduisant les 30
montants déterminés conformément aux
alinéas (1)a) à e), compte tenu des règles
suivantes :

Montant de la
réduction

(a) in the case of the amounts deter-
mined pursuant to paragraphs (1)(a) to 40
(d) and subparagraph (1)(e)(i), the
reduction shall not exceed such portion
of those amounts for that policy, group
of policies or claim as may reasonably
be considered to apply to the portion of 45
the risk undertaken by the reinsurer;
and

a) dans le cas des montants déterminés
conformément aux alinéas (1)a) à d) et 35
au sous-alinéa (1)e)(i), la réduction ne
peut dépasser la partie de ces montants
qui se rapporte à cette police, à ce
groupe de polices ou à cette réclamation
et qui peut raisonnablement être consi- 40
déré comme se rattachant à la partie du
risque qui est assumée par le réassureur;
et

(b) in the case of the amounts determined pursuant to subparagraphs (1)(e)(ii) and (iii), the reduction shall not exceed

- (i) in the case of companies registered to transact only the business of reinsurance, the amount determined pursuant to each of subparagraphs (1)(e)(ii) and (iii) multiplied by the reinsurance ratio, or 5
- (ii) in the case of companies other than those described in subparagraph (i), the amount determined pursuant to each of subparagraphs (1)(e)(ii) and (iii) multiplied by the lesser of 15 0.5 and the reinsurance ratio. 10

Reinsurance ratio

(1.161) For the purposes of subsection (1.16), "reinsurance ratio" means the inverse of the ratio of the total claims incurred by the company in respect of 20 policies in Canada during the immediately preceding twelve month period to the aggregate of the amounts of those claims that the company has recovered and is entitled to recover from reinsurers exclud- 25 ing in each case claims in respect of accident and sickness policies.

Where provincial company not registered

(1.17) Where the reinsurer is not registered under the *Canadian and British Insurance Companies Act*, and is incorporated by or under the laws of a province, the reduction authorized under this section may be made by reducing the amounts determined pursuant to paragraphs (1)(a) to (d) and subparagraph (1)(e)(i) only if 35 the Superintendent is satisfied that the financial condition of the reinsurer is satisfactory and that its operations are conducted in accordance with sound business and financial practices. 40

Where non-Canadian company not registered

(1.18) Where the reinsurer is not registered under this Act or the *Canadian and British Insurance Companies Act* and is not incorporated by or under the laws of Canada or a province, the reduction 45 authorized under this section may be made by reducing the amounts determined pursuant to paragraphs (1)(a) to (d) and

b) dans le cas des montants déterminés conformément aux sous-alinéas (1)e)(ii) et (iii), la réduction n'excède pas :

- (i) dans le cas des compagnies enregistrées pour n'exercer que des opérations de réassurance, le montant déterminé conformément à chacun des sous-alinéas (1)e)(ii) et (iii), multiplié par le quotient de réassurance, ou 5
- (ii) dans le cas des compagnies autres que celles visées au sous-alinéa (i), le montant déterminé conformément à chacun des sous-alinéas (1)e)(ii) et (iii), multiplié par le moindre de 0,5 15 ou du quotient de réassurance.

(1.161) Aux fins du paragraphe (1.16), «quotient de réassurance» désigne l'inverse du rapport entre le total des réclamations portées à la charge de la compagnie relativement à des polices au Canada pendant la période de douze mois précédente et la somme du montant de ces réclamations que la compagnie a recouvrée et qu'elle a droit de recouvrer auprès de réassureurs, à 25 l'exclusion dans chaque cas des réclamations concernant les polices d'assurance contre les accidents et la maladie.

Définition de «quotient de réassurance»

(1.17) Lorsque le réassureur n'est pas enregistré en vertu de la *Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques* et est constitué en corporation en vertu ou sous l'autorité des lois d'une province, la réduction autorisée au présent article peut être effectuée, par une déduc- 35 tion des montants déterminés conformément aux alinéas (1)a) à d) et au sous-alinéa (1)e)(i) seulement si le surintendant estime que la situation financière du réassureur est satisfaisante et que ses affaires 40 sont conduites selon les pratiques commerciales et financières établies.

Compagnie provinciale non enregistrée

(1.18) Lorsque le réassureur n'est pas enregistré en vertu de la présente loi ou de la *Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques* et n'a pas été constitué en corporation en vertu ou sous l'autorité des lois du Canada ou d'une province, la réduction autorisée au présent article peut être faite par une déduction 50

Compagnie étrangère non enregistrée

subparagraph (1)(e)(i) only to the extent that security is maintained in Canada in respect of the potential obligations of the reinsurer in an amount, of a nature and under arrangements satisfactory to the Superintendent.” 5

des montants déterminés conformément aux alinéas (1)a) à d) et au sous-alinéa (1)e)(i) seulement si le réassureur maintient au Canada, en rapport avec ses engagements éventuels, des garanties qui satisfont le surintendant quant à leur montant, à leur nature et aux arrangements dont elles font l'objet.» 5

1976-77, c. 39,
s. 32

(6) Subsection 14(1.21) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(6) Le paragraphe 14(1.21) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1976-77, ch. 39,
art. 32 10

Substitution for
unearned
premiums

“(1.21) With respect to business to 10 which subparagraph (1)(d)(i) or (1)(e)(i) applies, a company may substitute for the unearned premiums, for the purposes of those subparagraphs, twice the net annual cost to the insured of insurance in force in 15 Canada on the date of the annual statement of Canadian business, determined by deducting from the annual premiums charged to the insured, a credit allowance computed at the rate of the weighted aver- 20 age dividend or refund paid or credited by the company to its policyholders during the preceding five years.”

«(1.21) Toute compagnie peut, aux fins des sous-alinéas (1)d)(i) ou e)(i), substituer aux primes non gagnées le double du coût annuel net, pour les assurés, de l'assurance en vigueur au Canada à la date de 15 l'état annuel des opérations canadiennes. Ce coût est déterminé par la déduction, des primes annuelles exigées de ces assurés, d'une allocation de crédit calculée au taux de la moyenne pondérée des dividen- 20 des ou des remboursements versés ou crédités par la compagnie à ses titulaires de police durant les cinq années précédentes.»

Remplacement
des primes non
gagnées

33. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 25 33. La même loi est modifiée par inser-
20.1 thereof, the following section: tion, après l'article 20.1, de ce qui suit : 25

Reinsurance

“20.2 (1) A company shall not cause itself to be reinsured in respect of any risk undertaken by it in its policies in Canada except in accordance with subsection (2) 30 and regulations made pursuant to subsection (3).

“20.2 (1) Une compagnie ne peut pas se faire réassurer contre un risque auquel elle a souscrit dans ses polices au Canada, sauf en conformité avec le paragraphe (2) et les règlements pris en application du para- 30 phe (3).

Réassurance

Consent
necessary

(2) A company may cause itself to be reinsured against any risk undertaken by it in its policies in Canada by an insurer that 35 is associated with it only with the prior written consent of the Superintendent.

(2) Sauf approbation préalable écrite du surintendant, une compagnie ne peut, à l'égard d'un risque auquel elle a souscrit dans ses polices au Canada, se faire réas- 35 surer par un réassureur auquel elle est associée.

Consentement
nécessaire

Regulations

(3) The Governor in Council may, in respect of policies in Canada of a com- 40 pany, make regulations

(3) Le gouverneur en conseil peut, en ce qui concerne les polices d'une compagnie au Canada, prendre des règlements visant 40 à :

Règlements

(a) limiting the extent to which the company may cause itself to be reinsured against risks undertaken by it;
(b) defining, for the purposes of this section, the circumstances under which 45

a) limiter la mesure dans laquelle la compagnie peut se faire réassurer contre un risque auquel elle a souscrit;

a company is deemed to be associated with any other insurer; and

(c) respecting the matters that the Superintendent shall have regard to before giving any consent referred to in subsection (2). 5

Regulation may provide for discretion

(4) A regulation made pursuant to paragraph (3)(a) may provide that the Superintendent may, by order, determine such matters or exercise such discretion as the 10 regulation may specify.

Information re reinsurance

(5) A company shall in its annual statement of Canadian business, and when otherwise requested to do so by the Superintendent, provide information in such 15 detail as the Superintendent may specify, concerning the reinsurance of risks undertaken in its policies in Canada, whether the reinsurance is effected through the Chief Agency of the company in Canada 20 or through the head office of the company.

Validity of reinsurance

(6) Any contract or agreement of any kind by which a company causes itself to be reinsured is neither void nor voidable by reason only of any failure to comply with 25 this section or any regulation made under this section."

34. Section 21 of the said Act is amended by adding thereto the following subsections:

Additional statement

"(6) In addition to the statements 30 referred to in subsection (1), a company shall, when requested to do so by the Superintendent, deposit in the Department an additional statement, in such form, relating to such period and containing 35 such information as the Superintendent may deem necessary to ascertain the financial condition of the company, the adequacy of its assets in Canada to meet its obligations in Canada and whether the 40 company is complying with this Act and the regulations and any requirement, order, undertaking, direction or other request made thereunder.

Time for deposit

(7) Where the Superintendent requests 45 a company to deposit a statement pursuant

b) définir, aux fins du présent article, les cas où la compagnie est réputée être associée à tout autre assureur; et

c) prévoir ce dont le surintendant doit tenir compte avant de donner l'approba- 5 tion visée au paragraphe (2).

Délégation de pouvoirs discrétionnaires

(4) Un règlement pris conformément à l'alinéa (3)a) peut donner au surintendant le pouvoir de prendre des directives visant à régler toute question prévue au règle- 10 ment, ou visant l'exercice de tout pouvoir discrétionnaire prévu au règlement.

Renseignements à fournir

(5) La compagnie doit, concernant la réassurance des risques auxquels elle a souscrit dans ses polices au Canada, four- 15 nir dans son état annuel des opérations canadiennes, et sur demande du surintendant en d'autres circonstances, le détail de tous les renseignements que celui-ci peut spécifier, que la réassurance ait été con- 20 tractée par l'agent principal de la compagnie au Canada ou par le siège social de la compagnie en question.

Validité de la réassurance

(6) Un contrat ou accord de quelque type que ce soit visant la réassurance d'un 25 risque auquel a souscrit la compagnie n'est ni nul, ni annulable du seul fait de l'observation des dispositions du présent article ou des règlements pris sous son 30 autorité.»

34. L'article 21 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

États supplémentaires

«(6) Outre les états visés au paragraphe (1), une compagnie doit, à la demande du surintendant, déposer auprès du départe- 35 ment un état supplémentaire qui, quant à sa forme, à la période qu'il couvre et aux renseignements qu'il contient, est tel, selon ce qu'estime le surintendant, qu'il permette à ce dernier d'évaluer la situation 40 financière de la compagnie, la suffisance de son actif au Canada pour rencontrer ses obligations au Canada, de même que la question de savoir si celle-ci se conforme à la présente loi et aux règlements, exigences 45 ordonnances, arrêtés, engagements, directives ou demandes qui en découlent.

Dépôt : délai

(7) Dans les cas où le surintendant exige le dépôt d'un état en application du para-

to subsection (6), the company shall deposit the statement in the Department

(a) in the case of a company registered to transact only the business of reinsurance, within ninety days after the later of 5

- (i) the date on which the statement is requested, and
- (ii) the expiration of the period to which the statement relates, and 10

(b) in the case of any other company, within forty-five days after the later of

- (i) the date on which the statement is requested, and
- (ii) the expiration of the period to 15 which the statement relates,

but the Superintendent may shorten either period in any case where the Superintendent considers that there is an urgent need for the statement.” 20

35. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 26 thereof, the following heading and sections:

“Directions of Compliance

Superintendent
may act

26.1 (1) Where, in the opinion of the Superintendent, a company or a person in 25 respect of a company is committing or pursuing or is about to commit or pursue any act or course of conduct that is an unsafe or unsound practice in conducting the business of the company in Canada, 30 the Superintendent may direct the company or person to do either or both of the following:

- (a) cease or refrain from doing the act or pursuing the course of conduct; and 35
- (b) perform such acts as in the opinion of the Superintendent are necessary to remedy the situation.

graphe (6), la compagnie doit déposer l'état auprès du département :

a) s'il s'agit d'une compagnie enregistrée exclusivement pour exercer des opérations de réassurance, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent le plus tardif des événements suivants : 5

- (i) la date à laquelle l'état est exigé, et
- (ii) l'expiration de la période à 10 laquelle se rapporte l'état; et

b) s'il s'agit d'un autre genre de compagnie, dans les quarante-cinq jours qui suivent le plus tardif des événements suivants : 15

- (i) la date à laquelle l'état est exigé, et
- (ii) l'expiration de la période à laquelle se rapporte l'état.

Le surintendant peut abréger l'un ou l'autre de ces délais s'il estime que l'état doit être obtenu d'urgence.» 20

35. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 26, de ce qui suit :

«Directives

26.1 (1) Dans les cas où, de l'avis du 25 surintendant, une compagnie, ou une personne à l'égard d'une compagnie, commet ou poursuit un acte, est sur le point de commettre ou de poursuivre un acte, a ou recherche un comportement ou encore est 30 sur le point d'avoir ou de rechercher un comportement, alors que cet acte ou ce comportement, selon le cas, ne constitue pas une pratique saine ou établie dans la conduite des affaires de la compagnie au 35 Canada, le surintendant peut donner à cette compagnie ou à cette personne, une directive les enjoignant de prendre l'ensemble ou l'une quelconque des mesures suivantes : 40

- a) s'abstenir ou cesser de commettre l'acte ou de s'adonner au comportement;
- b) poser des gestes qui, de l'avis du surintendant, auront pour effet de remédier à la situation. 45

Pouvoir du
surintendant

Opportunity for representations

(2) Subject to subsection (3), no direction shall be issued to a company or person under subsection (1) unless the company or person is provided with a reasonable opportunity to make representations in respect of the matter. 5

Temporary direction

(3) Where, in the opinion of the Superintendent, the length of time required for representations to be made under subsection (2) could be prejudicial to the public interest, the Superintendent may make a temporary direction having effect for a period of not more than fifteen days. 10

Temporary direction may continue in effect

(4) Unless it is sooner revoked or set aside pursuant to section 26.2, a temporary direction shall continue in effect at the expiration of the fifteen day period referred to in subsection (3) if no representations are made to the Superintendent within that period or, such representations having been made, the Superintendent notifies the company or person that the Superintendent is not satisfied that there are sufficient grounds for revoking the direction. 25

Appeal to Minister

26.2 (1) Any company or person in respect of which or whom a direction has been issued under section 26.1 may, by a notice in writing served on the Minister and the Superintendent within 30

(a) fifteen days after the date of the direction, or

(b) in the case of a temporary direction that is continued pursuant to subsection 26.1(4), thirty days after the date of the direction, 35

appeal the matter to the Minister and, on any such appeal, the Minister may allow the appeal, dismiss the appeal or make such other order as the Minister deems appropriate in the circumstances. 40

No stay on appeal

(2) A direction under section 26.1 shall not be stayed by an appeal under subsection (1).

Court enforcement

26.3 (1) If a company or a person (a) is contravening or has failed to comply with a direction of the Superin-

(2) Sous réserve du paragraphe (3), aucune directive n'est donnée à une compagnie ou à une personne en vertu du paragraphe (1) à moins que, dans la mesure de ce qui est raisonnable, la possibilité ne lui ait été accordée de présenter des observations à cet égard. 5

Observations

(3) Lorsque, à son avis, le délai requis pour la présentation des observations visées au paragraphe (2) pourrait être préjudiciable à l'intérêt public, le surintendant peut donner une directive temporaire d'une période de validité d'au plus quinze jours. 10

Directive temporaire

(4) À moins qu'elle n'ait préalablement été révoquée ou invalidée en vertu de l'article 26.2, la directive temporaire reste en vigueur à l'expiration des quinze jours visés au paragraphe (3) si aucune observation n'a été présentée au surintendant dans le délai en question ou, lorsque des observations ont été présentées, si le surintendant avise la compagnie ou la personne qu'il n'est pas convaincu qu'il y a des motifs suffisants pour que soit révoquée la directive. 20 25

Maintien en vigueur de la directive temporaire

26.2 (1) La compagnie ou la personne à l'égard de qui a été donnée une directive en vertu de l'article 26.1 peut, par avis écrit signifié au ministre et au surintendant : 30

Appel au ministre

a) dans les quinze jours suivant la date de la directive, ou

b) dans le cas d'une directive temporaire maintenue en vigueur en vertu du paragraphe 26.1(4), dans les trente jours suivant la date de la directive, 35

porter la question en appel auprès du ministre qui peut dès lors accueillir l'appel, le rejeter ou prendre tout autre arrêté qu'il estime indiqué dans les circonstances. 40

(2) L'exécution de la directive donnée en vertu de l'article 26.1 n'est pas interrompue par un appel prévu au paragraphe (1). 45

Non-interruption

26.3 (1) Dans les cas où une compagnie ou une personne :

Exécution judiciaire

tendent issued to the company or person pursuant to section 26.1,

(b) is contravening this Act, or

(c) has omitted to do any matter, act or thing under this Act required to be done by or on the part of the company or person,

the Superintendent may, in addition to any other action that may be taken under this Act, apply to a superior court for an order requiring the company or person to comply with the direction, cease the contravention or do the matter, act or thing, as the case may require, and on such application the superior court may so order and make any other order it thinks fit.

a) omet de se conformer ou contrevient à une directive qui lui a été donnée par le surintendant en vertu de l'article 26.1,

b) contrevient à la présente loi,

c) a omis de poser un geste ou de faire une chose en conformité avec la présente loi alors que cette chose ou ce geste était exigé de cette compagnie ou de cette personne, ou encore à leur égard,

le surintendant peut, en sus de toute autre mesure autorisée par la présente loi, demander à une cour supérieure une ordonnance enjoignant la compagnie ou la personne de se conformer à la directive, de mettre fin à la contravention ou encore de faire la chose ou de poser le geste que dictent les circonstances et alors la cour peut, dans le cadre de la demande, rendre l'ordonnance demandée ou telle autre ordonnance qu'elle estime indiquée.

Appeal

(2) An appeal from a decision of a superior court under subsection (1) lies in the same manner as, and to the same court to which, an appeal may be taken from any other order of the superior court."

(2) La décision que rend une cour supérieure conformément au paragraphe (1) peut, de la même manière que s'il s'agissait d'une autre ordonnance de cette cour, être portée en appel devant toute cour pouvant entendre un appel concernant une semblable autre ordonnance de cette cour supérieure.»

Appel

36. Section 32 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

36. L'article 32 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Appraisal of overvalued real estate

"32. (1) Where at any time it appears to the Superintendent or if the Superintendent has any reason to believe that

(a) the accepted value of any parcel of real estate vested in trust by a company pursuant to section 20, or

(b) the value placed on any parcel of real estate owned by a corporation described in paragraph 1(n) of Schedule I whose shares a company has vested in trust pursuant to section 20,

is too great, the Superintendent may either require the company to procure an appraisal of the parcel or may himself procure the appraisal.

«32. (1) Si le surintendant est d'avis ou s'il a des motifs de croire que

a) la valeur acceptée de toute étendue de bien-fonds placée en fiducie par une compagnie conformément à l'article 20, 35 ou

b) la valeur attribuée à toute étendue de bien-fonds dont est propriétaire une corporation décrite à l'alinéa 1n) de l'annexe I et dont les actions ont été placées en fiducie par une compagnie en application de l'article 20,

est surévaluée, le surintendant peut soit exiger que la compagnie fasse faire une évaluation de l'étendue de bien-fonds, soit lui-même faire faire cette évaluation.

Évaluation d'un bien-fonds surévalué

Appraisal of
real estate held
as security

(2) Where at any time it appears to the Superintendent or if the Superintendent has any reason to believe that

(a) with respect to a mortgage or hypothec on any parcel of real estate granted to a company and vested in trust by the company pursuant to section 20, the amount secured by the mortgage or hypothec, or

(b) with respect to a mortgage or hypothec on any parcel of real estate granted to a corporation described in paragraph 1(n) of Schedule I whose shares a company has vested in trust pursuant to section 20, the amount secured by the mortgage or hypothec, together with the interest due and accrued thereon is greater than the value of the parcel, or that the parcel is not sufficient security for the loan and interest, the Superintendent may either require the company to procure an appraisal of the parcel or may himself procure the appraisal.

Report

(3) Where an appraisal referred to in subsection (1) or (2) is made, the Superintendent may, where the Superintendent considers it appropriate to do so, report the result of the appraisal to the Minister.

Value and
notice

(4) Where the result of an appraisal is reported to the Minister and the Minister, having regard to that result, determines, pursuant to subsection 20(4), for the asset to which the appraisal relates a value that is different from the immediately preceding accepted value of the asset, the value so determined shall be the accepted value of the asset for the purposes of this Act and the *Winding-up Act* and the Minister shall forthwith notify the company of the value so determined.

Regulations
and costs re
appraisals

(5) An appraisal for the purposes of subsection (1) or (2)

(a) shall be in accordance with such regulations as the Governor in Council may make for the purpose; and
(b) shall, unless otherwise specified by the Superintendent, be at the expense of the company."

(2) Si le surintendant est d'avis, ou s'il a des motifs de croire que

a) le montant garanti par une hypothèque ou par un *mortgage* sur toute étendue de bien-fonds et consenti à une compagnie qui place cette hypothèque ou ce *mortgage* en fiducie conformément à l'article 20, ou

b) le montant garanti par hypothèque ou *mortgage* sur toute étendue de bien-fonds et consenti à une corporation décrite à l'alinéa 1n) de l'annexe I dont les actions ont été placées en fiducie par une compagnie en application de l'article 20, y compris l'intérêt échu et couru sur ce montant, est supérieur à la valeur de l'étendue de bien-fonds, ou encore que celle-ci n'est pas une garantie suffisante pour le montant du prêt et des intérêts, le surintendant peut soit exiger que la compagnie fasse faire une évaluation de cette étendue de bien-fonds, soit lui-même faire faire cette évaluation.

(3) Si une évaluation visée au paragraphe (1) ou (2) est effectuée, le surintendant peut, lorsqu'il le juge indiqué, faire rapport au ministre du résultat de l'évaluation.

(4) Si le résultat d'une évaluation fait l'objet d'un rapport au ministre et que celui-ci, eu égard au résultat, détermine, conformément au paragraphe 20(4), une valeur qui est différente de la valeur acceptée précédente du bien, la valeur ainsi déterminée est la valeur acceptée du bien aux fins de la présente loi et de la *Loi sur les liquidations* et le ministre doit immédiatement aviser la compagnie à cet effet.

(5) L'évaluation prévue aux paragraphes (1) et (2) est faite :

a) conformément aux règlements que peut prendre le gouverneur en conseil à cette fin;
b) sauf indication contraire du surintendant, aux frais de la compagnie."

Évaluation des
biens-fonds
détenus en
garantie

Rapport

Valeur et avis

Règlements et
frais :
évaluations

c. 10 (2nd
Suppl.), ss.
64(2), 65

37. Section 34 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Appeal

“**34.** (1) Notwithstanding section 30 of the *Federal Court Act*, an appeal lies to the Federal Court—Trial Division

(a) from any ruling of the Superintendent under section 33 as to the admissibility of any asset not allowed by the Superintendent or amount added to liabilities, or as to any correction or alteration made in any statement; or

(b) subject to subsection (2), concerning any other matter arising under this Act where all other appeal rights, if any, provided under this Act have been exhausted.

Exception

(2) No appeal lies under subsection (1) in respect of a matter in respect of which an appeal is provided under subsection 26.3(2).

Certificate of
ruling appealed
from

(3) For the purposes of an appeal under subsection (1), the Superintendent or Minister, as the case may require, shall at the request of the company or person interested give a certificate in writing setting out the ruling appealed from and the reasons therefor, which ruling is binding on the company or person unless the company or person, within fifteen days after notice of the ruling, serves on the Superintendent or Minister a notice of intention to appeal therefrom, setting out the grounds of appeal and within fifteen days thereafter files the appeal with the registrar of the Court and with due diligence prosecutes the appeal, in which case action on the ruling shall, except in the case of a ruling concerning a matter referred to in section 26.1, be suspended until the Court has rendered judgment thereon.”

38. (1) Section 47 of the said Act is amended by adding thereto the following subsections:

Report on
reserves

“(7) A company shall attach to its annual statement of Canadian business the following two reports, namely,

37. L'article 34 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

ch. 10 (2^e
suppl.), par.
64(2), art. 65

Appel

«**34.** (1) Indépendamment de l'article 30 de la *Loi sur la Cour fédérale*, il y a appel à la Division de première instance de la Cour fédérale par procédure sommaire :

a) de toute décision du surintendant rendue en application de l'article 33 concernant l'admissibilité d'un actif qu'il a refusé d'admettre, un montant ajouté à un passif ou toute correction ou modification apportée dans un état; ou

b) sous réserve du paragraphe (2), de toute question relative à l'application de la présente loi lorsque, s'il en est, tous les autres droits d'appel prévus à la présente loi ont été épuisés.

Exception

(2) Il n'y a pas d'appel en application du paragraphe (1) en ce qui concerne une question au sujet de laquelle un appel est prévu aux termes du paragraphe 26.3(2).

Certificat de la
décision portée
en appel

(3) Aux fins de l'appel prévu au paragraphe (1), le surintendant ou le ministre, selon le cas, doit, à la demande de la compagnie ou de la personne concernée, remettre un certificat faisant état de la décision qui fait l'objet de l'appel et des motifs qui la justifient; cette décision lie la compagnie et la personne sauf si, dans les quinze jours suivant l'avis de la décision, celle-ci signifie au surintendant ou au ministre un avis de son intention d'interjeter appel et des motifs de l'appel, et si dans les quinze jours qui suivent, elle dépose son appel au bureau du registraire de la Cour et donne suite à l'appel avec toute la diligence nécessaire, auquel cas les mesures découlant de la décision, sauf s'il s'agit d'une décision relative à une question visée à l'article 26.1, sont suspendues jusqu'à ce que la Cour se soit prononcée sur l'appel.»

38. (1) L'article 47 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Rapports

«(7) Toute compagnie doit joindre à l'état annuel de ses opérations au Canada les deux rapports suivants :

(a) a report setting out particulars of the calculation of the reserve shown in the annual statement of Canadian business pursuant to paragraph (1)(b) and stating whether or not, in the opinion of the person signing the report, that reserve, together with

(i) any other reserve making provision for claims and other obligations expected to arise after the date of the statement under policies to which the reserve pursuant to paragraph (1)(b) pertains, and

(ii) the amounts receivable from reinsurers in respect of those policies,

are at least equal to the amount that will make proper provision for all claims and other obligations expected to arise after the date of the statement under those policies, and to pay adjustment expenses expected to be connected therewith and expenses relating to the servicing of those policies; and

(b) a report setting out particulars of the calculation of the reserve shown in the annual statement of Canadian business for claims and other obligations that have been incurred by the company prior to the date of the statement, including claims and obligations that arose before that date but were not reported to the company on or before that date, and stating whether or not, in the opinion of the person signing the report, that reserve, together with amounts receivable from reinsurers in connection with such claims and obligations, is at least equal to the amount that will make proper provision for such claims and other obligations and to pay adjustment expenses connected therewith.

(8) Each of the reports required by subsection (7) shall

(a) indicate the amounts that were assumed to be receivable from reinsurers in giving the opinion stated in the report;

(b) specify any unusual problems or delays known by the person signing the

a) un rapport énonçant le détail du calcul de la réserve apparaissant à son état annuel des opérations canadiennes en application de l'alinéa (1)b) et indiquant si, de l'avis de la personne qui signe le rapport, cette réserve, y compris

(i) toute autre réserve concernant les réclamations et les obligations dont la réalisation est prévue pour une date ultérieure à l'état en rapport avec des polices que visent les réserves constituées en application de l'alinéa (1)b), et

(ii) les montants à recevoir des réassureurs à l'égard de ces polices,

est ou non au moins égale au montant qui constitue une provision adéquate à l'égard des autres réclamations et des autres obligations dont la réalisation est prévue pour une date ultérieure à l'état en rapport avec ces polices, de même qu'une provision adéquate pour payer les frais de règlement s'y rattachant et les frais d'administration de ces polices;

b) un rapport énonçant le détail du calcul de la réserve indiquée dans l'état annuel des opérations canadiennes pour des réclamations et autres obligations qui ont été portées à la charge de la compagnie avant la date de l'état, y compris celles qui sont survenues avant cette date mais qui n'ont pas été déclarées à la compagnie au plus tard lors de cette date et qui précise si le signataire du rapport est d'avis que la réserve, y compris les montants à recevoir de réassureurs à l'égard de ces réclamations et obligations, est ou non au moins égale au montant qui constitue une provision adéquate pour ces réclamations et obligations et pour acquitter les frais de règlement qui s'y rapportent.

(8) Chacun des rapports exigés par le paragraphe (7) doit :

a) indiquer les montants dont était prévu le paiement par des réassureurs lorsqu'ont été donnés les avis contenus aux rapports;

b) préciser tous problèmes ou retards inhabituels dont a connaissance le signa-

report that are expected to be encountered in the collection of the relevant amounts from reinsurers; and

(c) include any other information, concerning the calculation of the reserves, 5 required by the Superintendent.

Signature of reports

(9) Each of the reports required by subsection (7) shall be signed by an actuary who shall sign both reports.

Idem

(10) Notwithstanding subsection (9), 10 with the approval of the Superintendent

(a) each of the reports required by subsection (7) may be signed by a person who, in the opinion of the Superintendent, has relevant training and experience 15 for the purpose; or

(b) one of the reports required by subsection (7) may be signed by a person referred to in paragraph (a) and the other report may be signed by another 20 such person or by an actuary."

c. 20 (1st Supp.), s. 14

Report to Minister

39. (1) Subsections 51(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"51. (1) The Superintendent shall report to the Minister in any case where, 30 having regard for all the circumstances, the Superintendent is of the opinion that

(a) the assets in Canada of any company that is subject to the requirements of section 12 or 14 are not sufficient to 35 give adequate protection to its policyholders and creditors in Canada, whether or not there is compliance with those sections;

(b) there exists any practice or state of 40 affairs that may be materially prejudicial to the interests of the policyholders or creditors in Canada of a company; or

(c) a company or a person who is a shareholder, director, officer, employee 45 or agent of a company has failed to comply with a direction issued to the

taire du rapport et qui devraient survenir lors du recouvrement des montants pertinents auprès des réassureurs; et

c) contenir tout autre renseignement exigé par le surintendant au sujet du 5 calcul des réserves.

Signature des rapports

(9) Les deux rapports exigés au paragraphe (7) sont signés par le même actuaire.

(10) Sans égard au paragraphe (9) mais 10 Idem avec l'approbation du surintendant :

a) les deux rapports exigés en application du paragraphe (7) peuvent être signés par une personne qui, de l'avis du surintendant, a la formation et l'expé- 15 rience nécessaires à cette fin; ou

b) un des rapports exigés en application du paragraphe (7) peut être signé par une personne mentionnée à l'alinéa a) et l'autre rapport peut être signé par une 20 semblable personne ou par un actuaire."

(2) Le paragraphe 47(10) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), cesse d'avoir effet cinq ans après la date d'entrée en 25 vigueur du paragraphe (1).

39. (1) Les paragraphes 51(1) et (2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

ch. 20 (1^{er} suppl.), art. 14

"51. (1) Le surintendant doit faire rapport au ministre chaque fois que, compte 30 tenu de toutes les circonstances, il est d'avis :

a) que l'actif au Canada d'une compagnie assujettie aux exigences de l'article 12 ou 14 n'est pas suffisant pour assurer 35 la protection adéquate de ses assurés et créanciers au Canada, que la compagnie se conforme à ces articles ou non;

b) qu'il existe une pratique ou une situation qui peut porter réellement 40 atteinte aux intérêts des assurés ou des créanciers d'une compagnie, dans les cas où ceux-ci se trouvent au Canada;

c) qu'une compagnie ou une personne qui est actionnaire, administrateur, 45 fonctionnaire, employé ou mandataire d'une compagnie ne s'est pas conformée

Rapport au ministre

company or to the person under section 26.1.

Remedial
powers of
Minister

(2) Where the Minister, after full consideration of the matter and after a reasonable opportunity has been provided to the company or person, as the case may be, to make representations, believes that the situation described in any paragraph of subsection (1) exists, the Minister may do any or all of the following:

(a) make the company's certificate of registry subject to such limitations or conditions as the Minister considers appropriate;

(b) prescribe a time within which the company shall

(i) increase its assets in Canada to the extent the Minister deems necessary to give adequate protection to its policyholders and creditors in Canada, or

(ii) cease the practice or remedy the state of affairs referred to in paragraph (1)(b);

(c) prescribe a time within which the company or person, as the case may be, shall correct the non-compliance described in paragraph (1)(c); and

(d) direct the Superintendent to take control of the company's assets in Canada together with its other assets held in Canada under the control of the company's chief agent and such assets shall include all amounts received or to be received in respect of the company's policies in Canada."

c. 20 (1st
Supp.), s. 14

(2) Subsection 51(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(4) On the failure of a company or person, as the case may be,

(a) to increase its assets in Canada as directed by the Minister,

(b) to cease the practice or remedy the state of affairs referred to in paragraph (1)(b),

aux directives qui ont été données à la compagnie ou à la personne en application de l'article 26.1.

(2) Le ministre peut, après avoir bien étudié la question et après que la compagnie ou la personne, selon le cas, se soit vue, dans la mesure de ce qui est raisonnable, accorder la possibilité de présenter des observations, prendre l'ensemble ou l'une quelconque des mesures suivantes s'il estime que la situation décrite à l'un ou l'autre des alinéas du paragraphe (1) existe :

a) assortir le certificat d'enregistrement de la compagnie des restrictions ou conditions que le ministre estime indiquées;

b) prévoir le délai au cours duquel la compagnie doit :

(i) soit augmenter son actif au Canada de façon suffisante, selon ce qu'estime le ministre, pour accorder une protection adéquate à ses assurés et à ses créanciers au Canada,

(ii) soit mettre fin à la pratique ou à la situation visées à l'alinéa (1)b);

c) prévoir un délai au cours duquel la compagnie ou la personne, selon le cas, doit remédier au manque visé à l'alinéa (1)c); et

d) donner au surintendant la directive de prendre le contrôle de l'actif de la compagnie, au Canada, y compris de tout autre actif de la compagnie détenu au Canada sous le contrôle de l'agent principal de la compagnie, et cet actif doit comprendre tous les montants reçus ou recevables relativement aux polices de la compagnie au Canada. »

Pouvoir du
ministre pour
remédier à la
situation

(2) Le paragraphe 51(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(4) Dès qu'une compagnie ou qu'une personne, selon le cas, fait défaut

a) d'augmenter son actif au Canada selon la directive du ministre,

b) de mettre fin à la pratique ou à la situation visées à l'alinéa (1)b)

ch. 20 (1^{er}
suppl.), art. 14

Idem

Idem

(c) to correct the non-compliance described in paragraph (1)(c), or

(d) to meet the requirements of section 12 or 14

within the time that may have been prescribed by the Minister pursuant to paragraph (2)(b) or (c) or subsection (3) or within any extension thereof subsequently given by the Minister, the Minister may direct the Superintendent to take control of the company's assets in Canada together with its other assets held in Canada under the control of the company's chief agent and such assets shall include all amounts received or to be received in respect of the company's policies in Canada."

c. 20 (1st Suppl.), s. 14

Definitions

"accident and sickness insurance expenses"
«frais d'assurance contre...»

"gross premium income"
«revenu des primes bruts»

40. (1) Subsections 56(3) to (10) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(3) For the purposes of this section,

"accident and sickness insurance expenses" means the portion of the expenses described in subsection (1) that were incurred in respect of a company referred to in that subsection that bears the same relation thereto that

(a) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, in respect of its policies of accident and sickness insurance during the period of five calendar years preceding the earlier of the calendar year in which the Superintendent took control of the assets of the company and the calendar year in which the Superintendent was appointed liquidator of the company's business in Canada

bears to

(b) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, during the period referred to in paragraph (a);

"gross premium income", of a company, means the premium income of the company from its policies in Canada cal-

c) de remédier au défaut visé à l'alinéa (1)c), ou

d) de se conformer aux exigences de l'article 12 ou 14,

dans le délai qui peut avoir été prévu par le ministre en conformité avec l'alinéa (2)b) ou c) ou avec le paragraphe (3), ou encore au cours de telle prolongation de ce délai qui a pu subséquemment être accordée par le ministre, le ministre peut donner au surintendant la directive de prendre le contrôle de l'actif de la compagnie, au Canada, y compris des autres actifs qui peuvent être détenus au Canada sous le contrôle de l'agent principal de la compagnie et ces actifs comprennent tout montant reçu ou à recevoir à l'égard de polices de la compagnie au Canada.»

40. (1) Les paragraphes 56(3) à (10) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

ch. 20 (1^{er} suppl.), art. 14

Définitions

«(3) Aux fins du présent article :

«frais d'assurance contre les accidents et la maladie» s'entend de la partie des frais mentionnés au paragraphe (1) qui a été engagée à l'égard d'une compagnie visée à ce paragraphe et qui représente à cet égard un rapport égal au rapport entre :

a) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le surintendant, à l'égard de ses polices d'assurance contre les accidents et la maladie, pour la période de cinq années civiles qui a précédé l'année civile au cours de laquelle le surintendant a pris le contrôle de l'actif de la compagnie ou l'année civile au cours de laquelle le surintendant a été nommé liquidateur des opérations de la compagnie au Canada, en choisissant la première en date de ces deux dernières années civiles,

et

b) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le surintendant, pour la période visée à l'alinéa a);

«frais d'assurance hypothécaire» s'entend de la partie des frais mentionnés au

«frais d'assurance contre les accidents et la maladie»
"accident and sickness insurance expenses"

«frais d'assurance hypothécaire»
"mortgage insurance expenses"

culated without reduction in respect of reinsurance premiums paid or payable;

"life insurance expenses"
«frais d'assurance-vie»

"life insurance expenses" means the portion of the expenses described in subsection (1) that were incurred in respect of a company referred to in that subsection that bears the same relation thereto that (a) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, in respect of its policies of life insurance during the period of five calendar years preceding the earlier of the calendar year in which the Superintendent took control of the assets of the company and the calendar year in which the Superintendent was appointed liquidator of the company's business in Canada

bears to (b) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, during the period referred to in paragraph (a);

"mortgage insurance expenses"
«frais d'assurance hypothécaire»

"mortgage insurance expenses" means the portion of the expenses described in subsection (1) that were incurred in respect of a company referred to in that subsection that bears the same relation thereto that

(a) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, in respect of its policies of mortgage insurance during the period of five calendar years preceding the earlier of the calendar year in which the Superintendent took control of the assets of the company and the calendar year in which the Superintendent was appointed liquidator of the company's business in Canada

bears to (b) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, during the period referred to in paragraph (a);

paragraphe (1) qui a été engagée à l'égard d'une compagnie visée à ce paragraphe et qui représente à cet égard un rapport égal au rapport entre :

a) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le surintendant, à l'égard de ses polices d'assurance hypothécaire, pour la période de cinq années civiles qui a précédé l'année civile au cours de laquelle le surintendant a pris le contrôle de l'actif de la compagnie ou l'année civile au cours de laquelle le surintendant a été nommé liquidateur des opérations de la compagnie au Canada, en choisissant la première en date de ces deux dernières années civiles,

et

b) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le surintendant, pour la période visée à l'alinéa a);

«frais d'assurance spéciale» s'entend de la partie des frais décrits au paragraphe (1) qui a été encourue à l'égard d'une compagnie visée à ce paragraphe et qui représente à cet égard un rapport égal au rapport entre :

«frais d'assurance spéciale»
"special insurance expenses"

a) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le surintendant, à l'égard de ses polices d'assurance spéciale pour la période de cinq années civiles qui a précédé l'année civile au cours de laquelle le surintendant a pris le contrôle de l'actif de la compagnie ou l'année civile au cours de laquelle le surintendant a été nommé liquidateur des opérations de la compagnie au Canada, en choisissant la première en date de ces deux dernières années civiles,

et

b) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le surintendant pour la période visée à l'alinéa a);

«frais d'assurance sur les biens et risques divers» s'entend de la partie des frais mentionnés au paragraphe (1) qui a été

«frais d'assurance sur les biens et risques divers»
"property and casualty insurance expenses"

“net premiums”
«primes nettes»

“net premiums”, of a company, means the gross premium income of the company less

- (a) premiums paid or payable in respect of reinsurance of risks undertaken by the company in its policies in Canada, and
- (b) the amount of the dividends paid or allowed by the company to its policyholders in Canada;

“property and casualty insurance expenses”
«frais d’assurance sur...»

“property and casualty insurance expenses” means the portion of the expenses described in subsection (1) that were incurred in respect of a company referred to in that subsection that bears the same relation thereto that

- (a) the total of the gross premium income of the company in respect of its policies, other than its policies of accident and sickness insurance, life insurance, mortgage insurance and special insurance during the period of five calendar years preceding the earlier of the calendar year in which the Superintendent took control of the assets of the company and the calendar year in which the Superintendent was appointed liquidator of the company’s business in Canada

bears to

- (b) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, during the period referred to in paragraph (a);

“special insurance expenses”
«frais d’assurance spéciale»

“special insurance expenses” means that portion of the expenses described in subsection (1) that were incurred in respect of a company referred to in that subsection that bears the same relation thereto that

- (a) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, in respect of its policies of special insurance during the period of five calendar years preceding the earlier of the calendar year in which the Superintendent took control of the assets of

engagée à l’égard d’une compagnie visée à ce paragraphe et qui représente à cet égard un rapport égal au rapport entre :

- a) le total du revenu des primes brut de la compagnie, à l’égard de ses polices autres que ses polices d’assurance contre les accidents et la maladie, ses polices d’assurance-vie, ses polices d’assurance hypothécaire et ses polices d’assurance spéciale, en relation avec la période des cinq années civiles qui ont précédé l’année civile au cours de laquelle le surintendant a pris le contrôle de l’actif de la compagnie ou l’année civile au cours de laquelle le surintendant a été nommé liquidateur des opérations de la compagnie au Canada, en choisissant la première en date de ces deux dernières années civiles,

et

- b) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le surintendant, pour la période visée à l’alinéa a);

«frais d’assurance-vie» s’entend de la partie des frais mentionnés au paragraphe (1) qui a été engagée à l’égard d’une compagnie visée à ce paragraphe et qui représente à cet égard un rapport égal au rapport entre :

- a) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le surintendant, à l’égard de ses polices d’assurance-vie, pour la période de cinq années civiles qui a précédé l’année civile au cours de laquelle le surintendant a pris le contrôle de l’actif de la compagnie ou l’année civile au cours de laquelle le surintendant a été nommé liquidateur des opérations de la compagnie au Canada, en choisissant la première en date de ces deux dernières années civiles,

et

- b) le total du revenu des primes brut de la compagnie, déterminé par le surintendant, pour la période visée à l’alinéa a);

«frais d’assurance-vie»
“life insurance expenses”

45

the company and the calendar year in which the Superintendent was appointed liquidator of the company's business in Canada

bears to

(b) the total of the gross premium income of the company, as determined by the Superintendent, during the period referred to in paragraph (a).

«primes nettes» s'entend du revenu des primes brut d'une compagnie, déduction faite :

- a) des primes de réassurance payées ou payables à l'égard de risques auxquels la compagnie a souscrit dans ses polices au Canada, et
- b) du montant des dividendes que la compagnie verse à ses assurés au Canada ou qu'elle autorise à leur égard;

«primes nettes»
"net premiums"

«revenu des primes brut» s'entend du revenu des primes d'une compagnie, à l'égard de ses polices au Canada, calculé sans réductions à l'égard des primes de réassurance payées ou payables.

«revenu des primes brut»
"gross premium income"

Expenses assessed to each company

(4) Expenses described in subsection (1) shall be assessed in the following manner and to the following extent:

(a) where the expenses are accident and sickness insurance expenses, such expenses shall be assessed against each company against whom an assessment may be made in the same proportion that that company's net premiums during the last preceding calendar year from policies of accident and sickness insurance bear to the total net premiums during that year of all such companies from policies of accident and sickness insurance;

(b) where the expenses are life insurance expenses, such expenses shall be assessed against each company against whom an assessment may be made in the same proportion that that company's net premiums during the last preceding calendar year from policies of life insurance bear to the total net premiums during that year of all such companies from policies of life insurance; and

(c) where the expenses are property and casualty insurance expenses, such expenses shall be assessed against each company against whom an assessment may be made in the same proportion that that company's net premiums during the last preceding calendar year from policies, other than policies of accident and sickness insurance, life insur-

(4) Les frais visés au paragraphe (1) sont cotisés selon les règles suivantes :

- a) dans les cas de frais d'assurance contre les accidents et la maladie, ces frais sont cotisés à l'égard de chaque compagnie à l'égard de laquelle une cotisation peut être faite, dans un rapport égal au rapport entre les primes nettes que cette compagnie a tirées de ses polices d'assurance contre les accidents et la maladie au cours de l'année civile précédente et le total des primes nettes que toutes les compagnies semblables ont tirées de leurs polices d'assurance contre les accidents et la maladie au cours de cette même année civile;
- b) dans le cas de frais d'assurance-vie, ces frais sont cotisés, à l'égard de chaque compagnie à l'égard de laquelle une cotisation peut être faite, dans un rapport égal au rapport entre les primes nettes que cette compagnie a tirées de ses polices d'assurance-vie au cours de l'année civile précédente et le total des primes nettes que toutes les compagnies semblables ont tirées de leurs polices d'assurance-vie au cours de la même année civile; et

c) dans le cas de frais d'assurance sur les biens et les risques divers, ces frais sont cotisés, à l'égard de chaque compagnie à l'égard de laquelle une cotisation peut être faite, dans un rapport égal au rapport entre les primes nettes que cette

Cotisation des frais

ance, mortgage insurance and special insurance, bear to the total net premiums of all such companies from policies other than policies of accident and sickness insurance, life insurance, mortgage insurance and special insurance. 5

Expenses
charged to
company

(5) With respect to expenses described in subsection (1) that are mortgage insurance expenses and special insurance expenses, such expenses shall be charged 10 to and paid by the company in respect of which they were incurred, or where that company is being wound-up, such expenses are deemed to be costs of liquidation within the meaning of paragraph 15 162(1)(a) of the *Winding-up Act*.

Designation of
special
insurance

(6) The Governor in Council may, in respect of any class of insurance, after taking into account the nature of the insurance, the class or classes of persons 20 insured under policies of that class of insurance and the number of companies transacting that class of insurance, designate the class of insurance to be special insurance for the purposes of this section. 25

Where control
relinquished

(7) In any case where the Superintendent relinquishes control of the assets of a company pursuant to subsection 52(4), the Superintendent may direct that the company shall be liable for repayment of all or 30 part of the expenses resulting from the control of the assets of the company and assessed against and paid by any company, British company or any company registered under the *Canadian and British Insurance Companies Act* pursuant to section 23 of the *Office of the Superintendent of Financial Institutions Act*, together with such interest in respect thereof at such rate as may be specified by the Su- 40

compagnie a, au cours de l'année civile précédente, tirées de ses polices d'assurance autres que ses polices d'assurance contre les accidents et la maladie, ses polices d'assurance-vie, ses polices d'assurance hypothécaire et ses polices d'assurance spéciale, et le total des primes nettes que toutes les compagnies semblables ont, au cours de cette même année civile, tirées de leurs polices d'assurance autres que leurs polices d'assurance contre les accidents et la maladie, leurs polices d'assurance-vie, leurs polices d'assurance hypothécaire et leurs polices d'assurance spéciale. 15

15

(5) Dans les cas où les frais visés au paragraphe (1) sont des frais d'assurance hypothécaires ou d'assurance spéciale, ces frais sont imputés à la compagnie à l'égard de laquelle ils ont été encourus et sont 20 payés par celle-ci; lorsque la compagnie est en cours de liquidation ces frais sont réputés être des frais de liquidation au sens de l'alinéa 162(1)a) de la *Loi sur les liquidations*. 25

Imputation des
frais

(6) Le gouverneur en conseil peut désigner une classe d'assurance comme étant une assurance spéciale pour l'application du présent article et à cette fin, il tient compte de la nature de l'assurance, de la 30 catégorie ou des catégories de personnes assurées aux termes de polices appartenant à cette classe d'assurance, de même que du nombre de compagnies exerçant cette classe d'assurance. 35

Désignation
d'assurance
spéciale

(7) Dans tous les cas où le surintendant abandonne le contrôle de l'actif d'une compagnie conformément au paragraphe 52(4), il peut, par directive, prévoir que la compagnie est responsable pour l'ensemble 40 ou une partie quelconque des frais, provenant du contrôle de l'actif de la compagnie, imputés à une compagnie et payés par celle-ci, y compris une compagnie britannique ou une compagnie enregistrée en 45 application de la *Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques*, conformément à l'article 23 de la *Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières*, ainsi que pour les intérêts s'y 50

Abandon du
contrôle

perintendent, and where any direction is so made, the amount for which the company is liable is a debt due to Her Majesty payable on demand and is recoverable as such in the Federal Court or any other court of competent jurisdiction.

Prior claim on winding-up

(8) In the case of the winding-up of a company's business in Canada, the expenses assessed against and paid by other registered companies pursuant to this section, together with such interest in respect thereof at such rate as may be specified by the Superintendent, constitute a claim of Her Majesty against the assets in Canada of the company and any other assets held in Canada under the control of the company's Chief Agent ranking immediately after claims in respect of policies of the company and ahead of all other claims that do not rank ahead of claims in respect of policies.

Reduction of assessments

(9) Any amount paid to or recovered by Her Majesty under subsection (7) or (8) in respect of a company shall be applied pro rata to reduce the amount of expenses to be assessed pursuant to section 23 of the *Office of the Superintendent of Financial Institutions Act* against companies registered under this Act and companies and British companies registered under the *Canadian and British Insurance Companies Act* that have been assessed pursuant to subsection (2) in respect of that company, but for any particular company any such reduction shall not exceed the amount assessed against that company pursuant to subsection (2)."

Application

(2) Subsections 56(3) to (9) of the said Act, as enacted by subsection (1), apply only in respect of expenses described in subsection 56(1) of the said Act that are incurred by the Superintendent on or after April 1, 1986.

rapportant au taux fixé par le surintendant; lorsqu'une telle cotisation est effectuée, le montant de la cotisation constitue une dette envers Sa Majesté payable sur demande et recouvrable à ce titre devant la Cour fédérale ou toute autre cour de juridiction compétente.

Réclamation prioritaire lors d'une liquidation

(8) En cas de liquidation des opérations d'une compagnie au Canada, les frais imputés à d'autres compagnies enregistrées et payés par celles-ci conformément au présent article, y compris l'intérêt sur ces frais aux taux fixé par le surintendant, constituent, sur l'actif de la compagnie au Canada et sur les autres actifs détenus au Canada sous le contrôle de l'agent principal de la compagnie, une réclamation de Sa Majesté ayant priorité immédiate après les réclamations à l'égard de polices de cette compagnie et avant toute autre réclamation qui n'a pas priorité sur les réclamations à l'égard des polices.

Réduction de la cotisation

(9) Tout montant payé à Sa Majesté ou recouvré par elle conformément au paragraphe (7) ou (8) à l'égard d'une compagnie doit être appliqué à la réduction, au prorata, du montant des frais qui, conformément à l'article 23 de la *Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières* doivent être cotisés en rapport avec les compagnies enregistrées en application de la présente loi et en rapport avec les compagnies et les compagnies britanniques enregistrées en vertu de la *Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques* et qui ont fait l'objet d'une cotisation conformément au paragraphe (2) à l'égard de cette compagnie mais, en ce qui concerne une compagnie donnée, une telle réduction ne peut pas excéder le montant qui a été cotisé à l'égard de cette compagnie conformément au paragraphe (2).»

Application

(2) Les paragraphes 56(3) à (9) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), ne s'appliquent qu'à l'égard des frais visés au paragraphe 56(1) de la même loi et que le surintendant engage au plus tôt le 1^{er} avril 1986.

R.S., c. L-12; c. 24 (1st Supp.); 1972, c. 17; 1973-74, c. 49; 1974-75-76, c. 7; 1976-77, c. 28; 1978-79, c. 11; 1980-81-82-83, cc. 40, 47; 1985, c. 16; 1986, c. 35

LOAN COMPANIES ACT

LOI SUR LES COMPAGNIES DE PRÊT

S.R., ch. L-12; ch. 24 (1^{er} suppl.); 1972, ch. 17; 1973-74, ch. 49; 1974-75-76, c. 7; 1976-77, ch. 28; 1978-79, ch. 11; 1980-81-82-83, cc. 40, 47; 1985, ch. 16; 1986, ch. 35

41. Section 2 of the *Loan Companies Act* is amended by adding thereto, in alphabetical order within the section, the following definition:

41. L'article 2 de la *Loi sur les compagnies de prêt* est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"superior court"
«cour supérieure»

"superior court" means

- (a) in the Provinces of Ontario, Nova Scotia, Prince Edward Island and Newfoundland, the trial division or branch of the Supreme Court of the Province,
- (b) in the Province of British Columbia, the Supreme Court of the Province,
- (c) in the Provinces of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan and Alberta, the Court of Queen's Bench for the Province,
- (d) in the Province of Quebec, the Superior Court of the Province, and
- (e) in the Yukon Territory and the Northwest Territories, the Supreme Court thereof;

42. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 60.2 thereof, the following section:

"60.21 (1) Notwithstanding section 60, a company may, with the prior approval of the Minister, own more than ten per cent of the shares of any class of shares of

(a) a corporation incorporated in Canada the activities of which are limited to dealing in securities, including portfolio management or investment counselling; or

(b) a corporation incorporated in Canada that holds, directly or indirectly, any share of a corporation described in paragraph (a).

Securities corporations

5 «cour supérieure»

- a) La Division de première instance de la Cour suprême de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve;
- b) la Cour suprême de la Colombie-Britannique;
- c) la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta;
- d) la Cour supérieure du Québec;
- e) la Cour suprême du Yukon et des territoires du Nord-Ouest.»

«cour supérieure»
5 "superior court"

42. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 60.2, de ce qui suit :

"60.21 (1) Nonobstant l'article 60, une compagnie peut, avec l'approbation préalable du ministre, posséder plus de dix pour cent des actions appartenant à une catégorie d'actions quelconque :

a) soit d'une corporation constituée au Canada dont les activités consistent uniquement à faire le commerce des valeurs mobilières, y compris la prestation de services de gestion de portefeuille ou de conseil de placements;

b) soit d'une corporation constituée au Canada et qui, directement ou indirectement, possède des valeurs mobilières d'une corporation visée à l'alinéa a).

Sociétés d'activités financières

Regulations
restricting
powers to own
shares

(2) The Governor in Council may make regulations restricting the powers of a company to own shares pursuant to subsection (1) and imposing terms and conditions applicable to any company that owns 5 any such shares."

43. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 71.2 thereof, the following heading and sections: 10

"Directions of Compliance

Superintendent
may act

71.3 (1) Where, in the opinion of the Superintendent, a company or a person in respect of a company is committing or pursuing or is about to commit or pursue any act or course of conduct that is an 15 unsafe or unsound practice in conducting the business of the company, the Superintendent may direct the company or person to do either or both of the following:

- (a) cease or refrain from doing the act 20 or pursuing the course of conduct; and
- (b) perform such acts as in the opinion of the Superintendent are necessary to remedy the situation.

Opportunity for
representations

(2) Subject to subsection (3), no direc- 25 tion shall be issued to a company or person under subsection (1) unless the company or person is provided with a reasonable opportunity to make representations in respect of the matter. 30

Temporary
direction

(3) Where, in the opinion of the Superintendent, the length of time required for representations to be made under subsection (2) could be prejudicial to the public interest, the Superintendent may make a 35 temporary direction having effect for a period of not more than fifteen days.

Temporary
direction may
continue in
effect

(4) Unless it is sooner revoked or set aside pursuant to section 71.4, a temporary direction shall continue in effect at 40 the expiration of the fifteen day period referred to in subsection (3) if no representations are made to the Superintendent within that period or, such representations having been made, the Superintendent 45

(2) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements pour limiter le pouvoir d'une compagnie de posséder les actions d'une corporation visée au paragraphe (1) et imposer des conditions à la compagnie 5 qui en possède."

43. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 71.2, de ce qui suit :

«Ordres

Règlements
limitant le droit
de détenir des
actions

71.3 (1) S'il est d'avis qu'une compagnie, ou qu'une personne à l'égard d'une 10 compagnie, commet un acte ou se livre à une conduite, ou est sur le point de commettre un acte ou de se livrer à une conduite, contraires aux saines pratiques du commerce, dans le cadre de la gestion des 15 affaires de la compagnie, le surintendant peut ordonner à la compagnie ou à la personne de prendre les mesures suivantes ou l'une d'elles :

- a) mettre un terme à l'acte ou à la 20 conduite ou s'en abstenir;
- b) prendre les mesures de redressement qui, de l'avis du surintendant, s'imposent.

Pouvoir du
surintendant

(2) Sous réserve du paragraphe (3), 25 aucun ordre n'est donné à une compagnie ou à une personne en vertu du paragraphe (1) sans qu'il lui ait été donné la possibilité de présenter des observations.

Observations

(3) Lorsque, à son avis, le délai requis 30 pour la présentation des observations visées au paragraphe (2) pourrait être préjudiciable à l'intérêt public, le surintendant peut donner un ordre temporaire d'une période de validité d'au plus quinze 35 jours.

Ordre
temporaire

(4) À moins qu'il n'ait préalablement été révoqué en vertu de l'article 71.4, l'ordre temporaire reste en vigueur à l'expiration des quinze jours visés au paragraphe 40 (3) si aucune observation n'a été présentée au surintendant dans ce délai ou, lorsqu'il y a eu observations, si le surintendant avise la compagnie ou la personne qu'il n'est pas

Maintien en
vigueur de
l'ordre
temporaire

notifies the company or person that the Superintendent is not satisfied that there are sufficient grounds for revoking the direction.

Appeal to
Minister

71.4 (1) Any company or person in respect of which or whom a direction has been issued under section 71.3 may, by a notice in writing served on the Minister and the Superintendent within

(a) fifteen days after the date of the direction, or

(b) in the case of a temporary direction that is continued pursuant to subsection 71.3(4), thirty days after the date of the direction,

appeal the matter to the Minister and, on any such appeal, the Minister may allow the appeal, dismiss the appeal or make such other order as the Minister deems appropriate in the circumstances.

No stay on
appeal

(2) A direction under section 71.3 shall not be stayed by an appeal under subsection (1).

Court
enforcement

71.5 (1) If a company or a person

(a) is contravening or has failed to comply with a direction of the Superintendent issued to the company or person pursuant to section 71.3,

(b) is contravening this Act, or

(c) has omitted to do any matter, act or thing under this Act required to be done by or on the part of the company or person,

the Superintendent may, in addition to any other action that may be taken under this Act, apply to a superior court for an order requiring the company or person to comply with the direction, cease the contravention or do the matter, act or thing, as the case may require, and on such application the superior court may so order and make any other order it thinks fit.

Appeal

(2) An appeal from a decision of a superior court under subsection (1) lies in the same manner as, and to the same court

convaincu qu'il y a des motifs suffisants pour révoquer l'ordre.

71.4 (1) La compagnie ou la personne à l'égard de qui a été donné un ordre en vertu de l'article 71.3 peut, par avis signifié au Ministre et au surintendant :

a) soit dans les quinze jours suivant la date de l'ordre,

b) soit, dans le cas d'un ordre temporaire maintenu en vigueur en vertu du paragraphe 71.3(4), dans les trente jours suivant la date de l'ordre,

porter la question en appel devant le Ministre; celui-ci peut accueillir ou rejeter l'appel ou donner tout autre ordre qu'il estime indiqué dans les circonstances.

Appel au
Ministre

(2) L'exécution de l'ordre donné en vertu de l'article 71.3 n'est pas interrompue par l'appel prévu au paragraphe (1).

Non-interrup-
tion

71.5 (1) Si une compagnie ou une personne :

a) soit omet de se conformer à un ordre qui lui a été donné en vertu de l'article 71.3,

b) soit contrevient à la présente loi,

c) soit a omis de faire une chose ou d'accomplir un acte qu'elle est tenue de faire ou d'accomplir en vertu de la présente loi,

le surintendant peut, en plus de toute autre mesure qu'il est autorisé à prendre en vertu de la présente loi, demander à une cour supérieure une ordonnance enjoignant à la compagnie ou à la personne de se conformer à l'ordre, de mettre fin à la contravention ou de faire la chose ou d'accomplir l'acte, selon le cas; la cour peut, dans le cadre de la demande, rendre une telle ordonnance ou toute autre qu'elle estime indiquée.

Exécution
judiciaire

Appel

to which, an appeal may be taken from any other order of the superior court.”

être portée en appel toute autre ordonnance de la cour supérieure, et de la même façon.»

c. 24 (1st Supp.), s. 32; 1974-75-76, c. 7, s. 7

44. (1) Subsection 73.1(1) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (a) thereof, the following paragraph:

“(a.1) the company or a person who is a shareholder, director, officer, employee or agent of the company has failed to comply with a direction issued to the company or to the person under section 71.3;”

c. 24 (1st Supp.), s. 32

(2) Subsections 73.1(2) and (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(2) Where the Minister, after full consideration of the matter and after a reasonable opportunity has been provided to the company or person, as the case may be, to make representations, believes that the situation described in any paragraph of subsection (1) exists, the Minister may do any or all of the following:

(a) make the company's licence subject to such limitations or conditions as the Minister considers appropriate;

(b) prescribe a time within which the company or person, as the case may be, shall

(i) correct the violation or non-compliance described in paragraph (1)(a) or (a.1),

(ii) make good the deficiency or inadequacy of assets described in paragraph (1)(b) or (c),

(iii) commence to follow the standard for sound business and financial practices, or remedy the breach, described in the report referred to in paragraph (1)(d), or

(iv) cease the practice or remedy the state of affairs referred to in paragraph (1)(e); and

(c) direct the Superintendent to take control of the company.

(3) On the failure of a company or person to

Subsequent action

44. (1) Le paragraphe 73.1(1) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa a), 5 de ce qui suit :

«a.1) la compagnie ou la personne qui est un actionnaire, un administrateur, un dirigeant, un employé ou un mandataire de la compagnie a omis de se conformer à un ordre donné à la compagnie en vertu de l'article 71.3;»

(2) Les paragraphes 73.1(2) et (3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce 15 qui suit :

«(2) Lorsque le Ministre, après avoir bien étudié la question, et après qu'il a été donné à la compagnie ou à la personne, selon le cas, la possibilité de présenter des observations, estime que la situation décrite à l'un ou l'autre des alinéas du paragraphe (1) existe, celui-ci peut prendre les mesures suivantes ou l'une d'elles :

a) assortir le permis de la compagnie des restrictions ou conditions que le ministre estime indiquées;

b) prescrire un délai durant lequel la compagnie ou la personne, selon le cas, doit :

(i) corriger l'irrégularité visée aux alinéas (1)a) ou a.1),

(ii) remédier au manque ou à l'insuffisance d'actif visés aux alinéas (1)b) ou c),

(iii) commencer à suivre la norme des pratiques commerciales et financières saines ou remédier à la violation visées dans le rapport mentionné à l'alinéa (1)d), ou

(iv) mettre fin à la pratique ou à la situation visées à l'alinéa (1)e);

c) ordonner au surintendant de prendre le contrôle de la compagnie.

(3) Si la compagnie ou la personne :

ch. 24 (1^{er} suppl.), art. 32; 1974-75-76, ch. 7, art. 7

ch. 24 (1^{er} suppl.), art. 32

15

Pouvoir du Ministre pour remédier à la situation

Mesure subséquente

(a) correct the violation or non-compliance described in paragraph (1)(a) or (a.1),

(b) make good the deficiency or inadequacy of assets described in paragraph (1)(b) or (c),

(c) commence to follow the standard for sound business and financial practices, or remedy the breach, described in the report referred to in paragraph 10 (1)(d), or

(d) cease the practice or remedy the state of affairs referred to in paragraph 10 (1)(e)

within the time that may have been prescribed pursuant to paragraph (2)(b), or any extension thereof subsequently given by the Minister, the Minister may direct the Superintendent to take control of the company.”

c. 10 (2nd Supp.), s. 65

45. Subsections 74(5) and (6) of the said Act are repealed.

46. Section 75 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Appraisal of overvalued real estate

“75. (1) Where at any time it appears 25 to the Superintendent, or if the Superintendent has any reason to believe, that the value placed by the company on any parcel of real estate owned by it or by any corporation in which the company has invested 30 pursuant to subsection 60.2(1) is too great, the Superintendent may either require the company to procure an appraisal of the parcel or may himself procure the appraisal and the Superintendent may, for the 35 purposes of this Act and the *Winding-up Act* and having regard to the appraised value of the parcel, substitute such value for the parcel owned by the company as the Superintendent deems appropriate or 40 write down the investment of the company in the corporation by such amount as the Superintendent deems appropriate.

Appraisal of real estate held as security

(2) Where at any time it appears to the Superintendent, or if the Superintendent 45 has any reason to believe, that the amount secured by any mortgage or hypothec on any parcel of real estate granted to the company or to any corporation in which

a) ne corrige pas l'irrégularité visée aux alinéas (1)a) ou a.1),

b) ne remédie pas au manque ou à l'insuffisance d'actif visés aux alinéas (1)b) ou c),

c) ne commence pas à suivre la norme des pratiques commerciales et financières saines ou ne remédie pas à la violation visées dans le rapport mentionné à l'alinéa (1)d), ou

d) ne met pas fin à la pratique ou à la situation visées à l'alinéa (1)e),

dans le délai qui peut avoir été prescrit en conformité avec l'alinéa (2)b), ou dans tout délai supplémentaire accordé 15 quement par le ministre, ce dernier peut ordonner au surintendant de prendre le contrôle de la compagnie.»

45. Les paragraphes 74(5) et (6) de la même loi sont abrogés.

ch. 10 (2^e suppl.), art. 65

46. L'article 75 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“75. (1) S'il est d'avis ou s'il a des raisons de penser que la valeur attribuée par la compagnie à toute étendue de bien- 25 fonds qu'elle-même ou qu'une société dans laquelle elle a investi en vertu du paragraphe 60.2(1) possède est trop élevée, le surintendant peut, soit exiger que la compagnie fasse procéder à l'évaluation de 30 cette étendue de bien-fonds, soit faire procéder à l'évaluation lui-même; le surintendant peut, pour l'application de la présente loi et de la *Loi sur les liquidations*, compte tenu du montant de l'évaluation, soit attri- 35 buer à l'étendue de bien-fonds que possède la compagnie la valeur qu'il estime indiquée, soit réduire l'investissement de la compagnie dans la société du montant qu'il estime indiqué.

Évaluation d'un bien-fonds surévalué

40

(2) S'il est d'avis ou s'il a des raisons de penser que le montant garanti par la compagnie ou par une société dans laquelle celle-ci a investi en vertu du paragraphe 60.2(1), par *mortgage* ou hypothèque sur 45 une étendue de bien-fonds, ainsi que l'inté-

Évaluation des bien-fonds détenus comme garantie

the company has invested pursuant to subsection 60.2(1), together with the interest due and accrued thereon, is greater than the value of the parcel, or that the parcel is not sufficient security for the loan and interest, the Superintendent may either require the company to procure an appraisal of the parcel or may himself procure the appraisal and, where from the appraised value it appears that the parcel is not sufficient security for the loan and interest, the Superintendent may, for the purposes of this Act and the *Winding-up Act* and having regard to the appraised value of the parcel, write down the loan and interest by such amount as the Superintendent deems appropriate or write down the investment of the company in the corporation by such amount as the Superintendent deems appropriate.

Notice to auditor

(3) The Superintendent shall, in writing, notify the company, the auditor of the company and the audit committee of the company of any substitution or write down by the Superintendent under this section relating to real estate.

Regulations and costs re appraisals

(4) An appraisal for the purposes of subsection (1) or (2)

(a) shall be in accordance with such regulations as the Governor in Council may make for the purpose; and

(b) shall, unless otherwise specified by the Superintendent, be at the expense of the company.

Appeal

75.1 (1) Notwithstanding section 30 of the *Federal Court Act*, an appeal lies to the Federal Court—Trial Division

(a) from any ruling of the Superintendent under section 74 as to the admissibility of any asset not allowed by the Superintendent or amount added to liabilities, or as to any correction or alteration made in any statement;

(b) from any substitution or write down by the Superintendent under section 75.45 relating to real estate; or

(c) subject to subsection (2), concerning any other matter arising under this Act

rêt dû et couru sur ce montant, excède la valeur de cette étendue de bien-fonds, ou que celle-ci n'est pas une garantie suffisante pour un tel prêt et intérêt, le surintendant peut soit exiger que la compagnie fasse procéder à l'évaluation de cette étendue de bien-fonds, soit faire procéder à l'évaluation lui-même; si, d'après le montant de l'évaluation, il appert que l'étendue de bien-fonds n'est pas une garantie suffisante du prêt et de l'intérêt, le surintendant peut, pour l'application de la présente loi et de la *Loi sur les liquidations*, compte tenu du montant de l'évaluation, réduire le prêt et les intérêts ou l'investissement de la compagnie dans la société du montant qu'il estime indiqué.

(3) Le surintendant doit aviser par écrit la compagnie, son vérificateur et son comité de vérification de toute attribution de valeur ou réduction de montant effectuée par lui en vertu du présent article relativement à un bien-fonds.

Avis au vérificateur

(4) L'évaluation prévue aux paragraphes (1) et (2) doit :

Règlements et frais relatifs aux évaluations

a) être faite conformément aux règlements que peut prendre le gouverneur en conseil à cette fin;

b) être faite, sauf indication contraire du surintendant, aux frais de la compagnie.

75.1 (1) Indépendamment de l'article 30 de la *Loi sur la Cour fédérale*, il peut en être appelé à la Division de première instance de la Cour fédérale, par procédure sommaire :

Appel

a) de toute décision du surintendant rendue en vertu de l'article 74 relativement à l'admissibilité d'éléments d'actif non reconnue par lui ou à tout montant ajouté au passif ou à toute correction ou modification apportée dans une déclaration;

b) de toute attribution de valeur ou réduction faite par le surintendant en

where all other appeal rights, if any, provided under this Act have been exhausted.

vertu de l'article 75 relativement à un bien-fonds;

c) sous réserve du paragraphe (2), de toute autre question relative à l'application de la présente loi lorsque tous les autres droits d'appel prévus à la présente loi ont été épuisés.

Exception

(2) No appeal lies under subsection (1) in respect of

(a) a decision of the Minister to approve or not approve a share transaction for which an approval is required under section 48.1; or

(b) a matter in respect of which an appeal is provided under section 48.2 or subsection 69(6) or 71.5(2).

Certificate of ruling appealed from

(3) For the purposes of an appeal under subsection (1), the Superintendent or Minister, as the case may require, shall at the request of the company or person interested give a certificate in writing setting out the ruling appealed from and the reasons therefor, which ruling is binding on the company or person unless the company or person, within fifteen days after notice of the ruling, serves on the Superintendent or Minister a notice of intention to appeal therefrom, setting out the grounds of appeal and within fifteen days thereafter files the appeal with the registrar of the Court and with due diligence prosecutes the appeal, in which case action on the ruling shall, except in the case of a ruling concerning a matter referred to in section 71.3, be suspended until the Court has rendered judgment thereon."

R.S., c. T-16; c. 47 (1st Suppl.); 1972, c. 17; 1974-75-76, c. 33; 1976-77, c. 28; 1978-79, cc. 9, 11; 1980-81-82-83, cc. 40, 47; 1985, c. 16; 1986, c. 35

TRUST COMPANIES ACT

(2) Il ne peut en être appelé en vertu du paragraphe (1) :

a) d'une décision du Ministre d'approuver ou non une opération sur des actions qui doit être approuvée en vertu de l'article 48.1;

b) d'une question pour laquelle un appel est prévu en vertu de l'article 48.2 ou des paragraphes 69(6) ou 71.5(2).

Exemption

(3) Aux fins de l'appel prévu au paragraphe (1), le surintendant ou le Ministre, selon le cas, doit, à la demande de la compagnie ou de la personne concernée, remettre un certificat énonçant la décision en appel et les motifs de celle-ci; la décision lie la compagnie et la personne sauf si, dans les quinze jours suivant l'avis de cette décision, elle signifie au surintendant ou au Ministre un avis de son intention d'en appeler donnant les motifs de l'appel, elle dépose son appel au bureau du registraire dans les quinze jours suivants et elle donne suite à l'appel avec la diligence nécessaire, auquel cas toute mesure consécutive à la décision, sauf s'il s'agit d'une décision relative à une question visée à l'article 71.3, est suspendue jusqu'à ce que la cour se soit prononcée sur l'appel."

Certificat de la décision en appel

LOI SUR LES COMPAGNIES FIDUCIAIRES

S.R., ch. T-16; ch. 47 (1^{er} suppl.); 1972, ch. 17; 1974-75-76, ch. 33; 1976-77, ch. 28; 1978-79, ch. 9, 11; 1980-81-82-83, ch. 40, 47; 1985, ch. 16; 1986, ch. 35

47. Section 2 of the *Trust Companies Act* is amended by adding thereto, in alphabetical

47. L'article 2 de la *Loi sur les compagnies fiduciaires* est modifié par insertion,

cal order within the section, the following definition:

“superior court” means

- (a) in the Provinces of Ontario, Nova Scotia, Prince Edward Island and Newfoundland, the trial division or branch of the Supreme Court of the Province, 5
- (b) in the Province of British Columbia, the Supreme Court of the Province, 10
- (c) in the Provinces of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan and Alberta, the Court of Queen’s Bench for the Province, 15
- (d) in the Province of Quebec, the Superior Court of the Province, and
- (e) in the Yukon Territory and the Northwest Territories, the Supreme Court thereof;” 20

48. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 68.2 thereof, the following section:

“68.21 (1) Notwithstanding section 64 or 68, a company may, with the prior approval of the Minister, own more than ten per cent of the shares of any class of shares of

- (a) a corporation incorporated in Canada the activities of which are limited to dealing in securities, including portfolio management or investment counselling; or 30
- (b) a corporation incorporated in Canada that holds, directly or indirectly, any share of a corporation described in paragraph (a). 35

(2) The Governor in Council may make regulations restricting the powers of a company to own shares pursuant to subsection (1) and imposing terms and conditions applicable to any company that owns any such shares.” 40

49. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 73.2 thereof, the following heading and sections:

suivant l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

«cour supérieure»

- a) La Division de première instance de la Cour suprême de l’Ontario, de la Nouvelle-Écosse, de l’Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve; 5
- b) la Cour suprême de la Colombie-Britannique;
- c) la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan et de l’Alberta; 10
- d) la Cour supérieure du Québec;
- e) la Cour suprême du Yukon et des territoires du Nord-Ouest.»

48. La même loi est modifiée par insertion, après l’article 68.2, de ce qui suit :

«68.21 (1) Nonobstant l’article 64 ou 68, une compagnie peut, avec l’approbation préalable du ministre, posséder plus de dix pour cent des actions appartenant à une catégorie d’actions quelconque :

- a) soit d’une corporation constituée au Canada dont les activités consistent uniquement à faire le commerce des valeurs mobilières, y compris la prestation de services de gestion de portefeuille ou de conseil de placements; 25
- b) soit d’une corporation constituée au Canada et qui, directement ou indirectement, possède des valeurs mobilières d’une corporation visée à l’alinéa a). 30

(2) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements pour limiter le pouvoir d’une compagnie de posséder les actions d’une corporation visée au paragraphe (1) et imposer des conditions à la compagnie qui en possède.» 35

49. La même loi est modifiée par insertion, après l’article 73.2, de ce qui suit :

“superior court”
«cour supérieure»

«cour supérieure»
“superior court”

Securities corporations

Sociétés d’activités financières

Regulations restricting powers to own shares

Règlements limitant le droit de détenir des actions

“DIRECTIONS OF COMPLIANCE

«ORDRES

Superintendent
may act

73.3 (1) Where, in the opinion of the Superintendent, a company or a person in respect of a company is committing or pursuing or is about to commit or pursue any act or course of conduct that is an unsafe or unsound practice in conducting the business of the company, the Superintendent may direct the company or person to do either or both of the following:

- (a) cease or refrain from doing the act or pursuing the course of conduct; and
- (b) perform such acts as in the opinion of the Superintendent are necessary to remedy the situation.

Opportunity for
representations

(2) Subject to subsection (3), no direction shall be issued to a company or person under subsection (1) unless the company or person is provided with a reasonable opportunity to make representations in respect of the matter.

Temporary
direction

(3) Where, in the opinion of the Superintendent, the length of time required for representations to be made under subsection (2) could be prejudicial to the public interest, the Superintendent may make a temporary direction having effect for a period of not more than fifteen days.

Temporary
direction may
continue in
effect

(4) Unless it is sooner revoked or set aside pursuant to section 73.4, a temporary direction shall continue in effect at the expiration of the fifteen day period referred to in subsection (3) if no representations are made to the Superintendent within that period or, such representations having been made, the Superintendent notifies the company or person that the Superintendent is not satisfied that there are sufficient grounds for revoking the direction.

Appeal to
Minister

73.4 (1) Any company or person in respect of which or whom a direction has been issued under section 73.3 may, by a notice in writing served on the Minister and the Superintendent within

- (a) fifteen days after the date of the direction, or

Pouvoir du
surintendant

73.3 (1) S'il est d'avis qu'une compagnie ou qu'une personne, à l'égard d'une compagnie, commet un acte ou se livre à une conduite, ou est sur le point de commettre un acte ou de se livrer à une conduite, contraires aux saines pratiques du commerce, dans le cadre de la gestion des affaires de la compagnie, le surintendant peut ordonner à la compagnie ou à la personne de prendre les mesures suivantes ou l'une d'elles :

- a) mettre un terme à l'acte ou à la conduite ou s'en abstenir;
- b) prendre les mesures de redressement qui, de l'avis du surintendant, s'imposent.

Observations

(2) Sous réserve du paragraphe (3), aucun ordre n'est donné à une compagnie ou à une personne en vertu du paragraphe (1) sans qu'il lui ait été donné la possibilité de présenter des observations.

Ordre
temporaire

(3) Lorsque, de l'avis du surintendant, le délai requis pour la présentation des observations visées au paragraphe (2) serait préjudiciable à l'intérêt public, celui-ci peut donner un ordre temporaire d'une période de validité d'au plus quinze jours.

Maintien en
vigueur de
l'ordre
temporaire

(4) À moins qu'il n'ait préalablement été révoqué en vertu de l'article 73.4, l'ordre temporaire reste en vigueur à l'expiration des quinze jours visés au paragraphe (3) si aucune observation n'a été présentée au surintendant pendant le délai ou, lorsqu'il y a eu observations, si le surintendant avise la compagnie ou la personne qu'il n'est pas convaincu qu'il y a des motifs suffisants pour révoquer l'ordre.

Appel au
Ministre

73.4 (1) La compagnie ou la personne à l'égard de qui a été donné un ordre en vertu de l'article 73.3 peut, par avis signifié au Ministre et au surintendant :

- a) soit dans les quinze jours suivant la date de l'ordre,

(b) in the case of a temporary direction that is continued pursuant to subsection 73.3(4), thirty days after the date of the direction,

appeal the matter to the Minister and, on any such appeal, the Minister may allow the appeal, dismiss the appeal or make such other order as the Minister deems appropriate in the circumstances.

(2) A direction under section 73.3 shall not be stayed by an appeal under subsection (1).

73.5 (1) If a company or a person

(a) is contravening or has failed to comply with a direction of the Superintendent issued to the company or person pursuant to section 73.3,

(b) is contravening this Act, or

(c) has omitted to do any matter, act or thing under this Act required to be done by or on the part of the company or person,

the Superintendent may, in addition to any other action that may be taken under this Act, apply to a superior court for an order requiring the company or person to comply with the direction, cease the contravention or do the matter, act or thing, as the case may require, and on such application the superior court may so order and make any other order it thinks fit.

(2) An appeal from a decision of a superior court under subsection (1) lies in the same manner as, and to the same court to which, an appeal may be taken from any other order of the superior court."

50. (1) Subsection 75.1(1) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (a) thereof, the following paragraph:

"(a.1) the company or a person who is a shareholder, director, officer, employee or agent of the company has failed to comply with a direction issued to the

b) soit, dans le cas d'un ordre temporaire maintenu en vigueur en vertu du paragraphe 73.3(4), dans les trente jours suivant la date de l'ordre,

porter la question en appel devant le Ministre; celui-ci peut accueillir ou rejeter l'appel ou donner tout autre ordre qu'il estime indiqué dans les circonstances.

(2) L'exécution de l'ordre donné en vertu de l'article 73.3 n'est pas interrompue par l'appel prévu au paragraphe (1).

73.5 (1) Si une compagnie ou une personne :

a) soit omet de se conformer à un ordre qui lui a été donné en vertu de l'article 73.3,

b) soit contrevient à la présente loi,

c) soit a omis de faire une chose ou d'accomplir un acte qu'elle est tenue de faire ou d'accomplir en vertu de la présente loi,

le surintendant peut, en plus de toute autre mesure qu'il est autorisé à prendre en vertu de la présente loi, demander à une cour supérieure une ordonnance enjoignant à la compagnie ou à la personne de se conformer à l'ordre, de mettre fin à la contravention ou de faire la chose ou d'accomplir l'acte, selon le cas; la cour peut, dans le cadre de la demande, rendre une telle ordonnance ou toute autre qu'elle estime indiquée.

(2) La décision de la cour supérieure visée au paragraphe (1) peut être portée en appel devant la cour devant laquelle peut être portée en appel toute autre ordonnance de la cour supérieure, et de la même façon.»

50. (1) Le paragraphe 75.1(1) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa a), de ce qui suit :

«a.1) la compagnie ou la personne qui est un actionnaire, un administrateur, un dirigeant, un employé ou un mandataire de la compagnie a omis de se con-

No stay on appeal

Court enforcement

Appeal

c. 47 (1st Suppl.), s. 29; 1974-75-76, c. 7, s. 2

Non-interruption

Exécution par la cour

Appel

ch. 47 (1^{er} suppl.), art. 29; 1974-75-76, ch. 7, art. 2

company or to the person under section 73.3;”

former à un ordre donné à la compagnie en vertu de l'article 73.3;»

c. 24 (1st Supp.), s. 32

(2) Subsections 75.1(2) and (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(2) Les paragraphes 75.1(2) et (3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

ch. 24 (1^{er} suppl.), art. 32

5

Remedial powers of Minister

“(2) Where the Minister, after full consideration of the matter and after a reasonable opportunity has been provided to the company or person, as the case may be, to make representations, believes that the situation described in any paragraph of subsection (1) exists, the Minister may do any or all of the following:

«(2) Lorsque le Ministre, après avoir bien étudié la question, et après qu'il a été donné à la compagnie ou à la personne, selon le cas, la possibilité de présenter des observations, estime que la situation décrite à l'un ou l'autre des alinéas du paragraphe (1) existe, il peut prendre les mesures suivantes ou l'une d'elles :

Pouvoir du Ministre pour remédier à la situation

(a) make the company's licence subject to such limitations or conditions as the Minister considers appropriate;

a) assortir le permis de la compagnie des restrictions ou conditions que le ministre estime indiquées;

(b) prescribe a time within which the company or person, as the case may be, shall

b) prescrire un délai durant lequel la compagnie ou la personne, selon le cas, doit :

(i) correct the violation or non-compliance described in paragraph (1)(a) or (a.1),

(i) corriger l'irrégularité visée aux 20 alinéas (1)a) ou a.1),

(ii) make good the deficiency or inadequacy of assets described in paragraph (1)(b) or (c),

(ii) remédier au manque ou à l'insuffisance d'actif visés aux alinéas (1)b) ou c),

(iii) commence to follow the standard for sound business and financial practices, or remedy the breach, described in the report referred to in paragraph (1)(d), or

(iii) commencer à suivre la norme des pratiques commerciales et financières saines ou remédier à la violation visées dans le rapport mentionné à l'alinéa (1)d), ou

(iv) cease the practice or remedy the state of affairs referred to in paragraph (1)(e); and

(iv) mettre fin à la pratique ou à la situation visées à l'alinéa (1)e);

(c) direct the Superintendent to take control of the company.

c) ordonner au surintendant de prendre le contrôle de la compagnie.

(3) On the failure of a company or person to

(3) Si la compagnie ou la personne :

Mesure subséquente

(a) correct the violation or non-compliance described in paragraph (1)(a) or (a.1),

a) ne corrige pas l'irrégularité visée aux 35 alinéas (1)a) ou a.1),

(b) make good the deficiency or inadequacy of assets described in paragraph (1)(b) or (c),

b) ne remédie pas au manque ou à l'insuffisance d'actif visés aux alinéas (1)b) ou c),

(c) commence to follow the standard for sound business and financial practices, or remedy the breach, described in the report referred to in paragraph (1)(d), or

c) ne commence pas à suivre la norme des pratiques commerciales et financières saines ou ne remédie pas à la violation visées dans le rapport mentionné à l'alinéa (1)d), ou

d) ne met pas fin à la pratique ou à la situation visées à l'alinéa (1)e),

Subsequent action

(d) cease the practice or remedy the state of affairs referred to in paragraph (1)(e)

within the time that may have been prescribed pursuant to paragraph (2)(b), or any extension thereof subsequently given by the Minister, the Minister may direct the Superintendent to take control of the company."

51. Sections 78 and 79 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"78. (1) Where at any time it appears to the Superintendent, or if the Superintendent has any reason to believe, that the value placed by the company on any parcel of real estate owned by it or by any corporation in which the company has invested pursuant to subsection 68.2(1) is too great, the Superintendent may either require the company to procure an appraisal of the parcel or may himself procure the appraisal and the Superintendent may, for the purposes of this Act and the *Winding-up Act* and having regard to the appraised value of the parcel, substitute such value for the parcel owned by the company as the Superintendent deems appropriate or write down the investment of the company in the corporation by such amount as the Superintendent deems appropriate.

(2) Where at any time it appears to the Superintendent, or if the Superintendent has any reason to believe, that the amount secured by any mortgage or hypothec on any parcel of real estate granted to the company or to any corporation in which the company has invested pursuant to subsection 68.2(1), together with the interest due and accrued thereon, is greater than the value of the parcel, or that the parcel is not sufficient security for the loan and interest, the Superintendent may either require the company to procure an appraisal of the parcel or may himself procure the appraisal and, where from the appraised value it appears that the parcel is not sufficient security for the loan and interest, the Superintendent may, for the purposes of this Act and the *Winding-up*

dans le délai qui peut avoir été prescrit en conformité avec l'alinéa (2)b), ou dans tout délai supplémentaire accordé subséquentement par le ministre, ce dernier peut ordonner au surintendant de prendre le contrôle de la compagnie.»

51. Les articles 78 et 79 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«78. (1) S'il est d'avis ou s'il a des raisons de penser que la valeur attribuée par la compagnie à une étendue de bien-fonds qu'elle-même ou qu'une société dans laquelle elle a investi en vertu du paragraphe 68.2(1) possède est trop élevée, le surintendant peut soit exiger que la compagnie fasse procéder à l'évaluation de cette étendue de bien-fonds, soit faire procéder à l'évaluation lui-même; le surintendant peut, pour l'application de la présente loi et de la *Loi sur les liquidations*, compte tenu du montant de l'évaluation, soit attribuer à l'étendue de bien-fonds que possède la compagnie la valeur qu'il estime indiquée, soit réduire l'investissement de la compagnie dans la société du montant qu'il estime indiqué.

(2) S'il est d'avis ou s'il a des raisons de penser que le montant garanti par la compagnie ou par une société dans laquelle celle-ci a investi en vertu du paragraphe 68.2(1), par *mortgage* ou hypothèque sur une étendue de bien-fonds, ainsi que l'intérêt dû et couru sur ce montant, excède la valeur de cette étendue de bien-fonds, ou que celle-ci n'est pas une garantie suffisante pour un tel prêt et intérêt, le surintendant peut soit exiger que la compagnie fasse procéder à l'évaluation de cette étendue de bien-fonds, soit faire procéder à l'évaluation lui-même; si, d'après le montant de l'évaluation, il appert que l'étendue de bien-fonds n'est pas une garantie suffisante du prêt et de l'intérêt, le surintendant peut, pour l'application de la présente loi et de la *Loi sur les liquidations*, compte

Appraisal of overvalued real estate

Appraisal of real estate held as security

Évaluation d'un bien-fonds surévalué

Évaluation des biens-fonds détenus comme garantie

Act and having regard to the appraised value of the parcel, write down the loan and interest by such amount as the Superintendent deems appropriate or write down the investment of the company in the corporation by such amount as the Superintendent deems appropriate. 5

Notice to auditor

(3) The Superintendent shall, in writing, notify the company, the auditor of the company and the audit committee of the company of any substitution or write down by the Superintendent under this section relating to real estate. 10

Regulations and costs re appraisals

(4) An appraisal for the purposes of subsection (1) or (2) 15

(a) shall be in accordance with such regulations as the Governor in Council may make for the purpose; and

(b) shall, unless otherwise specified by the Superintendent, be at the expense of the company. 20

Appeal

79. (1) Notwithstanding section 30 of the *Federal Court Act*, an appeal lies to the Federal Court—Trial Division

(a) from any ruling of the Superintendent under section 76 as to the admissibility of any asset not allowed by the Superintendent or amount added to liabilities, or as to any correction or alteration made in any statement; 25 30

(b) from any substitution or write down by the Superintendent under section 78 relating to real estate; or

(c) subject to subsection (2), concerning any other matter arising under this Act where all other appeal rights, if any, provided under this Act have been exhausted. 35

Exception

(2) No appeal lies under subsection (1) in respect of 40

(a) a decision of the Minister to approve or not approve a share transaction for which an approval is required under section 41.1; or

tenu du montant de l'évaluation, réduire le prêt et l'intérêt ou l'investissement de la compagnie dans la société du montant qu'il estime indiqué.

(3) Le surintendant doit aviser par écrit la compagnie, son vérificateur et son comité de vérification de toute attribution de valeur ou réduction de montant effectuée par lui en vertu du présent article relativement à un bien-fonds. 10

(4) L'évaluation prévue aux paragraphes (1) et (2) doit : 15

a) être faite conformément aux règlements que peut prendre le gouverneur en conseil à cette fin; 15

b) être faite, sauf indication contraire du surintendant, aux frais de la compagnie.

79. (1) Indépendamment de l'article 30 de la *Loi sur la Cour fédérale*, il y a appel 20 à la Division de première instance de la Cour fédérale par procédure sommaire :

a) de toute décision du surintendant rendue en vertu de l'article 76 relativement à l'admissibilité d'éléments d'actif non reconnue par lui ou à tout montant ajouté au passif ou à toute correction ou modification apportée dans une déclaration; 25

b) de toute attribution de valeur ou réduction de montant faite par le surintendant en vertu de l'article 78 relativement à un bien-fonds; 30

c) sous réserve du paragraphe (2), de toute autre question relative à l'application de la présente loi lorsque tous les autres droits d'appel prévus à la présente loi ont été épuisés. 35

(2) Il ne peut en être appelé en vertu du paragraphe (1) : 40

a) d'une décision du Ministre d'approuver ou non une opération sur des actions qui doit être approuvée en vertu de l'article 41.1;

5 Avis au vérificateur

Règlements et frais relatifs aux évaluations

Appel

Exemption

(b) a matter in respect of which an appeal is provided under section 41.2 or subsection 71(6) or 73.5(2).

(3) For the purposes of an appeal under subsection (1), the Superintendent or Minister, as the case may require, shall at the request of the company or person interested give a certificate in writing setting out the ruling appealed from and the reasons therefor, which ruling is binding on the company or person unless the company or person, within fifteen days after notice of the ruling, serves on the Superintendent or Minister a notice of intention to appeal therefrom, setting out the grounds of appeal and within fifteen days thereafter files the appeal with the registrar of the Court and with due diligence prosecutes the appeal, in which case action on the ruling shall, except in the case of a ruling concerning a matter referred to in section 73.3, be suspended until the Court has rendered judgment thereon."

b) d'une question pour laquelle un appel est prévu en vertu de l'article 41.2 ou des paragraphes 71(6) ou 73.5(2).

(3) Aux fins de l'appel prévu au paragraphe (1), le surintendant ou le Ministre, selon le cas, doit, à la demande de la compagnie ou de la personne concernée, remettre un certificat énonçant la décision portée en appel et les motifs de celle-ci; la décision lie la compagnie et la personne sauf si, dans les quinze jours suivant l'avis de cette décision, elle signifie au surintendant ou au Ministre un avis de son intention d'en appeler donnant les motifs de l'appel, elle dépose son appel au bureau du registraire dans les quinze jours suivants et elle donne suite à l'appel avec la diligence nécessaire, auquel cas toute mesure consécutive à la décision, sauf s'il s'agit d'une décision relative à une question visée à l'article 73.3, est suspendue jusqu'à ce que la cour se soit prononcée sur l'appel."

Certificate of ruling appealed from

Certificat de la décision en appel

R.S., c. W-10; c. 44 (1st Suppl.); 1972, c. 17; 1974-75-76, c. 19; 1976-77, c. 28; 1978-79, c. 11; 1984, c. 40; 1986, c. 35

WINDING-UP ACT

LOI SUR LES LIQUIDATIONS

S.R., ch. W-10; ch. 44 (1^{er} suppl.); 1972, ch. 17; 1974-75-76, ch. 19; 1976-77, ch. 28; 1978-79, ch. 11; 1984, ch. 40; 1986, ch. 35

52. (1) Subparagraph 162(1)(c)(i) of the *Winding-up Act* is repealed and the following substituted therefor:

"(i) if reinsurance is not effected as hereinafter provided,

(A) firstly, any of the following claims:

(I) in the case of policies of life insurance and policies of accident and sickness insurance, claims that have arisen under those policies of the company, in accordance with the terms thereof, prior to the date of the filing of the statement of the liquidator in the Office of the Superintendent of Financial Institutions as herein-after provided, less any amount previously advanced by the com-

52. (1) Le sous-alinéa 162(1)c)(i) de la *Loi sur les liquidations* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) si la réassurance n'est pas effectuée selon les prescriptions qui suivent,

(A) en premier lieu, l'une quelconque des réclamations suivantes :

(I) dans le cas des polices d'assurance-vie et des polices d'assurance contre les accidents et la maladie, les réclamations qui ont découlé desdites polices de la compagnie, suivant les termes des polices, antérieurement à la date du dépôt de l'état du liquidateur auprès du Bureau du surintendant des institutions financières, de la manière prévue

pany on the security of those policies, and claims of holders of policies of life insurance and policies of accident and sickness insurance to the value of those policies computed as hereinafter provided, 5

(II) in the case of policies of insurance other than policies of life insurance and policies of 10 accident and sickness insurance, claims that have arisen under those policies of the company by reason of the occurrence of the event insured against, in accordance with the terms thereof, prior to the date of the filing of the statement of the liquidator in the Office of the Superintendent of Financial Institutions as herein- 20 after provided, less any amount previously advanced by the company on the security of those policies, and

(B) secondly, in the case of policies 25 of insurance other than policies of life insurance and policies of accident and sickness insurance, the claims of such policy holders to the value of those policies computed as 30 hereinafter provided or, as the case may be, claims that have arisen under those policies of the company by reason of the cancellation of such policies, in accordance with 35 the terms thereof, prior to the date of the filing of the statement of the liquidator in the Office of the Superintendent of Financial Institutions as hereinafter provided, less 40 any amount previously advanced by the company on the security of the policies, or”

ci-après, moins tout montant antérieurement avancé par la compagnie sur la garantie de ces polices et les réclamations des porteurs de polices d'assurance- 5 vie et d'assurance contre les accidents et la maladie jusqu'à concurrence de la valeur de leurs polices calculée de la manière prévue ci-après, 10

(II) dans le cas des polices d'assurance autres que les polices d'assurance-vie et les polices d'assurance contre les accidents et la maladie, les réclamations 15 qui ont découlé desdites polices de la compagnie en raison de la survenance d'un sinistre faisant l'objet du contrat d'assurance, suivant les termes des polices, 20 antérieurement à la date du dépôt de l'état du liquidateur auprès du Bureau du surintendant des institutions financières, de la manière prévue ci-après, 25 moins tout montant antérieurement avancé par la compagnie sur la garantie de ces polices, et

(B) en deuxième lieu, dans le cas 30 des polices d'assurance autres que les polices d'assurance-vie et les polices d'assurance contre les accidents et la maladie, les réclamations des assurés jusqu'à concurrence de la valeur de leurs polices 35 calculée de la manière prévue ci-après ou, selon le cas, les réclamations qui ont découlé de ces polices de la compagnie en raison de l'annulation de pareilles polices, sui- 40 vant les termes des polices, antérieurement à la date du dépôt de l'état du liquidateur auprès du Bureau du surintendant des institutions financières, de la manière 45 prévue ci-après, moins tout montant antérieurement avancé par la compagnie sur la garantie des polices, ou»

(2) Subparagraph 162(1)(c)(i) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall apply 45 (2) Le sous-alinéa 162(1)c)(i) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), ne s'appli-

only in respect of the winding-up of the business of a company that commences on or after the day that subparagraph comes into force.

que qu'à l'égard de la liquidation des affaires d'une compagnie qui commence au plus tôt le jour de l'entrée en vigueur de ce sous-alinéa.

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into
force

53. This Act or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

5 53. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.

5 Entrée en
vigueur



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9



3 1761 11470446 3